Sous la direction de
Marie-Christine Weidmann Koop

Le QUÉBEC à l'aube du nouveau millénaire

Entre tradition et modernité

Presses de l'Université du Québec

Le QUÉBEC

à l'aube du nouveau millénaire

PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
Le Delta I, 2875, boulevard Laurier, bureau 450
Québec (Québec) G1V 2M2
Téléphone : (418) 657-4399 • Télécopieur : (418) 657-2096
Courriel : puq@puq.ca • Internet : www.puq.ca

Diffusion / Distribution :

CANADA et autres pays
PROLOGUE INC.
1650, boulevard Lionel-Bertrand
Boisbriand (Québec) J7H 1N7
Téléphone : (450) 434-0306 / 1 800-363-2864

FRANCE
AFPU-DIFFUSION
SODIS

BELGIQUE
PATRIMOINE SPRL
168, rue du Noyer
1030 Bruxelles
Belgique

SUISSE
SERVIDIS SA
5, rue des Chaudronniers
CH-1211 Genève 3
Suisse

DANGER
LE PHOTOCOPILLAGE TUE LE LIVRE

La *Loi sur le droit d'auteur* interdit la reproduction des œuvres sans autorisation des titulaires de droits. Or, la photocopie non autorisée – le « photocopillage » – s'est généralisée, provoquant une baisse des ventes de livres et compromettant la rédaction et la production de nouveaux ouvrages par des professionnels. L'objet du logo apparaissant ci-contre est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit le développement massif du « photocopillage ».

Sous la direction de
Marie-Christine Weidmann Koop

Le QUÉBEC à l'aube du nouveau millénaire

Entre tradition et modernité

2008

Presses de l'Université du Québec
Le Delta I, 2875, boul. Laurier, bur. 450
Québec (Québec) Canada G1V 2M2

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec
et Bibliothèque et Archives Canada

Vedette principale au titre :

Le Québec à l'aube du nouveau millénaire : entre tradition et modernité

Textes présentés lors d'un colloque international tenu les 2 et 3 mars 2007 à Denton, Tex.

Comprend des réf. bibliogr.

Textes en français et en anglais.

ISBN 978-2-7605-1542-0

1. Québec (Province) - Civilisation - Congrès. 2. Littérature québécoise - Histoire et critique - Congrès. 3. Français (Langue) - Québec (Province) - Congrès. 4. Éducation - Québec (Province) - Congrès. I. Weidmann-Koop, Marie-Christine, 1954- .

FC2919.Q42 2008 971.4 C2007-942451-1F

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

La publication de cet ouvrage a été rendue possible grâce à l'aide financière de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC).

Mise en pages : ALPHATEK

Couverture : SIMON COURCHESNE

1 2 3 4 5 6 7 8 9 PUQ 2008 9 8 7 6 5 4 3 2 **1**

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
© 2008 Presses de l'Université du Québec

Dépôt légal – 2e trimestre 2008
Bibliothèque et Archives nationales du Québec / Bibliothèque et Archives Canada
Imprimé au Canada

AVANT-PROPOS

Le présent recueil est le résultat d'un colloque international que j'ai organisé à Denton (Texas) les 2 et 3 mars 2007 sur le thème « Le Québec à l'aube du nouveau millénaire : entre tradition et modernité ». L'objectif en était de faire le point sur les changements qui ont affecté la société québécoise depuis les années 1960, qu'il s'agisse de l'idéologie, du déclin de l'influence de l'Église catholique, qui avait joué un rôle prédominant au Québec, de la langue et des enjeux qu'elle représente, de l'engagement politique, des questions sociales (femmes, autochtones) ou encore de la production culturelle qui reflète l'évolution qui s'est opérée en plus de quarante ans – littérature, cinéma, chanson.

Cet événement a été subventionné par l'Université de North Texas, le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada et l'Association internationale des études québécoises (AIEQ).

Ont participé à ce colloque interdisciplinaire une soixantaine de chercheurs appartenant à différentes disciplines – littérature, cinéma, histoire, philosophie, études féministes, sociologie, sciences de l'éducation, sciences politiques, linguistique, urbanisme – et venus des États-Unis, du Québec, d'autres provinces du Canada et d'Europe (France, Autriche, Turquie). La séance plénière a été présentée par M. Michel Venne, directeur de l'Institut du Nouveau Monde à Montréal, ancien journaliste pour *Le Devoir* et directeur de *L'Annuaire du Québec,* publié chaque année aux éditions Fides. Le texte de sa conférence, « Le Québec, laboratoire de l'altermondialisme ? », est inclus dans cet ouvrage.

Les participants ont été chaleureusement accueillis par Mme Ginette Chenard, déléguée du Québec à Atlanta, lors d'un cocktail d'ouverture offert par le ministère des Relations internationales du Québec et pendant lequel elle a prononcé un discours de bienvenue ; le texte de sa communication, intitulée « Le Québec à l'ère de la mondialisation », figure également dans cet ouvrage. Le deuxième jour du colloque, nous avons entendu l'allocution de M. Yanick Godbout, de la Direction États-Unis du ministère des Relations internationales du Québec. Lors du banquet de clôture, nous avons été honorés par la présence de M. Rod Johnson, délégué commercial principal au Consulat général du Canada à Dallas, et de son épouse, représentant M. Norris Pettis, consul général. Était également présente Mme Jean Schaake, vice-doyenne de la Faculté des arts et sciences à l'Université de North Texas, accompagnée de son époux. La soirée s'est terminée par un concert de chansons québécoises interprétées par un groupe musical, sous la direction de Mme Andréanne Mauger-Bauman, musicienne et professeure de français à la Fort Worth Country Day School.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance à toutes les personnes qui ont apporté leur appui à l'organisation de ce colloque. Je voudrais tout particulièrement exprimer ma gratitude à M. Yanick Godbout qui, dès le début, a cru à ce projet et s'est déplacé spécialement de Québec pour y assister, ainsi qu'à Mme Ginette Chenard. Je remercie également M. Ashley Johnson, chargé des affaires culturelles au Consulat du Canada à Houston, qui m'a encouragée à postuler pour une subvention de son gouvernement.

Je remercie les personnes suivantes, qui ont également contribué au succès du colloque : M. Yannick Resch, président de l'AIEQ, et M. Robert Laliberté, directeur général de l'AIEQ, qui a offert plusieurs bourses de voyage à des intervenants ; M. Warren Burggren, doyen de la Faculté des arts et sciences à l'Université de North Texas ; M. Lawrence Williams, professeur de français à l'Université de North Texas, et Mme Susan Gehrlein, directrice de notre Centre d'apprentissage des langues étrangères, pour l'aspect technologique du programme ; Mme Marijn Kaplan, professeure de français ; les étudiants et le personnel du secrétariat du Département de langues et littératures étrangères à l'Université de North Texas.

Le présent recueil contient une sélection des communications présentées lors du colloque. Il s'articule autour de cinq grandes parties. La première traite de politique et d'idéologie avec la question de l'identité québécoise, les relations du Québec avec la France et le reste du Canada, le Québec et la mondialisation, l'État et la religion, et la politique urbaine. La deuxième partie concerne la langue par rapport à son statut et à son emploi à l'ère des nouvelles technologies, alors que la troisième partie présente les femmes et les groupes minoritaires au sein du système éducatif. La quatrième partie, la plus longue, est consacrée à la littérature québécoise : le roman de la terre, l'écriture migrante, la littérature de jeunesse, les voix de femmes, les études de genre, et les fictions en temps de lutte. La dernière partie, enfin, se concentre sur la production culturelle au Québec sous ses divers aspects, la chanson et son évolution, et le cinéma.

Je voudrais enfin exprimer ma reconnaissance aux chercheures et aux chercheurs qui sont venus de loin pour participer à cet événement unique et y partager le fruit de leurs recherches. Cette manifestation s'est déroulée dans la convivialité et nous a permis à toutes et à tous de nouer de nouveaux liens en vue d'une collaboration future. Le colloque et l'ouvrage qui en découle ne manqueront pas de contribuer au rayonnement de la culture québécoise dans le monde.

Marie-Christine Weidmann Koop

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS ..... *VII*

INTRODUCTION

Texte du discours de la séance plénière
Le Québec, laboratoire de l'altermondialisme ?
Michel Venne *2*

Partie I. POLITIQUE ET IDÉOLOGIE

A. Identité et relations du Québec avec le reste du Canada et la France
Le nationalisme de contestation en Amérique du Nord : étude du rôle du mouvement souverainiste dans l'apparition de la nouvelle nation québécoise au Canada
Christophe Traisnel *18*
De la Révolution tranquille à la déconsidération tranquille : le durcissement de ton à l'égard du souverainisme québécois dans les pages du *Globe and Mail*
Sylvie Lacombe *30*
La France et le Québec quarante ans après de Gaulle
Frédéric Bastien *39*

B. Le Québec et la mondialisation

Le Québec à l'ère de la mondialisation : tradition et modernité, un regard croisé harmonieux
Ginette Chenard 48

Globalization through the Eyes of Business, Labour and the Women's Movement: Three Visions for Quebec's Modernity
Peter Graefe and Angela Orasch 57

C. État et religion

Abandoned or Altered? Roman Catholicism's Legacy and the Quiet Revolution
Stephen Kenny 66

Argumenter la décadence au XXIe siècle : *Égards* et la Révolution tranquille
François-Emmanuël Boucher 78

De la sortie de la religion à la sortie de la nation : libres réflexions gauchetiennes sur le rôle de l'État au Québec
Serge Cantin 88

D. Politique urbaine

Tradition and Modernity in the Montreal Megacity
Robert K. Whelan and Richard Vengroff 98

Partie II. LA QUESTION DE LA LANGUE AU QUÉBEC

A. Statut de la langue française au Québec

Le français au Québec : état des lieux
Samia I. Spencer 108

Pour renouveler et dynamiser la langue française au Québec : enjeux de l'immigration francophone et de l'intégration à la québécité
Jean-Claude Bondol 117

B. Langue et technologie

Terminology for New Technologies: A Nexus of Tradition and Modernity
Lawrence Williams 130

Sociopragmatic Norms in Québécois On-line Personal Advertisements
Rémi A. van Compernolle 139

Partie III. GROUPES SOCIAUX

A. Le statut des femmes

Le mouvement féministe et la promotion des femmes en politique
Chantal Maillé 152

La place des femmes à l'université : étude comparative entre le Québec et la France
Marie-Christine Weidmann Koop *162*

B. Groupes minoritaires au sein du système scolaire
L'élève autochtone et le système éducatif au Québec : vers une meilleure entente ?
Marie Schein *174*

Partie IV. LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE

A. Le roman de la terre et son évolution
Trente Arpents ou une ère révolue
Daniel Faussié *186*
Maria Chapdelaine in Literature and Film: Between Tradition and Modernity
J. Debbie Mann *193*

B. L'écriture migrante
Entre le propre et l'étranger : la réception québécoise des œuvres de Ying Chen et de David Homel
Martine-Emmanuelle Lapointe *204*
L'écriture migrante et le tremblement de l'écriture dans *Le fou d'Omar* d'Abla Farhoud
Leïla Ennaïli *214*

C. La littérature de jeunesse
Les mutations du discours éditorial sur la lecture des jeunes Québécois de 1920 à aujourd'hui
Suzanne Pouliot et Noëlle Sorin *222*
Quebec Children's Literature: A Cultural Trump Card
Lynn Penrod *231*

D. Autres thèmes littéraires
Sur le seuil : horreur, psychiatrie et religion
Lucie Brind'Amour *238*
Vers la modernité : l'impact de la figure de l'étranger dans la littérature québécoise
Jean-Pierre Thomas *245*
Mouvements et paysages dans la poésie de Pierre Nepveu et Denise Desautels
Marc André Brouillette *254*

E. Voix de femmes

Frances Brooke's *History of Emily Montague* (1769): Epistolarity at the Transatlantic Intersection of Public and Private
Marijn S. Kaplan 264

Entre tradition et modernité : la place de la femme dans la cité dans le roman féminin québécois
Céline Girard 272

F. Études de genres

Le terme d'une quête : réflexion sur l'évolution de l'essai au Québec
Anne Caumartin 282

« Une patrie neuve dans un monde vieilli » : l'historicité paradoxale de l'abbé Casgrain à Victor-Lévy Beaulieu
Stéphane Inkel 290

Between Memories and Media: How Quebec's Storytellers are Preserving and Transforming Its Heritage of Folktales
Mary Ann Garnett 300

Transculturalité et délocalisation dans *Les aurores montréales* de Monique Proulx
Dominique D. Fisher 308

G. Fictions des temps en lutte : présences d'un passé indépassable

Quelques questions littéraires à propos de la campagne québécoise
Daniel Laforest 318

Fiction du contemporain : d'une structure énigmatique et de sa pensée du temps
Nicolas Xanthos 325

Partie V. LA PRODUCTION CULTURELLE AU QUÉBEC

A. Aspects de la production culturelle

Play and Display of Culture in the Musée de la civilisation
Jean Marie Turcotte Walls 338

Le succès des Haïtiens dans le domaine de la production culturelle au Québec depuis la Révolution tranquille
Heather A. West 348

B. La chanson et son évolution

Gilles Vigneault, chansonnier médiéval, troubadour moderne : les traces du passé dans une œuvre contemporaine
Diane Soucy 358

« Je me souviens de rien »: Political Discourse in Québec's Modern *Chanson Engagée*
Kelle Lyn Keating 368

C. Le cinéma québécois

Le Québec et la mythologie du cinéma direct
Lee Hilliker *380*

Imagined Community: The Role of Popular and Critically Acclaimed Québécois Films in Sustaining the Nation
Kevin Elstob *388*

L'œuvre filmique d'Anne Claire Poirier ou l'engagement au féminin
Anna Norris *399*

La momie, la maman et l'image : *Saints-Martyrs-des-Damnés* de Robin Aubert
Étienne Beaulieu *407*

NOTICES BIOGRAPHIQUES *413*

INTRODUCTION

Texte du discours de la séance plénière

Le Québec, laboratoire de l'altermondialisme ?

Michel Venne
Directeur général,
Institut du Nouveau Monde[1]

Résumé *La mondialisation suscite à la fois des espoirs et des craintes. Espoirs d'ouverture et d'émancipation. Craintes qu'un seul modèle économique s'impose à toutes les nations en créant plus d'injustice que de progrès. Depuis quelques années, un mouvement altermondialiste a vu le jour. Ce mouvement défend une mondialisation à visage humain. En somme, une mondialisation qui permette de réaliser des progrès mais conçue de telle manière que l'on évite de créer des injustices. En s'appuyant sur les écrits de spécialistes, l'auteur propose une définition de l'altermondialisme. Cet autre monde, de quoi serait-il fait ? De paix, de justice sociale, de développement durable, de diversité culturelle, de primauté des droits et libertés sur l'économie, de coopération, de démocratie et de souveraineté des peuples. L'auteur rappelle que le Québec n'est pas contre la (donc pas « anti ») mondialisation, ayant appuyé largement les accords de libre-échange nord-américain. Les Québécois ont toutefois manifesté des réserves sur certains effets sociaux de la mondialisation, ce qui les place dans le camp des altermondialistes. L'auteur discute ensuite du degré de conformité de la société québécoise à chacun des critères énoncés. Il suggère que, dans l'ensemble, la voie altermondialiste est bien incarnée au Québec. Elle n'est certainement pas dominante dans l'organisation économique. Mais elle intègre un grand nombre de revendications de la population et incarne une vision du monde, fondée sur le mieux-vivre, largement partagée. C'est en ce sens que la société québécoise peut être considérée comme un laboratoire : on y pratique l'altermondialisme même si ce n'est pas devenu la norme absolue. L'auteur conclut qu'il existe plusieurs manières de vivre la mondialisation et que ce qui compte, c'est que le Québec adopte la sienne sans complexes. C'est la meilleure façon pour lui de réussir.*

1. L'Institut du Nouveau Monde (INM) est un organisme non partisan voué au renouvellement des idées et à l'animation des débats publics au Québec. Fondé en 2004, il a été lauréat en 2005 du prix Claire-Bonenfant du gouvernement du Québec pour les valeurs démocratiques et l'éducation civique. L'INM organise chaque été une école de citoyenneté pour les jeunes, il préside à des dialogues entre citoyens et experts (les Rendez-vous stratégiques de l'INM), publie *L'Annuaire du Québec* et propose plusieurs programmes destinés à l'information, la délibération et la mobilisation des citoyens, notamment Santé et citoyenneté, À go on change le monde, Jeunes, science et démocratie et Pont interculturel.

Je ne suis pas un chercheur universitaire et ma présentation n'est pas le fruit d'une recherche scientifique. Je suis un observateur de la société québécoise et ce que je vais vous livrer est davantage de l'ordre de l'hypothèse que de la conclusion. Peut-être y aura-t-il parmi vous des chercheurs qui voudront reprendre la balle au bond et explorer davantage ce qui me paraît un continent trop peu quadrillé de l'identité québécoise, celui de notre rapport à l'économie mondiale, un rapport à la fois riche et ambigu, et que l'on se borne souvent à décrire avec les statistiques les plus récentes sur les exportations à l'étranger.

Certains d'entre vous ne me connaissent pas ou ne connaissent pas l'Institut du Nouveau Monde. Pour cette raison, quelques mots de présentation s'imposent. J'ai été journaliste pendant 25 ans, d'abord dans la presse locale et communautaire, puis dans les grands médias, pour finir au quotidien *Le Devoir,* de Montréal, où j'ai occupé les fonctions de correspondant parlementaire à Québec, et ai à ce titre beaucoup écrit sur la politique québécoise et canadienne. J'ai ensuite exercé le rôle d'éditorialiste puis de directeur de l'information. J'ai quitté *Le Devoir* en 2002, constatant les limites du journalisme pour amener les citoyens à s'intéresser davantage à la société dans laquelle ils vivent. Constatant aussi l'urgence de contrer la désillusion politique, de réinventer la démocratie et de revitaliser les débats publics au Québec. Modestement, c'est ce que j'essaie de faire, depuis trois ans, avec l'Institut du Nouveau Monde, un organisme à but non lucratif, non partisan, qui tient chaque été une école de citoyenneté pour 500 à 800 jeunes du Québec et de l'étranger, qui organise des rendez-vous stratégiques réunissant experts et citoyens pour débattre des grands enjeux de notre temps, et qui publie chaque automne son *Annuaire du Québec,* qui fait le bilan du Québec dans tous les domaines, que je dirige depuis 2003 et qui est devenu une publication de l'INM[2].

Mes observations sur le Québec proviennent donc du cumul de mes expériences comme journaliste, comme directeur de cet annuaire puis comme organisateur, depuis trois ans, de dialogues entre des experts et des citoyens, en particulier avec des jeunes, sur les grands enjeux auxquels le Québec est confronté. Cette brève description tient lieu de méthodologie.

J'ai intitulé ma conférence « Le Québec, laboratoire de l'altermondialisation ? » ; avec un point d'interrogation, comme il convient dans tous les bons colloques scientifiques, où le doute est de mise.

1. Qu'est-ce que l'altermondialisation ?

Avant tout, qu'est-ce que l'altermondialisation ? Il paraît que le mot est d'origine belge. Et qu'il a été créé pour permettre de distinguer les personnes qui sont *critiques* de la mondialisation de celles qui sont *contre* la mondialisation. Ceux qui sont contre refuseraient le principe même de la libéralisation des échanges commerciaux, craignant que la loi de la jungle l'emporte et mène à l'hégémonie de quelques pays sur les

2. Pour plus d'information sur l'Institut du Nouveau Monde : <www.inm.qc.ca>.

autres. Les « antimondialisation » sont souvent aussi des antilibéraux, c'est-à-dire des personnes qui souhaiteraient remplacer l'ordre économique libéral et capitaliste par un autre régime.

Les partisans de l'altermondialisation, ou les partisans d'une autre mondialisation, ne contestent pas la mondialisation elle-même, l'ouverture des frontières et ce que cette ouverture peut permettre ou provoquer. Ils contestent le modèle économique dominant de la mondialisation et revendiquent un mode de développement plus soucieux de l'être humain et de l'environnement. Ce que l'on appelle le mouvement altermondialiste n'est pas vraiment un mouvement, c'est plutôt une nébuleuse, une mouvance hétérogène. Ce qui rassemble les altermondialistes, c'est le grand principe voulant que les valeurs humanistes prennent le pas sur les logiques économiques.

L'altermondialisme, c'est cet « autre monde qui est possible » ou, mieux, comme on le dit de plus en plus depuis quelque temps : « ces autres mondes qui sont possibles ».

Il y a bien quelques antimondialistes qui se cachent derrière les altermondialistes. Mais je ne parle pas d'eux aujourd'hui.

Quel est cet autre monde revendiqué par les altermondialistes ?

Vous savez que depuis 2001 à Porto Alegre, au Brésil, les alter- et antimondialistes se donnent rendez-vous au Forum social mondial. Le dernier a eu lieu tout récemment à Nairobi. Certains ont affirmé que le mouvement s'essouffle à cause d'une baisse du nombre de participants. L'un des fondateurs du Forum social mondial, le Brésilien Francisco Whitaker Ferreira, que l'on appelle Chico, a déjà répondu à cette question (Whitaker, 2006, p. 26) : à quoi ressemblerait concrètement ce nouveau monde que vous proposez ? Ce serait, selon lui :

- un monde de paix, sans guerres ni violence ;
- un monde d'amitié et de coopération ;
- un monde où les humains entretiennent une relation respectueuse avec la nature ;
- un monde où chacun peut manger à sa faim tous les jours ;
- un monde où l'argent ne décide pas de tout ;
- […] où les hommes et femmes politiques sont élus pour servir les intérêts du peuple et non les leurs ;
- un monde sans préjugés, mépris, ni discriminations raciales, religieuses, culturelles, de genre ;
- […] où les citoyens ne sont pas effacés par des consommateurs.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie en 2001, conseiller économique de Bill Clinton avant d'occuper le poste d'économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale entre 1997 et 2000, a publié, depuis, plusieurs livres pour exprimer « la grande désillusion » qui fut la sienne par rapport à la mondialisation telle qu'elle se déploie aujourd'hui. Dans son plus récent ouvrage, intitulé justement *Un autre monde* (*Making Globalization Work*), Stiglitz essaie de montrer que, s'il est vrai que la mondialisation a jusqu'à présent surtout servi à promouvoir des valeurs néolibérales, cela n'est pas fatal. « Rien n'impose, écrit-il, qu'elle nuise à l'environnement, aggrave les inégalités, affaiblisse la diversité culturelle et favorise les intérêts des grandes firmes

aux dépens du bien-être des simples citoyens » (Stiglitz, 2006, p. 17). Il y a, écrit-il, d'autres formes d'économie de marché qui sont efficaces et qui respectent ces valeurs de démocratie, de justice sociale, de protection de l'environnement, d'accès universel aux soins de santé.

Cet autre monde, donc, de quoi serait-il fait ?

- de paix ;
- de justice sociale ;
- de développement durable ;
- de diversité culturelle ;
- de la primauté des droits et libertés sur l'économie ;
- de coopération ;
- de démocratie et de souveraineté des peuples.

Le Québec est-il, donc, un laboratoire de cette autre mondialisation que je viens de décrire à grands traits ?

2. La majorité des Québécois approuve le libre-échange

D'abord, le Québec n'est pas antimondialisation. Au contraire, il a multiplié les efforts au cours des dernières années pour tirer profit de l'ouverture des frontières et même pour la provoquer. Il s'est plié aux règles de l'OMC. Le Québec, comme vous le savez, a été la province la plus militante en faveur de la conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui fut ensuite élargi au Mexique dans l'ALENA. Après l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange, l'économie du Québec en a largement profité, comme d'ailleurs celles de la plupart des autres provinces qui étaient pourtant réticentes. En 1988, lorsque Brian Mulroney négociait avec les États-Unis, la moitié des Québécois étaient favorables à la conclusion d'un accord et 35 % s'y opposaient.

À la fin des années 1990, la mondialisation a été très durement contestée. Nous avons tous en tête le souvenir de manifestations parfois violentes à Seattle lors de la réunion des pays membres de l'Organisation mondiale du commerce en 1999, à Gênes par la suite et même à Québec, en mai 2001, lors du Sommet des Amériques, où était débattu le projet de former, de la Terre de Baffin à la Terre de Feu, une vaste zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Pourtant, selon des sondages menés en 2001 et 2002, après ces manifestations, les Québécois continuent d'appuyer globalement les processus de mondialisation et de libre-échange dans des proportions variant de 60 à 76 %, toujours légèrement plus fortement que dans le reste du Canada (Duchastel, 2003, p. 65-75).

Ces mêmes sondages font ressortir cependant de vives inquiétudes concernant les acquis sociaux (95 %), la diversité culturelle (91 %) et la protection des compétences constitutionnelles du Québec (85 %). Dans un article publié dans *L'Annuaire du Québec 2004*, le professeur Jules Duchastel conclut que « les Québécois sont globalement en faveur des accords de libre-échange et sont ouverts aux processus liés à la mondialisation. Cette opinion semble se renforcer avec le temps et surtout avec

la connaissance croissante des problèmes soulevés par ces processus. Cependant, dans la mesure où on lui permet de s'exprimer, l'opinion publique semble grandement critique des conséquences indésirables qui peuvent en découler, telles les menaces pour les emplois et les entreprises, les profits exorbitants des multinationales, l'accroissement des inégalités, etc. » (*ibid.,* p. 70).

S'ils ne sont pas antimondialistes, les Québécois émettent donc des réserves à l'endroit des processus actuels de mondialisation. Ils souhaiteraient que celle-ci soit balisée. Cette opinion est d'ailleurs confirmée par les jeunes qui ont participé aux écoles d'été de l'INM. Dans les propositions pour le Québec de demain qu'ils ont adoptées en 2004 et dans leurs manifestes publiés en 2006, ces jeunes affichent une volonté ferme que soit maîtrisée la mondialisation, que la protection des droits fondamentaux des humains et de l'environnement soit inscrite dans les traités commerciaux, que la diversité culturelle soit protégée[3]. En 2006, lors du Rendez-vous stratégique de l'INM sur l'économie, nos participants ont souhaité la même chose.

> De nouvelles règles du jeu s'imposent et le Québec ne peut les ignorer, disent-ils. Il peut, toutefois, agir de manière à ne pas courir à sa perte. Les citoyens insistent sur la nécessité de protéger les conditions de vie et de travail des populations et les règles qui concernent la protection de l'environnement. […] Les citoyens demandent que le Québec exerce un leadership en faveur d'une nouvelle gouvernance mondiale permettant d'augmenter le pouvoir des citoyens et de la société civile dans les choix économiques, de valoriser la consommation responsable, d'établir un nouveau contrat social mondial[4].

Les Québécois, majoritairement, ne sont pas contre la mondialisation, mais ils souhaitent que celle-ci se réalise dans le respect des valeurs humanistes et des principes de justice. Voilà qui correspond à la définition d'un altermondialiste. Cela étant, comment les Québécois se comportent-ils à l'égard des différents critères énoncés notamment par Whitaker et Stiglitz quant à la nature de cet autre monde tant désiré ?

3. Le pacifisme

Si la paix est une caractéristique de l'autre mondialisation, les Québécois ont montré leur attachement à cette valeur.

Au plus fort de la mobilisation contre la guerre en Irak, malgré des températures polaires, les rues de plusieurs villes québécoises furent envahies par les manifestants. Le 15 février 2003, on comptait entre 150 000 et 200 000 marcheurs dans les grandes artères de Montréal. Au prorata de la population, il s'agissait de l'une des plus grosses foules du monde à défiler, le même jour, contre la guerre annoncée. En mars 2003, les enquêtes indiquaient que les Québécois voulaient la paix à deux contre un, et ce, malgré le feu vert des Nations Unies. Dans le reste du Canada, au contraire, deux citoyens sur trois appuyaient l'offensive armée dans le pays de Saddam Hussein. À la

3. *Cinquante propositions pour le Québec de demain,* brochure, INM, 2004 ; *Les manifestes du Début global,* brochure, INM, 2006. Les deux documents sont également disponibles en format pdf à <www.inm.qc.ca/publications>.
4. *Rendez-vous stratégique de l'INM sur l'économie,* rapport, à paraître.

lumière de ces coups de sonde, Jean Chrétien décida que le Canada ne participerait pas à la campagne d'Irak. Cela lui a valu, selon les observateurs, de sauver la mise au Québec aux élections de 2004.

Pour essayer de comprendre le pacifisme présumé des Québécois, j'avais demandé au journaliste Antoine Robitaille un essai publié dans *L'Annuaire du Québec 2004* (Robitaille, 2003, p. 53-64). Certaines des explications sont superficielles et conjoncturelles, comme l'image négative de George W. Bush au Québec, d'autres plus enracinées. Robitaille trouve des signes d'une tradition pacifiste, ou antimilitariste du moins, au Québec, même dans les chansons (*Les beaux métiers* de Gilles Vigneault : « Mais ne fais pas un militaire / Car ce n'est pas un beau métier / D'aller tuer les charpentiers / De l'autre côté de la terre »). Des auteurs rappellent le refus des Québécois de participer à la guerre des Boers ou la crise de la conscription de 1917[5]. Robitaille évoque l'influence de l'Église catholique ou la proximité du Québec avec la France.

Le journaliste a nuancé son analyse en rappelant que de nombreux Québécois se sont portés volontaires lors des deux guerres mondiales, par exemple, et sont allés combattre pour défendre le principe de la liberté contre le fascisme. Il reste que ce parti pris pour la paix s'affirme encore et toujours, y compris par nos leaders politiques. C'est ce parti pris pour la paix qui a dicté, en 2006, les positions majoritaires des Québécois et de leurs chefs politiques contre l'offensive israélienne au Liban.

4. Un laboratoire

J'ai toujours pensé que la mondialisation renvoie les nations à elles-mêmes. Car si elles peuvent chercher à influencer la communauté internationale, le pouvoir qu'elles détiennent s'exerce essentiellement à l'intérieur de leurs frontières. Or cette vision d'un monde plus juste, pacifique, respectueux de l'environnement et des droits fondamentaux, je pose l'hypothèse que les Québécois essaient et, dans une certaine mesure, réussissent, à l'expérimenter à la maison, chez eux, au Québec, par leurs comportements, leurs modes de vie, leurs politiques publiques, leurs choix politiques. C'est pour cette raison que je parle du Québec comme d'un laboratoire de l'altermondialisme. J'emploie le mot « laboratoire » parce que, dans une large mesure, les comportements que je décris sont parfois encore à l'essai ou ne représentent pas nécessairement la réalité vécue par la majorité des citoyens du Québec ni même les priorités de leur gouvernement. Cela étant, les réalités décrites me paraissent suffisamment répandues pour parler d'une influence déterminante ou d'une tendance forte.

Reprenons la liste des principes de l'altermondialisation :

- paix ;
- justice sociale ;
- développement durable ;
- diversité culturelle ;

5. Lire à ce sujet Frédéric Bastien, 2006, p. 199-201.

– primauté des droits et libertés sur l'économie ;
– coopération ;
– démocratie et souveraineté des peuples.

J'ai déjà abordé la question de la paix.

5. Démocratie et souveraineté des peuples

Le principe de la démocratie et de la souveraineté des peuples s'exprime quant à lui très puissamment, entre autres, par le mouvement souverainiste, toujours fort de ses 40 à 45 % d'appuis même lorsque le chef du parti souverainiste ne recueille l'assentiment que de 19 % de la faveur populaire dans les sondages. Mais aussi dans la volonté, même à l'intérieur du Canada, d'exercer la plus grande autonomie possible face au pouvoir fédéral. Le principe de la souveraineté des peuples et des nations (la Chambre des communes, à Ottawa, vient tout juste de reconnaître que les Québécois forment une nation dans un Canada uni) est très largement appuyé par les citoyens du Québec.

La souveraineté des peuples et le principe démocratique ne s'expriment pas seulement par les velléités de sécession ou d'affirmation nationale mais aussi dans la pratique démocratique. Le Québec est l'une des plus anciennes démocraties parlementaires au monde. Son parlement a célébré son 200e anniversaire en 1992. Les institutions démocratiques québécoises sont crédibles et respectées. Il est vrai que le taux de participation aux élections a diminué au cours des 15 dernières années, mais ce phénomène n'est pas propre au Québec. La démocratie représentative est en crise partout dans le monde où l'on voit émerger divers contre-pouvoirs civiques, diverses pratiques de démocratie participative qui suppléent à la pratique démocratique en général ou l'enrichissent. Le Québec est, à cet égard, un vibrant exemple de dynamisme civique.

Le sociologue allemand Ulrich Beck montre bien, dans son ouvrage *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation* (Beck, 2003), qu'une nouvelle démocratie est en marche et que celle-ci repose en partie sur la capacité des organisations non gouvernementales (ONG) ou, à l'échelle des nations, des mouvementes sociaux et communautaires de mobiliser les masses contre des politiques gouvernementales ou des intérêts privés.

Le mouvement communautaire québécois fait, depuis une bonne trentaine d'années, la démonstration de sa puissance à cet égard. Plus de 6 000 organismes à travers le Québec offrent des services aux citoyens, développent des expertises, défendent sur la place publique les droits des plus démunis, des minorités, des femmes, des enfants, des Amérindiens, et réussissent, dans plusieurs situations, à bloquer ou à renverser des décisions prises ou annoncées qui auraient des effets désastreux pour ces populations. Les exemples récents du déménagement avorté d'un casino dans un quartier populaire de Montréal ou de la volte-face du gouvernement par rapport à la construction de la centrale électrique au gaz du Suroît, indiquent comment ces mouvements sociaux, souvent d'ailleurs associés à des mouvements de chrétiens progressistes, ont réussi à imposer des critères éthiques dans le débat public sur ces développements qui, sur le strict plan économique, auraient pu trouver une justification. Ces mouvements sociaux, auxquels on peut aussi associer les mouvements féministes, écologistes et

syndicaux, forment au Québec ce que l'historien Pierre Rosanvallon appelle une contre-démocratie (Rosanvallon, 2006), non pas antidémocratique, mais qui complète la démocratie représentative pour sauver, tout en la renouvelant, la vie démocratique au Québec et ailleurs.

La société civile québécoise est dynamique et provoque la transformation des institutions. C'est ainsi qu'à Montréal, un groupe de citoyens, appuyés par la municipalité, a fait adopter en 2005 (entrée en vigueur le 1er janvier 2006) par le Conseil municipal une Charte montréalaise des droits et responsabilités[6]. Cette charte énonce à la fois les responsabilités des citoyens et les engagements de la ville envers eux. Elle est fondée sur les principes de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Les citoyens peuvent s'appuyer sur elle pour contester des décisions de la ville auprès d'un ombudsman municipal. Montréal a été la première ville au Canada à se doter d'un protecteur du citoyen. Très récemment, M. José Fogaça, le maire de Porto Alegre, ville réputée pour ses innovations démocratiques, notamment son budget participatif, était de passage à Montréal où il a vanté la charte et invité le maire de Montréal, Gérald Tremblay, à coprésider un forum international des villes pour la gouvernance solidaire.

6. Les droits des travailleurs

Si l'une des caractéristiques de l'autre mondialisation est le respect des travailleurs, l'un des moyens d'y parvenir est la syndicalisation. Or, avec quelque 40 % de la main-d'œuvre syndiquée, le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où les syndicats exercent la plus grande influence. Cette influence est parfois critiquée par les représentants du patronat. Or les économistes Alain Guay et Nicolas Marceau (2004, p. 66-83) ont montré que la syndicalisation n'a pas empêché une amélioration constante des indicateurs de chômage, de participation au marché du travail, d'investissements privés au Québec par rapport à l'Ontario, où la syndicalisation connaissait un léger recul. Le nombre de jours de grève n'a pas été plus élevé qu'ailleurs au Canada depuis 1981. Les salaires n'y sont pas plus élevés. Mais la concertation entre le patronat, les syndicats et le gouvernement est facilitée. Les syndicats québécois sont aussi parmi les pionniers de la syndicalisation dans des secteurs difficiles et dans des entreprises réfractaires à l'action syndicale comme McDonald et Wal-Mart. Trouvez un autre endroit dans le monde où des travailleurs sont restés debout contre Wal-Mart, même au prix de perdre leur emploi, comme ce fut le cas à Jonquière, en 2005, quand le colosse américain a fermé son magasin après l'accréditation syndicale accordée par le tribunal du travail (Nantel, 2005, p. 129-134). C'est d'ailleurs au Québec que les lois du travail sont les plus facilitantes pour l'organisation des travailleurs et le salaire minimum, le plus avantageux pour les petits salariés. Il est vrai que depuis quelques années, les temps ont été un peu plus difficiles pour les syndicats, heurtés par des changements législatifs qui leur sont défavorables dans le secteur public, dénoncés par des partis politiques et discrédités dans l'opinion publique. La conjoncture économique mondiale n'est pas favorable non plus au syndicalisme, bien que celui du Québec tienne bon (Collombat, 2005, p. 249-260).

6. <ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=3016,3375607&_dad=portal&_schema=PORTAL>.

7. La coopération et l'économie sociale

Non seulement le mouvement syndical et le mouvement communautaire sont-ils puissants, ils sont innovateurs et contribuent à réinventer autant les politiques publiques que l'activité économique, et, dans ce dernier cas, dans le respect des principes de l'altermondialisation.

C'est ainsi que le mouvement ouvrier mobilise l'épargne de ses membres dans des fonds d'investissement qui servent à créer ou à sauver des emplois. En 1983, la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), qui représente quelque 400 000 syndiqués au Québec, a créé le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec. Ce fonds a connu une année record en 2006 pour l'investissement : 643 millions de dollars dans 181 entreprises. En 1996, la Confédération des syndicats nationaux créait à son tour le Fondaction pour les mêmes fins.

Il y a dix ans, à la suite du Sommet socioéconomique convoqué par le premier ministre Lucien Bouchard, le Chantier de l'économie sociale voyait le jour pour coordonner et structurer un secteur économique constitué de quelque 4000 entreprises collectives à but non lucratif, qui s'ajoutent aux 3200 coopératives et mutuelles du Québec. Environ 7 % des emplois québécois sont liés à l'existence de ces entreprises collectives. Certes, on trouve mieux ailleurs (16 % aux Pays-Bas), mais si la performance québécoise est plus qu'honorable par rapport au reste de l'Europe, elle est extraordinaire lorsqu'on la compare au reste de l'Amérique du Nord (Béland, 2006, p. 63-68).

On vient d'attribuer à Mohammad Yunus, le banquier des pauvres, qui a fondé des institutions de micro-crédit au Bengladesh, le prix Nobel de la paix. Or au Québec, au début du siècle dernier, il y avait une sorte de Yunus, qui s'appelait Alphonse Desjardins, qui avait fondé une institution aux mêmes fins et du même genre : une caisse populaire, sous la forme d'une coopérative. Aujourd'hui, la plus grande banque du Québec et l'un des principaux employeurs dans la province est une coopérative, le Mouvement Desjardins, qui gère la moitié (47 %) des actifs sous gestion coopérative au Canada (2003). La moitié des emplois créés par des coopératives au Canada le sont au Québec (Brassard et Rompré, 2006, p. 56-62).

Le mouvement coopératif dans son ensemble est en croissance constante : de 1996 à 2005, 1500 nouvelles coopératives ont vu le jour, 150 par année. Et ce dans une multitude de secteurs qui vont de la finance à l'agriculture, à l'habitation, aux services funéraires.

Chico Whitaker affirme que son nouveau monde sera fait de coopération. Le Québec en est un exemple. Mais tout est lié. Si l'économie sociale et la coopération sont des fers de lance du développement québécois, c'est parce que ces secteurs jouissent d'une reconnaissance formelle et d'un appui de l'État du Québec. C'est aussi parce que les mouvements sociaux et syndicaux, qui jouissent eux aussi d'une reconnaissance étatique, sont suffisamment puissants pour impulser et soutenir les innovations sociales.

Paix, primauté des droits sur l'économie, démocratie et souveraineté des peuples, coopération. Il me reste à examiner la justice sociale, la protection de l'environnement et la diversité culturelle.

8. Justice sociale, environnement, diversité culturelle

Sur ces trois questions, le Québec fait également figure de pionnier. Je n'ai pas le temps, aujourd'hui, d'entrer dans les détails. Mais mentionnons quelques indicateurs.

Sur la pauvreté

– Le Québec est l'une des provinces canadiennes où le taux de pauvreté est le plus bas.

– Le Québec est l'endroit en Amérique du Nord où l'écart entre les riches et les pauvres est le moins grand.

– Le Québec est la province canadienne où le taux de criminalité est le plus bas.

– L'Assemblée nationale a adopté, en 2002, à l'unanimité, une loi sur l'élimination de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui fixe des objectifs et crée des structures auxquelles participe la société civile, pour réduire la pauvreté. L'objectif est d'« amener progressivement le Québec, d'ici dix ans, au nombre des nations industrialisées comptant le moins de pauvreté ». Ces nouveaux mécanismes viennent d'être mis en œuvre[7].

Sur l'environnement

– Le Québec affiche la meilleure performance à l'égard des émissions de gaz à effet de serre au Canada. Cela s'explique largement par le choix de l'hydroélectricité et, plus récemment, de l'énergie éolienne, comme filière énergétique (Beauchamp, 2006, p. 124-131). Le Québec a aussi adopté un plan pour favoriser les économies d'énergie vanté par la Fondation David Suzuki dans un rapport comparatif des provinces canadiennes l'an dernier[8].

– Le Québec a formé en 2002 le Consortium Ouranos, qui est responsable, pour l'ensemble du Canada, de la prédiction des conséquences des changements climatiques. Il s'agit d'une structure originale regroupant quelque 150 chercheurs. Elle est le fruit d'une collaboration entre le gouvernement, Hydro-Québec et les universités[9].

– Le Québec abrite également l'un des rares centres de recherche appliquée au monde sur la gestion du cycle de vie des produits[10]. Il s'agit d'un modèle de gestion qui consiste à prendre en compte, dans le coût d'un produit, les impacts sociaux et environnementaux de l'extraction des matières premières jusqu'à la dégradation du produit lorsque celui-ci est désuet. C'est un centre de pointe qui conseille les entreprises et les gouvernements pour une gestion économique fondée réellement sur les principes du développement durable.

– L'Assemblée nationale a adopté en 2005, à l'unanimité, la *Loi sur le développement durable,* qui enjoint tous les ministères et organismes publics de se doter d'un plan qui doit respecter un ensemble de critères sévères[11].

---

7. <www.mess.gouv.qc.ca/grands-dossiers/lutte-contre-la-pauvrete>.
8. Fondation Suzuki, *Un bilan disparate. La lutte contre les changements climatiques province par province,* <www.davidsuzuki.org/files/climate/Ontario/Un_bilan_disparate.pdf>.
9. <www.ouranos.ca/intro/intro_f.html>.
10. Centre interuniversitaire de référence sur l'analyse, l'interprétation et la gestion du cycle de vie des produits, procédés et services (CIRAIG), <www.polymtl.ca/ciraig/ciraig.html>.
11. La Stratégie gouvernementale de développement durable (<www.mddep.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/consultation>) et la Loi sur le développement durable (<www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=5&file=2006C3F.PDF>).

– *A contrario,* il faut le dire, le Québec est un endroit où l'on gaspille l'eau, où les transports en commun souffrent de lacunes sévères (Cardinal, 2007), mais où la protection de l'environnement recueille les plus forts appuis au Canada. Et où, lorsqu'on leur en donne la possibilité, les citoyens sont prompts à utiliser les transports publics, comme l'illustre la hausse vertigineuse de l'utilisation des trains de banlieue au fur et à mesure que les gouvernements les mettent en service.

Sur la diversité culturelle

– Par le fait même d'exister, le Québec français est un des symboles de la farouche résistance d'une minorité linguistique dans le giron du géant américain. Le Québec français, riche de ses productions culturelles désormais exportées aux quatre coins du monde (Céline Dion, le Cirque du Soleil, Michel Tremblay, Wajdi Mouawad, Alain Lefebvre, etc.), dans plusieurs langues, est un exemple de la capacité des petits peuples à résister à ce que l'on appelle l'uniformisation des cultures. Certes, nous sommes nord-américains, nous écoutons le rock américain et anglais et suivons à la télé la soirée des Oscars. Nous nous abreuvons à toutes les sources. Mais nous savons produire des œuvres dans lesquelles les Québécois se reconnaissent et qui expriment leur identité.

– La Charte de la langue française, modèle d'aménagement linguistique qui combine la protection de la langue d'une majorité régionale, minoritaire dans son pays (le Canada) et sur son continent, avec le respect des droits de la minorité de langue anglaise, inspire des législateurs ailleurs dans le monde[12].

– Le Québec devient, sans trop de heurts, franchement (en dépit des apparences récentes), une société pluraliste, métissée, ouverte. Les politiques interculturelles du Québec sont efficaces. Le principe de l'accommodement raisonnable fonctionne, sauf dans de rares exceptions qui provoquent des débats publics animés mais civilisés. Beaucoup de Québécois font un apprentissage tardif de la diversité et expriment parfois des craintes. Mais ces discussions se font ouvertement et les institutions québécoises sont en mesure de proposer des solutions. À l'opposé, et grâce à la loi 101 qui oblige les enfants d'immigrants qui vont à l'école publique à fréquenter l'école française, nos enfants ont des amis d'origines diverses. Le pluralisme et le métissage sont pour eux naturels[13].

– Je soulignerai enfin la contribution irremplaçable du Québec, et en particulier de femmes du Québec (Marie Malavoy, Louise Beaudoin, Liza Frulla et Line Beauchamp) avec l'aide d'une autre femme, l'ancienne ministre de Patrimoine canadien, Sheila Copps, qui se sont relayées et se sont épaulées pour faire adopter à l'UNESCO une convention sur la diversité des expressions culturelles, qui vient d'entrer en vigueur[14].

9. Une vision du monde

La voie altermondialiste me semble bien incarnée au Québec. Elle n'est certainement pas dominante dans l'organisation économique. Mais elle intègre un grand nombre de revendications de la population et incarne une vision du monde, fondée sur le mieux-vivre, largement partagée. Cette voie est comprise et acceptée par un nombre

12. Le site Internet du Conseil supérieur de la langue française du Québec, <www.cslf.gouv.qc.ca>.
13. Le site Internet du ministère québécois de l'Immigration et des Communautés culturelles, <www.micc.gouv.qc.ca/fr>.
14. Le site du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine consacré à l'expression des diversités culturelles, <www.mcccf.gouv.qc.ca/diversite-culturelle>.

grandissant de leaders économiques et politiques. Malheureusement, en ce moment, elle n'est pas toutefois incarnée avec force dans la campagne électorale québécoise. Il me semble y avoir un écart entre les volontés de la population et les programmes des principaux partis.

Cela étant dit, peut-on parler vraiment d'altermondialisation ?

Suzanne Berger est professeure de science politique au MIT, où elle dirige l'International Science and Technology Initiative. Avec une équipe de chercheurs, elle a mené une enquête auprès de 500 entreprises à travers le monde, pendant cinq ans, pour comprendre les mécanismes de la mondialisation. Le résultat de cette recherche est présenté dans un livre paru l'an dernier en version française : *Made in Monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale* (Berger, 2006). Suzanne Berger y montre que la mondialisation n'est pas tant caractérisée par l'ouverture des frontières, un phénomène qui n'est pas nouveau, ou par le volume des échanges commerciaux, qui n'est pas plus important aujourd'hui qu'au XVIIIe siècle, toutes proportions gardées. Elle est caractérisée par l'organisation et les liens entre les entreprises, la sous-traitance, la délocalisation des emplois, etc. Mais, surtout, Suzanne Berger a découvert qu'il n'y a pas UNE façon pour un pays de participer à la mondialisation. Il n'y a aucune solution privilégiée. Il y a autant de modèles de multinationales qu'il y a de pays où sont nées ces multinationales. Ce qu'elle nous apprend, c'est que le succès d'une entreprise dépend essentiellement de sa capacité à gérer son héritage, les valeurs qui lui viennent de son passé et du pays où elle est née, de manière dynamique dans le cadre d'une économie nouvelle.

Chaque entreprise a sa façon de procéder. Les Américains, par exemple, acceptent plus facilement que d'autres de voir disparaître des entreprises non rentables pour voir se recombiner les ressources dans une nouvelle entreprise. Ils recourent plus facilement à la sous-traitance, y compris dans leur propre pays. Leur activité économique est déjà modulaire. Dans ce contexte, la méthode prédominante dans la mondialisation, aujourd'hui, favorise les entreprises américaines.

Mais Mme Berger a vu d'autres entreprises, au Japon, en Allemagne ou en Italie, qui ne possèdent pas cette culture modulaire, qui recourent beaucoup moins à la sous-traitance et favorisent la survie des entreprises, le maintien du lien d'emploi et des droits des travailleurs. Ces entreprises-là ont autant de succès que les entreprises américaines. Et leur succès, nous dit Suzanne Berger, tient dans le fait qu'elles ont su, dans un contexte changeant, s'appuyer sur leur héritage. En somme, s'appuyer sur leur culture, leur vision du monde et des liens entre les personnes et les entreprises.

L'altermondialisme québécois n'est probablement rien d'autre que cela : le respect d'un héritage culturel et d'une vision du monde qui nous vient de notre expérience de minorité culturelle et linguistique, longtemps pays de bas salaires et de chômage, qui, après avoir traversé cent ans de survivance, a cherché à prendre le monde à bras-le-corps. Le Québec a du succès lorsqu'il sait gérer de manière dynamique cet héritage. Il échoue, lorsqu'il oublie cet héritage. La culture est au cœur de tout, y compris de l'économie.

En m'appuyant sur les travaux de Suzanne Berger, je devrais conclure qu'il y a autant de ces autres mondes possibles qu'il y a d'héritages culturels. L'erreur que font les chantres de la mondialisation néolibérale, calquée sur l'héritage et la culture d'entreprise des États-Unis, serait de négliger l'importance des cultures d'entreprise et de développement économique des sociétés auxquelles ils appartiennent.

Le Québec réussira son altermondialisation s'il se regarde en face, s'il apprend à mieux se comprendre et à repérer ses forces. Mais il est déjà un laboratoire qui peut aussi servir d'exemple. Il faut déjà le reconnaître.

Références

Bastien, Frédéric (2006). « 1917 : La crise de la conscription. Les Québécois, des pacifistes ? », dans Michel Venne et Miriam Fahmi, *L'Annuaire du Québec 2007,* Montréal, Fides.

Beauchamp, Alexis (2006). « Politique sur les changements climatiques : Québec va de l'avant, Ottawa cafouille », dans Michel Venne et Miriam Fahmy, *L'Annuaire du Québec 2007,* Montréal, Fides.

Beck, Ulrich (2003). *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Alto Aubier.

Béland, Claude (2006). « Il y a dix ans naissait le Chantier de l'économie sociale », dans Michel Venne et Miriam Fahmy, *L'Annuaire du Québec 2007,* Montréal, Fides.

Berger, Suzanne (2006). *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale,* Paris, Seuil.

Brassard, Marie-Joëlle et Michel Rompré (2006). « 1500 nouvelles coopératives créées depuis 10 ans », dans Michel Venne et Miriam Fahmy, *L'Annuaire du Québec 2007,* Montréal, Fides.

Cardinal, François (2007). *Le mythe du Québec vert,* Montréal, Éditions Voix parallèles.

Collombat, Thomas (2005). « Un syndicalisme ébranlé », dans Michel Venne et Antoine Robitaille, *L'Annuaire du Québec 2006,* Montréal, Fides.

Duchastel, Jules (2003). « De libre-échangistes, les Québécois sont-ils devenus antimondialistes ? », dans Michel Venne (dir.), *L'Annuaire du Québec 2004,* Montréal, Fides.

Guay, Alain et Nicolas Marceau (2004). « Le Québec n'est pas le cancre économique qu'on dit », dans Michel Venne (dir.), *L'Annuaire du Québec 2005,* Montréal, Fides.

Nantel, Jacques (2005). « Le rouleau compresseur de Wal-Mart », dans Michel Venne et Antoine Robitaille, *L'Annuaire du Québec 2006,* Montréal, Fides.

Robitaille, Antoine (2003). « Les Québécois, pacifistes ou pacifiques ? », dans Michel Venne (dir.), *L'Annuaire du Québec 2004,* Montréal, Fides.

Rosanvallon, Pierre (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance,* Paris, Seuil.

Stiglitz, Joseph E. (2006). *Un autre monde. Contre la fanatisme du marché,* Paris, Fayard.

Whitaker, Chico (2006). *Changer le monde. (Nouveau) mode d'emploi,* Paris, Les Éditions de l'Atelier.

I POLITIQUE ET IDÉOLOGIE

A. Identité et relations du Québec avec le reste du Canada et la France

B. Le Québec et la mondialisation

C. État et religion

D. Politique urbaine

A Identité et relations du Québec avec le reste du Canada et la France

Le nationalisme de contestation en Amérique du Nord
Étude du rôle du mouvement souverainiste dans l'apparition de la nouvelle nation québécoise au Canada
Christophe Traisnel

De la Révolution tranquille à la déconsidération tranquille
Le durcissement de ton à l'égard du souverainisme québécois dans les pages du *Globe and Mail*
Sylvie Lacombe

La France et le Québec quarante ans après de Gaulle
Frédéric Bastien

Le nationalisme de contestation en Amérique du Nord

Étude du rôle du mouvement souverainiste dans l'apparition de la nouvelle nation québécoise au Canada

Christophe Traisnel
Institut canadien de recherche
sur les minorités linguistiques

Résumé *Cet essai propose d'aborder un élément majeur de l'histoire politique du Québec contemporain : l'apparition d'une nouvelle nation en Amérique, la nation québécoise. Il s'agira de montrer le rôle déterminant du mouvement souverainiste dans la construction politique de cette nation, en utilisant les écrits sur les mouvements sociaux et le militantisme politique. Sans considérer que le mouvement souverainiste intervient seul dans la définition de la nation québécoise contemporaine, nous montrons que la « nouvelle » nation québécoise dépend surtout de la manière dont le mouvement souverainiste la pense et entreprend de la promouvoir. Car, comme mouvement social, le mouvement souverainiste définit une doctrine identitaire qui lui est propre en fonction de ses cadres de référence et de ses valeurs. Une doctrine qu'il parvient, par ses actions politiques et son intervention sur la scène électorale, à transmettre à l'espace public québécois. Nous baserons notre démonstration sur les données recueillies dans le cadre du doctorat effectué en cotutelle à l'Université de Montréal et à l'Université Paris II, et dont les résultats ont donné lieu à la soutenance d'une thèse sur le rôle des mouvements nationalistes dans la construction politique des identités en Wallonie et au Québec. Nous utiliserons également les résultats de recherches actuelles sur les mouvements de contestation de type nationaliste et linguistique au Canada.*

L'analyse de la nation est-elle séparable de l'analyse du rôle de ses acteurs principaux, les nationalistes ? Au-delà d'une reconnaissance du rôle du nationalisme en tant que doctrine inspirant les réflexions sur l'identité collective dans les espaces publics, nous souhaitons plutôt ici nous intéresser aux acteurs nationalistes eux-mêmes et à leur capacité politique de fabriquer, à leur manière, une « certaine idée » de l'identité collective. Nous nous poserons la question suivante par rapport au cas québécois en Amérique du Nord : quelle peut être l'influence du mouvement souverainiste dans la construction politique de la nation québécoise ?

Nous montrerons que la « nouvelle » nation québécoise, civique et territorialisée, telle qu'elle est habituellement définie dans l'espace politique québécois et dans le discours institutionnel au Québec depuis quelques années déjà, dépend surtout de la manière dont le mouvement souverainiste la pense et la promeut. Car le mouvement souverainiste, par ses actions politiques et ses réflexions sur l'identité québécoise, définit une doctrine identitaire qui lui est propre et qui constitue à bien des égards un, sinon *le* discours identitaire de référence au Québec. Par sa présence dans l'espace politique, par sa capacité à saisir les possibilités politiques qui se présentent à lui, le mouvement souverainiste transmet une approche, souverainiste, de la nation québécoise à l'ensemble du Québec. Il contribue de ce fait à l'existence d'une « nation québécoise » dont il est le principal pourvoyeur de « substance identitaire ». Nous baserons notre démonstration sur une lecture du mouvement souverainiste en terme de « mouvement social », et sur l'exploitation de l'ensemble des données recueillies dans le cadre du doctorat effectué en cotutelle à l'Université de Montréal et à l'Université Paris II, et dont les résultats ont donné lieu à la soutenance d'une thèse en 2004.

1. Nationalisme de contestation et nation « communauté de citoyens » : le Québec en perspective

1.1. La nation des nationalistes

Lorsqu'on entreprend une analyse des processus de construction identitaire de type national, il est possible de s'intéresser d'abord au rôle des attributs culturels d'une société, de son appareil institutionnel, ou de son histoire. Il s'agit alors bien souvent d'une justification *a posteriori* de ce qui a été construit politiquement, plutôt que d'une analyse des raisons de l'apparition d'une nation, et du caractère processuel, changeant, de cette fabrication et reconstruction d'un discours identitaire cohérent. La recherche des éléments constitutifs de la nation se trouve alors au cœur de l'analyse qu'il s'agit d'extirper du discours nationaliste sur la nation. Typologies et définitions plus ou moins exclusives servent en quelque sorte à délimiter le terrain d'une notion dont la polysémie est généralement déplorée (Canovan, 1996 ; Roger, 2001 ; Canet et Duchastel, 2003).

Il est aussi possible de questionner les raisons de cette polysémie, et donc l'impact politique des principaux acteurs qui interviennent dans un tel processus identitaire. Il n'est alors plus question de proposer une « photo » définitoire de la nation, mais au contraire d'en questionner les transformations et l'usage qui est fait de cette notion par

les acteurs. Dans cette veine, on peut constater que la définition de la nation est, en général, d'abord prise en charge par un État souverain qui communique une forme de patriotisme public à travers une multiplicité de canaux d'intervention efficaces (éducation, justice, culture, commémoration, lieux de mémoire, etc.). Mais il arrive, dans certaines situations, qu'un mouvement nationaliste conteste l'interprétation de l'État et propose une interprétation alternative, distincte, dans la définition de la nation, et se serve d'autres répertoires d'action et d'autres possibilités politiques pour chercher à convaincre la communauté qu'il imagine nationale de sa propre existence en tant que nation (Anderson, 1983 ; Birnbaum, 1997 ; Thiesse, 1999).

La situation canadienne est très éclairante à ce propos. Alors que dans les années 1950 il existait au Canada un nationalisme canadien-français à la fois messianique et linguistique (Bock, 2004) qui contribuait, à travers le mythe des deux peuples fondateurs, à la construction d'une identité canadienne bilingue et biculturelle, trente années plus tard, la situation s'est profondément transformée. La problématique linguistique cristallise dans les années 1950 et 1960 les tensions entre une approche identitaire canadienne-française, qui doit faire son deuil du rêve d'une société catholique et francophone épanouie et dynamique d'un océan à l'autre (Martel, 1997), et une approche identitaire canadienne portée essentiellement par l'État canadien. La tension linguistique et identitaire est d'autant plus palpable au Québec, dans la mesure où la minorisation *de facto* du français au Canada s'accompagne d'une réalité sociologique locale particulière, les francophones constituant la grande majorité de la population du Québec. Le deuil de l'idée d'une nation « débordant des frontières » (Bock, 2004) s'accompagne donc, au sein des cercles politiques et intellectuels de la société francophone québécoise, de l'élaboration d'un projet nouveau lors de la « Révolution tranquille » : il s'agit d'être « Maîtres chez nous ». Un *nous* encore très canadien-français, et qui ouvrira la voie à la fin des années 1960 à l'expression d'un nationalisme, toujours linguistique (en tout cas à ses débuts), mais beaucoup plus contestataire, le souverainisme, avec une approche identitaire plus territorialisée. Un nouveau *nous,* québécois cette fois. Cette dissociation progressive du nationalisme québécois par rapport au Canada français entraîne des mutations profondes au sein du nationalisme canadien-français « hors-Québec » d'une part, et du nationalisme canadien d'autre part : le Canada français entame lui aussi, en quelque sorte, sa « révolution tranquille » par une affirmation identitaire et un nationalisme parfois assez contestataire et territorialisé, comme a pu l'être celui du mouvement acadien au Nouveau-Brunswick. D'un autre côté, l'État canadien, sous l'influence notamment de John G. Diefenbaker et surtout de Pierre Trudeau, élabore une véritable doctrine identitaire et un nationalisme étatique offensif proposant une approche de l'identité canadienne bilingue et multiculturelle à contre-courant du nationalisme québécois en plein développement. Le « marché identitaire » canadien se trouve donc profondément bouleversé à la fin des années 1960 et au début des années 1970, tant au Québec que dans le reste du Canada, sans pour autant qu'il soit encore question de « nation québécoise ».

Au Québec, sans considérer qu'il soit le seul acteur de la définition de la nation québécoise contemporaine, on peut dire que le mouvement souverainiste est, depuis 30 ans, le principal intervenant sur le terrain des références identitaires. Plus que tout autre mouvement social, il a progressivement constitué une doctrine identitaire qui lui est

propre en fonction de ses cadres de référence, de ses valeurs et de ses options politiques. Cette approche de la nation en termes d'acteurs nationalistes s'inscrit en porte-à-faux avec celle de Dominique Schnapper, dissociant et même opposant la nation, principe d'unité politique par nature civique, aux nationalismes quant à eux nécessairement délétères. La définition que Schnapper propose de la nation est pourtant séduisante :

> la nation se définit par sa souveraineté qui s'exerce, à l'intérieur, pour intégrer les populations qu'elle inclut et, à l'extérieur, pour s'affirmer en tant que sujet historique dans un ordre mondial fondé sur l'existence et les relations entre nations-unités politiques. Mais *sa spécificité est qu'elle intègre les populations en une communauté de citoyens, dont l'existence légitime l'action intérieure et extérieure de l'État* (Schnapper, 1994, p. 45).

Cette analyse a l'avantage d'écarter toute tentative de substantialisation des identités nationales. Mais, ce faisant, elle met également en évidence l'idée d'un aspect institutionnel et civique exclusif (organisation politique, intégration, principe d'égalité) des nations, au point de faire de l'État souverain l'élément pivot de sa définition de la nation, et le préalable de la construction de toute nation en excluant de la définition les éléments ethniques qui participent pourtant eux aussi au « meccano » identitaire que constitue la nation (Poutignat et Streiff-Fénart, 1995 ; Otayek, 2000 ; Thériault, 2007). Pour Schnapper, pas de nation sans État souverain, l'État étant défini de manière classique, c'est-à-dire par la souveraineté interne et externe, dans la plus pure tradition républicaine française (Llobera, 1998). Quid, dès lors, de l'apparition de nouvelles nations (c'est-à-dire sans État) ? Quelle part laisser aux changements qui, pourtant, marquent tout processus nationalitaire ?

Le cas québécois vient ainsi en partie contrarier une analyse de la nation en tant que simple principe d'unité politique. Si la nation québécoise répond bien à la définition de la « communauté idéale de citoyens », notamment grâce à un régime de citoyenneté qui lui est propre (Jenson, 1997), le Québec illustre aussi l'hypothèse selon laquelle d'autres acteurs que l'État peuvent intervenir dans la fabrication de la nation. Le Québec constitue une forme de nation « communauté de citoyens », sans cette souveraineté pourtant au cœur de l'explication schnappérienne du phénomène nationalitaire, et montre qu'au-delà des nations dont la définition est prise en charge par des États souverains, il existe d'autres nations dont l'existence dépend moins de la présence d'un État souverain que d'organisations politiques contribuant de manière déterminante à la fabrication et à l'entretien d'une « identité nationale ». On peut dire que « la véritable naissance d'une nation, c'est le moment où une poignée d'individus déclare qu'elle existe et entreprend de le prouver » (Thiesse, 1999, p. 11).

1.2. Nationalisme de contestation et nationalisme de conservation

Dominique Schnapper a finalement bien repéré un acteur essentiel (mais un seul) de cette fabrication identitaire nationale : l'État souverain. Disposant de moyens étendus, dont celui de la définition de la citoyenneté, ce dernier peut aisément convaincre les citoyens de l'existence d'une nation et d'une appartenance collective à cette nation, ou même parfois contraindre les « membres » de cette communauté affirmée à accepter tout au moins une telle approche étatique de la communauté nationale. Kenneth McRoberts montre par exemple que l'État canadien a progressivement fabriqué une

véritable doctrine identitaire canadienne héritière des grands courants politiques canadiens, mais pour laquelle la pensée libérale trudeauiste a joué un rôle déterminant (McRoberts, 1997).

Une telle construction ne souffre-t-elle d'aucune contradiction ou contestation au sein même de l'espace politique ? On le voit en France, patrie s'il en est de la nation unitaire : le discours nationaliste de l'État peut tout à fait être remis en cause et combattu par des mouvements corses, basques ou bretons qui n'hésitent pas à apporter la contradiction à l'unanimisme républicain proclamé par l'État. Ces acteurs nationalistes peuvent opposer une approche distincte de l'identité nationale, fondée sur d'autres déterminants culturels, d'autres options politiques, un autre « projet national » dont ils sont les principaux promoteurs.

En ce sens, le nationalisme et la nation de l'État ne peuvent guère ressembler au nationalisme et à la nation portés par le mouvement social. Ce dernier cherchera à mobiliser ce qu'il peut contre l'État, c'est-à-dire d'abord la contestation sociale et politique. Il cherchera à organiser cette contestation, à la rassembler autour d'un projet politique alternatif et à mettre de l'avant les éléments oubliés par la doctrine nationaliste de l'État, ou occultés par lui dans la vaste entreprise de fabrication d'une « mémoire collective » et d'une mise en récit de ladite collectivité. S'agissant des discours identitaires, l'État développera une approche plutôt conservatrice, instrumentale du caractère national de la collectivité. Le mouvement nationaliste, quant à lui, aura plutôt tendance, contre cet État et ses prétentions nationales, à fabriquer une identité pourquoi pas nationale, mais concurrente, contestataire, susceptible de garantir la mobilisation communautaire, condition *sine qua non* de l'existence de cette « nation sans État ».

Se dessine alors une distinction fondamentale entre, d'une part, un nationalisme conservateur propre à l'État et marqué par la volonté de faire coïncider l'unité politique « État » avec la communauté des citoyens « nation » et, d'autre part, un nationalisme contestataire propre aux acteurs sociaux dont l'objectif sera cette fois, par un travail de dévoilement du caractère national de l'identité collective et de mobilisation autour de ce dévoilement, d'imposer à l'État une reconnaissance institutionnelle ou politique de cette identité et de cette communauté. Ce sont ces deux nationalismes qui sont toujours en conflit au Québec, notamment à travers le travail d'action et de réflexion du principal artisan identitaire du Québec : le mouvement souverainiste.

2. Une *certaine idée* du Québec : la fabrication par les souverainistes d'une doctrine identitaire

2.1. Le « petit monde » souverainiste

Le mouvement souverainiste contemporain n'est pas un monolithe figé, mais plutôt une constellation d'associations, d'organisations et de partis politiques dont la cohérence se trouve dans le partage d'une option politique, « la souveraineté du Québec », ainsi que d'un ensemble de valeurs politico-culturelles, de croyances relatives à l'identité québécoise et de débats générant du consensus comme du conflit, en un mot des

cadres de référence construits tout au long de l'histoire du mouvement. La particularité du mouvement souverainiste – et ce qui en fait la force –, c'est la capacité de ce dernier, à la différence de nombreux mouvements sociaux (Dufour et Traisnel, 2007), à occuper le champ politique et à représenter l'option souverainiste sur le terrain électoral, grâce à l'existence d'un « parti-forum » qui joue en quelque sorte le rôle de transformateur du débat sur la question nationale en un projet politique reconnu par l'ensemble des « souverainistes ». L'héritage politique, le poids des luttes passées, des actes et des réflexions des militants qui ont façonné la vie du mouvement et qui en sont devenus les figures emblématiques ou les icônes, marquent l'attitude, le comportement, et le discours contemporain d'un « petit monde militant » partageant un ensemble de valeurs et de pratiques autour de trois références majeures, plus ou moins consensuelles : le souverainisme, bien sûr, mais aussi la contestation de l'État fédéral et la social-démocratie (Traisnel, 2004).

La conséquence « logique » (en tout cas dans le discours souverainiste) de l'existence de la nation québécoise consiste en effet en l'affirmation du droit inaliénable au titre duquel le peuple québécois peut disposer de lui-même. Ce souverainisme québécois repose sur un nationalisme tout à la fois civique et (encore) linguistique dans lequel la langue française occupe une place particulière, puisqu'elle est d'abord considérée comme le ferment collectif d'unité de la société québécoise, un « patrimoine commun ». Le Parti québécois le rappelle dès les premières lignes de son programme : les Québécois ont le droit de posséder pleinement leur souveraineté et de permettre à la société québécoise de garantir la permanence de ses droits collectifs, dont celui de préserver le caractère français du Québec (Parti québécois, 2001a).

Seconde référence : le mouvement souverainiste, comme tout mouvement social, est caractérisé par l'importance de la protestation qui l'anime. Le mouvement va contester toute tentative d'empiètement du gouvernement fédéral dans les domaines de compétences du Québec, et cherchera à mettre en échec les valeurs dont se réclame le gouvernement fédéral et qui visent à justifier une telle intervention. Un thème récurrent illustre à lui seul l'importance de cette contestation : celui des politiques linguistiques canadiennes qui ont cherché à répondre par les politiques de bilinguisme au développement du nationalisme au Québec (McRoberts, 1997 ; Levine, 1997).

Troisième grand marqueur du discours souverainiste, l'attachement, au moins affirmé, aux valeurs de la social-démocratie : la lutte contre l'exclusion, l'égalité des chances, le progrès social sont des thèmes récurrents : « À l'heure de la mondialisation, la social-démocratie est un choix qu'il faut refaire sans cesse », rappelle le petit texte de présentation du programme péquiste (Parti québécois, 2001b, p. 3). « L'amenuisement de la marge de manœuvre traditionnelle des États peut générer des écarts importants entre les groupes sociaux ; la souveraineté du Québec devra contrer ces écarts » (Bloc québécois, 2000, p. 13).

2.2. La nation des souverainistes

À travers ces cadres communs de référence, dont nous avons ici présenté succinctement les grands traits, ce n'est pas seulement l'option politique qui est réfléchie, débattue, justifiée à longueur de discours. C'est aussi et même surtout l'identité québécoise

elle-même qui est discutée et présentée. Les souverainistes produisent ainsi, non l'identité québécoise (ils ne sont pas les seuls), mais une approche particulière de l'identité, fondée sur la contestation de l'État présent, l'aspiration à un État à venir et la promotion d'une société distincte à vocation internationale.

Premier trait de la doctrine identitaire souverainiste : le Québec n'est pas le Canada. Le Québec est présenté comme une société *distincte du* plus que *distincte au* Canada. Comme l'affirme le Bloc québécois, « les Québécoises et les Québécois ne prétendent pas être meilleurs que les Canadiens ; ils affirment être différents » (Bloc québécois, 1998, p. 20). C'est finalement un discours identitaire engagé et contestataire qui est tenu par le mouvement souverainiste sur l'identité : un discours de la désaffiliation. Il faut en effet « sortir le Québec du Canada », mais aussi et peut-être surtout « sortir le Canada du Québec » (Bariteau *et al.,* 2002), en luttant contre la « propagande identitaire fédérale » qu'exerce le Canada sur les Québécois (Bloc québécois, 2004).

Le Québec, conformément à une approche souverainiste de l'avenir, est aussi présenté comme un « pays pour le monde » (Parti québécois, 2001a). En quelque sorte, la doctrine souverainiste entretient l'ambivalence d'une communauté présentée comme « déjà » nation, peuple, État, mais dont le plein épanouissement dépend encore de la reconnaissance pleine et entière d'une souveraineté « à venir ». Le Québec, communauté de citoyens, est une nation, mais conjuguée au futur (Parti québécois, 2001b).

Troisième aspect de l'identité québécoise mis en évidence par le discours souverainiste : le Québec est caractérisé par son modèle de développement conformément à une tradition sociale-démocrate présentée non comme souverainiste, mais comme québécoise en vertu du fameux « modèle québécois ». Un Québec souverain, d'après le discours souverainiste, prendra toute sa place, en cherchant à favoriser « le respect de la diversité des langues et des cultures », et contribuera prioritairement « au développement des pays économiquement défavorisés » (Parti québécois, 2001a, p. 39).

3. Souverainisme et gouverne locale : affirmer nationalement le Québec

3.1. L'institutionnalisation du nationalisme souverainiste

Durant les trente dernières années, dix-huit ans de pouvoir péquiste ainsi que la forte présence du Parti québécois dans l'opposition pendant douze autres années ont permis aux souverainistes d'imposer leur propre approche identitaire au Québec. Le Parti québécois a ainsi pu réformer le discours identitaire de la gouverne québécoise, par divers canaux institutionnels et politiques : par la législation (*Charte de la langue française*), par l'organisation des grands débats publics sur la question nationale (référendums de 1980 et 1995) ; par la création ou le renforcement, aussi, d'institutions publiques autour des grandes thématiques souverainistes (Conseil supérieur de la langue française, Office québécois de la langue française) ; par des prises de position politiques et une orientation clairement souverainiste du discours institutionnel sur l'identité (déclarations et discours, présentation du Québec sur les sites Internet) ; par une série d'affrontements publics avec le gouvernement fédéral sur des dossiers sensibles.

Les possibilités politiques qui s'offrent aux souverainistes de diffuser leur approche de l'identité dans le discours institutionnel québécois existent également lorsque les souverainistes se trouvent dans l'opposition : les gouvernements libéraux ne disposent que d'une faible marge de manœuvre concernant la remise en cause des grandes politiques souverainistes relatives à la question nationale, comme l'ont illustré les tentatives de réforme de la législation linguistique dans les années 1980 (Levine, 1997, p. 223 et suiv.). C'est désormais un véritable nationalisme d'État complètement assumé qui s'exprime au Québec, certes plus ou moins intense selon qu'il s'agit d'un gouvernement souverainiste ou libéral. Les discours des représentants de l'État québécois sur l'identité ont bien changé en trente ans. Le temps n'est plus à l'affirmation d'un appareil étatique québécois jouant le rôle d'un foyer ethnique francophone ou canadien-français à l'échelle de la francophonie canadienne tout entière, mais bien à l'affirmation nationale et territorialisée, grâce à des institutions présentées souvent comme constitutives d'un État à part entière, d'un peuple québécois et d'une société distincte présentée comme une nation d'Amérique « presque » comme les autres.

En défendant l'idée d'une nation québécoise, le gouvernement québécois, toutes tendances confondues, s'inscrit du même coup dans une remise en question de la doctrine identitaire proposée par l'État fédéral. En transmettant son approche de la nation, le mouvement souverainiste a aussi transmis sa propre culture de contestation. Le gouvernement du Québec ne conteste pas les empiètements du gouvernement fédéral dans les champs de compétence du Québec, comme le font d'ailleurs toutes les autres provinces du Canada, et comme le faisaient déjà les gouvernements à Québec avant l'arrivée des souverainistes au pouvoir. Le Québec pratique aussi une contestation de la doctrine identitaire canadienne elle-même. L'illustration de cette contestation a été donnée à l'occasion du refus par la Chambre des communes de reconnaître la nation québécoise. Une motion réaffirmant solennellement que le Québec « formait une nation » a alors été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec le 20 octobre 2003.

3.2. Nationalisme d'État et filiations souverainistes

Cette fin de non-recevoir opposée à la doctrine identitaire canadienne par les gouvernements québécois successifs est particulièrement forte sur le terrain des symboles identitaires. De 1994 à 2002, le gouvernement souverainiste a en effet ouvertement contesté les politiques de visibilité identitaire menées par le gouvernement fédéral au Québec, grâce notamment à des politiques de commandites. Outre les protestations récurrentes du gouvernement souverainiste concernant cette politique de promotion identitaire, le Québec a riposté par une politique d'affirmation du caractère national du Québec et une « guerre des drapeaux » menée tambour battant. L'affirmation de la ville de Québec comme capitale *nationale,* la communication autour du drapeau *national* québécois, et la promotion du caractère unique de la fête de la Saint-Jean-Baptiste comme fête *nationale* du Québec illustrent cette stratégie de « contre-offensive » sur le terrain de la visibilité identitaire.

Ainsi, à l'entrée de la ville de Québec, le visiteur est désormais accueilli par un placard lui souhaitant « Bienvenue dans la capitale *nationale* du Québec » : la ville de Québec est donc plus qu'une capitale provinciale. Cette appellation vise à mettre en échec l'idée selon laquelle c'est Ottawa qui constituerait la capitale *nationale* des Canadiens, et que Québec ne constituerait qu'une capitale provinciale, comme Vancouver ou Halifax. Outre dans la désignation d'un ministre responsable de la région de la Capitale-*Nationale,* cette intention politique trouve sa consécration dans la création, en 1995, de la *Commission de la capitale nationale,* chargée de promouvoir Québec en tant que capitale nationale. La commission a ainsi pour mandat de mettre en valeur la ville de Québec comme « lieu central d'exercice du pouvoir politique et administratif et de symbole national de rassemblement de tous les citoyens du Québec » (Assemblée nationale, 1995).

Second domaine symbolique qui a fait l'objet d'un processus de nationalisation à l'initiative du gouvernement souverainiste : la fête de la Saint-Jean-Baptiste chaque 24 juin, désormais « fête *nationale* » du Québec. Depuis 1984, la gestion et la distribution des subventions accordées par le gouvernement québécois à l'organisation de la fête de la Saint-Jean-Baptiste ont été confiées au Mouvement national des Québécois et constituent d'ailleurs l'une de ses principales activités avec l'organisation de mobilisations diverses en faveur d'une option souverainiste sans cesse affirmée. Le *Guide d'activité de la Fête nationale du Québec* (MNQ, 1998), produit et diffusé par le MNQ depuis 1997, reflète bien le processus de nationalisation souhaité par le gouvernement comme d'ailleurs par le mouvement souverainiste lui-même, en présentant la fête comme le produit de la nationalisation d'une commémoration d'abord canadienne-française, puis nationale québécoise :

> D'une fête de la grande famille canadienne-française à la fête du peuple québécois, *la Fête nationale du Québec appartient à tous ceux et toutes celles qui composent le Québec d'aujourd'hui. Elle demeure toujours le moment privilégié pour affirmer notre fierté, nos valeurs et notre solidarité*[1].

De cette interprétation nouvelle de la fête de la Saint-Jean résulte un nouveau conflit symbolique avec le palier fédéral, ce dernier ayant plutôt tendance à présenter la fête de la Saint-Jean comme la fête de toute la francophonie canadienne (Patrimoine canadien, 2007).

Troisième domaine symbolique qui a particulièrement retenu l'attention du gouvernement québécois : la visibilité du drapeau national fleurdelisé. À l'occasion du 50e anniversaire du drapeau en 1996, des institutions québécoises ont été particulièrement chargées de la diffusion des symboles nationaux. Il s'agissait surtout de la Commission de la capitale nationale ainsi que du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Ces institutions ont réalisé trois brochures à destination des Québécois visant à renforcer l'idée selon laquelle le drapeau est non seulement

1. C'est nous qui soulignons. Cette phrase illustre en effet la volonté de transformer une fête communautaire canadienne-française en fête nationale et territorialisée *québécoise,* transformation d'ailleurs contestée par le gouvernement fédéral, qui y voit plutôt quant à lui la fête « *de tous les Canadiens-français* ». Mouvement national des Québécois, *Fête nationale du Québec, Guide d'activités, op. cit.,* p. 4.

l'emblème d'une ancienne province, mais aussi un emblème aux origines militantes et à la signification désormais clairement nationale et patriotique, sinon nationaliste (Paulette, 1997 ; Mediastar, 1997 ; Gouvernement du Québec, 1999). L'une des brochures affirme ainsi que « le drapeau du Québec, symbole d'appartenance et objet de rassemblement, est au cœur de notre histoire collective » (Paulette, 1997, p. 7). Objet de rassemblement au Québec, il est aussi objet de discorde… mais avec le gouvernement fédéral :

> En 1946, le Parlement fédéral adopte une version modifiée du Red Ensign de la marine britannique. Ce choix est mal accueilli au Québec. En guise de protestation, le gouvernement du Québec laisse flotter l'Union Jack sur le Parlement de Québec. Quelques mois plus tard, le député indépendant René Chaloult dépose une résolution demandant que l'on adopte « un drapeau véritablement québécois ». Le Premier ministre [tranche] en faveur d'un vaste courant d'opinion qui réclame le fleurdelisé (Paulette, 1997, p. 9).

Conclusion

Ces discours tenus sur la capitale nationale, le drapeau national ou la fête nationale par des organisations soit mandatées par le gouvernement, soit créées par lui, l'impossibilité, aussi, pour quelque gouvernement que ce soit, de revenir sur certaines des lois linguistiques les plus emblématiques montrent qu'en matière d'affirmation nationale, les souverainistes sont parvenus, à divers niveaux, à imposer dans ses grandes lignes leur approche de l'identité collective et à influencer durablement le discours public en ces matières. Les temps ont changé au Québec. La « nation québécoise » qui apparaissait il y a encore quarante ans comme une idée d'intellectuels marginaux est désormais affirmée à l'unanimité par la classe politique québécoise. Plus que la souveraineté elle-même, c'est le mouvement souverainiste qui est devenu, à bien des égards, indispensable à la nation québécoise.

L'influence du souverainisme dépasse également les frontières du Québec. Si désormais la nation, pour reprendre les termes de Michel Bock, ne « déborde plus les frontières » du Québec, le mouvement nationaliste qui a donné naissance à la nation québécoise a également profondément bouleversé les références identitaires des francophonies canadiennes, de même que leurs répertoires d'action, les conduisant à une réinterprétation de leurs appartenances, dans le sens d'une régionalisation identitaire et de processus d'autonomisation culturelle (Landry *et al.,* 2007 ; Landry, 2007) constatables dans toute la francophonie canadienne (Thériault, 2007) et encore à l'œuvre. Il conviendrait d'ailleurs, dans le cadre d'une recherche complémentaire, d'analyser la recomposition identitaire qui a touché les francophonies canadiennes à travers les cadres théoriques du nationalisme de contestation utilisés ici pour le cas québécois. Parallèlement, si le nationalisme de contestation souverainiste a fortement contribué à la construction de la nation québécoise, il a également (bien qu'indirectement) contribué au renforcement d'un nationalisme conservateur étatique canadien qui constitue la réponse fédéraliste canadienne aux interprétations souverainistes québécoises (McRoberts, 1997 ; Letourneau, 2006).

Le cas québécois montre à quel point les acteurs politiques organisés parviennent encore à transformer l'univers des croyances identitaires, en inventant petit à petit, via les institutions locales, une « certaine » réalité nationale qu'ils avaient préalablement imaginée ensemble. Les crypto-souverainistes québécois du début des années 1960 seraient bien étonnés de voir le Québec tel qu'il s'est affirmé de nos jours !

Même si à bien des égards il est possible de constater une « pause » libérale dans ce travail d'affirmation nationale constant des derniers gouvernements (Parizeau, Bouchard, Landry), notamment avec les coupures budgétaires dans des programmes « stratégiques » concernant la question nationale, cette pause ne signifie pas une remise en question de l'affirmation du Québec au sein de la fédération, ni même un détricotage systématique de ce qui a été tricoté par les souverainistes. Le Québec se construit son identité nationale en pente douce. Et celui qui pousse avec le plus de vigueur le chariot de l'identité nationale, c'est sans conteste le mouvement souverainiste.

Références

Anderson, B. (1996 [1983]). *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme,* Paris, La Découverte.

Assemblée nationale du Québec (1995). *Loi du 22 juin 1995,* LRQ, c. C-33.1.

Bariteau, C. *et al.* (2002). *Sortir le Canada du Québec,* Montréal, Les Intouchables.

Birnbaum, P. (dir.) (1997). *Sociologie des nationalismes,* Paris, Presses universitaires de France.

Bloc québécois (2004). « La propagande canadienne : insidieuse et organisée, rapport », *Fiche de soutien*, Bloc québécois.

Bloc québécois (2000). *Déclaration de principe et orientations du Bloc québécois, adoptées au Congrès du 28 au 30 janvier 2000,* Bloc québécois, document.

Bloc québécois (1998). *En marche vers un pays, le Québec,* Bloc québécois, brochure.

Bock, M. (2004). *Quand la nation débordait les frontières. Les minorités françaises dans la pensée de Lionel Groulx*. Montréal, Hurtubise HMH.

Canet, R. et J. Duchastel (dir.) (2003). *La nation en débat, entre modernité et post-modernité,* Outremont, Athéna éditions.

Canovan, M. (1996). *Nationhood and Political Theory,* Cheltenham, Edward Elgar.

Dufour, P. et C. Traisnel (2007). "Nationalism and Protest: The Sovereignist Movement in Quebec", dans M. Smith (dir.) (2007). *Group Politics and Social Movements in Canada,* Toronto, Broadview Press.

Gouvernement du Québec (1999). *Le drapeau national, historique et protocole d'utilisation,* Québec, Gouvernement du Québec.

Jenson, J. (1997). "Fated to Live in Interesting Times: Canada's Changing Citizenship Regimes", *Revue canadienne de science politique,* vol. 30, nº 4, pp. 627-644.

Landry, R. (2007). « Au-delà de l'école : le projet politique de l'autonomie culturelle », *Francophonies d'Amérique,* nº 24 (sous presse).

Landry, R., R. Allard et K. Deveau (2007). "Bilingual Schooling of the Canadian Francophone Minority: A Cultural Autonomy Model", *International Journal of the Sociology of Language,* nº 185, New York, Mouton de Gruyter, pp. 133-162.

Letourneau, J. (2006). *Ce que veulent les Québécois,* Montréal, Boréal.

Levine, M.V. (1997 [1990]). *La reconquête de Montréal,* Montréal, VLB éditeur.

Llobera J.R. (1998). "The Concept of the Nation in French Social Theory: The Work of Dominique Schnapper", *Nation and Nationalism,* vol. 4, nº 1, ASEN, pp. 113-119.

Martel, M. (1997). *Le deuil d'un pays imaginé : rêves, luttes et déroute du Canada français, les rapports entre le Québec et la francophonie canadienne (1867-1975)*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

McRoberts, K. (1997). *Misconceiving Canada: The Struggle for National Unity*, Oxford, Oxford University Press.

Mediastar (1997). *Les 50 ans du fleurdelisé,* Québec, Ministère des Relations avec les citoyens.

Ministère des Relations avec les citoyens (2007). *Drapeau et symboles nationaux,* <www.drapeau.gouv.qc.ca> (site consulté le 14 juillet 2007).

Mouvement national des Québécois (1998), *Fête nationale du Québec, Guide d'activités.*

Otayek, R. (2000). *Identité et démocratie dans un monde global*, Paris, Presses de sciences po.

Parti québécois (2001a). *Un pays pour le monde*, *Programme du Parti québécois, adopté lors du XIVe Congrès national, mai 2000,* Parti québécois.

Parti québécois (2001b). *Un pays pour le monde, Programme du Parti québécois, version abrégée,* Montréal, Parti québécois.

Patrimoine canadien (2007). « Saint-Jean-Baptiste », *Le Canada en fête!,* <www.pch.qc.ca/special/canada/11/baptiste_f.cfm> (consulté le 14 juillet 2007).

Paulette, C. (1997). *Le Fleurdelisé,* Québec, Les Publications du Québec.

Poutignat, P. et J. Streiff-Fénart (1995). *Théories de l'ethnicité,* Paris, Presses universitaires de France.

Roger, A. (2001). *Les grandes théories du nationalisme,* Paris, A. Colin.

Schnapper, D. (2003 [1994]). *La communauté des citoyens. Sur l'idée moderne de nation,* Paris, Folio.

Thériault, J.-Y. (2007). *Faire société. Société civile et espaces francophones,* Sudbury, Prise de parole.

Thiesse, A.-M. (2001 [1999]). *La création des identités nationales*, *Europe XVIIIe-XXe siècle,* Paris, Seuil.

Traisnel, C. (2004). *Le nationalisme de contestation. Le rôle des mouvements nationalistes dans la construction politique des identités wallonne et québécoise en Belgique et au Canada,* thèse préparée sous la direction de Hugues Portelli et Denis Monière, Université de Montréal, Université Paris II Panthéon-Assas, 624f.

De la Révolution tranquille à la déconsidération tranquille

Le durcissement de ton à l'égard du souverainisme québécois dans les pages du *Globe and Mail*

Sylvie Lacombe
Université Laval

Résumé *Dans cet article, nous comparons d'abord brièvement la perception du souverainisme québécois dans les pages du quotidien canadien* The Globe and Mail *durant la campagne référendaire de 1995 et dix après, durant l'année 2005. La comparaison met en relief un incontestable durcissement de ton indiquant l'avènement de la déconsidération tranquille des préoccupations québécoises dans le reste du pays. La deuxième partie revient ensuite sur des épisodes marquants dans l'évolution de la question de l'unité nationale pour étayer l'hypothèse selon laquelle l'opposition entre fédéralisme canadien et souverainisme québécois serait devenue une lutte de références identitaires entre deux formes de nationalisme, bien que l'un d'eux emprunte un véhicule « neutre » – le fédéralisme – pour progresser.*

Depuis presque aussi longtemps que les débuts de la Révolution tranquille, quand le nationalisme canadien-français s'est trouvé remplacé par une nouvelle forme, moderne, de nationalisme, les journaux québécois et canadiens ont été remplis d'épisodes conflictuels et de disputes politiques opposant deux options mutuellement exclusives : le fédéralisme canadien et le souverainisme québécois[1]. Cette opposition, sans monopoliser tout le devant de la scène politique, ponctue néanmoins les quarante dernières années de l'actualité journalistique. Nous n'en ferons pas le survol ici, mais nous nous pencherons plutôt sur l'incidence du débat sur la place du Québec au sein de la Confédération canadienne dans l'imaginaire canadien-anglais. Notre réflexion procède en deux temps : il s'agira d'abord de saisir le durcissement de ton dans la perception du souverainisme québécois dans les pages du *Globe and Mail*[2] en 2005, par comparaison à ce qu'il était durant la campagne référendaire de 1995. Ayant déjà décrit ailleurs la matière détaillée dont est fait ce durcissement[3], nous n'en rappellerons que les grandes lignes. Après quoi, nous tenterons de le situer dans une réflexion plus large sur les représentations collectives de la place du Québec au sein de la Confédération canadienne. Ce deuxième temps est plus hypothétique que descriptif puisqu'il s'agit de voir dans quelle mesure l'intransigeance récemment repérée dans les pages du *Globe* indique la déconsidération tranquille des préoccupations québécoises dans le reste du pays. Nous évoquerons alors certains épisodes dans l'évolution de la question de l'unité nationale pour montrer que l'opposition entre fédéralisme canadien et souverainisme québécois est devenue une lutte de références identitaires entre deux formes de nationalisme, même si l'un d'eux emprunte un véhicule « neutre » – le fédéralisme – pour progresser. Ce faisant, nous quitterons le terrain journalistique pour fouler celui des politologues.

1. Le *Globe and Mail*

1.1. 1995 à 2005 : un fond d'agacement

Bien que la perception du mouvement souverainiste dans les pages du *Globe and Mail* ait toujours été négative, elle s'est néanmoins dégradée en 2005 par comparaison avec ce qu'elle était durant la campagne référendaire de 1995[4]. C'est sur le fond des jugements qui persistent en dépit de la décennie écoulée qu'on sera en mesure d'estimer la radicalisation du discours à l'endroit du souverainisme québécois. À l'exception de Jeffrey Simpson, les chroniqueurs politiques qui œuvrent au *Globe and Mail* en 2005 ne sont pas les mêmes qu'en 1995. L'équipe éditoriale a aussi changé en partie. En

1. Il n'est pas inutile de préciser que les adjectifs « canadien » et « québécois » s'appliquent aux prédicats et non aux tenants de chacune des deux options.
2. Deuxième quotidien canadien par son tirage, à un peu plus de deux millions d'exemplaires par semaine (2 014 441), derrière le *Toronto Star,* qui tire à plus de trois millions d'exemplaires (3 258 599), le *Globe and Mail* devance le seul autre journal anglais à se dire national, le *National Post,* qui tire à 1 387 462 exemplaires par semaine (site Web de l'Association canadienne des journaux, consulté le 14 juin 2007). Nous avons choisi le *Globe* également pour son ton traditionnellement plus modéré vis-à-vis des aspirations nationales du Québec.
3. Voir Lacombe (2007).
4. Pour une description détaillée de l'analyse ici synthétisée, voir Lacombe (1998).

dépit de ce roulement, la perception du souverainisme québécois dans les pages du journal est étonnamment stable. Sauf exceptionnellement, ces journalistes n'utilisent pas le terme « souverainistes », lui préférant plutôt celui de « séparatistes » ; et si Simpson était le seul en 1995 à employer systématiquement « sécessionnistes », en 2005 au moins deux autres chroniqueurs[5] emploient ce terme pour désigner les partisans de la souveraineté du Québec.

En tant que nationalisme, le souverainisme est suspect et spontanément présenté comme une cause rétrograde, fondée sur le ressentiment, et habitée de dérives racistes. Ses leaders, qu'il s'agisse de J. Parizeau, L. Bouchard, B. Landry ou A. Boisclair, sont tous infatués d'eux-mêmes, plus préoccupés de leur gloire personnelle qu'inspirés par de nobles idéaux. Habiles manipulateurs prêts à tout pour gagner, y compris à tricher, ils ne sont épris de valeurs démocratiques qu'en apparence seulement, quand cela les avantage. En réalité, si la souveraineté du Québec leur tient à cœur, c'est tout bonnement qu'ils aspirent à devenir de « plus gros poissons dans un plus petit étang » (Crespo, 1995). Du point de vue du *Globe,* le souverainisme est le paravent choisi par une certaine élite politique pour masquer la poursuite de ses intérêts particuliers. Une conviction profonde traverse les deux corpus (1995 et 2005) : les Québécois ne veulent pas de la souveraineté du Québec, et l'ont déjà clairement exprimé en 1980[6]. Le résultat serré au soir du second référendum[7] n'a en rien ébranlé cette certitude. Le plus haut pointage du OUI est le plus souvent minimisé comme résultant des tricheries orchestrées par les chefs souverainistes[8]. Quand on admet que les électeurs ont vraiment voté OUI dans une forte proportion, on l'interprète comme une simple stratégie pour extirper au gouvernement fédéral des privilèges refusés aux Canadiens des autres provinces, jamais comme une volonté de réaliser la souveraineté du Québec. Le mouvement nationaliste se réduit ainsi à une menace brandie sous le nez fédéraliste pour améliorer le sort québécois au sein de la Confédération. D'autres « raisons » rendent le projet de souveraineté-association suspect aux yeux des journalistes, dont le fait qu'il s'appuie sur des idéaux de démocratie sociale, quand les tendances internationales commanderaient plutôt de nécessaires ajustements à la mondialisation. En 1995, on reprochait aux souverainistes de faire mine de croire que la séparation pouvait se faire sans heurts[9], alors qu'en 2005 on les accuse d'ignorer volontairement le renvoi de la Cour suprême de 1998 et la *Loi sur la clarté* adoptée par le Parlement en 2000[10]. En 1995, l'existence d'un gouvernement péquiste à Québec et la présence du Bloc

5. Il s'agit de John Ibbitson et de Rex Murphy.
6. Dans le référendum du 20 mai 1980, avec un taux de participation de 85,6 %, 59,6 % des Québécois ont voté NON contre 40,4 % OUI à la proposition de négocier avec le Canada une association entre États.
7. Le 30 octobre 1995, 50,6 % des Québécois votaient NON à la question référendaire contre 49,4 % ayant coché OUI.
8. Voir par exemple l'éditorial du 16 janvier 2006.
9. Voir par exemple Lee (25 février 1995) ; Simpson (24 août 1995) ; éditorial (26 août 1995).
10. Voir par exemple les éditoriaux du 6 juin et du 29 octobre 2005. Il s'agit du renvoi relatif à la sécession du Québec stipulant qu'une déclaration unilatérale de souveraineté par Québec serait inconstitutionnelle et sans fondement en droit international. Quant à la *Loi sur la clarté,* elle stipule que c'est à la Chambre des communes de juger, pour le compte du gouvernement fédéral, de la clarté de la question référendaire et de la hauteur nécessaire d'un résultat favorable à la souveraineté pour qu'Ottawa amorce des négociations avec Québec.

québécois à la Chambre des communes démontraient incontestablement, selon le journal, la proverbiale tolérance canadienne. Jean-Baptiste, saint patron traditionnel des Canadiens français, célébré le 24 juin au Québec en tant que fête « nationale », était récupéré en 1995 par le *Globe* en tant qu'expression exemplaire de la diversité canadienne. L'attachement régional, arguait-on, est la seule forme concrète que revêt l'appartenance canadienne ; sans le premier la seconde reste sans voix (éditorial, 24 juin 1995 ; Thorsell, 28 janvier 1995). Par ailleurs, si on reconnaissait en 1995 que le Québec formait indubitablement une société distincte, le fait était attribuable à la flexibilité du fédéralisme. Mais en 2005, la « société distincte » est devenue une « relique du passé » et la spécificité québécoise est ramenée à un simple trait provincial ne faisant pas le poids devant l'unité canadienne[11] (éditorial, 29 septembre 2005).

Condensons maintenant les principaux éléments du discours de presse qui marquent une généralisation de l'agacement vis-à-vis du mouvement souverainiste et qui le fait s'étendre à d'autres formations politiques et, par glissements de sens, aux Québécois pris globalement. Le lecteur voudra bien se reporter à Lacombe (2007) pour la description détaillée des faits.

1.2. 2005 : l'intransigeance se répand

En 2005, le Bloc québécois s'attire les foudres des chroniqueurs du *Globe*. Murphy (3 décembre) affirme crûment que sa présence dans le parlement corrode tant l'idée que la fonction de ce corps politique, et termine avec l'adage d'Abraham Lincoln : « Une Chambre divisée contre elle-même ne peut tenir. » Sort ainsi au grand jour ce qu'évoque historiquement le terme « sécessionniste », avec ce qu'il charrie d'inacceptable. S'il est louable, avance quant à lui Martin (5 mai), de révérer les droits démocratiques, ceux-ci ne peuvent être sans limite. Pareillement, bien que la tolérance soit une des grandes qualités de ce pays, si elle devient excessive, elle risque de se retourner contre lui. Aussi le Bloc, qui souhaite détruire la fédération, ne devrait plus être financé par elle ; tolérer son existence est déjà largement suffisant.

En 1995, on préférait tolérer un Parlement en partie dysfonctionnel plutôt que d'accommoder les demandes québécoises mais, en 2005, ce « moindre mal » est devenu inacceptable. En fait, plusieurs commentateurs se plaignent du « pouvoir séparatiste » qui dominerait le Québec francophone. Tant et si bien, selon Ibbitson (14 juin), que les efforts fédéralistes pour le discréditer sont frappés d'impuissance. Selon Simpson (29 octobre), la combinaison PQ-BQ, la puissance des syndicats du secteur public, l'activisme des groupes sociaux et plusieurs éléments des médias travaillent de concert et imprègnent de séparatisme tout le discours politique au Québec. Pour d'autres, toute la structure politique à Ottawa serait sous « domination québécoise » depuis quarante ans, mais les francophones formant une minorité au pays, personne n'ose débattre de ce fait (Martin, 16 juin).

11. Culture et langue françaises caractérisent le Québec comme l'individualisme de l'Alberta et l'esprit d'indépendance de Terre-Neuve.

Mais il n'y a pas que les forces souverainistes qui soient rabrouées par le *Globe* en 2005 ; le Parti libéral du Québec, qu'on peut difficilement accuser de sympathies souverainistes, l'est aussi. On le critique pour ses convictions fédéralistes jugées trop molles et pour sa méconnaissance du Canada. Par exemple, quand le gouvernement provincial demande à jouer un plus grand rôle sur la scène internationale, Ibbitson (14 octobre) est catégorique : cela est impossible parce que le Canada doit parler au monde d'une seule voix. L'éditorial affirme, quant à lui, que même la plus décentralisée des fédérations réserve au gouvernement central le pouvoir de représenter le pays à l'étranger, et s'étonne de voir cette « vérité élémentaire » échapper au gouvernement libéral du Québec, qu'on accuse du même souffle de méconnaître la nature de la fédération canadienne (éditorial, 5 octobre).

Le 26 mai 2005, la députée libérale Fatima Houda-Pepin dépose une motion, conjointement avec des députées de l'opposition, contre l'implantation des tribunaux dits islamiques au Québec et au Canada ; la motion est adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale. En éditorial, le *Globe* prononce contre cette motion un jugement assassin : cette déclaration unanime est inamicale à l'endroit des musulmans, elle manque de réflexion, et de respect pour le pluralisme religieux. Elle est non canadienne (éditorial, 28 mai)[12]. Ainsi plusieurs formations politiques de la province, avec sa représentation institutionnelle par excellence, l'Assemblée nationale, sont critiquées et rejetées aux confins de la légitimité politique, à la périphérie des valeurs canadiennes. À quoi s'ajoute encore un blâme des Québécois eux-mêmes.

Pendant les audiences publiques de l'enquête Gomery sur le scandale des commandites[13], Martin insiste pour rattacher les malversations du Parti libéral du Canada au profit d'agences publicitaires montréalaises à la culture politique québécoise, amalgamant sans nuance ni discernement le régime corrompu de Maurice Duplessis, les accusations de fraude électorale portées contre le camp du OUI en 1995 et le mot de Parizeau sur les votes ethniques au soir du référendum. Pour lui, cette « chicane libérale » est circonscrite au monde francophone québécois même si tous les Canadiens ont dû en payer le prix (5 mai ; 2 juin). Un autre procédé de généralisation abusive naît sous la plume de Simpson, qui stigmatise les Québécois parce qu'un certain nombre d'entre eux vote pour un parti souverainiste à Québec ou à Ottawa. Ce faisant, ils jouent à la « *refusenik* », c'est-à-dire ne pourraient pas moins s'intéresser au Canada. Mais alors, demande-t-il, si les Québécois ne s'intéressent plus à la politique nationale, pourquoi celle-ci devrait-elle s'intéresser encore au Québec (Simpson, 20 décembre 2005) ?

Outre la fermeture des vues du journal, on remarque une impatience grandissante à l'endroit du mouvement souverainiste, mais aussi – fait nouveau – du Parti libéral du Québec, des Québécois en général et de leur institution politique la plus

12. On comparera avec profit la position éditoriale du même journal quelques mois seulement plus tard quand le gouvernement ontarien de D. McGuinty décide de ne pas donner suite au rapport Boyd, qui recommande la mise en place de tribunaux islamiques. Le *Globe,* qui avait appuyé le jugement Boyd, se montre déçu par la décision du Premier ministre ontarien. Mais considérant que McGuinty a surtout été attentif aux nombreuses craintes émises par la population, l'éditorial concède que s'il a fait un mauvais choix, c'est pour les bonnes raisons (éditorial, 13 septembre 2005).

13. Voir Leblanc (2006).

représentative, l'Assemblée nationale. Si le *Globe,* habituellement plus tolérant à l'égard des aspirations nationales du Québec, devient lui-même peu réceptif, non seulement vis-à-vis d'elles, mais plus généralement face aux réalités québécoises, est-il permis de voir là l'indication d'un changement plus important touchant la place du Québec dans l'imaginaire canadien-anglais ? Dans la prochaine section, nous abordons l'opposition entre souverainisme québécois et fédéralisme canadien comme le développement d'une lutte de références identitaires ayant des airs d'opposition structurale[14].

2. Vers une opposition structurale

La montée dans les années 1960 d'un nationalisme québécois et non plus canadien-français, qui plus est proprement politique et non plus strictement culturel, est cause de demandes inédites de changements d'ordre constitutionnel allant dans le sens d'une pleine reconnaissance de la « dualité canadienne », c'est-à-dire qu'un statut particulier soit reconnu au gouvernement du Québec afin qu'il puisse jouer son nouveau rôle d'État-nation, de principal représentant de l'un des deux « peuples fondateurs[15] ». Pendant un bref laps de temps, les trois partis politiques fédéraux ont épousé cette vision dualiste[16], sans que celle-ci y laisse sa marque cependant : la thèse des deux nations a été farouchement critiquée au sein des trois partis avant d'être finalement abandonnée (McRoberts, 1997). Il y avait bien parmi les élites intellectuelles et politiques canadiennes-anglaises une volonté d'accommoder les demandes constitutionnelles des nationalistes québécois. Mais plusieurs facteurs l'ont fait fondre et, parmi eux, la présence de P.E. Trudeau à la tête du Parti libéral du Canada, puis du gouvernement fédéral, éléments qui sont loin d'être négligeables[17]. La stratégie de Trudeau pour court-circuiter les demandes québécoises consistait à minimiser le caractère objectivement distinct du Québec, entre autres par la loi sur les langues officielles[18] imposant le bilinguisme dans les institutions fédérales. Nul besoin de statut distinct si les Québécois pouvaient œuvrer en français dans toutes les structures administratives canadiennes. Du moins était-ce le raisonnement de Trudeau, lequel n'a pourtant pas empêché la progression constante du Parti québécois jusqu'à son élection en 1976. Le bilinguisme officiel était également assorti d'une politique du multiculturalisme, ce qui supposait une dissociation radicale entre langue et culture, rabattant ainsi la culture québécoise sur la diversité ethnique canadienne. En 1980, pour tenter de

---

14. Ce qui suppose que les identités en question sont relationnelles et non essentielles.
15. Étant entendu que les quatre cinquièmes des Canadiens français vivaient au Québec et que le Québec était la seule province dont la majorité de la population était francophone.
16. À sa fondation en 1961, le Nouveau parti démocratique décrivait le Canada dans son programme comme étant issu de l'association entre deux nations (Morton, 1986, p. 25). En 1963, le gouvernement libéral de L.B. Pearson créait la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme dont le mandat incluait de proposer des pistes afin d'encourager un partenariat égalitaire entre les deux peuples fondateurs. Quelques années plus tard, malgré les protestations de J. Diefenbaker, les conservateurs adoptaient à leur tour l'idée que le Canada était composé de deux nations (McRoberts, 1997).
17. Parmi les autres facteurs, on notera les changements démographiques qui ont eu raison de la pertinence de la thèse des deux nations et l'opposition de l'Ouest à l'idée d'un statut particulier pour le Québec (McRoberts, 1997).
18. Une politique adoptée en 1969.

rallier les Québécois contre la souveraineté-association, Trudeau annonçait qu'un NON ne serait pas interprété comme un appui au *statu quo,* et promettait des réformes pour répondre aux besoins du Québec. Ce qui suivit en fait la victoire du NON fut le rapatriement de la Constitution, contre la volonté du Québec, avec enchâssement d'une *Charte des droits et libertés,* laquelle a limité les pouvoirs de Québec (Gagnon, 1994, p. 85-106). La *Charte* est par ailleurs assez vite devenue un puissant symbole unificateur de l'identité canadienne, faisant de l'État fédéral l'expression des réalités « nationales » et permettant au fédéralisme de faire fonction de nationalisme (Bourque et Duchastel, 1996 ; Taylor, 1994). Garantissant les mêmes droits et libertés à tout un chacun d'un océan à l'autre, peu importe son lieu de résidence, la *Charte* a renforcé l'égalité des provinces. Tout en opérant une uniformisation du droit provincial, elle a aussi judiciarisé le politique (Brouillet, 2005, p. 323-378). Le repli légaliste du *Globe and Mail* en 2005 est d'ailleurs à mettre au compte des effets à long terme de la *Charte.* Pour ces journalistes, la Cour suprême ayant statué en 1998 qu'une déclaration unilatérale d'indépendance serait illégale et le Parlement ayant adopté en 2000 la *Loi sur la clarté référendaire,* la recherche d'une solution *politique* aux aspirations nationales du Québec devient désormais inutile[19].

En fait, l'incidence du rapatriement de 1982 a été désastreuse du point de vue de la place du Québec dans la Confédération, et les négociations constitutionnelles subséquentes (Meech, Charlottetown), comme leur échec le confirme, n'ont pu corriger la situation. Certains y voient une refondation politique, bénéfique pour le Canada (Bercuson et Cooper, 1991), d'autres une restructuration se faisant sans le Québec (Balthazar *et al.,* 1991) mais, dans tous les cas, contribuant à creuser l'écart entre le Québec et les autres provinces, entre Québec et Ottawa. Ainsi Langlois (1991) avance que ce sont désormais deux sociétés globales qui interagissent, non simplement une province et un gouvernement fédéral. D'autres chercheurs ont tenté de décortiquer la « crise de l'unité nationale ». Ils notent d'abord que l'identité canadienne est remarquable… par son manque d'affirmation de soi ; un constat s'imposant par comparaison avec les États-Unis ou le Québec. Conlogue (1996) croit que les Canadiens anglais, qui déprécient tout nationalisme, devraient se doter d'une nation culturelle. La cohésion sociale qu'ils en retireraient serait un remède contre l'individualisme consumériste qui les ronge. Angus (1997 ; 2007) déplore l'accaparement du terme « canadien » par les anglophones face aux Québécois et aux Autochtones : pour lui, la majorité canadienne-anglaise agit comme si elle était seule dépositaire des institutions politiques, empêchant les minorités d'influer sur elles. Il appelle donc à une prise de conscience qui ferait réaliser qu'une majorité numérique n'est pas une totalité politique. Resnick (2005) va dans le même sens en exhortant les Canadiens anglais à cesser de prendre Québécois et Autochtones en otages[20] pour éviter de confronter leur propre identité. Ils les invitent à se concevoir comme une nation sociologique au sein d'un État multinational et à se pourvoir d'institutions propres. À l'opposé, d'autres chercheurs célèbrent

19. Cette vision n'est vraiment pas limitée aux pages du *Globe and Mail*; voir le texte de Choudhry (2007), l'experte constitutionnelle de la Faculté de droit de l'Université de Toronto.

20. En les incluant de force, bien que symboliquement, dans leur définition du pays.

cette réticence canadienne(-anglaise) à l'égard de tout nationalisme parce qu'elle ferait du Canada le premier État postnational, c'est-à-dire non fondé sur une culture homogène, mais seulement sur des valeurs universelles (Gwyn, 1995 ; Iyer, 2000 ; Powe, 2006).

Quoi qu'il en soit de la dimension normative, s'il faut ou non combler cette lacune, nous avançons, avec Charbonneau (2004), qu'un nouvel idéalisme canadien, faisant de la fédération un modèle idéal, s'épanouit dans l'opposition radicale au nationalisme québécois, interprété comme un projet ethnique inacceptable. Au provincialisme déguisé du Québec répondrait l'universalisme affiché du Canada, au nationalisme étroit du premier l'ouverture extrême, allant jusqu'au doute identitaire, du second : le fédéralisme s'oppose au souverainisme, en même temps qu'il fait lui-même fonction de nationalisme, sans jamais se présenter comme tel. Grâce à lui, le « fragment canadien-anglais » conforte ses références identitaires sans renoncer à l'universalisme. Et la nouvelle intransigeance du *Globe and Mail* s'inscrit dans cette construction structurale se faisant à rebours des aspirations nationales du Québec. C'est dire que la seule alternative à la souveraineté de ce dernier soit la déconsidération tranquille de son ambition nationale au sein de la Confédération canadienne[21].

Références

Angus, I. (2007). « Le nationalisme canadien : la multiplication des nations est-elle la solution ? », *Argument*, vol. 9, nº 2, p. 118-132.

Angus, I. (1997). *A Border Within: National Identity, Cultural Plurality and Wilderness,* Montréal, Toronto, McGill-Queen's University Press.

Balthazar, L., G. Laforest et V. Lemieux (dir.) (1991). *Le Québec et la restructuration du Canada, 1980-1992,* Sillery, Septentrion.

Bercuson, D.J. et B. Cooper (1991). *Deconfederation: Canada Without Quebec,* Toronto, Key Porter, 1991.

Bourque, G. et J. Duchastel (1996). *L'identité fragmentée,* Montréal, Fides.

Brouillet, E (2005). *La négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien,* Sillery, Septentrion.

Charbonneau, F. (2004). « Le meilleur pays au monde : le Canada comme idéal moral », *Argument*, vol. 7, nº 1, p. 39-58.

Choudhry, S. (2007). "Referendum ? What Referendum?", *Literary Review of Canada*, vol. 15, nº 3, pp. 7-9.

Conlogue, R. (1996). *The Impossible Nation: The Longing for Homeland in Canada and Quebec,* Stratford, Mercury Press.

Crespo, J. (1995). "Canada and Quebec : A Worst-Case Scenario", *Globe and Mail*, 20 octobre.

Éditorial (2006). "Ghosts of 1995", *Globe and Mail*, 16 janvier.

Éditorial (2005). « Brisons les solitudes », *Globe and Mail,* 29 septembre.

Éditorial (2005). "Of Common Values and the Sharia Fight", *Globe and Mail,* 13 septembre.

Éditorial (2005). "Quebec's Rash Censure of Muslim Arbitration", *Globe and Mail,* 28 mai.

21. En dépit des apparences, les choses n'ont guère changé depuis l'élection des conservateurs de S. Harper à la tête du gouvernement fédéral au début 2006 : le fédéralisme d'ouverture semble déjà à bout de souffle, et la reconnaissance par le Parlement de l'existence de « la nation québécoise au sein d'un Canada uni » est toute rhétorique, au sens où elle se suffit à elle-même et n'induit rien sur le plan des pouvoirs politiques du Québec.

Éditorial (2005). "Quebec within Canada, 10 Years after the Vote", *Globe and Mail,* 29 octobre.

Éditorial (2005). "Separatism's Future after Bernard Landry", *Globe and Mail,* 6 juin.

Éditorial (2005). "Why Canada speaks for Quebec Abroad", *Globe and Mail,* 5 octobre.

Éditorial (1995). "A Basic Message for Quebec", *Globe and Mail,* 26 août.

Éditorial (1995). "St. Jean Baptiste Day, a Canadian Holiday", *Globe and Mail,* 24 juin.

Gagnon, A.-G. (1994). « Québec-Canada : circonvolutions constitutionnelles », dans A.-G. Gagnon, *Québec : État et société,* Montréal, Québec/Amérique, p. 85-106.

Gwyn, R. (1995). *Nationalism without Walls: The Unbearable Lightness of Being Canadian,* Toronto, McClelland & Stewart.

Ibbitson, J. (2005). "Federal Election Is Next Battle", *Globe and Mail,* 14 juin.

Ibbitson, J. (2005). "Who Speaks for Canada? We All Do", *Globe and Mail,* 14 octobre.

Iyer, P. (2000). *The Global Soul: Jet Lag, Shopping Malls and the Search for Home,* Toronto, Knopf.

Lacombe, S. (2007). « La perception du souverainisme québécois dans le *Globe and Mail* dix ans après le référendum de 1995 : du syndrome post-traumatique au repli légaliste », *Canadian Journal of Media Studies/Revue canadienne d'études médiatiques*, vol. 2, n° 1, p. 1-39.

Lacombe, S. (1998). « Le couteau sous la gorge, ou la perception du souverainisme québécois dans la presse canadienne-anglaise », *Recherches sociographiques*, vol. 39, nos 2-3, p. 271-290.

Langlois, S. (1991). « Le choc de deux sociétés globales », dans L. Balthazar, G. Laforest et V. Lemieux (dir.), *Le Québec et la restructuration du Canada, 1980-1992,* Sillery, Septentrion, p. 95-108.

Leblanc, D. (2006). *Nom de code MaChouette : l'enquête sur le scandale des commandites,* Outremont, Libre Expression.

Lee, Robert Mason. (1995). "Westerners Kept Away from Talks about Quebec", *Globe and Mail,* 25 février.

Martin, L. (2005). "A Tale of Two Models: How We Remain a European Nation", *Globe and Mail,* 2 juin.

Martin, L. (2005). "Hats Off to the Year of the Big Scare", *Globe and Mail,* 27 octobre.

Martin, L. (2005). "In the Stampede to the Middle, Political Vision is Trampled", *Globe and Mail,* 16 juin.

Martin, L. (2005). "So Cry Us A River, Mr. Duceppe", *Globe and Mail,* 5 mai.

Martin, L. (2005). "The New Voices of Separatism and Unity", *Globe and Mail,* 29 septembre.

McRoberts, K. (1997). *Misconceiving Canada: The Struggle for National Unity*, Toronto, New York, Oxford, Oxford University Press.

Morton, D. (1986). *The New Democrats, 1961-1985: The Politics of Change,* Toronto, Copp Clark Pitman.

Murphy, R. (2005). "To Hab and Hab Not", *Globe and Mail*, 3 décembre.

Powe, B.W. (2006). *Towards a Canada of Light*, Toronto, Thomas Allen Publishers.

Resnick, P. (2005). *The European Roots of Canadian Identity*, Peterborough, Broadview Press.

Simpson, J. (2005). "Why Build Bridges to Quebec if Quebeckers Could Care Less?", *Globe and Mail,* 20 décembre.

Simpson, J. (2005). "Why There'll Be Another Referendum in Quebec", *Globe and Mail,* 29 octobre.

Simpson, J. (1995). "At Least Eight Reasons Why Quebec's Dream of Association Will Fail", *Globe and Mail,* 24 août.

Taylor, C. (1994). « Le pluralisme et le dualisme », dans A.-G. Gagnon, *Québec : État et société*, Montréal, Québec/Amérique, p. 61-84.

Thorsell, William (1995). "Our Constitution Is – and Was Meant to Be – a Work in Progress", *Globe and Mail*, 28 janvier.

La France et le Québec quarante ans après de Gaulle

Frédéric Bastien
Université d'Ottawa

Résumé *L'année 2007 a marqué le quarantième anniversaire de la célèbre visite au Québec du général de Gaulle, laquelle lui avait permis de lancer son fameux « Vive le Québec libre », du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, devant une foule en délire. Cet épisode, qui a marqué les esprits, constitue un des moments fondateurs de la relation tissée entre la France et le Québec depuis les années 1960, le tout ayant amené les deux peuples à développer jusqu'à aujourd'hui des relations politiques sans équivalent entre une province canadienne et un pays souverain, malgré une forte opposition du gouvernement fédéral canadien. Dès lors, il importe de se demander quels ont été les fondements de cette relation, les raisons de sa durée et de son succès. D'une part, le Québec voyait son statut de nation confirmé par la France en entretenant des relations directes avec elle et en participant en son nom propre (plutôt qu'au sein d'une représentation canadienne) au développement de la francophonie internationale. Cette situation lui donnait une légitimité politique plus grande pour faire valoir son caractère distinct devant Ottawa et les autres provinces. Du côté français, la question du Québec était liée à jamais à l'héritage de De Gaulle et à sa politique de grandeur, visant le rayonnement de la France dans le monde. À droite comme à gauche, cette vision du monde a conservé des partisans dans les milieux politiques. Et lorsque Québec a demandé l'appui de Paris contre Ottawa, au moment des deux référendums, et aussi quand les Québécois ont voulu une représentation autonome au sommet des pays francophones, le gouvernement français, fidèle au général, s'est rangé avec le Québec, d'autant plus que d'importants échanges se sont développés entre celui-ci et la France. Cette dynamique reflète les relations malaisées qui existent encore entre Québec, Paris et Ottawa. Qu'il soit d'allégeance fédéraliste ou indépendantiste, le gouvernement québécois voudra conserver ses relations directes avec Paris. La France, de son côté, continuera à soutenir le Québec quoi qu'il advienne.*

L'année 2007 a marqué le 40e anniversaire de la célèbre visite au Québec du général de Gaulle, laquelle lui avait permis de lancer son fameux « Vive le Québec libre ! », du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal, devant une foule en délire. Cet épisode, qui a marqué les esprits, constitue un des moments fondateurs de la relation tissée entre la France et le Québec depuis les années 1960, le tout ayant amené les deux peuples à développer jusqu'à aujourd'hui des relations politiques sans équivalent entre un État fédéré et un pays souverain, malgré une opposition parfois forte du gouvernement fédéral canadien.

Du côté français, la question du Québec restera liée à jamais à l'héritage de De Gaulle et à sa politique de grandeur qui visait le rayonnement de la France dans le monde. Cette dynamique marque toujours aujourd'hui les relations pas toujours aisées entre Québec, Paris et Ottawa.

L'année 2007 aura d'ailleurs apporté une nouvelle preuve de la délicatesse de ces relations triangulaires. En pleine élection présidentielle, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a effectué une visite officielle en France qui lui a permis notamment de rencontrer les principaux dirigeants politiques de ce pays. Son entretien avec la candidate socialiste Ségolène Royal est venu rappeler à quel point les relations franco-québécoises peuvent toujours soulever la controverse. En effet, au moment de conclure son entretien avec le chef péquiste, celle-ci a déclaré que l'objectif des souverainistes était « conforme aux valeurs qui nous sont communes, c'est-à-dire la souveraineté et la liberté du Québec. Et je pense que le rayonnement du Québec et la place qu'il occupe dans le cœur des Français vont dans ce sens » (Rioux, 23 janvier 2007).

Les réactions n'ont pas tardé. À peine ces phrases prononcées, le premier ministre canadien Stephen Harper et le chef de l'opposition fédérale Stéphane Dion ont dénoncé vivement les propos de la candidate socialiste, réaction qui a aussitôt suscité une polémique en France. Un retour en arrière sur l'épisode du « Vive le Québec libre » et l'émergence subséquente d'une politique québécoise par la France permettra ici de comprendre comment et pourquoi ces quelques paroles ont déclenché une telle tempête.

Né en 1890 à Lille, de Gaulle est un enfant du XIXe siècle qui a connu la France alors qu'elle était encore une grande puissance, tandis que sa culture rayonnait largement au-delà de ses frontières depuis déjà l'époque de Louis XIV. « Toute ma vie, écrira-t-il plus tard, je me suis fait une certaine idée de la France, le sentiment me l'inspire aussi bien que la raison […] à mon sens la France ne peut être la France sans la grandeur » (1954, p. 1).

De Gaulle a donc été marqué par une certaine tradition messianique qui a été celle de son pays depuis l'époque du Roi-Soleil, portée par un contexte international où la France, l'une des grandes puissances du monde, avait un rôle à jouer. On est très loin de cette situation en 1958. La guerre froide divise le monde et la France, comme les autres pays occidentaux, a dû serrer les rangs autour des États-Unis, au prix d'un certain suivisme. Par ailleurs, et peut-être surtout, la guerre d'Algérie paralyse la politique française depuis quatre ans. La révolte des Pieds-Noirs en 1958 sert ultimement de tremplin à de Gaulle pour revenir au pouvoir.

Ses intentions sont alors simples : le général veut restaurer l'influence de la France. Pour ce faire, il compte décoloniser l'empire en donnant aux anciennes colonies françaises une autonomie au sein d'une nouvelle communauté française, tout en offrant l'indépendance à celles qui la voudraient. Quant à l'Algérie, il est décidé à retirer la France de ce guêpier, ce qu'il fait difficilement de 1958 à 1962. Dans l'intervalle, de Gaulle se rend au Canada en 1960, voyage au cours duquel il rencontre à Québec le premier ministre Antonio Barrette, ainsi que le futur premier ministre Jean Lesage.

Par ailleurs, il visite les plaines d'Abraham, lieu de la bataille décisive entre Wolfe et Montcalm. Au cours de l'événement, son aide de camp, l'amiral Flohic, se fait interpeller par l'aide de camp du lieutenant-gouverneur Onésime Gagnon. « C'est ici que vous, les maudits Français, vous nous avez abandonnés » (Bastien, 2006, p. 38), se voit dire Flohic, qui relate plus tard l'événement au général. Celui-ci prend alors conscience qu'il y a un double problème au Canada. Un problème entre les Canadiens anglais et les Canadiens français, et entre ces derniers et la France. Le général ressent une culpabilité face à cette situation, qu'il trouve inconciliable avec l'idée qu'il se fait de la grandeur de son pays. De Gaulle souhaite apporter son aide aux Québécois. Il donne donc des instructions en conséquence à son ministre de la Culture, André Malraux : « Il y a, me semble-t-il, un fort potentiel français au Québec, veuillez vous en occuper » (Lapalme, 1973, p. 47).

L'année suivante, en 1961, ce nouvel intérêt de la France pour son ancienne colonie mène à l'ouverture de la Maison du Québec à Paris. Cette représentation, modeste au départ, devient la Délégation générale du Québec en France en 1965, avec la plupart des privilèges d'une ambassade. Dans l'intervalle, de Gaulle a reçu en 1964 le premier ministre du Canada, Lester Pearson, prenant le temps de mettre en garde ses collaborateurs au moment d'accueillir le chef du gouvernement fédéral. « Nous pouvons développer nos rapports avec le Canada tel qu'il est encore, écrit-il à Étienne Burin des Roziers, le secrétaire général de l'Élysée, mais nous devons, avant tout, établir une coopération particulière avec le Canada français, et ne pas laisser noyer ce que nous faisons pour lui et avec lui dans une affaire concernant l'ensemble des deux Canada. D'ailleurs, le Canada français deviendra un État, et c'est nécessairement dans cette perspective que nous devons agir[1]. »

Face à Alain Peyrefitte, son ministre de l'Information, le général précise : « Les Français du Canada sont en danger dans leur identité. Nous devons leur venir en aide. Qui a inventé le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ? La France. Oui, c'est notre devoir d'aider les Québécois à disposer d'eux-mêmes… naturellement pas un mot de tout ça, le moment n'est pas encore venu de dévoiler nos batteries » (Peyrefitte, 2000, p. 317-318). Ces échanges démontrent bien que, lors de son voyage de 1967, même si son discours était improvisé dans sa forme (il n'était pas prévu que le général parle le soir du 24 juillet au balcon de l'hôtel de ville), il a livré le fond de sa pensée.

1. « Note pour Étienne Burin des Roziers, 04/09/63 », *Lettres, notes et carnets,* Tome IX, 1961-1963, Paris, Plon, p. 369-370.

Cela n'a pas empêché cependant que « l'affaire du Canada », comme on disait en France, devienne un scandale politique de première importance. Le leader socialiste François Mitterrand traite alors de Gaulle de « Bolivar à retardement », tandis que Valéry Giscard d'Estaing, son ex-ministre des Finances, parle de « l'exercice solitaire du pouvoir », tout cela pendant que le journal *Le Monde,* pour n'en nommer qu'un seul, évoque la « jubilation d'un vieillard » (Bastien, 1999, p. 16-17). L'opinion partage cette réprobation. Lors d'un sondage fait au mois d'août 1967 par l'IFOP, 45 % des Français désapprouvent la position du général prise au Québec, contre 18 % qui approuvent[2]. Même si cette proportion grimpe à 25 % dans les mois qui suivent, fluctuation qui annonce déjà un revirement de tendance, 33 % des Français demeurent opposés au « Vive le Québec libre ».

De Gaulle n'a cure de ces critiques. Il envoie au Québec son ministre Alain Peyrefitte, devenu titulaire de l'Éducation, pour signer de nouveaux accords de coopération avec le Québec, qui viennent s'ajouter à deux ententes signées en 1964 et 1965. Le volume des échanges dans le domaine de l'éducation et de la culture connaît par la suite une augmentation marquée. De plus, les gouvernements français et québécois mettent en place l'Office franco-québécois pour la jeunesse, qui voit le jour en 1968. La coopération française est donc bien accueillie par le gouvernement québécois, qui affirme justement que les compétences législatives que lui confère la constitution fédérale du pays se prolongent à l'extérieur. En coopérant avec la France dans ses champs de compétence, Québec met Ottawa devant le fait accompli.

Ce n'est pas pour autant que les dirigeants québécois souhaitent accompagner de Gaulle vers l'indépendance. Ce dernier mesure très bien leur tiédeur, comme en atteste le témoignage du consul général de France Pierre de Menthon, à la suite de la rencontre à l'Élysée en 1968 : « Le général me parut fatigué, désabusé, ne croyant plus à une évolution prochaine du Québec, mais persuadé malgré tout qu'elle se produirait un jour et que, par conséquent, le grain qu'il avait placé en cette terre de notre histoire finirait par germer » (Menthon, 1979, p. 19).

En somme, la politique gaullienne accouche d'une coopération qui fonctionne et se développe d'un refus québécois de l'option indépendantiste. C'est sur cette base que les relations franco-québécoises évoluent pendant un certain temps après le départ du général. Si les successeurs de ce dernier ne souhaitent pas être plus québécois que les Québécois, position délicate dans laquelle de Gaulle s'est retrouvé, ce n'est pas pour autant que la France abandonne les relations politiques avec les dirigeants québécois ou qu'elle met de côté sa coopération avec la province francophone. L'exercice en soi n'est pas banal car, à l'époque, le gouvernement fédéral du libéral Pierre Trudeau conteste énergiquement les activités internationales du Québec. Mais, lorsque le Parti québécois prend le pouvoir en 1976, cette situation parfois délicate devient carrément tendue.

Du point de vue français, la question qui se pose consiste à savoir quelle attitude adopter face aux indépendantistes québécois. Giscard, le président centriste d'alors, est d'autant moins bien disposé à réagir positivement qu'il a condamné de Gaulle

2. Sondage cité par Maurice Vaïsse, *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969,* Paris, Fayard, 1998, p. 649.

en 1967 et qu'il s'intéresse franchement très peu au Québec et au Canada. Mais ce n'est pas le cas des néo-gaullistes de Jacques Chirac, qui ont créé un nouveau parti, le RPR (Rassemblement pour la République), après avoir quitté la coalition gouvernementale de droite en se réclamant de l'héritage du général, et dont les ténors dénoncent l'intégration européenne mise de l'avant par VGE (Valéry Giscard d'Estaing). La victoire du PQ au Québec a pour effet de remettre les déclarations de De Gaulle à l'avant-plan, tandis que le modèle canadien d'intégration supranationale a l'air de prendre du plomb dans l'aile. Il n'en faut pas plus pour susciter une charge des gaullistes contre Giscard. Yves Guéna, l'un des ténors gaullistes, loue immédiatement la clairvoyance du général, tandis que, quelques semaines plus tard, l'ancien premier ministre Régis Debré affirme que « la France ne doit pas devenir le Québec de l'Europe ». Quant à Jacques Chirac, il se prononce ouvertement pour l'indépendance (Bastien, p. 141-143).

Ces déclarations constituent des critiques évidentes de la politique giscardienne. Or les relations économiques, diplomatiques ou autres avec le Canada sont peu importantes pour la France. Seule la coopération franco-québécoise a accouché de résultats tangibles et concrets, ce qui milite pour une poursuite des relations directes avec le Québec, si nécessaire au détriment d'Ottawa. Devant la critique gaulliste, il devient justement nécessaire de plaire au gouvernement indépendantiste du Québec. Pour ce faire, Giscard opère un revirement au cours de l'automne 1977. En septembre d'abord, il envoie au Québec le Garde des Sceaux, nul autre qu'Alain Peyrefitte, sachant que ce gaulliste lui étant resté fidèle saurait le conseiller en matière québécoise. Il est alors convenu que René Lévesque fasse une visite officielle en France. L'événement a lieu début novembre 1977. La coopération franco-québécoise est renforcée avec la signature d'une entente prévoyant des visites alternées annuelles des premiers ministres français et québécois. De plus, face à un René Lévesque qui compte sur un appui français à la suite d'une éventuelle victoire du « oui » au référendum, le président prononce un discours qui tranche face à sa prudence initiale.

D'abord, Giscard croit bon de rappeler qu'il a vécu au Québec. Or ce séjour de quelques mois à la fin des années 1940 lui a laissé l'image d'une société arriérée. De cela, le président ne dit mot, se contentant d'évoquer les aspects positifs de son voyage. Plus important, il affirme savoir ce que le Québec attend de la France pour y avoir séjourné, tout en utilisant l'expression « Français du Canada », un vocable que de Gaulle employait pour désigner les Québécois. Il conclut finalement qu'en ce qui a trait à la France, le Québec peut compter sur « sa compréhension, sa confiance et son appui » le long de la route qu'il prendra (Bastien, p. 154). À l'évidence, Giscard s'adresse ici autant, sinon plus, à ses adversaires gaullistes qu'aux Québécois. À ceux qui le critiquent au RPR, il rappelle qu'il est le seul à avoir vécu au Québec, et prononce du même souffle des paroles qui vont exactement dans le sens de ce que ceux-ci réclament. Ce virage à cent quatre-vingts degrés est imparable et il met fin aux critiques dont Giscard était la cible. Cet épisode illustre un phénomène durable à la suite du « Vive le Québec libre », le fait que la question québécoise est devenue, dans une certaine mesure, un enjeu de politique intérieure française, et ce, en raison du fait qu'elle est liée à la mémoire du général.

La permanence de ce phénomène s'illustre une nouvelle fois en 1994-1995, au moment du retour au pouvoir du PQ et du second référendum. Le nouveau premier ministre péquiste, Jacques Parizeau, effectue alors une visite en France, en janvier 1995, à la veille d'une élection présidentielle. Le but central de ce voyage est de préparer le terrain en vue d'une reconnaissance d'un « oui » majoritaire lors du référendum. Si des rencontres sont prévues alors avec le président, François Mitterrand, et avec le premier ministre de droite, Édouard Balladur, rien n'est au programme en ce qui a trait à Jacques Chirac. Ce dernier est en rupture avec le Parti québécois depuis que les péquistes ont tenté d'adhérer à l'Internationale socialiste au début des années 1980. Ce n'est pas le cas toutefois de l'un des principaux lieutenants de Chirac, Philippe Séguin, un gaulliste qui demeure un grand partisan de l'indépendance québécoise. À titre de président de l'Assemblée nationale, il reçoit en grande pompe Jacques Parizeau. Il apprend ainsi que Chirac se fait tirer l'oreille lorsqu'il s'agit de recevoir le chef péquiste et décide d'user de toute son influence pour corriger la situation. Il faut comprendre ici que Jacques Chirac est à l'époque à la traîne dans les sondages, devancé par son ancien proche Édouard Balladur. Ce dernier, au moment de recevoir Jacques Parizeau, a affirmé que les recommandations du premier ministre québécois (quant au référendum) seraient suivies par la France. Que ce soit de son propre camp (Séguin) ou de celui de son rival (Balladur), la pression monte à droite pour que Chirac, chef du RPR et à ce titre héritier du général, fasse un geste en faveur du gouvernement péquiste. C'est ce qu'il fait le 26 janvier 1995, lorsque, après avoir finalement rencontré Parizeau, il déclare devant les journalistes que « la France devrait sans aucun doute être au premier rang de ceux qui diraient au Québec que nous marchons avec lui […] les nations francophones et en particulier la France devraient être immédiatement aux côtés des Québécois et reconnaître la nouvelle situation » (*La Presse,* 27 janvier 1995).

Cette prise de position est importante car Chirac, contre toute attente, remporte finalement les élections présidentielles de mai 1995. Il nomme ensuite Alain Juppé comme premier ministre, ce qui déplaît souverainement à Philippe Séguin, l'un des architectes de la victoire chiraquienne et qui espérait cette nomination en retour de ses bons services. Pour s'assurer que son mécontentement ne grandira pas davantage, Chirac lui demande de s'occuper de la stratégie de la France en cas de victoire du « oui ». Pour l'essentiel conçue par Séguin et avalisée par Chirac, celle-ci consistera à reconnaître immédiatement un éventuel résultat référendaire positif comme « un fait », auquel il n'aurait manqué qu'une forme juridique à définir et à être reconnue par la communauté internationale. Cette prise de position aurait été formulée publiquement avant la réaction américaine et sans consultation avec les partenaires européens. À quelques jours du vote, Chirac fait d'ailleurs allusion à cette stratégie publiquement alors qu'il participe à une émission d'affaires publiques américaines. Ce qu'il importe ici de retenir, c'est que la dynamique politique française a amené le président à prendre position en faveur du Québec libre, alors qu'il nourrissait à l'époque des sentiments négatifs quant au Parti québécois. Sans avoir été plus québécois que les Québécois, il n'en a pas moins, à l'instar de Giscard, adopté une politique qui avait tout pour satisfaire les gaullistes partisans de l'indépendance québécoise.

Poids du Québec en politique intérieure et dans la coopération franco-québécoise, désir de ne pas devancer les Québécois, tels sont, depuis de Gaulle, les grands axes de la politique française face à la Belle Province. C'est dans cette perspective qu'il faut donc analyser les événements entourant les propos de Ségolène Royal, en janvier 2007, lors de sa rencontre avec André Boisclair. D'abord, on peut constater que la candidate socialiste n'a fait aucun geste sans précédent, puisque des présidents en titre, comme Giscard ou Chirac (pour ne rien dire de De Gaulle), ont prononcé des paroles allant plus loin que celles de madame Royal, et ce, alors que la tenue d'un référendum sur la souveraineté était proche. En fait, telle est certainement l'erreur de la candidate socialiste. Elle a prononcé des paroles encourageantes pour les partisans de l'indépendance alors que le Parti québécois était dans l'opposition et que la tenue d'un référendum demeurait largement hypothétique. C'est d'ailleurs le reproche que lui a fait l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, un des hommes politiques français qui connaît le mieux le Québec. Madame Royal, disait-il en substance, se coupe des Québécois fédéralistes avec les paroles qu'elle prononce, ce qui est d'autant plus problématique que ce sont eux qui, avec le Parti libéral de Jean Charest, gouvernent le Québec.

Outre cette critique, qui s'est insérée dans une série d'attaques dénonçant l'amateurisme de Ségolène Royal en politique étrangère, la réaction la plus intéressante a certainement été celle de Nicolas Sarkozy. On aurait pu croire que son principal adversaire aurait saisi cette occasion et joint sa voix aux protestations. Ce fut plutôt le silence total. Cette attitude est d'autant plus étrange que l'homme est connu pour son amitié avec la famille de Paul Desmarais, riche homme d'affaires québécois qui a affiché à plusieurs reprises ses convictions fédéralistes et milité pour cette cause, une situation qui enthousiasme très peu les dirigeants du Parti québécois. Nicolas Sarkozy n'a jamais été très chaleureux à leur endroit. Mais qu'importe, car il faut dire que ce dernier venait tout juste de lancer officiellement sa campagne présidentielle, le 14 janvier à la porte de Versailles. Et l'une de ses préoccupations était alors de faire valoir ses racines gaullistes auprès des membres de l'UMP, comme en atteste le discours qu'il prononce alors :

> À cet instant où pour moi tout change, je ne peux m'empêcher de penser à ceux qui m'ont fait rêver d'une autre destinée, d'une vie plus grande, d'un avenir plus passionnant. Ils ont été pour moi une source de réflexion, d'espérance, et même parfois de confiance.
>
> Eux, ce sont les héros de la Résistance et de la France Libre, ces hommes avec lesquels j'ai fait mes premiers pas en politique, ces hommes qui venaient d'une époque où la politique s'était confondue avec le patriotisme et l'épopée. […] Ils m'ont appris, parce qu'ils le savaient mieux que quiconque, ce qu'était le gaullisme : non une doctrine que le général de Gaulle n'avait jamais voulue mais une exigence morale, l'exercice du pouvoir comme un don de soi, la conviction que la France n'est forte que lorsqu'elle est rassemblée, la certitude que rien n'est jamais perdu tant que la flamme de la résistance continue de brûler dans le cœur d'un seul homme, le refus du renoncement, la rupture avec les idées reçues et l'ordre établi quand ils entraînent la France vers le déclin[3].

3. Voir le discours d'investiture de Nicolas Sarkozy à <www.sarkozy.fr/press/index.php?mode=cview&press_id=60&cat_id=3&lang=fr>.

Selon toute vraisemblance, c'est avec cette idée en arrière-fond qu'il faut analyser l'attitude de Nicolas Sarkozy au moment des déclarations de Ségolène Royal. Attaquer la socialiste pour ses propos indépendantistes aurait constitué un reniement de l'héritage gaulliste dont Sarkozy venait de se réclamer. Mieux valait donc ne rien dire, et recevoir aussi André Boisclair en affichant publiquement de larges et chaleureux sourires en présence du chef des Québécois libres, ce que le candidat de la droite s'est empressé de faire.

Quarante ans après de Gaulle, une fois de plus la question québécoise a suscité des remous au sein de la classe politique française, et encore une fois le meneur du jeu a été obligé de tenir compte de cette dynamique nonobstant son état d'esprit personnel sur la question.

Références

Bastien, Frédéric (1999). *Relations particulières,* Montréal, Boréal, 1999.

Bastien, Frédéric (2006). *Le poids de la coopération: le rapport France-Québec,* Montréal, Québec-Amérique.

Gaulle, Charles de (1954). *Mémoires de guerre*, Tome 1, « L'appel », Paris, Plon.

Gaulle, Charles de (1980-1988). *Lettres, notes et carnets*, Tome IX, 1961-1963, Paris, Plon.

Lapalme, Georges-Émile (1973). *Le paradis du pouvoir: mémoires*, Ottawa, Leméac.

Menthon, Pierre de (1979). *Je témoigne : Québec 1967, Chili 1973*, Paris, Éditions du Cerf.

Peyrefitte, Alain (2000). *C'était de Gaulle,* tome III, Paris, Fayard.

La Presse (27 janvier 1995). <www.cyberpresse.ca/section/CPPRESSE>.

Rioux, Christian (23 janvier 2007). « Ségolène Royal affiche ses sympathies souverainistes », *Le Devoir,* <www.ledevoir.com/2007/01/23/128369.html>, consulté le 4 novembre 2007.

Vaïsse, Maurice (1998). *La grandeur : politique étrangère du général de Gaulle 1958-1969,* Paris, Fayard.

B

Le Québec et la mondialisation

Le Québec à l'ère de la mondialisation
Tradition et modernité,
un regard croisé harmonieux
Ginette Chenard

Globalization through the Eyes of Business, Labour and the Women's Movement
Three Visions for Quebec's Modernity
Peter Graefe and Angela Orasch

Le Québec à l'ère de la mondialisation

Tradition et modernité, un regard croisé harmonieux

Ginette Chenard
Déléguée du Québec à Atlanta

Résumé *À l'ère de la mondialisation, alors que les tendances mondiales favorisent l'uniformisation des cultures, le Québec se distingue. La quête d'identité qui particularise le Québec repose sur le croisement harmonieux entre, d'une part, des éléments de tradition et d'histoire, et, d'autre part, des éléments de modernité et d'innovation. Il en découle une créativité et une ingéniosité qui particularisent les Québécois dans de nombreux secteurs d'activité. Au premier chef, les arts et la culture s'imposent comme l'expression par excellence de cette créativité, et ce en dépit de la taille réduite de la population du Québec et de son appartenance à un continent majoritairement de culture et de langue anglo-saxonnes. En matière d'activité économique, le Québec défend bien sa réputation comme terre d'innovation où des secteurs de pointe assurent sa compétitivité sur les marchés mondiaux. Enfin, le croisement entre tradition et modernité trouve un écho dans les relations internationales suivies que le Québec entretient depuis plusieurs décennies avec des pays, des régions ou des États fédérés.*

À l'ère de la mondialisation, le Québec offre un mélange plutôt harmonieux d'une réalité sociale et politique faite, d'une part, de préoccupations axées sur l'affirmation de son identité, la défense de la langue et l'expression de sa culture, et ce avec un regard posé sur la mémoire, la tradition et l'histoire. Cette réalité est aussi, d'autre part, bâtie autour de préoccupations axées sur une soif innée de changement et sur des impératifs d'adaptation aux conditions de la compétitivité et de l'innovation, et ce avec un regard posé sur le monde, sur la modernité et sur l'avenir.

Ces regards croisés se manifestent dans une vaste gamme d'activités, qui de la culture, qui de l'industrie, dessinant la trame d'un sens singulier de la créativité qui fait aujourd'hui la marque du Québec. Alors que le phénomène de la mondialisation s'accompagne souvent d'incidences poussant à une uniformisation des valeurs et de l'expression culturelle, et ce particulièrement dans les sociétés de taille modeste, au Québec, la mondialisation n'aura pas eu cet effet, bien au contraire. Il en serait ainsi parce que l'évolution du Québec d'aujourd'hui porte justement à la fois la marque de la tradition et de la modernité, et que le Québec n'en finit pas d'être à la recherche de son identité, ce qui le pousse à revisiter son passé, à découvrir de nouveaux horizons et à faire valoir qu'il est le produit d'un métissage particulier des sociétés européenne et américaine.

Le Québec est la seule société nord-américaine où la langue française soit une langue vivante parlée au quotidien et fasse l'objet d'une défense assez soutenue. Le Québec est aussi une terre où tant la mémoire du passé, le « Je me souviens » de la devise nationale, que les conditions incertaines du futur avivent la culture et secouent les valeurs tout en leur conservant un caractère distinct par rapport aux sociétés qui l'entourent. Le Québec est aussi cette société moderne animée par une soif caractéristique du changement et portée par un sens de la créativité qui se répercute dans l'innovation, tant dans divers domaines liés aux arts visuels et de la scène que dans plusieurs secteurs de l'industrie, le design par exemple, celui de la mode notamment. Un Québec, donc, qui tâche sans cesse de se connaître et de se reconnaître tout en étant emporté dans une grande mouvance mondiale de communications et d'échanges internationaux.

La modernité du Québec d'aujourd'hui trouve ses sources dans un certain nombre de caractéristiques et une tradition qui lui sont propres. Au fil des ans, la nordicité du Québec a tracé plusieurs contours de la personnalité et du caractère des Québécois. Il en est ainsi de l'accès à cette profusion de grands espaces qui composent un territoire jalonné de nombreux lacs, de rivières d'eau vive, d'immenses forêts boréales et de montagnes. Aux éléments de la nature qui façonnent le caractère des Québécois, il convient d'ajouter la situation du Québec au confluent des Amériques et de l'Europe, de même que l'omniprésence dans la vie quotidienne du grand fleuve Saint-Laurent, autrefois comme aujourd'hui, voie d'accès au Nouveau Monde à bâtir et aux Amériques, et axe par excellence de développement et de peuplement.

Ces conditions ont contribué à susciter chez les Québécois un instinct de survivance bien réel mais aussi une quête, elle aussi instinctive, de ce besoin de s'adapter à des éléments changeants qui riment avec la cadence bien marquée du passage des

quatre saisons, chacune scandant différemment le temps et balisant les habitudes de vie. Ces conditions éveillent également chez plusieurs l'envie de se déplacer, de déménager presque annuellement, de changer constamment les choses autour d'eux et, pour d'autres, le besoin constant de « changer le mal de place », pour reprendre une expression bien courante.

Si, autrefois, de grands explorateurs originaires de la Nouvelle-France, tels Radisson, Cavelier de la Salle et Des Groseillers, ont mené à la découverte de la vallée du Mississippi et de la région des Grands Lacs, aujourd'hui, les exploits se comptent plutôt dans le domaine des arts et celui de l'innovation technologique, qui font maintenant la marque du Québec et contribuent à le positionner favorablement au plan international.

La capacité d'innovation et la créativité qui font la marque du Québec de nos jours ne sont pas étrangères au fait que les Québécois se disent fiers de constituer une société ouverte, de manière générale, aux idées nouvelles, aux autres cultures et au cosmopolitisme. On y trouve aussi des valeurs sociales faites de tolérance et d'une liberté de conscience qui se répercutent dans les manières de vivre. À titre d'exemple, au Québec se trouve la société nord-américaine qui compte le plus de couples ayant choisi l'union libre, soit 35 % comparativement à la moyenne canadienne de 15 % (« L'union libre passe en tête », 2007, p. A2-3). De même y trouve-t-on le plus grand nombre de citoyens nord-américains qui s'opposent au militarisme.

Voilà pourquoi le Québec se réjouit de constituer, à beaucoup d'égards, « un espace aux vastes horizons ». Cinq fois plus grand que la France et deux fois et demie plus vaste que le Texas, le Québec ne compte pourtant qu'une population de 7,6 millions d'habitants, près du quart de celle du Canada. La moitié de cette population vit dans la grande région métropolitaine de Montréal et le reste habite en bordure du fleuve, principalement à Québec, la capitale, et dans des villes et villages où se sont établis, il y a trois ou quatre siècles déjà, les premiers colons français qui ont fondé le Canada d'aujourd'hui. « Le Canada [est né] en français à Québec, […] ce qui est reflété jusqu'à ce jour par la présence des francophones et de la "nation québécoise" », comme se plaît maintenant à le souligner le premier ministre du Canada, M. Stephen Harper (2007). Québec, ville historique par excellence et berceau de la francophonie des Amériques, célèbre, en effet, en 2008, le 400e anniversaire de sa fondation par l'explorateur français Samuel de Champlain.

Au Québec, il n'est jamais ringard d'évoquer l'histoire. Si la recherche de l'identité se veut aujourd'hui comme un phénomène moderne, elle demeure axée sur la mémoire. Après des siècles, ce croisement a contribué à assurer la survivance de la nation. Certains moments historiques plus anciens constituent encore des repères d'identité souvent mentionnés : la découverte de la Nouvelle-France par Jacques Cartier en 1534 ; la fondation de Québec par Samuel de Champlain en 1608 ; la fin du Régime français à la suite de la défaite sur les plaines d'Abraham en 1759 ; la Conquête par la Couronne britannique, d'étapes en étapes, de traités en traités, à partir de 1760 ; et l'adoption, en 1867, de la Constitution canadienne, connue sous le nom de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, fondé sur l'existence de deux peuples fondateurs et conférant aux deux langues, le français et l'anglais, le statut de langues officielles

au sein du Parlement du Canada ainsi que dans les cours de justice. Ces moments de l'histoire ont façonné la nature résolument « distincte » de la nation québécoise, à la fois d'appartenance française par sa langue et sa culture reçues en héritage de la France, mais également d'appartenance anglo-saxonne et nord-américaine par sa proximité, sa coexistence et son métissage avec d'autres peuples.

Au cours de l'histoire récente, le Québec a vécu sa propre révolution dite « tranquille » et marquée par une importante modernisation de l'appareil d'État et par des virages notoires quant à certaines valeurs sociales. Pour prendre un peu la mesure du changement qui s'est effectué, et ce principalement à partir des années 1960, il convient de rappeler la perte d'influence quasi totale de l'Église catholique en tant que force organisatrice de la société depuis la naissance de la Nouvelle-France au profit de nouvelles élites et d'institutions laïques, pluralistes et modernes. Quelques étapes de l'histoire récente ont aussi marqué le pas de l'évolution de la société québécoise et, parmi elles : 1) la tenue à Montréal de l'Exposition universelle de 1967 qui a, pour ainsi dire, « ouvert » pour de bon le Québec sur le monde ; 2) l'adoption, en 1975, par l'Assemblée nationale du Québec de la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne,* la première du genre au Canada, qui garantit les droits de tous les citoyens quelle que soit leur origine ; 3) l'adoption, en 1977, de la *Charte de la langue française,* la loi 101, qui établit le français comme la langue de l'administration, du travail et du commerce, et en fait la langue officielle du Québec ; 4) la tenue de deux référendums, en 1980 et en 1995, qui visaient à décider de l'avenir du Québec au sein de la fédération canadienne.

Si la question de l'identité figure au cœur de la culture politique, elle l'est aussi quant à la pratique sociale du Québec. On ne compte plus le nombre de projets de loi, de commissions parlementaires spéciales, de consultations publiques, de débats, de forums publics, de mémoires de citoyens et d'organismes issus de différents secteurs d'activité sur la question de l'identité. Par ailleurs, la nature même du partage des responsabilités établi dans la Constitution du Canada a incité le Québec, dès l'adoption de cette dernière, à revendiquer son « autonomie » dans des domaines et responsabilités relevant de sa compétence. Si les débats constitutionnels au Canada sont constamment d'actualité, le Québec, et c'est là un euphémisme, y est pour beaucoup. D'aucuns affirmeront que ces débats sont à l'origine d'une grande « fatigue constitutionnelle », d'un océan à l'autre ; d'autres admettront au contraire qu'ils ont présidé à l'adoption de la *Charte canadienne des droits et libertés* en 1982 et à l'évolution de la pensée politique et de la dynamique sociale au Canada, en général, et au Québec, en particulier.

Un trait particulier de la culture politique et sociale québécoise tient notamment à la recherche constante d'un équilibre entre respect des droits individuels et respect des droits collectifs. La reconnaissance de certains droits collectifs fait consensus comme, par exemple, l'accès universel à l'éducation et aux soins de santé, valeurs fondamentales de la société. La reconnaissance de certains droits individuels emporte aussi l'adhésion, notamment la liberté de choisir son mode de vie. Quand des situations concrètes amènent les Québécois dans une « zone grise » entre les droits collectifs et droits individuels, ils recherchent des solutions pragmatiques et respectueuses des différences et du point de vue de chacun.

Ces événements et conditions de vie de même que les traits particuliers du Québec qu'ils révèlent ont mené à la reconnaissance du Québec comme « nation » par le Parlement du Canada en novembre 2006, un geste dont il convient d'apprécier la portée dans le contexte particulièrement complexe des relations fédérales-provinciales. Aujourd'hui, on s'entend quasi unanimement au Québec pour dire que les moyens législatifs dont le Québec s'est doté, en particulier la loi 101 pour assurer la survie de la langue française, étaient adéquats, voire indispensables, car les droits des minorités linguistiques n'ont pas été brimés pour autant. C'est ainsi qu'en dépit d'une mondialisation qui s'impose dans un continent où la langue anglaise domine largement, 83 % de la population du Québec parle français et vit encore en français, tandis que 11 % de la population est anglophone et vit en anglais. Les 6 % restants appartiennent à la catégorie dite des allophones, du fait qu'ils parlent à la maison une autre langue que le français ou l'anglais. Cela dit, les Québécois en général, et les Montréalais en particulier, affichent néanmoins avec grande fierté et assurance le cosmopolitisme de leur métropole comme un de leurs grands atouts. Si bien que près de la moitié de la population active au Québec est bilingue, parle français et anglais, alors que 16 % de cette population parle couramment une troisième langue et que plus de 80 langues sont parlées à Montréal.

À l'étranger, le Québec, à titre d'acteur important au sein de la francophonie mondiale, fait la promotion de la langue française et de la diversité culturelle. Il s'acquitte d'un rôle avant-gardiste à l'égard de la francisation de plusieurs expressions anglaises et étrangères, et l'Office québécois de la langue française s'emploie, pour sa part, à mettre au point plusieurs lexiques du français dans le monde du travail. Récemment, il est intervenu avec beaucoup de détermination, aux côtés de la France et du Canada, afin que la diversité culturelle soit reconnue dans une convention internationale sous le parrainage de l'UNESCO qui permettra, entre autres choses, aux États d'intervenir pour protéger et promouvoir les cultures nationales, en particulier les cultures menacées.

Au Québec, l'harmonie du croisement entre tradition et modernité, ciment de l'identité, trouve sa meilleure expression aussi bien dans le domaine des arts et de la culture que dans l'industrie. La vitalité culturelle, remarquable dans plusieurs domaines, dépend à beaucoup d'égards d'une singulière capacité créatrice qui ne cherche qu'à s'afficher. Probablement plus que toute autre forme d'expression, les arts et la culture ont réussi à traduire les diverses métamorphoses de l'évolution de la nation québécoise et du peuple. La culture se distingue, tant au Québec que dans le monde, dans plusieurs domaines : le cinéma, la danse moderne et classique, la musique contemporaine et classique, le théâtre et les arts de la scène, la littérature, les arts du cirque, la peinture, le design de mode, etc. À titre d'exemple, quelques noms suffisent : Claude Jutra et Denys Arcand ; La La La Human Steps et Les Grands Ballets canadiens ; Gilles Vigneault, Leonard Cohen, Arcade Fire et Ariane Moffat ; Les Violons du Roy, I Musici, Louis Lortie et l'Orchestre symphonique de Montréal ; Robert Lepage, Wajdi Mouawad et le Théâtre du Nouveau Monde ; Anne Hébert, Michel Tremblay et Dany Laferrière ; Jean-Paul Riopelle et Marc-Aurèle Fortin ; le Cirque du Soleil ; Marie St-Pierre ; Oscar Peterson et le Festival de Jazz de Montréal ; les multiples autres festivals, dont le Juste pour rire, les Francofolies, le Festival des films du monde et le Festival d'été de Québec ; etc. La culture constitue maintenant, sans l'ombre d'un

doute, l'une des forces économiques du Québec, contribuant jusqu'à 13,6 milliards de dollars en retombées, soit 8,4 % du PIB du Québec, selon les données du ministère des Communications et de la Culture (2007)[1].

L'activité économique du Québec n'est pas en reste quant à l'ingéniosité et à la créativité des entrepreneurs, des gens d'affaires et de la main-d'œuvre. Elle a pris un tournant majeur au cours des dernières années pour s'engager résolument vers la diversification en misant sur ses ressources naturelles, une force du Québec depuis toujours, mais aussi sur les biens et services à haute valeur ajoutée et les secteurs de haute technicité tels que l'industrie aérospatiale, les sciences de la vie, les technologies de l'information et des communications, les transports, la transformation alimentaire, etc.

À titre d'exemple, la grappe des technologies de l'information comprend les logiciels d'animation et d'effets spéciaux cinématographiques, de même que les jeux numériques ; autant de secteurs dans lesquels le Québec excelle et compte de grands noms tels que le Groupe CGI et Ubisoft Divertissement. Le groupe des sciences de la vie, quant à lui, compte notamment le secteur des biotechnologies et de la pharmaceutique, de nombreux centres de recherche, notamment dans les universités de Montréal, McGill et Laval, et de grands leaders mondiaux de l'industrie qui disposent de bureaux et d'installations de recherche au Québec. Dans le secteur de l'aérospatiale, la région métropolitaine de Montréal figure parmi les chefs de file mondiaux, au même plan que Seattle et Toulouse, et se distingue par une expertise de pointe dans la fabrication, l'avionique et les trains d'atterrissage. Figurent comme fleurons de ce secteur d'innovation de grands noms dont Bombardier Aéronautique.

À elles seules, ces trois grappes constituent des noyaux durs de créativité, d'innovation et d'expertise en haute technologie qui contribuent grandement à la réputation mondiale du Québec. Ces secteurs de pointe représentent également des occasions importantes d'application pour les entreprises qui se spécialisent dans les nanotechnologies. À cet égard, d'aucuns estiment que l'ingéniosité de la main-d'œuvre du Québec compte pour beaucoup dans le succès des entreprises. Plusieurs chefs d'entreprises tant québécoises qu'étrangères se plaisent justement à rappeler que la performance et la créativité de la main-d'œuvre spécialisée du Québec constituent leur capital le plus précieux quand il s'agit de facteurs de compétitivité. Et, selon Montréal International : « La diversité technologique, culturelle et artistique qui caractérise Montréal témoigne aussi du haut niveau de créativité de la région, facteur important dans sa croissance économique et sociale » (Montréal International, 2006, p. 13).

Aujourd'hui, et ce, en continuité avec le passé et aussi en fonction de sa situation géographique et de son propre métissage culturel entre l'Europe et l'Amérique du Nord, le Québec a l'ambition de jouer le rôle de plaque tournante des échanges. Un peu par nécessité, l'économie du Québec compte parmi les plus ouvertes au sein du marché mondial. En effet, 53 % de son PIB dépend de ses exportations et près de 80 % d'entre elles s'acheminent vers les États-Unis (Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2007, p. 34). Le voisin américain est donc, et de loin, le plus

1. <www.mcc.gouv.qc.ca>.

important partenaire commercial du Québec tandis que l'économie nord-américaine ne cesse de s'intégrer toujours davantage. À cet égard, et conformément à sa vision axée sur l'ouverture sur le monde, le Québec a toujours été un ardent défenseur du libre-échange, tant lors de l'adoption de l'Accord de libre-échange Canada–États-Unis (ALE) que de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), mis en œuvre respectivement en 1989 et 1994. Présentement, 25 % des exportations du Québec sont des produits de haute technicité. À la lumière du caractère diversifié de l'économie du Québec, les principaux secteurs d'exportation comprennent les produits de l'industrie aérospatiale, les métaux légers dont l'aluminium, les pâtes et papiers, les technologies de l'information, le multimédia, les produits agro-industriels, les produits de transport, les produits pharmaceutiques et les produits de biotechnologie (Gouvernement du Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, 2007).

Le croisement entre tradition et modernité trouve, enfin, une autre expression singulière dans les relations internationales que le Québec entretient depuis le XIXe siècle. À cet égard, le Québec fait non seulement figure de pionnier à titre d'État non souverain résolument engagé, actif et présent dans le réseau des relations internationales, mais il s'est carrément inscrit, de façon avant-gardiste, dans la mouvance de la mondialisation qui consent désormais aux régions et aux États fédérés un rôle international déterminant.

Au chapitre des relations internationales, le Québec fait école à plusieurs égards, et ce depuis longtemps. Il est, en effet, impératif de rappeler que la nomination du tout premier représentant du Québec à l'étranger, en l'occurrence à Paris, remonte à 1882. Depuis bon nombre d'années, le Québec a ouvert des délégations dans plusieurs grandes villes : à New York en 1940, à Paris en 1961, à Londres en 1962, etc. Aujourd'hui, le Québec compte ainsi près de 30 délégations ou bureaux répartis dans 17 pays à l'échelle de la planète. Aux États-Unis, le Québec maintient pas moins de cinq délégations et un bureau dans les villes de New York, Atlanta, Boston, Chicago, Los Angeles et Washington. Le Québec a signé plus de 300 accords bilatéraux avec des gouvernements nationaux et régionaux dans environ 80 pays. Pour ajouter à ce trait particulier du Québec, un représentant du gouvernement fait maintenant officiellement partie de la délégation du Canada à l'UNESCO, à Paris, confirmant ainsi le rôle de plus en plus important des États fédérés au sein des organisations internationales, notamment à l'égard de secteurs d'activité qui relèvent de leurs compétences constitutionnelles et qui sont de plus en plus visés par la mondialisation. Ainsi, la pratique du Québec en matière d'action internationale s'inscrit dans le sens de la formule énoncée par le premier ministre du Québec, M. Jean Charest, à savoir : « Ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout » (2004). En somme, le Québec sait qu'il a intérêt à maintenir sa propre diplomatie internationale, d'abord et avant tout, parce qu'il a le devoir singulier de protéger et de promouvoir son identité comme société de langue française, comme nation d'Amérique du Nord et comme nation du monde.

De nos jours, sous l'effet de la mondialisation, de plus en plus de régions infranationales souhaitent jouer un rôle important dans les affaires du monde, afin d'assurer la prospérité de leur population. Pour sa part, le Québec accorde depuis longtemps

une grande importance à ses relations avec d'autres États fédérés ou gouvernements régionaux, et en particulier avec les États américains et les conférences régionales qui les regroupent, de même qu'avec des Régions partenaires d'Amérique, d'Europe, d'Asie et d'Afrique. Le Québec se distingue donc en étant, depuis bon nombre d'années, membre de plein droit ou membre associé de tribunes régionales de gouvernants d'États américains telles que la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA/PMEC), et le Council of State Governments (CSG).

En appui à ses relations internationales, le gouvernement du Québec a adopté, en mai 2006, une nouvelle politique internationale, la troisième de son histoire, de même qu'un nouveau plan d'action pour la mettre en œuvre. La politique internationale du Québec, intitulée également « La force de l'action concertée » (Gouvernement du Québec, ministère des Relations internationales, 2006), indique clairement que les relations internationales du Québec avec les États-Unis et avec la France constituent des priorités. Dans le cas des États-Unis, cette situation découle du fait qu'il s'agit du principal partenaire commercial du Québec ; en outre, la proximité géographique fait en sorte que les questions liées au commerce, au transport, à l'environnement et à la sécurité revêtent une importance stratégique. Dans le cas de la France, la priorité repose sur la singulière relation de partenariat privilégié que le Québec entretient avec ce pays, et ce, principalement pour des raisons d'ordre historique, linguistique et culturel.

Quand il s'agit d'entretenir des relations internationales dynamiques avec d'autres pays ou régions, le développement et le maintien de liens de coopération dans le domaine universitaire occupent une place importante. Dans le cas des États-Unis, le Québec donne son appui à des associations universitaires, nommément l'American Council for Québec Studies (ACQS), de même qu'à des établissements ou individus qui s'intéressent aux études québécoises. À ce chapitre, il convient, à juste titre, de rendre un vibrant hommage à madame Marie-Christine Koop, professeure à la University of North Texas, qui non seulement milite farouchement depuis plusieurs années en faveur de l'enseignement du français aux États-Unis, aujourd'hui comme présidente de l'American Association of Teachers of French (AATF), mais qui a réussi avec brio l'exploit d'organiser avec grand succès le plus important congrès jamais mis sur pied sur le Québec par un seul établissement universitaire hors Québec.

Enfin, pour conclure, il convient de noter que le Québec célèbre en 2008 le 400e anniversaire de la fondation de la ville de Québec par Samuel de Champlain. Cette ville historique fortifiée, sans conteste l'un des plus beaux joyaux d'Amérique du Nord et reconnue par l'UNESCO comme l'un des sites du patrimoine mondial, représente mieux que tout autre symbole cette synthèse harmonieuse entre tradition et modernité qu'incarne le Québec d'aujourd'hui.

Références

Charest, Jean (2004). « Discours du premier ministre du Québec à l'École nationale d'administration publique (ENAP) », Québec, 25 février, <www.premier.gouv.qc.ca/salle-de-presse/discours/2004/fevrier/2004-02-25.shtm>.

Gouvernement du Québec (2007). *Le Québec chiffres en main,* Institut de la statistique du Québec, <stat.gouv.qc.ca/publications/referenc/qcmfr_pdf.htm>.

Gouvernement du Québec, ministère des Relations internationales (2006). *La Politique internationale du Québec. La Force de l'action concertée,* Bibliothèque et Archives nationales du Québec, <www.mri.gouv.qc.ca>.

Gouvernement du Québec, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (2007). *Le Calepin : Le commerce extérieur du Québec,* édition de mai 2007, <www.mdeie.gouv.qc.ca>.

Harper, Stephen (2007). « Discours du Premier ministre du Canada à Canberra, Australie, le 11 septembre 2007 »,<www.pm.gc.ca>.

« L'union libre passe en tête » (2007). *La Presse,* 13 septembre, p. A2-3.

Montréal International (2006). *Indicateurs d'attractivité 2006*, p. 13.

Globalization through the Eyes of Business, Labour and the Women's Movement

Three Visions for Quebec's Modernity

Peter Graefe and Angela Orasch
McMaster University and York University

Abstract *This chapter assesses Quebec at the turn of the millennium by considering how major collective actors in Quebec society define globalization and propose policy strategies for responding to it. It treats globalization not as an academic concept, but as a policy space in which actors engage in an attempt to further their social and economic development strategies. The chapter analyzes the presentations made by employers' associations, union federations and women's groups to the National Assembly's hearings on the Free Trade Area of the Americas and on the creation of an Observatory on Globalization. From the presentations, one can observe that these collective actors make quite contrasting arguments concerning what globalization processes entail, and propose solutions ranging from accepting the status quo, to attempting to control and regulate certain aspects, to exploring alternative forms of development and international solidarity. Overall, the analysis highlights the presence of competing understandings of the problems confronting Quebec, and of alternative roadmaps for where Quebec's modernity should lead.*

While the definition of globalization is a contested topic within the academe, it is also a topic of political contest in society more broadly. How one defines what globalization is, what globalization causes, and what social response is appropriate to deal with globalization, does affect the policy-making process and by extension the distribution of symbolic and material resources (Stone, 1989). We can therefore follow Dufour (2006; 2007) in seeing globalization as a new "political space" which collective actors such as interest groups and social movements seek to occupy in order to further their broader projects. As globalization comes to be defined, however fuzzily, as a factor requiring policy responses, collective actors will attempt to advance understandings of globalization that privilege desired policy responses. Debates on globalization therefore provide a lens for considering Quebec at the turn of the millennium, as collective actors respond to the inherited problems and challenges of modernity by putting forward visions of where Quebec's modernity should lead, and suggestions for how to achieve them collectively through the use of political power. This chapter will analyze the positions presented by major collective actors (employers' associations, union federations, and women's organizations) to the National Assembly's hearings on the proposed Free Trade Area of the Americas (FTAA/ZLEA) and on the proposed creation of an *Observatoire sur la mondialisation*. It will argue that these debates show evidence of at least three "globalizations", with each one linked to a broader project of transforming Quebec's political economy (neoliberalism, social democratic competitiveness, economic and social solidarity) and thus proposing a different modernity for Quebec.

1. Globalization as a Policy Field

Globalization has been a focal point of scholarship in the social sciences and humanities for nearly a decade and a half. It has generally been identified as a process or set of processes having material effects. In social scientific scholarship on Quebec, for instance, there have been debates about whether globalization serves to make sovereignty more viable and likely, as the new economic geography redraws the maps of citizenship and belonging (Jenson, 1995) or international trade agreements reduce the cost of secession (Martin, 1997), or whether the social inequalities and fragmentation of identities associated with globalization frustrate sovereignist goals (Salée, 2002).

However, beyond these academic arguments about the repercussions of these processes on social outcomes, political actors themselves have taken up the task of defining what globalization is, and what needs to be done in response. Globalization thus can be seen to be a political *space* which existing political interests are called upon to occupy, and whose contours they in turn attempt to define. This is a recursive process, as participation in this space may cause interests to redefine their identity, rethink their strategies, or craft new alliances. Pascale Dufour has provided a useful way of thinking about the dimensions of this space, which she defines as the privileged mode of belonging to the space, the scale of the space, the structured social relations in the space, and the power relations between the actors and the governments intervening in the space (2006, p. 319).

In this chapter, we study this space more narrowly than does Dufour. Where she is defining a space of action, we are looking more narrowly at globalization as a new field of public policy that social actors are seeking to occupy. In seeking to understand Quebec at the turn of the millennium, public hearings on globalization offer an excellent opportunity to observe how important collective actors depict Quebec's accumulated problems, as well as the preferred actions and projects needed to solve them in the new era of globalization. The hearings on the creation of the Observatoire, held in the summer of 2002, and, to a lesser degree, the hearings on creating the ZLEA, held in the fall of 2000, provided a space for social actors to advance their definitions of the challenges facing Quebec and to show how "globalization" makes the adoption of their vision of Quebec's development all the more urgent. Our method in this chapter is not very sophisticated. We read the presentations made by the major collective actors during the public hearings of the National Assembly's Commission des institutions (CI) and observed how they defined globalization and what public policy solutions they demanded. We then compared the claims to see where they overlapped, and considered them in light of the existing literature about the political implication of business associations, union federations and the women's movement in Quebec.

2. Quebec's Three Globalizations

2.1. Globalization According to the Business Federations

The business federations argued that globalization had been and still is a positive force for the Quebec's economy and population. They defined globalization around its economic dimensions, and mainly in terms of free trade and market liberalization. According to the Conseil du Patronat (CPQ), « *Le grand défi avant de répartir la richesse, c'est de la créer, et nous pensons qu'une extension de la zone de libre-échange est un élément qui devrait favoriser la création d'une plus grande richesse* » (CI, Sept. 28, 2000, p. 15). This view was shared by the Association des manufacturiers et exportateurs du Québec (AMEQ), who believed that the ZLEA would mean « *l'augmentation de la production, l'augmentation de l'embauche, l'accroissement de la demande des biens et services, l'accroissement des revenus, taxes et impôts pour le gouvernement, bref l'accroissement de la richesse collective québécoise* » (CI, Sept. 28, 2000). For both the AMEQ and the Chambre de commerce du Québec, the market liberalization achieved under NAFTA and the WTO had already increased the GDP and the employment rate, and created wealth that had been widely shared (CI, Sept. 5, 2002). In sum, for the CPQ, globalization is a force of progress, leaving in its wake « *de nouvelles instances de gouvernance mondiale, la répartition de la richesse, l'amélioration du sort des pays en voie de développement et les pratiques qui entourent le commerce et les investissements* » (CI, Sept. 4, 2002).

This view of globalization is a logical extension of the economic liberalism that the major employers' federations have put forward for the past forty years (Graefe, 2004a). Even if these associations saw the growth of the state sector with an eye of suspicion, they were willing to participate in the Observatory provided that it adopt an understanding of globalization similar to their own, particularly in foregrounding issues of trade.

The main place where the employers' federations depart from a largely neoliberal script is in the realm of culture. For both the CPQ and the AMEQ, there is some recognition of the need to preserve Quebec's cultural diversity and uniqueness, although they give no real specification of how this is to be accomplished. The AMEQ also noted that the environment and labour standards should be considered in the process of further trade liberalization, but again, without any real specification. On the ideological fringe, the pro-free enterprise IEDM poses the cultural question as a more general one of liberalization, whereby the flourishing of Quebec culture relies on its ability to create « value » on the market. It is doubtful that the business federations share this extreme view, but the relative weight given to economic considerations as compared to all other questions underlines the extent to which cultural preservation and expression are felt to be largely derivative of dynamic economic performance : a successful economy will support a thriving class of francophone capitalists and professionals with world connections, and thereby reinforce the position of the French language and a series of indigenous cultural institutions.

If there is a surprise in the business presentations, it is the absence of a critique of Quebec statism, and of how Quebec's global competitiveness is hamstrung by high taxes and excessive regulation. This argument has been central to the discourse of the business federations since the early 1980s (Graefe, 2004b), but only crops up in the presentations in the form of allusions to the need to maintain competitive tax rates (e.g. the CPQ in CI, Sept. 26, 2000). The relative absence of these arguments may reflect the larger absence of any discussion of social rights and the welfare state in their presentations. This suggests that these are not central components of the future being projected by the business federations. Indeed, for the latter, the challenge is to embrace global economic trends, and to extract the economic gains that are associated with ongoing participation in economic liberalization.

2.2. Globalization According to the Unions

The union federations' perspectives converged on a few basic points, all of which explained the current form of globalization as a manifestation of the neoliberal economic order. Above all, nearly every presentation used a bottom-up approach in dealing with the complexities of globalization. In other words, the basic social consequences of globalization and free trade were at the forefront of their analysis. They argued that the current neoliberal paradigm seeks to marginalize societal interests in favour of simple economics, and thus is oblivious to the inequitable social outcomes that result. Globalization may be economically driven, but our understanding of how it has an impact on Quebec and on other societies cannot be limited to this dimension. The unions also pointed to the multidimensional character of Quebec's insertion into the global. Beyond trade and investment flows, they stressed the historic linkages of the Quebec union movement to international and global ones through international solidarity efforts, participation in international labour bodies, and sectoral alliances with unions in other countries (e.g. see the FTQ's presentation to the Observatory debate, CI, Aug. 29, 2002). For the unions, recent trade negotiations are seen to undermine the influence of the labour movement, weaken the effectiveness of social services, increase inequality and threaten democracy. In their view, the process of globalization

has further strengthened the power of corporate bodies to override governmental legislation in their pursuit of profit, whilst simultaneously degrading the capacity of the state to maintain a functioning system of social goods and cultural preservation. They believe Quebec has failed to develop an adequate plan to engage with these issues, and that the federally based democratic deficit (that is, the non-recognition of Quebec's national status, and the concomitant strengthening of the powers of the National Assembly) furthers this predicament. The 2006 motion of the federal Parliament recognizing that Quebec forms a nation would be unlikely to change the unions' analysis, as this recognition has not provided Quebec with a fuller set of powers to meet the challenge of globalization head on.

The Confédération des syndicats nationaux (CSN) translated this thinking into an argument about rights. The CSN recognized that globalization contains the promise of affirming universal human rights, but argued that the current model of globalization largely promoted investors' "right to profit", as entrenched in trade agreements:

> *Mais, dans ces droits et obligations-là, dans un accord de type commercial, on est en droit de se poser : Qu'est-ce qui prévaut dans les droits ? Il y a des droits qui sont plus fondamentaux que d'autres ? Nous, ce qu'on pense, c'est que les droits humains et fondamentaux doivent avoir préséance sur les droits commerciaux* (CI, Sept. 26, 2000, 10h00).

This claim is consistent with the CSN's general strategy in public policy issues. The emphasis on rights, and especially human rights in the broad sense (*i.e.* including social and cultural rights), is a way of criticizing the neoliberal marketization of the public sphere and of proposing an alternative. In their view, Quebecers should have a right to public goods and services, which means sheltering these goods and services from privatization. During the debates, the CSN did not offer concrete solutions for protecting these acquired rights, but nevertheless demanded their protection and extension. When it came to the democratic deficit that limited Quebec's ability to extend its social rights, namely the federal government's interference, the CSN advocated mobilizing civil society in the hopes that popular democratic pressures might overcome bureaucratic and institutional blockages (CI, Sept. 5, 2002).

The FTQ put forward a similar position. In the ZLEA debate, the FTQ criticized the simplistic fiscal conception of free trade, which fails to address the social costs of liberalizing markets. At the Observatory discussions, they related this injustice to the financialization of the market that squeezes workers and communities dependent on the productive economy. These issues are seen as a result of the current model of globalization, which engenders a destructive approach to labour and marginalizes certain areas of employment. Their suggested solution to this problem is the creation of a regulatory system to manage the international economy. Their policy proposal is analogous to the grievance procedure used by the union within domestic firms. For instance, during the ZLEA debates, the FTQ suggested that Quebec should send a tripartite delegation to future trade negotiations, consisting of government, employers and trade unions. This would ensure a fair balance and increase transparency in the negotiating process, offering a more holistic Quebecois perspective on a national level. There would thus be a place to voice the union federation's vision of changing the direction of globalization, from internationalization based on economic principles to internationalization based on humanity (CI, Aug. 29, 2002).

The radicalism underlying these calls for a wholesale change in globalization nevertheless hides the desire to be an honest broker and to extract concessions that do not really place the current form of globalization into question. This could also be seen in their narrower suggestions about the Observatory that aimed mainly to secure organizational benefits. For instance, the smallest federation, the Centrale des syndicats démocratiques, requested that the Observatory expand the numbers of business and labour representatives so that there would be five union seats, since the CSD is habitually excluded when there are only four (which are then divided between the FTQ (2), CSN (1) and CSQ (1) (CI, Sept. 5, 2002). The FTQ likewise requested that the Observatory not duplicate the work of existing organizations so much as support and draw on them. From the tenor of the presentation, it appeared that this might serve to subsidize some of the FTQ's existing international work (CI, Aug. 29, 2002). But even beyond these self-serving suggestions, the radical language is not connected to radical solutions. We have already noted the lack of concrete solutions in the case of the CSN, and it is hard to see the FTQ's tripartism significantly changing the direction of neoliberalism, at least if we take account of the support of both business associations *and* governments for trade and investment liberalization.

Overall, then, despite some pithy critiques, the union federations are looking to "social-democratize" neoliberalism. They believe Quebec's full development requires greater regulation of capital in order to maintain high-quality employment and to finance high-quality social programmes. Part of this regulation involves ongoing concertation with labour. Elsewhere, Quebec's labour organizations have argued that high pay and advanced social programmes can coexist with economic openness, particularly where business works in partnership with unions to develop positive-sum solutions in the workplace, in community development, in training, and in macroeconomic decision-making (see Graefe, 2007). The globalization debates provided the union movement another opportunity to present their argument that neoliberalism and the erosion of social goods were harming Quebec's development, and that Quebec would be better served by taming the more savage aspects of contemporary capitalism so as to allow for some greater redistribution of resources and for the involvement of a broader range of stakeholders in economic decision-making.

2.3. Globalization According to the Women's Movement

Within the Observatory debates, the Fédération des femmes du Québec (FFQ), in partnership with the Marche mondiale des femmes, offers one of the most thoroughly critical examinations of globalization. They equate contemporary globalization to other forms of social behaviour, which work to subjugate women in various ways. Oppression, under globalization, operates in part through neoliberal policy strategies that strengthen social inequalities, including those associated with patriarchy, and which thus play a role in subordinating women. The emphasis neoliberal policy places on individualism and competition makes progressive models of equality harder to achieve. For the FFQ, the current form of globalization demonstrates three worrying tendencies: a one-sided emphasis on economic aspects; a blind promotion of competitiveness; and making public decisions solely accountable to the market. Their proposed

solution has four parts: the recognition of human rights; the prioritization of gender equality; the rethinking of work and employment in terms of the new economy; and the reinvention of family roles. More concretely, the FFQ recommends a myriad of policy solutions similar to those of the union groups. Such proposals include the absolution of Third-World debt and the construction of an international democratic body (CI, Sept. 4, 2002).

The FFQ therefore follows the unions in advancing a critical reading of globalization, as well as in proposing solutions to counter the "market fundamentalism" of the current situation. Unlike the unions, the FFQ is not ready to water down its critique in order to develop forms of concertation with the business federations. This is clear in their reflection concerning the management of the Observatory. The FFQ fears that an "anxious neutrality" of not wanting to offend any of the participants will limit the Observatory's organizational capacity. The real vocation for the Observatory should instead be to define the views of the Quebec people, which the FFQ seems to believe is close to their own.

Of the three positions considered here, the women's movement is clearly the most radical in that it is the only one that moves firmly away from neoliberalism, and indeed at times from capitalism, in terms of the economic framework most propitious for social and economic development. The globalization hearings provided the women's movement with a way to develop the global dimension of their alternative thinking about development. It thus extends some of the emphasis on "quality of life" issues raised by women's organizations on regional development boards (Masson, 2001), as well as the emphasis on labour market re-regulation and the creation of socially useful goods and services (social infrastructures) raised during the 1995 Bread and Roses March against Poverty (David and Marcoux, 1995). While the unions seek to create institutions to squeeze more collective benefits from the current global economy, the Quebec women's movement argues that the forms of development it wishes to create will require more radical changes, including the way in which the economy and development are conceptualized. This allows them to link their Quebec demands with more global ones, and thus to draw ideas from the networks established as part of the 2000 World March of Women.

Conclusion

The debates on globalization present at least three different understandings of what globalization is and what it requires as a policy response. More broadly, they offer us a window for observing the contrasting readings made by leading collective actors of Quebec at the turn of the new millennium. There are important and significant differences in what social issues are seen to have been accumulated by earlier development models, as well as in what must be done to address these issues. When we analyze Quebec at the turn of the millennium, we must therefore avoid the trap of reification. When Quebec makes choices about how to pursue its modernity, for instance by making policy decisions as a collective response to the challenge of globalization, we can in fact observe numerous political projects seeking to shape this response. Each of these projects in fact opens a different path towards the future. As academics, we

can certainly debate what the effects of globalization are for Quebec, but the manner in which globalization is lived and managed will be shaped, in consensus and in conflict, by Quebecers themselves. In one way, this is simply stating the obvious, but it allows political and sociological analysis to continue to take apart well-rehearsed political (Ministère des Relations internationales, 2006) and academic (Paquin, 2001) discourses that project a future for Quebec that is univocal and conflict-free.

References

Commission des institutions (CI). *Journal des débats de la Commission des institutions,* Québec, Assemblée nationale, <www.assnat.qc.ca/fra/publications/debats/ci.htm>.

David, B. and L. Marcoux (1995). *Du pain et des roses: cahier de revendications et guide d'animation*, Montréal, Marche des femmes contre la pauvreté et la violence.

Dufour, P. (2007). "Globalization as a New Political Space: The End of the Quebec-Quebec Debate?", in M. Murphy (ed.), *Canada: The State of the Federation 2005*, Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, pp. 131-152.

Dufour, P. (2006). "Projet national et espace de protestation mondiale: des articulations distinctes au Québec et au Canada", *Revue canadienne de science politique,* vol. 39, nº 2, p. 315-342.

Graefe, P. (2007). "State Restructuring and the Failure of Competitive Nationalism: Trying Times for Quebec Labour", in M. Murphy (ed.), *Canada: The State of the Federation 2005,* Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, pp. 153-176.

Graefe, P. (2004a). "The Quebec Patronat; Proposing a Neo-liberal Political Economy after All", *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*, vol. 41, nº 2, pp. 171-194.

Graefe, P. (2004b). « La topographie des *think tanks* patronaux québécois. La construction d'un paysage néolibéral », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, nº 1, p. 181-202.

Jenson, J (1995). "Mapping, Naming and Remembering: Globalization at the End of the Twentieth Century", *Review of International Political Economy,* vol. 2, nº 1, pp. 96-116.

Martin, P. (1997). "When Nationalism Meets Continentalism: The Politics of Free Trade in Quebec", in M. Keating et J. Loughlin (eds.), *The Political Economy of Regionalism*, London, Frank Cass, pp. 236-61.

Masson, D. (2001). « Gouvernance partagée, associations et démocratie : les femmes dans le développement régional », *Politique et sociétés*, vol. 20, nºs 2-3, p. 89-116.

Ministère des relations internationales (2006). *La Politique internationale du Québec. La force de l'action concertée*, Québec, Gouvernement du Québec.

Paquin, S. (2001). *La revanche des petites nations. Le Québec, l'Écosse et la Catalogne face à la mondialisation*, Montréal, VLB.

Salée, D. (2002). "Quebec's Changing Political Culture and the Future of Federal-Provincial Relations in Canada", in H. Telford and H. Lazar (eds.), *Canada: The State of the Federation 2001,* Kingston, Institute of Intergovernmental Relations, pp. 163-198.

Stone, D. (1989). "Causal Stories and the Formation of Policy Agendas", *Political Science Quarterly*, vol. 104, pp. 281-300.

C État et religion

Abandoned or Altered? Roman Catholicism's Legacy and the Quiet Revolution
Stephen Kenny

Argumenter la décadence au XXIe siècle
Égards et la Révolution tranquille
François-Emmanuël Boucher

De la sortie de la religion à la sortie de la nation
Libres réflexions gauchetiennes sur le rôle de l'État au Québec
Serge Cantin

Abandoned or Altered? Roman Catholicism's Legacy and the Quiet Revolution

Stephen Kenny
Campion College, University of Regina

Abstract *As in any jurisdiction so too in Quebec political leaders seek to win the confidence and admiration of the electorate. During his very short and unsuccessful interlude as leader of the Parti Québécois André Boisclair stated that he preferred a society of energetic and muscular debate. He disdained one which unquestioningly and blissfully followed the dictates of authority « comme à une autre époque on écoutait les curés en chaire! Je ne rêve pas de ce genre de société ». Like so many compatriots of his own generation as well as that of his parents there exists a shared sense of the historic power and inappropriate domination of the institutional Roman Catholic church in Québec. Indeed, prior to the Quiet Revolution « catholicité » and « francité » were virtually interchangeable values in French Canada. This article proposes to examine one of the most important changes signaled by the modernization of Quebec, namely the transformation of the role of the Roman Catholic church and the controversial perception of its function. Of any North American community, in Québec the commonly accepted criteria of religiosity such as affiliation, attendance, practice and the personal importance of religion figure among the lowest rates. Given the history of Québec, this change from a society whose religious point of view was a basic factor of its identity to a profound disregard, even hostility, for Catholicism is striking. Reflecting on the nature of the traditional role of the Roman Catholic church as well as upon the contemporary understanding and evaluation of its function this article questions whether the change it experienced since the 1960s can be characterized as abandonment or alteration.*

One obvious phenomenon accompanying the important change experienced by Quebecers since the 1960s was the displacement of the Roman Catholic church as a central institution in the spiritual, intellectual and social life of the province. Observers frequently note that the behaviour of Quebecers in terms of commonly accepted criteria of religiosity illustrates how insignificant religion has become to their lives. Denominational affiliation, regular attendance at church services, traditional religious practice and the personal importance of religion in self-understanding approach irrelevance.[1] Given the history of Quebec this change from a society whose religious point of view was a basic factor of its identity to one that exhibits a profound disregard for Roman Catholicism is striking. Prior to the Quiet Revolution « catholicité » and « francité » were virtually interchangeable values in French Canada. Clearly this is no longer the case. The following analysis proposes a reflection upon the nature of that change focusing impressionistically as well as historically upon the perception of the Roman Catholic church and its legacy in Quebec. Has it been abandoned or altered?

In the early 1960s, the dawn of Quebec's transformation, the choice between outright rejection and meaningful change appeared to be an authentic option. In the summer of 1962 in the pages of *Maclean's* magazine Peter Gzowksi, the young journalist, eventually Canadian broadcast icon, made that point eloquently and presciently.

> The French and Catholic people of Quebec, in their by now famous quiet revolution are changing faster than any group of people on the continent. What they are changing from, as much as anything else, is their consent to domination by the Catholic Church and clergy of their schools, their social ideas, and in some ways even their politics. It is this two-centuries-old grip of the church that has made it popular if imprecise for outsiders to describe Quebec as "priest-ridden". In Quebec's new mood, the church itself faces what John Foster Dulles called, in another context, an agonizing reappraisal. It must change with the times or try, as best it can, to stop the times from changing.[2]

In discourse and political rhetoric today it is apparent how insignificant the church and its values have become. Now as Quebecers attempt to define their future and direct their own destinies rarely do they consider any spiritual or religious aspects in their calculations.

---

1. See Warren Clark and Grant Schellenberg, "Who's Religious?" in *Canadian Social Trends,* Statistics Canada, Catalogue No. 11-008, Summer 2006. The authors develop what they call a religiosity index based on religious affiliation, frequency of attendance, religious practice and personal importance of religion. They find Quebecers like other Canadians illustrate some similar patterns. Another interesting poll by the Centre for Research and Information on Canada found Quebecers were the least inclined to believe in the importance of religion and its positive impact. See "Decline in Number of Canadians Who Believe Religious Practice to Be Important", *Centre for Research and Information on Canada/Centre de recherches et d'information sur le Canada,* September 9, 2004. Additionally it has been reported that while 83.2% of Quebecers still identify as Roman Catholic less than 25 % attended a service regularly, regularity defined as once a month. See Clairandrée Cauchy, « Religion : le paradoxe québécois », *Le Devoir,* May 14, 2003. In an interesting analysis of Canada and the United States Professor Seymour Martin Lipset also discussed the relative values of religiosity among Quebecers, other Canadians and Americans in his book *Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada,* London/New York: Routledge, 1990, pp. 84-87.
2. *Maclean's,* July 14, 1962. Cited in the *Globe and Mail,* Saturday, January 26, 2002.

On that score it is interesting to consider Quebec's recent season of manifestos. On October 19, 2005 was published an appeal « Pour un Québec lucide ». Signed by a dozen cultural, business, academic and political leaders, among them Lucien Bouchard, Joseph Facal and André Pratte, the document addressed some pressing demographic, economic and cultural challenges. The authors believed Quebec's need to act was pressing and they appealed to the spirit of the Quiet Revolution. « Les défis des années 1960 exigeaient une révolution tranquille non seulement de nos institutions, mais aussi de notre façon de voir les choses, de notre culture ; il en est de même aujourd'hui ».[3] The seemingly neo-liberal solutions of the « lucides », as they have come to be called, elicited a quick response in the form of a « Manifeste pour un Québec solidaire » (2005).

Quickly dubbed the « solidaires », they objected to the dismantling of the social values and government structures which defined contemporary Quebec and were a result of the changes ushered in after 1960. The opposing perspectives of these two manifestos and their proposed prescriptions for the future have been the source of much discussion and debate since they appeared. Dozens of academics, activists and politicians signed the solidarity manifesto. None were bankers. One was a minister of religion, Gonzalo Cruz, « pasteur de l'Église Unie ». Neither of these documents makes any reference to Catholicism, its heritage or its contribution past or future. It goes without saying that no Roman Catholic clergyman signed either document. Four decades ago the church was one of those very institutions whose role and influence was challenged by those seeking change and modernity. Now it merits neither criticism nor even mention.

Not only are Quebecers frequently indifferent or disinterested in the current condition of Roman Catholicism, it must be acknowledged that in the assessment of its historical role and heritage, energetic antagonism and clear hostility towards the Roman Catholic church is apparent. Some Quebecers are deeply embarrassed by their understanding of its ambiguous role in the past. Others are highly resentful and critical of what they judge to be its long negative influence.[4] Examples of such attitudinal values abound but one such recent instance may serve to underline the point. Assessing a new study by the historian Serge Gagnon, entitled *Quand le Québec manquait de prêtres*, the reviewer, Michel Lapierre, stressed the arid and suffocating conduct of the Roman Catholic clerical elite in its direction of society in the nineteenth century. Evaluating the circumstances of the clergy at that time Lapierre wrote, « Soumis au pouvoir colonial en plus d'être insensible aux préoccupations intellectuelles et politiques de l'aile marchande du peuple, le clergé frileux du Bas Canada préservait de l'esprit critique ses déserts pour au moins un siècle » (Lapierre, December 9, 2006). If in Gagnon's study the reviewer discovered yet more proof of the iniquity of the Roman Catholic clergy in Quebec one certainly can wonder whether this was among the goals

3. « Pour un Québec lucide », October 2005.
4. Ireland provides another example of such views. See Mary Kenny, *Goodbye to Catholic Ireland: A social, Personal and Cultural History from the Fall of Parnell to the Realm of Mary Robinson,* London: Sinclair-Stevenson,1997. Mary Kenny notes this continuing tendency to blame the Church for everything simply because of its overwhelming influence in Irish history and culture, p. xx.

of the author. To the contrary, Les Presses de l'Université Laval describe the book as a popular history which offers a more positive understanding of the church personnel. The publisher suggests that: « Incroyants ou indifférents ne sauraient avoir honte de ce passé où les prêtres œuvraient à la civilisation des mœurs. La minorité attachée à la religion ancestrale y découvrira une pratique pastorale plus près des enseignements du Christ qu'on l'a écrit depuis l'aube de la Révolution tranquille ».[5]

Not insensitive to the current seeming unimportance of religion in Quebec, yet it was recently and powerfully impressed upon me when I attended the baptism of my infant grandson, Olivier, in Montreal on the Remembrance Day weekend in November 2006. The celebration of the sacrament occurred at the Église du Très-Saint-Rédempteur on la rue Adam in the heart of the Hochelaga-Maisonneuve neighbourhood in east-end Montreal. At the single Sunday morning mass there were no more than forty or fifty people in a church easily able to accommodate several hundred. Indeed, many more Montrealers make their way to that church to listen to concerts, especially to appreciate the particularity of its Italian organ and the quality of its superb acoustics. Sections of the naves were cordoned with bright yellow tape in order to prevent injury from the falling plaster of the ceilings. This beautiful building was disintegrating before one's eyes and prevention of its deterioration appears highly unlikely. Perhaps its preservation will come by virtue of its value as a concert hall rather than as a place of worship. Undoubtedly, the condition of the Église Très-Saint-Rédempteur is similar to that of many other church buildings in Montreal and the rest of Quebec. Could it be that crumbling architecture is the most visible legacy of Roman Catholicism in Quebec, one which eventually will disappear entirely?

Similar thoughts of insignificance and the obvious hostility towards the Roman Catholic heritage came to me again over lunch with a colleague shortly before Christmas. Our conversation turned to my seminar on contemporary Quebec and the themes I had chosen for my students to pursue during the fall semester. They were nation, language and religion. The first two my *confrère* thought most appropriate but he was mystified by the third. Given the obvious irrelevance of religion and religious practice in Quebec he wondered why include it ? After all was not one of the great accomplishments of the Quiet Revolution the removal of the inappropriate power and influence of the Roman Catholic church? These views were mirrored in one proposal for this meeting entitled « Malaises dans la modernité québécoise » which suggested that in the two decades after 1960 there was a profound break from a social order based upon religious and family values to the development of one grounded upon individual rights.

Few would question the depth and rapidity of the transformation experienced by the church in Quebec since the 1960s. Interviewed recently, the American historian of religion, Mark Noll, referred to a scene in Denys Arcand's film *Les invasions barbares* in which a priest is astounded and mystified by the swift and precipitous emptying of Quebec's churches in but a matter of weeks. However, Noll also claimed that Quebec

5. <www.pulaval.com/catalogue/quand-quebec-manquait-pretres-charge-pastorale-8921.html>.

secularization was part of a larger phenomenon of de-Christianization which the whole of Canada experienced at that time (Noll, 2007). Indeed, considerably more than religion, specifically Roman Catholicism, was being jettisoned in the process of change given impulse by the Quiet Revolution. With it went values and the very historical understanding of the previous centuries.

In my opinion Denys Arcand's film is complex, textured and even deeper than many of its favourable critics credit. It also shows the startling scope of change. A beautiful movie and an engaging dialogue, the sense of disarray, dare I say *anomie,* of the central character Rémy and his friends is striking. Facing death and reflecting on his own life's accomplishments Rémy despairs, feeling psychically as naked as the day he was born and deeply troubled by the fact that he had not managed to make any sense of his existence. Incredibly it seemed he and his friends had tried everything. They were separatists, independentists, sovereigntists, sovereignty-associationists. Having read Sartre and Camus they became existentialists. Proceeding to Frantz Fanon they turned into anti-colonialists. And after perusing Marcuse they became Marxists, then Marxist-Leninists, Trotskyists, even Maoists! Having read Solzhenitsyn they became structuralists, only to move on as situationists, deconstructionists and feminists. Was there one "ism" with which they had not flirted? The hilarious response was that the only one they had not tried was « crétinisme » (Arcand, 2003, pp. 191-194).

The theme of meaninglessness explored by Arcand is obvious in his film. Lovingly and with much affection he reflects upon a generation of Quebecers who rejected much of the institutional and ethical framework which defined and directed their society to that point. Comically and at times movingly he delves the ideas and values with which they attempted and failed to replace the past. Thinkers and intellectuals as well as filmmakers have also attempted to assess the nature and implications of the Quiet Revolution. In that vein, Léon Dion provided an interesting insight in his work entitled *La révolution déroutée, 1960-1976,* published posthumously in 1998.

A major and influential political analyst, this last project of Dion examined the meaning and significance of the Quiet Revolution. In his opinion the major obstruction to change had been the person of Maurice Duplessis who died on September 7, 1959. However, Duplessis was also sustained by other « barrages auxiliaires », namely backward nationalism and clericalism (Dion, 1998, p. 9). While concerned with the process of change, its termination and the implications for contemporary Quebec, Dion also delved the consequences of denying the past. This denial was an essential dynamic of the movement to modernity in Quebec. For Dion such rejection was a double-edged sword. He wrote, « La modernisation d'une société peut procurer des gains qualitatifs à la vie intellectuelle et collective, mais elle peut également aboutir à des pertes de valeurs » (*ibid.,* p. 15). Furthermore while Dion opined that French Canadians did not like their past, and never have, he believed their history was not one only of tragedy and dispossession but that it contained elements of happiness and success as well. For Dion the dangers of outright disregard for the past and traditional values was obvious. He wrote, « Une société qui estimerait que son avenir dépend du rejet de la tradition se priverait de ses racines et s'étiolerait » (*ibid.,* p. 70).

One less anxious about the implications of Quebec modernity is Stéphane Dion, Léon's son and the current leader of the Liberal Party of Canada. In one of a raft of interviews after the leadership convention in December 2006 he discussed some of his early memories. Not especially surprised by the rapidity of the process, he too noted the quick abandonment of the church and how swiftly change had come to the Quebec of his youth. He declared, "There is no society that secularizes faster than a Catholic society. I remember as a child being scolded by our neighbours because we went skiing on Sunday, instead of going to mass. And a few weeks later, they were all on the ski hills with us" (Yakabuski, January 20, 2007). He once got into trouble as a youngster for confessing his loss of faith as a sin. The priest was not amused by what he considered the young man's mockery and disrespect.

Much later on when Dion and his companion of several years realized they were unable to have children they looked to adoption. This desire led them to marry. On taking the decision, Dion's wife, Janine Kreiber, suggested lightheartedly that they tie the knot on April Fool's Day. It was impossible that year since it fell on Good Friday, a statutory holiday in Quebec (Aubin, January 22-29, 2007). Hoping to find a child in Peru which allowed only for married couples, Dion also felt they could improve their chances by obtaining a reference from an old school friend who had been ordained a priest (Yakabuski, *op. cit.,* January 20, 2007). While Jesuits and Oblates may have figured in his early education certainly any residue of Catholicism in Dion's outlook today is cultural.

An imminent political contest will soon pit Stéphane Dion against Stephen Harper in a federal election campaign. This return to the polls will be deeply influenced by the fragmentation of political parties within Quebec. In this context it is worth noting how the views of the current group of political leaders represent a significant generational shift in the changing condition of religious values and their usefulness. Between 1968 and the election of Stephen Harper on January 23, 2006, of seven Canadian prime ministers, either elected or designated, six were Roman Catholic. The only exception was Kim Campbell. Of approximately thirty-seven of those thirty-eight years, the Canadian Prime Minister was also a Quebecer. One might quibble about Paul Martin who was born in Windsor, Ontario. However he spent most of his adult life in business and politics in Quebec. All of those Catholic Prime Ministers openly acknowledged their religious denomination be it from conviction or merely a matter of tradition. None considered it disadvantageous to do so.

Presently two of the four party leaders in the Canadian parliament are Quebecers. All are either francophone or competent in French. In contrast to their predecessors none publicly notes a religious denomination.[6] Moreover in Quebec's Assemblée nationale, neither Jean Charest, André Boisclair or Mario Dumont, the leaders of the three political parties in that legislature, note any religious affiliation. While this change may appear insignificant, it does symbolize the general decline among Canadian politicians of the importance, dare I add utility, of a denominational point of view.

---

6. This information or lack thereof is derived from a review of the entries of these leaders in the *Canadian Who's Who,* Toronto, University of Toronto Press, various years.

In Quebec, along with the removal of Roman Catholic values in public discourse is the absence of acknowledgement by political leaders across the ideological spectrum of any religious affiliation. One might ask what is the explanation for not including it? Some answers are indifference, principle or opportunism. In relation to the latter, if until recently declaring one's Catholicism was politically useful or merely a habit, this is clearly no longer the case either in Quebec or the rest of Canada. Indeed these days a public expression of one's Roman Catholicism may be counter-productive.

In Canada, hostility to Roman Catholicism has a long history. As an identifiable phenomenon over the centuries it has waxed and waned.[7] In a recent general survey of the history of the Catholic Church, Hans Kung, a Swiss-born theologian, suggests that mid-twentieth-century benevolent indifference towards Catholicism has now given way to hatred and hostility. He attributes this negative attitude to the rigid positions of the church today on issues such as abortion, euthanasia and homosexuality (Kung, 2001, p. xx). Kung published his essay shortly before the major scandal of clerical sexual abuse in the United States in 2002. In addition to bewildering American Catholics themselves, that scandal has increased antagonism towards the church generally. Indeed, according to the American historian Philip Jenkins the confirmation of extensive abuse "provoked a public outpouring of anti-Church and anti-Catholic vituperation on a scale not witnessed in this country since the 1920s".[8] Naturally, such episodes do have repercussions beyond national borders and Canadians were well aware of the travails of American Catholicism. Without delineating similar cases of clerical abuse in Canada the current generalized environment of hostility towards the church is present there as well.

If a Roman collar elicits antagonism rather than respect, politicians distancing themselves from identity with the Catholic church is not surprising. While the contemporary negative climate as suggested by Kung is apparent, one might question his claim that in comparison mid-twentieth-century attitudes towards the church were characterized by "benevolent indifference". Since the Quiet Revolution in Quebec was an event of that moment in history and since America was one important example of modernity for Quebecers it is worth investigating the question. The 1960 American presidential election provides serious examples of bigoted antagonism towards Catholics and Catholicism in the United States.

It might be argued that the victory of John F. Kennedy finally put to rest American hostility towards the church and its adherents. However, any investigation of the nature of that race suggests the contrary. The novelist James Michener participated at the local level in the campaign serving as Democratic chairman in Bucks County

7. I have examined this theme in an article entitled "A Prejudice That Rarely Utters Its Name: A Historiographical and Historical Reflection upon North American Anti-Catholicism" (2002, pp. 639-672).

8. Philip Jenkins, *The New Anti-Catholicism: The Last Acceptable Prejudice,* New York: Oxford University Press, 2003, p. 2. See also the work of Jay Dolan. He was overwhelmed by the clerical sexual abuse scandal and hierarchical stonewalling. He questions the value of the continuing "clerical culture of arrogance", *In Search of an American Catholicism: A History of Religion and Culture in Tension,* New York, Oxford University Press, 2003. Postscript, pp. 257-259.

Pennsylvania. In its dying days he also barnstormed with a motley and unlikely crew of Kennedy supporters in a futile effort to gain votes in many states deeply opposed to the Democratic candidate, such as Colorado, Wyoming, Idaho and others. Some of his fellow barnstormers were Arthur Schlesinger Jr., Stan Musial, Angie Dickinson and Jeff Chandler. I refer to his experience since Michener, raised a Quaker, wrote of encounters of fierce anti-Catholicism. After the election one woman thinking Michener was a Republican and a kindred spirit explained Nixon's loss as attributable to the KKK, not the Ku Klux Klan, rather Kikes, Koons and Kat'licks (Michener, 1961, p. 293).[9] Especially prescient were Michener's comments on future historical evaluation of the campaign. He wrote, "If, thirty years from now, all of this can be explained away in clever articles which prove that religion played no significant role in the 1960 election, it seems to me that the writers of that age will have to blind themselves to what actually happened" (*op. cit.,* p. 108). Whether views of Catholicism had in fact become somewhat benign or if, as James Michener suggests, historians would actually forget or consciously disregard antagonism directed at Catholics and their church, I will leave American scholars to debate. For their part many Quebecers, divesting themselves of a Catholic identity, have neither forgotten nor forgiven. Strong currents of opposition to the church, sometimes characterized more neutrally as anti-clericalism, existed in Quebec long before, during, and in the years following the Quiet Revolution.

One example of deep objection to the church is provided by some recent reflections of Jacques Godbout, filmmaker, novelist and columnist. In September 2006 in an interview with the magazine *L'Actualité* he dramatically suggested that by the year 2076 Quebec will have disappeared. This was a startling prophecy from one so committed to Quebec independence and to the cultivation of a national literature and cinema. Now 73 years old and long a key cultural player throughout his life, Godbout appears to be on the edge of despair insofar as the future prospects of Quebec are concerned. Asked what kind of Quebec he dreamed of when he was young, he responded, « Je voulais un Québec laïque. J'en avais marre de penser que la seule façon d'exister dans cette société était de monter dans la hiérarchie catholique et que, quand on était chanoine, on avait enfin une existence » (*ibid.,* September 1, 2006). Looking hopefully to a better future and to radical change, Godbout clearly despised the Quebec of his youth in which it seemed the only route to success was to become a priest. Of the function and power of the church he has written,

> La pensée politique canadienne-française passe obligatoirement par les fonts baptismaux, le pouvoir appartient à l'église qui très tôt offre sa loyale collaboration au trône d'Angleterre. Ce pays en se soumettant à l'église catholique romaine, s'est condamné à l'ignorance. Les Canadiens français ont été décervelés par les évêques.[10]

Godbout's bitterness flows deeply.

---

9. A recent study of the Kennedy presidency and issues related to Catholicism attuned me to the insight of Michener regarding the 1960 campaign. See Thomas J. Carty, *A Catholic in the White House: Religion, Politics and John F. Kennedy's Presidential Campaign,* New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 67.

10. I have reflected on these and other views of Godbout in my article cited above, p. 648. These comments appear in one of his columns in *L'Actualité,* March 15, 2000.

For generations the stereotype of Quebecers as submissive Catholics and the omnipotent role of the church have informed the understanding of the past. The claim that the institution was not quite so monolithic or powerful as is often presumed would inspire scepticism if not guffaws of many. Not only those Quebecers like Godbout who actually experienced the transition to modernity, but succeeding generations as well have imbibed the negative legacy of the church as an institution which exercised substantial and inappropriate power and direction of society. This passing of hostility from one generation to the next is exemplified by some comments of André Boisclair, leader of the Parti Québécois from November 15, 2005 to May 8, 2007. Interviewed by the same magazine only a few weeks after Godbout, Boisclair was asked what price he was willing to pay in order to win the confidence and admiration of Quebecers. Claiming to disdain a community of consensus his preference was for a society of muscular debate. In his own words it was most definitely not his aim to be blissfully and unquestioningly followed « comme à une autre époque on écoutait les curés en chaire. Je ne rêve pas de ce genre de société » (Godbout, October 15, 2006). Both Godbout's youthful dream of the future and Boisclair's dream of the past appear strikingly similar when it comes to their assessment of Roman Catholicism in Quebec. Despite the pessimism of Godbout and many other Quebecers, their society is now engaged in a fundamental debate on the future and how exactly to accommodate new cultural communities in its midst. Meeting the enormous challenge of what is called « accommodement raisonnable » is a pressing need. How modern Quebec society arranges its relationship with new minorities of different languages, values and religions has become a highly politicized matter. In mid-January 2007, André Boisclair intervened in the discussion in a startling but instructive way. In defence of the secular and pluralistic society which he believes Quebec has become and insisting that he was speaking personally, Boisclair suggested that the presence of a crucifix over the Speaker's chair in the national assembly is no longer appropriate. Of the opinion that religious symbols should not appear in public places he noted the irony of its continued presence hovering over Quebec's lawmakers:

> Ce que je remarque, c'est que nous nous accommodons bien entre nous. Jamais je n'ai vu des gens remettre en cause le fait qu'il y avait un crucifix en haut de la tête du Président de l'Assemblée nationale, même s'il y a des juifs et une députée d'origine musulmane dans notre Assemblée nationale.[11]

Following Boisclair's remarks the single Muslim member of the Assembly, Fatima Houda-Pepin, suggested there was no need to remove the crucifix (*ibid.,* January 20, 2007). Eventually Boisclair himself insisted that despite his personal opinion he acknowledged that it was there to stay (*ibid.,* January 30, 2007). Obviously it is fair to wonder just how long it might remain. In fact the matter of the Christian symbol of the crucifix and its placement also symbolizes just how mixed is the understanding of the Roman Catholic heritage in Quebec today. Moreover, André Boisclair's personal point of view and his official public position were clearly conflicted.

11. *Le Devoir,* January 19, 2007.

One remarkable testimony of such inherent and personal conflict is provided by the insight of the historian Marcel Trudel, prolific, prestigious and controversial scholar of New France. In his memoirs he wrote of the challenges in researching and submitting a doctoral thesis evaluating the influence of Voltaire in Canada. He completed the work in the days well before the Quiet Revolution had injected the fresh air of modernity into academe. Furthermore, equally important and instructive were the barriers he faced as a result of his biography of Charles Chiniquy, great nineteenth-century French Canadian advocate of temperance, apostate and defrocked Roman Catholic priest become Presbyterian minister and formidable anti-Catholic preacher. Trudel objected to more recent critics who judged his work as too careful and too respectful of the Roman Catholic church and its values. He explained that books published in 1945 or 1955 should not be judged by contemporary standards. Making the point he wrote:

> One doesn't judge a work written in 1955 by a 1985 yardstick. A *Chiniquy* written in an atmosphere of academic freedom after the Quiet Revolution would have been different. Thirty years ago we had to be content with simply setting forth the facts, and even so we had to sugar the pill. A biography of Chiniquy written today would be far greater in scope (Trudel, 2002, p. 227).

Trudel vehemently reminds contemporary readers of the powerful controls exercised upon scholars by the keepers of the Catholic values of Quebec before 1960. Indeed for some historians who have not endured such restraints, the Roman Catholic church has become an artifact, interesting to investigate perhaps but no longer directive in any way. In the recent, extensive and multivolumed survey of the history of Catholicism in Quebec directed by Professor Nive Voisine its authors stated that their goal was to consider Quebec history « vue sous l'angle de ce qui a longtemps été son principal trait distinctif » ("from the point of view of what was for a very long time its major distinctive characteristic") (Voisine, 1989, 1991).

If for the intellectual and media elite as well as for many ordinary Quebecers today the Roman Catholic heritage of Quebec is merely of antiquarian interest, church leaders and those committed to its continuing and important role in society do not agree. Yet even they acknowledge the obvious weakness of the church. For example, the Catholic priest and columnist Raymond de Souza described dramatically that condition. Commenting on the participation of Marc Cardinal Ouellet, the Archbishop of Quebec, at the conclave to choose a new pope in the spring of 2005, he opined that Ouellet was the leader of a Catholic culture in ruins. In the global dialogue between modernity and the church, De Souza claimed the former incessantly hectors the latter "to get with the program": "Nowhere has that been more true than in Quebec, where the collapse of Catholic culture was so complete that occasionally the most vociferous hectoring came from the clergy themselves" (de Souza, April 18, 2005).

At his installation as archbishop in January 2003, Ouellet made the same point when he declared: "Quebec is languishing far from the values that were the strength and glory of her forbears".[12]

---

12. *Globe and Mail,* Monday, September 29, 2003.

Now four years as leader of the church in Quebec, a cardinal, and Roman Catholic Primate of Canada, Ouellet has had no reason to change his mind. In an extensive interview published in *Le Devoir* on Christmas Eve 2006, he shared some of his considerable concerns. He stated that Quebecers' overwrought sense of inclusion was in fact creating a paradoxical one of « auto-exclusion » which resulted in effacing their own identity. He noted that the church itself had been integrally involved in the process of the Quiet Revolution. Yet despite that contribution he remarked, « on a l'impression qu'ici au Québec, on a vraiment encore une attitude qui reste ambiguë et complexe vis-à-vis de notre héritage religieux ». In Ouellet's opinion, as there were Jews ashamed of being Jewish so too there are Catholics in Quebec ashamed of being Catholic. Partly he attributed this sense to an extreme reading of the past before the 1960s as « une horreur, un monde d'oppression, on dit que c'était la "Grande Noirceur" ! » Ouellet appealed to a different religious history in which there were missionaries, martyrs and religious who lived lives of extraordinary generosity. He did acknowledge that the past was not perfect, that it was marked by narrowness, yet rather like Léon Dion who argued there were negative and admirable aspects of the past, Ouellet also insisted there was also a more positive reading. « Il y a là tout un patrimoine de valeurs, de générosité, qui a encore aujourd'hui des effets chez nous ».[13]

At least one letter writer to the editor was perplexed by his reading of this interview. The tone of the comments suggests his Christmas holiday had been ruined. Enraged by Ouellet's blindness to history he ridiculed "our" cardinal's antiquated appeal to the glorious past. Setting out his own version of the truth he claimed the missionaries were in fact the advance guard of the fur trade: « Ce pan de l'histoire qui a été glorifié par les historiens et l'église est pourtant placé sous le sceau d'un projet génocidaire et impérialiste qui fut la cause du massacre des Hurons et de nombreuses Premières Nations amérindiennes » (*ibid.,* December 30, 2006). Whatever one might conclude about the heritage of Roman Catholicism in Quebec the variety and depth of views about it elicit passionate responses. In a very real sense the church has not been abandoned so much as it has been subjected to a more vigorous and realistic assessment of the nature of its contribution before 1960. It is altered but not forgotten.

References

Arcand, Denys (2003). *Les invasions barbares : scénario,* Montréal, Boréal.

Aubin, Benoit (January 22-29, 2007). "The Real Dion", *Maclean's*.

Canadian Who's Who (various years), Toronto, University of Toronto Press.

Carty, Thomas J. (2004). *A Catholic in the White House: Religion, Politics and John F. Kennedy's Presidential Campaign*, New York, Palgrave Macmillan.

Cauchy, Clairandrée (May 14, 2004). « Religion : le paradoxe québécois », *Le Devoir*.

Clark, Warren and Grant Schellenberg (2000). "Who's Religious?" *Canadian Social Trends*, Statistics Canada Catalogue No. 11-008, Summer.

13. *Le Devoir,* Decembre 23-24, 2006. All of the above references to Ouellet's interview appear in this edition.

"Decline in Number of Canadians Who Believe Religious Practice to Be Important", *Centre for Research and Information on Canada/Centre de recherches et d'information sur le Canada,* September 9, 2004.

Dion, Léon (1998). *La révolution déroutée, 1960-1976*, Montréal, Boréal.

Dolan, Jay (2003). *In Search of an American Catholicism: A History of Religion and Culture in Tension*, New York, Oxford University Press.

Gagnon, Serge (2006). *Quand le Québec manquait de prêtres*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

Godbout, Jacques (March 15, 2000). *L'Actualité*.

Godbout, Jacques (October 15, 2006). *L'Actualité*.

Jenkins, Philip (2003). *The New Anti-Catholicism: The Last Acceptable Prejudice*, New York, Oxford University Press.

Kenny, Mary (1997). *Goodbye to Catholic Ireland: A Social, Personal and Cultural History from the Fall of Parnell to the Realm of Mary Robinson*, London, Sinclair-Stevenson.

Kenny, Stephen (2002). "A Prejudice that Rarely Utters Its Name: A Historiographical and Historical Reflection upon North American Anti-Catholicism", *The American Review of Canadian Studies*, Winter, pp. 639-672.

Kung, Hans (2001). *The Catholic Church: A Shorty History.* John Bowden, trans. The Modern Library, New York, Random House Inc.

Lapierre, Michel (December 9, 2006). « Nos cures des déserts d'autrefois », *Le Devoir*.

Lipset, Seymour Martin (1990). *Continental Divide: The Values and Institutions of the United States and Canada*, London/New York, Routledge.

Maclean's (July 14, 1962). Cited in the *Globe and Mail,* Saturday, January 26, 2002.

« Manifeste pour un Québec solidaire » (November 2005), <sisyphe.org/article.php3?id_article=2063>.

Michener, James A. (1961). *Report of the County Chairman*, New York, Random House.

Noll, Mark (January 24, 2007). "De-Christianization of Canada Studied by Americans", *Prairie Messenger*.

Ouellet, Marc Cardinal (December 23 and 24, 2006), *Le Devoir*.

« Pour un Québec Lucide » (octobre 2005). <www.pourunquebeclucide.com>.

Souza, Raymond J. de (April 18, 2005). "A Cardinal for Our Times", *National Post*.

Trudel, Maurice (2002). *Memoirs of a Less Travelled Road: A Historian's Life.* Jane Brierley, trans., Montreal, Véhicule Press.

Voisine, Nive (ed.) (1989, 1991). *Histoire du catholicisme québécois,* Montréal, Boréal.

Yakabuski, Konrad (January 20, 2007). "King of the Hill", *Globe and Mail*.

Argumenter la décadence au XXIe siècle
Égards et la Révolution tranquille

François-Emmanuël Boucher
Collège militaire royal du Canada

Résumé *Le but de cet article est d'expliquer comment la droite religieuse au Québec, plus particulièrement celle qui publie dans la revue* Égards, *décrypte le sens et les conséquences de la Révolution tranquille. En me référant aux textes de Jean Renaud, de Richard Bastien, de Luc Gagnon, etc., j'analyserai les mécanismes rhétoriques à partir desquels on interprète le sens de la Révolution tranquille de manière à la décrire comme un événement néfaste et corrosif, comme le point de départ de la décadence du Québec. La caractéristique première de la manière dont* Égards *interprète la Révolution tranquille consiste à la juger comme une hérésie religieuse qui ne pouvait que produire des effets négatifs. Contrairement à un certain nombre d'analystes et d'historiens contemporains qui regardent actuellement la Révolution tranquille comme un moment décisif pour la modernisation du Québec, bien qu'ils considèrent en même temps que les principes qui la produisirent se sont usés, la revue* Égards *pose que cette même Révolution fut ontologiquement malsaine. Depuis trois ans, les discours que produit cette revue sur cet événement historique ne visent pas à souligner l'usure d'un modèle étatique ou l'obsolescence d'une certaine mentalité sociale, mais à démontrer la présence, au cours des cinquante dernières années, d'un dysfonctionnement chronique qui serait indissociable de l'effacement de principes religieux.*

J'analyse, dans ce texte, la manière dont la revue *Égards,* sous-titrée « Revue de la résistance conservatrice », décortique, analyse et interprète la Révolution tranquille de même que la nature de ses conséquences sur le Québec des quarante dernières années. Fondée en 2003 et publiée depuis à chaque trimestre, cette revue, qui revendique ouvertement son attachement autant au catholicisme qu'à des politiques de droite[1], son admiration autant pour Benoît XVI et pour George W. Bush que pour le gouvernement israélien, commente sans relâche l'actualité québécoise et internationale afin de rompre avec ce qu'elle nomme « l'hégémonie discursive ambiante », décrite comme largement à gauche et, dit-on, quasi totalitaire. Le premier point à souligner, avant de poursuivre, est que les Renaud, Bastien, Gagnon, Dantec et les autres, qui publient dans cette revue, ne sont pas les seuls actuellement au Québec à remettre en question les principes et les valeurs qui ont produit la Révolution tranquille. Même si les discours les plus critiques et les plus radicaux demeurent encore cantonnés dans les marges de l'espace public québécois, de nombreux phénomènes, autant politiques que discursifs, semblent indiquer un doute de plus en plus grand sur les performances réelles d'une économie lourdement étatisée, des craintes de plus en plus fortes sur les bienfaits des triomphes des différents acquis syndicaux, une méfiance sans précédent vis-à-vis d'une culture hautement subventionnée et un *statu quo* politique devenu synonyme, pour plusieurs, d'aveuglement, de posture réactionnaire ou tout simplement de suicide collectif. En fait, depuis un an ou deux, il existe des phénomènes beaucoup plus significatifs que les discours anxiogènes des intellectuels « de gauche » qui dépriment et qui associent, à l'instar de Gérard Bouchard ou de José Legault, la transformation actuelle de la donne politique au Québec à une crise ou à une régression[2]. Un peu partout, de plus en plus de désaccords se manifestent face au fameux « modèle québécois » : *Pour un Québec lucide* de Bouchard, Facal et consorts ; le vote massif pour les conservateurs de la région de Québec aux élections fédérales de janvier 2006 ; le documentaire *L'illusion tranquille* de Johanne Marcotte ; plusieurs chansons du groupe *Mes aïeux* avec leur slogan traditionaliste, antimoderne et furieusement nataliste ; le livre d'Alain Dubuc sur *L'éloge de la richesse* et, surtout, l'élection de quarante et un députés adéquistes aux élections provinciales de mars 2007, résultat qui positionne l'ADQ comme le parti officiel de l'opposition et qui relègue le PQ, derrière, au troisième rang.

---

1. Le concept de « droite » a ici la définition que lui donne Russell Kirk dans *The Conservative Mind: From Burke to Eliot* (1953). Dans le premier numéro d'automne 2003, dès les premières pages de la « Déclaration fondamentale », *Égards* souligne que sa « résistance antiétatique s'inspire des principes traditionnels d'une pensée conservatrice, tels que les résuma admirablement, en six points, l'essayiste américain Russell Kirk » (p. 12). Pour une analyse détaillée des liens qui unissent traditionnellement la droite francophone au Québec et Russell Kirk, voir Xavier Gélinas, *La Droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille,* Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007, p. 17-55.
2. Voir Gérard Bouchard et Alain Roy, *La culture québécoise est-elle en crise?,* Montréal, Boréal, 2007 ; Josée Legault, « La Régression tranquille », *Voir,* 10 mai 2007, <www.vigile.net/article6577.html>. On lira aussi avec intérêt l'article de Frédérique Doyen qui présente aussi comme indissociable la remise en cause de l'État providence et la décrépitude civique ; « Les intellos dépriment », *Le Devoir,* 11 et 12 mars 2007, <www.ledevoir.com/2007/03/10/134360.html>.

Sans vouloir réduire la production rhétorique des manifestations discursives hostiles à l'ordre actuel à un seul type d'argument, il demeure que l'idée première s'avère le principe selon lequel les valeurs propres à la Révolution tranquille n'ont plus de raison d'être et que l'organisation sociale et politique qui a permis la modernisation du Québec freine désormais son développement. Jadis nécessaires pour l'avancement du Québec, les idées directrices de la Révolution tranquille ne produiraient plus maintenant que des effets pervers ou, du moins, plus de perversions que de bénéfices. Le but recherché s'affirmerait alors par la volonté de rompre inconditionnellement avec les valeurs propres à cette Révolution, non parce qu'elles seraient mauvaises en soi, mais tout simplement parce que leur potentiel politique, économique et social serait épuisé, et qu'une saine gestion reposant sur ces valeurs ne serait plus envisageable. Autrefois en harmonie avec l'ordre des bouleversements socioéconomiques de l'Occident, ces mêmes valeurs seraient désormais désuètes et, surtout, inadéquates pour être compétitives dans un univers mondialisé où triompherait une autre forme d'économie.

C'est face à une telle rhétorique qu'il faut d'abord situer les discours que produit la revue *Égards* si l'on souhaite identifier sa spécificité argumentative, de même que la position qu'elle occupe parmi les contre-discours qui décortiquent actuellement les conséquences de la Révolution tranquille. Il faut noter que la structure argumentative des discours que l'on retrouve dans cette revue déplace le débat en posant que les effets néfastes de la Révolution tranquille étaient inévitables dès son commencement ; encore, en avançant que pour tous ceux qui comprennent les modifications profondes qu'impliquent ces valeurs, ce n'est pas l'usure actuelle de certains de ses principes qui est responsable d'une pluralité de dysfonctionnements, mais l'idée générale qui lui donna naissance et qui, dès 1960, justifia les innombrables mutations qu'elle produisit à l'intérieur de la société québécoise. Au lieu de raisonner sur les conséquences, la revue *Égards* développe une réflexion théologique sur ce que l'on présente comme l'essence de la Révolution tranquille de façon à mieux dégager les paramètres religieux qui seraient propres à ce bouleversement en vue de mieux les proscrire et les discréditer. De fait, les principes de la Révolution tranquille ne sont plus ici à rejeter en raison du nombre effarant de leurs effets pervers ; ils deviennent ontologiquement malsains ; ils s'avèrent, en soi, une abomination et, même, une hérésie, disent quelques-uns. Le règne « des fonctionnaires, demi-fonctionnaires, fournisseurs de l'État, syndicats, artistes subventionnés[3] » a été une « sorte de sida spirituel » (Gagnon, I, 2003, p. 53) pour le Québec. Depuis quarante ans, explique Jean Renaud, « nous subissons le joug paternaliste et jargonneur d'un sécularisme théocratique qui a bradé la société sans classes en faveur d'un multiculturalisme totalitaire imposé aux citoyens grâce à l'apport de techniques de persuasion confinant au lavage de cerveau » (Renaud, V, 2004, p. 8).

Nommée « intoxication » (I, 2003, p. 9), « âneries humanitaires » (Dantec, VI, 2004-2005, p. 82), « patois jargonnant de la novlangue péquiste » (Renaud, VI, 2004-2005, p. 25), cette idéologie aurait été martelée, année après année pendant au moins

3. « Déclaration fondamentale », *Égards. Revue de la résistance conservatrice,* Montréal, numéro I, 2003, p.10. À l'avenir, les références à cette revue seront indiquées, dans le corps du texte, de la manière suivante : nom de famille si indiqué, numéro de la revue en chiffres romains, numéro de page.

quatre décennies, autant par le « professeur tartuffe, le journaliste, la féministe ou le séide de l'idéologie homosexuelle » (Renaud, V, 2004, p. 16) de manière à rendre la production d'un contre-discours à peu près impossible. Précisons qu'autant les nuances que les euphémismes ne caractérisent en rien le style de cette revue. Ouvertement masculiniste, homophobe et islamophobe, *Égards* pose que le temps des demi-mesures est terminé. Contre l'hégémonie discursive qui sévirait toujours au Québec, tous les arguments deviennent permis. En fait, la destruction de ce monopole discursif est le but ultime de cette revue, sa propre raison d'être, le pourquoi de sa création en 2003.

1. Boulimie étatique et déresponsabilisation

Dès son origine et en raison même des principes sur lesquels elle s'appuie, la Révolution tranquille aurait permis, selon *Égards,* la mise en place d'un « État mammouth » qui a subverti, écrit Luc Gagnon, « nos institutions les plus fondamentales, le mariage, la famille, l'école, l'Église » (Gagnon, III, 2004, p. 7), mais qui a aussi permis la création d'un ensemble d'organismes, d'appareils étatiques, de concours et de subventions, de même qu'une colossale économie nationalisée à partir desquels se sont greffés des discours d'autolégitimation qui, très rapidement, ont pris des proportions dignes d'un régime totalitaire. Selon *Égards,* il faut être aveugle pour, à la fois, ne pas voir les conditions misérables du Québec d'aujourd'hui, ses faibles performances économiques, le recul de sa productivité, l'éclatement de ses familles, son système de santé en déroute, ses universités au seuil de la faillite et, surtout, pour ne pas les lier directement aux principes qui ont conduit à sa modernisation déficiente : « Seuls les journalistes de Radio-Canada et les prétentieux intellectuels bidon du Plateau sont assez stupides, clame Jean Renaud, pour ne pas s'être aperçus que la Révolution tranquille a lamentablement échoué » (V, 2004, p. 15-16). Les mots ne sont jamais assez forts pour décrire la décadence du Québec et l'urgence d'une révolution qui saperait pour toujours les bases de la Révolution tranquille. Numéro après numéro, le Québec est nommé « le maillon faible de l'Occident nord-américain » (Renaud, VI, 2004-2005, p. 37), le « fruit glauque de curés défroqués sur lequel est descendu l'Esprit maudit de l'abstraction » (Renaud, IV, 2004, p. 105), une terre de déchéance morale, un lieu où l'avortement a pris une telle proportion qu'il est désormais permis de parler de « drame génocidaire » (Gagnon, III, 2004, p. 100). Le socle sur lequel reposait la société québécoise s'est écroulé ; c'est pourquoi *Égards* se donne pour but de rapporter, classer et souligner les dégâts que laissèrent près d'un demi-siècle d'insouciance et de déchéance morale.

La question est maintenant de connaître la nature exacte des principes qui ont produit la Révolution tranquille et qui, aux yeux d'*Égards,* méritent de telles accusations, une si grande haine, un appel sans précédent à leur suppression radicale. Qu'est-ce que, selon Renaud, Gagnon, Bastien, Caldwell et les autres, cette fameuse Révolution tranquille ? Quelles sont ses racines, ses paramètres, ses incarnations ? Quelles sont ses principales caractéristiques ? Comment se définit-elle ? Pour *Égards,* et il n'y a pas de doute, la particularité première de la Révolution tranquille demeure la promotion de croyances diverses convergeant toutes vers le même point, c'est-à-dire la survalorisation de l'appareil étatique. Dès l'élection du gouvernement Lesage se mit

en branle la transformation de la société québécoise selon des principes qui reposèrent strictement sur une conception abstraite de la justice sociale, ce qui provoqua aussitôt un effritement des valeurs individuelles. « Nous appelons Révolution tranquille un effort étatique de modernisation qui a eu lieu au Québec au début des années 1960 » (Renaud, III, 2004, p. 15). Dans l'ordre des croyances, la première conséquence de ce changement fut, selon Jean Renaud, l'assimilation rapide du destin, de la grandeur, des progrès de la nation québécoise à un appareil gouvernemental « ventru, hypocrite, impudent [qui chercha] à légiférer, centraliser, contrôler les tenants et les aboutissants d'un destin national » (Renaud, III, 2004, p. 49). Peu à peu, selon *Égards,* cette modification radicale de la notion du politique a entraîné « une dépossession graduelle des prérogatives de la famille au profit d'un État de plus en plus envahissant » (Bastien, VI, 2004-2005, p. 10). D'un côté, l'individu se serait isolé pour évoluer dans « un monde sans héritage ni héritier » (Renaud, I, 2003, p. 39), aurait perdu toute notion relative au bien et au mal, ce qui l'aurait conduit à développer une morale s'appuyant sur un nominalisme radical confinant au solipsisme où il aurait fini par vivre en permanente « collusion avec le néant » (Renaud, I, 2003, p. 39). De l'autre, il aurait remis sa destinée entre les mains d'un appareil gouvernemental, il aurait cru, faute de mieux, au bien proposé par cet État moderne, aurait abdiqué sa foi et sa confiance pour se donner « à une structure mécanique », à « un être de pure raison » (Renaud, III, 2004, p. 20-21) qui, en échange, lui aurait procuré une éducation, des soins de santé, une retraite et un niveau de vie plus ou moins acceptables.

C'est ce rouage qui, d'une part, produit la dépossession et déresponsabilise et qui, d'autre part, repousse à l'infini les pouvoirs potentiels d'un appareil étatique qui apparaît, pour *Égards,* l'essence de la Révolution tranquille, ainsi que l'origine de ses inévitables perversions : « Dès lors, l'effritement de l'institution familiale a engendré un déficit de justice sociale que l'État n'aura jamais les moyens de combler » (Caldwell, IV, 2004, p. 11). Convertie au « sécularisme mou » (Bastien, VII, 2005, p. 17), projetant sur l'appareil étatique des pouvoirs dignes de ceux d'un démiurge, la population québécoise se serait laissé pulvériser, broyer, infantiliser par le système qui, justement, devait lui assurer une entrée glorieuse dans le monde contemporain. Cette « illusion » (Renaud, VII, 2005, p. 45), cette « soviétisation tranquille » (Renaud, I, 2003, p. 41), a produit le mirage d'une modernisation réussie là où, dans les faits, ne furent déployées que les multiples tentacules d'un État parasitaire et d'autant plus gourmand qu'il réussit à imposer la logique qui justifia son expansion.

Ainsi, de 1960 à aujourd'hui s'imposerait, selon *Égards,* un système étatique d'une rare rapacité, habile à maintenir en place la croyance que le gigantisme de ses innombrables ministères et autres organisations *ad hoc* serait non seulement profitable à tout un chacun, mais serait même leur incarnation la plus visible de par le monde, une sorte de totem néomoderne érigé au milieu d'une province de manière à affirmer haut et fort l'avènement de sa propre libération, de sa propre réussite, en d'autres mots, de sa sortie définitive de la noirceur et des affres de sa lointaine soumission. « D'intarissables technocrates pondeurs de rapports » (Renaud, I, 2003, p. 31) se seraient alors évertués à s'infiltrer dans la vie privée de chaque Québécois, à étatiser l'école, les soins de santé, les autoroutes, les garderies, à nationaliser diverses industries, la culture, le cinéma, la radio et, surtout, les ressources naturelles de manière à renforcer le pouvoir de l'État

et à l'autofinancer. Sous la pression d'une déresponsabilisation et d'un effritement de l'éthique individuelle est parallèlement apparue, de façon exponentielle, la croyance à la sacralité de droit collectif, à certaines obligations étatiques et à plusieurs pulsions législatives pour promulguer des lois contre la guerre, la violence, la pauvreté, la pollution, le sida, l'intolérance – autant d'actions qui ont eu pour effet d'affaiblir encore plus le pouvoir individuel, de renforcer celui de l'État et, surtout, d'instaurer cette illusion qui consiste à croire en la toute-puissance étatique face aux désordres humains : « [Pour les tenants] de la Révolution tranquille, le chemin vers une société meilleure réside non pas dans la pratique de vertus humaines mais dans le renforcement du rôle de l'État dont l'objet est justement de pallier la faiblesse de l'ordre social » (Bastien, II, 2003-2004, p. 45).

La logique sous-jacente à la Révolution tranquille produit une double perversion dont les mécanismes deviennent de moins en moins critiquables à mesure que les effets pervers détériorent de nouveaux domaines de la vie publique. Il semble tout à fait normal, toujours selon *Égards,* que se cristallisent autour de l'État québécois deux attitudes en apparence contradictoires qui proviendraient cependant d'un même principe : les plus crédules, les plus croyants, les nouveaux prêtres et coryphées de ce système revendiquent encore plus de pouvoir en faveur des structures gouvernementales, développent une haine sans limite et quasi religieuse qui relève de l'ordre du fanatisme, pour quiconque remet en question les capacités politiques de leur idole, de leur gigantesque totem et, encore, finissent par développer une vive attirance pour les idéologies postmarxistes, surtout celles qui s'organisent autour d'un État omnipuissant, que ce soit celui du protocole de Kyoto ou de l'universalisme onusien. Pour eux, l'État boulimique finira par accoucher d'un monde meilleur indépendamment des efforts de chacun et, surtout, là où la simple volonté individuelle ne saurait qu'échouer : « Trop de cerveaux ravagés par l'abstraction professent une croyance bizarre : la possibilité, pour le bien, de s'incarner dans la communauté, sans l'être, au moins en germe, dans les personnes qui la composent » (Renaud, I, 2003, p. 32). Corrélativement à cette attitude apparaît un effritement de la communauté, un désengagement civique face aux plates-formes politiques traditionnelles, une sorte d'insouciance indissociable d'un dépérissement des valeurs, une indifférence face aux dysfonctionnements allant de pair avec une morale de plus en plus permissive et un cynisme de plus en plus affiché ; corruption de la magistrature, scandale financier, travail au noir et népotisme de toute sorte. Pour *Égards,* le renforcement de l'appareil étatique va de pair avec le pourrissement de la société ; la déchéance morale entraîne un État boulimique, et vice versa. C'est pourquoi, explique Renaud, « plus nos mœurs se dégradent, plus le modèle québécois "national et social" est célébré » (VIII, 2005, p. 114). Dès lors, les politiciens traditionnels n'ont plus aucune raison de détruire cette dialectique « infernale » où les pires anomalies sociales ne produisent qu'un accroissement de leur pouvoir, de leur statut de démiurge et de leur importance nationale. La Révolution tranquille accouche de principes qui, loin de fournir un équilibre à la société québécoise, la jettent dans un bourbier où triomphent à la fois des perversions et les mécanismes qui en assurent la pérennité.

Ainsi, pour *Égards,* la compréhension de ce rouage permet d'expliquer un grand nombre de comportements sociaux qui autrement demeureraient inintelligibles. Puisque l'individu s'est dépossédé de son jugement moral pour le remettre à un tiers, tout est chambardé, tout est inversé. Cette logique se manifeste encore plus chez tous ceux qui sont attachés d'une manière ou d'une autre à ce gigantisme étatique et qui profitent « de la décomposition du tissu social » (Bastien, II, 2003-2004, p. 12). La Révolution tranquille n'a pas seulement produit un nouvel ordre politique, mais elle a aussi engendré chez ses bénéficiaires une nouvelle éthique, de nouvelles normes de conduite et de nouveaux principes sociaux :

> La grande question morale pour nos syndicalistes, c'est de savoir comment gagner plus en travaillant moins ; la grande question morale, pour un fonctionnaire, c'est d'avoir la permission de vampiriser la société civile chaque jour davantage. Et la grande question morale pour les intellectuels québécois, c'est de camoufler la gigantesque faillite du modèle québécois […] sous un océan de salive (Renaud, VI, 2004-2005, p. 26).

Voulant à tout prix rendre compte de cette imposture, la disséquer et la peindre sous toutes ses formes, *Égards* ne se limite pas à décrire les mécanismes sociaux et politiques qui seraient propres à la Révolution tranquille, mais cherche aussi à montrer en quoi, de par ses principes, elle est avant tout une révolution théologique aux conséquences encore plus néfastes qu'elles ne paraissent à la première analyse. Cet appareil étatique serait beaucoup plus qu'un système où règnent « les dépenses scandaleuses » et qui chercherait à « siphonner l'argent des citoyens véritablement producteurs pour les distribuer aux parasites humanitaires, féministes, syndicalistes et bureaucrates » (Gagnon, VIII, 2005, p. 90). « Les utopistes, les technocrates », souhaitent encore plus, explique Renaud, car ils veulent « régénérer l'homme sans le sang du Christ » ; ils veulent « une terre insolite, aplatie et vide, créée par des apprentis sorciers diplômés » (Renaud, VII, 2005, p. 39). C'est pourquoi, selon cette revue, le combat contre le « Léviathan québécois » doit « s'enraciner dans une mystique conservatrice » (Renaud, VI, 2004-2005, p. 38). La lutte devient religieuse étant donné que l'ennemi cherche à imposer de nouveaux rites et à sacraliser ce qui relèverait justement du profane. Pour *Égards,* l'État québécois, ses valeurs, sa novlangue soviétique que diffuse *ad nauseam* un système médiatique subventionné réaliserait, à l'intérieur des paramètres de la modernité consumériste et technocratique, le grand rêve des pélagiens de l'Antiquité tardive : le rejet de l'Ancien Testament, la croyance à l'incarnation temporelle de la vertu dans un système communautaire, la certitude de l'innocence des corps et de l'esprit, la recherche d'une harmonie sociale exempte de tension, une conception du mal comme entité contingente et accidentelle, sujette à une disparition prochaine en raison d'un effort commun. Qu'est-ce que la Révolution tranquille d'un point de vue théologique, demande *Égards* ?

> Croyance pélagienne s'il en est, affirmation de la capacité de l'humanité à se sauver elle-même, sans aucune aide, à dicter ses lois morales, sans être guidée par une révélation ni même par une loi naturelle extérieure à sa volonté ; négation extrême du péché originel ou de quelque tare indélébile qui en serait la traduction profane (Renaud, VII, 2005, p. 38).

Derrière les valeurs québécoises qui pullulent médiatiquement depuis quarante ans, *Égards* décèle, en plus du gigantisme affolant d'un système étatique, « un rejet de l'Ancien Testament, […] un subjectivisme négateur de la loi, dans lequel tension et

conflit sont évacués (une résurrection sans crucifixion), un christianisme thérapeutique et maternant » (Renaud, V, 2004, p. 63). Très vite, l'examen politique est relégué au second rang au profit d'une analyse religieuse qui reprend une partie de l'argumentation qu'utilisa jadis Augustin contre Pélage et Julien d'Éclane sur la nature du salut et sur un très conditionnel bonheur terrestre. Ce type d'argument n'est pas négligeable car, pour *Égards,* tous les combats contre les perversions de la Révolution tranquille finiront par échouer si cette analyse métapolitique est délaissée. Pour Renaud, Bastien, Dantec, Gagnon, tout demeure théologique ; c'est pourquoi, selon eux, la résistance doit d'abord être « spirituelle, métaphysique, morale et religieuse » (« Déclaration fondamentale », I, 2003, p. 12-13), comme on l'indique justement dès le premier numéro.

2. Révolte d'une jeunesse messianique et palingénésie

Égards n'insère pas seulement son analyse du malaise québécois à l'intérieur des paramètres d'une théologie augustinienne, mais argumente aussi l'urgence d'une contre-révolution à partir de constats apocalyptiques. Comme les idées d'ajustement ou de réforme sont inappropriées, compte tenu qu'elles reposent sur des compromis, c'est une refonte intégrale de la mentalité que l'on revendique dans cette revue. En fait, rares sont les numéros où les intersignes indiquant une possible disparition prochaine de la nation québécoise n'encouragent pas les chroniqueurs à hurler l'urgence d'une réinsertion de cette société à l'intérieur d'un ordre vertical. La Révolution tranquille a fait en sorte que les pires scénarios sont devenus possibles : « Sous le vernis craquelé d'un nationalisme inconsistant, notre nation, si elle ne réagit pas, cessera bientôt d'exister comme entité spirituelle et comme phénomène historique » (Renaud, III, 2004, p. 50-51). Sans une réhabilitation de la famille, sans une destruction de l'« État mammouth », sans une refondation religieuse de l'éthique individuelle, « la civilisation va tout simplement disparaître par effritement » (Caldwell, VII, 2005, p. 10). Comme les auteurs d'*Égards* postulent que ce sont surtout les vieilles générations qui profitent du gigantisme étatique dont elles sont véritablement les maîtresses et les profiteuses, elles projettent leurs espoirs sur « les jeunes entre 18 et 35 ans qui seraient dégoûtés par cette société inventée par des vieillards castrateurs » (Renaud, V, 2004, p. 16). Certes, concède-t-on, il sera ardu de désintoxiquer ces jeunes personnes, de les « dégager de leur hostilité envers la tradition » (« Déclaration fondamentale », I, 2003, p. 15), mais c'est là que se jouera l'avenir du Québec au XXIe siècle, le seul moyen de mettre fin à sa décadence morale et économique. Par-delà le discours politique, c'est l'espoir en une palingénésie que présente la revue *Égards* trimestre après trimestre, car la longue déchéance de cette société ne se terminera que grâce à une régénération spirituelle où la foi retrouvera ses antiques privilèges substitués depuis quatre décennies par un État imposteur. L'argumentaire que l'on retrouve dans cette revue pousse ainsi à l'extrême la logique inverse de celle dont elle rêve justement la destruction. Profondément religieuse, hostile à tout système égalitariste que produiraient la médiocrité et les contraintes d'un appareil gouvernemental anthropophage, la revue *Égards* propose l'aménagement d'un autre type de société où l'omniprésence du divin chapeauterait une organisation hiérarchique dans laquelle le savoir, la foi et les mérites personnels délimiteraient les différences. Même si ces analyses comportent en elles-mêmes leur

lot d'aveuglements, d'illusions et d'archaïsmes, même si elles semblent parfois provenir d'une autre époque, il reste que la revue *Égards* s'avère symptomatique de l'apparition d'un contre-discours qui se manifeste de plus en plus au Québec, contre-discours avec lequel l'élite politique actuelle et les vieilles générations devront tôt ou tard négocier :

> On ne peut changer ce qui a été. Les effets des erreurs, les dispositions nées des fausses doctrines, les communautés, les familles, les personnes blessées, rien ne se redresse en un jour. La nature se restaure lentement. Quarante années de grande noirceur et de falsification, desquelles nous sommes tous complices, s'achèvent (Renaud, VIII, 2005, p. 117).

Quatre décennies d'étatisation et de laïcité ont certes produit la modernité au Québec mais, aussi, des effets pervers et des ratés qui, en ce début du XXIe siècle, sont plus que jamais au devant de la scène. Cette modernisation indissociable d'une rhétorique ne semble plus, par ailleurs, apte à assurer son travail de régulation discursive, de sorte que de nouveaux discours contestent de plus en plus l'organisation qu'elle a fait naître. *Égards* est justement emblématique d'une contre-argumentation qui, comme les précédentes, comme celles qui s'opposèrent jadis à la « Grande Noirceur », manifestent à travers leurs hyperboles un refus général, un refus global, comme si la caractéristique première de l'histoire actuelle du Québec était d'être vouée, à très brève échéance, à la découverte d'une nouvelle orientation.

Références

Bastien, Richard (2005). « La désertification spirituelle », *Égards*, nº 7, printemps, p. 13-20.

Bastien, Richard (2004-2005). « Pour un nouveau Moyen Âge », *Égards*, nº 6, hiver, p. 7-13.

Bastien, Richard (2003-2004). « Le dogmatisme de la libre pensée », *Égards,* nº 2, hiver, p. 41-48.

Bastien, Richard (2003-2004). « Le mariage gai. Qui gagne ? Qui perd ? », *Égards,* nº 2, hiver, p. 7-13.

Bouchard, Gérard et Alain Roy (2007). *La Culture québécoise est-elle en crise ?*, Montréal, Boréal.

Bouchard, Lucien *et al.* (2006). *Pour un Québec lucide,* <www.pourunquebeclucide.com/documents/manifeste.pdf>.

Bergeron, Carl (2003). « Déclaration fondamentale. Pourquoi *Égards* ? », *Égards,* nº 1, automne, p. 7-16.

Caldwell, Gary (2005). « Pour que les Québécois puissent s'exprimer », *Égards,* nº 7, printemps, p. 7-12.

Caldwell, Gary (2004). « George Grant », *Égards,* nº 4, été, p. 7-30.

Dantec, Maurice G. (2004-2005). « Turbo-réaction », *Égards,* nº 6, hiver, p. 71-88.

Doyen, Frédérique (2007). « Les intellos dépriment », *Le Devoir,* 11 et 12 mars, <www.ledevoir.com/2007/03/10/134360.html>.

Dubuc, Alain (2006). *L'éloge de la richesse,* Montréal, Voix parallèles.

Gagnon, Luc (2005). « Le siècle, les hommes, les idées », *Égards,* nº 8, été, p. 89-92.

Gagnon, Luc (2004). « Égards ou l'entrée en résistance », *Égards,* nº 3, printemps, p. 7-9.

Gagnon, Luc (2004). « Claude Ryan, un catholique libéral », *Égards,* nº 3, printemps, p. 99-102.

Gagnon, Luc (2003). « La désagrégation culturelle du catholicisme québécois », *Égards,* nº 1, automne, p. 49-60.

Gélinas, Xavier (2007). *La Droite intellectuelle québécoise et la Révolution tranquille,* Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Kirk, Russell (1995 [1953]). *The Conservative Mind: From Burke to Eliot*, Washington, Regnery.

Legault, Josée (2007). « La Régression tranquille », <www.vigile.net/article6577.html>, 10 juin.

Marcotte, Johanne, avec la collaboration de Denis Julien (2006). *L'illusion tranquille,* documentaire, 72 minutes, <www.lillusiontranquille.com>.

Mes aïeux (2006). *Tire-toi une bûche,* Les Disques Victoire, VIC33728, novembre.

Renaud, Jean (2005). « Débats et polémiques. Du romantisme politique », *Égards,* nº 8, été, p. 103-124.

Renaud, Jean (2005). « Joseph de Maistre en Amérique », *Égards,* nº 7, printemps, p. 33-59.

Renaud, Jean (2004-2005). « De l'Amérique profane au Canada restauré », *Égards,* nº 6, hiver, p. 23-48.

Renaud, Jean (2004). « CHOI-FM, Jeff Fillion et la fin du modèle québécois », *Égards,* nº 5, automne, p. 7-18.

Renaud, Jean (2004). « L'affaire Gillet ou l'infamie d'une élite », *Égards,* nº 4, été, p. 103-105.

Renaud, Jean (2004). « La pensée politique de Soljenitsyne…(suite et fin) », *Égards,* nº 3, printemps, p. 41-58.

Renaud, Jean (2004). « L'idéologie homosexuelle », *Égards,* nº 5, automne, p. 59-70.

Renaud, Jean (2004). « Signification morale de la Révolution tranquille », *Égards,* nº 3, printemps, p. 15-22.

Renaud, Jean (2003). « La soviétisation tranquille », *Égards,* nº 1, automne, p. 31-48.

De la sortie de la religion à la sortie de la nation

Libres réflexions gauchetiennes sur le rôle de l'État au Québec

Serge Cantin

Résumé *Depuis la Révolution tranquille, l'État québécois se veut partie prenante de la nation québécoise, au point que celle-ci est devenue difficilement concevable en dehors de celui-là. Sans commune mesure avec la place qu'il occupait dans la société canadienne-française, l'État québécois a pris le relais de l'Église catholique comme soutien de la nation et comme foyer de son développement. Ce nouveau rôle de l'État par rapport à la nation entraîne cependant des conséquences contradictoires. D'une part, il est indéniable que la montée en puissance de l'État québécois a contribué à l'essor d'une nouvelle conscience nationale (le néonationalisme). D'autre part, il semble que le développement de l'État québécois en tant qu'État providence ait fonctionné un peu à la manière que décrit Marcel Gauchet dans* La religion dans la démocratie, *à savoir comme « un puissant agent de déliaison sociale et nationale », comme un ferment d'individualisme identitaire. En sécurisant (faussement) les francophones québécois, en les dispensant d'entretenir les appartenances religieuses, familiales et communautaires qui constituaient naguère les protections pour ainsi dire naturelles de leur nation, l'État québécois n'a-t-il pas contribué, à son corps défendant, à vider le concept de nation de ce qui faisait sa substance même ?*

Mon exposé se veut une exploration du thème « Modernité et religion au Québec à partir de l'œuvre de Marcel Gauchet », thème qui est celui d'un programme de recherche interdisciplinaire auquel je suis associé depuis quelques années déjà avec six autres chercheurs universitaires. J'insiste sur le fait qu'il s'agit ici d'une *exploration,* avec tout ce que ce mot implique de tâtonnements. Non pas tant que je doute que l'œuvre de Gauchet ait quelque chose à nous dire sur le Québec, auquel cas je ne me serais probablement jamais engagé dans le programme de recherche en question. Reste qu'il y a toujours quelque risque à faire parler un philosophe de ce dont il n'a lui-même jamais parlé, en l'occurrence de la société québécoise. Ceux et celles de ma « génération lyrique » se souviendront sans doute, et pour une fois sans grande nostalgie, de l'époque où l'on plaquait inconsidérément la grille marxiste de la lutte des classes sur la société québécoise. Aussi une certaine prudence est-elle de mise quand il s'agit de particulariser un cadre général d'interprétation comme celui qu'a développé Marcel Gauchet, notamment dans son maître-livre, *Le désenchantement du monde* (Gauchet, 1985)[1]. D'autant que je ne m'interdirai pas de faire intervenir d'autres lumières, celles en particulier de Fernand Dumont.

1. Préalable méthodologique

Cela dit, s'il est un thème gauchetien qui paraît devoir s'appliquer à la société québécoise, c'est bien celui, on ne peut plus central dans l'œuvre de Gauchet, de la « sortie de la religion ». Bien sûr, dans la mesure où cette sortie de la religion tend à se confondre chez lui avec « le mouvement même de la modernité », avec un « processus [qui] a affecté l'ensemble des sociétés occidentales, selon des formes diverses » (Gauchet, 1998, p. 7), on peut se demander si la forme particulière qu'a revêtue au Québec la sortie de la religion justifie que l'on s'y intéresse en tant que telle, et non pas seulement à titre d'illustration d'un processus général. On touche là, du reste, à un point extrêmement sensible de la méthode gauchetienne, à savoir l'articulation entre le transcendantal et l'empirique, ou entre la nécessité et la contingence. Du moment où, comme le postule Gauchet, toutes les sociétés sont appelées à sortir de la religion, la question est de savoir si leurs différentes manières d'en sortir, les différentes modalités sociétales ou nationales de la sortie de la religion, ne relèvent pas d'une contingence somme toute négligeable en regard de la nécessaire sortie de la religion. Réponse de Gauchet, que je tire de *La condition politique* :

> la vraie question est de faire à la contingence sa place *raisonnée*. Rien n'est plus facile que de l'invoquer. Il est autrement plus délicat et plus fécond d'élucider les modes de composition qui la lient à une nécessité qui n'est autre, en dernière instance, que le jeu des contraintes qui permettent à quelque chose comme une société d'exister (Gauchet, 2005, p. 199).

1. Il ne saurait être question ici de résumer, même à très grands traits, le contenu de cet ouvrage dense et exigeant. Je ne peux que renvoyer le lecteur peu familier avec l'interprétation gauchetienne de la religion à l'aperçu que lui-même en a donné au début de son ouvrage *La religion dans la démocratie* (Gauchet, 1998, p. 11-30). On consultera également *La condition historique* (Gauchet, 2003), livre d'entretiens où l'auteur retrace son parcours intellectuel et fait le point sur l'état de ses recherches.

Les contraintes dont Gauchet invoque ici le jeu sont des contraintes universelles, c'est-à-dire communes à toutes les sociétés et dont l'analyse ressortit à ce qu'il appelle une *anthroposociologie transcendantale*[2]. Pour le dire sommairement, toute société humaine ne serait possible, selon Gauchet, qu'à certaines conditions, qu'à partir d'un certain nombre d'« éléments » ou de « dimensions fondatrices » dont l'ensemble constituerait une matrice de possibilités sous-jacente à toute histoire. Cela n'implique pas cependant que tout serait déterminé à l'avance. Gauchet exclut au contraire le déterminisme au nom de ce qu'il appelle la « contingence raisonnée ». Mais toute la question est de savoir quelle place effective celle-ci occupe chez lui, autrement dit ce qu'il advient de l'événement dans son anthroposociologie transcendantale.

Lors du débat sur *Le Désenchantement du monde* qui s'est tenu à l'Institut catholique de Paris en 1986, en présence de Gauchet lui-même (Gauchet, 2004, p. 21-99), le philosophe Hubert Faës y allait de ce commentaire :

> Toute société est bien obligée de faire avec toutes sortes de conditions de fait qui ne sont pas forcément indispensables, ni non plus toujours défavorables, mais qui sont autant de contraintes non constitutives et extérieures. Dans la conception de Gauchet, ces conditions ne semblent pas jouer le rôle déterminant puisque les grandes options sont prédéterminées. Elles n'interviennent sans doute qu'au niveau d'options secondaires et de caractères accidentels des sociétés […] M. Gauchet semble ici ne rien retenir de la pensée de Marx qui insistait sur la nécessité de comprendre l'histoire à partir de la donnée de fait des conditions d'existence et non à partir d'une essence humaine définie *a priori* (Gauchet, 2004, p. 61).

Ce que Faës nous invite ici à considérer, il me semble, c'est l'existence d'un autre jeu de contraintes que celui, transcendantal et universel, auquel obéirait toute société humaine : un jeu de contraintes propre à chaque société particulière et qui délimiterait pour chacune la place irréductible de ce que Gauchet appelle la « contingence raisonnée ». Or c'est précisément à un tel jeu de contraintes, « non constitutives et extérieures », que me paraît correspondre le concept de *référence* chez Fernand Dumont, que ce dernier a surtout développé dans son ouvrage magistral paru en 1993, *Genèse de la société québécoise*[3].

La *référence* d'une société, ou d'une nation, n'est pas la réalisation d'une possibilité sous-jacente à son histoire et qui l'informerait *a priori* ; elle renvoie plutôt à des « contraintes non constitutives et extérieures » auxquelles cette société fut exposée dans son enfance…

> Au cours des premières phases du développement d'une collectivité sont mis en forme des tendances et des empêchements qui, sans déclencher la suite selon les mécanismes d'une évolution fatale, demeurent des impératifs sous-jacents au flot toujours nouveau des événements. Comme si l'histoire se situait à deux niveaux, les sédiments de la phase

2. Voir, à ce sujet, *La condition historique* (Gauchet, 2003, p. 46-60), ainsi que le chapitre 2 de la première partie d' *Un monde désenchanté ?* (Gauchet, 2004, p. 59-81).
3. Précisons que le concept dumontien de référence apparaît déjà dans *L'institution de la théologie. Essai sur la situation du théologien* (Dumont, 1987).

> de formation restant actifs sous les événements des périodes ultérieures. De sorte qu'en accédant à cette couche profonde de l'histoire on aurait la faculté de mieux appréhender la signification du présent (Dumont, 1993, p. 331).

Ces « impératifs sous-jacents au flot toujours nouveau des événements » ne sont pas d'ordre transcendantal ; ils correspondent eux-mêmes à des événements pour ainsi dire originaires, survenus aux premiers temps d'une société et qui continuent de peser sur elle sous la forme de « tendances » et d'« empêchements ». Ces événements originaires ne marqueraient-ils pas la place de ce que Gauchet appelle « la contingence raisonnée », mais une place beaucoup plus grande que celle qu'il semble prêt à lui reconnaître en théorie ?

Je dis en théorie car, un peu comme le Marx du *Dix-huit brumaire* ou des *Luttes de classe en France,* Gauchet fait lui-même une grande place à la « contingence raisonnée » quand il s'efforce d'appliquer son modèle transcendantal de la sortie de la religion, comme c'est le cas dans *La religion dans la démocratie,* où il s'attache à rendre compte d'un cas particulier de sortie de la religion, celui dont son propre pays, la France, fut le théâtre.

Je voudrais, dans un premier temps, présenter les grandes lignes de l'interprétation que Gauchet propose de la sortie française de la religion, afin de mieux faire ressortir ensuite, par comparaison sinon par contraste, la spécificité de la sortie québécoise de la religion.

2. La sortie française de la religion : la laïcité

C'est la *laïcité* qui, selon Gauchet, représente la voie singulière qu'a empruntée en France la sortie de la religion : la laïcité en tant qu'elle s'inscrit en profondeur dans l'histoire politique de la France, de l'État français.

Gauchet distingue deux grandes phases dans cette histoire, dans ce « parcours de la laïcité ». La première phase, qu'il appelle « absolutiste », correspond à la période qui va, en gros, de l'Édit de Nantes, qui met fin aux guerres de religion, jusqu'à la Révolution et à la Constitution civile du clergé. La seconde phase, qu'il appelle « libérale et républicaine », couvre la période qui s'étend du Concordat napoléonien jusqu'en 1975 environ, alors que se produit, selon Gauchet, une « mutation générale, mondiale, de nos sociétés » (Gauchet, 1998, p. 31), sur laquelle je reviendrai.

La première phase, absolutiste, se caractérise par « une autonomisation du politique », mais une autonomisation qui s'accomplirait « sous le signe d'une subordination (religieuse) du religieux » (Gauchet, 1998, p. 34), ce dont témoignerait cette formation de compromis qu'est la monarchie de droit divin. Dans la seconde phase du parcours de laïcité, cette subordination encore religieuse du religieux au politique va laisser place à une séparation graduelle du religieux et du politique, des Églises et de l'État, que viendra sanctionner la *Loi de séparation* de 1905. Or c'est, selon Gauchet, dans cette séparation et surtout dans l'antagonisme entre l'Église et l'État que la politique va trouver, en France, « le ressort de sa magnification ». Autrement dit, c'est à travers et grâce à son affrontement séculaire avec la religion que l'État français, la République,

aurait développé ses valeurs propres, laïques, et ce jusqu'à conférer à la laïcité une signification transcendante. Cela, paradoxalement, expliquerait la crise politique que traverse aujourd'hui la France ; elle découlerait du triomphe même de la laïcité. En l'emportant finalement sur son adversaire, le parti de l'autonomie aurait perdu le repoussoir qui lui permettait de s'affirmer. Vers 1970, en France, « la politique a perdu, écrit Gauchet, l'objet et l'enjeu qu'elle devait à son affrontement avec la religion » (Gauchet, 1998, p. 64).

3. La sortie québécoise de la religion

En regard de cette interprétation que Marcel Gauchet propose de la sortie de la religion en France, tâchons maintenant de comprendre comment a bien pu s'opérer la sortie de la religion au Québec.

Premier constat, première évidence : la sortie québécoise de la religion s'est faite à la fois beaucoup plus tardivement et beaucoup plus rapidement qu'en France. Alors que là-bas, comme on vient de le voir, le processus de sortie de la religion s'est accompli progressivement et par étapes sur une période de trois siècles et demi, on peut dire sans trop exagérer qu'au Québec la sortie de la religion ne s'est pas faite avant le milieu du XXe siècle, et d'une manière pour le moins accélérée. En l'espace d'une quinzaine d'années, de religieuse qu'elle était dans sa structure même, la société québécoise est devenue une société, sinon totalement laïcisée, du moins postreligieuse. Cela s'est traduit notamment, comme on le sait, par un déclin spectaculaire de la pratique religieuse chez les catholiques. Je n'insiste pas ici sur des faits qui sont bien connus, mais qui demeurent aujourd'hui encore assez mal compris. Comment en effet expliquer cette sortie si tardive de la religion ? Bien sûr, par l'emprise qu'exerçait la religion, en l'occurrence l'Église catholique, sur cette société. Mais cette réponse ne fait au fond que repousser plus loin la question : pourquoi l'Église catholique a-t-elle pu exercer pendant si longtemps son emprise sur cette société ?

À cette dernière question, Fernand Dumont répondait : parce que l'Église « a fourni un squelette à une société impuissante à s'en donner un autre. Plus encore, le catholicisme a été l'un des traits distinctifs, le principal peut-être, de notre nationalité au point de se confondre avec sa culture » (Dumont, 1995, p. 222). Pendant plus d'un siècle, en effet, la religion catholique et la culture canadienne-française constituèrent une sorte d'union sacrée, de bloc monolithique en mesure de résister à un environnement anglo-protestant hostile. Dans ce dessein, l'Église, loin de rendre à César ce qui est à César, fut amenée à occuper des domaines ailleurs dévolus à l'État, de l'éducation à l'assistance sociale en passant par la colonisation et l'organisation professionnelle. En d'autres termes, selon l'expression convenue, l'Église catholique a rempli dans la société québécoise (ou plutôt canadienne-française) un rôle de *suppléance* ; elle a suppléé à l'absence du politique, à l'absence de l'État. Mais, objectera-t-on, cette société n'était-elle pas depuis 1791 soumise à l'autorité d'un État fort, et qui s'est lui-même dédoublé en 1867 ? Sans doute ; mais force est de reconnaître que cette structure étatique n'informait pas de l'intérieur la société canadienne-française ; ce qui structurait celle-ci, ce qui lui donnait sa cohésion et sa direction, c'était l'Église, qui, à travers l'école et la famille, ces deux grandes institutions dont elle avait le contrôle, diffusait son idéologie, l'idéologie de la *survivance,* qui servait de *référence* à cette société, un

peu comme l'idéologie de la laïcité servait à la même époque de référence à la société française. Sauf que si, en France, la laïcité s'enrichissait (politiquement) de son affrontement avec la religion, la survivance canadienne-française, elle, ne faisait au contraire que s'appauvrir de sa trop grande dépendance à l'égard de la religion. Certes, il y eut ici, au XIXe siècle, un affrontement entre le parti de l'autonomie et le parti de l'hétéronomie, entre l'Église et les libéraux-républicains ; mais on sait comment s'est terminé cet affrontement, notamment avec la fermeture de l'Institut canadien de Montréal, qui signait la victoire de l'Église. Dès lors, ce qui va régner pendant presque un siècle au Québec et, plus largement, au Canada français, c'est ce que l'on a appelé l'idéologie clérico-nationaliste, qui définit une nationalité essentiellement culturelle et apolitique, c'est-à-dire, comme l'a bien montré Fernand Dumont, *une nationalité de compensation* : « On se console par en haut de ce qui a été perdu par en bas » (Dumont, 1993, p. 277)[4]. Ce qui a été perdu par en bas, ce qui a été perdu avec la Conquête, l'échec des Rébellions, l'Acte d'Union, la Confédération, la politique impériale, etc., c'est la maîtrise du politique, c'est l'État, ni plus ni moins.

Quant à l'Église, si elle a triomphé, son triomphe fut sans péril et, malgré toutes ses pompes, sans gloire véritable, à défaut d'adversaire qui l'eût forcée à développer, affiner et actualiser son discours idéologique. Aussi cette Église catholique triomphaliste va-t-elle, au tournant des années 1960, s'effondrer comme un château de cartes, sans offrir la moindre résistance ou la moindre alternative au discours libéral, voire libertaire, de la Révolution tranquille. C'est ce que Gilles Labelle a appelé, dans un article récent, « la liquéfaction du parti de l'hétéronomie », liquéfaction qui va provoquer non pas l'atténuation de « la colère antithéologique », mais, au contraire, son exaspération (Labelle, 2006). Comme si le profond ressentiment accumulé contre l'Église avait finalement trouvé, en 1960, son exutoire ; comme si les Québécois avaient soudain pris conscience qu'on les avait toujours trompés, mystifiés. D'où le procès du passé canadien-français[5], que continuent d'ailleurs d'instruire certains de nos intellectuels les plus renommés, qui ne comprennent toujours pas que la mythologie de la survivance n'a rien de méprisable, qu'elle est tout ce que notre « petit peuple » (comme disait le chanoine Groulx) a pu trouver pour persévérer dans son être.

Ce que j'essaie ici d'expliquer, c'est la rapidité avec laquelle la collectivité québécoise est sortie en même temps de la religion (catholique) et de la nation canadienne-française dont la première constituait la matrice. Reste que, tout au long de la Révolution tranquille, cette sortie, ou cette double sortie (de la religion catholique et de la nation canadienne-française) s'était voulue une ouverture, la réalisation d'une promesse longtemps différée et que l'on croyait enfin réalisable, celle de « raccorder ce que la survivance avait dissocié, [de] réconcilier la communauté nationale avec un grand projet politique », pour citer encore une fois Fernand Dumont (1993, p. 335).

---

4. Dumont va jusqu'à affirmer : « L'avènement de la nation dans le discours [canadien-français] se produit, en quelque sorte, sous la pression de l'autre société et au corps défendant des élites. Tout se passe comme si les Canadiens[-français] étaient contraints de se reconnaître comme une nation » (Dumont, 1993, p. 167).
5. Voir, à ce sujet, les ouvrages de Jacques Beauchemin, *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois* (Beauchemin, 2002), et de Joseph Yvon Thériault, *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec* (Thériault, 2002).

4. L'État québécois comme opérateur de la sortie de la nation

L'État québécois qui s'affirme avec la Révolution tranquille a incarné la figure même de cette promesse. Sans commune mesure avec la place qu'il occupait dans la société canadienne-française, l'État a pris le relais de l'Église catholique comme soutien de la nation et foyer de son développement. Ce nouveau rôle de l'État par rapport à la nation a cependant entraîné des conséquences contradictoires. S'il est indéniable, d'un côté, que la montée en puissance de l'État québécois a favorisé l'essor d'une nouvelle conscience politico-nationale, le néonationalisme québécois, tout semble indiquer, d'un autre côté, que le développement de l'État québécois en tant qu'État providence a fonctionné un peu à la manière que décrit Marcel Gauchet dans *La religion dans la démocratie,* à savoir comme « un puissant agent de déliaison sociale et nationale », comme un ferment d'individualisme identitaire. D'après Gauchet, l'État providence, « en sécurisant les individus, les a dispensés de l'entretien des appartenances familiales ou communautaires qui constituaient auparavant d'indispensables protections » (Gauchet, 1998, p. 68-69). Comme le souligne pour sa part Jacques Beauchemin dans *La société des identités,* l'État providence libère « un formidable potentiel d'émancipation » porteur d'une représentation nouvelle de la citoyenneté qui évacue l'idée d'un sujet politique unitaire ou totalisant (Beauchemin, 2004, p. 46). Et c'est de ce vide creusé au cœur du collectif par l'individualisme contemporain que se nourrit insatiablement la « démocratie des identités », laquelle constitue une menace pour la démocratie elle-même.

Dans la démocratie des identités, souligne Gauchet, l'État « ne précède plus, il suit. D'où, ajoute-t-il, le sentiment qu'il peut donner d'un immense appareil tournant à vide, sans plus savoir où il va ni à quoi il sert » (Gauchet, 1998, p. 116). N'est-ce pas précisément ce sentiment que nous inspire désormais l'État québécois, qu'il soit sous la gouverne du Parti québécois ou du Parti libéral de Jean Charest ? L'État québécois ne précède plus la société québécoise, comme il le faisait dans les années 1960 : il la suit, il suit les courants de la société civile, c'est-à-dire ceux de l'économie qui veillent au *développement durable d'une société des identités*[6].

Qu'advient-il, dans ce contexte, de la nation, et plus particulièrement de la nation francophone du Québec ? Que devient le projet révolutionnaire-tranquille de donner enfin un État à cette nation, de réconcilier ce que la survivance avait dissocié ? Ce projet est-il même concevable dans les termes du nationalisme civique qui voit dans la nation le résultat d'un contrat entre individus déliés ? Ce n'est évidemment pas un hasard si le nationalisme québécois s'est lui-même largement converti ces dernières années aux vertus civiques. Une fois de plus, nous avons suivi le mouvement de l'histoire. Non pas de notre histoire à nous, laquelle eût exigé que nous raccordions ce que nos ancêtres avaient été forcés de dissocier pour survivre, pour traverser l'hiver de la survivance. Nous avons plutôt suivi l'histoire du Canada *from coast to coast* revue et

6. « Il m'arrive de penser, disait Fernand Dumont dans *Raisons communes,* que la société québécoise redevient conservatrice […] L'obsession de la gestion est le signe le plus clair de ce nouveau conservatisme ; il paralyse les institutions, il engourdit la collectivité tout entière » (Dumont, 1995, p. 22).

corrigée, il y a maintenant plus d'un quart de siècle, par Pierre Elliott Trudeau, avec son multiculturalisme, sa *Charte des droits et libertés* et sa Constitution dont le Québec demeure toujours exclu.

« Accéder à l'universel, c'est d'abord choisir soi-même la porte d'entrée », écrivait en 1971 Fernand Dumont dans *La Vigile du Québec* (Dumont, 2001). Devant l'impasse politique où nous nous trouvons aujourd'hui en tant que collectivité nationale, il m'arrive de penser que nous nous sommes trompés de porte d'entrée en 1960, et que nous ne sommes au fond jamais vraiment sortis de la survivance, si nous ne sommes pas en train de nous y enfermer une fois pour toutes, sans la religion qui donnait à cette survivance un bien pauvre sens sans doute mais un sens tout de même. Qu'eût-il donc fallu pour sortir de la survivance ? Peut-être d'abord que nous l'assumions, que nous nous réappropriions le sens de notre histoire, de ce passé canadien-français dont on devrait savoir bientôt s'il portait en lui la promesse d'un avenir.

Références

Beauchemin, J. (2004). *La société des identités. Éthique et politique dans le monde contemporain,* Outremont, Athéna.

Beauchemin, J. (2002). *L'histoire en trop. La mauvaise conscience des souverainistes québécois,* Montréal, VLB.

Dumont, F. (2001). *La Vigile du Québec,* Montréal, Bibliothèque québécoise (édition originale : Montréal, Hurtubise HMH, 1971).

Dumont, F. (1995). *Raisons communes,* Montréal, Boréal.

Dumont, F. (1993). *Genèse de la société québécoise,* Montréal, Boréal.

Dumont, F. (1987). *L'institution de la théologie. Essai sur la situation du théologien,* Montréal, Fides.

Gauchet, M. (2005). *La condition politique,* Paris, Gallimard.

Gauchet, M. (2004). *Un monde désenchanté ?,* Paris, Les Éditions de l'Atelier.

Gauchet, M. (2003). *La condition historique,* Paris, Stock.

Gauchet, M. (1998). *La religion dans la démocratie. Parcours de la laïcité,* Paris, Gallimard.

Gauchet, M. (1985). *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion,* Paris, Gallimard.

Labelle, J. (2006). « Sens et destin de la colère antithéologique au Québec après la Révolution tranquille », *Diversité et identités au Québec et dans les régions d'Europe,* sous la direction de J. Palard, A.-G. Gagnon et B. Gagnon, Québec, Les Presses de l'Universitié Laval, et Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, p. 337-364.

Thériault, J.Y. (2002). *Critique de l'américanité. Mémoire et démocratie au Québec,* Montréal, Québec Amérique.

D Politique urbaine

Tradition and Modernity in the Montreal Megacity

Robert K. Whelan
Richard Vengroff

Tradition and Modernity in the Montreal Megacity

Robert K. Whelan
University of Texas, Arlington

Richard Vengroff
Kennesaw State University

Abstract *Tradition and modernity provide useful contrasts for the urban social sciences. The authors identify four broad historic trends in urban politics: village politics, machine politics, reform politics, and post-reform politics. While we are clearly in the post-reform era, all four forms still exist in a large metropolitan area such as Montreal. We briefly discuss three cases illustrating the above: 1) the Montreal arrondissements; 2) the budget crisis in Longueuil; and 3) the agglomeration councils. We conclude that some positive developments have emerged from the creation of megacities.*

The theme of this volume is tradition and modernity in contemporary Quebec. We thought it would be interesting to explore tradition and modernity by first looking at broad trends in urban politics. Then, we would see how these trends fit current patterns of urban politics in the Montreal Metropolitan Region. In brief, we will address three cases: 1) the Montreal boroughs (*arrondissements*), 2) the budget crisis in Longueuil, and 3) the agglomeration council. We will try to come to some conclusion about how we achieve cooperation in today's complex urban communities.

Stone, Whelan, and Murin (1986) sketched a sequence of four basic patterns in local politics. These four patterns – village, machine, reform, and post-reform – are abstractions from real-world complexity. Obviously, living urban communities mix political patterns. In tracing urban political patterns, we follow two basic themes. One is the trend from a traditional to a modern outlook. The second is people's interest orientation, the stakes of community governance. Do people focus on common interests, or competing interests? Again, these are tendencies. The four styles that we delineated are:

- Village politics: traditional approach, common interests;
- Machine politics: traditional approach, competing interests;
- Reform politics: modern approach, common interests;
- Post-reform politics: modern approach, competing interests.

In village politics, conflict is managed by social disapproval. Informal decision-making procedures develop, which lead to community consensus. Village local government usually has a caretaker nature. Machines manage conflict by emphasizing the needs of the political party, and by privatizing the law. Growth and development interests were promoted under machine rule. Reform politics wanted to keep decision-making away from partisan and ward interests. Reform aimed at professional public administration. In the post-reform era, a variety of groups have tried to restructure the provision of local government service. Sometimes, the restructuring has been a necessity because of fiscal crises, and the elimination of programs. We will comment briefly on each style in turn.

1. Styles of Urban Politics

1.1. Village Politics

Small-town politics is usually that of relatively homogeneous and stable communities, in which relationships tend to be personal and informal. Generally, conflict is frowned upon, as the politics is that of consensus. The emphasis is on frugality and caretaker government. People don't want to offend others, because they have to live with them over a long period of time. Conformity is the usual result, although sudden growth can disrupt traditional patterns of village politics. The classic study illustrating this pattern is Vidich and Bensman's *Small Town in Mass Society* (1958). Perhaps some places in Quebec are like this, although Miner's *Saint Denis* (1939) and Hughes' *French Canada in Transition* (1943) indicated a livelier, more conflicted local politics.

In looking at metro Montreal, some of the smaller communities on the West Island and on the South Shore exhibit village politics patterns, even today. Places such as Hampstead and Montreal West might be examples.

1.2. Machine Politics

This is a politics pattern dependent on personal contact. The machine is comprised of office holders and a party organization. In turn, the machine needs private businesses seeking favors. Machines offer specific and material inducements, in organizational theory terms. Machine politics is a competitive politics, with different party factions, and ethnic groups seeking power. Machines have a non-ideological orientation toward policy. Over the last half-century, we note a decline in machine politics in the US, as machines were overwhelmed by change and complexity.

Can we discuss urban politics in Canada, especially Quebec, in the same terms that we discuss it in the US? Alan D. DiGaetano (1988, pp. 247, 263-264), a leading scholar in comparative urban politics, believes that we can refer to machine politics in Montreal, at least. Harold Kaplan's book (1982) on Montreal, Toronto, and Winnipeg on the past history and machine politics in Montreal is very convincing. Anyone familiar with the political career of former Montreal mayor Jean Drapeau will recall his cleanup of Montreal politics after his first election in the 1950s. The merger of city governments on the island of Montreal, implemented by the Parti québécois (PQ) government in 2000, intended to bring governmental efficiency, and to eliminate machine style politics, among other goals. Machine politics is a very hardy form of politics pattern. While political machines have declined, machine politics is still with us. In post-merger Montreal, there have been several instances of bribery and corruption, some at City Hall and some in the boroughs.

1.3. Reform Politics

Reform creates a new and more impersonal style of governance. Modernists are oriented more toward the larger community, using universal principles and general considerations. Reformers prefer more scientific and abstract approaches to problem-solving, when they are available. In the US, urban reform is associated with particular institutions: the council-manager system, at-large elections, and the non-partisan ballot. Reformers believe in a unitary public interest, and they think they know what it is. They see technical problem-solving as the central task of local government. Politics is something to be minimized. Expertise should rule over politics, whether in hiring by merit systems, the council-manager system, etc.

In the demerger situation in Quebec, the reform mentality appears evident in several ways. One way is in the Quebec provincial government's decision to force mergers, the stringent criteria for winning demergers, the decisions since demergers. In many cases, the technocrats in the Quebec Department of Municipal Affairs are said to have a great influence. Another way is found in the many positions taken by the Montreal city government. Indeed, Mayor Tremblay of Montreal might be characterized as a prototypical technocrat.

1.4. Suburban Politics

Suburban politics might be called a specialized variant of reform politics, in which social homogeneity is reinforced by political independence. Suburbs usually have nonpartisan systems, with the council-manager form of government. At the same time, they believe in "grassroots democracy" on important issues (zoning and land use). In suburbia, political disputes should be settled by consensus. But conflicts do arise, on land use issues in particular. Issues concerning the public schools are also of high salience in suburbia. Considerable literature exists on suburbia, and its relation to conservative political movements in the US (Oliver and Ha, 2007; Kruse and Sugrue, 2006). This literature is paradoxical. Suburbs, especially affluent ones, are thriving centers of the "good government" reform ethos of modernization, of "cosmopolitanism", but, in many ways, suburbanites are highly provincial. They want small, stable, and homogeneous communities and resist costs and change.

Politically, this is really where we can place the demerger people, both anglophone and francophone. Several well-informed observers of Montreal politics characterize the demerger movement as middle-class suburban politics (Boudreau, 2003; Sancton, 2006). These are middle-class homeowners, always a potent force in suburban politics. Demerger politics can be placed in a classic context of « bourgeois » politics in suburbia (Fogelson, 2005).

1.5. Post-reform Politics

The post-reform era saw the political awakening of new groups (e.g., the poor, public employees, African-Americans, other minorities) in urban politics. These groups challenged the notion of a unitary public interest, especially one centering on the economic development of downtowns. In the 1960s and 1970s, service-providing agencies became the target of efforts to make local government more responsive and effective. A high degree of overt political and social conflict occurred, and was often encouraged by some of the new political actors. Militant community organizations were active in many cities. The idea emerged that various segments of society needed their own advocates in professional fields, such as law and planning. Over the years, cities devised a number of solutions to deal with problems at the "grassroots" level. These included decentralization of services, neighborhood planning units, and "little" city halls. The best example at the local level in Montreal after demerger is the system of boroughs.

2. Case Studies

2.1. Boroughs in Montreal

Since the 1960s, many scholars and practitioners who favored a centralized metropolitan government have called for governance below the citywide level. Jane Jacobs (1961) suggested the need for administrative districts in a big city such as New York or Montreal. The Committee for Economic Development, a business group, retreated from its original position in favor of centralization, and conceded the need for sub-citywide governance (Stephens and Wikstrom, 2000, pp. 44-45, 117-118).

Created by Mayor Tremblay's administration after the demerger, boroughs review the implementation of city policies, identify specific problems in their immediate areas, and act as sounding boards for the local population before issues reach the larger city councils. In some borough agendas we examined, local issues in Notre-Dame-de-Grâce and Plateau Mont-Royal included the removal of snow, neighborhood noise levels, bicycle use on sidewalks, and the city's planning process. Admittedly, these are very parochial concerns. They are also typical citizen complaints in any large North American city. The boroughs have created a niche for themselves in the planning process. One example of this occurred in Beaconsfield-Baie-d'Urfé in the spring of 2005. The subject was a major development project in the borough, said by its critics to intrude on the island's diminishing green space. Particular concerns were the amount and the regulation of traffic created by the proposed project. Opponents offered to purchase a significant amount of property for a wildlife habitat. Environmental groups, the city government, and the provincial government were all represented at the borough-level hearings. Perhaps this is a "good news, bad news" situation, depending on one's perspective. The scope of conflict is widened to include interest groups and governmental actors beyond the borough level. At the same time, Beaconsfield and Baie-d'Urfé have seemingly lost the autonomy they had in the land-use process when they were independent cities.

The boroughs have a political role, also. An examination of the agendas of monthly meetings in Côte St. Luc-Hampstead-Montreal West in 2005 shows the evolving public role of the boroughs. After demerger, prospective officeholders appeared often at the meetings. Cooperation in problem-solving was pledged by all, and everyone recognized the necessity of working with other boroughs. Borough councils hold regular public meetings each month, usually on set days. Councils are small, five is a typical number of councillors. In Montreal, borough councils include the city council member from the area, and borough councillors, and representatives of the city service agencies attend the meetings. Like many other public meetings, borough meetings are collegial, but they can be contentious. There is, generally, a thirty-minute question period in each meeting. Topics covered include: street cleaning and garbage collection, social housing, transport, traffic (speed and noise), public and personal safety, parks, pets (especially dogs), and new businesses. Our observations indicate that attendance and participation by visible minorities is low. There are few elected councillors of color and/or who directly come from "new immigrant" groups. Overall, boroughs may have an influence, especially on planning and zoning matters. This influence, however, is usually negative. For example, Ville-Marie (Central Business District) councillors stopped a building proposal by Concordia University, which exceeded the height limit. Still, the boroughs are greatly limited in their powers. Ultimately, they depend on the megacity council for their budget, and they have no independent taxing authority of their own.

2.2. The 2006 Longueuil Budget

The battle over the 2006 budget in Longueuil is indicative of the problems of demerger. During the first seven months of 2006, Longueuil and its four demerged municipalities – St. Bruno de Montarville, Brossard, Boucherville, and St. Lambert – were not able

to agree on a budget. The adjudicating body, the Quebec Municipal Commission, imposed a $240 million budget, which was essentially the same as the original budget proposal by the city of Longueuil. The four demerged cities claimed a victory because the budget was $16 million less than the original amount proposed, and tax raises were less severe than in the original budget. Overall, if this is a victory for the demerged cities, it's a small one.

2.3. Agglomeration Councils

The agglomeration council consists of the mayors of Montreal and the reconstituted, demerged municipalities and an equal number of Montreal councillors chosen by the Mayor of Montreal. The 50-50 split is deceptive. Under a weighted population system of voting, the city and its representatives hold 87.3% of the voting rights on the agglomeration council. Since January 2006, when the demerger went into effect, the mayors of the demerged municipalities have boycotted meetings, and walked out of meetings. These actions are meant as a protest of their weakness on budgetary matters. The boycotts have not been limited to Montreal and the West Island. South Shore mayors in the Longueuil agglomeration have also boycotted meetings. The provincial government proposed a bill changing the tax structures and city responsibilities in the spring of 2007. Mario Dumont, the head of Action démocratique du Québec (the minority party in the National Assembly), had said during the 2007 provincial election campaign that he would scrap agglomeration councils if elected to office. Ongoing controversies related to the agglomeration councils raise difficult questions of tax equity and political representation.

Conclusion

How do we obtain cooperation in cities? How do things get done? Montreal is a city of visible, well-known accomplishments: the 1967 Expo and the 1976 Olympics, to name a few. At the same time, the city (like other comparable cities in the northeastern and midwestern US) has had long-standing problems of poverty and unemployment related to deindustrialization. Government initiatives to deal with these problems have had mixed results. In Montreal, there have been major economic initiatives at the regional level, promoted by the regional economic development agency, Montreal International. These efforts have focused on the attraction of high-tech industries and international agencies, in particular. The city has had a varied sequence of mayors with different skills and interests: Drapeau, Doré, Bourque, and Tremblay.

The big question, for political scientists, is how do you bring together politics, the market, and civil society? Change is a central concern in cities. In Canada, including Montreal, there is a much greater concern about a social agenda. Who will carry this out? In a neoliberal city, community groups will be a larger part of this. In assessing tradition and modernity, as reflected in Montreal's mergers and demergers, we can find a few encouraging developments. First, local groups have been able to limit excesses in physical development, as indicated in Baie-d'Urfé and Ville-Marie. Second, the boroughs show promise as vehicles for effective participation. They are an interesting experiment in connecting citizens to service deliverers. Third, the mergers and

demergers have helped in keeping traditional, patronage-based politics at bay. Modernizing projects of this type encourage professionalism in planning, economic development, and other governmental functions.

References

Boudreau, Julie-Anne (2003). "The Politics of Territorialization: Regionalism, Localism, and other isms… The Case of Montreal", *Journal of Urban Affairs,* Vol. 25, No. 2, pp. 179-199.

DiGaetano, Alan (1988). "The Rise and Development of Urban Political Machines: An Alternative to Merton's Functional Analysis", *Urban Affairs Quarterly,* Vol. 24, No. 2, pp. 242-267.

Fogelson, Robert M. (2005). *Bourgeois Nightmares: Suburbia, 1870-1930*, New Haven, Yale University Press.

Hughes, Everett C. (1983 [1943]). *French Canada in Transition,* Chicago, University of Chicago Press.

Jacobs, Jane (1961). *The Death and Life of Great American Cities,* New York, Random House.

Kaplan, Harold (1982). *Reform, Planning, and City Politics: Montreal, Winnipeg, and Toronto,* Toronto, University of Toronto Press.

Kruse, Kevin M. and Sugrue, Thomas J. (dir.) (2006). *The New Suburban History,* Chicago, University of Chicago Press.

Miner, Horace (1963). *Saint Denis: A French-Canadian Parish,* Chicago, University of Chicago Press.

Oliver, J. Eric and Ha, Shang E. (2007). "Vote Choice in Suburban Election", *American Political Science Review,* Vol. 101, No. 3, pp. 393-408.

Sancton, Andrew (2006). "Why Political Amalgamations? Halifax, Toronto, Montreal", in Robert Young and Christian Leuprecht (dir.), *Municipal-Federal-Provincial Relations in Canada,* Montreal and Kingston, McGill-Queen's University Press, pp. 119-137.

Stephens, G. Ross and Wikstrom, Nelson (2000). *Metropolitan Government and Governance: Theoretical Perspectives, Empirical Analysis and the Future,* New York, Oxford University Press.

Stone, Clarence N., Whelan, Robert K., and Murin, William J. (1986). *Urban Policy and Politics in a Bureaucratic Age,* second edition, Englewood Cliffs, NJ, Prentice-Hall.

Vidich, Arthur J. and Bensman, Joseph (1958). *Small Town in Mass Society,* Princeton, Princeton University Press.

II LA QUESTION DE LA LANGUE AU QUÉBEC

A. Statut de la langue française au Québec

B. Langue et technologie

A Statut de la langue française au Québec

Le français au Québec
État des lieux
Samia I. Spencer

Pour renouveler et dynamiser la langue française au Québec
Enjeux de l'immigration francophone et de l'intégration à la québécité
Jean-Claude Bondol

Le français au Québec
État des lieux

Samia I. Spencer[1]
Auburn University

Résumé *Cet article examine la situation de la langue française au Québec depuis la Révolution tranquille jusqu'à nos jours. Sont également passés en revue l'effet et les conséquences de la loi 101 sur l'usage du français comme langue officielle, normale et habituelle de tous les Québécois quelle que soit leur origine. Les progrès accomplis en trente ans pour assurer la qualité et la place du français sont notés, ainsi que les défis linguistiques, culturels et démographiques actuels auxquels fait face cette langue au Québec, et dont certains se retrouvent ailleurs aussi en francophonie.*

1. Ce travail a pu être réalisé grâce à l'appui et au soutien de madame Nadia Assimopoulos et monsieur Conrad Ouellon, du Conseil supérieur de la langue française, et de la sénatrice canadienne Céline Hervieux-Payette. Les livres et les publications qu'ils m'ont fournis continuent à susciter mon intérêt pour la question linguistique au Québec. Puissent ces quelques mots exprimer la profonde gratitude que je leur dois.

C'est en 1960 que commence la Révolution tranquille au Québec ; pourtant, il faudra attendre l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, 16 ans plus tard (1976), pour mettre fin aux affrontements, aux crises, et même à la violence qu'avait causés la question linguistique aux gouvernements précédents, et dont l'une des plus longues et des plus médiatisées est sans doute la crise de Saint-Léonard (Robert, 2000). La *Charte de la langue française,* communément connue comme la loi 101, est promulgée le 16 août 1977[2]. Elle assure désormais « la paix linguistique », après une série de lois controversées, insatisfaisantes et inefficaces, et entame la transformation du français de « "langue en exil" […] en langue de […] modernité, enrichie d'un foisonnement de néologismes » (Bredimas-Assimopoulos, 2005, p. 10).

Adoptée dans le sillage de la Révolution tranquille et considérée comme l'un des événements les plus marquants de l'histoire moderne du Québec, cette loi avait pour objectif de faire du français « la langue officielle, normale et habituelle » de tous les Québécois, quelle que soit leur origine. Elle définissait une politique linguistique précise pour l'utilisation du français dans tous les domaines publics, y compris la santé, les services sociaux[3], les ordres professionnels, les associations de salariés, l'administration publique, les assemblées délibérantes, la consommation, l'enseignement, les affaires, le commerce, la toponymie, la justice, l'étiquetage et l'affichage. L'épineuse question de la scolarité des immigrés sera ainsi définivement réglée : ils seront désormais orientés vers l'école francophone, à moins d'être d'origine anglophone.

Quel a été le sort de cette loi en trente ans ? Comment a-t-elle été appliquée ? Quelles sont les conséquences qui en ont résulté ? Quels sont les défis qu'elle affronte de nos jours ? Quelles sont, dorénavant, les perspectives dans lesquelles il faudra la considérer ? Telles sont les questions que nous proposons d'aborder dans les quelques pages qui suivent.

L'adoption de la loi 101 n'a pas été nécessairement bien accueillie par tous. En fait, elle a été perçue par certains comme cherchant à consolider la position des Canadiens français au détriment des minorités culturelles, plus particulièrement par l'élite anglophone de l'époque. Celle-ci prenait rarement la peine d'apprendre le français et s'est trouvée tout à coup face à un questionnement identitaire, obligée de reconsidérer l'idée qu'elle se faisait d'elle-même et de sa position au sein de la province. Cependant, après le choc initial et le départ de quelques grandes sociétés, telles que Fraser Paper et Sun Life Insurance, qui déplacent leur siège de Montréal à Toronto, une majorité d'anglophones s'est éventuellement adaptée aux nouvelles réalités.

En quinze ans, entre 1971 et 1986, le pourcentage d'anglophones bilingues dans la région de Montréal passe de 34,9 % à 54,2 %, c'est-à-dire une augmentation de près de 20 %, alors que pendant la même période la proportion de francophones bilingues

---

2. La loi 101 a été proposée par le député Camille Laurin. A l'occasion du 30e anniversaire de la Loi, un buste en bronze pour l'honorer, commandé par sa veuve, devrait être bientôt érigé près de l'Assemblée nationale à Québec.
3. En 1986, la loi 101 sera légèrement modifiée afin de permettre l'usage de l'anglais auprès des anglophones dans les domaines de la santé et des services sociaux.

ne progresse que de 6 points (Bernard, 2005, p. 292). Par ailleurs, entre 1979 et 1989, le pourcentage d'anglophones travaillant surtout dans leur propre langue passe de 73 % à 55 % (Bernard, 2005, p. 294).

Il est certain que la loi 101 fait avancer la francisation du Québec dans les années qui suivent son adoption, plus particulièrement à Montréal où l'anglais était prédominant. Cela est notable dans tous les milieux de travail, y compris ceux des ouvriers, des contremaîtres, des employés de bureau et des administrateurs. Quelques chiffres significatifs illustrent la progression du français dans les milieux économiques et comme valeur ajoutée sur le marché du travail. En 1970, le revenu moyen d'un anglophone qui ne parlait que sa langue était de 59 % supérieur à celui d'un francophone unilingue. Un quart de siècle plus tard, c'est-à-dire en 1995, l'écart n'est plus que de 19 %. Désormais, ce sont les francophones bilingues qui reçoivent les salaires les plus élevés, dont la moyenne dépasse de 12 % ceux des anglophones unilingues (Levine, 2000, p. 366). Dans l'immédiat, la loi 101 a donc eu comme effet la dévalorisation de l'anglais comme unique langue de travail et a fait place à un « bilinguisme à dominance française » qui passe ainsi de 50 % à 89 % (Levine, 2000, p. 367).

Le français progresse également dans l'affichage public et les devantures de magasins quoique, pour maintes raisons, son emploi exclusif n'ait été que de courte durée. D'abord, à la suite des jugements de la Cour suprême du Canada, qui détermine que l'unilinguisme français en affichage est contraire à la liberté d'expression garantie par la *Charte canadienne des droits et libertés* de la personne, et par la *Charte* correspondante du Québec. Cette même Cour maintient toutefois l'exigence de la présence du français dans la publicité commerciale auprès d'une deuxième langue. Dès 1982, le gouvernement du Québec est donc obligé de procéder à des ajustements : il est désormais convenu que l'affichage se fera uniquement en français à l'extérieur, mais qu'il sera autorisé d'ajouter une autre langue à l'intérieur, à côté du français qui devra occuper la place prépondérante. Pourtant en 1993, à la suite d'une requête déposée auprès des Nations Unies, une décision de cette organisation vient encore une fois affaiblir la loi 101 en déterminant la pratique québécoise contraire à la loi internationale. Le Québec est donc à nouveau obligé de modifier sa législation afin de permettre l'affichage en deux langues à l'extérieur et à l'intérieur, pourvu que la place du français soit au moins aussi évidente que celle de l'autre langue.

Il est à noter que, dans tous les cas où la loi québécoise a été remise en question, les juges ont accordé la priorité aux droits individuels plutôt qu'aux droits collectifs de la minorité francophone d'Amérique du Nord (Whoehrling, 2005). Malgré l'affaiblissement de la loi 101 sur l'affichage et l'invalidation de certaines de ses dispositions, et malgré les luttes continuelles qui opposent deux groupes de pression – d'une part, les tenants du bilinguisme (le groupe Alliance Québec) et d'autre part, ceux de l'unilinguisme français (le groupe Mouvement Québec français) – on constate qu'en 1999, seuls 2 % des commerces affichent uniquement en anglais, alors que 97 % utilisent le français, à des degrés variables, se conformant ainsi à la loi québécoise.

Pour appuyer l'application de la loi 101, divers ministères et organismes sont appelés à jouer un rôle important dans l'aménagement linguistique, plus particulièrement l'Office québécois de la langue française (OQLF) fondé en 1961, et le Conseil

de la langue française établi en 1977, qui prend le nom de Conseil supérieur de la langue française (CSLF) en 2002. Dès sa création, l'OQLF met au point une méthodologie rigoureuse de recherche terminologique qu'il diffuse dans les entreprises et les universités et, à partir des années 1980, il intensifie la création de terminologies nouvelles. En collaboration avec les grandes entreprises, il se charge de développer le tronc commun linguistique de tous les secteurs d'activités : pharmaceutique, transport, génie, bâtiment, textile, robotique, informatique, environnement, fabrication industrielle, pour n'en citer que quelques-uns. À chacune des grandes compagnies de ce secteur sera confiée la recherche terminologique particulière à son domaine de spécialité. Par exemple, c'est à Bell Canada que reviendra l'établissement du vocabulaire des télécommunications, à IBM celui de la terminologie informatique, à Hydro-Québec celui de l'électricité, et à l'Ordre des comptables agréés celui de la comptabilité et des finances. Quant au CSLF, sa mission consiste, entre autres, à surveiller l'évolution de la situation linguistique et sa qualité, à s'intéresser aux transformations et aux variations linguistiques de la population, à chercher à connaître et à améliorer le niveau de langue utilisé, et à organiser des colloques nationaux et internationaux centrés sur l'expérience québécoise. En vingt ans, ces deux organes linguistiques et leurs associés font paraître plus de 700 ouvrages destinés à assurer la place du français comme langue habituelle de travail dans les entreprises du Québec (Corbeil, 2000).

Grâce à ces travaux, le niveau linguistique progresse et s'enrichit énormément. Aujourd'hui, les querelles des années 1960 et 1970 qui opposaient les tenants du « joual » et ceux du français de France sont largement dépassées. Le français québécois a réussi à affirmer sa spécificité, son originalité, sa richesse et sa capacité d'exprimer clairement les réalités les plus diverses et les plus modernes, tout en se rapprochant de ce qu'on pourrait appeler le français standard ou international, même si certaines distinctions perdurent à l'oral. Deux tendances particulièrement québécoises sont à noter au cours de cette progression. D'une part, la féminisation des titres, qui s'est accomplie en douceur depuis plus de trois décennies : « la ministre », « la présidente », « l'écrivaine », « la gouverneure », « la professeure », sont des termes couramment utilisés au Québec, sans dévaloriser pour autant le statut des personnes qui les portent. Par contre, de l'autre côté de l'Atlantique, l'Académie française n'a toujours pas agréé leur emploi, malgré les nombreuses circulaires qui en recommandent l'usage[4]. D'autre part, l'abondante et efficace création de mots nouveaux français a permis d'éviter les anglicismes d'autrefois, ou ceux qui continuent à être utilisés en France. Au Québec,

4. Lors de son mandat de ministre des Droits de la femme (1981-1986), Yvette Roudy avait nommé une Commission chargée d'étudier la féminisation des titres et dont les membres comprenaient, entre autres, l'écrivaine Benoîte Groult, et la déléguée du Québec à Paris à l'époque, Louise Beaudoin. La Commission n'a jamais complété ses travaux, ayant été dissoute à la suite du départ de la ministre socialiste avec l'arrivée de la droite au pouvoir, lors de la première cohabitation. Depuis, de nombreuses circulaires ont abordé la question mais restent souvent dans l'ambiguité. Ainsi dans *Le rapport sur la féministation des noms de métier, fonction, grade ou titre,* de la Commission générale de terminologie et de néologie (1998), on peut lire d'une part « qu'il n'y a pas d'obstacle de principe à une féminisation des noms de métier et de profession », alors que quelques lignes plus loin, la commission « exprime […] son désaccord avec toute féminisation des désignations des statuts de la fonction publique et des professions réglementées [et] affirme son opposition à la féminisation des noms de fonction dans les textes juridiques en général » (<www.culture.gouv.fr/culture/dglf/cogeter/feminisation/resume.html>).

il est préférable de parler de boissons *légères* plutôt que *light*; d'*escalier mobile* plutôt que d'*escalator,* de *courriel* plutôt que de *mél,* ou de *commanditer* ou *parrainer* un événement plutôt que de le *sponsoriser*.

C'est sans doute dans le domaine de l'éducation que les progrès ont été les plus spectaculaires. Au moment de l'adoption de la loi 101 en 1976, à peine 20 % des enfants allophones fréquentaient l'école francophone; vingt ans plus tard, ils sont 78 %. Les chiffres sont encourageants aussi pour les enfants anglophones qui fréquentent l'école anglaise, dont un nombre de plus en plus important s'inscrit à des programmes d'immersion en français. Une des raisons majeures de cette transformation des mentalités est sans doute due aux exigences de francisation des entreprises, qui imposent « la connaissance de la langue officielle chez les dirigeants [et] l'augmentation à tous les niveaux de l'entreprise, y compris au sein du conseil d'administration, du nombre de personnes ayant une bonne connaissance de la langue française de manière à en assurer l'utilisation généralisée ». En quelques années, cette obligation réussit à faire passer le pourcentage de cadres supérieurs francophones de 38 % à 58 %, réduisant ainsi l'écart économique qui favorisait traditionnellement les anglophones (Bernard, 2000, p. 293).

Par ailleurs, la proportion de plus en plus élevée de mariages entre anglophones et francophones a entraîné la baisse du nombre d'enfants dont les parents parlent la même langue. En quelques décennies, ce chiffre est passé de 62 % à 40 % parmi les anglophones, ce qui a contribué à la création de nouvelles générations véritablement bilingues et biculturelles qui considèrent la langue française comme un acquis au Québec. De plus, d'après de récentes statistiques, la langue française est devenue la « langue d'usage public » de 71 % de la population dans l'île de Montréal, de 78 % dans la région montréalaise et de 87 % dans l'ensemble de la province (Levine, 2000, p. 371). Aujourd'hui, 94 % des Québécois déclarent connaître le français. Pourtant, derrière ces chiffres rassurants et l'optimisme qu'ils pourraient inspirer se cachent de sérieuses préoccupations. À l'aube du nouveau millénaire, l'enthousiasme généré par la loi 101 et l'effort qui a suivi souffrent d'un certain essoufflement. Si le processus de francisation semble bien ancré dans les milieux de travail francophones, il peine à progresser dans les autres milieux. Par exemple, entre 1995 et 2000, Nicole Lapierre Vincent (2005) constate un recul de la certification des entreprises; celle-ci remonte légèrement depuis cette date mais n'a toujours pas atteint son plus haut niveau précédent (p. 15). Vincent attribue la tendance à la baisse de l'influence des syndicats dans un contexte de concurrence dans les marchés internationaux et au manque de vigilance de l'État qui oriente ses ressources vers d'autres priorités. Jean-Pierre Corbeil (2000) déplore également la disparition des services linguistiques dans les entreprises, « par souci d'économie » (p. 313).

La baisse des naissances parmi les Québécois de souche, dits « pure laine », et la dépendance de plus en plus grande envers l'immigration pour le renouvellement démographique mènent à plusieurs questionnements[5]. L'unité linguistique peut-elle assurer

5. Aujourd'hui, 20,4 % des Québécois se disent d'origine autre que française, anglaise ou autochtone, alors qu'ils n'étaient que 13 % à faire une telle déclaration il y a une vingtaine d'années (Céline Hervieux-Payette, 2007).

l'unité culturelle ? Si, aujourd'hui, la majorité des allophones utilisent le français comme langue parlée professionnellement et en public, qu'en est-il de la langue parlée dans la vie personnelle et privée ? Peut-on considérer comme francophones les personnes qui utilisent le français en public mais parlent une autre langue chez elles et entre amis ? Les Néo-Québécois qui travaillent en français et utilisent cette langue en public adoptent-ils nécessairement la culture des Canadiens français ? Langue, culture et identité sont-elles des notions dissociables ou intrinsèquement inséparables ? Les immigrants devraient-ils être intégrés ou assimilés à la culture québécoise ?

Les réponses à ces questions ne sont pas faciles et continuent à être débattues[6]. En fait, elles mènent à la question identitaire fondamentale qui demeure au cœur de préoccupations des linguistes et des sociologues : qu'est-ce qu'un Québécois, ou qui est québécois ? Deux définitions s'affrontent : d'une part, la définition traditionnelle basée sur la conscience historique ; d'autre part, la définition plus souple qui met l'accent sur la culture publique commune et qui propose que tout habitant du Québec est québécois[7]. Il est certain que la présence des francophones en terre d'Amérique depuis quatre siècles a profondément façonné l'identité des descendants de ces premiers Canadiens. Aujourd'hui, cependant, le véritable défi qu'ils affrontent est probablement celui de partager le nom de Québécois avec tous les citoyens de la province, dans l'espoir que les nouveaux venus accepteront de construire l'avenir avec eux et de former une société québécoise multiculturelle où le français sera plus qu'une langue fonctionnelle ou un simple moyen de communication, mais une langue qui exprime une identité collective partagée. Actuellement, la recherche confirme que les lois linguistiques et les nouvelles réalités ont amené une grande proportion d'immigrés à s'intégrer à la majorité francophone et que les transferts vers le français ont augmenté. Par exemple, l'utilisation du français comme langue principale de travail à Montréal est actuellement très élevée parmi les allophones dont la langue maternelle est d'origine romane (72 %), même si le pourcentage est beaucoup plus faible (22 %) chez ceux dont la langue est d'origine non latine (Vincent, 2005, p. 24-26).

Cependant, la moitié des immigrants dont les enfants ont été scolarisés dans des écoles francophones préfèrent les envoyer dans des collèges anglophones. De plus, l'attachement identitaire des jeunes à l'une ou l'autre des deux langues du Québec est complexe et reflète leur position vis-à-vis de deux pôles civiques distincts, le Québec et le Canada, l'un étant souvent perçu comme plus élevé que l'autre[8]. Quant à l'analyse des comportements de ces nouvelles générations, elle indique que le français n'est pas nécessairement la langue de l'identité, car l'attrait vers l'anglais et la culture américaine demeure très vivant, sinon irrésistible.

Le défi identitaire n'est pas le seul auquel fait face le Québec. Des difficultés doivent être surmontées dans d'autres domaines essentiels, notamment l'informatique, les sciences et la qualité de la langue – défis qui se posent à la francophonie en général.

---

6. Un des plus récents débats s'est déroulé dans les pages de *La Presse* entre Bernard Landry (cité par Catherine Handfield) et la sénatrice Céline Hervieux-Payette (2007).
7. Pour une discussion des rapports entre langue et identité, voir Leigh Oakes (2006).
8. Les rapports entre langue, culture et identité sont traités par Michel Pagé (2005).

C'est aux États-Unis que sont nés et se sont développés les premiers ordinateurs, le réseau Internet et les sociétés telles Apple et Microsoft, qui ont permis l'envolée de la révolution micro-informatique dont la langue est, naturellement, l'anglais. Jusqu'en 1985, il n'était pas facile de se procurer des versions françaises des logiciels les plus courants. Il faudra attendre l'intervention de l'État québécois et son appui financier à partir des années 1990 pour permettre le développement et la diffusion de matériel informatique et la production massive de contenu électronique français. Aujourd'hui, les progrès sont remarquables puisque la quasi-totalité des logiciels de gestion et de programmation utlisés dans les entreprises québécoises est disponible en français ; mais cela ne veut pas dire que la menace a disparu.

Dans le nouveau contexte de la mondialisation où la croissance des échanges internationaux et la multiplication des contacts interlinguistiques se développent exponentiellement, et où les normes ISO doivent être appliquées, c'est l'anglais qui s'impose. L'objectif du « tout français » doit être reconsidéré. S'il est possible de travailler en français sur le territoire du Québec et avec les pays francophones, il faut avoir recours à l'anglais pour la plupart des échanges dits « externes », c'est-à-dire vers l'extérieur du Québec. Le problème se pose d'une manière encore plus complexe pour les multinationales qui opèrent au niveau de la planète et dont les cadres œuvrent et se déplacent sur plus d'un continent. Comment donc concilier deux objectifs si différents : d'une part maintenir les efforts de francisation, d'autre part le désir de rester un acteur important et visible parmi les pays et les régions du monde les plus développés ? Arnaud Sales (2005) qui se penche sur la question admet la difficulté d'y répondre et propose que la question linguistique soit désormais envisagée dans son contexte actuel, bien différent de celui qui a donné naissance à la loi 101. Il serait possible de considérer deux axes de pratique linguistique dans les entreprises : un « axe local-global », plus souple, et un « axe de qualification de l'activité » n'exigeant pas une expertise professionnelle hautement qualifiée, où le français pourrait s'imposer (Sales, cité par Vincent, 2005, p. 33).

D'après *Global Reach,* le français est, après l'anglais, la deuxième langue « outillée », c'est-à-dire celle qui dispose du plus grand nombre de logiciels et de traitement de la langue, mais l'anglais demeure la langue de plus de la moitié des utilisateurs d'Internet, suivi du japonais, de l'allemand, de l'espagnol, du chinois, et enfin du français, langue de 4 % des utilisateurs (Plourde, 2000, p. 447). Ainsi, les consommateurs et les commerçants, ceux du Québec et du reste du monde, qui commandent des produits en ligne ou se fournissent sur les marchés internationaux, le font généralement en anglais.

Par ailleurs, la place du français dans les publications scientifiques ne cesse de baisser. Il est estimé que 85 % des articles scientifiques sont publiés en anglais, alors que seuls 4 % sont rédigés en français. Au Québec, leur part était de 13 % il y a un quart de siècle ; aujourd'hui, elle n'est plus que de 2 %, bien que le français demeure la langue principale des publications québécoises en sciences humaines et sociales (Gaudin, 2000, p. 409). Afin d'ajouter une note un peu plus optimiste à ce bien sombre tableau, rappelons qu'au Québec les savants et les chercheurs dans tous les

domaines scientifiques sont formés en français, et qu'il existe de nombreuses publications de synthèse qui contribuent à disséminer les apports scientifiques en français, quel que soit le pays ou la langue de leur provenance.

Un autre problème de taille est celui de la qualité de la langue. Il y a déjà une dizaine d'années, le CSLF notait que « la prospérité économique des pays industrialisés ne dépend plus principalement de leur dotation en matières premières et en énergie. Elle est fonction de la capacité des entreprises à produire et à recueillir l'information » (cité par Vincent, 2005, p. 28). Cette nouvelle réalité exige des compétences intellectuelles et linguistiques développées. Or la réduction du temps consacré à l'apprentissage de la grammaire et de l'orthographe, au Québec comme en France et à peu près partout dans le monde, a eu comme résultat un fléchissement de la maîtrise de l'écrit – phénomène que confirment d'ailleurs Statistique Canada et l'OCDE, qui constatent la baisse du niveau de l'écrit auprès d'une large proportion des travailleurs occidentaux. Désormais enjeu de développement économique, la maîtrise de la langue est l'une des plus hautes priorités des universités du Québec. Par exemple, l'Université de Montréal y consacre un Centre de communication écrite (CCE), un Centre d'aide au français (CAF), en plus de cours de formation à distance et de ressources à consulter sur son site Web. Le gouvernement du Québec étudie aussi des propositions de réforme dont les résultats ne seront connus que dans quelques années.

Quelles conclusions peut-on dégager de ce rapide aperçu sur la situation de la langue française au Québec ? Tout d'abord que la loi 101 a eu des effets remarquables sur la francisation de la province et l'amélioration du niveau de langue utilisé. Certains traits qui caractérisaient le français québécois ont acquis une valeur positive et une légitimité qu'ils n'avaient pas dans le passé. Des publications dédiées à cette langue, telles que *La qualité de la langue au Québec* (Cajolet-Laganière et Martel, 1995), *Le français québécois : usage, standard et aménagement* (Martel *et al.*, 1996), *Le français québécois : normes et usages* (Ostiguy et Tousignant, 1993) ou *Dictionnaire historique du français-québécois* (Poirier, 1998), sont venues confirmer la tendance. Toutefois, la place du français comme seule ou principale langue de travail dans les milieux d'affaires, tel que le souhaitait la loi 101, demeure fragile et est loin d'être assurée. Vu la proximité du Canada et des États-Unis et la prédominance de l'anglais dans l'économie mondiale, cette langue continuera à poser des défis de taille au français comme langue officielle et habituelle de travail au Québec, qu'il faudra désormais envisager avec un certain degré de flexibilité. En somme, vigilance, appui de l'État et adaptation aux nouvelles réalités québécoises et mondiales demeurent toujours des priorités de rigueur.

Références

Bernard, André (2000). « Les répercussions sociales et politiques de la loi 101 », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 292-299.

Brédimas-Assimopoulos, Nadia (2005). « Préface », dans Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault (dir.), *Le Français au Québec. Les nouveaux défis,* Québec, Fides, p. 6-12.

Cajolet-Laganière, Hélène et Pierre Martel (1995). *La qualité de la langue au Québec,* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Corbeil, Jean-Claude (2000). « Une langue qui se planifie », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 306-318.

Gaudin, Benoît (2000). « Le français dans les sciences », cité par Réjean Roy dans « Langue, nouvelles technologies et économie du savoir : pièce en trois actes », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 405-413.

Handfield, Catherine (2007). « Le Québec n'est ni bilingue, ni multiculturel, dit Landry », dans *La Presse,* 27 août, p. A1.

Hervieux-Payette, Céline (2007). « Le discours péquiste est usé ; pas multiculturel le Québec ? Voyons donc, M. Landry ! », dans *La Presse*, 4 septembre, p. A22.

Levine, Marc V. (2000), « L'usage du français, langue commune », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 366-377.

Martel, Pierre *et al.* (1996). *Le français québécois : usage, standard et aménagement,* Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

Ministère de la Culture (1998). *Rapport sur la féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre,* <www.culture.gouv.fr/culture/dglf/cogetr/feminisation/resume.html>, site consulté le 4 novembre 2007.

Oakes, Leigh (2006). « Le défi de l'ethnicité : modèles de nation et politique linguistique au Québec et ailleurs », dans Pierre Georgeault et Michel Pagé (dir.), *Le français, langue de la diversité québécoise,* Montréal, France Amérique, p. 107-129.

Ostiguy, Luc et Claude Tousignant (1993). *Le français québécois : normes et usages,* Montréal, Guérin.

Pagé, Michel (2005). « Propositions pour une approche dynamique de la situation du français dans l'espace linguistique québécois », dans Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec. Les nouveaux défis,* Québec, Fides, p. 26-76.

Plourde, Michel (2000). « Langue, ancre et moteur d'un monde en mutation », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 441-455.

Poirier, Claude (dir.) (1998). *Dictionnaire historique du français-québécois*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Robert, Jean-Claude (2000). « Lutte pour la primauté du français (1960-1976) », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 239-246.

Sales, Arnaud (2005). « L'impact de la globalisation et de l'économie du savoir sur la question linguistique au Québec », dans Alexandre Stefanescu et Pierre Georgeault (dir.), *Le français au Québec. Les nouveaux défis,* Québec, Fides, p. 147-185.

Vincent, Nicole Lapierre (2005). *Le français, langue normale et habituelle du travail dans une économie ouverte,* Québec, Conseil supérieur de la langue française.

Woehrling, José (2000). « La Charte de la langue française : les ajustements juridiques », dans Michel Plourde *et al.* (dir.), *Le français au Québec. 400 ans d'histoire et de vie,* Québec, Fides, p. 285-291.

Pour renouveler et dynamiser la langue française au Québec

Enjeux de l'immigration francophone et de l'intégration à la québécité

Jean-Claude Bondol
Université de Cergy-Pontoise

Résumé *L'étude part du constat d'une fragilité géolinguistique du français en Amérique du Nord face à l'anglais omniprésent et revigoré par les effets de la mondialisation qui entraînent l'étouffement de plus d'une langue nationale. En s'appuyant sur le volontarisme affiché des autorités québécoises d'assurer la pérennité du français par une réaffirmation de son statut et de son rôle de ciment de l'unité nationale, l'étude dresse un état des lieux qui révèle les mauvais chiffres du français et l'étiolement linguistique qui s'ensuit au regard de la théorie de la mort des langues. D'où une analyse des facteurs de cette dégénérescence qui débouche sur la nécessité d'une inversion de tendance dans la sélection des nouveaux immigrants afin de rétablir les équilibres démographique et linguistique entre le Québec et la Confédération canadienne. L'échec des transferts linguistiques vers le français témoigne des erreurs qui ont été commises avant l'adoption de la* Charte de la langue française *(loi 101) et qui permettaient, voire favorisaient la scolarisation des enfants des migrants dans les réseaux anglophones. Diverses études montrent quelques progrès accomplis depuis l'application de la loi 101, mais force est de constater que les choses ne vont pas toujours dans le sens de l'entente Couture-Cullen de 1978, qui prévoyait un enrichissement socioculturel du Québec par les immigrants ; encore moins dans celui de l'Énoncé gouvernemental du début des années 1990 qui établissait un contrat moral de québécisation entre l'immigré et la société. Sachant que le Québec a sa propre politique d'immigration au sein de la Confédération canadienne, l'étude préconise une nouvelle politique de sélection des immigrés qui s'appuie davantage sur leurs attributs culturels, notamment leur francotropie, afin d'endiguer l'immigration interprovinciale et de préserver l'identité française de la province, nécessaire à son rayonnement socioéconomique et culturel.*

Avant d'aborder l'épineux problème de l'intégration linguistique au Québec, il convient de tenir compte du statut de ciment de l'unité nationale et de principal facteur d'intégration socioculturelle qu'évoque judicieusement G. Bouchard à propos de la langue française (2000, p. 2). En effet, jusqu'au milieu du XXe siècle, le français a joué ce rôle en symbiose avec d'autres caractères ou marqueurs culturels que sont la religion catholique et le patrimoine coutumier hérité de la Nouvelle-France. Mais la différenciation ethnique de la société québécoise intervenue depuis un demi-siècle a amené le français à se dissocier progressivement des autres marqueurs et à s'imposer comme principal vecteur d'intégration. Devenu la matrice qui admet tous les apports et tous les héritages, il est donc appelé à cristalliser la diversité des stratégies identitaires des uns et des autres. La problématique de la préservation de l'héritage culturel du Québec menacé par une anglicisation revigorée par les effets de la mondialisation appelle une réflexion poussée sur la nécessité de compenser les déficits démographiques de la province tout en renouvelant et en dynamisant la langue française afin de conjurer son déclin prévisible au regard de la théorie de la mort des langues et d'assurer sa pérennité. Après la présentation d'un état des lieux révélateur des mauvais chiffres du français engoncé dans un étiolement linguistique qui traduit la mort très lente mais continue de la langue française, je me penche sur les outils nécessaires à une inversion de cette tendance par une politique d'immigration davantage tournée vers la francotropie[1] qui puisse assurer, par ses effets à moyen et à long terme, une cohésion socioculturelle et politique de tous les Québécois.

1. État des lieux et enjeux

Un des objectifs phares de la politique internationale du Québec est de promouvoir l'identité et la culture du Québec. D'où ce constat lucide des autorités québécoises soucieuses de maintenir leur culture et, surtout, de la faire rayonner dans le monde : « La révolution des technologies de l'information et des communications a entraîné une circulation sans précédent des idées et du savoir dans le monde. Pour le Québec, il s'agit d'un défi lancé à la pérennité du français comme langue internationale et du dynamisme des arts et de la culture » (Ministère des Relations internationales, 2006, p. 26). Pour relever ce défi, il y a lieu d'inverser la tendance qui consiste à accueillir de nouveaux Québécois sans se préoccuper de leur intégration linguistique et de leur future québécité[2]. La pérennisation du français nécessite d'autres formes de protection qui vont au-delà de la seule loi 101. C'est en m'appuyant sur le fait que le Québec a sa propre politique d'immigration et qu'il se veut une terre de la diversité à la pointe de la civilisation de l'universel que je pose le problème de l'orientation du choix des futurs Québécois venant d'ailleurs eu égard aux objectifs d'adoption de l'identité de la province, qui passe nécessairement par l'appropriation du français. Malgré les chiffres peu alarmistes de la situation démo-linguistique (Georgeault et Pagé, 2006) certains

1. Caractère francophone d'un pays, le fait qu'un pays est tourné vers le français.
2. Selon N. Lapierre Vincent (2004, p. 2), la situation linguistique particulière du Québec veut que l'intégration linguistique favorise l'identification au projet d'un Québec français puisque le français, élément d'identité de la province, y est en concurrence avec l'anglais.

chercheurs avisés comme C. Castonguay tirent la sonnette d'alarme sur les mauvais chiffres du français en relevant quelques erreurs d'appréciation commises lors du recensement de 2001. Dans un article intitulé « Mauvais chiffres pour le français au Québec » (2005)[3], Castonguay souligne que la situation du français ne s'améliore pas. Selon lui, environ 20 000 allophones ont été oubliés lors du recensement de 2001. Aussi les données ajustées dudit recensement lui permettent-elles d'indiquer que la proportion de Québécois qui a le français comme langue d'usage au Québec a diminué constamment entre 1991 et 2001, passant de 82,8 % à 82,5 %[4]. De même, la proportion de Québécois ayant l'anglais comme langue d'usage se réduit de 11,2 % à 10,4 %. Ces diminutions sont compensées par la hausse de la proportion de citoyens qui ont une troisième langue comme langue d'usage. Mais cette dernière catégorie grimpe de 6 à 7,1 %.

1.1. Revendications identitaires et projet de mise à mort du français

D'après l'analyse qualitative menée par D. Helly et N. Van Schendel (2001) à partir d'un échantillon peu ou prou représentatif de la population d'origine immigrée, la constituante anglophone de celle-ci manifeste une aversion pour la politique de francisation de la province. Avec des immigrés antifrancophones, inadaptés et non assimilables, du moins linguistiquement, le Québec court un risque de désintégration. Les revendications identitaires de ces immigrés telles qu'elles apparaissent dans l'enquête de Helly et Van Schendel vont jusqu'à l'abolition de la loi 101 pour se débarrasser du français. D'où le constat de la difficile intégration linguistique des immigrés non francophones.

1.2. L'échec des transferts linguistiques

Le phénomène des transferts linguistiques, c'est-à-dire le changement d'habitude dans l'usage d'une langue, sert à mesurer le taux d'assimilation d'un groupe. En 1986, 73 375 Québécois de langue maternelle française ne la parlaient plus à la maison. Et ces pertes ont été en partie compensées par le choix de 65 520 non-francophones de parler principalement le français à la maison. En s'en tenant strictement aux déclarations uniques (ceux qui ont une seule langue maternelle) lors du recensement de 1986, les transferts linguistiques au Québec ont été les suivants[5] :

Du français à l'anglais : 73 375

D'une autre langue à l'anglais : 73 265 = 146 640 (total pour l'anglais)

De l'anglais au français : 35 965

D'une autre langue au français : 29 355 = 65 320 (total pour le français)

---

3. Source : <www.languefrancaise.net/news/index.php?id_news=335>.
4. Chiffres confirmés dans le *Plan stratégique en matière de politique linguistique 2005-2008,* Gouvernement du Québec, 2005.
5. Source : Trésor de la langue française, <www.tlfq.ulaval.ca/axl/amnord/quebecdefi/htm>, section « Les transferts linguistiques », consulté le 16 février 2007.

Lors du recensement de 1996, ces chiffres ont été modifiés et on constate que le français a rattrapé quelque peu son retard en 25 ans puisque le taux d'assimilation, quoique toujours nettement inférieur à celui de l'anglais (60 %), est passé de 20 % avant 1961 à 40 %. Ainsi, le recensement de 1986 indique que 146 640 personnes ont adopté l'anglais contre 65 320 pour le français. Cela établit du même coup le rapport d'un francophonisé pour deux anglicisés dans un État peuplé de plus de 80 % de francophones et qui, près de dix ans plus tôt, avait promulgué la fameuse loi 101 instaurant le français comme langue de la diversité québécoise. Plus grave encore, on constate que la force d'attraction de l'anglais est très grande historiquement au Québec puisqu'on compte deux fois plus de francophones qui s'anglicisent (73 375) que d'anglophones qui se francisent (35 965). Cet étiolement linguistique traduit une décrépitude progressive du français (L1) qui prend appui sur la théorie de la mort des langues telle que développée par H. Jausse (1992) et résumée par A. Valdman (1997, p. 145) :

> La communauté bilingue où les langues (a) évoluent en chevauchement fonctionnel plutôt qu'en complémentarité et (b) sont stratifiées socialement, constitue le contexte prototype générateur d'étiolement linguistique. En adoptant la langue socialement dominante (L2), les locuteurs de la langue dominée cessent de l'utiliser de manière créatrice (par exemple, abandon des jeux de mots, des proverbes, etc.) et réduisent leurs activités métalinguistiques (par exemple, la correction des erreurs). Il en résulte une transmission imparfaite à la génération suivante, pour laquelle la langue dominée devient la L2. Non seulement les locuteurs de la langue dominée utilisent celle-ci sous une forme profondément réduite, mais ils adoptent une attitude dépréciative envers elle. De plus, conscients de leur manque de compétence, ils évitent de l'utiliser, accélérant ainsi son étiolement.

La source de l'immigration européenne francophone semble tarie depuis longtemps. Aussi le Québec doit-il se tourner prioritairement vers les autres pays francophones de la planète.

2. Renouveler la langue française en investissant sur un capital humain francotrope

2.1. La problématique de la préservation du fait français en Amérique

La pérennité du fait français en Amérique du Nord, leitmotiv des négociations et des ententes conclues de 1971 à 1991 avec le gouvernement du Canada, doit renouer avec les objectifs de l'entente Couture-Cullen de 1978 : « L'établissement des ressortissants étrangers doit contribuer à l'enrichissement socioculturel du Québec compte tenu de sa spécificité française et les candidats, être sélectionnés en fonction de leurs capacités d'intégration rapide et durable à cette société » (Gagné et Chamberland, 1999, p. 75).

Au début des années 1990, la publication d'un énoncé gouvernemental de politique en matière d'immigration et d'intégration (et le plan d'action qui l'a suivie) marque une étape décisive dans la francisation des immigrants :

> Au cœur de cet énoncé, un nouveau concept, celui de contrat moral, traduit le principe selon lequel les nouveaux arrivants accepteraient de s'intégrer au Québec avec sa langue et ses valeurs fondamentales tandis que la société québécoise tout entière s'engage à s'adapter à une réalité pluraliste où de nouveaux citoyens de pleins droits composeraient une part croissante de celle-ci (Gagné et Chamberland, 1999, p. 78).

Si l'on s'en tient au fait que deux tiers des allophones pratiquent au quotidien leur langue maternelle quand il ne s'anglicisent pas, qu'ils ne se sentent point concernés par le contrat moral contenu dans cet énoncé gouvernemental, il y a lieu de blâmer l'État québécois qui n'oriente pas prioritairement vers la francotropie la sélection des immigrants dans la lettre et dans l'esprit de l'entente Couture-Cullen. Pour cela, il doit adopter un certain nombre de mesures efficaces qui garantissent non seulement la vitalité du français, mais aussi sa survie dans les décennies et siècles à venir. En effet, la langue française est sujette à une grande fragilité géolinguistique, comme le souligne Bouchard (2000, p. 3) : « Quoi qu'on dise des progrès qu'elle a enregistrés ici depuis vingt-cinq ans, la langue française demeure et sera toujours une langue menacée à cause du rapport démographique inégal dans lequel se trouve la francophonie québécoise sur ce continent. » Et l'auteur blâme la négligence des Québécois : « Ceux et celles qui sont les représentants [de cette langue] et qui devraient la perpétuer, en assurer le dynamisme et le rayonnement dans les médias – en particulier la télévision – et dans l'enseignement […] ne s'acquittent pas adéquatement de cette responsabilité » (p. 4).

L'étude réalisée en 2003 par I. Beaulieu (2003, p. 264-265) sur les « enfants de la loi 101 » relative à l'immigration et dont les résultats ont été publiés dans l'*Annuaire du Québec 2004,* révèle non seulement une situation de précarité, mais aussi des inquiétudes exprimées par les répondants quant à l'avenir du français au Québec, d'autant plus que celles-ci sont motivées par l'importance grandissante de l'anglais dans le monde du travail. Ce constat, à la fois alarmiste et teinté d'espoir, permet d'envisager des pistes sérieuses pour gagner la bataille de la survie du fait français en Amérique.

2.2. Les facteurs clés du renouvellement réussi de la langue française

2.2.1. Sélectionner les immigrants originaires de pays francotropes

2.2.1.1. Tenir compte de la francophonisabilité des candidats

La plupart des sociolinguistes s'accordent sur le fait que les pays dont la culture est tournée vers le français prédisposent favorablement les immigrés de ces pays à l'intégration linguistique : « Le caractère anglotrope ou francotrope du pays d'origine est déterminant dans l'orientation linguistique des immigrants. Il constitue la base à partir de laquelle l'immigrant construira sa future identité nord-américaine (car la langue est porteuse de valeurs) » (Serré, 2000, p. 12).

Le plan d'immigration 2005-2008 retient ce critère mais ne semble pas lui donner toute l'importance qu'il mérite eu égard aux enjeux de préservation de l'identité culturelle du Québec et de la prévention des conflits socioculturels futurs. Mes dires sont confirmés par le plan d'immigration prévisionnel 2006 du MRCI, qui ne semble

pas suffisamment tirer profit des enseignements du passé pour sélectionner prioritairement les ressortissants de pays francophones et surtout les pratiquants de langue et de culture françaises qui en donnent la preuve quel que soit le coin du monde où ils se trouvent[6] si par ailleurs ils satisfont aux autres critères de sélection. Ainsi, le principe de la diversité continentale du recrutement, qui semble justifier abusivement la sélection d'allophones francophobes, sera préservé.

2.2.1.2. Sélectionner les immigrants en fonction de leurs attributs culturels

A défaut d'avoir des francophones, le recours aux allophones de langue voisine du français paraît judicieux, car la proximité linguistique des langues romanes, comme l'espagnol par exemple, est un gage sérieux d'adaptation linguistique et d'intégration culturelle. À ce sujet, il faut noter que « la sélection d'immigrants anglophones ou allophones ne connaissant que l'anglais est synonyme de non-assimilation linguistique au groupe francophone » (Serré, 2000, p. 13). En effet, les statistiques relevées indiquent que les allophones adoptent généralement l'anglais dès leur arrivée et ignorent royalement tous les dispositifs de francisation, exception faite de la plupart des immigrants d'origine hispanophone, lusophone, arabophone ou créolophone. Ainsi, les Indiens (anglophones) passent à l'anglais à 100 %, comme le font majoritairement les Grecs (90 %), les Ukrainiens (88 %), les Allemands (81 %), les Chinois (79 %), les Polonais (79 %), les Italiens (73 %) et les Néerlandais (72 %)[7].

La lecture de ces chiffres révèle que les immigrés de langue proche du français (espagnol, portugais, créole) ou ayant eu des contacts avec le français dans le cas des Arabes maghrébins, adoptent facilement le français et ce, dans des taux raisonnables, parce qu'ils sont francophonisables ; l'amélioration du taux de francisation des allophones entre 1986 et 1996 leur est d'ailleurs due. Ainsi, plus on s'éloigne du français (les anglophones de l'Inde), plus on l'ignore, quand on ne le combat pas. On peut même dire que les 9 % d'allophones qui ne parlaient ni français ni anglais lors du recensement de 1996 (Benjamin, 2001, p. 583-584) étaient plus francophonisables que des immigrants anglophones, notamment grâce à la *Charte de la langue française.*

La lecture des *Tableaux sur l'immigration au Québec 2000-2004* (MICC, 2005)[8] montre que les 15 pays ayant le plus fourni d'immigrés (124 201 sur 191 477) pour la période 2000-2004 sont, par ordre décroissant, les suivants :

1. Chine (9,5 %)
2. Maroc (8,5 %)
3. France (8,3 %)

---

6. Il convient néanmoins de sélectionner prioritairement un immigrant ayant une vision française des choses parce que l'objectif de préserver l'harmonie socioculturelle en évitant les revendications abusives de reconnaissance ou de promotion de cultures différentes est aussi important qu'assurer la pérennité du français.
7. Source : Trésor de la langue française, <www.tlfq.ulaval.ca/axl/amnord/quebecdefi/htm>, consulté le 16 février 2007.
8. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, *Tableaux sur l'immigration au Québec 2000-2004,* Direction de la population et de la recherche, p. 18.

4. Algérie (7,7 %)
5. Roumanie (6 %)
6. Haïti (4,1 %)
7. Colombie (3,5 %)
8. Liban (3,1 %)
9. Inde (2,8 %)
10. Pakistan (2,7 %)
11. Sri Lanka (2 %)
12. République démocratique du Congo (2 %)
13. Russie (1,7 %)
14. Mexique (1,5 %)
15. Tunisie (1,5 %)

Les données pour la seule année 2004 fournissent la répartition suivante des 28 853 immigrés sur 44 226 (ensemble des pays) par ordre décroissant :

1. Chine (8,9 %)
2. France (8,2 %)
3. Maroc (7,8 %)
4. Algérie (7,5 %)
5. Roumanie (6,8 %)
6. Colombie (4,7 %)
7. Haïti (3,3 %)
8. Liban (3,1 %)
9. Pakistan (3,0 %)
10. Inde (2,7 %)
11. Bulgarie (2,1 %)
12. Mexique (2 %)
13. République démocratique du Congo (1,9 %)
14. Pérou (1,8 %)
15. Tunisie (1,6 %)

L'analyse quantitative montre qu'à l'exception de la France (3e rang) et de Haïti (6e rang), les principaux pays pourvoyeurs d'immigrés ne sont pas à proprement parler francophones. La Chine, qui est sinophone, vient en tête du palmarès, et des pays vraisemblablement antifrancophones comme l'Inde ou le Pakistan occupent des rangs honorables, reléguant de vrais pays francophones comme la République démocratique du Congo dans les profondeurs du classement. La sélection de 2004 ne change pas beaucoup en valeur relative. Le plan d'immigration 2005-2008 ne prévoit même pas un changement radical de cette pratique et le plan d'immigration 2006 semble ostentatoirement conserver les quotas antérieurs sans rechercher l'objectif de 90 % d'immigrants francophones ou francophonisables. Cette inflexion permettrait pourtant d'avoir autant d'immigrants en valeur relative que les francophones de la province, permettrait de compenser les pertes de l'immigration interprovinciale qui

se fait toujours au détriment du Québec et favoriserait des économies substantielles puisque des francophones n'ont pas spécialement besoin d'être formés en français et les francophonisables coûtent moins cher.

Des chercheurs comme Veltman et Paré (1985, p. 13 et 29) parlent d'une « inclination naturelle de certains immigrants vers l'un ou l'autre des groupes linguistiques du Québec ». Le fait que les pays du Maghreb ou le Viêt-nam aient été colonisés par les Français, que les habitants de ces pays aient été mis en contact avec les us et coutumes de la culture française rendrait le processus de leur intégration plus aisé.

L'orientation linguistique préalable d'un groupe ethnique prédispose ou non l'intégration en français. Ainsi les Indochinois et les Maghrébins iraient spontanément vers le français, et les Indiens et les Grecs vers l'anglais (Piché et Bélanger, 1995, p. 24). Pour sa part, le Conseil supérieur de la langue française (1999, p. 23-25) met l'accent sur le concept d'héritage culturel dont la double dimension serait : 1) la proximité linguistique[9] de la langue maternelle des immigrants avec le français ; 2) une prédisposition favorable au français qui proviendrait du prestige dont jouirait cette langue dans le pays d'origine de l'immigrant[10].

Le comportement linguistique dans la région métropolitaine de Montréal illustre cette théorie :

> 84 % des immigrants de langue maternelle latine utilisent principalement le français en public [et] 69 %, presque exclusivement le français. Les immigrants dont la langue maternelle n'appartient pas à la famille des langues latines ont un comportement différent : 61 % utilisent principalement l'anglais et 52 % presque exclusivement l'anglais (Conseil supérieur de la langue française, 1999, p. 24).

Dans le chapitre de son mémoire portant sur « l'apport de la cohorte immigrée en 1991-1996 » (2001, p. 6), Castonguay souligne que la principale cause du progrès de l'attrait du français comme langue d'usage parlée à la maison, entre les recensements de 1991 et de 1996, est imputable à « la sélection d'immigrants en fonction de leurs attributs linguistiques ». Aussi précise-t-il en conclusion : « L'arrivée [...] récente d'une immigration davantage francotrope – naturellement plus orientée vers le français en vertu d'une langue maternelle latine ou de l'histoire coloniale du pays d'origine – a été la principale cause du progrès de l'attrait relatif du français auprès de la population allophone de Montréal » (2001, p. 6).

La connaissance préalable de la langue française est donc, comme le suggèrent Veltman et Panneton (1989), un facteur déterminant pour l'intégration linguistique, économique et sociale de l'immigré au Québec. Deschamps (1987) et Chung et Yim (1993), qui ont mené leurs études respectivement sur les réfugiés vietnamiens et les

---

9. Proximité linguistique : ressemblance découlant du rattachement des langues à une même famille. Par exemple, un immigrant dont la langue est d'origine latine aura, en général, plus de facilité à apprendre le français que celui dont la langue se rattache à une autre famille linguistique.

10. Théoriquement, le français devrait jouir d'un statut particulier dans les pays qui participent au réseau international de la francophonie : pays d'Europe dont le français est la langue officielle, Égypte, Roumanie, anciennes colonies françaises et belges et anciens protectorats français.

immigrants coréens de Montréal confirment que la barrière linguistique constitue un des principaux freins à l'intégration. Il y a donc lieu de réorienter efficacement la politique de sélection pour un nombre accru de francophones ou de francophonisables.

2.2.1.3. Sélectionner les immigrants en fonction de leur connaissance du français

Tableau 1

Pourcentage des immigrants admis au Québec selon la connaissance des langues et leur catégorie d'immigrant pour la période 1991-1995

Années 1991-1995	Indépendants %	Famille %	Réfugiés %
Français seulement	22,4	17,1	23,7
Anglais seulement	24,1	19,4	25,8
Français et anglais	18,9	8,2	12,2
Ni français ni anglais	34,6	55,3	38,4

Source : Baillargeon, *Immigration et langue,* 1997, p. 113.

Le tableau ci-dessus montre que, dans toutes les catégories d'immigration, la connaissance de l'anglais est supérieure à celle du français. Si l'on considère les francophones et les bilingues français-anglais, le Québec a donc sélectionné 41,3 % de francophones seulement, c'est-à-dire moins de la moitié de ses besoins. La proportion de ceux qui ne parlent ni français ni anglais est très élevée dans toutes les catégories et explose dans la catégorie « famille », l'intégration linguistique doit ici précéder une intégration économique quasi incertaine. À ce sujet, Caldwell (1994) remarque à juste titre que la connaissance du français est le facteur explicatif le plus important dans la rétention des groupes immigrants au Québec. Dans son document de consultation sur les niveaux d'immigration 2001-2003 (p. 12), le gouvernement du Québec semble pourtant relativiser cette réalité : « La connaissance du français constitue […] un gage d'une plus grande probabilité de rétention au Québec et d'une meilleure insertion dans le marché du travail. » D'où le regret de Ste-Marie (2000), qui note qu'en janvier 2000 le taux de présence des immigrants admis durant la période 1989-1998 est de 77 %, soit 23 % de départs.

Pour affiner mon analyse, considérons encore ce tableau des immigrants admis au Québec selon la connaissance des langues pour la période 1971-2001 d'après les données de l'Institut de la statistique[11].

La lecture de ce tableau sur 30 ans (1971-2001) fait constater que la connaissance du français reste inférieure à la moyenne de 50 % et nettement inférieure aux besoins de renouvellement et de dynamisation de la culture française du Québec, qui

11. Site Web de l'Institut de la statistique du Québec, section « Société et démographie », consulté le 16 février 2007, <www.stat.gouv.qc.ca>.

Tableau 2

Évolution des connaissances linguistiques (français et anglais) de la population immigrée pour la période 1971-2001

Recensements	Français seul. %	Anglais seul. %	Fr. + angl. %	Ni fr. ni angl. %
1971	14,8	38,9	13,8	32,5
1981	30,7	19,3	9,9	39,8
1991	20,9	23,2	16,6	39,2
2001	25,4	15,9	21,6	37,1

Source : Institut de la statistique du Québec, section « Société et démographie », <www.stat.gouv.qc.ca>, consulté le 16 février 2007.

se situeraient autour de 90 %. L'objectif modeste du *Plan d'immigration 2006* en la matière est de « maintenir à au moins 50 % la proportion de personnes immigrantes connaissant le français au moment de leur admission » (p. 2).

2.2.2. Privilégier les jeunes actifs et les jeunes ménages ayant de jeunes enfants ou susceptibles d'avoir des enfants naissant Québécois

L'hypothèse d'une facilitation de l'intégration dans les différentes sphères de la société québécoise, en particulier sur le plan linguistique, a été émise par Piché et Bélanger (1995, p. 14). Les études de Monnier (1993, p. 55) et de Baillargeon (1997, p. 11) confirment cette hypothèse. Pour Monnier, les enfants arrivés avant l'âge adulte sont susceptibles de maîtriser le français ou l'anglais mieux que leurs parents. Enfin, Piché et Bélanger (1995, p. 15) notent qu'en général, les plus jeunes utilisent plus le français que l'anglais dans la vie quotidienne et confirment par là même l'effet de la scolarisation obligatoire après 1976 relevée par Monnier (1993).

Conclusion

« Briller parmi les meilleurs », telle est la dénomination du plan d'action du gouvernement qui lui permet d'indiquer que la langue française constitue la spécificité du Québec et que l'affirmation de l'identité québécoise repose sur sa langue officielle (ministère de l'Immigration et des Minorités culturelles, *Plan stratégique* 2005-2008). Et la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a raison de s'indigner sur la forte proportion d'immigrants ni francophones ni anglophones (37,5 %) arrivés au Québec entre 1998 et 2002 et sur l'échec programmé de la francisation (2004, p. 13). En concluant que les progrès accomplis pour la promotion du fait français dans toutes les sphères de la vie humaine grâce à la loi 101 sont menacés, la CSQ (2004, p. 14) dresse un véritable réquisitoire de cette situation alarmiste et adresse un conseil avisé au gouvernement québécois sur la nécessité de promouvoir le français dans les faits et non dans les dires. Cependant, elle ne s'oppose pas à ce que les jeunes Québécois connaissent l'anglais, idiome nécessaire dans un Canada bilingue et ouvert au monde. La valorisation de l'apprentissage du français par les nouveaux immigrants, y compris les Québécois intégrés ou en cours d'intégration, doit permettre d'accélérer les transferts linguistiques afin que le français devienne le plus possible la langue parlée à la

maison et que son acquisition et son utilisation ne se limitent pas seulement aux besoins de l'employabilité. Mais le défi de l'accueil et de l'intégration socioculturelle, économique et politique guette la société québécoise ; elle doit donner une preuve accrue d'un accueil sans faille qui puisse mettre en confiance les immigrants afin que ceux-ci, convaincus de l'éradication des discriminations, soient incités à embrasser sans réserve la québécité.

Références

Baillargeon, M. (1997). *Immigration et langue,* Montréal, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, coll. « Statistiques et indicateurs », nº 14.

Beaulieu, I. (2003). « Le premier portrait des enfants de la loi 101. Sondage auprès des jeunes Québécois issus de l'immigration récente », dans Michel Venne (dir.), *L'Annuaire du Québec 2004,* Montréal, Fides, p. 264-265.

Benjamin, C. (2001). « La participation des immigrants et de leurs descendants à la société québécoise », dans Institut de la statistique du Québec, *Portrait social du Québec. Données et analyses, Édition 2001,* Montréal, l'Institut, coll. « Les conditions de vie ».

Bouchard, G. (2000). *Le français comme langue de la diversité et vecteur d'intégration*, mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, novembre.

Caldwell, G. (1994). *Immigration Incorporation in Montreal in the Seventies,* Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture.

Castonguay, C. (2001). *La langue parlée au foyer : signification pour l'avenir du français et tendances récentes,* mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, journée thématique « Enjeux démographiques », 25 janvier.

Chung, J.H. et S.-S. Yim (1993). *Initiation à la société québécoise pour un immigrant,* Montréal, Communauté coréenne du Grand Montréal.

Conseil supérieur de la langue française (1999). *Le français, langue d'usage public au Québec en 1997. Rapport synthèse*, Québec, Gouvernement du Québec.

Conférence des syndicats du Québec (2004). *Avis présenté au Conseil supérieur de la langue française sur le document de consultation « Le français langue normale et habituelle de travail »*, Montréal, CSQ Communications, janvier.

Deschamps, G. (1987). « Adaptation économique des réfugiés indochinois de la seconde vague (1979-1980) : l'exemple du Québec », dans B. Kwok et L.-J. Dorais, *Adaptation linguistique et culturelle : l'expérience des réfugiés d'Asie du Sud-Est au Québec,* Québec, Centre international de recherche sur le bilinguisme, p. 57-88.

Gagné, M. et C. Chamberland (1999). « L'évolution des politiques d'intégration et d'immigration au Québec », dans *Les politiques d'immigration et d'intégration au Canada et en France : analyses comparées et perspectives de recherche, Actes du séminaire,* Montréal, 20-22 mai 1998, p. 71-89.

Georgeault, P. et M. Pagé (dir.) (2006). *Le français, langue de la diversité québécoise*, Montréal, Québec Amérique, coll. « Débats ».

Gouvernement du Québec (2006). *Plan d'immigration pour l'année 2006,* dans <www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/Plan_immigration_2006.pdf>.

Gouvernement du Québec (2003). *L'immigration au Québec. Un choix de développement,* Consultation 2001-2003.

Helly, D. et N. Van Schendel (2001). « Appartenir au Québec : citoyenneté, nation et société civile, enquête à Montréal 1995 », Québec, Les Presses de l'Université Laval, <www.erudit.org/livre/hellyd/2001>.

Lapierre, Vincent N. (2004). *L'intégration linguistique au Québec. Recension des écrits,* Montréal, Conseil supérieur de la langue française, Bibliothèque nationale du Québec, février.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2005). *Plan d'immigration du Québec pour l'année 2006*, <www.micc.gouv.qc.ca>.

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (2005). *Plan stratégique 2005-2008,* <www.micc.gouv.qc.ca/publications/pdf/PlanStrategique20052008_Integral.pdf>.

Ministère des Relations internationales (2006). *La politique internationale du Québec. La force de l'action concertée,* Québec, Gouvernement du Québec.

Monnier, D. (1993). *Les choix linguistiques des travailleurs immigrants et allophones. Rapport d'une enquête réalisée en 1991,* Québec, Les Publications du Québec, dossiers du Conseil de la langue française, nº 37.

Piché, V. et Bélanger, L. (1995). *Une revue des études québécoises sur les facteurs d'intégration des immigrants*, Montréal, Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles (MAIICC), coll. « Notes et documents », nº 5.

Sasse, H.-J. (1992). "Theory of Language Death", dans Matthias Brenzinger (dir.), *Language Death: Factual and Theoretical Explorations with Special Reference to East Africa*, New York, Mouton de Gruyter, p. 7-30.

Serré, P. (2000). *Impact de la minorisation appréhendée des francophones de l'île de Montréal sur l'assimilation linguistique des allophones*, mémoire présenté à la Commission des États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, 12 décembre.

Ste-Marie, G. (2000). *Présence au Québec et dans les régions en 2000 de l'immigration récente,* Montréal, Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, document de travail.

Valdman, A. (1997). « L'étiolement linguistique », dans Marie-Louise Moreau (dir.), *Sociolinguistique: concepts de base,* Liège, Mardaga, p. 144-151.

Veltman, C. et C. Panneton (1989). « L'intégration linguistique des immigrants allophones de la région métropolitaine de Montréal », dans *Actes du séminaire scientifique sur les tendances migratoires actuelles et l'insertion des migrants dans les pays de la francophonie,* Québec, Les Publications du Québec, p. 319-334.

Veltman, C. et O. Paré (1985). *L'insertion sociologique des Québécois d'origine portugaise;* Montréal, INRS-Urbanisation, coll. « Études et documents », nº 44.

B

Langue et technologie

Terminology for New Technologies
A Nexus of Tradition and Modernity
Lawrence Williams

Sociopragmatic Norms in Québécois On-line Personal Advertisements
Rémi A. van Compernolle

Terminology for New Technologies

A Nexus of Tradition and Modernity

Lawrence Williams
University of North Texas

Abstract *This study aims to demonstrate to what extent new terminology related to Information and Communication Technology serves as a nexus of tradition and modernity by analyzing selected terms from the database* Vocabulaire d'Internet *of the Office québécois de la langue française. Although words that have been developed over the past two decades are indeed new in one sense, it is impossible for any lexical innovation to be entirely new and original since the formation of neologisms cannot occur in a social or linguistic vacuum. As such, this analysis determines which terms are relatively new, which ones are merely modern semantic extensions of pre-existing objects and ideas, and which ones are, in one or more ways, hybrids. The results of this study indicate that the majority of words are primarily in the Semantic Extension category, which suggests that a set of lexical items in a relatively new field can rely heavily on pre-existing linguistic and social elements. Only fifteen of the one hundred terms analyzed for the present study were categorized as lexical transfers (directly from English to French) or hybrid forms. Over time, even the relatively new terms transferred directly from English to French will be integrated into the language or possibly be rejected in favor of an alternate form. Although it may always seem that so many terms are being created all the time, the great majority of them are often in fact only partially new on one or more levels, thereby creating a nexus of tradition and modernity.*

The development of the World Wide Web has resulted in the creation of a vast number of new terms in the field of Information and Communication Technology (ICT), especially during the past two decades. The emergence of new terms is not in and of itself surprising since natural languages tend to evolve, and the invention of any new technology produces neologisms and re-shapes how language is used in certain contexts, either directly or indirectly and immediately or at a future time. One such recent example in North America in the pre-Internet era is the rise in popularity of the CB radio in the 1970s, which led to new types of contact and lexical exchanges between English and French (see Aleong and Chrétien, 1981). In the case of the World Wide Web, the apparatus itself has served as a medium for transmitting its own new terminology across the globe at an unusually rapid pace. Since the new labels and terms in ICT happen to be in English, in most cases, there has been an influx of English terminology that has been treated in a variety of different ways, both socially and linguistically, in non-anglophone regions and countries around the world.

This chapter explores the recommendations of the Office québécois de la langue française (OQLF) for dealing with new terminology related specifically to the Internet. As such, the analysis relies primarily on the OQLF's database *Vocabulaire d'Internet – Banque de terminologie du Québec*,[1] which is part of the *Bibliothèque virtuelle*[2] within the Web site of the OQLF. According to the description provided on the site, « La bibliothèque virtuelle permet aux internautes de consulter, avant tout, des travaux produits par le personnel de l'Office québécois de la langue française dans différents secteurs d'activité. » These areas include the following: « Administration publique ; Bibliothèque ; Charte ; Francisation des entreprises ; Jeux ; Office québécois de la langue française ; Rédaction ; Sociolinguistique ; Technologies de l'information ; Terminologie et linguistique ».

The overarching goal of this chapter is to demonstrate to what extent new terminology related to ICT serves as a nexus of tradition and modernity. Although the terms and phrases that have been developed over the past two decades are indeed new in one sense, it is impossible for any lexical innovation to be entirely new and original since the process cannot occur in a social or linguistic vacuum. Words can have no real impact when they are not linked to the social or linguistic traditions of a community, whether it be a community of practice (Lave and Wenger, 1991), a speech community (Labov, 1972), or a virtual community (Rheingold, 2000). Such is especially true regarding any set of lexical items that is used by both specialists and the general public, which is certainly the case of terminology related to ICT. This analysis therefore seeks to determine which terms are relatively new, which ones are merely modern semantic extensions of pre-existing objects and ideas, and which ones are, in one or more ways, hybrids.

1. <www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque/dictionnaires/Internet/Index/>.
2. <www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bibliotheque>.

1. Approaches to Neology and Terminology

Inventions and innovations rarely result in the creation of a single new term to describe a particular artifact, device, or concept, and it is impossible to know which term will eventually prevail or if two or more terms will compete over time within or among, for example, different geographical or professional communities. Therefore, it seems that any language planning endeavor concerning neologisms must adopt an approach that can reconcile external (*i.e.*, social) and internal (*i.e.*, linguistic) factors and weigh the importance of each. In an effort to reinforce the importance of both the linguistic and social aspects in any approach to terminology, Gaudin (2003, p. 83) notes the following:

> *Les facteurs justiciables d'approches sociolinguistiques relèvent de l'idéologie linguistique et de l'histoire : on ne peut aller contre le sentiment linguistique d'une communauté d'usagers. De ce point de vue, il importe de prendre en compte les caractéristiques des groupes sociaux visés et des formes que prend l'individuation linguistique dans cette communauté de parole.*

Gaudin cites studies by Thoiron *et al.* (1994) and Auger (1999) in order to highlight the importance of the social component in any attempt at imposing or recommending specific terminology. Thoiron's research, for example, demonstrated resistance to terminology in the field of medicine where the French term *tire-veine* could be used instead of the English term *stripper*. Gaudin notes that implementing such a replacement would involve a complete disregard for the sociolinguistic constraints of accepting a term. « Non que le terme ne désigne pas adéquatement le concept, mais il nie les efforts que les médecins ont de tout temps consacré à leur expression linguistique afin de se démarquer des techniques les plus empiriques : un tel vocable évoque infailliblement le travail manuel et non la science » (Gaudin, 2003, p. 84).

The study by Auger revealed that names of fish are also closely linked to social aspects of language and attitudes, and it is therefore impossible to know the best way to introduce or make popular a given term.

> *Pierre Auger (1999) montre que certains succès sont liés à l'officialisation de termes vernaculaires (par exemple,* bar rayé*). En revanche, c'est le contact entre deux variétés, le français de France et le français québécois qui explique le succès de* lotte, *francisme, qui a supplanté, en l'espace de deux décennies,* baudroie, *québécisme officialisé. La résistance au changement peut s'ancrer dans des habitudes ; ainsi, le nom* hareng *peine à remplacer* sardine, *nom commercial du hareng juvénile mis en boîte. On peut difficilement imposer aux acheteurs d'acheter du hareng en lieu et place de leurs sardines habituelles, même si le produit est identique* (Gaudin, 2003, p. 84).

As much as Gaudin rightly seeks to emphasize the social elements related to terminology and neology, he does not neglect the importance of internal (*i.e.,* linguistic) factors in fields with specialized vocabulary.

> [*L*]*es propositions faites aux kinésithérapeutes de remplacer* beating *et* clapping *par* battade *et* claquade *souffraient d'emblée de deux maux: tout d'abord, le suffixe* -ade *n'est plus productif et, ensuite, ils entraient dans un environnement associatif plutôt défavorable, le suffixe* -ade *n'ayant servi guère à construire que des noms d'actions peu valorisées :* bousculade, dérobade, ruade, *etc. Une analyse analogue conduisit le Conseil supérieur de la langue française à refuser la proposition de francisation de* brushing *en* brossage (Gaudin, 2003, p. 84).

The approach adopted by the OQLF in the creation and development of *Vocabulaire d'Internet* clearly aligns with the main principles of Gaudin's (2003) framework for *socioterminologie*. Instead of attempting to determine the best – and only – solution for every neologism or terminological problem (*i.e.*, either two competing English and French terms, two or more competing French terms, or a combination thereof), the OQLF focuses on rejecting terms that violate either social or linguistic traditions in order to reduce the set of possible contenders to a manageable number of terms that are currently in use by the general public, specialists, or both groups. As such, their database lists synonyms, and in many entries it provides the rationale for rejecting terms designated as *à éviter*.

The database *Vocabulaire d'Internet* is only one example of the documents, resources, and reports that have been produced by the OQLF in order to provide linguistic support for citizens, corporations, and government agencies. A review of the history of language planning and support in Québec is beyond the scope of the current study; however, readers interested specifically in the use of French in the area of ICT should consult the following on-line documents: « Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information et des communications »[3] and « Les technologies de l'information et la Charte (de la langue française) ».[4] Many other valuable resources related to the use of the French language can be found on the Web site of the Secrétariat à la politique linguistique.[5]

2. Method

2.1. The Corpus

The corpus for the present study is composed of one hundred terms selected from the terminology databank *Vocabulaire d'Internet*. The terms were not selected at random since *Vocabulaire d'Internet* presents every item as a separate entry, even when one or more parts of a given term are identical. Uniqueness was therefore the main criterion for inclusion in the corpus in order to avoid having a disproportionate number of terms with the same root or base. A limited number of terms with a common affix or root were, nonetheless, selected, but this was only done in a few cases where two terms were in different grammatical categories or where two terms were clearly different in meaning. For example, *courriel,* a noun, and *courrieller,* a verb, were selected as separate items since they are different parts of speech. Another example is the term *abandogiciel,* which was treated as one term even though it has orthographic variants: *abandoniciel* or *abandongiciel*.

Popularity was the second criterion used to determine whether or not a term should be included in the corpus used for this study. A term was categorized as popular based on an informal review of French-language news articles and information

3. <www.spl.gouv.qc.ca/langue/lois_PUFTIC.html>.
4. <www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/ti/charte.html>.
5. <www.spl.gouv.qc.ca>.

targeted at the general public, which consisted of primarily on-line newspapers (e.g., Cyberpresse.ca). The author's own informal observations of the popularity of specific terms also influenced whether or not a term should be included in the corpus. It is important to note that terms not analyzed in the present study may at some point become more popular than those selected for the corpus. It is difficult, if not impossible, to predict which terms could be most useful to the reader in any terminological analysis, especially in the case of ICT, a rapidly changing field in which the development of new or modified technologies has a direct impact on the rise or decline in the popularity of terms and the frequency of their use in different sectors.

Although the non-random selection process provided a way to avoid having terms with the same root or base, a limited amount of what might seem to be repetitive or redundant elements are included in the corpus, but this was done only when it was clear that having such items would offer useful insights. For example, the term *adresse de courrier électronique* was included, but *adresse IP* and *adresse URL* were not, since *adresse* can serve as a head noun in combination with an unlimited number of adjectives or nouns indicating the type of address. However, when the head noun was not to be the focus of the analysis, repetition was allowed and the head noun was ignored (at least in terms of counting and coding), which was the case of terms using *page* as a head noun (e.g., *page d'accueil, page de démarrage,* and so forth).

In many cases, the OQLF provides synonyms or related terms that have come to be used synonymously with the term proposed as the "best" translation. Since not all terms have synonyms, and since even those with synonyms do not have the same number available, it seemed best to conduct a consistent analysis of only the first term listed as the recommended translation.

2.2. Coding and Classification of Terms

The three categories for classifying the terms in the corpus are the following: Semantic Equivalent (SE), Lexical Transfer (LT), and Hybrid (HD). SEs are terms that have been translated into French using pre-existing French words and/or meanings. This means that terms that happen to pre-exist in French as an identical lexical item in English, such as *client* and *forum* will be grouped with the SEs since they share semantic properties with their English equivalents. The category LT is used for terms that have been adopted directly from the source language and, in some cases, modified slightly. LTs are items that did not exist in French prior to the recommendation for their use by the OQLF, and as such they are only now equivalents because they have been designated as such (*i.e.*, new equivalents). HDs are either a mix of English and French or a melding of lexical and semantic equivalents.

3. Results and Analysis

3.1. Semantic Equivalents

This category includes all the terms that have been proposed as SEs of their English counterparts. As such, depending on the English term, some are single-unit terms, and others are composed of two or more words. In most cases, the number of components in English resulted in the same number of components in French. These terms are primarily those that had already been developed in a different field with a specialized vocabulary, but in some cases they existed only in the language of non-specialists.

The terms categorized as SEs are the following: *a commercial, abandogiciel, adresse de courrier électronique, alphabétisation électronique, ami, ancre, appel de fichier, avatar, avertissement, avis de non-responsabilité, badaud, baladodiffusion, baladobillet, balise, bandeau, bannier, bavardoir, biclé, billet, binette, borne, cadenas, carte, chiffrement, clavardage, client, convertir les paramètres, couple de balises, compère, coublon, coupe-feu, courriel, courrieller, cyberespace, distant, édimestre, égosurf, éjecter, extension, facturation électronique, flinguer, flux, foire aux questions, folksonomie, forum, fossé, fracture, génération, gratuiciel, hameçonnage, héberger, infomestre, internouille, longueur de clé, menu glissant, message éclair, messagerie instantanée, mesure Web, mot vide, moteur de recherche, multidiffusion IP, naviguer, nétiquette, NIP virtuel, objet structuré, page d'accueil, page de démarrage, page de garde, page de renvoi, paquet, parcours, partagiciel, passerelle, permalien, pixel invisible, plugiciel, port, portail, porte-monnaie virtuel, poste-à-poste, serveur, télécharger, témoin, TIC (Technologies de l'information et de la communication)* and *vérification*.

This category includes single- and multiple-item terms as well as others that are blended. None of the blended terms include an affix or root that is not a French semantic equivalent of the original English term. For example, *biclé* is a combination of the prefix *bi-* and the noun *clé*. Likewise, *plugiciel* is a blend of *plus* and *logiciel*, in spite of the possible misinterpretation of *plug-* as the prefix here, referring to the English term *plug* (since *plugiciel* is a French equivalent of the English term *plug-in*).

It is clear that not every Francophone could understand or provide a definition for all these terms, and as such it could be argued that these are not all terms with semantic equivalency. However, when contextualized, these words would require only a limited amount of effort or explanation for a speaker of French to understand the basic meaning of these terms or their application to objects and concepts in the field of ICT. This is by far the largest category in the analysis, comprising eighty-five of the one hundred terms selected. SE is the category that best represents both tradition and modernity since these terms all have a link to the past and are used in the present as semantic extensions applied to the terminology of ICT.

3.2. Lexical Transfers

The terms in this category have been designated as LTs either because their orthography was able to be altered slightly in order to conform to the linguistic system of French or because they had already become widely used, and no reason for rejecting

them out of hand could be found. The terms categorized as LTs are the following: *applet, blogue, démon, Gopher, internaute, Internet,* and *wiki*. These seven new French terms are closely related to the technologies they represent, based on English, and the lack of any semantic connection or extension could prevent members of the general public (and perhaps even some specialists) from understanding them. Thus, this category, along with HDs, represents modernity much more than tradition.

Two items in this category – *démon* and *wiki* – are of particular interest for different reasons. The first of these, *démon,* is merely a phonetic approximation of the English equivalent *daemon*, which is an acronym that represents ***D**isk **A**nd **E**xecution **MON**itor*. Although *démon* is a pre-existing French term, the acronym (transformed into a common noun) *daemon* has no meaning in English outside the specialized field of ICT. Therefore, the French term is not actually a semantic equivalent, nor is it a semantic extension of anything related to any kind of mythological or religious figure.

The term *wiki* was integrated into the English vocabulary of ICT without ever being recognized by non-specialists outside the Hawaiian context where *wikiwiki* is used to mean *quick*. As such, this term is not a SE. It is, instead, a LT in both English and French. A more complete explanation of the origin of this term can be found in the on-line version of *Encyclopædia Britannica* or on the Web site of the wiki-style encyclopedia *Wikipedia*.[6]

3.3. Hybrid Forms

The terms in this category are either a mix of English and French or a combination of a SE and a LT. The items classified as HDs are the following: *architecture Neo*, *blouquin*, *format RDF*, *langage PERL*, *page ASP*, *standard TCP-IP*, *webmestre*, and *webthèque*. This category includes eight of the one hundred terms analyzed in the present study.

The acronym *PERL* has been adopted as the name of a specific computer language directly from English. In order to make the meaning more obvious in French, the word *langage* has to be used with *PERL* even though the English word *language* is represented by the *L* in the original English acronym. This is a case where specialists undoubtedly understand that *PERL* is a language and do not always use *langage* with *PERL;* however, the use of *langage* with *PERL* for non-specialists would certainly provide enough meaning for the term to be understood, at least in context. The term *format RDF* contains a similar redundancy. The English word *format* is already represented by the last letter of the original English acronym *RDF;* however, in order to make this term more accessible to both specialists and non-specialists, *format* can be used with *RDF* as a French HD.

6. <en.wikipedia.org/wiki/Wiki> (in English), <fr.wikipedia.org/wiki/Wiki> (in French).

The term *blouquin* is interesting in its own right because it is a HD that is also a blended term composed of a LT, *blogue*, and a pre-existing French word, *bouquin*. The terms *webmestre* and *webthèque* have the same type of structure. Therefore, these terms might be difficult to understand initially; however, once speakers of English or French understand that such forms are not uncommon in the specialized vocabulary of ICT, they can begin to use parsing as a strategy for analyzing both SEs and HDs that are blended terms.

Conclusion

The first category in this analysis, SE, comprises eighty-five of the one hundred terms in the corpus. The other two groups, LT and HD, have a combined total of only fifteen terms. If the corpus used in the current study is at all representative of the entire database *Vocabulaire d'Internet*, it is clear that the great majority of terms are not entirely new. Instead, they are simply being used to describe and label objects and concepts in a new field. It is therefore clear that any set of modern terminology must rely heavily on traditional, pre-existing linguistic and social elements.

Over time, even the relatively new terms transferred directly from English to French will be integrated into the language or possibly rejected in favor of an alternate form. Depending on which new technologies are abandoned or developed in different ways, there may not even be time for such integration to take place. Regardless of the technologies that are developed and the terms that are proposed in the future, it is important to remember that every generation has to deal with borrowings and neologisms. Although it may always seem that so many terms are being created all the time, the great majority of them are often in fact only partially new on one or more levels.

In order to understand in what ways and to what extent new terminology is integrated into the language, it is important to track actual use in different contexts, which is one of the stated primary goals of the Observatoire de néologie du Québec (OBNEQ), a joint initiative of Université Laval and the OQLF.

> *L'OBNEQ poursuit les objectifs suivants: actualiser les dictionnaires de langue française, mesurer le degré de vitalité du français québécois dans la presse écrite, identifier les modes de création lexicale les plus employés, dresser un portrait des usages réels dans la presse écrite de langue générale (porte d'entrée des néologismes et des nouvelles terminologies en voie d'implantation) et à plus long terme: étudier l'implantabilité des termes rencontrés dans une perspective socioterminologique.*[7]

The analysis of French terminology for new technologies provided in this chapter has only focused on selected aspects of this process in Québec. In the larger scope of the Francophone context, neologisms are dealt with quite differently in Belgium, France, and Switzerland, and this is primarily due to the wide variety of governmental agencies, structures, and traditions already in place in these countries. Readers interested in language planning and linguistic legislation in France should consult Chansou (1997; 2003). In addition, the Web addresses of the governmental agencies primarily

7. <www.ciral.ulaval.ca/obneq/obneq.html>.

responsible for overseeing language-related issues in Belgium (Service de la langue française), France (Délégation générale à la langue française et aux langues de France), and Switzerland (Délégation à la langue française) are provided below in the list of references. Web site addresses are also listed for the Réseau international francophone d'aménagement linguistique and the Organisation internationale de la Francophonie. Both sites have valuable resources, contact information, new items, and other information related to language policies and activities in the Francophone world.

References

Aleong, S. and M. Chrétien (1981). "Can Smokey the Bear Speak French? Adapting CB Lingo in Canadian French", *American Speech,* Vol. 56, p. 260-268.

Auger, P. (1999). *L'implantation des officialismes halieutiques au Québec : essai de terminométrie*, collection « Langues et société », vol. 37, Montréal, Office québécois de la langue française.

Chansou, M. (2003). *L'aménagement lexical en France pendant la période contemporaine (1950-1994) : étude de sociolexicologie,* Paris, Champion.

Chansou, M. (1997). « Les politiques de la langue et la législation linguistique en France (1966-1994) », *Mots,* vol. 52, p. 23-35.

Délégation à la langue française. Conférence intercantonale de l'instruction publique de Suisse romande et du Tessin, <www2.ciip.ch/ciip/DLF>.

Délégation générale à la langue française et aux langues de France. Ministère de la Culture et de la Communication, République française, <www.culture.gouv.fr/culture/dglf>.

Gaudin, F. (2003). *Socioterminologie : une approche sociolinguistique de la terminologie*, Bruxelles, De Boeck-Duculot.

Labov, W. (1972). *Sociolinguistic Patterns,* Philadelphia, University of Pennsylvania Press.

Lave, J. and E. Wenger (1991). *Situated Learning: Legitimate Peripheral Participation,* Cambridge, Cambridge University Press.

Observatoire de néologie du Québec. <www.ciral.ulaval.ca/obneq>.

Office québécois de la langue française. <www.olf.gouv.qc.ca>.

Organisation internationale de la Francophonie. <www.francophonie.org>.

Réseau international francophone d'aménagement linguistique. <www.rifal.org/index_nonf.html>.

Rheingold, H. (2000). *The Virtual Community: Homesteading on the Electronic Frontier,* Cambridge, MA: MIT Press.

Service de la langue française. Communauté française de Belgique, <www.cfwb.be/franca/pg003.htm>.

Thoiron, P., J. Iwaz and N. Zaouche (1994). « Résultats de l'enquête d'implantation des termes de santé et de médecine », *Terminologies nouvelles (Les cahiers du Rifal)*, vol. 12, p. 77-103.

Sociopragmatic Norms in Québécois On-line Personal Advertisements

Rémi A. van Compernolle
University of North Texas

Abstract *Social interaction in modern society occurs in many new arenas that did not exist a mere twenty years ago. Since the advent of the Internet, on-line dating networks have emerged as popular venues for singles of all ages. Although several studies have investigated the social implications of on-line dating, few have done so from a sociolinguistic perspective. This article analyzes and compares the discourse of personal advertisements on an on-line dating network posted by Québécois men and women from two different age groups. First, the structure of the advertisement is explored in order to determine what type of information is provided by advertisers. Five categories were established: greeting, purpose, self-promotion, partner's description, and invitation to contact. The second part of this paper explores the use of the address pronouns* tu *and* vous. *Although approximately one fourth of the ads included no tokens of second-person pronouns, a preference for singular address (*i.e., tu *or* vous-*singular) over plural address (*i.e., vous-*plural) was observed. Among those advertisers who used a singular form of address,* tu *was favored over* vous-*singular. In concluding, this article outlines several directions for future sociolinguistic research in computer-mediated communication.*

Social interaction in modern society occurs in many new arenas that did not exist, or were not at least widely available, a mere twenty years ago. Since the advent of the Internet and other networked technologies, on-line dating networks have emerged as popular venues for singles of all ages (Ben-Ze'ev, 2004; Hardey, 2004; Hollander, 2004; Yurchisin *et al.,* 2005; Sahib *et al.,* 2006; Whitty and Carr, 2006), especially for those seeking an alternative to more traditional meeting places, such as bars, clubs, work, and so forth (Whitty and Carr, 2006, p. 125). Although the technology that enables on-line dating networks to exist is modern, the notion of finding and developing romance through written language is very old (Hardey, 2004; Hollander, 2004; Gudelunas, 2005). Yet, unlike traditional modes of written correspondence (e.g., letter writing), geographical and time constraints appear to be less influential in modern on-line environments since messages can be sent and received rapidly, which may help foster emotions and romance more quickly than ever before (Ben-Ze'ev, 2004, p. 7).

Recent research (Smith and Stillman, 2002; Hardey, 2004; Yurchisin *et al.,* 2005; Gudelunas, 2005; Groom and Pennebaker, 2005) has explored a number of social norms for behaviors and practices among members of on-line dating networks, yet there exists a noticeable absence of sociolinguistic analysis in the literature. This study analyzes the structure of personal advertisements from Québec and compares the use of the second-person pronouns *tu* (T) and *vous* (V) – and related forms (e.g., imperatives, object pronouns, and so forth) – as they occur in the on-line personals of heterosexual men and women from two different age groups.

1. Methodology

The data analyzed in this study were collected during late Fall 2006 from the on-line dating network *Netclub.com*. Two hundred personal advertisements were considered. The analysis focused on an equal number of men and women from two different age groups (18 to 25 years and 36 to 45 years). Although the *Netclub.com* network allows a member to divulge much personal information selected from drop-down menus and multiple choice questions, the text of the free-response personal narrative was analyzed in this study since T and/or V could occur only in this section.

Personal advertisements were first coded for the presence or absence of five recurring sections: greeting, purpose, self-promotion, description of ideal partner, and invitation to contact. In addition, the use of second-person pronouns and related forms (e.g., imperatives, object pronouns, and so forth) was analyzed. A preliminary analysis of the data revealed a wide range in the number of second-person pronoun tokens (*i.e.,* occurrences) present in the personal narrative (*i.e.*, some advertisements included ten or more tokens of T or V while others had only one). Therefore, in order to avoid skewing the results, each advertisement was coded for the use of singular or plural second-person, switch (*i.e.,* singular to plural or plural to singular), or no second-person address. The results do not, therefore, reflect absolute frequency; rather, each personal advertisement was counted as one occurrence, irrespective of the observed frequency of T/V tokens in the personal narrative. In addition, the use of T and *vous*-singular (Vsg) was explored in those advertisements having only singular second-person addresses.

In the following analysis of the data, traditional chi-square procedures have been performed in order to test for statistical significance in the distribution of the data. Although the chi-square test does not calculate probability of occurrence, it does allow us to test whether observed frequencies are due to chance or fit within theoretical expectations. For an overview of the assumptions underlying chi-square, see Hatch and Lazaraton (1991, ch. 14).

2. Structure of Personal Advertisements

Advertisers on *Netclub.com* respond to numerous questions about their social identity, such as their age, gender, education level, location, hair color, height, hobbies, and so forth. However, these questions are multiple-choice (*i.e.,* the advertiser checks the appropriate response for each question or selects from a drop-down menu), which limits the advertiser to the answers provided by the network.[1] It is in the free-response section (*i.e., son annonce*) that members have the opportunity to personalize their advertisements, provide additional information about themselves, and address other members on the network. Table 1 gives the frequency with which five types of information appeared in the personal advertisement: greeting, purpose, self-promotion, partner's descriptions, and invitation to contact.

Table 1

Structure of Personal Advertisement[2]

Gender	Greeting %	Purpose %	Self-promotion %	Partner's description %	Invitation to contact %
Men	36	37	92	39	65
Women	55	56	92	18	60
Total	45.5	46.5	92	28.5	62.5
Age	**Greeting %**	**Purpose %**	**Self-promotion %**	**Partner's description %**	**Invitation to contact %**
18-25 yrs	53	37	92	29	69
36-45 yrs	38	56	92	28	54
Total	45.5	46.5	92	28.5	62.5

1. It must be noted that the multiple-choice questions are extremely important since the responses are searchable on the network. Members of dating networks are therefore able to define their searches by specified criteria, which in turn may help reduce the risk of meeting "undesirables" (Hardey, 2004, p. 208).
2. Percentages are reported here based on 100 personals from each group (*i.e.,* men = 100; women = 100; 18-25 yrs = 100; 36-45 yrs = 100). Totals therefore correspond to the percentage out of 200 ads.

The data indicate that self-promotion is by far the most often occurring part of personal narratives, being present in no less than 92% of the advertisements. This should not, however, be surprising given that personals – just as any other form of product advertising – aim to attract consumers; therefore, advertisers must present the product (*i.e.,* themselves) in order to entice consumers (*i.e.,* other members) into obtaining the product advertised. Incidentally, informal observations suggest that advertisers devote more words to self-promotion than to any other type of information. Invitation to contact was the second most often occurring section in all four demographic groups, which should be expected given that an interpersonal relationship cannot develop until two members have contacted each other and begun some form of one-to-one private communication (e.g., e-mail, chat, telephone, and eventually an off-line meeting).[3]

The data provided in Table 1 also reveal a number of differences between the various demographic groups. First, men were more likely than their female counterparts to include a description of their ideal partner,[4] which corroborates results reported by Shalom (1997, p. 194-195), who explored partner descriptions in English print personals. This finding suggests that men are more forthcoming about what they are seeking; therefore, not only do men assume the role of the product of their advertisement, but also that of the discriminating consumer. Women, on the other hand, were more likely than men to include a greeting and a purpose.[5] Differences were also observed between younger and older advertisers. While younger advertisers included greetings and invitations to contact at higher frequencies than their older counterparts,[6] the latter were more likely to include a statement of purpose.[7]

The statement of purpose is particularly interesting. Members who included this type of information usually provided an explanation or justification for having joined the *Netclub.com* dating network. As the data given in Table 1 indicate, women and older advertisers were more likely to include a statement of purpose or justification for having joined *Netclub.com*. A closer analysis of the data revealed that 34 of the 38 older advertisers who included a purpose statement were women, which suggests that women feel the need to justify their presence on the network more than men. Incidentally, the most frequent justification for having joined the on-line dating network was separation or divorce, which is undoubtedly more common among members aged 36-45 years than among those in the 18-25 year-old group.

---

3. Until two members contact each other, the personal advertisement can be considered a form of non-interactive "one-to-many" communication. In other words, communication is one way: the advertiser posts his or her personal, which is then accessible to all other members of the network to read. One-to-one communication is therefore dependent upon contact with another specified member.
4. χ^2 (1, N = 200) = 10.82, p = 0.05.
5. Greeting: χ^2 (1, N = 200) = 7.28, p = 0.05; Purpose: χ^2 (1, N = 200) = 7.26, p = 0.05.
6. Greeting: χ^2 (1, N = 200) = 4.54, p = 0.05; Invitation to contact: χ^2 (1, N = 200) = 4.75, p = 0.05.
7. χ^2 (1, N = 200) = 7.25, p = 0.05.

3. Second-Person Pronoun Use in Personal Advertisements

Variations and changes in the T/V paradigm have been widely documented in sociolinguistics literature. While T can only designate one interlocutor (either real or perceived), V has the role of both the plural second-person pronoun and the more formal or polite singular form. According to Grevisse and Goose (1993, p. 963), T usually implies familiarity with one's interlocutor, whereas singular V (Vsg) marks social distance, most notably with an unknown person or a person to whom one owes respect. However, "variations exist due primarily to differences across time, place, social class, families, and individuals" (Williams and van Compernolle, 2007, p. 806). In Québec society, the use of T is widespread (Thibault, 1991, pp. 86-89; Tétu de Labsade, 2001, p. 116), while Vsg remains rather strong in European French (Morford, 1997). Recent research (Williams and van Compernolle, 2007) has also documented an overwhelming preference for T in non-moderated Internet chat communities. For a general treatment of personal pronoun paradigms in French, see Peeters (2006).

The personal narratives were first classified into four categories according to the presence or absence of a second-person pronoun or related form: "singular" (*i.e.,* T and Vsg), "plural" (*i.e.,* Vpl), "switch" (*i.e.,* singular and plural addresses in the same ad), and "no second-person address". The distribution of second-person pronouns is provided in Table 2.

Table 2

Use of Second-Person Forms[8]

Gender	Singular (T/Vsg) %	Plural (Vpl) %	Switch %	No 2nd person address %
Men	36	32	5	27
Women	49	20	7	24
Total	42.5	26	6	25.5
Age	**Singular (T/Vsg) %**	**Plural (Vpl) %**	**Switch %**	**No 2nd person address %**
18-25 yrs	35	36	6	23
36-45 yrs	50	16	6	28
Total	42.5	26	6	25.5

8. See note 2 (Table 1).

The data in Table 2 clearly show that the majority of advertisers (74.5%) used a second-person pronoun or related form to address their reader(s) (*i.e.,* Singular, Plural, and Switch combined). This in itself suggests that most members of the *Netclub.com* dating network prefer to address directly the reader(s) of their ad. The small number of advertisers who used both plural and singular forms in their ad (*i.e.,* "switch") was analyzed further. It was found that all 12 ads included a plural form in the greeting and/or description of partner, but switched to a T form in the invitation to contact. The switch from a rather generic, plural V form in the greeting and/or description of partner to a more specific, singular T form in the invitation to contact suggests that the advertisers are aware that any number of people could be reading their ad and therefore address all potential readers; yet, they personalize the invitation to contact through the use of T in order to establish a more intimate relationship with a single reader in the hopes of moving from one-to-many public communication toward one-to-one private communication.

In the case of the use of T/Vsg and Vpl, the data indicate a number of differences among the four demographic groups. First, while men and younger advertisers are divided approximately equivalently between singular and plural second-person forms, a preference for singular forms exists among women and older advertisers.[9] A closer analysis of the data revealed, however, that 24 of the 32 men who used Vpl were aged 18 to 25 years, suggesting that young males constitute the demographic group that is most likely to address all potential readers of their ad, while all other groups tend to use a singular form most often.

The distribution of T and Vsg was also explored among those advertisers who used a singular second-person pronoun or related form. These results are provided in Table 3.

Table 3

Singular second-person use[10]

Gender	T forms %	Vsg forms %
Men	86.11	13.89
Women	77.55	22.45
Total	81.18	18.82
Age	**T forms %**	**Vsg forms %**
18-25 yrs	77.14	22.86
36-45 yrs	84.00	16.00
Total	81.18	18.82

9. Men vs. women: χ^2 (1, N = 137) = 4.75, p = 0.05; 18-25 yrs. vs. 36-45 yrs.: χ^2 (1, N = 137) = 10.17, p = 0.05.

10. Singular second-person pronouns (*i.e.,* T and Vsg combined) were distributed as follows: men = 36; women = 49; 18-25 yrs = 35; 36-45 yrs = 50.

The data show a clear preference for T in all demographic groups. Although this finding is not necessarily surprising in the Canadian context, where T use is common even among people who do not know each other well or at all (Tétu de Labsade, 2001, p. 116), the preference for T at the expense of Vsg suggests that the use of T has become expected in on-line dating contexts, where Vsg might add unnecessary formality and social distance between people who aspire to establish an intimate, romantic relationship first on line and eventually in an off-line environment. It is probable that members of on-line dating networks perceive each other as equals sharing a common goal, which would naturally lead to the use of T, among other behaviors and practices that demonstrate desired intimacy or familiarity.

4. Discussion and Conclusion

The analysis of the data revealed a number of norms for behaviors and practices of on-line dating network members as well as differences between the four demographic groups considered in this study. First, the most common type of information included in the personal narratives was self-promotion, which is explained by the fact that personals, just as any other type of advertisement, must promote the product to potential consumers. In the case of personals, the product is the advertiser, the consumer the reader.

In addition, differences were found between men and women. Men were more likely than women to provide a description of their ideal partner, whereas women were more likely to include a greeting and a statement of purpose or justification for having joined the dating network. Theses differences may be explained by what Tannen (1990) calls *report* and *rapport* communication styles. According to Tannen (1990), report communication style, which emphasizes possession or ownership and is often centered around facts and logic, is associated with male discourse; rapport communication style, which focuses on building interpersonal relationships, expressing feelings and desires, and divulging personal information, is associated with female discourse. It is therefore not surprising that men's personals included a description of partner at higher frequencies than women's ads, which shows that men are more forthcoming about what they are seeking and are more goal-oriented. Women, however, included greetings and a statement of purpose or justification more often than men, which indicates that the goal of the ad is to establish interpersonal relationships, even during the period of one-to-many communication.

Differences were also observed between younger and older advertisers. First, the data indicate that younger advertisers treat the personal ad as a form of interpersonal communication, or at least recognize the possibility of one-to-many communication leading to one-to-one communication. This was shown by the higher frequency of greetings and invitations to contact among younger advertisers than among their older counterparts. Second, older advertisers – especially women – were more likely to justify their presence on the dating network, which is explained by the fact that separation and divorce are certainly more common among older advertisers than among the younger age group.

In the case of second-person pronoun use, the data indicate that T/V use is very common among all demographic groups (nearly three quarters of all advertisers used a second-person pronoun or related form). The high rate of second-person use in advertisements suggests that most advertisers acknowledge the fact that any number of people could be reading their ad, and the use of T or V establishes a more interpersonal relationship with their readers, especially when a greeting or an invitation to contact is present.

A comparison of T/Vsg and Vpl use indicated that women and older advertisers were more likely to address individual readers with a singular second-person pronoun, whereas men and younger advertisers were equally divided between singular and plural addresses. A closer analysis revealed a strong preference among young males for a plural second-person pronoun, which suggests that young men are more likely to address all potential readers rather than to establish a more personal relationship with individual readers. These findings are in line with previous research concerning the social aspect of on-line personals, such as Groom and Pennebaker (2005, p. 458), who found that women were more likely to concentrate on one personal ad, while men tended to respond to many ads.

Finally, T was categorically preferred by advertisers who used a singular second-person pronoun or related form. Although this is not necessarily surprising in Québec French, the relatively low frequency of Vsg suggests, at least, that advertisers treat on-line dating networks as an extension of their off-line selves. Further, the social and interpersonal side of on-line dating networks, and the sense of a shared objective among members (e.g., finding a date, a partner, or marriage), may help to explain the preference for T, which conveys equality and/or solidarity within the community, while the use of V would add unnecessary social distance.

Although this study has undertaken a formal analysis of only one French-language on-line dating network, the author's informal observations suggests that T/V use is similar on other dating sites, both Québécois and French. In addition, sites with similar participation structures (e.g., roommate-finding networks) appear to utilize both plural and singular addresses. Future research exploring and comparing T/V use in other types of on-line networks may prove rather insightful in the study of the French pronominal address system in public, one-to-many communication environments.

References

Ben-Ze'ev, A. (2004). *Love Online: Emotions on the Internet,* Cambridge, England, Cambridge University Press.

Grevisse, M., and A. Goose (1993). *Le bon usage: grammaire française*, 13th ed., Paris, Duculot.

Groom, C., and J.W. Pennebaker (2005). "The Language of Love: Sex, Sexual Orientation, and Language Use in Online Personal Advertisements", *Sex Roles,* vol. 52, pp. 447-461.

Gudelunas, D. (2005). "Online Personal Ads: Community and Sex, Virtually", *Journal of Homosexuality*, vol. 49, pp. 1-33.

Hardey, M. (2004). "Mediated Relationships: Authenticity and the Possibility of Romance", *Information, Communication and Society,* vol. 7, pp. 207-222.

Hatch, E., and A. Lazaraton (1991). *The Research Manual: Design and Statistics for Applied Linguistics*, New York, Newbury House.

Hearne, G., T. Mandeville, and D. Anthony (1998). *The Communication Superhighway: Social and Economic Change in the Digital Age*, St. Leonards, Allen and Unwin.

Hollander, P. (2004). "The Counterculture of the Heart", *Society,* vol. 41, pp. 69-77.

Morford, J. (1997). "Social Indexicality in French Pronominal Address", *Journal of Linguistic Anthropology,* vol. 7, pp. 3-37.

Mosco, V. (2004). *The Digital Sublime: Myth, Power, and Cyberspace,* Cambridge, MIT.

Peeters, B. (2006). « "Nous on vous tu(e)": la guerre (pacifique) des pronoms personnels », *Zeitschrift für romanische Philologie*, vol. 122, pp. 201-220.

Sahib, P.R., R.H. Koning, and A. van Witteloostuijn (2006). "Putting Your Best Cyber Identity Forward: An Analysis of 'Success Stories' from a Russian Internet Marriage Agency", *International Sociology,* vol. 21, pp. 61-82.

Shalom, C. (1997). "That Great Supermarket of Desire: Attributes of the Desired Other in Personal Advertisements", in K. Harvey and C. Shalom (eds.), *Language and Desire: Encoding Sex, Romance and Intimacy,* New York, Routledge, pp. 186-203.

Smith, C.A., and S. Stillman (2002). "What Do Women Want? The Effects of Gender and Sexual Orientation on the Desirability of Physical Attributes of Personal Ads of Women", *Sex Roles,* vol. 46, pp. 337-342.

Tannen, D. (1990). *You Just Don't Understand: Women and Men in Conversation,* New York, Ballantine Books.

Tétu de Labsade, F. (2001). *Le Québec: un pays, une culture,* Montréal, Boréal.

Thibault, P. (1991). « La langue en mouvement : simplification, régularisation », *LINX,* vol. 25, pp. 79-92.

Whittle, D.B. (1997). *Cyberspace: The Human Dimension,* New York, Freeman.

Whitty, M., and A. Carr (2006). *Cyberspace Romance: The Psychology of Online Relationships,* Hampshire, England, Palgrave MacMillan.

Williams, L., and R.A. van Compernolle (2007). "Second-Person Pronoun Use in On-line French-Language Chat Environments", *The French Review,* vol. 80, pp. 804-820.

Yurchisin, J., K. Watchravesringkan, and D.B. McCabe (2005). "An Exploration of Identity Re-creation in the Context of Internet Dating", *Social Behavior and Personality*, vol. 33, pp. 735-750.

III GROUPES SOCIAUX

A. Le statut des femmes

B. Groupes minoritaires au sein du système scolaire

A Le statut des femmes

Le mouvement féministe et la promotion des femmes en politique
Chantal Maillé

La place des femmes à l'université
Étude comparative entre le Québec et la France
Marie-Christine Weidmann Koop

Le mouvement féministe et la promotion des femmes en politique

Chantal Maillé
Université Concordia

Résumé *Ce texte s'appuie sur les résultats d'une recherche sur le terrain portant sur les stratégies et interventions du mouvement féministe québécois pour promouvoir la présence des femmes en politique. Où sont les femmes dans les structures de la démocratie représentative ? À partir du constat que cette présence demeure insatisfaisante, nous faisons l'inventaire des groupes présents sur le terrain pour analyser leurs plus récentes initiatives. Quelles sont les approches mises de l'avant dans ces interventions et quel est l'impact de ces actions sur la définition des enjeux liés à l'exercice de la démocratie, au Québec ? La majorité de ces initiatives consiste à offrir des outils destinés à combler les lacunes individuelles des femmes, lacunes qui seraient l'une des raisons de leur faible présence dans les structures de la démocratie représentative. De telles interventions laissent supposer que les causes de la faible présence des femmes dans les assemblées élues se résument à des lacunes individuelles chez celles-ci plutôt qu'à une discrimination systémique, et ce, malgré l'évidence que les hommes des groupes minoritaires, tout comme les femmes de toutes origines, sont eux aussi très faiblement présents dans les structures politiques du Québec, encore largement dominées par les hommes blancs et francophones.*

Ce texte présente les résultats d'une recherche-terrain réalisée entre 2002 et 2005[1] sur les stratégies et interventions lancées par le mouvement féministe au Québec pour promouvoir la présence des femmes dans les postes élus de la démocratie représentative. Ces actions se veulent des réponses au constat que la présence des femmes dans les structures politiques est toujours insatisfaisante si l'on considère qu'elle devrait être le miroir du pourcentage de femmes au sein de la population. Ce qui est parfois désigné comme « sous-représentation politique des femmes »[2] a donné lieu à de nombreuses initiatives. Quelles sont les approches mises de l'avant dans ces interventions ? Qui sont les groupes présents dans ce champ[3], qu'est-ce qui caractérise leurs actions et quel est leur impact sur la définition des enjeux liés à l'exercice de la démocratie, au Québec ? Dans les pages qui suivent, nous entendons répondre à ces questions en nous appuyant sur les données recueillies dans le cadre de ce projet.

1. Un constat

Le travail sur le terrain qui cible la promotion des femmes dans les lieux d'exercice de la politique révèle bien le statut de cette question, au Québec : elle fait l'objet d'une attention particulière de la part de nombreux groupes de femmes, alors que gouvernements et partis politiques montrent peu d'empressement à en faire une question prioritaire. Et ce, malgré des chiffres qui placent l'ensemble du territoire québécois très loin du peloton de tête en ce qui concerne les pourcentages de femmes élues[4], et alors que de nombreux pays ont adopté des mesures législatives de type quotas ou parité pour faire élire un plus grand nombre de femmes[5]. On connaît bien l'exemple de la France, qui a introduit en 1999 un changement constitutionnel visant à permettre la parité entre les hommes et les femmes dans les candidatures aux élections (Lépinard, 2007). Alors que partout, sur la planète, la question du déficit de présence

---

1. Projet financé par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada.
2. Cette notion peut être problématique si elle suppose que seules les femmes élues en politique peuvent représenter l'ensemble des femmes ; elle peut également suggérer que la représentation politique des femmes est une mesure quantitative qui se résume aux pourcentages de femmes élues. Néanmoins, un constat s'impose : de nombreux groupes minoritaires, dont les femmes, ne sont que faiblement présents dans les lieux symboliques de la démocratie et cette préoccupation a pris une importance grandissante pour le mouvement féministe.
3. Au plan méthodologique, nous avons utilisé la technique de l'échantillon construit. Nos critères de sélection des groupes étaient les suivants : créer un échantillon représentatif des régions et des différents types de groupes sur le terrain (groupes spécialisés, groupes de services, centres de femmes), intérêt pour participer à la recherche, objectifs et retombées des actions sur le terrain. Nous avons effectué 35 entrevues auprès de responsables de groupes de femmes et expertes universitaires au Québec, principalement en 2004 et 2005.
4. Où sont les femmes ? À la suite des élections municipales de novembre 2005, le Québec comptait 13 % de mairesses et 27 % de conseillères, une légère augmentation par rapport aux résultats des élections précédentes. Au niveau provincial, les élections de 2007 ont porté au pouvoir 25 % de femmes (32 femmes sur 125 sièges), un premier recul depuis plus de 20 ans, alors que les élections de 2003 avaient fait élire 30 % de femmes. Aux élections fédérales de 2004, 65 femmes ont été élues sur 305 sièges, soit 21,3 %. En janvier 2006, 64 femmes ont été élues pour 308 sièges, soit une légère baisse avec 20,77 % des sièges. Dans les conseils de bande, les femmes sont également minoritaires.
5. Selon le site de l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance, plus de 78 pays avaient, en 2006, des mesures visant à corriger ce problème. Voir <www.idea.int/gender/quotas.cfm>.

des femmes au sein des institutions de la démocratie représentative émerge avec force, nous avons observé qu'il ne s'agit pas d'une question de première importance, au Québec. Cinq élections nous ont permis de camper cette observation : deux élections provinciales, au Québec, en 2003 et en 2007, deux élections fédérales, en 2004 et 2006, ainsi que les élections municipales québécoises de novembre 2005.

Si les actions et interventions en faveur de l'élection de femmes ont été nombreuses, au Québec, ces revendications n'ont jamais occupé le devant de la scène. Le travail sur le terrain réalisé par des groupes de femmes spécialisés, dont le mandat est essentiellement dévolu à la promotion de la présence des femmes en politique, demeure à la marge et reçoit peu d'échos du côté des partis politiques, gouvernements et médias, lesquels portent un intérêt très circonstanciel et épisodique à la question des pourcentages de femmes candidates et élues lors des élections. Les actions initiées par le mouvement des femmes consistent pour l'essentiel en des activités de formation auprès des femmes, ce qui donne à penser que ce sont les femmes qui ont des carences à combler pour pouvoir participer à armes égales, une approche qui n'est pas la seule possible dans ce dossier et qui ne fait pas l'unanimité.

2. Le mouvement des femmes au Québec : une culture politique distincte

Le Québec a une base d'organisation féministe distincte du reste du Canada ; ce constat témoigne de l'influence exercée par la culture politique sur la forme que prennent les mouvements sociaux. La langue, ici le français, par opposition à l'anglais, langue d'usage pour les mouvements de femmes du reste du Canada, et la culture politique du Québec, davantage tournée vers son gouvernement provincial comme lieu d'intervention, alors que les féministes canadiennes-anglaises désignent le gouvernement fédéral comme instrument du changement, constituent deux des éléments de la culture politique sur lesquels se sont construits des mouvements de femmes distincts (Maillé, 2007, p. 195). Au Québec comme au Canada anglais se trouvent des groupes de femmes qui proposent de considérer une réforme des modes de scrutin pour atteindre une vision plus féministe du pouvoir, par des mesures qui permettraient l'élection de plus de femmes mais aussi par l'adoption d'un scrutin proportionnel, lequel correspondrait davantage à une vision féministe du pouvoir politique. Au Québec, il s'agit d'une revendication visant le scrutin pour l'élection du gouvernement provincial[6], les groupes canadiens-anglais visant prioritairement la réforme du mode de scrutin au niveau fédéral[7]. Autre élément distinctif, la stratégie de la *Charte canadienne des*

6. Voir le groupe Féminisme et démocratie à <www.feminismeetdemocratie.ca>, qui intervient autour de la réforme du mode de scrutin au niveau provincial au Québec.

7. Voir le groupe pancanadien Equal Voice/À voix égales, qui écrit dans son programme : « Nous voulons créer un environnement dans lequel plus de femmes se feront élire pour aider à gouverner le Canada. Pour ce faire, nous avons formé un groupe d'action qui vise à soulever publiquement les questions de sous-représentation des femmes au Parlement canadien et dans les législatures provinciales. Les femmes représentent plus de la moitié de la population, mais seulement un cinquième, au plus, de nos politiciens. Nous réclamons une réforme du système électoral désuet qui désavantage les femmes. Nous voulons remplacer notre système électoral du tout-au-vainqueur par un système de

droits et libertés a été surinvestie par les féministes du Canada anglais et pratiquement ignorée par les féministes québécoises[8]. L'activisme autour de « femmes et politique » au Québec vise pour l'essentiel à l'élection de femmes à deux niveaux : au municipal-régional, et au niveau provincial ; on pourra se réjouir si davantage de femmes se font élire au fédéral, mais les actions demeurent ciblées vers ces deux autres paliers.

3. Des interventions pour promouvoir l'élection de femmes sur le territoire québécois

Au Québec, où le mouvement des femmes est fort (Maillé, 2000 ; 2003), plusieurs dizaines de groupes de femmes se sont engagés dans des programmes de formation à l'action politique pour les femmes dans le sillon d'un programme du gouvernement du Québec, *À égalité pour décider,* qui finance de telles activités depuis 1999[9]. Ce programme gouvernemental favorise l'augmentation du nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales de toutes les régions du Québec et, par voie de conséquence, la réduction des obstacles qui empêchent les femmes de participer pleinement à l'exercice du pouvoir (Secrétariat à la condition féminine, 2006, p. 4). En un mot, le programme vise à vendre l'idée de la politique active aux femmes. Qu'il s'agisse de vidéos, de formations destinées à des femmes qui songent à se présenter en politique, de guides aux contenus divers, de sites Internet, de feuillets d'information, les moyens sont variés, mais ils participent d'une même stratégie : offrir des outils destinés à combler les lacunes individuelles des femmes, lacunes qui seraient l'une des raisons de leur faible présence dans les structures de la démocratie représentative.

L'approche implicite des groupes présents dans le champ de la promotion des femmes en politique au Québec laisse supposer que les causes de la faible présence des femmes dans les assemblées élues se résument à des lacunes individuelles chez celles-ci, qu'il sera possible de combler à l'aide de programmes, formations et documents qui les ciblent. Cette approche est un effet pervers de ce programme gouvernemental qui en est à l'origine, qui en a dicté les conditions et qui, de cette façon, impose une vision du problème qui évacue complètement les explications liées aux institutions politiques. Nous remarquons également que les interventions qui ont été développées en ce sens reposent sur une orientation, celle de la carence, qui n'a pas fait l'objet de débats et qui est acceptée implicitement, alors que d'autres approches, comme la revendication

---

représentation proportionnelle pour donner aux femmes une chance plus équitable de réussir en politique. Nous voulons que les femmes reçoivent leur juste part de mises en candidature dans des comtés où il est possible de gagner et nous aspirons à des règles de jeu politique équitables grâce à une diminution des exigences financières qui, présentement, contribuent à exclure les femmes et d'autres personnes qui ne sont pas appuyées par Bay Street. » Voir <www.equalvoice.ca/idx.php?rl=96&lid=2>.

8. L'exemple du groupe LEAF (The Women's Legal Education and Action Fund) est révélateur. Il s'agit d'un groupe pancanadien qui a des bases dans sept provinces canadiennes, mais pas au Québec. Le groupe travaille à tester les clauses de la *Charte canadienne* sur l'égalité des femmes pour faire progresser certains dossiers. Voir <www.leaf.ca/faqs.html>.

9. On peut trouver de l'information au sujet de ce programme sur le site internet du Secrétariat à la Condition féminine du gouvernement du Québec, au <www.scf.gouv.qc.ca/politique/egalite.asp>. Ce programme comporte une enveloppe budgétaire de un million de dollars par année.

de corrections systémiques à travers des quotas et mesures législatives, ne font pas partie des stratégies retenues par la plupart des groupes qui ont initié des projets dans le cadre du programme À égalité pour décider. Paradoxalement, le Québec est aussi une société où la question des pourcentages de femmes élues en politique n'est pas vue comme un problème de société en dehors des cercles féministes. On peut chercher des explications du côté du mouvement des femmes, qui est bien visible et qui a bénéficié d'une couverture exceptionnelle dans les médias au moment où Françoise David en était l'une des têtes dirigeantes, mais également dans les pourcentages de femmes élues au niveau provincial, le niveau politique que la société québécoise considère comme étant le plus important des trois paliers, alors que les femmes ont obtenu plus de 30 % des sièges à l'élection de 2003, sans mesures particulières, un pourcentage qui a cependant chuté à 25 % aux élections de 2007. Ces derniers résultats, décevants, permettent de relativiser l'approche d'une progression naturelle, selon laquelle les pourcentages de femmes élues vont progresser jusqu'à l'obtention d'une parité de représentation, et montrent que les récentes initiatives visant à faire élire un plus grand nombre de femmes ne semblent pas générer de résultats à court terme.

L'existence du programme À égalité pour décider a largement influencé le type d'interventions des groupes de femmes. Corollairement, il n'existe aucune loi ni revendication de la part des groupes de femmes visant à faire adopter une loi pour faire élire davantage de femmes. Le groupe Féminisme et démocratie se démarque cependant du lot en demandant une réforme du mode de scrutin au niveau de l'assemblée législative provinciale qui contiendrait des éléments destinés à faire élire plus de femmes et à favoriser l'élection de petits partis, une vision que l'on considère plus proche d'une vision féministe du pouvoir politique (Féminisme et démocratie, 2004 ; 2005).

3.1. Des groupes qui se démarquent

Trois groupes de femmes se distinguent en termes de leadership et de visibilité parmi l'ensemble des organisations qui interviennent pour promouvoir la présence d'un plus grand nombre de femmes en politique. Le groupe Femmes, politique et démocratie est un point de repère pour nombre de groupes de femmes qui, dans le sillon du programme À égalité pour décider, se sont intéressés à la question « femmes et politique ». Femmes, politique et démocratie joue ce rôle à travers ses nombreux projets. Il doit sa notoriété à son dynamisme, aux nombreuses activités qu'il a organisées dès sa mise sur pied, mais aussi à l'impressionnant répertoire d'outils qu'il a produits : vidéo, pièce de théâtre, feuillets périodiques, site Internet, école d'été, colloques, fondation. Ces outils sont largement diffusés à l'extérieur du groupe et via son site internet, qui constitue une source importante d'information. On y trouve une série de courts vidéos regroupés sous le titre *L'école citoyenne*[10]. Une autre initiative du groupe, « L'École d'été Femmes et Démocratie », offre depuis cinq ans et sur une base annuelle une formation, en partenariat avec l'École nationale d'administration publique (ENAP), destinée à outiller des femmes qui songent à se présenter en politique active.

10. Le site Internet du groupe Femmes, politique et démocratie est <www.femmes-politique-et-democratie.com>.

Un second groupe phare, le Collectif féminisme et démocratie, intervient dans la sphère publique québécoise pour demander des réformes qui permettraient l'expression d'une vision féministe du pouvoir politique. En ce sens, le Collectif constitue l'un des seuls groupes féministes qui, au Québec, interviennent dans le champ « femmes et politique » en proposant une analyse qui cible les problèmes systémiques découlant du mode de scrutin plutôt qu'en faisant la promotion d'une intervention individualisée auprès de candidates potentielles. Le groupe a été fondé en 2002 afin de prendre part aux débats autour de la réforme des institutions démocratiques et du mode de scrutin, lancée par le gouvernement du Parti québécois de l'époque. Il poursuit des objectifs généraux de deux ordres : la représentation égalitaire des femmes à l'Assemblée nationale du Québec et la réforme du mode de scrutin afin d'y voir intégrer une part significative de proportionnelle (Paquet, 2006). Ce regroupement a démontré sa capacité de mobilisation autour d'une cause commune ; en témoigne l'Opération 100 voix pour la démocratie, entreprise à l'automne 2005 dans le cadre de la commission parlementaire initiée par le gouvernement du Québec pour discuter d'un projet de réforme du mode de scrutin qui aurait introduit la proportionnelle. Dans la foulée de l'opération, plus d'une centaine de femmes et de groupes de femmes ont déposé des mémoires à cette commission parlementaire en faisant des recommandations allant dans le sens du mot d'ordre initié par le Collectif féminisme et démocratie, soit un scrutin proportionnel et l'introduction de mesures destinées à favoriser l'élection d'un plus grand nombre de femmes. Le site Internet de ce groupe, mis à jour sur une base quotidienne, est un lieu virtuel significatif pour les militantes du champ femmes et politique[11].

Un troisième groupe phare, les PÉPINES[12], a été l'un des premiers groupes de femmes à se mobiliser sur les questions liées à la présence des femmes en politique, ce qui lui confère une position d'autorité, et même si le groupe fonctionne surtout dans la région des Cantons-de-l'Est, il jouit d'une grande notoriété dans l'ensemble du Québec. Fondé en 1992, le groupe Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociale, les PÉPINES, travaille à mettre en place des moyens pour permettre l'accès des femmes aux sphères de décision et promouvoir l'engagement et la participation des femmes au développement de leur région. Le groupe poursuit l'objectif central d'en arriver à ce que les femmes soient partie prenante du pouvoir dans le développement régional, à travers l'atteinte d'une nouvelle équité sociale. Les PÉPINES définissent leur action à partir d'une vision du champ politique selon laquelle les femmes sont aux prises avec des obstacles comme l'isolement et la marginalisation dans les lieux décisionnels, ou encore l'existence de réseaux masculins, dont elles font rarement partie[13]. Le groupe a été le premier à mettre sur pied une banque de candidates, mais il fait aujourd'hui l'analyse que ces listes de noms de femmes ne peuvent à elles seules régler le problème de la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles si elles ne sont pas utilisées.

---

11. On trouve sur le site Internet du collectif Féminisme et démocratie des veilles informationnelles, des documents de fond, des statistiques, un agenda et des articles se rapportant aux grandes orientations du groupe. Voir <www.feminismeetdemocratie.ca>.
12. Voir le site Internet du groupe à <www.pepines.com>.
13. Entrevue avec un collectif de membres des PÉPINES, mai 2004.

3.2. Les groupes de femmes autochtones

Les mouvements de femmes autochtones qui opèrent dans l'espace québécois et canadien ne partagent pas tous la même vision sur la question de la participation aux structures politiques. Certains ont jusqu'à maintenant refusé de s'inscrire dans une quête de participation aux institutions de la démocratie libérale, perçue comme un instrument de domination coloniale (Lawrence, 2005, p. 23-24). Un fort courant, au sein des communautés autochtones, propose un retour aux institutions traditionnelles de gouvernance, et à une vision de la démocratie représentative qui ne participe pas de la tradition libérale. Par ailleurs, des femmes autochtones demeurent réfractaires à l'idée d'intégrer des institutions démocratiques qui ont exclu hommes et femmes autochtones du droit de voter, et ce, jusqu'en 1961. Les communautés autochtones sont en quête de structures politiques pouvant fonctionner selon une approche consensuelle, avec la pleine participation de tous leurs membres, et qui mettent l'accent sur les droits collectifs plutôt que sur les droits individuels (Arnott, 1997, p. 72). Ainsi, les femmes autochtones mobilisées au sein de leur communauté semblent elles aussi privilégier un modèle qui, sans mettre l'accent directement sur le recrutement de femmes pour des postes politiques, leur permette de jouer, collectivement, un rôle pour l'ensemble de la communauté[14]. Lors de la campagne électorale fédérale de janvier 2006, la présidente de *Femmes autochtones du Québec,* Ellen Gabriel, critiquait la position prise par l'Assemblée des Premières Nations, qui invitait les communautés autochtones à aller voter à cette élection. Madame Gabriel écrivait à ce sujet : « Historiquement, les peuples autochtones n'ont jamais envisagé même de participer aux élections canadiennes d'aucune sorte compte tenu que notre croyance commune est que ce système gouvernemental n'est pas le nôtre » (Gabriel, 2006). Elle se prononçait également sur l'appartenance à la citoyenneté canadienne, en écrivant : « Je désapprouve la citoyenneté canadienne imposée qui continue d'opprimer et d'attaquer les cultures autochtones à un point tel que nous ne reconnaissons plus les nôtres. » Néanmoins, au Québec, plusieurs groupes de femmes autochtones ont demandé et obtenu le financement d'activités dans le cadre du programme À égalité pour décider, ce qui témoigne d'une démarche visant à intégrer les structures de pouvoir existantes, l'un des objectifs de ce programme, mais ce sont les conseils de bande qui sont ciblés comme espaces à occuper plutôt que les autres lieux d'exercice du pouvoir.

4. Quels enseignements pour la formulation de politiques ?

Notre enquête sur le terrain nous a permis de faire une abondante cueillette de documents réalisés par des groupes de femmes du Québec sur le thème de la participation des femmes aux instances politiques. Il nous a cependant été impossible de faire un inventaire exhaustif des différents outils produits, parce qu'ils sont très nombreux et qu'ils en publient chaque année, rendant impossible la mission d'en faire un inventaire complet ; certains outils ne sont pas accessibles, leur usage étant réservé à des groupes restreints, et il n'y a pas de mise en commun de ces précieuses ressources ni de possibilité de les consulter dans un lieu commun comme la Grande Bibliothèque du Québec.

14. Le programme *À égalité pour décider* a financé en 2006-2007 des initiatives provenant de femmes des communautés crie de Chibougamau et innue d'Ekuanitshit.

Quel portrait tracer de ces interventions destinées à rapprocher davantage de femmes d'un engagement personnel en politique active ? S'il faut parler de discours au pluriel, leur dénominateur commun est d'intervenir principalement de façon incitative auprès des femmes, alors qu'une infime minorité de groupes revendique des corrections systémiques pour pallier au problème des faibles pourcentages de femmes élues. Souvent, on cherche à simplifier l'idée de faire de la politique, en faisant, par exemple, des parallèles entre l'administration des intérêts de la collectivité et la gestion familiale. Les vidéos *Les femmes de Charlevoix, une pièce indispensable* (produit par le groupe Aux Plurielles), *Une, Deux, Trois… Pépines* (produit par les PÉPINES), ainsi que *Moi candidate ?* (du groupe Femmes, politique et démocratie), sont de bons exemples de cette approche.

Qui sont les femmes visées par les initiatives de promotion des femmes en politique ? La question de la diversité des réalités des femmes n'est pas vraiment problématisée dans les approches des programmes et initiatives visant à faire la promotion des femmes en politique. De plus, très souvent, ces initiatives consistent à offrir des outils destinés à combler les lacunes individuelles des femmes, lacunes qui seraient l'une des raisons de leur faible présence dans les structures de la démocratie représentative. De telles interventions laissent supposer que les causes de la faible présence des femmes dans les assemblées élues se résument à des lacunes individuelles plutôt qu'à une discrimination systémique, et ce, malgré l'évidence que les hommes des groupes minoritaires, tout comme les femmes de toutes origines, sont eux aussi très faiblement présents dans les structures politiques au Québec, encore largement dominées par les hommes blancs et francophones.

Au Québec, le fait que nombre de groupes de femmes ont été largement financés à travers des programmes gouvernementaux a possiblement entraîné leur dépolitisation, par l'obligation de se conformer à certaines normes en termes d'action et de discours pour pouvoir recevoir du financement étatique. Ce type de dépendance à l'État a contribué à renforcer la nature « service » des groupes, au détriment d'une réflexion plus proprement politique. Cette dynamique se retrouve encore aujourd'hui largement au centre de la frange du mouvement des femmes qui travaille sur le thème de la présence des femmes dans les institutions de la démocratie représentative.

Peut-on établir l'efficacité de ces programmes à partir d'indicateurs comme les pourcentages de femmes élues ? Au Québec, le nombre de femmes élues en politique semble faire du surplace malgré la mise en œuvre de ces programmes[15]. Nous avons posé la question directement aux responsables de groupes et de programmes visant à inciter les femmes à se présenter en politique, qui ont en très grande majorité fait

15. À l'élection provinciale de mars 2007, le pourcentage de femmes élues est passé de 30 % à 25 %, un premier recul depuis plus de 20 ans dans ce qui avait été une progression faible mais constante. Cela dit, le premier ministre du Québec a nommé pour la première fois un cabinet des ministres paritaire, composé d'un nombre égal de femmes et d'hommes, et il déclarait, au sujet de son nouveau conseil des ministres : « Par sa composition, c'est un gouvernement égalitaire : les femmes comptent pour la moitié du conseil des ministres du nouveau gouvernement. Les Québécois ont donc aujourd'hui le gouvernement le plus égalitaire de leur histoire » (Charest, 2007).

part d'un certain scepticisme quant aux retombées des programmes existants sur les pourcentages de femmes élues, préférant parler de retombées indirectes, ou entrevoyant un effet quantifiable à long terme.

Avec un peu de distance, des responsables de projets font l'analyse que la donne n'a pas véritablement changé dans leur milieu. Certaines initiatives ont été conçues dans un contexte marqué par l'urgence d'agir, s'inspirant d'analyses enlisées dans des pistes d'explication qui n'englobent pas la complexité des facteurs reproduisant l'homogénéité des classes politiques. Cela dit, au Québec, la ministre responsable à la Condition féminine en poste au début de l'année 2006, Carole Théberge, faisait état de liens entre les pourcentages de femmes élues, au Québec, et ce qui a été réalisé par les groupes dans le cadre du programme À égalité pour décider : « Lors des élections municipales de novembre 2005, 142 femmes ont été élues mairesses et 1 846 femmes ont été élues conseillères municipales, représentant 13,1 % et 26,6 % de femmes au pouvoir dans les municipalités du Québec. Il s'agit là d'une progression de 3,6 % comparativement à 2003, *une augmentation qui revient, entre autres, à des organismes dont les actions méritent d'être soulignées* » (Secrétariat à la condition féminine, 2006, p. 2).

Le travail qui se fait sur le terrain pour inciter les femmes à prendre leur place en politique s'inscrit dans une perspective qui légitimise les fondements de la démocratie libérale plutôt que de les questionner. Il s'agit d'améliorer les institutions existantes de la démocratie, de les bonifier pour corriger l'histoire, plutôt que de demander leur mise à mort dans un geste de rupture envers les institutions de la démocratie représentative. Pas étonnant que ce champ d'action ait été littéralement pris en charge par les féministes libérales, dont le plan d'action gravite autour de l'État-sauveur, et complètement désinvesti par les féministes au discours politique plus critique. Ainsi, les arguments de ces dernières sont absents des travaux sur la présence des femmes dans les parlements, alors que domine l'approche *number-crunching,* attachant la plus grande signification à des indicateurs comme les pourcentages de femmes élues. À ne s'intéresser qu'aux pourcentages de femmes dans les parlements, on oublie la petitesse des nombres en jeu : au Québec il faudrait 31 femmes de plus pour avoir une Assemblée nationale paritaire à 50 %. Cette obsession du nombre s'inscrit à l'intérieur d'un idéal de parité des hommes et des femmes dans les postes élus. Plusieurs avancent également que le nombre de femmes élues est porteur d'un changement de culture organisationnelle, soit la féminisation de l'arène politique. Cependant, il s'agit d'une idée qui est en recul, probablement devant l'évidence empirique que les parlements qui ont obtenu des masses critiques de femmes n'ont pas livré la promesse de ce changement anticipé. La quête d'une plus grande égalité numérique entre les hommes et les femmes élus dans les institutions de la démocratie représentative demeure néanmoins un combat légitime dans ce contexte de crise de la démocratie représentative. Les orientations privilégiées par le mouvement des femmes au Québec dans ce dossier pourront-elles générer cette égalité numérique ? Si la tendance des dernières années se confirme, il faudra faire davantage pour en arriver à ce résultat.

Références

Arnott, Jennifer (1997). « Re-emerging Indigenous Structures and the Reassertion of the Integral Role of Women », dans Jane Arscott et Linda Trimble (dir.), *In the Presence of Women: Representation in Canadian Governments,* Toronto, Harcourt Brace, pp. 64-81.

Charest, Jean (2007). « Gouverner différemment », *Le Devoir,* 19 avril, <www.ledevoir.com/2007/04/19/139977.html>.

Féminisme et démocratie (2005). *Afin que le nouveau mode de scrutin constitue une réelle avancée pour la démocratie,* Montréal, Féminisme et démocratie.

Féminisme et démocratie (2004). *La politique c'est aussi une affaire de femmes !,* Montréal, Féminisme et démocratie, Programme de formation, cahier nº 3.

Gabriel, Ellen (2006). *Femmes autochtones du Québec : Lettre ouverte à tous les partis politiques canadiens et aux leaders autochtones,* 12 janvier, <www.faq-qnw.org/documents/LOAborinews.pdf>.

Lawrence, Bonita (2005). "Rewriting Histories of the Land Colonization and Indigenous resistance in Eastern Canada", dans Sherene Razack (dir.), *Race, Space and the Law : Unmapping a White Settler Society,* Toronto, Between the Lines, pp. 21-46.

Lépinard, Éléonore (2007). *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la république,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Les PÉPINES (2001). *Le p'tit guide des chemins du pouvoir en Estrie,* Sherbrooke.

Maillé, Chantal (2007). « Les interventions des mouvements de femmes en faveur d'une politique de présence dans les institutions de la démocratie libérale. Observations autour des filières nord-américaines », dans Manon Tremblay *et al.* (dir.), *Genre, citoyenneté et représentation,* Québec, Presses de l'Université Laval, p. 189-207.

Maillé, Chantal (2003). « Le mouvement des femmes au Québec : histoire et actualité », dans Alain-G. Gagnon (dir.), *Québec : État et société,* Montréal, Québec-Amérique, p. 323-341.

Maillé, Chantal (2000). « Féminisme et mouvement des femmes au Québec : un bilan complexe », *Globe, revue internationale d'études québécoises,* vol. 3, nº 2, automne, p. 87-105.

Paquet, L. (2006). « Le scrutin qui divise », *La Gazette des femmes,* mai-juin, p. 29.

Secrétariat à la Condition féminine (2006). *À égalité pour décider,* Québec, Gouvernement du Québec. Guide d'information.

La place des femmes à l'université
Étude comparative entre le Québec et la France

Marie-Christine Weidmann Koop
University of North Texas

Résumé *Les effectifs d'étudiants de l'enseignement supérieur, au Québec aussi bien qu'en France, montrent que les femmes y sont plus nombreuses globalement et qu'elles réussissent mieux que les hommes. Cependant, leur nombre diminue lorsque le niveau des études s'élève. Par ailleurs, leur répartition dans les champs disciplinaires reste fort inégale, à tel point que l'on parle même de ghettoïsation de certains secteurs. Parmi les enseignants, les professeures sont moins nombreuses que leurs confrères et l'on assiste au même phénomène de ghettoïsation et de déperdition lorsqu'on parvient aux plus hauts échelons de la hiérarchie, en particulier aux postes de direction. S'appuyant sur des facteurs historiques et sociaux et sur plusieurs études menées des deux côtés de l'Atlantique, cet essai tente de faire le point sur la situation et d'apporter un certain éclairage sur les causes de ces phénomènes. Il abordera également les mesures prises par les gouvernements et les différentes instances pour améliorer le statut des femmes à l'université et leur assurer l'égalité avec leurs homologues masculins.*

Depuis quelque temps, on commence à s'alarmer du fait que les femmes représentent 67 % des étudiants au Québec et que le nombre d'hommes est en diminution régulière. Cette proportion d'étudiantes est toutefois relativement récente car ce n'est qu'après la Révolution tranquille que l'enseignement supérieur est devenu pleinement accessible aux femmes. En effet, les premiers collèges classiques féminins n'ont ouvert leurs portes qu'au début du XXe siècle – le collège Marguerite-Bourgeois en 1908 puis le collège Jésus-Marie en 1925. Mais ces établissements privés n'accueillaient que les jeunes filles issues de familles privilégiées, qui représentaient une minorité seulement de la population. Il faudra attendre les années 1940, période d'émancipation des Québécoises, pour assister à une généralisation de l'éducation des filles. Par la suite, le Rapport Parent a préconisé un enseignement commun pour filles et garçons, puis la création du réseau de l'Université du Québec (1968) a favorisé les études supérieures pour les jeunes des deux sexes. C'est à la même époque que les enseignantes ont obtenu la parité salariale avec les hommes. Les années 1970 ont vu la création de plusieurs instances – un ministère de la Condition féminine, le Conseil du statut de la femme, et la Commission des droits de la personne – qui allaient travailler étroitement avec le ministère de l'Éducation du Québec pour soutenir la cause des femmes, à commencer par l'élimination progressive des stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires (Solar, 1985, p. 280-283). Aujourd'hui, les femmes ont beau être majoritaires en éducation, elles occupent rarement des postes clés, même si Lucienne Robillard fut la première femme nommée ministre de l'Éducation en 1992. À tous les niveaux du système éducatif, les femmes sont peu nombreuses parmi les gestionnaires, en particulier au niveau les plus élevés de la hiérarchie. Ainsi que le fait remarquer Claudie Solar, cette absence des femmes aux postes de direction a deux conséquences : d'une part, les femmes influencent peu l'organisation du système et, d'autre part, elles conservent l'impression que ce « sont les hommes qui détiennent le pouvoir et le savoir » (*op. cit.,* p. 284). Les femmes sont plus nombreuses à poursuivre des études supérieures, mais elles se trouvent concentrées dans des filières moins valorisantes sur le plan des salaires – sciences de l'éducation et sciences paramédicales. En outre, peu de programmes universitaires offrent des cours sur les rapports sociaux de genre et la place des femmes dans la société, ce qui perpétue l'omission de ces dernières, de leurs luttes et de leurs revendications :

> En conséquence, le savoir que l'on apprend est le savoir des hommes sur les hommes […] les hommes constituent presque la totalité du personnel permanent des universités, et ce sont eux qui décident des besoins de leurs départements ou facultés, qui évaluent les demandes des fonds de recherche, et qui sélectionnent les communications qui seront publiées dans les revues qu'ils contrôlent (Spender, 1981, p. 161).

La recherche universitaire s'est peu à peu intéressée à l'accès des femmes aux études supérieures et, plus particulièrement, à l'accession des professeures aux postes de direction (Bouchard, 1996, p. 156). En 2004, le Conseil du statut de la femme a publié un rapport intitulé *Les études, l'enseignement et la recherche universitaires : enjeux émergents pour les femmes. Mémoire à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités.* On y explique que, depuis la Révolution tranquille, les femmes ont bénéficié de la démocratisation de l'enseignement supérieur (p. 13) pour devenir, à partir des années 1980, majoritaires au sein de la population

étudiante et réaliser une meilleure réussite dans les études, notamment en ce qui concerne l'obtention du baccalauréat (voir le tableau 1). En 2005, les femmes représentaient 57,6 % des effectifs étudiants dans les universités québécoises (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2007, p. 111). Elles sont plus nombreuses que les hommes au premier cycle, mais leur proportion diminue en fonction du niveau des études : environ 50 % en maîtrise et 46 % au niveau du doctorat.

Tableau 1

Taux d'obtention des grades universitaires au Québec selon le sexe

	1976	1986	1996	2005
	%	%	%	%
Baccalauréat	14,9	19,0	29,3	30,2
Sexe masculin	16,7	18,1	23,0	22,9
Sexe féminin	13,1	19,9	35,7	37,9
Maîtrise	2,7	3,9	6,1	9,2
Sexe masculin	3,5	4,4	4,4	9,4
Sexe féminin	1,9	3,4	6,3	9,1
Doctorat	0,4	0,5	0,9	1,2
Sexe masculin	0,6	0,7	1,2	1,3
Sexe féminin	0,2	0,3	0,6	1,1

Source : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2007), *Indicateurs de l'éducation 2007*, p. 109. © Gouvernement du Québec.

Les femmes réussissent mieux dans toutes les disciplines sauf en sciences de la santé et en droit, où les résultats entre hommes et femmes sont comparables (Conseil du statut de la femme, 2004, p. 16). En 2005, parmi les lauréats des deux sexes, elles étaient réparties de la manière suivante, dans l'ordre décroissant : 80,6 % en sciences de l'éducation, 78,1 % en sciences sociales, 76,2 % en sciences de la santé, 66,5 % en sciences humaines et générales, 63,8 % en droit, 55,9 % en sciences naturelles, 41,0 % en affaires, 26 % en mathématiques et en informatique et 24,1 % en sciences du génie et en architecture (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, 2007, p. 110-111). Elles sont donc majoritaires dans certains domaines et minoritaires dans d'autres, et l'on assiste à une « sorte de ghettoïsation des départements en fonction du sexe » (Conseil du statut de la femme, 2004, p. 16) :

> On attribue ce déséquilibre au fait que la pédagogie ne tient pas compte des différences qui existent, entre garçons et filles, dans le mode d'apprentissage. Par exemple, on sait que les filles ont besoin d'ancrer les concepts dans le quotidien. Pour les motiver, on pourrait faire appel à l'utilité sociale des sciences. Pour les garçons, on pourrait établir un lien entre les sciences et l'éducation des enfants, ou encore entre la santé et les services sociaux. Il s'agit donc d'adapter l'enseignement aux intérêts du public visé (*op. cit.,* p. 17).

Quant au corps professoral en milieu universitaire, il se caractérise toujours par la présence massive des hommes, même si le pourcentage global de professeures dans les universités québécoises s'accroît progressivement, étant passé de 18 % en 1988 à 28 % en 2003 (*op. cit.,* p. 24). Mais à mesure qu'on s'élève dans la hiérarchie, leur

pourcentage diminue, situation qui se retrouve d'ailleurs en France et aux États-Unis. En octobre 2001, il y avait ainsi 37 % de femmes parmi les professeurs adjoints, 31 % parmi les professeurs agrégés et 17 % parmi les titulaires (Nicole Bégin-Heick & Associates Inc., cité dans Conseil du statut de la femme, 2004, p. 24). On remarque également que la répartition des professeures selon les disciplines demeure inégale : 46 % en lettres ; 45 % en éducation ; 40 % en arts ; 36 % en droit ; 33 % en santé ; 31 % en sciences humaines ; 26 % en administration ; 15 % en sciences pures ; et 13 % en sciences appliquées (Ministère de l'Éducation du Québec, 2005, p. 224).

Un colloque organisé à Montréal en mars 2001 par le milieu universitaire et la FQPPU (Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université), sous la direction de Huguette Dagenais, a débattu quatre thèmes : l'accès à l'égalité, la carrière professorale proprement dite, la conciliation carrière-famille et le harcèlement psychologique ou moral. On a ainsi abordé les programmes d'accès à l'égalité (PAE) et les programmes d'équité en emploi qui ont été adoptés au Québec en 1985 et calqués sur le modèle américain de l'*affirmative action,* mais leur efficacité reste à démontrer car ils rencontrent plusieurs obstacles : « un manque d'engagement de la part des gestionnaires qui ne font pas de l'accès à l'égalité une priorité », le manque de ressources financières et humaines pour les mettre en œuvre et le fait qu'on ne pénalise pas l'absence ou la non-application de ces programmes (Chicha, 2006, p. 119-120). On mentionne également le manque de standardisation dans l'évaluation des dossiers en raison des facteurs particuliers au milieu universitaire comme les critères d'excellence (publications, subventions) et les sujets de recherche qui varient d'une discipline à l'autre. À cela s'ajoute un manque d'uniformité dans les procédures et donc un risque de subjectivité dans les pratiques (*op. cit.,* p. 120). On cite enfin les réseaux professionnels, qui jouent un rôle important dans la carrière mais concernent plutôt les hommes puisque les femmes sont moins nombreuses dans les universités (*op. cit.,* p. 121).

Une conférence internationale avait été organisée à Monterrey (Mexique) en 2003 par l'Association internationale des universités, sous l'égide de l'UNESCO ; elle avait pour thème *Women in Leadership in Higher Education – How Thick Is the Glass Ceiling?* et a permis de confirmer certaines des barrières qui limitent encore la progression des femmes. On a d'abord identifié des barrières d'ordre culturel : stéréotypes, attitudes héritées du passé, préjugés qui découragent les femmes de poser leur candidature ou qui les empêchent d'être choisies par le comité de sélection. On a ensuite relevé des barrières associées à la discrimination :

> absence d'une masse importante de femmes parmi les enseignants, isolement des femmes en poste, discrimination dans les procédures d'évaluation et de promotion, perpétuation des modèles masculins et des valeurs professionnelles masculines. Il n'y a pas suffisamment de femmes pour qu'elles puissent constituer des réseaux qui leur sont propres. Les critères d'évaluation et de promotion ne tiennent pas compte des interruptions professionnelles liées à l'exercice des responsabilités parentales, ce qui pénalise un certain nombre de femmes qui ont du mal à concilier vie professionnelle et vie familiale (Conseil du statut de la femme, 2004, p. 25).

Le même constat s'applique à la recherche. À cet effet, le Programme des chaires de recherche du Canada, créé en 2000, n'a guère amélioré la promotion des femmes. Un article de Rosanna Tamburri indique que, parmi les 262 chaires de recherche

attribuées au Québec entre 2000 et 2003, les femmes n'en ont obtenu que 32, soit 12,2 %, chiffre très inférieur à leur proportion dans le corps professoral des universités (26,5 % à l'époque) (Tamburri, 2004, cité dans Conseil du statut de la femme, 2004, p. 27-28).

Plusieurs mesures ont été prises en faveur de la promotion des femmes, notamment les concours publics de recrutement inclus dans les conventions collectives pour limiter le caractère discriminatoire des concours fermés. À compétences égales, les femmes ont maintenant la priorité sur les hommes lors de la sélection des professeurs. Par ailleurs, on essaie d'augmenter la présence des femmes dans les comités de sélection, qui doivent maintenant justifier leurs efforts pour solliciter des candidatures féminines (Lee-Gosselin, 2006, p. 13-14). Malgré ces initiatives, la représentation des femmes dans le corps professoral ne s'améliore que très lentement. À l'Université Laval, par exemple, leur proportion est passée de 11 % en 1975 à 24 % en 2001 (*op. cit.,* p. 15-16). De nouvelles stratégies sont donc nécessaires pour lutter contre le sexisme qui affecte le recrutement des enseignants et des chercheurs.

Parmi les étudiants inscrits au doctorat, ce sont plus souvent les femmes qui doivent concilier études et famille. Elles consacrent ainsi moins de temps à leurs études et à la recherche et se retrouvent dans une situation précaire lorsqu'elles cherchent un poste (Solar, 2006, p. 49-50). Les femmes rencontrent les mêmes difficultés pour obtenir la permanence qui dépend des publications, des subventions de recherche, et de l'évaluation de leur dossier par des pairs. Or, parmi les raisons invoquées par les professeurs qui quittent leur poste, les problèmes personnels ou familiaux et les difficultés pour concilier travail et vie de famille ne sont mentionnés que par les femmes (*op. cit.,* p. 59). Reine Gagnon reconnaît cependant que les hommes des nouvelles générations sont plus impliqués dans l'éducation de leurs enfants, ce qui laisse présager une amélioration dans le sens d'une certaine parité hommes-femmes (2006). À la conciliation carrière-famille s'ajoute le harcèlement psychologique ou moral dont les femmes semblent être le plus souvent les victimes (Giroux, 2006).

Il n'est pas facile de modifier les mentalités, et les différentes instances québécoises continuent à intensifier leurs efforts pour éliminer les inégalités qui perdurent. En 2006, le ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine a publié un nouveau document intitulé *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes,* dont les grandes orientations comprenaient, entre autres, la promotion de modèles et de comportements égalitaires, une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles, et une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles.

Un grand nombre des facteurs mentionnés pour le Québec s'appliquent aussi à la majorité des nations occidentales, dont la France. Les Françaises n'ont obtenu le droit de vote qu'en 1944 et leurs premières conquêtes remontent aux années 1960, bien que le mouvement de libération des femmes ne se soit réellement formé qu'en 1970. Dans le domaine de l'éducation, cette période a vu l'inauguration de la mixité dans les établissements scolaires et l'accès des jeunes filles à l'enseignement technique, dont la prestigieuse école polytechnique, où la première promotion mixte avait pour major une femme ! En fait, ce n'est que dans les années 1970 que l'on a atteint la

parité filles-garçons pour l'obtention du baccalauréat qui, en France, sanctionne la fin des études secondaires. Malgé leur arrivée tardive dans l'enseignement supérieur, les femmes y ont peu à peu rattrapé et même dépassé les hommes globalement, quoique les chiffres soient nuancés en fonction des champs disciplinaires[1].

Aujourd'hui, la part des femmes parmi les étudiants s'est stabilisée autour de 56 %. Les établissements les plus féminisés en 2005 étaient les écoles paramédicales et sociales (respectivement 85,0 % et 79,5 % de femmes), les Instituts universitaires de formation des maîtres ou IUFM (69,0 %) et les formations comptables (56,9 %). En revanche, les femmes sont largement sous-représentées dans les écoles d'ingénieurs (24,6 %) et, en particulier, les nouvelles formations d'ingénieurs (10,4 %). Elles sont également peu nombreuses dans les prestigieuses écoles normales supérieures (38,6 %) (Girardot, 2006, p. 4 ; Fabre, 2007, p. 5-6). Depuis le milieu des années 1980, la part des femmes à l'université hors IUT (Instituts universitaires de technologie) et STAPS (Sciences, techniques et activités physiques et sportives) est d'environ 56 % au 1er cycle ; elle a augmenté de 52 % à 58 % au 2e cycle et de 40 % à 49 % au 3e cycle. Toutefois, cette proportion tend à diminuer en fonction du niveau des études avec, au 3e cycle, 54 % de femmes diplômées au DESS, 48 % au DEA et seulement 40 % au doctorat (Unterberger, 2001, p. 36).

Une enquête menée sous les auspices d'un programme européen intitulé Women in European Universities ou WIEU (2003) et coordonné par l'Université de Münster, en Allemagne, a confirmé que les femmes quittent l'université plus tôt que les hommes en France. Latour et Le Feuvre précisent toutefois :

> ce départ des femmes de l'université en fin de 2e cycle est fortement lié aux caractéristiques spécifiques du système d'enseignement supérieur en France où les formations professionnelles aux métiers du secteur tertiaire (infirmière, assistante sociale, éducatrice, journaliste, voire enseignante) ne sont pas données dans les universités, mais dans des écoles spécialisées » (Latour et Le Feuvre, 2006, p. 164).

En outre, les femmes qui poursuivent leurs études au 3e cycle ont tendance à choisir des filières à visée professionnelle immédiate (diplôme d'études supérieures spécialisées ou DESS, débouchant sur la vie active) plutôt que des filières de formation à la recherche (diplôme d'études avancées ou DEA, menant au doctorat), ce qui explique qu'elles soient moins nombreuses au niveau du doctorat (*ibid.,* p. 164).

Le véritable « plafond de verre » dans les universités françaises se situe lors du passage entre les postes de maîtres de conférences ou MCF et les postes de professeurs des universités[2], quoique le taux de féminisation soit plus élevé dans les tranches d'âges plus jeunes. Tout comme au Québec, les enseignantes se retrouvent plus nombreuses

---

1. Pour une étude plus approfondie de la condition des femmes en général au sein du sein du système éducatif en France, voir mon article « La formation des femmes en France : évolution et paradoxe d'une situation qui perdure », *Revue des sciences de l'éducation,* vol. 29, nº 3, p. 649-671, 2003. Certains arguments et quelques données de cet article sont repris ici.
2. En France, il existe trois rangs principaux pour les professeur(e)s d'université : maître(sse) de conférences 2e classe, correspondant à professeur(e) adjoint(e) au Québec ; maître(sse) de conférences 1re classe, qui comprend la titularisation et correspond à professeur(e) agrégé(e) avec permanence au Québec ; professeur(e) des universités, correspondant à professeur(e) titulaire au Québec.

en lettres (51,2 % parmi les maîtres de conférences ou MCF et 29,8 % parmi les professeurs) et en santé (50,1 % parmi les MCF et 13,2 % parmi les professeurs), mais en position minoritaire en sciences (31 % parmi les MCF et 12,3 parmi les professeurs) ; la situation est semblable pour les étudiantes (71 % en lettres, 60,7 % en santé et 36,6 % en sciences) (Girardot, 2006, p. 4 ; Bideault et Rossi, 2007 p. 3).

Huguette Delavault (2001) met en évidence le fait que la présence d'un grand nombre de maîtresses de conférences dans une discipline n'implique pas qu'elles seront plus nombreuses que les hommes à monter en grade : en santé, 71 % des hommes deviendront professeurs contre 24 % des femmes ; en lettres, où les femmes sont presque en nombre égal aux hommes, 38 % des hommes seront promus contre seulement 21 % des femmes. La représentation de ces dernières au Conseil national des universités ou CNU[3], comité de sélection à l'échelle nationale, n'est que légèrement supérieure à la part de celles-ci dans le corps correspondant au sein de chaque discipline. Huguette Delavault explique ce phénomène par l'existence de plusieurs freins. Selon elle, il y a d'abord des freins au plan de l'institution avec la question de la maternité et de l'âge des femmes : « Entre 30 et 40 ans, on invoque la maternité pour ne pas nommer une femme professeure ; après 40 ans, on dit qu'elle n'est plus capable de faire de la recherche – alors qu'au contraire, dit-on, les hommes gagnent en savoir scientifique […] C'est-à-dire qu'une femme n'a jamais le "bon âge" pour l'évolution de sa carrière » (*op. cit.,* p. 33). Elle invoque également le fait que les femmes s'investissent davantage que les hommes dans leur enseignement et dans les tâches administratives, aspects peu valorisés dans les dossiers de candidature, « alors que les hommes sont plus visibles à des postes stratégiques, présidents de commissions de spécialistes, direction de laboratoire, etc. » (*ibid.*). Un autre frein important est celui de la vie sociale et de la vie familiale, ce qui avait déjà été mis en évidence par François de Singly (1987). Viennent enfin les freins subjectifs comme le fait que l'ascension des femmes dans la carrière universitaire est souvent perçue comme le fruit de la chance mais pas de leur compétence, comme c'est le cas pour les hommes (*ibid.*).

Au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), la proportion générale des femmes est stable, aux alentours de 45 % depuis une trentaine d'années (Hurtig, 2001, p. 76), y compris dans le corps des chercheurs (30 % de femmes), mais la catégorie des techniciens se serait féminisée en passant de 51 % à 61 % (*ibid.*). M.-C. Hurtig a analysé les résultats des concours d'entrée au CNRS à la fin des années 1990 et les résultats semblent indiquer une inégalité de traitement aux dépens des femmes, inégalité due à la sélection par les concours mais aussi à l'autocensure pratiquée par ces dernières. Là aussi, la présence des femmes diminue avec le niveau hiérarchique, notamment dans le corps des directeurs de recherche (*op. cit.,* p. 77-78). Au 31 décembre 2005, le CNRS affichait les chiffres suivants : 42,5 % de femmes au total avec 31,2 % de

3. À la différence du Québec, où les comités de sélection des candidatures et promotions se situent au niveau du département et de l'université, la sélection s'effectue en France au niveau du département mais aussi par le Conseil national des universités, qui comprend un comité pour chaque discipline et dont la tâche est d'abord de déterminer si les candidats sont qualifiés pour postuler, qu'il s'agisse d'une candidature à un poste ou d'une promotion.

chercheuses et 52 % d'ingénieures techniciennes[4] (CNRS, *Bilan social*, 2005, p. 1). Aux postes de direction, la disproportion de genre est encore plus flagrante : 22,7 % de femmes pour les directeurs de recherche et seulement 11,6 % pour les directeurs de recherche de classe exceptionnelle (*op. cit.,* p. 2).

Le 25 février 2000, plusieurs ministères, dont l'Éducation nationale, avaient signé une convention afin de mettre en œuvre une politique globale d'égalité des chances entre les filles et les garçons dans le système éducatif mais également dans la recherche d'un emploi et le parcours professionnel (Ministère de l'Éducation nationale, 2000). Ce document contenait plusieurs recommandations visant à améliorer la place des femmes dans l'enseignement supérieur, dont la promotion de l'égalité d'accès aux postes de responsabilité. Cette convention s'inscrivait non seulement dans un objectif national mais également dans les directives de l'Union européenne (voir Weidmann-Koop, 2003).

À la même époque, le gouvernement français a voté une loi sur la parité en politique et rendu obligatoire la féministaion des noms de métiers et de grades dans la fonction publique. Plusieurs femmes ont alors été nommées à des emplois supérieurs, en particulier à la direction d'organismes de recherche et de grands établissements et parmi les directeurs de l'administration centrale de l'Éducation nationale, ce qui avait été qualifié de *forcing*. Malgré ces mesures, la présence des professeures évolue très lentement. En juin 2006, une nouvelle convention a été signée par huit ministres, dont celui de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle réaffirme la volonté du gouvernement de mettre en œuvre une approche intégrée de l'égalité par des mesures particulières en direction des filles et des femmes visant, en particulier, à améliorer l'orientation scolaire et professionnelle des filles et des garçons pour une meilleure insertion dans l'emploi, notamment l'accroissement des données statistiques sexuées et la promotion auprès des filles des filières et des métiers appartenant aux domaines scientifiques et technologiques (Ministère de l'Éducation nationale, 2006).

L'enquête WIEU, mentionnée plus haut, a ouvert une autre perspective sur certaines idées reçues. Par exemple, les femmes ne passent pas plus de temps au foyer que leurs collègues masculins ; quant à l'argument selon lequel elles auraient plus de difficultés à concilier vie professionnelle et vie privée, il est battu en brèche car le taux de célibat parmi les MCF est assez proche (13,2 % chez les femmes et 10,4 % chez les hommes). Cependant, les professeurs des deux sexes sont moins souvent célibataires que les MCF, ce qui semble indiquer que les femmes n'ont pas nécessairement sacrifié leur vie de couple pour gravir les échelons quoique les hommes professeurs soient plus nombreux à vivre en couple (91 % contre 75 %) (Latour et Le Feuvre, 2006, p. 177). Toutefois, les femmes MCF interrompent plus souvent leur activité professionnelle pour suivre leur conjoint. Quant à la responsabilité de l'éducation des enfants, elle ne semble pas représenter un frein à la carrière en raison de l'existence de services de garde des enfants tels que crèches, gardiennes d'enfants, écoles – en France, tous

4. Le poste de chercheur requiert la possession du doctorat, mais pas celui d'ingénieur technicien.

les enfants sont scolarisés dès l'âge de 3 ans (*ibid.,* p. 178). Les femmes consacrent toujours plus de temps que les hommes aux tâches domestiques, surtout parmi les MCF (30 % des MCF contre 16 % des femmes professeures). En comparaison avec le Québec, le taux de féminisation des postes de MCF est plus élevé en France, mais les chiffres sont peut-être trompeurs car il faudrait faire la distinction entre MCF 1re et 2e classe, deux catégories distinctes dans les statistiques propres au Québec (professeurs adjoints et agrégés). Les femmes jouent donc un rôle croissant dans la production et la transmission des savoirs même si elles connaissent une progression de carrière plus lente. C'est dans ce sens que A.-M. Daune-Richard et A.-M. Devreux font référence à ce qu'elles nomment la « mobilité de sexe » (1992, cité dans Latour et Le Feuvre, 2006, p. 185).

Il existe peu d'études comparatives entre la France et le Québec. Si l'on y analyse la place des femmes dans les universités, on s'aperçoit que les préoccuptions y sont semblables. Les femmes y ont suivi un cheminement parallèle bien que l'on puisse relever quelques différences. Au Québec, les femmes ont accédé à l'enseignement supérieur plus tard que leurs consœurs françaises. De même, il a fallu attendre la Révolution tranquille pour assister à la mise en place de la laïcisation du système éducatif qui remonte, en France, aux lois de Jules Ferry de 1880-1882 et à la séparation des Églises et de l'État votée en 1905. Malgré ce décalage, les Québécoises affichent des résultats comparables à ceux de leurs homologues françaises. Il faut dire que les syndicats de professeurs d'université sont plus militants au Québec et placent les femmes au centre de leurs revendications. Au Québec, également, on a lutté plus tôt et de manière plus systématique pour éliminer les stéréotypes sexistes des manuels scolaires. Contrairement au Québec, on n'a pas encore connu, en France, de femme ministre de l'Éducation nationale. La conciliation de la carrière et de la vie familiale est une préoccupation constante des deux côtés de l'Atlantique et, si la prise en charge par l'État des enfants en bas âge s'améliore, le partage des tâches domestiques entre hommes et femmes n'est toujours pas équitable, de même que le soin aux proches. Et c'est là, sans doute, le dernier bastion que les femmes devront conquérir dans leur marche vers l'égalité. On ne peut pas légiférer sur ce qui appartient à la sphère privée. Mais c'est en luttant contre les stéréotypes sexistes et les mentalités que l'on pourra progresser. Il faut également poursuivre la recherche féministe et s'assurer que les statistiques produites par les ministères fournissent des données sexuées qui permettront d'identifier les domaines qui posent encore problème à l'ascension des étudiantes et des professeures. La discrimination positive au profit des femmes n'est peut-être pas la solution idéale, mais il est nécessaire de sensibiliser les membres des jurys de concours et des comités de sélection au risque de subjectivité et de discrimination dans leurs décisions. Même si l'ascension des femmes vers les plus hauts niveaux de la hiérarchie est lente, celles-ci doivent persévérer. Et les deux gouvernements, québécois et français, affichent clairement leur engagement dans la promotion de ces dernières, menant d'ailleurs des actions parallèles.

Références

Bégin-Heick, Nicole & Associates Inc. (2002). *Analyse comparative du Programme des chaires de recherche du Canada, selon le sexe*, Ottawa, rapport préparé à l'intention du Secrétariat du Programme des chaires de recherche du Canada, novembre.

Bideault, Marc et Pasquin Rossi (2007). *Note d'information,* nº 07.03, p. 1-6.

Bouchard, Pierrette, avec la collaboration de Renée Cloutier et Thérèse Hamel (1996). « La recherche féministe en éducation », dans Huguette Dagenais (dir.), *Science, conscience et action,* Montréal, Éditions du Remue-Ménage, p. 149-182.

Centre national de la recherche scientifique (2005). *Bilan social 2005*, Paris, CNRS, <www.cnrs.fr>.

Chicha, Marie-Thérèse (2006). « L'accès à l'égalité », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 119-122.

Conseil du statut de la femme (2004). *Les études, l'enseignement et la recherche universitaires : enjeux émergents pour les femmes. Mémoire à la Commission parlementaire sur la qualité, l'accessibilité et le financement des universités,* Québec, Gouvernement du Québec.

Daune-Richard, A.-M. et A.-M. Devreux (1992). « Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique », *Recherches féministes*, vol. 5, nº 2, p. 7-30.

Delavault, Huguette (2001). « Les enseignants-chercheurs à l'Université : la place des femmes », dans *L'égalité des chances entre les femmes et les hommes à l'université,* travaux de la journée d'étude organisée le 5 février 2001 à Lille 3 en collaboration avec Lille 1, Lille, CEGES-Université Charles De Gaulle-Lille 3, p. 31-33.

Fabre, Jérôme (2007). « Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2005 », *Note d'information,* nº 07.01, janvier, p. 1-6.

Gagnon, Reine (2006). « Concilier la carrière professorale et la famille : à quel prix ? », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales,* Paris, L'Harmattan.

Girardot, Pauline (2006). « Les étudiants inscrits dans les 83 universités publiques françaises en 2005 », *Note d'information,* nº 06.24, p. 1-6.

Giroux, Guy (2006). « Résister au harcèlement. Une question de dignité et d'intégrité », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 93-101.

Hurtig, Marie-Claire (2001). « Hommes et femmes au CNRS », dans *L'égalité des chances entre les femmes et les hommes à l'université,* travaux de la journée d'étude organisée le 5 février 2001 à Lille 3 en collaboration avec Lille 1, Lille, CEGES-Université Charles De Gaulle-Lille 3, p. 75-78.

Latour, Emmanuelle et Nicky Le Feuvre (2006). « Les carrières universitaires françaises à l'épreuve du genre », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 159-188.

Lee-Gosselin, Hélène (2006). « Les programmes d'accès à l'égalité dans la nouvelle conjoncture économique des universités », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 11-19.

Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine (2006). *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait. Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes,* Québec, Gouvernement du Québec.

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (2007). *Indicateurs de l'éducation* 2007, Québec, le Ministère, <www.mels.gouv.qc.ca/stat/indic07>.

Ministère de l'Éducation du Québec (2005). *Statistiques éducation 2005*, Québec.

Ministère de l'Éducation nationale (2006). *Convention pour l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes dans le système éducatif,* Paris, le Ministère.

Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie (2000). *Promouvoir l'égalité des chances entre les filles et les garçons dans le système éducatif,* Paris, <www.education.gouv.fr/syst/egalite>.

Ministère de l'Éducation nationale/Ministère de la Recherche (2007). *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche,* Paris, les ministères.

Singly, François de (1987). *Fortune et infortune de la femme mariée. Sociologie de la vie conjugale,* Paris, Presses universitaires de France.

Solar, Claudie (2006). « Être professeure et féministe : une course d'obstacles d'hier à aujourd'hui », dans E. Ollagnier et C. Solar (dir.), *Parcours de femmes à l'Université. Perspectives internationales*, Paris, L'Harmattan, p. 41-64.

Solar, Claudie (1985). « Le caractère masculin de l'éducation », *Revue des sciences de l'éducation*, vol. 11, nº 2, p. 277-294.

Spender, Dale (1981). "Education: The Patriarchal Paradigm and the Response to Feminism", dans Dale Spender, *Men's Studies Modified: The Impact of Feminism on the Academic Disciplines,* Oxford, New York, Pergamon Press, pp. 155-173.

Tamburri, Rosanna (2004). « Un équilibre précaire », *University Affairs/Affaires universitaires,* janvier, <www.affairesuniversitaires.ca>.

Unterberger, Julianne (2001). « Les femmes dans les filières universitaires », dans *L'égalité des chances entre les femmes et les hommes à l'université,* travaux de la journée d'étude organisée le 5 février 2001 à Lille 3 en collaboration avec Lille 1, Lille, CEGES-Université Charles De Gaulle-Lille 3, p. 35-37.

Weidmann-Koop, Marie-Christine (2003). « La formation des femmes en France : évolution et paradoxe d'une situation qui perdure », *Revue des sciences de l'éducation,* vol. 29, nº 3, p. 649-671.

Women in European Universities (2003). *Advanced Training Network,* Bruxelles, Commission européenne, DG Recherche, no HPRN-CT-1999-00074, <www.women-eu.de>.

B

Groupes minoritaires au sein du système scolaire

L'élève autochtone et le système éducatif au Québec
Vers une meilleure entente ?
Marie Schein

L'élève autochtone et le système éducatif au Québec

Vers une meilleure entente ?

Marie Schein
Texas Christian University

Résumé *Aujourd'hui parsemés dans la province du Québec dans plus de cinquante communautés autonomes, majoritairement inuites et cries, les Autochtones représentent à peine un peu plus de 1 % de la population, mais continuent de faire parler d'eux. Généralement confrontées à de lourds problèmes sociaux comme le manque d'emploi ou de maigres revenus, ces communautés ont fait l'objet de nombreuses ententes politiques au fil des siècles de la part du gouvernement d'Ottawa mais aussi du Québec. L'un des aspects les plus critiques quant à la réussite des Autochtones dans la société est l'éducation de leurs enfants. Depuis les conventions de la Baie-James, du Nord et du Nord-est du Québec en 1975 et 1978, les jeunes Autochtones peuvent être scolarisés dans leur propre village. Ces écoles de bande sont subventionnées par le gouvernement canadien mais gérées par les localités. D'un côté, beaucoup font l'éloge d'un tel système en invoquant la particularité qu'ont ces écoles d'offrir un enseignement bien souvent trilingue qui apporte non seulement les connaissances nécessaires pour donner aux jeunes une chance, mais aussi, et ce, dans plusieurs établissements, la formation de programmes qui leur donnent l'occasion de renouer avec les traditions. D'un autre côté, beaucoup mettent en évidence l'énorme travail qu'il reste à faire pour éviter ce que les éducateurs craignent le plus et qu'ils appellent le décrochage scolaire, dont les conséquences menacent la vie même de ces jeunes. Cette étude explore l'organisation, les réussites, les échecs et l'avenir des écoles autochtones du Québec.*

1. L'éducation des enfants autochtones au Canada au XIXe siècle

1.1. Les écoles résidentielles

Les élèves autochtones sont aujourd'hui au centre d'un dialogue entre éducateurs, parents et politiques pour l'amélioration de leurs conditions de scolarité et en vue de leur assurer un succès académique et social. Ils ont dû, dès le XVIIe siècle, se soumettre à l'autorité des missionnaires français, en particulier les jésuites, installés dans les colonies de la Nouvelle-France depuis 1625 : « Coupés de l'influence de leurs parents et de leur communauté », garçons et filles devaient apprendre la religion catholique en même temps que le français (Charland, 2005, p. 7 et 9). Comme les Amérindiens des États-Unis, les enfants autochtones du Québec aux XVIIIe et XIXe siècles sont enfermés, éduqués, habillés à la manière européenne des colons dans ces collèges et pensionnats religieux. Si on veut vraiment comprendre la lutte pour la parité de l'éducation qu'ont menée les Autochtones du Canada en général et du Québec en particulier pendant plus de cent ans, il faut remonter le temps et s'arrêter un moment sur les conséquences à long terme des Actes indiens de 1876, 1880 et 1884. Depuis le XVIe siècle, des organisations religieuses s'étaient implantées sur le territoire nord-américain et avaient pris le parti d'ouvrir des écoles destinées à transformer l'être et la pensée des enfants autochtones jusqu'à la désintégration de leur identité et de leur propre croyance. Nicolas Sbarrato explique comment ces écoles catholiques, protestantes ou jésuites « recommandaient alors de prendre en charge les enfants dès l'âge de six ans, car il était primordial qu'ils soient suffisamment jeunes pour échapper à toute influence dégénérative de leur environnement familial » (Sbarrato, 2005, p. 263). Comme les enfants amérindiens aux États-Unis qui étaient emmenés de force loin de leur famille pour se retrouver dans des Indian Boarding Schools telles que celle de Carlisle en Pennsylvanie, les enfants autochtones au Canada subissaient le même « remplacement culturel » (Sbarrato, 2005, p. 264), un processus qui visait à faire disparaître toutes les attaches culturelles et linguistiques à leur vie passée :

> les enfants internés dans les écoles résidentielles étaient élevés dans l'ignorance totale du langage et des coutumes de leurs parents. Lorsque, devenus de jeunes adultes, ils quittaient l'école, la plupart avaient perdu beaucoup d'amour-propre et se sentaient confus et honteux de leur identité (Sbarrato, 2005, p. 255-266).

Bien que passés sous silence pendant des siècles, les abus dont ces résidences étaient le théâtre font maintenant l'objet de procès médiatiques et ont été révélés par la plume de deux écrivains canadiens : Tomson Highway, dans sa pièce controversée *Dry Lips Oughta Move to Kapuskasing,* et Wendy Lill, avec *Sisters,* mettent à nu ce qui se passait dans les pensionnats. Jerry Wasserman résume l'impact des deux pièces : « Au moment où les mauvais traitements infligés dans des pensionnats devenaient publics vers la fin des années 1980, deux importantes mises en scène canadiennes présentèrent les dommages causés aux Premières Nations par l'Église catholique » (Wasserman, 2005, p. 1).

1.2. La loi de 1876 et après

La Constitution du Canada va imposer un système éducatif sans appel ni recours. Cet Acte de 1876 établit donc un programme éducatif qui sera géré par le gouvernement fédéral sans aucun dialogue avec les nations indiennes dont les enfants allaient être les premiers visés. De plus, et comme le fait remarquer Sheila Carr-Stewart, "*The Indian Act declared that 'any Indian' who obtained a university degree, practiced law or entered religious orders 'shall ipso facto become and be Enfranchised under' the* Indian Act *(Section 86-1) and no longer considered an Indian for the purpose of the Act*" (2006, p. 7).

L'Acte de 1876 sera revu et corrigé en 1894. Il rendra alors l'école obligatoire pour tous les enfants des pensionnats, empêchera l'utilisation des langues autochtones et continuera d'isoler les enfants de leurs racines et de leurs traditions. Si les enfants des immigrés qui allaient dans les écoles de province étaient encouragés à parler leur langue maternelle à la maison tout en étant éduqués en français ou en anglais, les Autochtones, eux, ne bénéficiaient pas d'une telle largesse de la part de l'administration des pensionnats (Carr-Stewart, 2006, p. 8). Même en 1908, les idées qui avaient amené à la création de ces écoles continuaient d'occuper les esprits. Ainsi, le ministre des Affaires indiennes Franck Oliver déclarait que « l'éducation devra élever l'Indien de son état sauvage, et faire de lui un membre autonome de l'État, et éventuellement un citoyen digne d'estime » (Sbarrato, 2005, p. 265). Il faut attendre 1951 pour voir de véritables changements, lorsque le gouvernement fédéral a pris en charge toutes les écoles des réserves. Toutefois, malgré l'espoir de voir s'établir un système éducatif de qualité à l'issue de cette prise en charge, les statistiques démontraient l'existence d'un fossé énorme entre les résultats scolaires des élèves autochtones dans les écoles de bandes et ceux des autres élèves qui allaient dans des écoles de province (Carr-Stewart, 2006, p. 10).

2. Changement de direction

En 1969, le gouvernement libéral du Canada dévoile une nouvelle initiative sur la politique appliquée au « problème indien ». Le document intitulé *Statement of the Government of Canada on Indian Policy* proposait l'abolition du ministère des Affaires indiennes et reléguait toute l'autorité en ce qui concernait l'éducation des Autochtones au pouvoir fédéral. Les Autochtones réagissaient immédiatement avec la publication d'un autre document, *Indian Control of Indian Education,* dans lequel ils réclamaient que l'autorité et les fonds soient transférés aux bandes et que les communautés participent à l'élaboration du système éducatif dans tous les domaines, c'est-à-dire budget, dépenses, objectifs, type d'établissements requis pour s'adapter aux besoins des différentes localités, embauche des enseignants et cursus avec une attention toute particulière portée au respect et à l'étude des langues autochtones ainsi qu'à la culture (Carr-Stewart, 2006, p. 10). En 1973 enfin, Jean Chrétien, alors ministre des Affaires indiennes, va approuver le texte et lancer le processus qui va progressivement donner le contrôle de l'éducation des autochtones à leurs propres localités (Carr-Stewart, 2006, p. 11). Entre 1971 et 2002, près de 500 écoles de bandes entièrement supervisées par les localités ont vu le jour sur l'ensemble du territoire canadien.

La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si l'autonomie des écoles autochtones se traduit par une qualité d'enseignement égale à celle des autres écoles au Canada en général et au Québec en particulier. Si les écoles autochtones attirent les élèves des localités des Premières Nations – 60 % s'y étaient inscrits en 2002-2003 (Carr-Stewart, 2006, p. 11) –, cela ne veut pas dire que les résultats scolaires sont à la mesure de cette popularité. En 2004, l'Auditor General constatait : "*We remain concerned that a significant education gap exists between First Nations people living on reserves and the Canadian population as a whole and that the time estimate to close this gap has increased slightly, from about 27 to 28 years*" (Carr-Stewart, 2006, p. 11).

3. Les écoles autochtones au Québec

3.1. Les Premières Nations au Québec

Le Québec compte aujourd'hui onze nations. Les Abénaquis, environ 1 900 personnes, occupent le territoire de la Mauricie au sud de Trois-Rivières. Les Algonquins, environ 8 600 personnes, habitent dans le Nord-Est. Les Atikameks, environ 4 900 personnes, sont répartis au nord de Québec. Les Cris, avec 13 000 membres, se regroupent aussi dans le Nord. Ce sont les Hurons qui, avec une population de 2 800 membres, habitent le plus près de la ville de Québec. Les Inuits, qui comptent 8 000 membres, sont dispersés dans le territoire arctique du Québec, qui s'étire jusqu'au village d'Ivujivik à la pointe nord. Les Malécites de la rive sud du Saint-Laurent sont, avec les Naskapis du Nord-Est, la bande la plus petite, comptant chacune autour de 570 membres. Les Micmacs de Gaspésie sont au nombre de 4 300. Les 13 000 Mohawks se regroupent autour de Montréal. Enfin, les Montagnais ou Innus forment la bande la plus importante au nord-est de Québec avec 13 800 membres. En tout, et d'après les statistiques du gouvernement de Québec, il y aurait 71 415 Autochtones, « soit 9 % de la population autochtone du Canada » (Droits linguistiques, 2007, p. 1). Du point de vue linguistique, toutes ces nations ne forment pas un tout homogène mais, bien au contraire, témoignent de leur grande diversité linguistique. Ainsi, le site officiel sur les droits linguistiques des Autochtones démontre cette diversité en comparant la langue d'usage d'une nation avec la langue seconde utilisée. Si les Cris et les Inuits parlent leur propre langue en langue d'usage et l'anglais en seconde langue, les autres nations parlent tantôt le français en langue d'usage et tantôt leur langue, alors que chez les Hurons et les Malécites seuls l'anglais et le français se parlent. Enfin, le français n'est ni une langue d'usage ni une seconde langue pour les Cris, les Inuits, les Mohawks et les Naskapis.

3.2. La réalité des résultats scolaires dans les écoles autochtones

Un bref coup d'œil à cette réalité linguistique des nations ainsi qu'à leur dispersion géographique sur la totalité du territoire québécois et à la diversité culturelle au sein des nations mêmes, dans le contexte de la culture dominante binaire, nous fait bien penser qu'éduquer tous ces enfants du premier âge à la fin du secondaire et au-delà n'a pas été et n'est toujours pas chose facile. Du plus haut de la zone arctique jusqu'à la pointe de

la Gaspésie, ces nations offrent des combinaisons linguistiques différentes : certaines sont trilingues et parlent leur langue, l'anglais et le français, d'autres ne connaissent pas soit l'anglais soit le français ; enfin, les Malécites et les Hurons ne parlent pas leur langue. Traditionnellement, l'enseignement dans les écoles résidentielles et autres écoles de province s'est déroulé soit en anglais soit en français, avec peu ou pas d'apport linguistique de la langue de bande.

En 1991, Raymond Ouellette partage le résultat de ses recherches dans un ouvrage publié par le gouvernement du Québec et le ministère de l'Éducation, *Les Autochtones et l'école : un portrait statistique*. Ouellette tire un certain nombre de conclusions quant aux statistiques relevées au recensement de 1986, donc dix ans après la poussée autochtone pour récupérer son autonomie dans l'administration de ses écoles et neuf ans après la convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975 et la Convention du Nord-Est québécois, qui avaient créé les commissions scolaires Crie et Kativik. D'abord, Ouellette remarque qu'entre 1979 et 1989, le nombre d'écoles de bandes passe de 2 à 18 et les effectifs passent de 321 à près de 3 000, chiffres qui sembleraient démontrer que les Autochtones ont accès à l'éducation de bandes s'ils la choisissent. Toutefois, ce même recensement de 1986 indique que 13 080 élèves autochtones n'allaient pas au-delà de la 9e année d'études, c'est-à-dire qu'ils arrêtaient l'école à l'âge de 13 ou 14 ans et qu'à peine 605 d'entre eux terminaient leurs études universitaires et obtenaient un diplôme (Ouellette, 1990, p. 7). Enfin, Ouellette souligne que, si les Autochtones ont accès à l'école primaire de bande, leur nombre diminue bien au secondaire, où ils se voient assimilés dans les écoles fédérales et dans les autres écoles québecoises.

Carr-Stewart nous fait remarquer l'augmentation du nombre d'écoles entièrement administrées par les Autochtones, de la première, le Blue Quills Native Education Centre, en 1971 à près de 500 en 2002 (Carr-Stewart, 2006, p. 10). En d'autres termes, c'est un fait que les Autochtones sur la totalité du territoire canadien bénéficient d'une plus grande autonomie pour gérer l'éducation des leurs. Malheureusement, le nombre croissant de ces établissements n'équivaut pas à l'amélioration des résultats scolaires. Le gouvernement du Québec et les autorités autochtones doivent donc harmoniser leurs vues sur l'avenir du sytème éducatif.

3.3. Les points de discorde entre Ottawa et les écoles autochtones aujourd'hui

Aujourd'hui, les avis convergent quant aux causes les plus souvent citées des tristes résultats scolaires des Autochtones : le subventionnement sans l'intérêt, le manque d'informations fiables sur les résultats scolaires dans les écoles autochtones de réserve, le manque de formation des enseignants dans les écoles, le retard pour comprendre les besoins particuliers des Autochtones.

3.3.1. Le subventionnement des écoles

Beaucoup de voix se sont élevées pour critiquer le gouvernement canadien d'Ottawa sur ce qui a été décrit comme son manque d'attention à l'inégalité de l'enseignement entre les écoles fédérales financées par Ottawa, les écoles de bandes et le reste des

écoles au Canada. Isabelle Grégoire, journaliste à *L'Actualité,* réfléchissait à la question dans son article de novembre 2004, « Espoir au pays des rêves brisés ». Au sujet de la gérance des écoles par Ottawa, elle écrit : « Un gâchis. Ottawa a beau dépenser plus d'un milliard de dollars par année pour l'éducation des Autochtones, l'écart entre leurs résultats scolaires et ceux des autres élèves canadiens reste gigantesque » (Grégoire, 2004, p. 40). On reproche en particulier au gouvernement d'Ottawa de subventionner sans se préoccuper de la disparité dans les résultats scolaires.

3.3.2. Le manque d'information

Beaucoup de critiques montrent du doigt ce qu'ils considèrent comme un obstacle important à la parité dans l'éducation, la difficulté d'obtenir ou le manque flagrant des informations fiables sur la progression scolaire des Autochtones. Ouellette déplorait l'absence de recensement ou l'interruption sans explications de recensements en cours (Ouellette, 1991, p. 4). En ce qui concerne le Québec, la faute est aussi rejetée sur les éducateurs – qui gèrent les écoles de bandes – pour ne pas faire passer à leurs élèves les « épreuves uniques » du ministère de l'Éducation du Québec, imposées à tous les autres élèves canadiens. De ce fait, les élèves autochtones ne sont pas comptabilisés dans les études sur les résultats scolaires de l'ensemble du territoire canadien (Grégoire, 2004, p. 40).

3.3.3. Un enseignement qui n'est pas adapté aux besoins des Autochtones

On reproche aussi au gouvernement de ne pas donner aux enfants autochtones un enseignement primaire et secondaire adapté à leurs besoins. Le manque de formation des enseignants dans les langues des Premières Nations ainsi que des programmes moins compétitifs que dans d'autres écoles ont contribué aux résultats publiés en 2004 dans le *Bulletin statistique* du ministère de l'Éducation du Québec, qui précisait que « 6,5 % des Inuits […] vivant dans une réserve obtiennent un diplôme d'études secondaires contre 60 % pour l'ensemble du Québec » (Grégoire, 2004, p. 43). Enfin, Grégoire cite d'autres causes au problème : « pénurie de professeurs expérimentés, difficultés d'apprentissage des langues secondaires (anglais et français), manque de motivation, absentéisme, décrochage, et leurs collectivités – isolement, violence, alcoolisme, vandalisme… » (Grégoire, 2004, p. 43). Pourtant, malgré tant d'obstacles à franchir, l'espoir de donner aux élèves autochtones une éducation qui réponde à leurs besoins et les rende compétitifs sur le marché du travail est ranimé par des initiatives innovatrices et des histoires qui ont une belle fin.

3.4. Les solutions

George Labercane et William McEachern offrent une solution dans leur article "Striving for Success: First Nations Education in Canada". Selon la *Charte de la langue française,* « L'Assemblée nationale reconnaît aux Amérindiens et aux Inuits du Québec, descendants des premiers habitants du pays, le droit qu'ils ont de maintenir et de développer leur langue et leur culture d'origine » (*Charte,* 1977). Labercane et McEachern préconisent donc un intérêt tout particulier aux langues qui représentent

les diverses nations. D'après eux, donc, "*The primary concern that relates to language in education for Native youngsters is the language or languages that they bring to school with them*" (Labercane et McEachern, 1995, p. 324). Par conséquent, et compte tenu que la plupart des professeurs des écoles fédérales ou des bandes n'appartiennent pas à des bandes ou que ceux qui enseignent les langues des Premières Nations ne sont pas des éducateurs formés mais des membres de bandes qui sont capables de parler encore leur langue, Labercane et McEarchern recommandent une formation de base et un travail systématique pour renforcer l'enseignement de la langue d'usage et de la langue seconde de façon d'une part, à respecter la richesse linguistique et culturelle des élèves autochtones et à les inciter à être fiers de ce patrimoine mais, d'autre part, à leur donner toutes les chances d'acquérir l'anglais ou le français en tant que « additive » et non plus comme « substitutive » (Labercane et McEachern, 1995, p. 326).

Un an après son article qui mettait le gouvernement d'Ottawa, le ministère de l'Éducation du Québec et les écoles autochtones sur le banc des accusés, Isabelle Grégoire montre comment une école de bande a su relever le défi. L'école Otapi de Manawan, réserve située à quatre heures de Montréal et communauté des Atikameks, figure désormais dans le palmarès des écoles secondaires publié chaque année par Peter Cowley. Même si cette école se trouve au dernier rang, le fait d'avoir pu accéder au palmarès témoigne de l'effort collectif des enseignants, des élèves et des parents. Bien que les enseignants combattent au quotidien les problèmes de drogue, de violence, d'alcoolisme, d'absentéisme et de tentatives de suicide, ils essayent « d'enrayer le décrochage » par tous les moyens. Cela se traduit par la division du cursus en deux filières, une pour les élèves les plus motivés et l'autre pour ceux qui ne le sont pas. À l'école Otapi de Manawan, il y a très peu d'enseignants atikameks ; les autres, qui viennent du Québec, d'Europe et même du Maghreb, ont souvent du mal à s'acclimater, mais beaucoup aussi restent à vie. Pour empêcher le décrochage, les élèves sont invités à renouer avec leurs traditions, notamment grâce à la fabrication de raquettes (Grégoire, 2005, p. 57). Michel Berthelot, professeur d'histoire à l'école et natif de Normandie, se rend à l'évidence : « Il faut être plus fort et plus déterminé qu'ailleurs pour réussir ici. Ceux qui y arrivent ont un mérite extraordinaire » (Grégoire, 2005, p. 57). Trente ans après la loi sur le contrôle de l'éducation des Autochtones par les Autochtones, Sheila Carr-Stewart met l'accent sur les progrès accomplis malgré les désaccords, mais souligne que l'éducation des Autochtones doit forcément passer par la reconstruction de leur identité (Carr-Stewart, 2006, p. 11). L'exemple de l'école Otapi montre bien cette détermination au sein de la communauté et semble relancer le défi.

Une autre histoire d'un sytème éducatif qui unit les traditions autochtones aux méthodes modernes d'enseignement est celle des écoles Kativik dans la région de Nunavik, à la pointe arctique du Québec. Depuis 1990, les écoles Kativik offrent un enseignement basé sur des objectifs qui ont à cœur de sauvegarder les traditions, la langue et les idéologies inuites et, en même temps, de donner les moyens aux élèves de vivre bien dans l'Arctique québécois. Dans son ouvrage intitulé *Nunavik Inuit-Controlled Education in Artic Quebec,* Ann Vick-Westgate explique le succès de ces écoles au travers des piliers éducatifs qui les soutiennent. D'une part, la formation d'enseignants inuits qui doivent parler, lire, et écrire couramment l'inuttitut, d'autre part un programme d'études établi grâce à la publication de manuels scolaires en

inuttitut et non pas traduits de l'anglais ou du français qui viennent s'ajouter au matériel de classe en anglais et en français. Enfin, cette intégration des trois langues se manifeste dans les programmes et l'adaptation de ces programmes à la coexistence des trois langues (Westgate, 2002, p. 89-100).

Nicolas Sbarrato explique qu'aujourd'hui, « [p]arce que l'école obligatoire était le moyen par lequel l'héritage culturel intergénérationnel était rompu, la salle de classe est devenue le lieu central du combat des peuples autochtones » (Sbarrato, 2005, p. 271).

> [L]'éducation est au cœur de la lutte que mènent les peuples autochtones afin de reprendre le contrôle de leur existence en tant que communauté et nation et de transformer ainsi l'expérience d'assimilation en une expérience d'autodétermination et d'expression. L'importance que revêt l'éducation des autochtones par les autochtones se traduit par l'objectif à atteindre : trouver sa place dans la communauté et dans le monde en général (Sbarrato, 2005, p. 267).

En 1977, le gouvernement du Québec a modifié sa politique à l'égard des Autochtones, par la reconnaissance des nations autochtones, reconnaissance qui commence par l'octroi du « droit de maintenir et de développer leur culture et langue d'origine » (Gagnon, 1994, p. 343-344) en passant par la *Motion portant sur la reconnaissance des droits autochtones* du 20 mars 1985, motion adoptée par l'Assemblée nationale du Québec et jusqu'au « contrôle de leur propre système d'éducation » (Gagnon, 1994, p. 340), y compris de l'utilisation de leurs langues d'origine. Depuis cette date, l'éducation des élèves autochtones continue d'occuper une place très importante dans la politique du Québec. Jalonné de périodes difficiles parfois, d'accords et de confrontations, mais aussi de résultats positifs, le système éducatif pour les élèves autochtones est une priorité autant pour les Autochtones eux-mêmes que pour le gouvernement du Québec. Si tout n'est pas acquis, le volume d'articles, d'ouvrages, d'études ou de statistiques témoigne que le sujet est d'actualité et dans la ligne de mire des deux côtés. Contrairement au sort des élèves amérindiens aux États-Unis, qui se joue peut-être mais néanmoins dans les coulisses de la politique du gouvernement, l'avenir de l'élève autochtone est l'affaire de tous au Québec. Alors même s'il y a encore beaucoup à faire pour améliorer l'éducation des Autochtones dans les écoles de bandes et pour enrayer les problèmes sociaux qui rongent encore les localités, tous les indices semblent indiquer que le gouvernement du Québec en a fini avec sa politique d'ignorance ou de tâtonnement et qu'il est conscient de la tâche présente : effacer les tortures du passé tout en portant le poids de la responsabilité et donner aux Autochtones les moyens de retrouver leur amour-propre pour foncer vers l'avenir.

Références

Carr-Stewart, S. (2006). "The Changing Educational Governance of First Nations Schools in Canada", *Management in Education,* vol. 20, nº 5, pp. 6-12.

Charland, J.P. (2005). *Histoire de l'éducation au Québec : De l'ombre du Clocher à l'économie du savoir*, Saint-Laurent, Éditions du Renouveau pédagogique.

Charte de la langue française (1977). <www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca>, consulté le 15 septembre 2007.

Gagnon, A.G. (1994). *Québec : État et société,* Montréal, Éditions Québec/Amérique.

Grégoire, I. (2005). « Un phare nommé Manawan », *L'Actualité,* 15 juin, p. 50-57.

Grégoire, I. (2004). « Espoir au pays des rêves brisés », *L'Actualité,* 15 nov., p. 36-41.

Labercane, G. et W. McEachern (1995). "Striving for Success: First Nations Education in Canada", *Education,* vol. 115, nº 3, pp. 323-331.

Ouellette, R. (1991). *Les Autochtones et l'école : un portrait statistique*, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère de l'Éducation.

Sbarrato, N. (2005). « L'éducation dans les communautés autochtones au Québec. Du système d'écoles résidentielles à l'espoir contemporain », *Globe Revue internationale d'études québécoises*, vol. 8, nº 6, p. 261-278.

Trésor de la langue française au Québec, *Les droits linguistiques des autochtones*, <www.tlfq.ulaval.ca/AXL/amnord/quebecautocht.htm>, consulté le 24 février 2007.

Vick-Westgate, A. (2002). *Nunavik Inuit-Controlled Education in Arctic Quebec,* Calgary, University Press of Calgary.

Wasserman, J. (2005). "God of the Whiteman! God of the Indian! God Al-f-------Mighty! The Residential School Legacy in Two Canadian Plays", *Journal of Canadian Studies,* vol. 39, nº 1, pp. 23-48, <newfirstsearch.oclc.org>.

IV LA LITTÉRATURE QUÉBÉCOISE

A. Le roman de la terre et son évolution

B. L'écriture migrante

C. La littérature de jeunesse

D. Autres thèmes littéraires

E. Voix de femmes

F. Études de genres

G. Fictions des temps en lutte : présences d'un passé indépassable

A Le roman de la terre et son évolution

***Trente Arpents* ou une ère révolue**
Daniel Faussié

***Maria Chapdelaine* in Literature and Film**
Between Tradition and Modernity
J. Debbie Mann

Trente Arpents ou une ère révolue

Daniel Faussié
Michigan State University

Résumé *Au début du* XX*e siècle, au moment où le pouvoir du clergé commençait à s'éclipser, naquit un phénomène littéraire en série, unique au Québec, les « romans de la terre », dans lesquels on a essayé pendant quelques décennies de ressusciter la reconquête de la terre et le mythe de « l'habitant » au cœur simple vivant en harmonie avec la terre sacrée selon l'ordre établi par Dieu. Dans cette communication, je propose l'étude de* Trente arpents *de Ringuet, qui étayera cette idéologie chancelante. En effet, cette œuvre, publiée en 1938, prédit une fois pour toutes la fin d'une époque agraire québécoise. En ce début de* XXI*e siècle, le Québec est synonyme d'industrialisme, de modernisme, de performance économique et possède une population axée sur la conquête de l'avenir. Il n'en a pas toujours été ainsi. La défaite des forces françaises en 1759 sur les plaines d'Abraham engendra une longue période où la Nouvelle-France, menacée d'assimilation par les conquérants britanniques, ne sut garder son identité foncière que grâce, en grande partie, à une politique et à une idéologie élaborées par l'élite et les dirigeants de l'Église catholique. En effet, personne, si ce n'est l'Église catholique romaine, n'aurait été en mesure de se placer à la tête de la communauté canadienne-française. L'absence postconquête de gouvernement et de représentants français au Québec avait encouragé cette influence ecclésiastique qui n'avait fait que s'accroître et s'insinuer, au fil des années, dans la vie quotidienne des Canadiens français. La mission de l'Église avait concentré ses efforts sur la conservation du nationalisme canadien-français ou, comme on l'avait communément appelée, la* survivance.

Selon la propagande de l'Église québécoise de l'époque, l'agriculture demandait des familles nombreuses, un attachement au sol, et un assujettissement total aux éléments de la nature et de son Créateur. Le métier d'agriculteur qui se pratique en zone rurale échappait à la vie préfabriquée et facile de la ville, néfaste pour la saine morale. La vie citadine ne dépendait ni de la terre ni de ses aléas pour pourvoir à ses propres besoins quotidiens.

L'Église québécoise concevait l'urbanisation et l'industrialisation du Québec comme étant un grand danger pour le peuple canadien-français, car l'abandon de la vie rurale causerait une rupture dans l'ordre divin et finalement occasionnerait la fin de la *survivance* d'une nation distincte. En effet, cette idéologie voulait que ceux qui restaient sur leur ferme et pratiquaient l'agriculture se conforment à la volonté de Dieu et par là même préservent leur innocence, alors que ceux qui abandonnaient la terre et le travail de la glèbe s'acheminaient vers la décrépitude morale, spirituelle et souvent même financière.

Au début du XXe siècle, au moment où le pouvoir du clergé commençait à s'éclipser, naquit un phénomène littéraire en série, unique au Québec, les « romans de la terre » dans lesquels on a essayé pendant quelques décennies de ressusciter la reconquête de la terre et le mythe de « l'habitant » au cœur simple vivant en harmonie avec la terre sacrée selon l'ordre établi par Dieu. Je propose ici l'étude de *Trente arpents* de Ringuet, œuvre publiée en 1938 et qui prédit une fois pour toutes la fin d'une époque agraire québécoise.

Le constat de la situation paysanne de la fin des années 1930, à travers les déboires d'Euchariste Moisan, le personnage principal du roman, révèle le grand changement qui s'opère au sein de la société québécoise. Chez Ringuet, il semble que dorénavant rien ni personne ne pourra changer le cours de l'histoire et l'avancement des progrès.

En dépit de sa volonté d'imposer à la nation sa vision expansionniste et colonisatrice, l'Église québécoise, dans le premier quart du XXe siècle, se rend compte de sa perte de vitesse face à la montée du progrès industriel et urbain. Cet échec de l'expansion territoriale et agraire, face à la modernité du début du XXe siècle, est mis en évidence dans *Trente arpents.* Le progrès trouve sans cesse le moyen de s'infiltrer et de s'insinuer dans les vies, même de celles qui, pendant des siècles, ont été protégées et mises à l'abri aux creux des paroisses rurales québécoises.

Là où Lacombe au XIXe siècle faisait le portrait du paysan libre comme l'air, heureux de mener une vie saine sur son lopin de terre défriché, loin de l'atmosphère étouffante de la ville pour laquelle on doit renoncer à sa liberté en échange d'une vie facile, Ringuet, lui, met l'emphase sur la servitude de l'homme à la terre. Cette terre, il la compare à une maîtresse suzeraine qui a tous les droits sur son vassal, l'agriculteur. Dès les premières pages du roman, l'on aperçoit l'inégalité des rapports entre la glèbe éternelle se faisant entretenir tour à tour par des générations de laboureurs, eux, mortels, s'usant et succombant à la tâche : « Il était mort sur sa terre, poitrine contre poitrine, sur sa terre qui n'avait pas consenti au divorce » (Ringuet, 1938, p. 58). La victoire sur la terre, aussi éphémère soit-elle, s'obtient à force de clairvoyance,

d'ingénuité et de persévérance dans l'ouvrage. Ringuet insiste sur la dureté du travail de la terre. Cette terre exigeante comme une maîtresse égoïste laisse l'empreinte de son sceau sur le laboureur, son esclave : « le front comme un pré lourd, labouré par les soucis, les inquiétudes et les sueurs ; la peau terreuse et semblable de grain aux mottes brisées par la herse » (p. 146). Ici, nous sommes loin de l'image de la terre docile, du jardin d'Éden. S'il est vrai qu'elle nourrit encore son homme, c'est à force de grands efforts et de peines que l'on en tire sa pitance.

Le rapport servile entre le terrien et la glèbe est nouveau au répertoire du roman de la terre. Étrangement, le travail du cultivateur enchaîne le terrien. Ringuet évoque un sentiment de séquestration territoriale ; la vie à la campagne, chez lui, est encore et toujours distincte de celle de la ville mais, cette fois, l'auteur met en évidence les aléas de la vie à la campagne. En effet, l'auteur amène l'habitant à une prise de conscience sur son état de captif face à la glèbe :

> – Dis donc ! Toé, Willie, qu'es ben plus connaissant que nous autres… […] Tu pourrais p'têt ben m'expliquer pourquoi qu'c'est jamais des habitants qui sont députés. Y a des avocats, des docteurs, des notaires, des commis voyageurs, mais jamais d'habitants […] si y avait plus d'habitants et moins de chicaniers à Québec, i' pourraient parler de temps en temps de la terre, pi de ceussés comme nous autres qui s'échinent dessus.
>
> – Bon, une supposition, continua Daviau. Le comté t'envoie à Québec leur conter tout ça. Qui c'est qui va s'occuper de ta terre ? Tous se turent, bâillonnés. Ils n'avaient pas pensé à cela. Ils avaient momentanément oublié leur servage et que si le médecin peut quitter son cabinet, le notaire son greffe, le commerçant sa boutique et à la rigueur, l'ouvrier son chantier, le paysan seul ne se peut séparer de la terre, tant ils sont ligotés l'un à l'autre. Sans l'homme, la terre n'est point féconde, et c'est ce besoin qu'elle a de lui qui le lie à la terre, qui le fait prisonnier de trente arpents de glèbe (Ringuet, 1938, p. 159).

Antoine Sirois, dans son article « Grove et Ringuet, témoins d'une époque » parle du changement d'optique chez les auteurs québécois face à la rupture entre l'ère agraire, conforme à l'ordre divin, et celle qui vient la remplacer, une nouvelle ère technique :

> « Les romanciers du terroir étaient jusqu'ici assez optimistes, assez idéalistes, sur le dessein des hommes […] [Ringuet va à] contre-courant [lorsqu'il fait étalage de sa] vision tragique : celui que l'on croyait un maître est en réalité un esclave. Ringuet, tout au long de son roman, nous fait sentir la condition dépendante du paysan par rapport à la nature » (Sirois, 1971, p. 25).

Ringuet n'en était pas à sa première incartade lorsqu'il faisait, dans *Trente arpents,* la représentation d'une galerie négative, inédite et personnelle sur la vie des « habitants » des rangs laurentiens. En effet, dès 1924 avait paru *Littératures… à la manière de… nos auteurs canadiens,* un livre écrit en collaboration avec Louis Francœur. Dans la préface, les auteurs préviennent le lecteur du contenu parodique de l'œuvre. Celle-ci n'est pas destinée à offenser le lecteur, ni à « ridiculiser qui que ce soit », elle est seulement « un amusement pour ceux qui l'ont écrite » (Francœur et Panneton, 1924, p. 1). Néanmoins, les deux auteurs n'omettent pas d'y caricaturer quelques membres du clergé qui avaient contribué à l'idéologie de la survivance de la race paysanne canadienne-française, à l'exemple de l'abbé Camille Roy et de l'abbé Groulx.

Chez Ringuet, le terrien entre, malgré lui, de plus en plus fréquemment en contact avec la ville et les citadins. Pour Euchariste, le contact initial avec la ville s'est fait par le biais de cousins, Édouard Moisan, qui habite la ville la plus proche, et Alphée Larivière, alias Walter Rivers, qui vit aux États dans la ville de Lowell. Lors de sa visite chez son cousin en ville, Euchariste se prend à envier la vie facile du citadin : « Jusque-là, son ambition avait été celle de l'oncle Ephrem et de tous les paysans ; la maisonnette de village où chauffer ses os vieillis. Et voilà qu'il commençait à songer à la ville… » (Ringuet, 1938, p. 125).

Dans *Trente arpents,* la tentation urbaine se fait trop grande. Pareil à des tentacules, le progrès s'avance et s'insinue jusque dans les campagnes les plus reculées où le leurre citadin est en mesure de faire ses « ravages ». La primogéniture augmente énormément la force de cette tentation. Les enfants d'Euchariste, mis à part Étienne, n'ont aucun avenir sur la terre ancestrale. Ils la fuient pour s'installer en ville, puisque seul l'aîné hérite. De ce fait, peu sont ceux qui acceptent néanmoins d'investir une vie de travail sur un lopin de terre qui jamais ne leur appartiendra. L'expansion rapide de l'urbanisme dans *Trente arpents* et les possibilités qu'elle offre aux ruraux inspire ceux-ci à acquérir une nouvelle mentalité qui ne concorde plus avec l'idée conçue que le peuple québécois était, selon la fameuse expression, « né pour un petit pain ».

Si tout semble sourire aux Moisan dans la première moitié du roman, la deuxième partie traitant de la saison hivernale, synonyme de la fin d'une ère, n'est pas aussi favorable pour cette famille. En effet, après la mort du prêtre Oguinase, fils aîné d'Euchariste, une série de catastrophes s'abat sur la famille Moisan. La mort du prêtre précipitant la chute de la dynastie paysanne des Moisan est une mention anticipée de la fin de l'hégémonie de l'Église catholique sur l'habitant et les Québécois en général. « Ringuet a été en tout point l'homme d'une fin d'époque, et l'homme d'un nouveau départ », a dit Jean Marcel dans son article « Retour à Ringuet » (1965, p. 347). Le lecteur peut aisément ressentir dans *Trente arpents* le changement de mentalités qui s'opère chez les habitants canadiens-français, c'est-à-dire que l'on ne retrouve plus l'image stéréotypée et aseptisée de l'habitant modèle. Contrairement à un roman à thèse d'un Lacombe ou d'un Gérin-Lajoie, Ringuet ne favorise ni n'embellit les traits de caractère terrien de son protagoniste. Euchariste possède des traits bien humains qui, pour un habitant, laissent parfois à désirer. À titre d'exemple, Euchariste, homme de nature pieuse, menace de se faire « débaptiser » après les tribulations qu'il vient de subir. La représentation béate du laboureur que le clergé s'est évertué à perpétuer dans le roman de la terre est supprimée. Ici, toutes les qualités qui faisaient du paysan un saint sont absentes.

Le rôle constant de l'Église dans le roman de la terre avait été de rappeler à l'habitant sa destinée, bien plus noble et spirituelle que la constante évolution d'une classe influencée par le progrès industriel et la nouvelle prospérité trouvée des villes et des faubourgs. Cette évolution technique devait être enrayée en permanence par l'Église, qui envoyait périodiquement ses prélats afin de redorer le blason de l'agriculture dans les campagnes laurentiennes. Le père Moisan d'ailleurs n'a pas oublié le sermon du monseigneur qui avait rendu visite à sa paroisse au printemps. Le prêche, comme beaucoup d'autres sans doute, donne un sentiment d'appartenance, d'importance, de fierté

et de responsabilité aux cultivateurs qui ne possèdent pas le même pouvoir d'achat que leurs contemporains citadins. Comme le rappelle si volontiers le père Euchariste Moisan à son fils Ephrem qui s'est entiché de la vie citadine, selon le clergé, ce sont eux, les habitants de ces contrées reculées, les « vrais Canayens, les vrais hommes » (Ringuet, 1938, p. 156). Euchariste veut ici faire référence aux Canadiens d'avant la Conquête de 1759, lorsqu'il n'était pas nécessaire d'apposer le suffixe « français », non pas de ces gens de la ville qui ont choisi la voie facile et sont récompensés sans avoir affaire à un climat ou à des circonstances peu propices, ni à des Anglo-Saxons qui ont acquis tout le pouvoir et les richesses.

Trahir la terre, pour Moisan, c'est donc trahir la race et la religion ! Cette conviction vient sans aucun doute du fait que l'Église, depuis des générations, a martelé dans l'esprit de ses paroissiens vivant en zones rurales l'idée que, comme le père Moisan sait si bien le répéter : « Y a deux choses de plus connaissantes que nous autres dans le monde : le curé, pi la terre » (Ringuet, 1938, p. 188). Lorsqu'elles sont vénérées par les paroissiens, ces deux données se trouvent être les ingrédients essentiels de la recette pour l'élaboration du concept de l'ordre divin. Cette vocation est présente dans l'attitude d'Euchariste Moisan qui est resté tant bien que mal, malgré les temps changeants, soumis au concept de l'ordre divin.

Cependant, il émerge de cette même famille une génération de Moisan indifférente à la terre, ne possédant aucune affinité avec elle. Si trois générations d'habitants authentiques sont représentées chez les Moisan, en la personne du vieil oncle Ephrem, d'Euchariste et puis d'Étienne, le reste de la famille est devenu insensible aux vertus du travail agricole. Comme nous l'avons vu, seul le fils aîné hérite de la terre paternelle. Il est évident dans *Trente arpents* que les frères et sœurs d'Étienne se sont laissé tenter par les attraits de la ville plutôt que de se laisser influencer par la propagande d'expansion des territoires du nord. La ville menace le mode de vie terrien car elle projette l'image dangereuse d'une vie libre de toutes contraintes. Mais la terre des Moisan est incapable d'accaparer la plupart de la descendance d'Euchariste. *Trente arpents* anéantit l'espoir d'un nouvel Éden et de conquêtes de nouveaux territoires. Il faut commencer à se mettre à l'évidence : les seuls « territoires » étant en mesure d'attirer toute une nouvelle génération de Québécois sont les agglomérations urbaines.

La faillite matérielle d'Euchariste, pourtant fidèle à la terre, est la juste représentation du chamboulement et de la mutation en train de s'opérer au cœur de la population rurale canadienne-française. Euchariste semble impuissant face à la ruée du progrès qui s'abat jusque sur ses trente arpents de terre. L'intrusion des machines agricoles sur ses champs empêche dorénavant la communion intime entre le laboureur et le sol, les édifices modernes changent le paysage qui pare sa ferme, les nouvelles techniques d'exploitation vont à tout jamais faire disparaître le fameux « geste auguste » du semeur.

Euchariste représente la génération d'habitants de l'entre-deux-guerres prise entre le passé et l'avenir. Ringuet a doté son personnage Euchariste d'un esprit plus moderne que celui de son oncle, qui représente assez justement la mentalité paysanne du Québec des années 1930. Cet attribut vient de la poussée constante de la modernisation jusque dans les campagnes les plus reculées du Québec et personne, même le terrien le plus endurci, n'est en mesure d'y échapper.

Le refus d'Euchariste d'accepter à son tour les idées modernes de son fils n'empêchera pas la prochaine génération d'habitants d'adopter et de bénéficier des nouvelles inventions telles que l'automobile qui, à elle seule, révolutionnera la vie du terrien. Jusqu'à maintenant, c'étaient seulement les citadins qui avaient le temps de voyager en automobile et les moyens de rendre visite à leur famille à la campagne. L'habitant ne se déplaçait en ville que par nécessité. C'était en l'occurrence la mobilité des cousins d'Euchariste qui leur avait permis d'exercer leur influence citadine sur son fils Ephrem. Dorénavant, l'agriculteur ne sera plus prisonnier de sa terre mais, pour la première fois, il sera mobile. La mobilité du paysan comme thème dans le roman de la terre, mis à part les vagabondages des « défricheurs » et autres « coureurs des bois », avait été jusque-là anathème.

L'agriculteur québécois avait été jusqu'à présent totalement absorbé par la terre et l'attention qu'il devait y prêter. Strictement rien au monde sinon son lopin de terre n'avait pu jusque-là captiver son intérêt. Ce paysan-là (Euchariste) est en voie de disparition. Si la première partie de l'ouvrage semble atteindre l'apogée du roman de la terre, la deuxième partie révèle que le temps des dynasties paysannes est révolu. Ringuet y documente l'instabilité dans le monde rural québécois. Dans *Ringuet en mémoire, 50 ans après* Trente arpents, Francis Parmentier passe en revue quelques critiques contemporaines de l'œuvre qui abondent dans ce sens :

> M. Ringuet […] n'a pas du tout voulu tourner son roman, comme il est d'usage, en apologie de la vie rustique. Il semble même qu'il ait eu le dessein de montrer les bouleversements que le vingtième siècle amena dans cette civilisation immobile. […] Ringuet […] réussit à créer chez son lecteur cette impression que nos campagnes, sur lesquelles nous nous étions toujours appuyés pour la sauvegarde de nos institutions françaises et catholiques, s'ébranlent sur leur base et menacent de s'effondrer en écrasant la nation entière dans leur chute (Parmentier, 1989, p. 80, 86).

L'atmosphère de *Trente arpents* annonce la victimisation certaine d'Euchariste, sacrifié au profit du progrès économique et social. Dans son œuvre, Ringuet non seulement dresse un portrait de l'habitant comme témoin impuissant mais prophétise aussi bien la disparition de celui-ci, à tout jamais. L'auteur prédit la fin d'une ère. Le fils d'Euchariste, Étienne, agriculteur, appartient à une génération qui ne veut plus être complètement assujettie à la terre. Étienne, comme la plupart des membres de sa génération, entrevoit le progrès mécanique comme une occasion d'acquérir un peu de liberté et de s'affranchir du servage imposé par la terre à tout laboureur. Contrairement à Euchariste qui, lui, s'est constamment soumis à la terre et s'est plié à toutes ses demandes, Étienne veut la dominer. Ephrem, au grand regret de son père, manifeste le désir et la volonté de s'expatrier aux États-Unis. Ce nouvel état d'esprit dénote, dans la jeune population canadienne-française, la recherche d'un idéal différent de celui de ses ancêtres qui s'oppose et se révolte contre la tradition demandant au Canadien français de demeurer rivé au sol. Ephrem n'épouse aucune des valeurs dictées par le patrimoine de ses ancêtres. Ephrem renie toutes ses origines. Il troque son identité d'habitant canadien-français et adopte une culture étrangère et ennemie de sa race. Il renie donc le culte de la terre et l'ordre divin.

Euchariste, qui reste un vrai terrien dans l'âme, involontairement poussé il faut le dire, par la force des choses, trahit tout de même sa race et subit les fléaux promis du haut des chaires, ces avertissements trouvés tout au long des romans de la terre :

> Et voilà qu'une terreur s'infiltrait en lui. Il avait en ce moment le sentiment que son sort avait été jeté dans la balance et que, impitoyablement, l'emportait le plateau du mauvais destin. Lui qui n'avait jamais appartenu à personne qu'à la terre, et encore à une aire limitée de trente arpents qui était son univers et sa vie, voilà qu'il allait être soumis à un autre homme, à un patron, tel un commis de boutique… un mot imprudent le livrait pieds et poings liés à des étrangers et même pis ; à des gens pour qui la terre n'était rien ; qui ne savaient que les affaires – la business – l'argent, le commerce, la ville enfin. Sur sa vie, jusque-là simple et claire, une lézarde courait subitement. Comme les autres, il trahissait… (Ringuet, 1938, p. 314).

Euchariste Moisan devient cet agneau expiatoire, qui doit s'acquitter de la dette, l'obligation du laboureur envers sa terre qu'il a abandonnée pour raison financière.

Il y a une certaine ironie dans le sort d'Euchariste. Ce terrien habitué au grand air et à une pleine liberté d'action se retrouve, gardien, confiné dans un garage souterrain où il ne peut même pas entrevoir la lumière du jour et travaille, pour la première fois de sa vie, pour un patron. Contrairement à la famille Chauvin de *La terre paternelle* (Lacombe, 1846), matrice du roman de la terre cent ans plus tôt, la situation triste et désespérée d'Euchariste ne bénéficie d'aucune intervention providentielle. Son sort est dramatique, à l'image de la fin d'une ère et d'un mode de vie sur leur déclin. Ce constat de la situation paysanne de la fin des années 1930, au travers des déboires d'Euchariste Moisan, révèle le grand changement qui s'opère au sein de la société québécoise : un peuple terrien est en train de se muter, par nécessité, en citadins.

Références

Francœur, Louis, et Philippe Panneton (1924). *Littératures…à la manière de…,* Montréal, Garand.

Groulx, Lionel (1956). *L'appel de la race,* Montréal, Fides.

Groulx, Lionel (1919). *Naissance d'une race,* Canada, s.é.

Groulx, Lionel (1916). *Rapaillages.* Canada, s.é.

Lacombe, Patrice (1972 [1846]). *La terre paternelle,* Montréal, Hurtubise.

Marcel, Jean (1965). « Retour à Ringuet », *L'Action nationale,* nº 55, p. 345-349.

Parmentier, Francis (1989). « La réception critique de Trente arpents », dans Guildo Rousseau et Jean-Paul Lamy (dir.), *Ringuet en mémoire : 50 ans de Trente arpents*, Québec, Septentrion, p. 77-92.

Ringuet [Philippe Panneton] (1938). *Trente arpents,* Montréal, Flammarion.

Roy, Mgr Camille (1937). *Pour conserver notre héritage français,* Montréal, Beauchemin.

Sirois, Antoine (1971). « Grove et Ringuet », *Canadian Literature,* nº 49, p. 20-27.

Maria Chapdelaine in Literature and Film

Between Tradition and Modernity

J. Debbie Mann
Southern Illinois University Edwardsville

Abstract *In keeping with the theme of "the gaze" essential to the novel, this consideration of* Maria Chapdelaine *explores how Hémon's story of early-twentieth-century Québec reflects the socio-cultural contexts in which it was written or adapted for the screen and the vision of the directors responsible for its cinematic recreation. The discussion also extends to the Gabrielle Gourdeau and Philippe Porée-Kurrer sequels to* Maria Chapdelaine *published in 1992, which reproduce the interplay of spatial and temporal frames of reference and the tradition/modernity and identity/alterity dichotomies evident in the novel and in the 1934 and 1983 film versions. Based on the narratological theory of Gérard Genette, a consideration of the relationship between* histoire *and* récit *guides the comparison of the novel and its cinematic adaptations by Duvivier and Carle while the discussion of narrative voice focuses on the Gourdeau and Porée-Kurrer sequels. An analysis of questions of order, perspective, and the degree of autonomy accorded to Maria's voice as a character and emerging narrator reveals that just as Gilles Carle's post-Quiet Revolution, post-1980 referendum cinematic portrayal of Maria breaks with the conventional mindset reflected by Hémon's novel and the 1934 Duvivier film by depicting a more vocal and self-directed protagonist, Gourdeau goes beyond Porée-Kurrer's contemporary but traditional presentation to demonstrate that the past cannot and must not determine and circumscribe the future.*

In his *Pour une lecture du roman québécois : de* Maria Chapdelaine *à* Volkswagen blues, Aurélien Boivin observes, «*Maria Chapdelaine est le roman du regard*» (Boivin, 1996, p. 27). It is indeed striking that Maria says very little in the novel. For her and for other characters as well, the gaze is a way to communicate feelings and reactions (Boivin, 1996, p. 27). Maria's gaze is often averted, hesitant to look directly at her suitors out of modesty, timidity or confusion. In addition, Maria is seen through the eyes of these three men, François Paradis, Lorenzo Surprenant and Eutrope Gagnon, rather than described by the narrator, but their gaze, like her own, is often quite furtive.

This concept of the gaze is multiplied three-fold and becomes a sort of *jeu de miroirs* if one widens the discussion to consider the interplay of spatial and temporal frames of reference and questions of identity and alterity in the novel. First there is the author, Louis Hémon, a Frenchman seeing the Québécois with his foreigner's eyes and writing for a French audience as indicated by the subtitle *Récit du Canada français,* which suggests the "otherness" of the world depicted in the story.[1] With the publication of the novel in 1916 in Montréal, there is added a Québécois audience looking at themselves as seen by Hémon, recognizing perhaps even then a distorted reflection of their society. The *jeu de miroirs* becomes more complex when the cinematic adaptations are taken into account. The reflective aspect then applies not only within the world of the novel, *le roman du regard,* and between the novel and its audiences, but also between the novel and the film adaptations and among the three films themselves.

The first cinematic adaptation is that of director Julien Duvivier in 1934, featuring exteriors filmed on location in the Lac-Saint-Jean region near Péribonka. Produced for the Société nouvelle de cinématographie française in Paris in cooperation with FranceFilm, the main distributor of French films in Québec, it starred Madeleine Renaud as Maria and Jean Gabin as François heading a French cast. In general, the film follows the novel in terms of characters and character development with three exceptions : Duvivier invents a village festival to highlight the suitors' rivalry and add local color, Eutrope Gagnon does not recount the death of François Paradis and when Maria hears three voices at the end of the story, in this film they are those of Eutrope, Lorenzo and François. In the increasingly complex *jeu de miroirs,* a French director looks at the Québécois through the gaze of a French author for a French audience who, then, is receiving the story through a triply French filter – its own and those of Duvivier and Hémon.

The 1983 Gilles Carle film is a Québec (Astral)-France (TF1) co-production starring Carole Laure as Maria and the Italian-born anglophone Ontarian Nick Mancuso as François (dubbed by a Québécois actor), heading a largely Québécois cast and filmed in Québec, but not in the Lac-Saint-Jean region. Overall, the film

1. Hémon, born in Brest in 1880, arrived in Québec in 1911 and worked in Montréal and then in the Lac-Saint-Jean region as a laborer. He was killed in a railway accident in 1913 shortly after finishing the manuscript for *Maria Chapdelaine.* The novel first appeared in serial form between January 27 and February 19, 1914 in the Parisian newspaper *Le Temps.* It was published in 1921 by Grasset.

reflects the story as laid out in Hémon's novel but expands it with additions of episodes or scenes (e.g. depictions of life in the lumber camps and on the Chapdelaine farm) and secondary characters (e.g. Marie-Ange, the Post Office employee in whom both Eutrope and François show romantic interest). In Carle's adaptation, the personality of certain main characters is also somewhat changed (e.g. Eutrope, depicted as more aggressive than in the novel and Lorenzo, whose snobbism is exaggerated) and some receive fuller development than in Hémon's text, such as François, portrayed in contexts outside his relationship with Maria, as a *coureur de jupes* and a *coureur de bois.* Additionally, in reordering story events by presenting the death of Laura, Maria's mother, before that of François Paradis, Carle makes Maria more autonomous. While she is aware that after her mother's death she is responsible for keeping the household going for her father and younger siblings, Maria still plans to marry François, making her own choice to follow her heart rather than her duty. The final and perhaps most significant departure from the novel comes at the end of the story since in Carle's film Maria hears no voices. His adaptation sets up a highly reflexive *jeu de miroirs* in which Québécois spectators are seeing themselves depicted by actors who share their cultural and linguistic heritage in a story transmitted through the lens of a Québécois director but one which nevertheless originates in the gaze of a French author looking at them as "other".[2]

In keeping with the theme of "the gaze" essential to the novel, this consideration of *Maria Chapdelaine* will explore how Hémon's story of early twentieth-century Québec reflects the socio-cultural contexts in which it was written or adapted for the screen and the vision of the directors responsible for its cinematic recreation. The discussion will also extend to the Gourdeau and Porée-Kurrer sequels to *Maria Chapdelaine* published in 1992, written by a Québec native and a Frenchman, respectively, which reproduce the tradition/modernity and identity/alterity dichotomies evident in the novel and in the 1934 and 1983 film versions.

Maria Chapdelaine ou le Paradis retrouvé, written by Gabrielle Gourdeau (1952-2006), was awarded the *prix Robert-Cliche du premier roman* and the *prix Desjardins.* This controversial sequel follows Maria's complete transformation over the course of seventy years. The pious, innocent, submissive, uneducated girl who married Eutrope Gagnon becomes an outspoken, well-read, gregarious retiree living first in Montréal and then in Québec City, a woman who has traveled and developed a social and political consciousness, having welcomed the end of the Duplessis era and embraced the Parti québécois. The other members of her family, including Eutrope Gagnon, all die as they lived, with the traits that most characterize them in Hémon's novel leading to their demise. Maria, however, does not fulfill her destiny of producing a large family. Having lost four babies through miscarriages, she does not become the prolific

2. In 1950, a French-British co-production of Hémon's story directed by Marc Allégret from a script by Allégret and Roger Vadim was released in English and French language versions entitled respectively *The Naked Heart* and *Maria Chapdelaine.* Starring Michèle Morgan as Maria and Philippe Lemaire as François, the film featured an otherwise British cast with landscapes shot in France and Austria. Although the main plot line is recognizable, the changes in events and characters are of significant scope. For that reason, space limitations do not permit this cinematic adaptation to be included in the present discussion.

mother figure one would have expected based on the traditional and patriarchal society depicted in Hémon's novel. Yet, if Gourdeau refuses Hémon's literary and ideological model, she does not entirely deny Maria the maternal role. In her novel, at the age of almost seventy, Maria becomes a surrogate mother/grandmother figure – nurturing, comforting, guiding, loving and inspiring – to the young Marie-Soleil, whom she renames Zazie. Born in 1958, Zazie is a child of the *Révolution tranquille.* Just as she is "reborn" thanks to Maria's attention and care, so is Québec, redefining itself and taking its destiny in hand. Also significant in Gourdeau's novel is the role reversal through which Maria becomes the mobile character who travels, while François Paradis, literally and figuratively frozen in Maria's memory, is a static and unchanging figure.

Philippe Porée-Kurrer (b. 1954), like Hémon, a French author "interpreting" Québec (even including a glossary), is the author of *La promise du lac,* the other 1992 sequel to *Maria Chapdelaine.* Following Hémon, he imagines a Maria who chooses a rural lifestyle, isolated in the woods, although not with Eutrope Gagnon. In Porée-Kurrer's work, Maria leaves home to serve as a nursing/ housekeeping aide in a convent hospital in Chicoutimi where she learns to read and write and falls in love with Charlemagne, the son of one of her patients. After their marriage, the couple lives for a time in a factory town but soon decides that their happiness lies in clearing the land. Porée-Kurrer's novel thus depicts a Maria who not only follows her parents' example in the choice of the *défricheur* lifestyle, but who also conforms to the traditional wife and mother roles as the story ends with the birth of twins.

Given the "house of mirrors" effect created by the various versions of *Maria Chapdelaine* which reflect different aspects of the story with more or less emphasis, a comparison of these variations finds a useful methodological grounding in the narratological theory of Gérard Genette. Genette's analytical system, organized according to the three categories of time, mood and voice, clearly delineates the story (*l'histoire*) from the narrative text (*le récit*) through which the plot events are presented and from the narrative act (*la narration*).[3] A consideration of the relationship between *histoire* and *récit* will guide the comparison of the novel and its cinematic adaptations by Duvivier and Carle while the discussion of narrative voice will focus on the Gourdeau and Porée-Kurrer sequels.

The first of Genette's categories is that of time, and under this rubric it is the question of order, especially the use of flashbacks (termed *analepses* by Genette) that provides the basis for comparison (Genette, 1972, p. 82). In Hémon's novel, these are used quite often. The present is explained, overlaid, defined and even determined in relation to the past, whether the recent past (e.g. François' death is recounted in retrospect by Eutrope), decades past (e.g. Lorenzo is introduced by a genealogy that explains who he is) or centuries past (e.g. the Chapdelaine's horse is named Charles-Eugène according to a tradition that goes back one hundred years). The most significant *analepse* in terms of scope and ideological significance comes at the end of the novel when the third voice Maria hears is « la voix du pays de Québec ». Hearing this

3. Genette, « Discours du récit », in *Figures III,* Paris, Seuil, 1972 ; *Nouveau discours du récit,* Paris, Seuil, 1983.

voice determines her choice to marry Eutrope and retain a rural lifestyle rather than becoming the wife of Lorenzo and moving to a city in the US as she had decided to do after François' death. « La voix du pays de Québec » tells her:

> Nous sommes venus il y a trois cents ans, et nous sommes restés… Ceux qui nous ont menés ici pourraient revenir parmi nous sans amertume et sans chagrin, car s'il est vrai que nous n'ayons guère appris, assurément nous n'avons rien oublié […] C'est pourquoi il faut rester dans la province où nos pères sont restés, et vivre comme ils ont vécu, pour obéir au commandement inexprimé qui s'est formé dans leurs cœurs, qui a passé dans les nôtres et que nous devrons transmettre à notre tour à de nombreux enfants : Au pays de Québec rien ne doit mourir et rien ne doit changer… (Hémon, 1990, pp. 193-194)

Here, Hémon, writing in 1913, is simply indicating to his readers what mentality has allowed the Québécois to survive. He is also paying homage to the courage and determination it has taken to persist in the face of Anglophone culture and power and the harsh environment.

In the 1934 Duvivier film, the third voice that provides the three-hundred-year *analepse* remains at the end of the story, and thus the depiction still winds up with this backward gaze, suggesting that the past can, at least for Maria, define the future. However, the voice that sends Maria back to the past to determine her future is not a disembodied one but rather that of the *curé* during a sermon. The words of the *curé* reproduce almost exactly the text in the novel and once again, Maria's choice is made for her by an external force, this time the voice of the church.[4]

Carle's 1983 film, a product of the cultural/historical context of post-Quiet Revolution, post-1980 referendum Québec, clearly reflects this major ideological change. In his cinematic recreation, the three-hundred-year *analepse* that in Hémon's novel and Duvivier's adaptation suggests that the future can be determined by the past is now placed as a sort of prologue at the beginning rather than at the end of the story. While the wording is similar to Hémon's original and to the reproduction of this text by Duvivier through the words of the *curé,* there are significant differences. First, the voice does not say « rien ne doit changer » and the words spoken in this prologue call into question the decision of the *colons* and their descendants to remain the same, suggesting that perhaps some change or adaptation would have been useful. Second, the prologue goes even farther back into the past as the scope of the *analepse* widens to reach back to the *Premières Nations,* carrying the message that the settlers should have learned from their wisdom and that they, the *colons,* did not have all of the answers to the « démons de l'ennui, du froid, de la colère, de l'amertume, même […] de l'amour ». Because the voice of the past does not come at the end of the story, this end (*i.e.* the future) is not closed and defined as clearly by the past in the Carle film as it is in the novel and the Duvivier film. Maria still makes the same choice to marry Eutrope, but it is her choice rather than being motivated by a voice she has just heard. Further, Maria affirms her decision with her own voice, for the Carle film adds « Oui, je reste » as her

4. See Nicole Deschamps, Raymonde Héroux and Normand Villeneuve, *Le mythe de Maria Chapdelaine,* Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1980, for a discussion of the appropriation of Hémon's story to serve the conservative ideologies of the church and the political right.

last statement. Maria's words in Carle's film depict her as more active. Rather than saying « Oui… Si vous voulez je vous marierai comme vous m'avez demandé… » as her last utterance as is the case in the novel and the Duvivier adaptation, thus recognizing that her life will be determined by being Eutrope's wife, Maria declares « Oui, je reste », affirming that she will be responsible for her choice and her future (Hémon, 1990, p. 197). Finally, and perhaps most important, Maria's last gaze is direct, in close-up and looking straight ahead rather than at Eutrope as in the 1934 film. One finds in this change a reflection of the post-Quiet Revolution mentality of self-determination and of its future-oriented rather than backward-looking vision for Québec.

The second of Genette's three categories is mood, defined in his *Discours du récit* as a « régulation de l'information narrative » according to which « [o]n peut… raconter plus ou moins ce que l'on raconte, et le raconter selon tel ou tel point de vue » (Genette, 1972, pp. 183-184). The present discussion of *Maria Chapdelaine* will focus on the question of perspective, following Genette's delineation of *focalisaion interne* (*i.e.* character presented through his/her own mind) from *focalisation externe* (*i.e.* character presented from a completely external point of view which precludes the reader from knowing his/her thoughts) (Genette, 1972, pp. 206-210). Hémon's work, like almost all novels, uses both so that the focalization is neither exclusively external nor internal. However, the narrator of *Maria Chapdelaine* does not probe too much into Maria's mind, maintaining the same discretion the characters do as they refrain from asking Maria to reveal her thoughts. The narrator sometimes alludes to Maria's confused emotions but does not even go so far as to "interpret" the character by elucidating what those emotions are. When the omniscient narrator does read and transmit Maria's thoughts, these thoughts are very "narrativized" by being heavily mediated by the narrator's discourse. Rarely does the reader receive Maria's exact thoughts in *discours rapporté.* It is significant to recall that Maria says very little out loud in the novel, thus the reader is neither reading her exact thoughts nor "hearing" her unmediated speech in *discours rapporté.*

Just as in Hémon's novel, in the Duvivier film Maria says very little out loud. In order to transmit Maria's thoughts, the film makes use of non-verbal representation, showing through images rather than telling through words. The subject of Maria's thoughts (e.g. François Paradis, life in the city, etc.) is superimposed on scenes of the reality in which she is situated. This technique renders her even more "silent" than in the novel in terms of audience understanding of her inner self since the spectator never "hears" Maria's inner thoughts as the reader sometimes does. Consequently, Maria becomes a more distant character, one with whom identification is rendered more difficult. By extension, it seems that what she thinks and feels matters less, making her appear determined by outside forces to an even greater extent than in the novel.

In the 1983 Carle film, one notes an essential difference in perspective, for Maria's inner voice is audible. This voice-over in Maria's own words is in striking contrast to Maria's narrativized discourse in the novel and her silence in Duvivier's film. In Carle's film, one hears Maria's voice-over at the beginning of the story as she arrives home on the boat crossing the lake (an episode which is in neither the novel nor in the earlier cinematic adaptation), in the autumn describing the situation at home to the absent

François and also speaking the words she is writing to him in a letter. Thanks to this direct communication of her thoughts, Maria becomes more knowable and thus, a character with whom one more easily identifies. In addition, since her inner voice has already made itself heard, when she states her final decision at the end of the story, declaring « Oui, je reste » it seems a natural extension of her earlier audible interior monologues and a choice that is truly hers.

Overall, the 1983 Maria is also more vocal in speaking aloud, although she still remains silent and gazes in many scenes. She speaks not only more frequently but also differently than in the novel and in the 1934 film. For example, in Hémon's novel, Maria is silent with François during the blueberry-picking scene and in Duvivier's version of the story, when Maria does speak in this scene, it is to justify François' behavior, stating that drinking and spending money are understandable excesses after many months spent in a lumber camp. In the novel, these are François' words, not hers. Conversely, in the 1983 film, Maria challenges François about his behavior and reputation as a *coureur de jupes,* especially with the *sauvagesses.* Similarly, in the novel, when Maria learns of François' death, she thinks rather than speaks, and the reader does have access to her thoughts. In the 1934 film, she is silent and neither her thoughts nor her voice are transmitted. In Carle's film, Maria reacts violently and very audibly, screaming and even striking Eutrope, the bearer of the bad news.

This question of who speaks and with what words leads to the examination of Genette's third aspect of the *réalité narrative* which is *la narration,* or the narrative act. The question of narrative voice – « qui parle ? » – is a particularly pertinent approach to the consideration of Gourdeau's sequel, *Maria Chapdelaine ou le Paradis retrouvé.* Unlike Porée-Kurrer's *La promise du lac,* with its omniscient third-person narration and frequent mediation and summarization of Maria's thoughts by the narrator, in which Maria speaks more but comes no closer to becoming the narrator of her own story than Hémon's Maria, in Gourdeau's work, there is congruence between the narrative technique and narrative content in the sense that both point to autonomy. In the narrative content, the push toward autonomy fits into the context of the 1980 referendum in which Maria is a fervent supporter of « oui ». In terms of narrative voice, the evolution is such that Maria gradually takes control of her story and becomes transformed into a narrator whose discourse alternates with that of an omniscient third-person voice.

The novel is built around three irregularly intertwined narrative strands. First, in order of appearance in the text, there is that of the omniscient third-person narrator recounting episodes of Maria's life from age eighty (in 1970) until her death ten years later at the time of the referendum. Although the narrator's discourse presents the events and describes the settings and characters, there is a significant portion of directly quoted speech, especially the words of Maria in dialogue with other characters. Thus, even if Maria is not narrating her own story, her voice is heard often and it is transmitted with minimal mediation by the narrator. This is a marked departure from Hémon's text in which Maria is largely silent and her thoughts, when they are revealed, are heavily mediated by the narrator's discourse. In Gourdeau's novel there is no such filtering of Maria's thoughts and feelings through the narrator's voice.

The second narrative strand to appear is constituted by Maria's letters to François Paradis. The first, dated September 17, 1910, comes after François' death and following Maria's marriage to Eutrope. Maria is just learning to write, and although very weak in both vocabulary and spelling, this text nevertheless represents a *prise de la parole* by Maria. As the years pass, the letters show a mastery of the French language acquired through Maria's dedicated study of the dictionary and later, thanks to her voracious reading. In terms of content, the letters contain no ethnographic elements such as blueberry picking or hay making that one finds in Hémon's text. In addition to expressing Maria's love for François, the early letters refer to events such as the deaths of family members. As the years pass and Maria's world expands, so does her range of subjects. She speaks of her work, but her horizons extend beyond herself as she comments on workers' and labor unions' efforts to gain better pay in the 1930s or reflects on the horror of WWII. She acquires a social consciousness, deploring the poor living conditions in Québec City, and a political consciousness as she celebrates the end of the Duplessis era, the arrival of the Lesage government and later, the coming to power of the Parti québécois.

The third narrative strand is composed of dated segments of text in italics which are irregularly interspersed with Maria's letters and the 1970-1980 episodes narrated by the third-person voice. Like the letters, these italic segments recount episodes of Maria's past, showing her evolution into the swearing, smoking, drinking, outspoken woman of the 1970-1980 years. Just as in the letters, there is a complete absence of ethnographic elements. The key question to consider at this point is the purpose this series of italic segments serves since Maria's letters do recount her past and even describe or at least mention some of the same events covered in the italic segments. Several possible explanations can be posited. First, in the early days of learning to read and write, Maria simply does not yet possess enough words to provide the complete picture, so the italic strand may serve as a supplement. Second, one can surmise that there are things that Maria will not tell François in her letters (e.g. the news of her pregnancy) or things she cannot bear to write about (e.g. her sister-in-law's death while in labor with Maria in attendance). Once again, the discourse in italics fills in the gaps. Third, from another perspective, perhaps Maria is not yet a narrator who is completely reliable in her letters. Rather than being duplicitous, she is still somewhat the innocent, silent girl of Hémon's novel and so she cannot be counted upon to know or understand the larger picture. Thus, her account must be corroborated or verified by that of the omniscient third-person narrator of the italic text. Except for the first one, in which Maria is discussed but neither seen nor heard, the italic segments show Maria, to some extent convey her thoughts, and also reproduce dialogue in which her voice (and others) are transmitted with little mediation.

It is significant to note that these episodes in italics do not appear throughout the novel. After October 13, 1931, there are no more (and thus they are absent for the next fifty years of the narrative time frame) until the last one that refers to Maria's reunion with François after her death. The October 13, 1931 segment is particularly important both in terms of its content and placement in relation to the "modern" 1970-1980 episodes and in terms of the type of discourse it contains. This italic text recounts the death of Alma-Rose, after which Maria is truly alone in the world, all of

the other family members having died except for Esdras who can be of no emotional or financial support. It intersects with the modern 1970-1980 episodes at a critical point – the 1976 Parti québécois victory. Thus, autonomy takes a leap forward in both the personal and the political spheres. From a narrative perspective as well, in this, essentially the final italic text, there is a display of autonomy in Maria's discourse. Maria's thoughts, as she sits at the dying Alma-Rose's beside, come to the reader directly, with no quotation marks or any other signs of the mediating presence of the third person narrator. It is as if her thoughts have escaped subordination to the narrator's discourse and, in fact, have become indistinguishable from it. As Maria laments « *Alma-Rose Chapdelaine à peine trente ans où t'en vas-tu donc avec ce corps brisé ?* » (Gourdeau, 1992, p. 121) her words have taken on the same degree of autonomy as those of the narrator since they are received with no mediation and no signs of subordination, not even signaled by quotation marks.

Maria has become a narrator in her own right and thus, the segments in italics are no longer needed. Maria is in control of her life and in control of her own story. From this point on, the past is recounted only through the letters to François Paradis which are exclusively in Maria's own words. The political *voie* of Québec as a province and the personal *voix* of Maria as a character/narrator have converged on the path to autonomy. Like Québec on the way to the referendum, Maria has learned to take control of her existence. This existence comes to an end on the night of May 20, 1980, a few moments before the referendum results are announced. For Maria, this is a victory since in death she is reunited with François. If there is not a comparable victory for the partisans of the *yes* vote, neither is there a complete defeat. Hope and the path of self-determination live on.

In comparison, Hémon's novel and the 1934 Duvivier film end with Maria casting her future in terms of her marriage to Eutrope Gagnon. From the time of their union, she will be defined by him. Duvivier's film reproduces her words as penned by Hémon: « *Oui… Si vous voulez je vous marierai comme vous m'avez demandé…* » (Hémon, 1990, p. 197). In Carle's 1983 film, Maria simply says, « *Oui, je reste* », affirming her choice with her own voice, and she looks grimly ahead as she sits beside Eutrope. Her vision is not directed at him, but rather straight ahead, at her own future. At the close of Gabrielle Gourdeau's sequel, Maria has "created" her new self and also left a legacy that will continue to work for her vision of an autonomous Québec. That legacy is Zazie, a self-confident, educated young woman with a world view enriched by travel and extensive reading (both thanks to Maria) and a young woman with no plans to marry. True to the post-Quiet Revolution vision for Québec, Zazie's destiny is in her own capable hands, her horizons are open, and she will be true to the lessons Maria has taught her. There is a past (such as Maria's relationship with François) and this past can enrich one's experience of modernity, as Maria's *petits carnets noirs* continue to enrich her life as she writes letters to François up until the day of her death. Just as Gilles Carle's post-Quiet Revolution, post-1980 referendum cinematic portrayal of Maria breaks with the conventional mindset reflected by Hémon's novel and the 1934 Duvivier film by depicting a more vocal and self-directed protagonist, Gourdeau goes beyond Porée-Kurrer's contemporary but traditional presentation to demonstrate that the past cannot and must not determine and circumscribe the future.

References

Boivin, A. (1996). *Pour une lecture du roman québécois: de* Maria Chapdelaine *à* Volkswagen blues, Québec, Nuit blanche éditeur.

Carle, G. (1983). *Maria Chapdelaine,* Toronto, Astral Video.

Deschamps, N., R. Héroux and N. Villeneuve (1980). *Le mythe de Maria Chapdelaine,* Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

Duvivier, J. (1934). *Maria Chapdelaine,* Paris, Société nouvelle de cinéma.

Genette, G. (1983). *Nouveau discours du récit,* Paris, Seuil, 1983.

Genette, G. (1972). *Figures III,* Paris, Seuil.

Gourdeau, G. (1992). *Maria Chapdelaine ou le Paradis retrouvé,* Montréal, Quinze.

Hémon, L. (1990 [1916]). *Maria Chapdelaine: récit du Canada français* (présentation d'Aurélien Boivin), Montréal, Bibliothèque Québécoise.

Porée-Kurrer, P. (1992). *La promise du lac,* Chicoutimi, Les Éditions JCL.

B L'écriture migrante

Entre le propre et l'étranger
La réception québécoise des œuvres de Ying Chen et de David Homel
Martine-Emmanuelle Lapointe

L'écriture migrante et le tremblement de l'écriture dans *Le fou d'Omar* d'Abla Farhoud
Leïla Ennaïli

Entre le propre et l'étranger

La réception québécoise des œuvres de Ying Chen et de David Homel[1]

Martine-Emmanuelle Lapointe
Université de Montréal

Résumé *Le présent article porte sur la réception québécoise des œuvres de Ying Chen et de David Homel, deux écrivains contemporains associés respectivement aux écritures migrantes et aux écritures anglo-québécoises. Il s'agit de mesurer la prégnance des lectures identitaires dans les ouvrages et les comptes rendus critiques consacrés à leurs œuvres. Comment présente-t-on l'écrivain migrant et l'écrivain anglo-québécois ? Comment définit-on leurs relations avec le milieu littéraire québécois ? Quelles filiations, littéraires ou non, établit-on entre leurs œuvres et leur lieu d'écriture ? Qu'en est-il, plus largement, de leur inscription dans la mémoire littéraire québécoise contemporaine ? Ces interrogations seront à l'origine d'une réflexion sur les pièges du discours interculturel qui, même s'il présente un propos visant à inclure l'altérité, menace à tout moment de se transformer en* doxa, *en « fiction commode qui tient lieu d'avant-poste où le sujet se persuade qu'il négocie avec d'autres le droit à la différence culturelle » (Harel, 2006, p. 11).*

1. Les recherches qui ont conduit à la rédaction de cet article s'inscrivent dans le cadre du projet *Intellectual Filiations in Contemporary Quebec Literature: Theoretical Axis and Research Perspectives.* Ce projet a reçu le soutien financier de l'Université Simon Fraser (President Research Grant).

Le propos de cet article sera de nature heuristique et aura en quelque sorte la valeur d'une hypothèse de recherche sur les filiations qui traversent et travaillent à la fois la critique littéraire québécoise depuis les années 1960. Il ne s'agira pas de déboulonner la catégorie critique, désormais largement partagée, utilisée et étudiée, des écritures migrantes, mais plutôt de privilégier une approche critique et transhistorique afin de mieux réfléchir à la *fabrication* et au *devenir* – et non à l'*évolution* – de la mémoire littéraire québécoise. Dans le cadre d'un collectif intitulé justement *Le Québec à l'aube d'un nouveau millénaire : entre tradition et modernité,* n'est-il pas plus que pertinent de revenir sur les différents récits qui habitent cette mémoire littéraire ?

Depuis la fin des années 1980, plusieurs ouvrages critiques importants ont accordé une large place au phénomène des écriture migrantes, de l'hybridité culturelle et de la littérature anglo-québécoise. En témoignent notamment *L'écologie du réel* (1988) de Pierre Nepveu, *Le voleur de parcours* de Simon Harel, *Fictions de l'identitaire au Québec,* corédigé par Sherry Simon, Pierre L'Hérault, Alexis Nouss et Robert Schwartzwald, *Le trafic des langues* de Sherry Simon ainsi que les travaux du groupe *Montréal imaginaire.* Ce mouvement a ensuite donné lieu à de vastes entreprises critiques qui ont permis de faire entrer officiellement les écrivains émigrés dans l'histoire de la littérature québécoise : *Ces étrangers du dedans. Une histoire de l'écriture migrante au Québec (1937-1997)* de Clément Moisan et Renate Hildebrand, comme le *Dictionnaire des écrivains émigrés au Québec (1800-1999)* de Daniel Chartier, confirment leur appartenance, institutionnelle du moins, à la littérature québécoise. Littérature qui, pour reprendre les mots de Daniel Chartier, est désormais transformée par les écritures migrantes, « qui se défini[ssent] par des thèmes liés au déplacement et à l'hybridité et par des formes particulières, souvent teintées d'autobiographie » (Chartier, 2002, p. 305). D'abord dominée par un récit commun, puis par une pluralité de petits récits, l'histoire littéraire québécoise serait donc passée, comme l'a écrit Micheline Cambron, de « la catalogne à la courtepointe » (Cambron, 2001), se serait éloignée du grand récit national forgé au cours des années 1960 pour mieux s'inscrire dans des perspectives liées plus étroitement aux enjeux de la culture contemporaine. Les études culturelles, les théories de l'hybridité ont permis de déplacer, dans une certaine mesure évidemment, les frontières séparant le centre et ses marges.

Ces constats largement répandus ont quitté le territoire des études savantes pour mieux investir les discours sociaux, culturels et médiatiques. Ils constituent même les grandes lignes du récit que nous consacrons à la littérature québécoise contemporaine. Mais aussi évidents et indiscutables soient-ils, ces constats menacent à tout moment de se transformer en diktats, prennent insidieusement la forme d'articulations logiques au sein d'une trame narrative transparente, lisse, mais surtout – et c'est là que le piège nous guette – téléologique, voire moralisatrice. Au discours de l'un, de la nation homogène et ethnique, on oppose très fréquemment son envers bien-pensant et bien-pensé, soit cette nouvelle *doxa* de la multiplicité, de l'errance et de la dispersion des signes culturels qui conduit à une réinterprétation citoyenne, inclusive et fragmentée de l'identité collective. La vertu se trouve bien évidemment de ce côté-là, dans cet ici-maintenant flottant où l'ouverture à l'autre et l'accueil des différences sont enfin

des acquis. La vertu se trouve bien évidemment de ce côté-là, car le monde des idées et le monde de la vie, on le sait bien, ne cessent de s'améliorer, de se parfaire grâce au progrès, cette notion moderne par excellence, et à l'accumulation des connaissances.

Trêve d'ironie… Admettons tout de même que nos conceptions contemporaines de l'histoire culturelle sont le plus souvent sous-tendues par une philosophie de l'histoire moderniste héritée du XIXe siècle européen, laissant croire à tort que plus nous allons, plus nous évoluons… Comme le montre si brillamment Hannah Arendt dans son essai « Le concept d'histoire », si la mémoire des anciens était vouée à immortaliser les actions héroïques des mortels, de ceux qui réussirent presque à égaler les dieux, celle des historiens des XVIIIe et XIXe siècles s'inspirait plutôt des sciences de la nature. D'où ce besoin toujours présent à l'époque contemporaine de comprendre l'évolution des mœurs et des sociétés à la lumière d'un « processus évolutif » (Arendt, 1998, p. 87).

Ces remarques préliminaires inspirent la présente analyse de la réception critique des œuvres de Ying Chen et de David Homel, deux écrivains émigrés au Québec, associés respectivement aux écritures migrantes et aux écritures anglo-québécoises. Afin d'étoffer mon propos, je tenterai de mesurer la prégnance des lectures identitaires dans les ouvrages et les comptes rendus critiques consacrés à leurs œuvres. Comment définit-on leurs relations avec le milieu littéraire québécois ? Quelles filiations, littéraires ou non, établit-on entre leurs œuvres et leur lieu d'écriture ? Qu'en est-il, plus largement, de leur inscription dans la mémoire littéraire québécoise contemporaine ?

Ces interrogations permettront de lancer une réflexion sur les pièges du discours interculturel qui, même s'il présente un propos visant à inclure l'altérité, se transforme trop souvent – selon les mots de Simon Harel – en « fiction commode qui tient lieu d'avant-poste où le sujet se persuade qu'il négocie avec d'autres le droit à la différence culturelle » (Harel, 2006, p. 11). Dans son récent essai *Braconnages identitaires,* qui s'inscrit dans le prolongement des *Passages obligés de l'écriture migrante,* Harel montre bien qu'un certain discours euphorique, bon-enfant et festif voile les affrontements, les conflits et la violence inhérents à toute négociation identitaire et oblitère de manière parfois maladroite le concept problématique de nation. Or, comme en témoignent les études et les comptes rendus consacrés aux œuvres de Ying Chen et de David Homel, s'il y a un concept qui informe souterrainement les lectures des textes des *migrants,* c'est bien celui de nation. On prétend le décentrer, le mettre à distance, le déconstruire, mais on y arrive rarement, dans la mesure où l'on reconduit souvent souterrainement ce que l'on tente de nier.

1. Ying Chen ou la Chine douloureuse et intemporelle

Depuis la parution de son roman *La mémoire de l'eau* en 1992, Ying Chen a pour ainsi dire défrayé la chronique : plus d'une soixantaine de textes critiques, publiés dans des revues savantes, des magazines culturels ou des journaux à grand tirage, lui ont été consacrés. Jusqu'à la parution de *L'ingratitude* en 1995, roman qui lui valut le Prix Québec-Paris et qui fut en nomination pour le prestigieux Prix Femina, l'œuvre fut presque toujours ramenée au contexte socioculturel chinois. Les trois premiers romans de l'auteure avaient en effet pour toile de fond – entière ou partielle – une Chine parfois

surréelle qui n'avait pas nécessairement la prétention de représenter objectivement une quelconque réalité historique. Dans *La mémoire de l'eau,* l'héroïne relate le passé de sa famille, plus particulièrement le destin de sa grand-mère Lie-Fei, femme aux pieds moyens qui a vécu la chute du système impérial chinois, puis la montée du communisme ; *Les lettres chinoises,* composé d'un échange épistolaire à plusieurs voix, raconte l'expérience de Yuan, qui choisit de quitter sa Chine natale pour étudier à Montréal, et *L'ingratitude* se déroule dans une ville chinoise innommée d'où la narratrice Yan-Zi n'est, semble-t-il, jamais sortie. Les romans ultérieurs, *Immobile, Le champ dans la mer, Querelle d'un squelette avec son double* et *Le mangeur* tendent de plus en plus vers l'épurement stylistique et référentiel, se présentant comme des récits sans ancrage[2].

Inspirée par les thématiques de l'exil et de la mémoire, mais surtout par la représentation de l'Orient que dévoilaient ses premiers romans, la critique a tôt fait d'associer Ying Chen à la mouvance, alors en vogue, des écritures migrantes. Il serait par trop fastidieux de relater le détail de l'émergence, de la progression et de l'installation définitive de cette association dans les textes portant sur Ying Chen. Tout se passe comme s'il était impossible de taire l'existence de la catégorie lorsqu'on évoque le parcours de l'auteure. Chinoise, exilée, attachée malgré tout à son pays natal, habitant tantôt Montréal, tantôt Magog, Paris ou Vancouver, ces précisions sur son parcours et sur ses différents lieux d'habitation constituent de toute évidence des passages obligés, des remarques préliminaires essentielles à la lecture de son œuvre.

Tous les articles savants consacrés à l'œuvre de Ying Chen – une quinzaine, à ma connaissance – portent de manière directe ou indirecte sur les thèmes de l'exil, de l'héritage, de la mémoire et de la filiation. Ainsi, selon l'une des premières critiques à avoir commenté l'œuvre de Chen, Betty McLane-Iles, l'auteure conjugue "[*the*] *Asian Woman's sense of historical memory and identity* [*and the*] *legacy to contemporary North America*" et s'avère ainsi représentative du "*Francophone Immigrant Women Writers Movement*" (McLane-Isles, 1997, p. 221). D'après Christian Hommel et Christian Dubois, parce qu'il se présente comme un « récit du deuil des origines », *La mémoire de l'eau* se situe « d'emblée dans le domaine des écritures migrantes » (Hommel et Dubois, 1999, p. 44). Yvon Le Bras, quant à lui, réussit à classer facilement les deux premiers romans de Chen dans la catégorie des écritures migrantes, mais avoue éprouver quelques difficultés lorsqu'il s'agit d'y ranger les textes plus récents : « Lorsque l'exil ne résulte plus, comme c'est le cas dans *L'ingratitude,* d'un départ pour l'étranger mais de la mort pure et simple du protagoniste, qui fait entendre sa voix de l'au-delà, il faut avouer cependant que les choses se compliquent un peu » (Le Bras, 2003, p. 146). À ces exemples s'ajoutent une série de commentaires similaires formulés en d'autres lieux par d'autres critiques, comme si tous parlaient d'une même voix et adoptaient un langage similaire. Plus qu'une piste d'interprétation, les « écritures migrantes » donnent lieu à la création d'une catégorie figée et incontournable, laquelle est rarement interrogée et mise en cause.

2. À ce propos, voir Martine-Emmanuelle Lapointe (2004). « *Le mort n'est jamais mort.* Emprise des origines et conceptions de la mémoire dans l'œuvre de Ying Chen », *Voix et images,* vol. 39, nº 2 (hiver), p. 131-141.

Les thèmes de l'exil et de la mémoire demeurent sans doute les plus importants de l'œuvre de Chen, et il serait parfaitement incongru de nier leur pertinence. Par contre, ils ne sont pas le seul apanage des écrivains dits migrants. Comme l'a montré Pierre Nepveu dans « L'exil comme métaphore », le thème de l'exil traverse la littérature québécoise depuis sa fondation et est devenu, au cours des années 1960, un motif poétique permettant de décrire la situation problématique et incertaine de l'écrivain colonisé (Nepveu, 1999). Aussi, en liant implicitement le parcours réel de Chen aux destins de ses personnages fictifs, certains critiques glissent-ils sans prévenir du référentiel au fictif, ce qui a pour effet de transformer l'écrivain en représentant de sa catégorie, en emblème au sens strict. L'écrivaine devient non seulement la porte-parole de son pays d'origine, mais aussi de ce que l'on pourrait appeler la culture marginale et fragile de l'exilée. « L'écrivain migrant qui a connu très concrètement cet éclatement de l'identité se profile comme l'éclaireur sur le sentier qui mène vers une société en devenir », affirment Hommel et Dubois (1999, p. 47). "*Disconnection, discontinuity, anguish, nostalgia, but also the unknown and the unusual are all words that define the journey and outline the territory of these men and women who pull roots and settle elsewhere*", ajoute Lucie Lequin (2001, p. 205). Les auteurs migrants, précise Roseanna Dufault, "*play an important role in the changes taking place in Quebec as they help create 'a space in which a unique plural identity might take shape'*" (2001, p. 167).

« Sentier menant vers une société en devenir », « voyage », « territoire », « identité plurielle », ces termes qui ressortissent au vocabulaire de la cartographie, qui rappellent à la fois l'enracinement et la dispersion identitaire, sont loin d'être neutres et camouflent une arrière-scène parfois troublante. Pourquoi l'identité plurielle et le mouvement – en un mot, l'instabilité – seraient-ils vecteurs de changement ? Pourquoi semblent-ils symptomatiques de progrès et d'ouverture des mentalités ? En surlignant l'importance de la différence, n'enferme-t-on pas l'écrivain, et par là même son œuvre, dans ce qui l'éloigne justement de sa culture d'accueil ? Ne le marginalise-t-on pas davantage ? Comme je le supposais en introduction, en faisant de la différence culturelle et de la marginalité les seuls lieux de l'écrivain migrant, ne ranime-t-on pas malgré soi les critères d'appartenance nationale, ceux que l'on souhaitait justement effacer ? N'est-ce pas, pour reprendre les mots de Simon Harel, « demander à l'écrivain des communautés culturelles de déposer un passeport, une preuve d'état civil afin de valider le discours topographique […] acte, dont la violence symbolique ne peut être sous-estimée [et qui] permet de faire de l'écrivain des communautés culturelles le double "autorisé" de la communauté de résidence » (Harel, 2006, p. 27) ?

L'écrivain migrant devient, malgré lui, le représentant de sa culture d'origine en terre étrangère, un passeur, comme on l'a souvent écrit, contraint à habiter un tiers-lieu ou un hors-lieu. Encore une fois, notons que les thèmes de l'(in)habitabilité du territoire et de la perte des repères sociaux, culturels et mémoriels sont souvent traités dans les œuvres de Ying Chen. Cela dit, le récit construit par la critique, surtout la journalistique, tend paradoxalement à assigner une demeure à l'auteure. Mieux, un portrait empreint d'exotisme, indissociable de la culture d'origine de Chen, s'esquisse souterrainement au fil des comptes rendus et des articles. Tout autant que les remarques sur le caractère *migrant* de ses écritures, ce portrait confère à Chen un rôle bien défini.

Quelle histoire raconte ce portrait ? Précisons d'emblée que tous les comptes rendus journalistiques, à quelques exceptions près, relatent le parcours de l'auteure : naissance à Shanghaï, exil et études de deuxième cycle à Montréal, choix du français comme langue d'écriture, rapports tortueux avec la Chine communiste. À ces pistes biographiques s'ajoutent des remarques psychologiques et physiques qui tendent à établir des liens directs entre l'écriture et la personnalité de Chen. Présentée comme une « jeune femme réservée » (Bordeleau, 1998, p. 9), une « petite femme timide et forte » (Germain, 2000, p. A1), au « minois sage », on précise qu'elle « dégage une fragilité » (Poulin, 1994, p. A10), qu'elle « a de petites mains et une voix posée » (Benoit, 1998, p. B5) et qu'« elle s'exprime d'une voix douce dont les accents rappellent tout autant ses origines que sa culture d'adoption » (Vigneault, 2002, p. B1).

Ces traits sont souvent accompagnés de remarques sur la très exotique *orientalité* de l'auteure. Chen est tantôt « "notre" première écrivaine d'origine chinoise » (Chartrand, 1998, p. 11), une « voix venue d'ailleurs qui a su emprunter, pour nous dire les choses, les mots de chez nous » (Martel, 1993, p. B5). Elle écrit avec une certaine « pudeur narrative » qui est peut-être une « manifestation de la politesse orientale » (Chartrand, 1998, p. 11) et son œuvre, « d'une perspective nord-américaine en tout cas, a des parfums de sagesse orientale » (Sergent, 2002, p. 39). Dans ce portrait tracé au fil des textes et des discours, une cohérence implicite s'établit entre l'être et son œuvre, entre son extériorité et son intériorité. Cette lecture presque métonymique reconduit des stéréotypes qui renvoient à une certaine idée de la Chine : sagesse des anciens, confucianisme, mais surtout douceur et fragilité de la femme chinoise – qui n'est pas sans rappeler d'ailleurs une certaine vision hollywoodienne de la geisha japonaise.

Ironie du sort, Ying Chen a toujours refusé d'être associée à son pays d'origine et d'être transformée en porte-parole de l'exil et de la diversité culturelle. Si elle réitère ce refus au fil des entrevues qu'elle a accordées de 1992 à aujourd'hui, elle y consacre aussi certains des essais rassemblés dans son recueil *Quatre mille marches.* Dans « En tant que moi », elle évoque même sa « révolte poétique contre un comportement de lecture trop souvent guidé par le classement ethnique, avec une attention extrême accordée à l'aspect social et national des écrits » (Chen, 2004, p. 120).

2. David Homel ou l'Amérique victorieuse

Tantôt considéré comme un écrivain migrant, tantôt comme un écrivain anglo-québécois (catégorie critique montante, si l'on veut), David Homel semblait jouer son rôle à merveille jusqu'à la fameuse polémique déclenchée par la publication de son article « La littérature québécoise n'est pas un produit d'exportation » en mars 2006 dans *Le Monde.* Ce texte, parfois maladroit il faut l'avouer, a été très mal reçu par certains écrivains et critiques franco-québécois. Madeleine Gagnon, Odile Tremblay et Yannick Quasguy-Resch, entre autres, le fustigèrent ouvertement et parfois très émotivement dans les pages des grands quotidiens du Québec. Les détracteurs ne pouvaient accepter les critiques d'Homel qui, je résume grossièrement, affirma que la littérature québécoise contemporaine avait peu d'intérêt car elle privilégiait l'intimisme, voire la solitude narcissique, et s'adressait surtout à un lectorat féminin. Discutable et plus ou moins bien justifié certes, le point de vue de Homel a surtout choqué parce qu'il ne

provenait pas nécessairement d'un porte-parole digne de confiance, voire d'un ambassadeur crédible de la littérature québécoise en France. C'est ce qu'a brillamment montré Gillian Lane-Mercier dans son article « Au-delà de la controverse : David Homel » paru dans la revue *Spirale* en septembre 2006. Selon Lane-Mercier, la polémique a provoqué une sorte de retour du refoulé, un « repli subit, au plus vif du débat, sur un "nous familial" homogénéisé qui évacue de manière aussi spectaculaire qu'inattendue, en en faisant l'un des angles morts de la polémique, la diversité des mouvances littéraires actuelles – la littérature migrante certes, mais aussi la littérature anglo-québécoise » (Lane-Mercier, 2006, p. 36).

La polémique met malheureusement au jour une forme de résistance diffuse de la part de la communauté critique québécoise, résistance qui s'affiche lorsque les enjeux de la diversité culturelle dépassent le cadre symbolique auquel on les avait gentiment relégués. Ne parvenant pas à dépayser réellement l'écrivain immigré, le milieu littéraire semble également avoir du mal à le rapatrier. Entre culture d'origine et culture d'accueil, c'est encore et toujours l'espace de l'entre-deux qui lui sert de lieu.

Si Ying Chen incarne une sorte de Chine intemporelle, David Homel représente l'Amérique victorieuse, libre et insouciante. Il est vrai que quatre de ses romans, *Electrical Storms* (1988), *Rat Palms* (1992), *Sonya and Jack* (1995) et *Get on Top* (1999), se déroulent, en tout ou en partie, aux États-Unis et s'inspirent ouvertement d'œuvres d'auteurs américains (Carver, Ford, Greene, entre autres). « L'éternel nomade, l'éternel immigrant, incrédule et inquiet, heureux et inconsolable », voilà comment le présente Jean-Pierre Vidal dans un article paru en 1996 dans la revue *Nuit blanche,* ajoutant un peu plus loin que, selon Homel, « la liberté n'est, au fond, qu'individuelle – le côté américain du romancier – mais conviviale, librement partagée – son côté juif peut-être » (Vidal, 1996, p. 37). « Au carrefour de plusieurs cultures » (Fortin, 1995, p. 6), ajoutent d'autres critiques, Homel est presque toujours vu comme un « nomade », « momentanément sédentarisé à Montréal » (Courtemanche, 1997, p. 82). Lorsqu'on reconnaîtra son appartenance à la communauté québécoise, ce sera le plus souvent en mettant l'accent sur son identité double voire plurielle : « Le plus québécois des écrivains américains », un « Américain devenu montréalais » (Marcotte, 2003, p. 97), « le plus franco des anglos », un « auteur américain doté d'une âme juive » (Courtemanche, 1997, p. 82), un « Yankee pas comme les autres », « avec Neil Bissoondath, […] l'un des rares à traverser pleinement la barrière linguistique » (Charest, 1999, p. D12).

L'identité américaine de David Homel ne renvoie pas uniquement à son parcours biographique et à son univers romanesque, elle désigne sans doute davantage une attitude, une manière. Dans les textes qu'il a consacrés à sa poétique et à sa carrière d'écrivain, Homel se réclame d'une pratique détachée des diktats institutionnels, se présente comme un *free-lancer* peu concerné par les courants littéraires contemporains. Il admet même apprécier le statut d'écrivain minoritaire : « Vous pouvez donc vous imaginer le luxe que signifie le statut de minorité. Comme si vous étiez un agent libre qui avait connu une bonne saison : vous pouvez aller partout. On peut être un tireur d'élite en restant dans les marges » (Homel, 1992a, p. 56). « Agent libre », « tireur d'élite », ces expressions rappellent l'esprit franc-tireur défini par Harold Rosenberg et participent d'une certaine vision stéréotypée de l'écrivain américain,

popularisée notamment par Jean-Paul Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature?*. À l'instar d'Ernest Hemingway, l'écrivain américain a beaucoup voyagé, a pratiqué tous les métiers, s'inspire de ses expériences plutôt que de son érudition et, surtout, n'écrit pas pour ses pairs, mais bien pour la communauté entière.

Cela dit, Homel établit une nette différence entre le statut de minorité – qu'il possède de fait – et les écritures migrantes, qu'il qualifie de « véritable épidémie, heureusement plus difficile que d'autres à attraper, qui consiste à écrire des romans d'immigrants. C'est très ennuyeux, les livres sont ennuyeux, les auteurs sont ennuyeux » (Vidal, 1996, p. 34). Dans une entrevue accordée à *The Gazette* en 1993, il s'étonna même d'être considéré comme un « *token ethnic* » par le milieu littéraire franco-québécois (Yanofsky, 1993, p. B5).

Token ethnic sans doute, mais pas de la même manière que Ying Chen qui, à plusieurs égards, a souffert de son image publique, laquelle s'est littéralement interposée entre le lectorat et l'œuvre. Homel a au moins eu le privilège de jouir d'une liberté symbolique, un peu comme si son statut d'écrivain américain appelait l'indépendance, l'universalité et la force. Ying Chen, même si elle n'a vécu que quelques années au Québec avant de s'exiler à Paris et à Vancouver, incarne pour plusieurs les douloureux tourments d'une conscience exilée, tandis que David Homel, sédentarisé à Montréal depuis près de trente ans, possède l'insaisissable tempérament du nomade sans attaches. Exception faite de sa malencontreuse sortie dans *Le Monde,* il semble avoir su jouer avec les médias, les manipulant, jouant avec les étiquettes et les appartenances, pour échapper à leurs catégories préconçues.

3. Le fantôme de la nation

Je ne souhaite pas faire le procès d'une partie de la critique québécoise et insinuer qu'elle a transformé automatiquement Chen et Homel en *token ethnic.* Mon propos tend plutôt à mettre au jour les stratégies d'appropriation de l'écrivain, de son œuvre et de sa culture par l'institution littéraire et par les médias. On a jadis dessiné les portraits d'Hubert Aquin, homme de culture complexe et raffiné, de Marie-Claire Blais, femme timide et effacée camouflant bien ses violences, ou de Réjean Ducharme, génie enfant refusant boudeusement les hommages et les apparitions publiques. Il s'agit là d'un procédé largement répandu que l'on retrouve aussi ailleurs. Néanmoins, il m'apparaissait pertinent de souligner les apories – même mineures – d'un discours qui prétend accueillir l'autre, l'étranger, le différent, le migrant, et qui reconduit souterrainement ce qu'il tente de désacraliser, soit la nation, l'appartenance, le territoire, la filiation, la cartographie. Au discours québécisant des années 1960-1970 qui visait à construire une littérature d'abord et avant tout québécoise, à cette mouvance que l'on qualifie désormais d'essentialiste, en a succédé une autre, parfois tout aussi essentialiste. Qu'elle respecte l'équation proposée par André Belleau de la langue/nation/culture unique ou qu'elle emprunte la forme d'un agrégat, rassemblant des cultures diverses et fragmentées, la littérature québécoise me semble toujours hantée par le spectre de la nation (ce qui n'est pas un crime d'ailleurs). Entre les récits qui habitent cette mémoire littéraire s'établit donc une cohérence implicite, s'impose une trame narrative.

Dans son ouvrage sur les *Littératures de l'exiguïté,* François Paré a commenté de manière fort éclairante cette pratique : « Les *petites* littératures ne conduisent pas toujours à l'hétérogène. Car elles aspirent à la normalisation, au classement, à la mémorialisation. Elles rêvent aussi d'ouvrir l'espace, de briser l'exiguïté, de "faire de l'éternité" » (Paré, 1992). *Faire de l'éternité,* cela me semble traduire avec justesse le désir, parfois inconscient, souvent tu, qui a animé nombre de critiques et d'historiens littéraires québécois depuis la Révolution tranquille. *Faire de l'éternité* ou *fabriquer une mémoire,* ces gestes ne sont-ils pas voués à transformer l'actualité littéraire, l'écrivain émergeant et l'œuvre éphémère en monuments d'une histoire collective ? Certes, une telle entreprise ne va pas de soi : à trop vouloir statufier les œuvres et les écrivains, on en vient à taire leurs différences et leurs singularités. Entre les propositions critiques de certains ouvrages et articles généraux et le discours des œuvres s'imposent des écarts et des contradictions importants, lesquels illustrent la résistance de la littérature, même la romanesque, à certaines requêtes institutionnelles.

Références

Arendt, Hannah (1998 [1954]). « Le concept d'histoire antique et moderne », *La crise de la culture,* traduit de l'anglais par Patrick Lévy, Paris, Gallimard, coll. « Folio », p. 58-120.

Benoit, Élisabeth (1998). « La saveur d'un conte de fées », *La Presse,* 13 septembre, p. B5.

Bordeleau, Francine (1998). « Ying Chen : la dame de Shanghai », *Lettres québécoises*, printemps, p. 9-10.

Cambron, Micheline (2001). « Raconter l'histoire de la littérature québécoise », *Littérature,* nº 124 (décembre), p. 81-97.

Charest, Rémy (1999). « Avec *L'évangile selon Sabbitha,* David Homel invente une apocalypse du plaisir », *Le Soleil,* p. D12.

Chartier, Daniel (2003). *Dictionnaire des écrivains émigrés au Québec (1800-1999),* Québec, Nota Bene.

Chartier, Daniel (2002). « Les origines de l'écriture migrante. L'immigration littéraire au Québec au cours des deux derniers siècles », *Voix et images,* vol. 27, nº 80 (hiver), p. 303-316.

Chartrand, Robert (1998). « Variations sur le thème de l'exil », *Lettres québécoises,* printemps, p. 11-13.

Chen, Ying (2004). *Quatre mille marches,* Montréal, Boréal.

Chen, Ying (2001). *Le champ dans la mer,* Montréal, Boréal.

Chen, Ying (1998). *Immobile,* Montréal, Boréal.

Chen, Ying (1995). *L'ingratitude,* Montréal, Leméac, et Arles, Actes sud.

Chen, Ying (1993). *Les lettres chinoises,* Montréal, Leméac.

Chen, Ying (1992). *La mémoire de l'eau,* Montréal, Leméac.

Courtemanche, Gil (1997). « L'insoutenable liberté de David Homel », *L'Actualité,* octobre, p. 82-85.

Dufault, Roseanna (2001). "Identity and Exile in Shanghai and Montreal: *Les lettres chinoises* by Ying Chen", dans Jaap Lintvelt et François Paré (dir.), *Frontières flottantes. Lieu et espace dans les cultures francophones du Canada/Shifting Boundaries: Place and Space in the Francophone Cultures of Canada,* Amsterdam, Rodopi, p. 161-167.

Fortin, Marie-Claude (1995). « L'étoffe des héros », *Voir*, 9 novembre, p. 6.

Germain, Georges-Hébert (2000). « Dans le jardin de Ying Chen », *Le Devoir,* 7 octobre, p. A1.

Harel, Simon (2006). *Braconnages identitaires,* Montréal, VLB.

Harel, Simon (2005). *Les passages obligés de l'écriture migrante,* Montréal, XYZ.

Harel, Simon (1989). *Le voleur de parcours. Identité et cosmopolitisme dans la littérature québécoise contemporaine,* Longueuil, Le Préambule.

Homel, David (2006). « La littérature n'est pas un produit d'exportation », *Le Monde,* 17 mars, <www.lemonde.fr>.

Homel, David (1999). *Get on Top,* Toronto, Stoddart.

Homel, David (1995). *Sonya and Jack,* Toronto, Harper Perennial.

Homel, David (1992a). « Un pays ? Quel pays ? », traduit de l'anglais par Marie-Andrée Lamontagne, *Liberté,* vol. 34, nº 5, p. 53-57.

Homel, David (1992b). *Rat Palms,* Toronto, Harper Collins.

Homel, David (1988). *Electrical Storms,* Toronto, Random House.

Hommel, Christian et Christian Dubois (1999). « Vers une définition du texte migrant », *Tangence,* nº 59, p. 38-48.

Lane-Mercier, Gillian (2006). « Au-delà de la controverse : David Homel », *Spirale,* nº 210 (septembre), p. 33-37.

Lapointe, Martine-Emmanuelle (2004). « *Le mort n'est jamais mort.* Emprise des origines et conceptions de la mémoire dans l'œuvre de Ying Chen », *Voix et images,* vol. 39, nº 2 (hiver), p. 131-141.

Le Bras, Yvon (2003). « Écrire autrement au Québec », *Études canadiennes/Canadian Studies,* nº 54 (juin), p. 144-152.

Lequin, Lucie (2001). "The Legacy of Words: Mothers as Agents of Cultural Subterfuge and Subversion", dans Paula Ruth Gilbert et Roseanna L. Dufault (dir.), *Doing Gender: Franco-Canadian Writers of the 1990s,* Cranbury, Associated University Presses, p. 203-215.

Marcotte, Gilles (2003). « Un Serbe nommé Homel », *L'Actualité,* mai, p. 97.

Martel, Réginald (1993). « Lettres de désamour », *La Presse*, 31 octobre, p. B5.

McLane-Isles, Betty (1997). "Memory and Exile in the Writing of Ying Chen", dans Roseanna Lewis-Dufault (dir.), *Women by Women: The Treatment of Women Characters by Women Writers of Fiction in Quebec since 1980,* Madison, NJ, Fairleigh Dickinson University Press; Londres, Associated University Presses, p. 221-229.

Moisan, Clément et Renate Hildebrand (2001). *Ces étrangers du dedans. Une histoire de l'écriture migrante au Québec (1937-1997),* Québec, Nota Bene.

Nepveu, Pierre (1999 [1988]). *L'écologie du réel,* Montréal, Boréal.

Paré, François (1992). *Les littératures de l'exiguïté,* Hearst, Le Nordir.

Poulin, Andrée (1994). « Des lettres chinoises », *Le Droit,* 9 avril, p. A10.

Sergent, Julie (2002). « Le champ dans la mer », *Voir,* 18 avril, p. 39.

Simon, Sherry (1994). *Le trafic des langues. Traduction et culture dans la littérature québécoise,* Montréal, Boréal.

Simon, Sherry, Pierre L'Hérault, Alexis Nouss et Robert Schwartzwald (1991). *Fictions de l'identitaire au Québec,* Montréal, XYZ.

Vidal, Jean-Pierre (1996). « Homel : les attaches du nomade », *Nuit blanche,* printemps, p. 32-36.

Vigneault, Benny (2002). « Avec son cinquième roman, Ying Chen poursuit l'édification de son œuvre », *Le Soleil,* 10 mars, p. B1.

Yanofsky, Joel (1993). "David Homel Trying to Avoid Being Trapped as 'Ethnic Writer' ", *The Gazette,* 16 mars, p. B5.

L'écriture migrante et le tremblement de l'écriture dans *Le fou d'Omar* d'Abla Farhoud

Leïla Ennaïli
Université de l'Illinois à Urbana-Champaign

Résumé *En retraçant le parcours d'un jeune immigré enfermé dans sa folie et dans sa dépendance de l'autorité paternelle, le roman d'Abla Farhoud,* Le fou d'Omar, *propose une réflexion sur le devenir du Québec et la place que la société québécoise prévoit pour ses immigrés. L'étude qui suit aborde cette réflexion par le biais de l'expression « écriture migrante » et la manière dont l'auteure la commente en filigrane dans le roman. En établissant un parallèle entre folie et migration, les pensées du fou, Radwan Lkhouloud, apparaissent comme une écriture migrante à outrance, où la distinction entre les langues ainsi que leurs structures sont bouleversées. La conscience de Radwan obsédée par le retour du même le condamne à revivre les traumatismes du passé et à rester enfermé dans la douleur. S'il souffre de sa condition, il entraîne dans sa chute tous ses proches, dont son frère Rawi, qui s'oriente vers une autre pathologie puisqu'il se crée une vie de toutes pièces. La migration est également un enjeu dans la structure du roman puisque le récit migre du point de vue des immigrés à celui du « pure laine ». L'analyse des liens qui unissent le personnage de Lucien Laflamme, le voisin de la famille Lkhouloud, à Radwan permet d'envisager leurs points communs et leurs différences. La difficulté à être québécois est rapprochée de la difficulté à être orphelin. L'expression « écriture migrante » prend tour à tour différents visages.*

Dans la préface de l'ouvrage *Passeurs culturels : une littérature en mutation,* Pierre Nepveu s'interroge sur le sens de l'expression « écriture migrante » et les deux écueils qui en découlent. Pour le paraphraser, il s'agit d'une part de la dilution du terme qui s'appliquerait alors à tout type d'écriture et, d'autre part du danger de l'« étiquette restrictive » et de la ghettoïsation en littérature (Nepveu, 2001, p. 11). Selon lui, il est possible d'éviter ces deux problèmes en « compren[ant] le terme dans une perspective dialogique » (*ibid.,* p. 12). *Le fou d'Omar,* troisième roman d'Abla Farhoud, engage une réflexion sur cette expression et les trois issues possibles évoquées par Pierre Nepveu. Si le point de vue féminin est généralement privilégié dans les livres de l'auteure d'origine libanaise, elle choisit en revanche, avec *Le fou d'Omar,* d'explorer quatre points de vue masculins qui convergent vers une maison de Pointe-aux-Trembles, quartier montréalais où gît le corps du père de famille, Omar Lkhouloud. Lucien Laflamme, le voisin de la famille Lkhouloud, observe cette maison qui, pour lui, recèle une énigme vers laquelle il est irrésistiblement attiré. Dans la maison, seul, c'est Radwan, le fils d'Omar atteint de folie, qui se retrouve devant la nécessité paralysante d'enterrer son père. Il téléphone à son frère, Rawi, écrivain à succès résidant en Floride, mais ne parvient pas à parler. Le silence au bout du fil est pourtant suffisant pour faire passer l'onde de choc jusqu'à Key West où Rawi décode le bégaiement de son frère et se trouve lui aussi paralysé par l'irruption d'un passé dont il croyait s'être coupé. Chez Abla Farhoud, il n'est pas inhabituel d'entendre les morts. Omar le défunt fait le bilan de sa vie.

Ces quatre protagonistes, Omar, Lucien, Radwan et Rawi, s'interrogent sur la difficulté qu'il y a à être un homme. Le décès du père, comme moteur du récit, les engage dans une réflexion d'ordre identitaire qui les lient intimement. La réflexion sur l'« écriture migrante » se réalise de pair avec cette question existentielle. Le roman est composé de quatre « livres » ou parties : « Le livre de Lucien Laflamme », « Le livre de Radwan », « Le livre de Rawi » et « Le livre d'Omar Lkhouloud ». Pourtant ces « livres » ne semblent pas être la transcription d'une parole écrite mais bien plutôt une transcription de leurs pensées. On gardera en tête le commentaire du défunt : « Chacun de nous à à écrire un livre, son livre. Même si on dit que ce livre est déjà écrit, il faut quand même l'écrire, c'est-à-dire le vivre » (164). Ces « livres » offrent les pensées les plus intimes des vies de chacun des quatre protagonistes à un moment clé de leur existence.

Je propose d'aborder la notion d' « écriture migrante » dans le sens élémentaire d'« écriture en mouvement ». Abla Farhoud combine migration géographique et migration mentale ou intérieure par le biais du thème de la folie et de l'acte d'écriture. La figure du fou, qui sera au centre de l'analyse, nous amène aux limites de cette « écriture migrante » et en épuise le sens jusqu'à en faire une écriture du traumatisme ou du « tremblement de cœur », pour reprendre un terme de Rawi (Farhoud, 2005, p. 92). L'auteure superpose l'expérience de la guerre, de la migration et de la folie pour développer une analogie entre la condition de l'immigré et celle du malade mental, analogie qui n'est pas étrangère à l'œuvre de Ben Jelloun, pour n'en citer qu'un. Elle permet d'explorer l'exil intérieur et les multiples pérégrinations de l'esprit du malade. La folie comme conséquence possible de l'immigration et la migration comme forme de la maladie mentale, tel est le parallèle qui est mis en lumière dans le livre.

La folie est abordée par Radwan en termes de déplacements spatiaux. Il se souvient du jour où « [il est] tombé en dehors de [lui]-même » (Farhoud, 2005, p. 44). Les crises de démence sont présentées comme un décollage ou un envol. Dans ses accès de folie, il quitte la terre ferme. C'est alors pour son père Omar un voyage forcé : « Comme chaque membre de ma famille, j'ai été catapulté, en vingt ans, dans quarante pays inconnus, où rien ne ressemblait à rien, où aucun mot ne faisait sens, où aucun geste n'avait de rapport avec l'autre » (Farhoud, 2005, p. 159). La maladie du fils est assimilée à un cycle de migrations forcées et traumatisantes pour son entourage. Pourtant, l'arrivée de la famille libanaise au Québec n'est pas décrite en ces termes. Les Lkhouloud ont quitté leur Liban natal en guerre et ont trouvé la sécurité financière dans le pays d'adoption. En dépit de la prospérité de la famille, les deux frères mentionnent la difficulté d'intégration à l'école et la difficulté à gérer leurs différences. Pour faire face au regard de l'autre, miroir de la différence, les enfants Lkhouloud se replient sur le cercle familial au point de s'isoler du reste du monde.

Être étranger correspond, selon les termes de Radwan, au « sentiment d'être toujours *à côté* de la plaque » (je souligne, Farhoud, 2005, p. 37) : « au lieu de s'intégrer, au moins de s'adapter à notre nouvelle vie, on a intégré le sentiment d'être jamais *à la bonne place* au bon moment » (je souligne, Farhoud, 2005, p. 36). L'inadaptation est ressentie spatialement et les regards portés sur lui et sa famille sont intériorisés. Le temps et les épreuves vont, chez Radwan, aboutir à « un exil de la pire espèce » (Farhoud, 2005, p. 98). Rawi va, lui, changer de nom et se baptiser Pierre Luc Duranceau, et ses sœurs vont de leur côté aller vivre aux quatre coins du monde. Hafez, l'autre frère, va couper tout contact avec la famille et errer de place en place.

La manière dont s'exprime Radwan est caractérisée par une certaine instabilité du langage qui n'est pas sans rapport avec la métaphore filée du séisme qui est développée dans le texte. Il ne cesse de questionner les mots et s'engage dans de nombreuses divagations. Radwan utilise tour à tour le français, l'anglais, l'arabe et occasionnellement l'italien. Il essaie souvent de traduire les mots et s'interroge sur l'imaginaire des langues et la différence de connotation d'une langue à l'autre. Ce multilinguisme est aussi chez lui combiné à des associations homophoniques : « *My father is dead and I'm not.* En disant *not* je vois *nut. I'm a nut, you're a nut.* […] Noix est un beau mot en arabe. […] Aucun bon sens ces histores de langues. […] Dans ma tête, seul dans ma tête, je peux penser dans la langue que je veux » (Farhoud, 2005, p. 30). Les langues sont décloisonnées et Radwan oscille, va et vient entre chacunes d'elles et entre les mots eux-mêmes. Il crée sa propre langue : « L'histoire de ma vie se résume en un seul mot de quatre lettres. PÈRE PEUR OMAR AMOUR » (*ibid.,* p. 78). Les liens sonores et graphiques qui unissent ces quatre termes rendent compte de la manière complexe dont Radwan appréhende le language.

Si Radwan migre dans le langage et les langues, le même phénomène caractérise son discours qui semble se mouvoir du global au familial et vice-versa par le biais d'associations. Les relations franco-québécoises sont un paradigme qu'il utilise pour parler de sa relation avec son père. La mort de sa mère est à l'origine de la dispersion et fragmentation de la famille. Cet événement est assimilé au 11 septembre : « C'est quand la bombe a éclaté. Le décollage du boeing 747 sur le toit de notre maison.

C'est arrivé à la mort de maman » (*ibid.,* p. 37). L'autre mort qui affecta la famille Lkhouloud est celle de la petite sœur, brûlée dans un incendie dans des circonstances mystérieuses. Radwan revit ce décès à travers la mort d'une jeune fille kamikaze palestinienne anonyme, qu'il nomme Soraya, d'après le nom de sa sœur :

> Je l'ai appelée Soraya parce que j'aime ton nom. J'ai entendu la nouvelle à la télé et c'est comme si tu mourais à nouveau. Je t'ai pleurée avec la même douleur […] J'ai revécu ta mort comme si la mort n'avait pas eu le temps de construire des couches de glaises entre ton sourire et mes yeux (*ibid.,* p. 60).

Pas de cloisonnement des événements ni de deuil pour Radwan, mais un temps qui ne fait que se répéter. Le vocabulaire de la guerre est tantôt employé pour faire référence à la maladie de Radwan et au combat de toute la famille pour le sauver de ses blessures mentales profondes, tantôt à la guerre dans leur pays natal, le Liban : « Ma vie est criblée de honte. Trouée. Comme les immeubles de Beyrouth pendant la guerre » (*ibid.,* p. 53-54). Cette guerre dans le pays natal n'est d'ailleurs abordée qu'obliquement dans le texte, tout comme l'incendie dans lequel périt sa petite sœur.

Si Radwan a développé une pathologie mentale aiguë qui le plonge dans des accès de folie, Rawi est quant à lui devenu mythomane. Il s'est construit une vie et une identité de toutes pièces, un nom, et une série de livres à succès. Il s'est inventé des parents, des origines amérindiennes et un accent méticuleusement travaillé. Si Radwan n'a pas de contrôle sur ses accès de folie, Rawi, lui, prétend maîtriser son existence par l'écriture, qui est son « refuge » et qu'il décrit en ces termes : « C'est seulement là que je me sens bien, que je me sens vivant et libre, que je sens l'ancrage et l'envol » (*ibid.,* p. 114). Les deux frères ont recours à la même métaphore de l'envol. Écrire est pour Rawi une manière de tester les possibles et de s'évader au point de se créer une identité complètement fictive. L'écriture et les crises de démence sont autant de moyens d'échapper à la réalité, à la terre et l'illusion de stabilité qui la caractérise. Sa venue à l'écriture est relatée ainsi : « Il me fallait […] trouver un métier où "être étranger et différent" ferait partie du jeu et serait accepté par tous » (*ibid.,* p. 102). Le danger d'une étiquette néoexotique est dans cet exemple clairement évoqué. Radwan reprend cette critique en parlant de son frère : « J'aimerais qu'il fasse son *coming-out.* Maintenant que les immigrants sont à la mode, ils appellent ça de l'écriture migrante » (*ibid.,* p. 72). Abla Farhoud le rappelait au cours d'un colloque, « immigrante, oui, mais immigrante n'est qu'une partie de moi » dit-elle (Farhoud, 2000, p. 56). Rawi choisit l'illusion de stabilité par la fiction mais, comme le prédit son frère, « un jour il va craquer en mille morceaux » (Farhoud, 2005, p. 45) et ce jour arrive avec le décès de son père.

La pensée du fou est donc la pensée migrante à l'extrême. Chaque mot est exploré dans toute son épaisseur. Fulvio Caccia considère que la spécificité de l'écrivain qui a émigré est « celle de tout écrivain authentique qui cherche à remettre en mouvement les images qui ont justement tendance à s'ossifier, à devenir idéologie » (Giguère, 2001, p. 30). Émile Ollivier parle quant à lui d'« ouvreur de mot » (Giguère, 2000, p. 60). Radwan est bien un « ouvreur de mot » à outrance, ce qui l'empêche de réaliser son rêve et de passer à l'écriture. Son frère l'écrivain, au contraire, semble se conformer aux demandes d'un certain public. Aucun des deux frères ne parvient à se dire par

le langage : illusion de maîtrise pour l'écrivain et conscience paralysante de la nature du langage pour Radwan. Derrida, dans son *Monolinguisme de l'autre,* explique combien la langue participe aux problèmes identitaires. Cela apparaît plus clairement dit-il, « dans l'expérience de la blessure, de l'offense, de la vengeance et de la lésion. De la terreur » (Derrida, 1996, p. 49). Ce dernier terme – étymologiquement « faire trembler » – est central au roman de Farhoud. Radwan se souvient des nombreux immigrés de l'hôpital psychiatrique atteints d'aphasie (Farhoud, 2005, p. 73). Lui et son frère gèrent leurs peurs tant bien que mal jusqu'au moment où le père meurt, permettant ainsi une reprise du dialogue.

Dans le roman d'Abla Farhoud, le dialogue n'est présent qu'à la fin, lorsque Radwan rencontre Lucien et retrouve son frère. La lecture du roman amène le lecteur à adopter différents points de vue successivement. À la fin, les vies sont décloisonnées. C'est le personnage de Lucien qui engage cette ouverture. Bizarrement, c'est lui, le « pure laine » Québécois, qui apparaît comme l'étranger dans le roman, puisqu'il est le seul à ne pas faire partie de la famille Lkhouloud. Il est l'Autre qui devient proche. Il est attiré par la maison voisine et ne se l'explique pas. Sans jamais lui avoir parlé, il ressent un lien très fort pour Radwan. Le « livre » de Lucien est une longue réflexion sur ses relations avec les étrangers, faites de réflexes essentialistes et d'une réelle volonté d'ouverture sur l'Autre. Mais chacun des protagonistes reste chez soi et la structure du texte reflète cet isolement et l'absence de communication. Chacun des quatre hommes est cloisonné dans son « livre », sur son île, île textuelle mais également géographique : l'île de Key West où Rawi croit pouvoir s'occidentaliser absolument, la maison de Pointe-aux-Trembles définie par Radwan comme « une île perdue au milieu d'un océan gelé » (Farhoud, 2005, p. 28), Montréal se situant au milieu du Saint-Laurent, celle de Lucien Laflamme condamné par la neige à ne pas quitter son domicile et enfin Omar, le défunt, dont l'esprit est pris au piège et continue de planer dans la maison.

La curiosité de Lucien a pour objet la relation entre Omar et son fils Radwan qui sont « collé[s] » (Farhoud, 2005, p. 147) « accroché[s] l'un à l'autre » (*ibid.,* p. 15). Il essaye plusieurs fois de se mettre à la place d'Omar : « Et si c'était *mon* garçon ? […] *mon* fils ? » (*ibid.,* p. 18). Quand ils se rencontrent enfin à la fin du roman, Radwan semble voir en son voisin une figure paternelle et maternelle de substitution. S'ouvre alors devant Radwan la possibilité de devenir fils d'une autre manière, en toute liberté. Le fou et le voisin semblent avoir ceci en commun qu'ils se débattent, chacun à sa manière, avec la difficulté à s'émanciper du père, ou de la figure d'autorité. Pour Lucien, il s'agit de sa relation avec ce qu'il appelle son « presque pays, le Québec » (*ibid.,* p. 131), qui ne parvient pas à se mettre au monde selon lui. Il voudrait être à l'origine de son pays, être à l'origine de sa « mère patrie » (*ibid.,* p. 133), être à la fois son père et sa mère. Pour Radwan, le problème consiste à se libérer de l'amour aveugle et hors-norme de son père, qui refusa de son vivant d'accepter la maladie de son fils, l'enfermant ainsi dans un cycle infini de morts et de renaissances à chacune de ses crises de folie.

On a mentionné plus tôt que Radwan percevait sa relation avec son père comme paradigmatique des relations franco-québécoises. Il se compare lui-même à la province : « Comme le Québec, je suis une société distincte » (*ibid.,* p. 58). Cette

relation père-fils problématique, qui entrave le développement de l'identité personnelle du fils, se retrouve dans les relations entre le Québec et le Canada vues par Lucien. Ce dernier explique : « Pour nous, les francophones de vieille souche, ce serait un accomplissement de se mettre au monde » (*ibid.,* p. 132). Dans son livre *Passer au rang de père : identité sociohistorique et littéraire au Québec,* François Ouellet suggère que le Québec est le « champion mondial du règne de l'enfant » (p. 49), un enfant qui ne parviendrait pas à devenir père. *Le fou d'Omar* explore ce problème. Radwan et Rawi doivent enterrer le père pour naître véritablement. Pour l'écrivain mythomane, enterrer le père signifie mettre un terme au mensonge. Avant de quitter Key West pour rejoindre son frère, il s'interroge ainsi : « Quand deviendrai-je un homme ? J'ai mis des kilomètres entre mon père et moi, mais l'espace ce n'est pas suffisant, c'est le temps qui n'est pas encore révolu […] Arriverai-je un jour à enterrer le père que j'ai eu, le père que j'aurais aimé avoir ? » (*ibid.*, p. 95). Radwan, en enterrant son père dans la neige du jardin, s'est libéré de « kilos, [de] tonnes, [de] *livres* de peur » (Je souligne, *ibid.,* p. 185). Omar lui avait dit : « Quand je mourrai, tu deviendras un homme » (*ibid.,* p. 172).

Les voisins finissent donc par se rapprocher. Le roman propose des regards croisés et met en scène le début d'un dialogue. À la question de François Ouellet : « Quelle place peut être celle des autres dans la structure sociale d'un peuple qui est en perpétuelle quête d'identité et qui est incapable de se doter d'un pays ? » (Ouellet, 2002, p. 107), le roman d'Abla Farhoud ne fournit pas de solution mais laisse entendre que Lucien a beaucoup de points communs avec Radwan et que, s'il a réussi à aider ce dernier à passer un cap, enterrer le père, peut-être que l'immigré pourrait aider le « pure laine » à en passer un aussi. La fin ne suggère pas ce que Pierre Nepveu appelle « un pluralisme mou » mais plutôt « un pluralisme fort [qui] expose les différences, […] les mesure et les interroge, les traverse comme un incessant problème, comme un brouillage ou un désordre à assumer et à surmonter autrement que par des appels dogmatiques à l'unité ou au recentrement » (Nepveu, 1988, p. 215).

La dimension dialogique de la fin n'est donc pas à idéaliser. Radwan n'en a pas fini avec sa maladie, Lucien n'a toujours pas vu naître le pays de ses rêves, et Rawi se trouve devant le défi de refaire sa vie. L'intégration et l' « identification » impliquent une certaine violence. Le contact et l'échange dans l'œuvre de Farhoud vont de pair avec l'instabilité et la peur qu'ils font naître. Dans *Le fou d'Omar,* les personnages se retrouvent à Pointe-aux-Trembles, quartier au nom symbolique puisqu'il a été le théâtre de nombreux traumatismes indicibles pour la famille Lkhouloud. Radwan et Rawi semblent, à la fin, accepter l'instabilité de la vie. Au début, « la terre n'est qu'un tremblement » (Farhoud, 2005, p. 44) pour Radwan et sa vie une succession de séismes. À la fin du roman, le personnage passe un cap, il accepte de composer avec l'instabilité : « Mais la terre, elle, est toujours là, même si parfois elle tremble sous nos pieds… » (*ibid.,* p. 185). Chacun travaille à construire son histoire sur ce terrain. Pour Rawi, cela signifie défaire des fictions qu'il s'est créées, pour Lucien, cela correspond à poursuivre son rêve d'indépendance sans repli identitaire et, pour Radwan, il s'agit d'écrire finalement son livre. Les derniers mots du roman sont ceux de Rawi à son frère : « Un livre qui ne fait pas peur à celui qui l'écrit n'est pas un livre » (*ibid.,* p. 186). Le roman d'Abla Fahroud questionne l'expression « écriture migrante » en en explorant

les limites par le biais du personnage de Radwan, le fou. Le livre présente aussi, avec le personnage de l'écrivain Rawi, le risque d'une ghettoïsation en littérature. Enfin, Lucien Lafamme, « l'étranger du dedans », pour évoquer l'ouvrage de Clément Moisan et Renate Moisan-Hildebrand, ouvre le récit familial, le récit de l'immigration, vers une dimension dialogique où l'écriture reste associée au tremblement, à la douleur mais dans le partage.

Références

Derrida, Jacques (1996). *Le monolinguisme de l'autre, ou, la prothèse d'origine,* Paris, Galilée.

Farhoud, Abla (2005). *Le Fou d'Omar,* Montréal, VLB.

Farhoud, Abla (2000). « Immigrant un jour, immigrant toujours, ou comment décoller une étiquette ou se décoller de l'étiquette », dans Anne de Vaucher Gravili (dir.), *D'autres rêves : les écritures migrantes au Québec. Actes du Séminaire international de Venise (15-16 octobre 1999),* Venise, Supernova Éditions, p. 45-58.

Giguère, Suzanne (2001). *Passeurs culturels : une littérature en mutation,* Saint-Nicolas, Québec, Les Éditions de l'IQRC/Les Presses de l'Université de Laval.

Gravili, Anne de Vaucher (dir.) (2000). *D'autres rêves : les écritures migrantes au Québec. Actes du Séminaire international de Venise (15-16 octobre 1999),* Venise, Supernova Éditions.

Moisan, Clément et Renate Moisan-Hildebrand (2001). *Ces étrangers du dedans : une histoire de l'écriture migrante au Québec, 1937-1997,* Québec, Nota Bene.

Nepveu, Pierre (2001). « Préface », dans Suzanne Giguère, *Passeurs culturels : une littérature en mutation,* Saint-Nicolas, Québec, Les Éditions de l'IQRC/Les Presses de l'Université de Laval, p. 10-13.

Nepveu, Pierre (1988). *L'écologie du réel : mort et naissance de la littérature québécoise contemporaine. Essais,* Montréal, Boréal.

Ouellet, François (2002). *Passer au rang de père : identité sociohistorique et littéraire au Québec,* Québec, Nota Bene.

C La littérature de jeunesse

Les mutations du discours éditorial sur la lecture des jeunes Québécois de 1920 à aujourd'hui
Suzanne Pouliot et Noëlle Sorin

Quebec Children's Literature
A Cultural Trump Card
Lynn Penrod

Les mutations du discours éditorial sur la lecture des jeunes Québécois de 1920 à aujourd'hui

Suzanne Pouliot et Noëlle Sorin
Université de Sherbrooke
et Université du Québec à Trois-Rivières

Résumé *L'analyse sociologique réalisée a démontré que durant la première période étudiée, de 1912 à 1960, le discours doxologique prédomine sur le discours du savoir alors que durant la deuxième période, de 1960 à 1980, le discours de la* doxa *s'estompe, laissant le discours du savoir prendre de l'ampleur. L'objet de recherche vise l'appropriation par les maisons d'édition du discours théorique provenant du champ littéraire (les théories de la réception issues de l'école de Constance, la sémiotique textuelle d'Eco et la notion de lecture littéraire) ainsi que le discours ministériel sur la lecture des jeunes, énoncé dans ses programmes d'études depuis 1975. Dans ce contexte, nous avons tenu compte du rôle des maisons d'édition considérées comme des médiateurs culturels, puisque l'édition s'imprègne de l'évolution des conceptions que l'institution scolaire a du lecteur et de la lecture. Les Éditions de la Courte échelle et Soulières éditeur servent ici de cas de figure. La première maison, fondée en 1978 par Bertrand Gauthier, se consacre, dès ses débuts, exclusivement à la publication d'albums au format carré. Une esthétique moderne est d'emblée mise de l'avant au plan du texte écrit ou illustré. En 1984, la maison lance la collection « Roman jeunesse », destinée aux 8 à 12 ans, car « [a]vec la Courte échelle, la vie est un roman ». De 1985 à 1995, l'éditeur crée des slogans qui orientent, année après année, son offre de lecture. En 1996, l'auteur Robert Soulières fonde Soulières éditeur, maison vouée entièrement à la littérature pour la jeunesse. Le pacte de lecture est explicite chez Soulières, ne serait-ce que dans le titre de ses trois collections : « Ma petite vache a mal aux pattes », « Chat de gouttière » et « Graffiti ». Cet éditeur s'inscrit dans l'axe idéologico-culturel décrit par Cau (1981).*

Notre recherche sur le discours éditorial date de quelques années déjà[1]. Au travers du discours institutionnel sur la lecture des jeunes de 1920 à 1980, les institutions étant l'École, la bibliothèque et l'édition littéraire, nous avons mené une analyse de type sociologique (Angenot, 1982) en termes de discours doxologique et de discours du savoir. Le discours doxologique, qui se réfère au courant d'opinion dominant, à l'opinion commune, surtout idéologique, se construit à partir de valeurs et de présupposés concernant les institutions telles que la famille, la religion, la patrie. Le discours centré sur le savoir focalise l'attention sur les habiletés cognitives à développer telles que connaître, apprendre, s'instruire, se distraire. La pensée scientifique y est valorisée ainsi que la recherche documentée.

Cette analyse sociologique a démontré que durant la première période étudiée, de 1920 à 1960, le discours doxologique prédomine sur le discours du savoir alors que durant la deuxième période, de 1960 à 1980, le discours de la *doxa*[2] s'estompe, laissant le discours du savoir prendre de l'ampleur. Durant la première période, le discours doxologique connote donc fortement l'orientation des lectures des jeunes, luttant contre les audaces du libéralisme intellectuel. Un discours du savoir émerge toutefois, sous-jacent à l'acte de lecture en termes de goût de lire, de curiosité intellectuelle et d'habitudes de lectures positives. Durant la deuxième période, ce dernier discours prendra de plus en plus d'importance en éducation et dans le champ littéraire. Une nouvelle conception de la lecture et du livre émerge, centrée cette fois sur le développement intellectuel et social de l'enfant et du jeune en conformité avec des valeurs novatrices en éducation. En entrant dans la période visée par notre recherche actuelle, le discours éditorial commence donc à s'intéresser imperceptiblement au lecteur et à sa réception esthétique.

Les maisons d'édition sélectionnées par notre étude ont vu le jour à la croisée d'influences théoriques, à la fois littéraires et didactiques, et structurelles. En effet, les théories sur la lecture littéraire et la réception du lecteur énoncées par Jauss (1978), Iser (1985) et Eco (1985) circulent aussi dans le monde de l'édition, souvent par le biais de l'institution scolaire. Par ailleurs, ces maisons d'édition s'inscrivent dans l'un ou l'autre des quatre axes qui structurent le champ éditorial tels que définis par Cau (1981) : culturel, économique, culturel-idéologique et culturel-économique, relevant soit de l'*editor,* si leur position tend plutôt vers le culturel et l'idéologique, soit du *publisher,* si leur position vise l'économique.

1. La problématique

Pour notre recherche actuelle, allant de 1970 à aujourd'hui, nous nous sommes donné pour objet de recherche l'appropriation par les maisons d'édition du discours théorique provenant des champs littéraire et didactique sur la lecture. D'une part, la recherche

1. Lire à ce sujet S. Pouliot et N. Sorin (1996) ; S. Pouliot et N. Sorin (1998).
2. « La doxa désigne l'ensemble des opinions et des modèles généralement admis comme normaux, et donc dominants, au sein d'une société à un moment donné. Le lieu commun, le stéréotype, les idées reçues font partie du discours [doxologique] » (Chassay, 2002, p. 162).

en lecture littéraire a des retombées en didactique de la lecture au primaire. Cette didactique en émergence, grâce à l'apport particulier du texte littéraire, participe à la formation culturelle des élèves et à l'appréhension des savoirs dont le texte relève. Cela est d'autant plus important que cette didactique souscrit à la volonté actuelle de réaffirmer l'école dans sa finalité culturelle.

D'autre part, l'institution scolaire n'est pas la seule à transposer le discours théorique dans ses programmes et autres prescriptions ; l'éditeur pour la jeunesse, conscient des enjeux idéologiques et financiers (Michon, 2001), joue aussi un rôle primordial : il interprète à la fois le discours théorique et le discours institutionnel scolaire en ce qui a trait à la lecture des jeunes et suggère donc implicitement un contrat de lecture, perceptible notamment à travers les collections, les séries, les genres, les formats, la matérialité du livre, la sélection des auteurs, etc. (Bergeron, 2002 ; Chartier et Hébrard, 1989 ; Nachbauer, 2002). Or nous ignorons dans quelle mesure ce discours éditorial prend en compte les avancées de la recherche en lecture littéraire et quelles sont les positions et les stratégies des éditeurs pour la jeunesse, selon les quatre axes qui structurent le champ éditorial québécois (Cau, 1981) : « axe culturel ou la dénégation de l'économique » (p. 135) ; « axe économique ou le livre comme source de profit immédiat » (p. 139) ; « axe idéologique ou l'édition comme vocation » (p. 145) ; « axe culturel-économique ou l'édition comme reflets de "cultures québécoises" » (p. 151).

Enfin, le *Programme de formation de l'école québécoise* [désormais PFÉQ] (MEQ, 2001) offre peu de prises didactiques qui inciteraient de nouvelles pratiques chez les enseignants soucieux de la nature particulière d'une lecture littéraire chez leurs élèves. La compétence à apprécier des œuvres littéraires du PFÉQ reste à apprivoiser de la part des enseignants (manque de balises, contexte de réalisation vague, flou des critères d'évaluation, manque de progression dans les savoirs et les habiletés, etc.). Mettre l'enseignement-apprentissage de la lecture littéraire au service du développement de cette compétence constitue donc une piste à explorer.

2. Le cadre théorique

Dans notre cadre théorique, nous nous sommes appuyées sur les théories de la réception, principalement celles issues de l'école de Constance (Jauss, 1978 ; Iser, 1985) et de la sémiotique textuelle d'Eco (1985). Par ailleurs, la notion de lecture littéraire nous a particulièrement interpellées. Enfin, nous avons tenu compte du rôle des maisons d'édition comme médiateurs culturels.

2.1. Les théories de la réception

Visant le renouvellement de l'histoire littéraire, Jauss (1978) a formalisé une nouvelle approche esthétique qui replace le lecteur au cœur de l'activité de communication que représente la lecture d'une œuvre littéraire. Son esthétique de la réception renvoie à la façon dont un texte littéraire est reçu par le lecteur qui diffère selon les époques. Son concept d'horizon d'attente, en tant que pacte de lecture, est particulièrement porteur dans cette relation dynamique qui s'installe entre l'auteur, le texte et le lecteur et qui

conduit ce dernier à créer du sens. À ce trio, on pourrait ajouter l'éditeur puisque ce pacte vient d'abord des aspects matériels du livre et des indications du paratexte. Iser (1976), de son côté, soutient également que le sens est le résultat d'un échange dynamique et pragmatique entre un lecteur et une œuvre. Il s'interroge sur l'acte de communication et le mode d'énonciation qui en découle. Le texte guide le lecteur dans son interprétation, mais ce dernier n'aura jamais de certitude quant à cette interprétation. Eco s'intéresse aussi à l'œuvre ouverte, aux limites de l'interprétation, mais il focalise prioritairement son attention sur l'œuvre. Il étudie davantage le lecteur tel qu'institué par le texte que la réception proprement dite. Toutefois, ses concepts de Lecteur modèle et de coopération interprétative le rapprochent de l'École de Constance.

2.2. La notion de lecture littéraire

La lecture littéraire est un mode particulier d'appréhension du texte qui naît d'un va-et-vient dialectique entre une lecture participative et une lecture distanciée (Dufays, 1996 ; Jouve, 1992 ; Picard, 1986). La lecture participative privilégie la construction référentielle et l'implication psychoaffective et émotionnelle du lecteur alors qu'une posture plus distanciée par rapport au texte donne accès au symbolisme, aux liens intertextuels, aux jeux des implicites et favorise la pluralité des lectures. La lecture littéraire intégrerait les dimensions suivantes : une dimension culturelle qui permettrait de comparer les textes aux autres relevant notamment de l'intertextualité ; une dimension interprétative et les niveaux de sens pluriels ; une dimension axiologique, qui correspond à l'évaluation du texte du point de vue émotionnel, esthétique, éthique, etc., proposant entre autres au lecteur de vivre des expériences sur le mode imaginaire.

2.3. Les médiateurs culturels

Par médiateurs culturels, nous entendons ceux qui exercent des rôles d'intermédiaire dans la diffusion des œuvres, entre l'auteur, le texte et le lecteur, énonçant un discours social sur le lecteur et la lecture. À ce titre, les maisons sélectionnées agissent comme éditeur intellectuel ; en anglais, on parle d'*editor,* soit l'homme de lettres qui voit à l'élaboration du texte, à son peaufinage, mais aussi de *publisher,* soit l'éditeur commercial qui assume la fabrication et la mise en circulation du livre ou de la revue qui portent le texte. Dans ce contexte, l'édition consiste à prendre la responsabilité du choix, de la fabrication et de la mise en vente d'un ouvrage. Selon Michon (2004, p. 174-175) :

> L'acte d'édition peut être décomposé en trois opérations successives, la sélection, la fabrication et la distribution, qui correspondent à trois services d'une maison d'édition : la direction littéraire, le bureau fabrication et le département commercial. Ces choix sont orientés par la position que l'éditeur occupe dans le champ littéraire, elle-même déterminée par un habitus et un parcours intellectuel particuliers, mais d'abord selon le capital qu'il engage.

Notre étude portera sur les médiateurs culturels que sont les Éditions Héritage jeunesse, les Éditions de la Courte échelle et Soulières éditeur.

3. Le discours éditorial sur la lecture des jeunes

3.1. Les Éditions Héritage

Née d'une imprimerie familiale, la maison d'édition Héritage jeunesse est fondée en 1969 par l'imprimeur Jacques Payette. Les séries télévisées, les livres à colorier et les bandes dessinées de *Bobino et Bobinette,* vers la fin des années 1960, lui apportent son premier succès : un demi-million d'exemplaires vendus, à une époque où l'édition pour la jeunesse déclinait. Pour la période comprise entre 1970 et 1989, Héritage jeunesse se caractérise par la publication de quelques ouvrages inédits, mais surtout par des traductions, des rééditions de bandes dessinées venues des États-Unis et de la Belgique francophone ainsi que des adaptations de bandes dessinées tirées de séries télévisuelles. De 1974 à 1977, Michel Cailloux signe neuf titres, adaptés par Poirier et illustrés par Wilson, de la série télévisuelle *Nic et Pic*[3]. Par ailleurs, Cécile Gagnon dirige la collection « Brindille » de 1976 à 1983, pour les enfants de 2 à 5 ans. De 1975 à 1978, l'éditeur poursuit ses publications avec la collection « Contes de mon pays ».

Préoccupée par la lecture des apprentis lecteurs, la maison crée, en 1976, la collection « Pour lire avec toi », dirigée par Henriette Major, collection devenue « Pour lire » en 1991. Dans le titre même de cette collection, on sent poindre l'intérêt pour le lecteur et sa réception. Dans des propos recueillis par Robin (1980), Major mentionne qu'elle voulait que cette collection soit populaire non seulement par son prix, mais aussi par ses illustrations et ses textes faciles à lire. Le contenu de cette collection est varié. On y trouve différents genres : des contes indiens et québécois de Marius Barbeau (*Il était une fois*) à de petits romans comme *Émilie, la baignoire à pattes,* qui valut à son auteure, Bernadette Renaud, le prix du Conseil des arts et celui de l'ASTED[4], en 1976, en passant par l'adaptation de textes de télévision et la traduction de légendes. Par ailleurs, en 1987, Cécile Gagnon prend en mains la collection « Libellule », qui suit le chemin de « Pour lire », en 1992. À son sujet, l'éditeur précise, dans une publicité parue dans la revue *Coulicou*[5], en 1987 :

> La collection Libellule propose aux lecteurs de sept ans et plus de brefs récits et de petits romans palpitants écrits par des auteurs qui connaissent bien les jeunes. Une typographie et une mise en page aérée augmentent le plaisir de lire des textes où l'humour et la joie de vivre sont toujours présents. Les petits symboles placés devant chaque titre indiquent le degré de difficulté de l'ouvrage.

De 1991 à 1999, les Éditions Héritage ont fait paraître 251 titres. L'immense majorité de ces titres sont toutefois des traductions de publications provenant principalement d'Angleterre, mais aussi du Canada anglais, ou encore des coéditions. Sur les 251 titres, seulement 3 % s'avèrent des productions originales.

---

3. Il y a eu 72 émissions à Radio-Canada, de 1972 à 1977.
4. ASTED : Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation.
5. *Coulicou,* vol. 4, nº 9, novembre 1987.

En regard de toutes ces informations, même si les Éditions Héritage prennent en compte leur jeune lectorat, on peut affirmer que cet éditeur se situe plutôt sur l'axe économique identifié par Cau (1981), où le livre constitue avant tout une source de profit. Selon ce dernier, l'éditeur économique ne cache pas les principes qui animent sa pratique éditoriale : « La loi du champ économique, c'est la recherche de rentabilité » (Cau, 1981, p. 139). Dans un tel contexte, le discours sur la lecture est peu visible aux Éditions Héritage, sinon à travers sa collection « Pour lire avec toi », puis « Pour lire ». En somme, quand on examine de plus près la production éditoriale de cet éditeur, on constate qu'il est plus près du *publisher,* soit l'éditeur commercial, que de l'*editor,* celui qui donne vie à un texte, qui assure les conditions de transformation d'un manuscrit en livre, bref qui dialogue avec l'auteur. Cependant, cette position de l'éditeur ne signifie nullement que les livres soient dépourvus de valeur culturelle. Certaines collections consacrées au patrimoine culturel (légendes) attestent de cette préoccupation. Par ailleurs, avec l'apparition en 1995 de la collection « Carrousel », destinée aux plus de six ans, qui vise à faire découvrir le plaisir de lire, le directeur de la collection, Yvon Brochu, insiste sur le fait que le jeune lecteur fera de nombreuses découvertes qui stimuleront son imaginaire et son intelligence. Au fil des ans, le *publisher* s'éclipserait discrètement au profit de l'*editor.*

3.2. Les Éditions de la Courte échelle

Fondée en 1978 par Bertrand Gauthier, cette maison d'édition se consacre, à ses débuts, exclusivement à la publication d'albums. Les objectifs visés sont de proposer des livres actuels et des personnages collés à la réalité des enfants. « Il faut évoluer avec la société », admet Gauthier. « Il faut développer l'esprit critique des enfants, leur fournir les outils qui leur permettront progressivement d'objectiver le réel. L'humour est un outil essentiel à cette démarche » (Gauthier, 1980, p. 16). Une esthétique moderne est d'emblée mise de l'avant. Les textes et les illustrations sont très innovateurs quant aux valeurs proposées aux enfants. En 1985, la maison élargit ses horizons et lance la collection « Roman jeunesse », destinée aux 8 à 12 ans, car « [a]vec la Courte échelle, ma vie est un roman », affirme le slogan publicitaire. Cette collection a longtemps servi de modèle du genre avec son format de poche, sa typographie de grande taille et ses illustrations abondantes. Deux ans plus tard, pour les enfants de 6 à 9 ans, la maison lance les collections « Premier roman », « Pour découvrir le plaisir de lire » et « Pour se laisser envoûter par le plaisir de lire » (*Communiqué,* La Courte échelle, avril 1994, n.p.). L'éditeur y précise que la collection « "Premier Roman" donne le goût de lire, un goût qui ne se perd plus par la suite. Fantaisie, tendresse et humour sont au rendez-vous. Plaisirs garantis ». En 1989, la maison lance, pour les jeunes de 12 à 15 ans, la collection « Roman Plus », qui propose surtout des récits de la vie quotidienne. « Ma vie est un vrai roman », peut-on lire au verso de la carte publicitaire *Nos romans les as-tu lus ?* (1993) : « Le mystère te fascine ! Les histoires fantastiques t'enchantent ! Les récits d'épouvante t'attirent ! Les romans d'amour te font craquer ! L'aventure te séduit ! Tu connaîtras des heures et des heures de plaisir… en lisant les romans de la Courte échelle ». Puis, la maison lance la série des « Plaisirs » (1990), signée par Roger Paré : *Plaisirs de cirque, Plaisirs de chats, Plaisirs d'aimer* et *Plaisirs d'été,* ouvrages conçus pour les deux ans et plus, car « [a]vec la Courte échelle, lire est toujours un

plaisir », clame le slogan. « Conçus, ajoute l'éditeur, dans le but de faire aimer le livre aux enfants en l'associant au plaisir du jeu, les livres casse-tête offrent de multiples possibilités d'utilisation qui progressent avec le niveau de développement de l'enfant. Ce sont de véritables livres-plaisir », précise-t-il (*Communiqué,* La Courte échelle, septembre 1988, n.p.).

En somme, lorsque l'on regarde de plus près la production éditoriale de cette maison, on constate qu'elle s'inscrit sur « l'axe culturel-économique ou l'édition comme reflet de "cultures québécoises" » (Cau, 1981, p. 151). Ce qui peut sembler ambigu, chez Bertrand Gauthier, c'est le maniement d'un discours très commercial, c'est une « préoccupation économique déclarée. D'un côté, il parle d'une rentabilité nécessaire et, de l'autre, il vante avec fierté les qualités littéraires de sa production » (Poulain, 1991, p. 42), en plus de refléter la culture québécoise, en étant une maison spécialisée dans l'édition d'auteurs d'ici. Pendant cette décennie d'innovations (1985-1995), l'éditeur crée des slogans qui orientent, année après année, son offre et sa conception de la lecture : « Grandir sous une bonne étoile avec la Courte échelle », « Avec nous, pour jouer, lire et apprendre », « Lire pour déchiffrer les mots, lire pour vivre de belles aventures, lire pour rêver devant de belles illustrations, lire pour apprendre de nouvelles expressions ou lire simplement parce que les romans nous collent à la peau… On lit, on lit beaucoup, on se laisse prendre au jeu, on lit énormément, parce qu'avec la Courte échelle ma vie est un vrai roman » (*Catalogue romans* 1993-1994), etc. On a affaire à un véritable programme de lecture centré sur le jeune lecteur âgé de 0 à 16 ans qui explore les nombreuses instances du lecteur, que ce soit sa dimension empirique, sa dimension socioaffective ou sa dimension cognitive (Picard, 1986).

3.3. Soulières éditeur

Maison fondée en 1996, elle fêtait ses dix ans en 2006. Elle est vouée entièrement à la littérature pour la jeunesse. Soulières, comme auteur et comme éditeur, cherche à faire aimer la lecture aux jeunes qui ne lisent pas, avoue-t-il en entrevue. Il y parvient très bien en éditant des romans intelligents, inventifs, variés tant en genre qu'en thèmes abordés et souvent très drôles. Lire en s'amusant semble être son slogan. Son site Internet est éloquent à ce sujet : « Depuis 1996, Soulières éditeur espère tout simplement que le plaisir de lire restera une habitude une fois que le jeune lecteur aura grandi. »

Le pacte de lecture est explicite chez Soulières ne serait-ce que dans les titres de ses trois collections, très accrocheurs pour les jeunes. La collection « Ma petite vache a mal aux pattes », évoquant une comptine chère aux enfants, est destinée aux jeunes lecteurs à partir de six ans. Voici ce que nous livre le Catalogue de 2007 :

> [Elle] est conçue pour les lecteurs qui commencent à lire. La typographie est généreuse et la mise en page aérée. Quant aux illustrations, elles donnent un joli coup de pouce à la compréhension de l'histoire. Avec les thèmes proches des jeunes lecteurs, c'est la collection idéale pour aborder graduellement le grand plaisir de la lecture (Catalogue 2007, p. 3).

La collection « Chat de gouttière » est proposée à des lecteurs un peu plus âgés, à partir de neuf ans. Le Catalogue de 2007 vante ainsi la collection :

> De tout pour tous les goûts : de l'aventure, de l'humour, de l'émotion, et la plupart des romans commencent avec six planches de bandes dessinées.
> La collection Chat de gouttière emmènera les jeunes lecteurs dans les ruelles de l'imaginaire et sur les grands boulevards de l'aventure (Catalogue 2007, p. 20).

Enfin, la collection « Graffiti » est destinée aux adolescents (11 ans et plus), leur proposant des romans collés à leur réalité, mais aussi des ouvrages pour rêver, s'évader, rire ou s'émouvoir.

Soulières, l'éditeur, entretient une relation étroite avec les milieux scolaires car, sans eux, dit-il, l'édition pour la jeunesse existerait-elle ? Robert Soulières ne s'en cache pas : 80 % des achats proviennent de l'institution scolaire. En plus d'aller sur le terrain en fréquentant les écoles, les Salons du livre, il faut fidéliser les lecteurs et, pour cela, Soulières a plus d'un tour dans son sac : les signets de toute forme, les affiches thématiques, mais aussi son site Internet qui permet de faire connaître et découvrir romans et auteurs de la maison. On y trouve également le concours « Dessine-moi une vache » s'adressant aux élèves de niveau primaire… Il courtise aussi les enseignants du secondaire en proposant sur son site Internet des Fiches d'exploitation pédagogique. Ces fiches sont réalisées à partir des titres de la collection « Graffiti ». On y trouve « des pistes pour faire écrire, lire, communiquer, voir, créer, comprendre et agir ». Toutes organisées sur le même modèle, elles contiennent : *a*) une présentation du roman ; *b*) l'intertextualité du roman ; *c*) des activités qui ouvrent sur le monde ; *d*) une présentation de l'auteur. Ses préoccupations d'intertextualité, d'ouverture aux autres et au monde ne sont pas sans évoquer les dimensions de la lecture littéraire abordées plus haut. Le pacte de lecture, qui crée un horizon d'attente chez le lecteur, se joue sur plusieurs plans, mais Soulières éditeur mise énormément sur le nom des collections, sur l'objet livre et son paratexte, et sur la mention des catégories génériques que l'on retrouve dans le catalogue ainsi que sur le site.

Plus *editor* que *publisher,* Soulières éditeur n'est pas à proprement parler un éditeur qui s'inscrit sur l'axe économique du champ éditorial québécois (il ne publie qu'une dizaine de titres par année, par choix dit-il), mais bien sur l'axe du culturel et surtout sur celui de l'idéologie. On en veut pour preuve les mots-clés, thèmes et sous-thèmes sous lesquels il regroupe les œuvres qu'il édite et qui réfèrent surtout à des valeurs sociales telles que : « Amitié, solidarité », « Famille, relations parent-enfant », « Conscience sociale », « École », « Multiculturalisme ».

Conclusion

Notre brève incursion au cœur de trois maisons d'édition nous incite à anticiper quelques retombées d'ordre didactique, culturel, éditorial et idéologique. Lorsque nous aurons terminé le dépouillement prévu des lieux discursifs (catalogues, signets, affiches, paratexte et sites Internet), pour la période de 1970 à aujourd'hui, nous serons plus en mesure de juger de leur impact sur le jeune lecteur et de le mettre à profit dans des interventions didactiques, en lecture littéraire, auprès des élèves du deuxième cycle du primaire. Nous pourrons, selon les discours énoncés, identifier les collections qui s'inscrivent dans une approche communicative ou stratégique en lecture au détriment d'une approche littéraire qui incite le lecteur à interagir avec le texte. Nous pourrons

également évaluer dans quelle mesure les collections étudiées et analysées contribuent, au double plan culturel et idéologique, à travers le phénomène de l'intertextualité par exemple, et la prise en compte de la volonté ministérielle d'ouverture à soi, aux autres et au monde, à former des jeunes peut-être moins culturellement ancrés dans le ici et maintenant, mais sensibilisés au multi- et à l'interculturel, confrontés à la réalité du monde dans lequel ils vivent, les valeurs véhiculées à l'heure actuelle semblant être beaucoup plus universelles, plus citoyennes qu'auparavant.

Références

Angenot, M. (1982). *La parole pamphlétaire,* Paris, Payot.

Bergeron, L. (2002). « "L'éducation nationale par le livre"… Mais par quel livre ? », dans J. Vincent et N. Watteyne (dir.), *Autour de la lecture,* Québec, Éditions Nota Bene, p. 101-116.

Cau, I. (1981). *L'édition au Québec de 1960 à 1977,* Québec, Ministère des Affaires culturelles.

Chartier, A.-M. et J. Hébrard (1989). *Discours sur la lecture (1880-1980),* Paris, Centre Georges-Pompidou.

Chassay, J.-F. (2002). « Doxa », dans P. Aron, D. Saint-Jacques et A. Viala (dir.), *Le dictionnaire du littéraire,* Paris, Presses universitaires de France, p. 162-163.

Dufays, J.-L. (1996). « Culture/compétence/plaisir : la nécessaire alchimie de la lecture littéraire », dans J.-L. Dufays, L. Gemenne et D. Ledur (dir.), *Pour une lecture littéraire* 2, Bruxelles, De Boeck-Duculot, p. 167-175.

Eco, U. (1985 [1979]). *Lector in Fabula ou la Coopération interprétative dans les textes narratifs,* traduit de l'italien par Myriem Bouzaher, Paris, Bernard Grasset.

Gauthier, B. (1980). « L'édition québécoise : un défi collectif », *Des livres et des jeunes,* vol. 2, nº 6 (juin), p. 15-17.

Iser, W. (1985 [1976]). *L'acte de lecture. Théorie de l'effet esthétique,* traduit de l'allemand par Evelyn Sznycer, Bruxelles, Pierre Mardaga éditeur.

Jauss, H.R. (1978 [1972]). *Pour une esthétique de la réception,* traduit de l'allemand par Claude Maillard, Paris, Gallimard.

Jouve, V. (1992). *L'effet-personnage dans le roman,* Paris, Presses universitaires de France.

Michon, J. (2004). « Édition », dans P. Aron, D. Saint-Jacques et A. Viala (dir.), *Le dictionnaire du littéraire,* Paris, Presses universitaires de France, p. 174-176.

Michon, J. (2001). « L'édition au Québec entre l'autonomie culturelle et les logiques marchandes », dans J. Michon et J.-Y. Mollier (dir.), *Les mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIIIe siècle à l'an 2000,* Québec/Paris, Les Presses de l'Université Laval/L'Harmattan, p. 316-323.

Ministère de l'Éducation du Québec – MEQ (2001). *Programme de formation de l'école québécoise,* Québec, Gouvernement du Québec.

Nachbauer, M. (2002). « Les prescriptions d'un discours périscolaire sur la lecture », dans J. Vincent et N. Watteyne (dir.), *Autour de la lecture,* Québec, Éditions Nota Bene, p. 117-130.

Picard, M. (1986). *La lecture comme jeu. Essai sur la littérature,* Paris, Éditions de Minuit.

Poulain, M. (1991). « L'édition québécoise pour la jeunesse se porte bien », La littérature de jeunesse 1, *Présence francophone,* p. 33-49.

Pouliot, S. et N. Sorin (1998). « Le discours éditorial sur la lecture des jeunes (1960-1980) », *Littérature canadienne de jeunesse/Canadian Children's Literature,* nº 91/92, p. 103-114.

Pouliot, S. et N. Sorin (1996). « Le discours éditorial sur la lecture des jeunes (1912-1960) », *Cahiers de la recherche en éducation,* vol. 3, nº 3, p. 481-499.

Robin, M.-J. (1980). « Rencontre avec Henriette Major », *Lurelu,* vol. 3, nº 2 (été), p. 14-15.

Quebec Children's Literature

A Cultural Trump Card

Lynn Penrod
University of Alberta

Abstract *An overview of the history of Quebec children's literature during the twentieth century demonstrates the importance of this medium to the province's cultural transformation and its emergence into the forefront of francophone texts produced for young readers. Quebec children's literature did not only react to social change; it fully participated in it, and remains today one of Quebec's cultural trump cards.*

Like other societies and cultures, Quebec has always had a special interest in producing texts for children. After all, cultural heritage – both linguistic and social – is disseminated in part through the stories and texts we read as children. And when that heritage is in any way threatened, the territory of children's literature becomes even more important. It is remarkable that just during the period since 1987 when the Canada Council for the Arts first initiated a separate Governor General's Award for children's literature (one each for French text and English text, one each for English illustration and French illustration), eleven different publishing houses have been honoured. Children's literature has long been a subject of serious academic research and receives serious attention in both educational circles and the popular press. For example, *Lurelu,* the Quebec periodical devoted to children's literature, is commonly available at news agents across Canada, besides having a very healthy subscription base. Indeed the world of Quebec children's literature is definitely one of Quebec's cultural trump cards.

Many academic researchers in the field mark the beginnings of what we call today "Quebec children's literature" in the 1920s and tend to divide the remainder of the twentieth century into three (sometimes four) major periods. It is important to remember that before the 1920s, French children's literature was most often imported to Quebec from Europe. However, with the beginning numbers of the children's periodical *L'Oiseau bleu* and the first books for young readers actually produced in Quebec itself, we begin to see a children's literature in French that is adapted to Quebec's distinctive social and cultural context within North America. Children's literature authors working between the years 1920 to 1945 in Quebec seemed primarily interested in transmitting their values and their convictions to a younger generation, an approach often exemplified by narratives containing both religious and patriotic values that characterized Quebec society during those years. Moral edification rather than leisure entertainment seemed to be the primary objective. Adults and adult values served as role models for children and young people. Over the course of the century, however, this focus would eventually shift. Publications characterizing this period include Marie-Claire Daveluy's series featuring Perrine and Charlot, as well as the previously mentioned *L'Oiseau bleu,* a publication created and distributed by the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Many of these texts were written for children of all ages with the aim of ensuring the transmission of basic values to children. Nationalists such as Luc Lacoursière and Marius Barbeau, whose mission was to collect and preserve the heritage of popular tales and songs, were true pioneers. Collective and social values were always dominant. And of course Roman Catholic values were often found in religious biographies produced during this time period, many dedicated to the lives of the saints.

The Quebec government played an important role as well during this beginning period of Quebec children's literature, passing a provincial law in 1925 requiring that all school boards use at least half the budget allocated for end-of-year book prizes to purchase Canadian books. Even though the quantity and quality of Canadian books at the outset were not always the best, this particular piece of legislation was seen as absolutely essential in the promotion of the production of a children's literature "made

in Canada". As time passed, publishing houses promoted both authors and illustrators of children's literature, seeing their annual lists grow steadily until the tradition of academic book prizes was phased out.

The years from 1946 to 1970, the second major period in the development of Quebec children's literature, is mostly characterized by an opening within Quebec to a more modern world. Mass-media children's programs (first on radio and then on television) began to have a direct impact on the sale and consumption of literature. *Les Contes de tante Lucille, Pépinot et Capucine, Le Grenier aux images, Bobino et Bobinette* – all were extraordinarily popular in their day. Thanks to Réginald Boisvert and André and Michel Cailloux, entertainment came to be accepted alongside social values within the world of children and reading. It is interesting to note, however, that novels written for teenage girls (Berthe Potvin and Reine Malo were favourite authors of the time) continued to advocate extremely conservative values regarding the role of women in Quebec society. Protagonists of these novels were usually pious loving mothers and wives who were devoted to their families. Examples of women entering the job market or mixed marriages or any encouragement of the liberation of the modern Quebec woman were simply not there. One remarkable exception, however, is Paule Daveluy's *L'Été enchanté*. Thus it is probably fair to say that children's literature from this period reflects a society in transition. Interestingly enough, along with their social activities centred on sports, culture and the outdoors, even La Jeunesse étudiante catholique (JEC) published many works for young people at this time, works that encouraged social involvement and self-reflection rather than an unquestioning imitation of the previous generation. It was also during this same period that in order to counter the influence of American comic strips Quebec science-fiction stories and comic-strip heroes made their first appearance.

Yet to bring us into the contemporary world of Quebec children's literature, it is critical to note the final transition balancing collective values with self-development that most strongly characterize its third developmental period in the twentieth century. After a very down moment in its history (1969-1970) there came a tremendous revival in Quebec children's literature beginning in 1971, post-Quiet Revolution. New publishers appeared while old publishers either began revising their catalogue offerings and developing new series or disappeared from view. New subjects appeared in children's texts, which were organized according to the age of the reader: beginning readers for children aged 7 and 8; children's novels for readers from age 9 to 11; and novels for teens (12 and up). The actual concerns of contemporary children and adolescents begin to predominate. Separation and divorce, racism, drugs, suicide, poverty and pregnancy are only some of the many themes examined by children's literature authors of the final thirty years of the century. Unlike authors of the earlier periods, contemporary writers do not necessarily impose solutions within their texts. Different types of adults, not just parents, serve as role models. Gothic and horror literature appears, as do books about social issues of interest to young people (the environment, human rights, globalization, immigration). These end-of-century values challenge individual readers preoccupied with their own fulfillment, providing them with an opportunity to question the world around them and develop their own opinions and values.

Manon Poulin has traced the history of Quebec children's literature, opting for Louise Lemieux's selection of 1955 to 1964 as the golden age for the field since it was the period from 1965 until 1971 that saw the first decline in publication of Quebec literature for children – given that it was at that time that the law of 1925 came to an end (Poulin, 1994, p. 56). Indeed between 1961 and 1970 publication of Quebec children's books fell from approximately thirty new titles annually to a half dozen or so. It was at this moment that children's authors themselves stepped in to save the day.

Paule Daveluy has written about the birth of Communication-Jeunesse in an article that first appeared in *In Review* in 1973. The group had its origins in a short paragraph that appeared in a Montreal newspaper toward the end of the summer of 1970. Seven or eight lines announced that the Secretary of State in Ottawa was going to invest a considerable sum of money in a project called "Horizons Canada", whose main aim would be to "make Canada known to Canadians". As Paule Daveluy writes:

> It was a beautiful August day. My sister Suzanne (who also writes for young people) was staying with me for a while in the country. We had talked a lot in the preceding days of the problems which confronted many of our friends, occupied, like us, in […] Canadian literature for young people. Because of the financial difficulties of our publisher, one of the last still active in this field, our manuscripts had languished at the bottom of deep drawers for two, three or even four years, and the production for 1969 was obviously disastrous (Daveluy, 1973, p. 11).

Suzanne and Paule were convinced that an excellent way to make Canada known to Canadians was to focus on books for children. By dusk that same day the sisters had decided to write a letter to cultural organizations, the Canada Council, and the Quebec Ministry of Cultural Affairs and ask for their assistance. To prepare the letter they informally got an impromptu group together. In Daveluy's words:

> There were 20 of us. The association was formed. By the third meeting it had been christened Communication-Jeunesse. Why "communication" rather than "literature"? Because, in the twentieth century, the book cannot stand alone; it is supplemented by illustrations and transparencies. The field of intellectual creativity is widening day by day and we wanted to consider it as a whole (Daveluy, 1973, p. 11).

Within the broader social context of the time, the founding of Communication-Jeunesse greatly influenced not only Quebec children's literature but changes in teaching attitudes and techniques as well as contributed to the general political climate. In any event, out of the cultural ferment in Canada at the time, Communication-Jeunesse is still considered a fundamental sea change in the world of Québec publishing for children (Davis, 1986).

Dominique Demers, herself an award-winning author of Quebec children's literature, in a wonderful article entitled « Discours à l'enfance et littérature de jeunesse québécoise », argues that the history of Quebec children's literature can be seen not simply as a society's gradual transition from traditional values and internal isolation to a more external and culturally diverse position within North America but rather as a fundamental passage from a discourse on childhood itself to a discourse on children. Demers points out that over the span of fewer than seventy years, Quebec writers have

dramatically altered their relationship with their young readers. They no longer (or seldom) engage in nostalgic, didactic or ideological discourse with their readers but try instead to reach their audience through an exploration of children's fears, dreams, and desires. They try to create more realistic and less edifying heroes with whom young readers can identify. Even though Quebec society still bears a European influence, the evolution of Quebec's children's literature shows an American rather than European perception and understanding of childhood (Demers, 1994, p. 7).

A decade ago, in 1997, *Canadian Children's Literature* published a special issue on the question: "What's Canadian about Canadian Children's Literature?" The editor of the volume, Perry Nodelman, overwhelmed by the response to the call for proposals, included many of them in a compendium of answers to that question within the special issue of *CCL*. Several of them powerfully illustrate the importance of Quebec children's literature as a cultural trump card.

Monique Lebrun states that institutionally Canadian children's literature is certainly alive and well, given its recognition by the Governor General's prizes and other literary awards and given that school curricula definitely recognize an important role for children's literature that is distinctly Canadian. But what about Quebec children's literature?

> *Qu'en est-il maintenant du contenu spécifiquement canadien de la littérature de jeunesse? Avec le nivellement culturel des sociétés occidentales, il est à craindre qu'on retrouve dans les livres pour la jeunesse le même type de société, le même type de relations parents enfants, par exemple. Même les problèmes dits « de jeunes » (par exemple, les gangs de rue, le décrochage scolaire) ne sont pas propres à un seul pays. Cependant la littérature québécoise pour la jeunesse, pour ne prendre que cet exemple, réussit à se démarquer de la littérature francophone pour la jeunesse par une langue très typée culturellement, qui présente des niveaux très variés et prend certaines libertés par rapport à la norme* […] *Je remarque aussi que la façon de traiter certains thèmes (et non le choix du thème lui-même) nous est particulière. Ainsi, le problème de l'insertion des jeunes immigrants dans nos sociétés d'accueil est vu beaucoup moins comme un conflit ici, au Canada, que dans la littérature de jeunesse française, par exemple* (Nodelman, 1997, p. 25).

Lebrun points out quite clearly the importance of the French language itself as experienced within Quebec children's texts, a language that is obviously distinctive and one that differentiates itself from the French of other parts of *la francophonie.*

The same insistence on the distinctiveness of the language of Quebec children's literature is expressed more lyrically by Suzanne Pouliot:

> *Indubitablement, il y a une littérature, destinée aux jeunes, qui parle du Québec, de son territoire, de sa faune, de sa flore, de son histoire d'hier et d'aujourd'hui, de ses rêves et de ses espoirs. Les auteurs renvoient à cet univers référentiel, marqué dans et par la langue et plus particulièrement visible dans les dialogues, en reproduisant le rythme de la parole, les silences, les hésitations et les préoccupations sociales (intégration à la société pluriethnique) et individuelles (recherche identitaire, relations parentales, relations amoureuses, etc.), le vocabulaire, les structures syntaxiques, le ton, voire l'humour* […] *Ce qui démarque la production littéraire franco-québécoise de la littérature anglo-canadienne, me semble-t-il, c'est le territoire symbolique circonscrit. L'imaginaire collectif se nourrit à des sources historiques différentes, se faisant transmetteur des valeurs sociales autres* (Nodelman, 1997, p. 27).

It is clear, I think, that children's literature, as a cultural trump card, has marked Quebec society in a profound sense during the entire twentieth century and will continue to do so in the new millennium. It has a very special place, a unique place, within Canadian children's literature as a whole. Children's literature specialist Sandra Beckett has this to say about the place of Quebec children's literature within Canada:

> From my perspective in the French section of a Department of French, Italian and Spanish, Canadian children's literature is French-Canadian children's literature, and the English department deals with the literature in English. Canadians can benefit from the richness of two major literatures which are often quite different. Unfortunately, however, most Canadians will never know this richness, as most (scholars, teachers, parents, children) are generally familiar with only one or the other. Major authors are, of course, translated, but I know from experience both as a professor and a parent (my children are in a French school), that there is a border between the two that is not crossed often enough (Nodelman, 1997, p. 25).

Suffice it to say that with a growing market for culturally diverse children's texts and the increasing importance of translation as a means to expanding social contacts between cultures, the cultural trump card of children's literature of and from Quebec will only continue to be a major force in the new millennium.

References

Daveluy, Paule (1973). « Communication-Jeunesse, ou l'union fait la force », *In Review*, vol. 7, no. 2 (Spring), pp. 13-19.

Daveluy, Paule (1958). *L'Été enchanté,* Montréal, Les Éditions de l'Atelier.

Davis, Virginia (1986). "The Children's Book Centre and Communication-Jeunesse: Their Origins as Agencies to Promote Canadian Children's Literature", *CM Archives,* vol. 14, no. 6, np.

Demers, Dominique (1994). « Discours à l'enfance et littérature de jeunesse québécoise », *Canadian Children's Literature,* 75, p. 7.

Nodelman, Barry (1997). "What's Canadian about Canadian Children's Literature? A Compendium of Answers to the Question", *Canadian Children's Literature,* 87, vol. 23, no. 3, pp. 15-35.

Potvin, Claude (1981). *Le Canada français et sa littérature de jeunesse,* Montreal, Éditions CRP, 1981.

Poulin, Manon (1994). « La littérature québécoise pour la jeunesse doit beaucoup à ses pionnières et ses pionniers », *Canadian Children's Literature,* 83, p. 56.

Waterston, Elizabeth (1992). *Children's Literature in Canada,* New York, Twayne Publishers.

D

Autres thèmes littéraires

Sur le seuil
Horreur, psychiatrie et religion
Lucie Brind'Amour

Vers la modernité
L'impact de la figure de l'étranger dans la littérature québécoise
Jean-Pierre Thomas

Mouvements et paysages dans la poésie de Pierre Nepveu et Denise Desautels
Marc André Brouillette

Sur le seuil[1]

Horreur, psychiatrie et religion

Lucie Brind'Amour
Louisiana State University

Résumé Sur le seuil *est un suspense écrit d'une main de maître par celui que l'on considère comme le Stephen King du Québec, Patrick Senécal. Le roman raconte l'histoire de l'intersection de deux vies, celle d'un malade et de son médecin. Thomas Roy, l'auteur (fictif) le plus célèbre de notre littérature nationale, est trouvé chez lui défenestré et mutilé car il s'est coupé les dix doigts pour s'empêcher de faire le Mal. Roy croit en effet qu'une force obscure le pousse vers des lieux où ce qu'il a pensé ou écrit se produit en réalité. On l'admet dans un hôpital psychiatrique où il sera soigné par Paul Lacasse, lui-même traversant sa propre crise. La rencontre de Thomas Roy forcera le psychiatre à se tenir « sur le seuil ».* Sur le seuil *met en scène la rencontre de l'horreur, de la religion et de la psychiatrie. Cette collusion ne sera jamais plus manifeste que dans la reproduction à quarante ans de distance d'une scène primordiale qui définit l'Horreur. L'atrocité de cette scène redoublée ouvre la question de l'origine et de la transmission du Mal. Ce n'est sans doute pas une coïncidence si le lecteur est entraîné quarante ans en arrière, à l'époque de la grande noirceur des années 1950 où l'emprise de l'Église catholique se faisait sentir à tous les niveaux de la société québécoise. Cette époque est en effet le prélude de la sécularisation des années 1960 et de l'entrée du Québec dans ce qu'on a appelé la modernité. Thomas Roy et Paul Lacasse semblent souffrir, chacun à sa manière, des maux de notre société qui aboutissent au vide, à l'angoisse, à la solitude. La psychiatrie, tout comme la religion naguère, échoue dans sa tentative d'explication du monde et du moi.*

1. Patrick Senécal, *Sur le seuil,* Beauport, Éditions Alire, 1998. Jusqu'à présent, Senécal a publié les sept romans suivants : *5150, rue des Ormes* (1994), *Le passager* (1995), *Sur le seuil* (1998), *Aliss* (2000), *Les sept jours du talion* (2002), *Oniria* (2004) et *Le vide* (2007).

À l'intersection des rues Pie-IX et Sherbrooke, un policier tire sur un groupe d'enfants de huit ans. Deux jours plus tard, onze sont morts. Paul Lacasse, quinquagénaire et psychiatre montréalais, « roule dans [sa] voiture ce mardi 13 mai 1996, en écoutant cette terrible histoire qu'on raconte pour la énième fois à la radio, […] tenté de [se] reposer la question classique : qu'est-ce qui pousse des gens à accomplir de tels actes ? » (p. 6). Quelques heures auparavant, Thomas Roy, « l'écrivain le plus célèbre que le Québec ait jamais enfanté » (p. 10), ce romancier qui « écrit l'Horreur[2] avec un grand H ! » (p. 19) a été admis dans le service psychiatrique d'un hôpital de Montréal. En une sorte de mimétisme où l'horreur de la vie illustre l'art, il a été trouvé chez lui à demi défenestré, mutilé (il s'est coupé les dix doigts), et dans un état catatonique. Il sera placé sous les soins du docteur Lacasse. La rencontre des deux hommes forcera le psychiatre « à se tenir sur le seuil » (p. 6).

Les gestes fous et désespérés du malade finiront par faire sens : Thomas Roy s'est isolé pendant six mois, s'est forcé à ne plus écrire, s'est coupé les doigts, a tenté par deux fois de se suicider, a supplié qu'on le tue pour l'empêcher d'imaginer, de penser parce que, dit-il, « ça fait trop mal ». Roy ne voulait plus écrire, apprendrons-nous, « parce qu'il croyait faire le mal » (p. 60) en écrivant. Il est clair que l'écrivain a peur de quelque chose et fait tout ce qu'il peut pour empêcher cette chose de se produire. Le psychiatre ne peut comprendre la raison d'être de cette obsession : « comment un être humain peut-il en venir à croire ça ? À poser de tels gestes ? À disjoncter à ce point là ? Ça, je ne l'ai pas expliqué… » (p. 60).

Lacasse est lui-même en pleine crise personnelle et professionnelle. Il éprouve de la difficulté à « chasser ce nuage noir qui [l']avale de plus en plus » (p. 65) ; il se noie dans le vide ; écœuré, il ne croit plus en ce qu'il fait, éprouve une « insensibilité au travail » qui envahit toute sa vie (p. 77-78). Il a, comme tout le monde, ses angoisses : peur des dangereux (par exemple, Boisvert, qui a voulu lui arracher les yeux) de l'Institut Léno qu'il a quittés il y a quatre ans en faveur des malades plus doux, ceux que l'on peut droguer et rendre momentanément à la vie dite normale ; il a aussi, le lecteur le découvre peu à peu, une peur indicible du doute, de tout ce qui ne peut être objet d'une explication claire et nette. Thomas Roy fait irruption dans sa vie et, le terrain étant fertile, entraîne la débâcle car, avant la fin du roman, Paul Lacasse aura atteint ce point où il décrira sa vie comme « pleine de questions sans réponse » (p. 212).

La tuerie qui ouvre le texte n'est que la dernière atrocité d'une série associée à Thomas Roy. Nous apprenons en effet que Roy a été témoin du crime odieux du policier Archambeault, comme de bien d'autres abominations qui lui ont servi d'inspiration. Les tragédies des autres, son voyeurisme, l'enrichissent[3]. Sa carrière est basée sur l'imitation de la réalité, d'où le titre du livre que publiera le journaliste à potins Monette une fois que tout aura été dit, *Thomas Roy : quand l'horreur rejoint la réalité.*

2. Pour une définition de l'Horreur, voir Stephen King, *Danse Macabre.*
3. Dès l'origine, l'écriture de Roy est associée à l'Horreur ; sa première publication à l'âge de dix-sept ans raconte la mort de ses parents adoptifs survenue alors qu'il avait douze ans dans un accident de voiture en Europe. Le texte est assez troublant pour que sa sœur rompe tout contact avec lui.

La question se complique toutefois davantage quand le lecteur, tout comme le docteur Lacasse, s'aperçoit que Roy a imaginé et écrit des faits divers, y compris la tragédie des rues Pie-IX et Sherbrooke, avant même qu'ils ne se soient produits. La piste que suivent les différents enquêteurs (policiers, journalistes, psychiatres) conduit le docteur Lacasse à Saint-Mathieu, à une vieille église dont la description donne la chair de poule et dont je reparlerai plus tard. En discutant avec un prêtre du nom de Lemay, Paul Lacasse apprend l'histoire de l'abbé Pivot[4]. À la suite d'une crise personnelle, la mort de ses parents et de sa nièce de cinq ans dans un accident d'auto en Europe, tragédie qui l'a traumatisé et transformé, ce dernier se tourne vers la Puissance du Mal. Sa foi, ou ce qu'il appelle la Puissance du Bien, n'ayant pu les protéger, lui et sa famille, d'une épreuve aussi terrible qu'imméritée et injuste (de son propre point de vue humain), il choisit le fanatisme religieux. À la tête d'une secte de paroissiens, il organise une cérémonie sacrificielle à la fin de laquelle il insuffle le Mal à un nouveau-né. L'incident se termine en un massacre où les membres de la secte s'entretuent dans l'église du village de Saint-Mathieu.

Cette scène d'Horreur qui a déjà eu lieu en 1956, l'année de la naissance de Thomas Roy, est racontée vers la fin du texte et elle se reproduit à nouveau, cette fois dans un hôpital psychiatrique de Montréal, sept mois avant la fin de l'histoire. Bien qu'ayant eu lieu à quarante ans de distance, l'une en 1956 dans une église de village et l'autre en 1996 dans l'aile psychiatrique d'un hôpital montréalais, les deux scènes sont pratiquement identiques : même histoire, différents acteurs. Même orgie de sadisme centrée sur un officiant qui éventre une femme pour lui arracher son bébé et, en un rituel grotesque, applique sa bouche sur celle du nouveau-né pour effectuer quelque chose comme un transfert d'âme. Dans un cas, l'enfant issu de la cérémonie est Thomas Roy et le prêtre est l'abbé Pivot ; dans l'autre, il s'agit du petit garçon dont Jeanne Marcoux, la jeune collègue du docteur Lacasse, était enceinte et l'officiant est Thomas Roy. Dans les deux cas, l'enfant est un petit garçon[5]. Et voilà que l'on retrouve cette question qui trouble l'humanité depuis le commencement du monde : D'où vient le Mal ? Qui est responsable du Mal ? Qu'est-ce qui peut conduire des gens à disjoncter au point de devenir fous ?

Le Mal, ici, n'a apparemment rien à voir avec le diable ou l'enfer. L'abbé Lemay témoigne du fait qu'il n'a jamais entendu l'abbé Pivot utiliser les mots « Satan » ou « diable ». Il insiste aussi sur le fait que lui-même, il ne croit pas à l'enfer : « Vous êtes un scientifique, docteur. Vous ne croyez évidemment pas à l'enfer, avec le feu et les tourments éternels… Moi non plus, d'ailleurs… Je ne sais plus trop à quoi je crois…

4. Le nom de l'abbé Pivot est étrangement approprié et évocateur. Pivot : « ce sur quoi tourne et repose un ensemble d'événements » (*Le Petit Robert,* 1993, p. 1684). C'est bien sur lui que pivote l'histoire.

5. La tradition biblique nous a enseigné que la femme, Ève, est celle par qui le mal frappa l'humanité. Ici, le Mal est transmis de mâle à mâle. Peut-on y voir une ré-écriture de la tradition biblique ? À noter aussi : les accusations d'abus sexuels dont des prêtres ont été l'objet ces dix dernières années. Il est peut-être pertinent de mentionner ici que les abbés Lemay et Boudrault n'ont jamais révélé ce qui était arrivé dans leur église par crainte de ses effets sur l'ensemble de l'Église catholique. Peut-on y voir un *cover-up* semblable au silence qui a entouré les abus sexuels perpétrés par des membres du clergé ?

Plus on cherche la vérité, plus on doute de tout » (p. 385)[6]. Le Mal, la grande peur, l'Horreur, c'est ce qui se manifeste en tant que perte de contrôle, une sorte de folie semblable à celle d'Archambeault qui soudainement tire sur des enfants, de Judith Loiselle qui s'est sentie poussée à noyer ses enfants, de Thomas Roy qui s'est mutilé et a essayé de se suicider, a griffonné sur le mur de sa chambre d'hôpital les mots « hôpital », « folie », « massacre » (p. 427), du prêtre fou qui, ayant perdu la foi et ayant été dégoûté de l'inutile Puissance du Bien parce que durement éprouvé, se livre à la Puissance du Mal. L'Horreur, c'est un au-delà de la folie. C'est ce moment où le prêtre ne sait que prier sans savoir si cela aide à quoi que ce soit, mais se trouve impuissant à penser toute autre solution : « Prier. Je ne sais pas si je crois encore à l'utilité de cette pratique, mais c'est la seule ressource qui me reste » (p. 386).

Sans toutefois y être nécessairement réductible, *Sur le seuil* peut être lu comme un combat contre le Mal étalé sur trois générations représentées par l'abbé Pivot, Thomas Roy et, enfin, l'enfant de Jeanne Marcoux. L'abbé Pivot peut représenter le Québec de la survivance, celui du messianisme. Il représente le Québec du passé, celui des années 1950, à grande majorité catholique, extrêmement conservateur, victime[7] de soi autant que des Anglais. Thomas Roy, pour sa part, est né à cette époque où les enfants recevaient encore une formation religieuse catholique, étudiaient dans des écoles catholiques et, quand ils étaient malades, étaient soignés dans des hôpitaux catholiques. Il a vécu ce passage d'une société fortement croyante à une société séculière survenu vers la fin des années 1960 et pendant la première moitié des années 1970. Il a vécu la transformation globale du système d'éducation, y compris l'abandon de l'enseignement de la religion sous forme de catéchisme et d'histoire biblique. Il est peut-être intéressant de rappeler qu'il est aussi décrit, dès le début du texte, comme l'auteur le plus populaire que le Québec ait engendré, certainement aussi comme le plus médiatisé. Est-ce à dire qu'il représente ce que le Québec a de mieux à offrir ? Il est certainement le produit de notre société de consommation. Quant à lui, le petit garçon né à la fin du texte et dont le nom est Antoine représenterait l'avenir.

Avant d'aller plus loin, il est important de répéter que, dans le texte, le Mal n'est pas identifié avec le Diable ou Satan. Les actions qui découlent du fanatisme de l'abbé Pivot représentent certainement le Mal. Thomas Roy, l'enfant né de la cérémonie sacrificielle, un orphelin qui a été adopté alors qu'il n'avait que quelques mois et qui a commencé à écrire alors qu'il était adolescent, est devenu un homme attiré par la gloire, l'argent et les sensations fortes, hanté par une force ou un désir qu'il ne peut comprendre. Autant il fascine et charme ses fans, autant il met les autres patients de l'aile psychiatrique mal à l'aise. C'est comme si ces derniers sentaient, percevaient des choses qui échappent à ceux dont la conduite est dite « normale », des choses qui échappent

6. Il semble bien ici que l'orgueil et le désir de tout savoir (de goûter au fruit de l'arbre de la science du Bien et du Mal) constituent une partie intégrante de l'être humain. Tout comme l'abbé Pivot, l'abbé Lemay a cru que la prêtrise lui ouvrirait la porte de la vérité et de la compréhension : « Nous ne pouvons envisager la vérité totale, seulement des morceaux. Je suis prêtre, je suis bien placé pour le savoir… Je me suis lancé en religion en croyant que tout me serait révélé… Pauvre naïf… » (p. 384).

7. Voir André Pratte (2006), *Aux pays des merveilles,* chapitre premier, « Le pays martyr ».

même aux psychiatres, ces professionnels du moi. D'une certaine manière, Roy paraît anormal dans sa folie ; il n'est pas reconnu par les siens. Sa présence provoque des bagarres et cause un malaise indéniable dans l'aile psychiatrique.

Nous savons que Thomas Roy a commis des actes que la société raisonnable qualifie de « fous », de « dérangés », d'« horribles » et d'« abominables » pour éviter le Mal, pour éviter d'écrire le Mal parce que son écriture est performative : ce qu'il écrit arrive. Sans qu'il sache pourquoi, c'est comme s'il inscrivait le Mal dans le monde. Se sentant ou se croyant poussé et contrôlé par l'abbé Pivot et ne voulant pas créer l'Horreur, il s'isole, se mutile pour s'empêcher d'écrire et tente de se suicider. Toutes ses tentatives se révéleront vaines puisqu'il finira par accomplir ce qui paraît être son destin. Aucune explication rationnelle, claire et nette, ne peut suffire ; le rejet de la notion de péché de la tradition chrétienne ferme une voie d'explication possible, et le texte a démontré l'insuffisance, voire l'échec, de la psychiatrie à expliquer, à faire sens des actes des humains, à atteindre une vérité, toute relative soit-elle.

Le rapprochement de la religion et de la psychiatrie dans le texte ne sera jamais plus manifeste que dans la reproduction, à quarante ans de distance, d'une scène primordiale qui définit l'Horreur. Ce n'est sans doute pas une coïncidence si le lecteur est entraîné quarante ans en arrière, à l'époque de la Grande Noirceur des années 1950 (les années Duplessis) où l'emprise de l'Église catholique se faisait sentir à tous les niveaux de la société québécoise. Le docteur Lacasse se trouve dans une position semblable à celle de l'abbé Lemay, le prêtre de village qui n'a plus d'autre solution, du moins le pense-t-il, que d'observer et d'attendre. Il n'a plus qu'une chose à faire : surveiller l'enfant pour voir si Thomas Roy, lui-même victime élue et condamnée dès sa naissance, a réussi à « contaminer » le petit garçon. Pour voir si, comme Thomas Roy, l'enfant résistera à la perte de sa liberté de choix en s'enfermant et en sombrant dans une catatonie dont il ne sortira que pour accomplir sa destinée.

Sur le seuil explore l'origine multiple du mal. Si la religion ne fonctionne plus en tant que système d'explication du monde, il y a quand même dans le texte comme un détournement de celle-ci, car plusieurs éléments textuels ont bel et bien une connotation religieuse. C'est un peu comme si on assistait sur le mode dialogique, non pas à la naissance du Christ d'une vierge immaculée, mais à celle du Mal qui se fait chair. En une modulation de la tradition biblique du serpent qui souffle dans l'oreille d'Ève pour la convaincre de goûter la pomme (péché originel), nous sommes ici en présence du souffle transmis par la bouche qui engendre le Mal. Une fois que Senécal a évacué Dieu et le diable, il reste donc l'âme. Mais, qu'est-ce que l'âme ? Où se situe-t-elle dans le corps ? Disparaît-elle avec le corps qui meurt ? Senécal pose la question en des termes qui établissent une connexion entre l'âme et le Mal ou l'Horreur. Il peut ne s'agir ici que des contraintes du genre. Toutefois, la position de l'abbé Lemay à cet égard est intéressante : « L'âme ne meurt pas […] *L'âme existe !* […] L'âme de Pivot existe encore, et elle a *touché le Mal !* Qu'arrive-t-il quand une âme réussit à s'approprier une telle puissance, docteur ? Que devient-elle ? Un instrument du Mal ? Ou une petite

partie du mal ? » (p. 381-382)[8]. Cette interrogation sur la nature de l'âme permet de comprendre les vivisections qui ont lieu dans *Aliss,* un roman publié deux ans après *Sur le seuil,* et qui ont pour but de trouver le lieu de l'âme dans le corps. Pour l'abbé Lemay toutefois, la question est de savoir ce qui arrive à l'âme après la mort du corps qui lui a servi d'habitat : « Va-t-elle au paradis, en enfer, je n'en sais rien, mais elle existe et ne meurt pas ! » (p. 382). Ce questionnement peut paraître incohérent puisque l'abbé Lemay affirme aussi ne pas croire à l'enfer. Comme quoi il est difficile de faire fi du poids de plus de quatre mille ans de civilisation judéo-chrétienne !

Parmi les associations malsaines greffées sur l'église[9], on reconnaît plusieurs éléments habituels dans une description visant à créer le suspense et à engendrer la peur. Le cadre même où ont eu lieu les événements atroces du 16 juin 1956 a une affinité certaine avec ce qui est malsain. Dans la nuit noire, la pleine lune produit une lumière jaune blafarde qui rappelle la nuit des loups-garous. Un épais brouillard, « plus noir que cette nuit malsaine » (p. 1) crée un grand malaise : « Tu sais qu'en ce moment se manifeste le plus terrible, le plus vieux et le plus secret des sentiments humains. Tu sens le Mal » (p. 111). Le malaise se transforme en paralysie et Roy ne peut échapper aux forces du Mal, car lui et Pivot ont « un ultime chef d'œuvre à réaliser, ensemble » (p. 274). Il a donc fallu que Thomas Roy traverse le seuil et pénètre dans le sein du Mal. Paul Lacasse, pour sa part, s'arrêtera à temps et il ne subira pas le sort de « ceux qui ont vu » (p. 274). Aux prises avec le même rêve depuis la mort de sa collègue et la naissance d'Antoine, il est livré à l'angoisse. Dans son cauchemar, il s'avance vers une porte. « Mais derrière, il n'y a que le néant. Un précipice sans fond qui s'enfonce dans les ténèbres. Alors, dans mon rêve, je m'arrête, angoissé, sur le seuil » (p. 429). Cet arrêt, sur le seuil, est le seul comportement permettant d'éviter la mort. À la fin du roman, Paul Lacasse est toutefois un homme brisé : il a pris sa retraite, sa femme l'a quitté ; il se retrouve seul et solitaire. Le seul sens de sa vie dérive de sa mission d'observateur d'Antoine. Thomas Roy est mort ; l'abbé Lemay s'est suicidé. *Ceux qui ont vu* n'ont pas survécu.

---

8. À cela le docteur Lacasse répond : « Vous êtes fou » et tente, sans grande conviction, d'expliquer la conduite de Roy en impliquant l'inconscient qui « peut reculer loin ! Roy est venu au monde dans des conditions très particulières que son inconscient a pu enregistrer… » Réponse en laquelle personne ne croit : « Et ça expliquerait que cette image de Pivot guide Roy ? Allons donc ! Car c'est bien ce que vous m'avez dit, non ? Que Roy était convaincu que Pivot le guidait à des endroits où ses idées se concrétisaient dans la réalité ? C'est ça ? » (p. 382).

9. *Sur le seuil* est divisé en trois parties principales : « Le cas Roy » (chapitres 1-9), « Les deux portes (chapitres 10-17) et, finalement, « Ceux qui ont vu » (chapitres 18-20), suivies d'une courte section intitulée « Après » (p. 425-429). Le texte est aussi intersecté par la présence de quatre sections en italiques : avant le début du chapitre 1 (p. 1-2), avant le début du chapitre 5 (p. 111-112), avant le chapitre 10 (191) et, finalement, avant le chapitre 13 (p. 273-274). Ces sections semblent une description plus ou moins onirique de l'église Saint-Mathieu à laquelle sont associés et Thomas Roy et Paul Lacasse. En plus, il y a aussi quelques passages disséminés dans le texte qui rappellent un rêve de Lacasse (par exemple, voir p. 154-155), répété en tout ou en partie à plusieurs reprises.

L'angoisse devant le vide est peut-être le prix que doivent payer les sociétés qui, comme le Québec[10], se sont sécularisées en moins d'une génération. C'est peut-être aussi le lot de l'homme depuis la perte de l'Éden. Quoi qu'il en soit, Paul Lacasse, tout autant que Thomas Roy, souffre des maux de notre société. Roy est pris dans le circuit du sensationnalisme, de l'opportunisme et de la célébrité. Il représente aussi une victime de l'hégémonie de la culture de masse étasunienne. Paul Lacasse traverse cette crise qu'on appelle en anglais « *mid-life crisis* ». Il s'agit toutefois de quelque chose de plus profond qu'une crise de l'âge mûr et cette crise personnelle et professionnelle semble avoir des éléments qui appartiennent à la société dans laquelle nous vivons. Qu'arrive-t-il à une société qui se laïcise si rapidement ? À quelles valeurs peut-elle s'attacher une fois que ses églises sont vides ? Aux médias avec leur culture de divertissement de masse fortement américanisé ? Désenchanté, le moi de l'individu se perçoit en tant que lieu de crise car : « toute crise est d'abord vécue et témoigne d'un désarroi, lequel peut prendre des formes plus ou moins inquiétantes : vide identitaire, solitude, maladies nerveuses, refus de vivre » (Bouchard et Roy, 2007, p. 32).

Les considérations qui précèdent examinent un moment dans la pensée de l'auteur ; les thèmes exploités dans *Sur le seuil* seront repris et poussés à leur paroxysme dans le plus récent roman de Senécal, *Le vide,* paru en 2007.

Références

Bouchard, G. et A. Roy (2007). *La culture québécoise est-elle en crise ?,* Montréal, Éditions du Boréal.

King, S. (1981). *Danse Macabre,* New York, Everest House.

Lamontagne, Y. (2000). *Et si le Québec c'était la fierté ?,* Québec, Guy Saint-Jean.

Monière, D. (2006). *Histoire de la République du Québec : 25 ans de souveraineté (Essai de politique fiction),* Québec, Éditions du Québécois.

Pratte, A. (2006). *Aux pays des merveilles. Essai sur les mythes politiques québécois,* Montréal, VLB éditeur.

Senécal, P. (2007). *Le vide,* Québec, Alire.

Senécal, P. (2004). *Oniria,* Lévis, Alire.

Senécal, P. (2002). *Les sept jours du talion,* Lévis, Alire.

Senécal, P. (2000). *Aliss,* Beauport, Alire.

Senécal, P. (1998). *Sur le seuil,* Beauport, Alire.

Senécal, P. (1995). *Le passager,* Lévis, Alire.

Senécal, P. (1994). *5150, rue des Ormes,* Beauport, Alire.

10. Voir Bouchard et Roy : « déracinement culturel causé par la sécularisation » (p. 27) ; « la laïcisation des repères ayant mené à un grand vide » (p. 38).

Vers la modernité

L'impact de la figure de l'étranger dans la littérature québécoise

Jean-Pierre Thomas
Université York (campus Glendon)

Résumé *Le passage d'un mode de vie traditionnel à une modernité longtemps différée s'est opéré au Québec par à-coups, ce que rapporte la littérature écrite entre le milieu du* XIX*e siècle et le milieu du* XX*e. L'étranger, catalyseur de transgression, s'y retrouve à pleines pages et, fort des différences qui le caractérisent, il convie à une remise en question de l'identité du groupe communautaire. De* Maria Chapdelaine *aux* Demi-civilisés, *notamment, il occupe un rôle toujours davantage prégnant et son action, d'abord entravée par des figures tutélaires, acquiert bientôt une portée menaçante : incitant à la désobéissance, au questionnement des valeurs traditionnelles, l'étranger entraîne l'éclatement de la cellule familiale et ouvre le groupe à la nouveauté. D'abord extérieur au cercle communautaire, il s'immisce dans celui-ci, l'envahit, pour se transformer peu à peu en étranger de l'intérieur, de sorte que le même devient l'autre et que le caractère inquiétant de l'altérité s'atténue, phénomène qui ouvrira éventuellement la voie à la modernité.*

Si l'on en croit certains historiens et critiques littéraires, l'histoire du peuple québécois serait celle d'une quête d'identité. Selon Gérard Bouchard, le Québec, pris dans un processus de constante redéfinition de ses points de repère, a de tout temps été opposé à des instances qui, en semant « l'insécurité dans la population […, ont favorisé] une prise de conscience propre à y fortifier le sentiment identitaire » (Bouchard, 2001, p. 92). Cela dit, on peut se demander comment un groupe communautaire détermine son identité quand il est continuellement confronté à l'altérité, quand, comme c'est le cas du Québec aux XIXe et XXe siècles, l'étranger, qu'il soit ethnique ou qu'il provienne du sein même de la communauté, le cerne de partout. Y a-t-il moyen pour un peuple de se définir de l'intérieur, en se coupant de l'autre, ou lui faut-il impérativement incorporer cet autre dans sa tentative de définition de lui-même ? Si Denis Jeffrey a raison de supposer que « [l]e problème capital du XXe siècle semble être celui de la rencontre et du métissage des "différences" » (Jeffrey, 1998, p. 21), l'on devra convenir que l'autonomie s'obtiendra par l'intermédiaire de l'altérité, ce qui transparaît dans la problématique soulevée par plusieurs romans publiés à partir du milieu du XIXe siècle et tout au long du XXe. La figure de l'étranger s'y retrouve à pleines pages et elle force une remise en question de l'identité de la communauté. Je montrerai ici, au cours d'un bref survol de certaines productions littéraires influentes, comment les différences qui surgissent de pair avec la présence de l'étranger favorisent le passage d'un mode de vie traditionnel à une modernité longtemps différée, et de quel nouveau visage ces différences nantissent la culture québécoise. Cette transformation s'est opérée par à-coups, ce que rapporte la littérature écrite à l'époque, et l'étranger y tient un rôle de catalyseur de transgression et de promoteur de modernité.

1. L'étranger : vecteur de métamorphoses

Mais *qui* est l'étranger, faut-il d'abord se demander ? Quels traits spécifient cette figure ? Instance provenant de l'extérieur du cercle formé par une communauté, l'étranger s'immisce généralement dans la réalité de celle-ci et en secoue les assises, puis il se transforme peu à peu en étranger de l'intérieur, de sorte que le même devient l'autre et que les différences dont il est porteur se résorbent dans une synthèse plus ou moins convaincante selon le cas. En tant qu'éveilleur de la conscience, il provoque souvent un retour de l'étrangeté refoulée. La crainte devant le changement compte parmi les émotions refoulées, car qui dit changement dit perte d'identité et, sans identité, individu et groupe perdent leurs points de repère. Se peut-il que l'étranger provoque une scission dans l'identité de l'individu ou du groupe qu'il rencontre ? Qu'est-ce qui définit l'identité d'un être, d'une chose ? Quels repères permettent de distinguer ceci par rapport à cela ? L'identité se conçoit habituellement dans l'ordre d'*une* chose par rapport à elle-même[1] ; au-delà de la continuité et de la permanence d'un objet ou d'un être dans l'espace et dans le temps, le principe d'identité se trouve altéré. Le lieu, par exemple, confère à l'être un repère indélébile : le centre du monde que se

1. Martin Heidegger explique : « La formule A = A indique une égalité. Elle ne présente pas A comme étant le même. La formule courante du principe d'identité voile précisément ce que le principe voudrait dire, à savoir que A est A, en d'autres termes, que tout A est lui-même le même » (Heidegger, 1968, p. 258).

créent de nombreuses cultures a pour but de rassembler le groupe autour d'un socle commun. De même, la place qu'occupe tout individu dans le temps témoigne de ce qu'il persévère dans son être, nouveau facteur dispensateur d'identité. « Par conséquent l'identité signifie la résistance au changement […, elle] est la limite du changement », écrit Pierre Guenancia (1995, p. 574). Il reste qu'en même temps toute « chose » possède toujours son individualité, ce qui rend épineux le problème d'en déterminer les contours. Car qui dit individualité dit possibilité de changement. Il appert que l'un des dénominateurs communs de l'équation identité/altérité est l'étranger lui-même, porteur de différences synonymes de germes d'une nouvelle identité. Instigateur d'altérité, l'étranger attribue au groupe une identité plus en accord avec les bouleversements nécessaires pour que l'évolution survienne.

Au XIXe siècle, un mot semble définir la situation du Canada français en regard de son rapport à la figure de l'étranger : l'incertitude. Cernée à l'ouest par un Canada anglais de plus en plus envahissant, au sud par les États-Unis, à l'est, outre-Atlantique, par des cousins français avec qui les relations apparaissent fluctuantes, et au nord par une étrangeté indéterminée, la spécificité canadienne-française vivote. Le temps et l'espace qui séparent dès à présent le Canadien français de son passé font se détériorer, par le détour d'une imagination où l'hyperbole joue à plein, transformant tout élément extérieur en adversaire potentiel, les rapports qui l'unissent à ses voisins. D'après Fernand Dumont, « la coexistence avec l'étranger, selon des modalités variées, renforce à la longue chez les francophones une communauté d'attitudes et de conscience[2] » (Dumont, 1996, p. 106). Son identité remise en question par la proximité de l'autre, le Canadien français est forcé de se percevoir par l'entremise du regard de celui-ci. Une identité canadienne-française se forge à partir de ce que le colon francophone *n'est pas.* Le contrecoup de cette vision du monde où le Canadien français s'arc-boute continûment contre l'autre le conduit à devenir lui-même autre et autre à lui-même. Cette vision du monde manichéenne influera sur la conception de la littérature que se feront les tenants de la culture officielle, ultramontains dans une proportion appréciable à partir du milieu du XIXe siècle.

L'écriture qui, à ce moment, préside à la mise sur papier des idées est « pauvre, censurée, placée sous la haute surveillance d'une instance idéologique qui veille à l'orthodoxie du patriotisme comme au plus précieux des biens », au dire de Réjean Beaudoin (1991, p. 25). L'étranger, dont la présence envahissante risque de subvertir le peuple, est dès lors ramené à la figure d'un diable tentateur, conception héritée de la vieille Europe chrétienne. Le premier roman québécois, *L'influence d'un livre,* de Philippe Aubert de Gaspé fils, offre, dans la légende « L'étranger », une vision peu amène de la figure de l'autre : l'étranger s'y trouve tout simplement diabolisé et son

2. Dumont estime que « [l]a Conquête crée [une] rupture : la métropole représente d'autres coutumes, un autre langage, une autre religion. Les tentatives constantes d'assimilation et l'édification d'une société parallèle ne peuvent qu'accentuer chez les francophones le sentiment de la différence en même temps qu'une conscience plus vive de l'originalité de leurs propres institutions » (Dumont, 1996, p. 117). À vrai dire, l'attitude des Canadiens français ne sera pas constamment aussi tranchée. Mgr Plessis, dès après la Conquête, en appelle au messianisme providentiel pour montrer comment l'intervention britannique a permis au Canada d'être sauvé de la Révolution française, « la victoire de la Grande-Bretagne assur[ant] "la continuation du repos et du bonheur de cette Province", en garantissant la modération, le respect des religions, en ménageant les sujets, en donnant au peuple une part raisonnable dans l'administration publique », selon Maurice Lemire (1991, p. 281).

action tentatrice, à laquelle le prêtre du village s'oppose pour rétablir l'ordre, est mise sur le compte de la scélératesse. Le roman historique[3], avec ses figures de l'Anglais néfaste, renchérit : on y trouve moult exemples d'envahisseurs étrangers chassés hors des frontières. Le récit de voyage, de son côté, favorise peu un véritable contact avec l'autre, les voyageurs canadiens-français le repoussant quand ils ne parviennent pas à le convertir à leur cause. Quant aux premiers romans du terroir, ils ne laissent à peu près aucune place à l'apparition de l'étranger. Si les conséquences de l'entreprise d'héroïsation des personnages historiques à laquelle s'est voué l'historien François-Xavier Garneau a permis au Canada français de se doter de modèles, le contrecoup en a été de constituer des antagonismes qui n'ont en rien aidé à trouver une solution à la quête laborieuse d'identité. Les véritables repères proviendront vraisemblablement d'ailleurs.

2. *Maria Chapdelaine :* roman du refoulement

Au début du XXe siècle (1916), dans un roman écrit par un auteur étranger mais traitant de la réalité québécoise, commencent à percer des soupçons de changements. La jeune héroïne éponyme de *Maria Chapdelaine,* de Louis Hémon, laisse ses désirs secrets l'emporter sur les règles instituées par la société. Sa passion trouve matière à s'exacerber lors d'une fête au cours de laquelle un prétendant, étranger provenant de l'extérieur de la communauté, profite de l'occasion pour la séduire. Lorenzo Surprenant est présenté comme un traître à la terre[4]. Il a abandonné la vie d'habitant, a vendu la propriété que son père lui a laissée en héritage. Exilé aux États-Unis, Surprenant est devenu un citadin. On tente certes de le réintégrer dans le cercle des habitants en lui faisant admettre qu'il regrette la vie sur la terre, mais il se rabroue en disant que « l'existence lui serait intolérable sur une terre entre un village pauvre et les bois » (Hémon, 1998, p. 65). Malgré ce ressentiment qu'il affiche à l'égard du mode de vie pratiqué par ses hôtes, sa personne fascine. Une sorte de prestige s'attache à lui, dû au simple fait qu'il provient de l'extérieur. « Les regards se tournaient instinctivement vers Lorenzo […], comme si de [sa] présence […] dussent naturellement jaillir des récits merveilleux, des descriptions de contrées lointaines aux mœurs étranges » (Hémon, 1998, p. 141).

---

3. Pensons notamment aux *Anciens Canadiens* (1863), de Philippe Aubert de Gaspé père, ou à *Jacques et Marie* (1866), de Napoléon Bourassa.

4. Bien que d'aucuns n'hésiteraient pas à voir en François Paradis l'étranger par excellence du roman, je propose une lecture autre. Paradis, s'il séduit par sa différence l'auditoire qui daigne jeter l'œil dans sa direction, appartient en vérité au monde paysan. L'étrangeté que sa présence évoque renvoie en fait au passé des Canadiens français et son comportement relève de l'obédience aux règles établies. Il n'investit pas l'antre des Chapdelaine dans le but de tout renverser sur son passage, de transformer la vie paysanne. Au contraire, après une nuit passée sous le toit des habitants, il redescend de sa chambre « transformé, en des vêtements propres empruntés à Da'Bé et à Esdras » (Hémon, 1998, p. 71), puis il fait sa toilette et se rase, ce qui lui donne l'apparence d'un homme tout ce qu'il y a de plus civilisé. Si transgression il y a, c'est par rapport à la différence dont on le croyait porteur. Paradis ne manifeste nulle attitude hostile envers la communauté. Ce n'est donc pas son être qui conduira Maria à la transgression, mais bien plutôt ce en quoi la jeune femme va, par l'action de son imagination, le métamorphoser. Paradis ira jusqu'à promettre à Maria, pour lui soutirer un serment d'amour, de laisser tomber la boisson et les jurons, manifestations traditionnelles de non-conformisme à l'égard des règles communautaires : il ne commet aucune démesure, respectant la norme plutôt que de la violer. Piètre étranger que celui-là, qui cherche avant tout à rentrer dans le rang.

Surprenant est hostile, et cette hostilité touche l'équilibre du groupe communautaire. Aussitôt qu'il entame son discours dépréciateur de la vie à la campagne, la méfiance ne manque pas de faire surface, ce qui n'amoindrit en rien son impact de séducteur, surtout aux yeux de Maria qui se trouve à ce moment ensorcelée. Lorsqu'il décrit la vie sur la terre telle qu'il la conçoit, l'Américain n'y va pas de main morte : il fustige et dénigre le moindre aspect de la vie que mènent les habitants. « Vous êtes les serviteurs de vos animaux » (Hémon, 1998, p. 147), dit-il à ses hôtes, inversant par là leur vision du monde, leur montrant que ce sur quoi leur vie repose est contraire à ce qu'ils ont toujours cru. Surprenant révèle aux Chapdelaine ce qu'il sait de leur vie : « Il n'y a pas d'homme dans le monde qui soit moins libre qu'un habitant » (Hémon, 1998, p. 146), prétend-il. Et de décrire les mille et une facéties commises par les animaux et auxquelles leurs supposés maîtres doivent remédier. Quand les animaux s'échappent de leur enclos, les « hommes galopent, brandissant des bâtons, s'essoufflent ; les femmes sortent dans la cour et crient » (Hémon, 1998, p. 146-147). Ne dirait-on pas que ces hommes galopants sont devenus à leur tour des animaux ? Que ces femmes ont régressé à un état où la parole n'a pas encore pris le relais du cri ?

Ce discours a un effet affligeant sur les habitants. Pour la première fois, ceux-ci comprennent que leur conception du monde est faussée à la base, et « la dureté réelle de leur vie leur appara[î]t d'une façon nouvelle et saisissante qui les surpren[d] eux-mêmes » (Hémon, 1998, p. 147). Cinglant, Surprenant remet en question ce que les habitants ont de plus sacré : l'ordre, lequel il intervertit. Et bientôt : « Toute l'inimitié menaçante du dehors, le froid […], la solitude, semblèrent entrer soudain dans la maison et s'asseoir autour du poêle comme un essaim de mauvaises fées, avec des ricanements prophétiques de malchance » (Hémon, 1998, p. 148). Voilà que l'atmosphère de fête qui habite d'ordinaire les réunions entre voisins se change en air de malheur. La tristesse est présente au sein de la communauté, mais aussi la peur, et Maria constate que « tous ceux qui sont réunis là entre les murs de planches courbent l'échine et parlent bas, comme des gens dont la vie est menacée, et qui craignent » (Hémon, 1998, p. 148). Usant de son imagination pour se figurer la vie que Surprenant lui propose à ses côtés, loin des siens, la jeune femme la voit comme « l'attirance d'une vie différente, inconnue, au centre même du monde humain et non plus sur son extrême lisière » (Hémon, 1998, p. 154). Convertie au culte de ce gourou, Maria commet le crime ultime : elle déplace le centre du monde dispensateur d'identité vers l'extérieur, le resitue aux États-Unis, pays du faste et de la luxure, faisant ainsi éclater les structures traditionnelles. Dans le roman *Maria Chapdelaine,* toutefois, l'étranger, d'abord placé dans une position de force, se voit refoulé et, à la fin du roman, le personnage qui en avait le plus subi l'influence reçoit un châtiment à la mesure de la transgression commise : Maria, renvoyée dans son petit monde paysan, s'y terre pour le reste de ses jours.

Plusieurs romans publiés au cours des années 1920 se contentent de reprendre ce discours incriminant l'étranger : *L'appel de la race* (1922), de l'abbé Lionel Groulx, où l'élément anglo-saxon (c'est-à-dire une moitié de la famille) est sacrifié par le héros canadien-français ; *Le Français* (1925), de Damase Potvin, qui voit toute la dimension ethnique de l'étranger se réduire à rien pour que la communauté canadienne-française puisse l'assimiler ; *La sève immortelle* (1925), de Laure Conan, où le héros

canadien-français repousse un mariage avec une Française pour lui préférer la vie sur le sol de la patrie. Dans ces romans, l'étranger et l'étrangeté sont niés au nom de la préservation de l'identité canadienne-française. On se méfie du mélange avec les éléments extérieurs à la communauté, croyant que l'identité est affaire de préservation des traditions. Mais si les valeurs nouvelles que propageait l'étranger ont été occultées, celui-ci n'en continuera pas moins d'être présent. Oui, l'étranger constitue toujours une menace, on persiste à le voir comme un opposant contre qui il convient de se liguer et il est invariablement repoussé hors du cercle de la communauté. Il n'empêche que, patient, il attend le bon moment pour jaillir.

3. *Les demi-civilisés :* roman du défoulement

Au milieu des années 1930 paraît le roman *Les demi-civilisés,* de Jean-Charles Harvey, où l'étranger ne tient plus seulement un rôle de subalterne ; il s'engage dans la *praxis* avec l'idée de faire se transformer l'univers sclérosé des Canadiens français. Chaque fois qu'il surgit, il exerce un effet catalyseur de transgression. Les premiers contacts qu'entretient Max Hubert, le jeune héros des *Demi-civilisés,* avec l'étranger, guident son comportement à l'égard de ce dernier, en qui il voit un être qui détient la connaissance. Contrairement à l'attitude de méfiance en regard de l'autre qui semble prévaloir à l'époque, Max veut devenir l'ami de celui-ci, pour profiter de ce qu'il a à lui offrir. Par exemple, le père Maxime, vieil homme par qui Max se sent attiré, entre dans la vie de ce dernier et lui fait découvrir des facettes de l'existence qu'il ne connaît pas, exacerbant ses désirs. Il devient un modèle d'étrangeté pour Max, lui apprenant certaines vérités essentielles de la vie : il est important de s'éduquer soi-même plutôt que de laisser son apprentissage reposer dans les mains d'éducateurs intéressés et il convient de se fier à soi plutôt qu'aux autres, conseils parlant en faveur d'un individualisme d'un nouveau genre à l'époque. Sa mère a toutefois dit à Max de ne pas fréquenter cet homme qui représente la différence par rapport à la norme, la différence dans ce qu'elle a de néfaste. Max devient ensuite l'ami de Marthe, grande blonde qui éveille une attention soutenue de sa part, mais dont sa mère lui dit : « mon petit Max, je te prie de choisir tes amis […]. Il faut toujours se défier de ces étrangers qu'on ne connaît pas. Je ne veux pas que tu fréquentes les malhonnêtes gens » (Harvey, 1934, p. 23). Aux étrangers est associée la malhonnêteté. Tout comme dans *Maria Chapdelaine,* l'étranger est perçu comme un être porteur d'une altérité qui épouvante une société refermée sur elle-même. Pour Michel Maffesoli, « la différence a comme situation limite la mort. L'altérité est la négation de soi » (Maffesoli, 1985, p. 120). Craignant la contamination par l'action de l'autre, la société se replie sur elle-même.

Max Hubert rencontre ensuite un étranger d'ethnie qui lui servira de modèle dans sa vie adulte : Hermann Lillois, un Français collaborateur à la revue *Vingtième siècle.* Lillois voit le désordre lui coller à la peau. Il a fait l'expérience des sens, de la pensée libre et libératrice, de tout ce que la religion catholique interdit car pouvant conduire au péché : l'art, l'amour, l'imagination. « J'ai vécu, dit Lillois. Vous savez ce que cela signifie. C'est donner un aliment à toutes ses facultés, à ses forces de penser, d'imaginer, de sentir, d'aimer. Toute la gamme des sensations, depuis le frisson de l'art jusqu'à l'avant-goût du suicide… » (Harvey, 1934, p. 111). Au contact de Lillois, Hubert en vient à adopter une attitude rebelle.

À vrai dire, ce qui spécifie les étrangers des *Demi-civilisés* par rapport à celui de *Maria Chapdelaine,* c'est qu'ils contrôlent leur destinée et résistent au désir des forces du destin de les repousser hors du cercle de la communauté. Ils imposent leur point de vue et, de ce fait, commencent à transformer la collectivité. L'altérité dont ils sont porteurs effraie toujours, mais la volonté des étrangers de s'immiscer dans ce monde est telle qu'ils parviennent à en forcer l'entrée. À partir de ce moment, d'un rapport d'altérité l'on passe à un nouveau rapport d'identité. Influencé par l'autre, par sa vision du monde qui repose sur la liberté, le Canadien français est amené à se (re)constituer en Sujet. Les sédiments de subversion que l'étranger laisse sur son passage germeront et produiront une tendance de plus en plus généralisée à la liberté. En fait, dans *Les demi-civilisés,* l'extérieur investit l'intérieur et entreprend de le rendre étranger à lui-même. Il fait éclater le centre, ce qui est peut-être une caractéristique propre au roman se déroulant en milieu urbain, apparu dans le sillage de la modernité, et qui va atteindre un point de non-retour une décennie plus tard avec *Bonheur d'occasion.* L'étranger est un survenant, figure qui arrive d'ailleurs, change la société puis repart en la laissant à elle-même, avec la tâche de réinstaurer l'ordre. Max Hubert est influencé par des étrangers au point où il en devient lui-même étranger dans son milieu. Avant les années 1930, au Québec, l'étranger apparaît dans la littérature comme un individu singulier confronté à la collectivité. À partir des années 1930, avec ce processus où, au sein d'un groupe social, tous commencent à devenir des étrangers non seulement à l'égard des autres mais aussi d'eux-mêmes, un désordre complet règne. Dans *Maria Chapdelaine,* au contact d'un étranger, Maria voyait son univers s'ouvrir à un autre type de vie. Pourtant, jamais la jeune femme ne devenait tout à fait étrangère à son milieu. Hubert est pour sa part en passe de devenir un pur étranger du point de vue de la communauté dont il n'épouse pas le code, lui qui aspire à l'amour hors des cadres du mariage et à la liberté. L'étranger n'est plus extérieur au cercle restreint, à l'enclos protégé de la périphérie[5].

Pire : l'instance qui autrefois invalidait l'identité de l'étranger se voit elle-même mise à mort symboliquement. Dorothée, la compagne de Max, après avoir un temps envisagé de joindre les ordres religieux, elle qui de tout temps avait obéi aux décrets édictés par les instances officielles, s'arrache au contrôle des opposants. De retour auprès de Max, elle prononce des paroles éloquentes : « Je n'épouserai pas l'autre, tu sais… » (Harvey, 1934, p. 220). Avec ces mots, le bouleversement d'une culture se produit. La grande force qui surplombait la pyramide de l'ordre, qui résidait au centre du foyer permettant de constituer l'univers ordonné, est devenue le nouvel autre. Celui à qui Dorothée s'était promise, le Christ, a été transformé en l'étranger. On l'a projeté à

5. *Les demi-civilisés* n'est pas le seul roman de l'époque à rendre compte de ce sentiment d'étrangeté d'un personnage principal à l'égard de son propre milieu. Pensons à des œuvres comme *La chair décevante* (1931), de Jovette-Alice Bernier, ou *L'initiatrice* (1932), de Rex Desmarchais, qui mettent en scène des personnages souffrant d'un mal-être en rapport avec une condition difficile à assumer. Exemple peut-être davantage éclairant, *Un homme et son péché* (1933), de Claude-Henri Grignon, présente, au sein d'un roman du terroir, un personnage en état d'inadéquation avec son milieu. La souffrance qui se dégage de ces situations de non-coïncidence avec le milieu donne à réfléchir : la société canadienne-française, au début des années 1930, n'est plus en accord avec son temps. Il faut que les choses changent.

l'extérieur, il est devenu la menace contre laquelle il convient de se liguer. La structure pyramidale de la société québécoise s'inverse, l'extérieur s'intériorise au détriment de l'intérieur. L'homme qu'est Max Hubert prend désormais la place de la divinité.

4. Partout l'étranger

Progressivement, l'étranger fait son entrée dans la culture québécoise et l'attitude à son endroit change : jugé tout à fait hostile au début, il devient, une fois qu'il a attiré l'attention, un individu passible d'être imité. Croyant d'abord pouvoir le convertir, les instances dirigeantes lui laisseront une petite chance d'intégrer l'intérieur de l'enclos, oubliant peut-être que s'identifier à l'autre, ne serait-ce que provisoirement, c'est ouvrir la porte à l'altérité. Cela dit, l'autre, une fois qu'on lui a tendu la main, peut délivrer la connaissance dont il est porteur, si bien que d'une figure purement adverse il se métamorphose en un bienfaiteur.

Le musée des images érigé par les Canadiens français se dote-t-il au tournant du siècle d'une nouvelle figure ou ne laisse-t-il pas plutôt revenir à la surface un visage repoussé autrefois au nom d'idéaux qui n'ont pu se concrétiser ? Pourquoi cette arrivée massive d'étrangers dans les pages de la littérature québécoise à ce moment précis ? En tant que figure emblématique du changement, l'étranger, porteur d'exotisme, est approprié pour symboliser les valeurs nouvelles. Le discours subversif qu'il professe concourt à l'éclatement du Sujet dans la littérature ainsi qu'à la remise en question des repères spatiotemporels traditionnels. Au moment où le même éclate, le Sujet traditionnel fermé se fragmente et, brisant les murs de la sédentarité, il renouvelle le point de vue d'élites réfractaires au mode de vie avant-gardiste proposé par les individus ouverts au changement. Un jeu reposant sur une dialectique de l'identité et de l'altérité s'établit donc en terre québécoise durant la première moitié du XXe siècle, et elle signale l'acte de naissance d'une communauté au pluriel. L'identité s'y est longtemps définie selon un rapport de soumission à la divinité détentrice de pouvoir. Une fois cette vision théocentriste révolue, on assiste à l'établissement de nouvelles valeurs libératrices, mais aussi à la mise en place d'un nouvel horizon d'attente littéraire : l'étranger étant dorénavant accepté, une place de choix lui est réservée dans les pages des œuvres produites par les écrivains québécois.

Au cours des années qui séparent la publication de *Maria Chapdelaine* de celle des *Demi-civilisés,* c'est somme toute la réponse aux questions que posent les romans relativement à la figure de l'étranger qui s'accentue. *Maria Chapdelaine* semble demander s'il s'avère toujours possible, au début du XXe siècle, au Québec, de vivre selon les prérogatives du même. Malgré que l'autre se voie malmené, des failles apparaissent, qui semblent indiquer un déphasage de la culture québécoise par rapport à elle-même. Tout est dès lors dit : les textes qui suivent se contentent d'amplifier le message transmis par ce roman. Peut-on vivre sans le même, s'interroge le roman *Les demi-civilisés* ? Si oui, il faudra se lancer dans une quête afin de trouver un équilibre entre les divers autres en qui se transforment les individus de la nouvelle culture. Quoi faire quand le même n'est plus, quand l'identité s'est vue totalement remise en question ? À cela répondra, trois ans après la publication des *Demi-civilisés,* le roman *Menaud, maître-draveur* : il convient de devenir soi-même autre, proposera cette œuvre, si bien qu'un nouveau même peut

être anticipé. S'agit-il d'une solution biaisée, compte tenu qu'elle conduit forcément à l'établissement de principes nouveaux auxquels il faudra s'ajuster peut-être en peinant ? L'univers d'individualisme, de compétition qui résulte de cette transformation risque d'annihiler le groupe tel qu'il se trouvait depuis toujours. À moins qu'il ne s'agisse que d'une phase de transition… Image ou véritable symbole présent dans les romans analysés, l'étranger confirme que l'avènement de nouvelles valeurs n'est pas le fait d'événements hasardeux. Si les choses changent, c'est que le temps est venu pour elles de passer d'un état à un autre.

Au Québec, les années 1950 verront proliférer les œuvres marquées par la présence de l'étranger. Les récits d'Yves Thériault (pensons au *Dompteur d'ours*), le théâtre de Marcel Dubé (en tout premier lieu la pièce *Zone*), même les romans de Gérard Bessette confèreront à l'étranger, toujours porteur de désordre, des titres de gloire à ne pas dédaigner. Un désordre à ce point généralisé devient-il désordre banalisé, institutionnalisé ? S'agit-il en fait d'un contre-ordre fragile parce que soutenu par la précarité de la position de celui qui en est à l'origine ? Que dire de la publication, dans les années 1960, de romans comme *Le couteau sur la table,* de Jacques Godbout, ou *Prochain épisode,* d'Hubert Aquin, où l'étranger d'ethnie reprend du collier (tout comme, dans les années 1970, dans *L'élan d'Amérique,* de Gilbert Langevin) ? L'étranger a manifestement trouvé un terrain qui lui convient et, avec la multitude d'œuvres produites par les auteurs migrants depuis plus de deux décennies, l'on peut supposer qu'il a fait se résorber à tout le moins en partie les différences qui caractérisaient autrefois sa présence.

Références

Beaudoin, R. (1991). *Le roman québécois,* Montréal, Les Éditions du Boréal.

Bernier, J.-A. (1982 [1931]). *La chair décevante*, Saint-Laurent, Bibliothèque québécoise.

Bouchard, G. (2001). *Genèse des nations et cultures du Nouveau Monde. Essai d'histoire comparée,* Montréal, Les Éditions du Boréal.

Desmarchais, Rex (1932). *L'initiatrice* (1932), Montréal, éd. Albert Lévesque.

Dumont, F. (1996). *Genèse de la société québécoise,* Montréal, Les Éditions du Boréal.

Grignon, Claude-Henri (1986 [1933]). *Un homme et son péché,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Guenancia, P. (1995). « L'identité », dans D. Kambouchner (dir.), *Notions de philosophie, II,* Paris, Gallimard, p. 563-635.

Harvey, J.-C. (1934). *Les demi-civilisés,* Montréal, Les Éditions du Totem.

Heidegger, M. (1968). *Questions I et II,* Paris, Gallimard.

Hémon, L. (1998). *Maria Chapdelaine. Récit du Canada français,* Montréal, Guérin.

Jeffrey, D. (1998). *Jouissance du sacré. Religion et postmodernité,* Paris, Armand Colin.

Lemire, M. (dir.) (1991). *La vie littéraire au Québec, tome I,* Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Maffesoli, M. (1985). *L'ombre de Dionysos. Contribution à une sociologie de l'orgie,* Paris, Librairie des Méridiens, Klincksieck et Cie.

Mouvements et paysages dans la poésie de Pierre Nepveu et Denise Desautels

Marc André Brouillette
Université Concordia

Résumé *Depuis 1950, la poésie québécoise a connu un important développement, tant sur le plan littéraire que socioculturel. Cet article examine cette transformation en se concentrant sur l'évolution des représentations de l'espace et en en rappelant d'abord les principales étapes. En effet, on remarque, dans les divers courants de cette période, des changements majeurs dans la manière de formuler le rapport que le sujet entretient avec l'espace. Puis, l'analyse de deux œuvres récentes,* Lignes aériennes *de Pierre Nepveu (2002) et* La marathonienne *de Denise Desautels (2003), permet de constater un nouveau jalon de cette évolution. Dans ces recueils, le sujet fait une incursion volontaire dans un paysage circonscrit. La mobilité du corps, par le biais de la marche ou de la course à pied, constitue le moteur d'une interrogation introspective au cours de laquelle le sujet tente d'effectuer une saisie de soi et du dehors.*

Depuis la seconde moitié du XXe siècle, la poésie québécoise a connu un essor qui se caractérise par la multiplication et la diversité des auteurs, des lieux de publication, des écritures et des sujets traités. Durant cette période, il semble que le désir de prendre la parole – qui était la principale motivation des écrivains des années 1950 – se soit transformé en un désir d'écrire, c'est-à-dire d'investir une langue par le biais d'un langage, en l'occurrence la poésie, que chacun est appelé à inventer et, surtout, à réinventer. Ce changement s'inscrit dans la foulée de plusieurs autres ayant touché la littérature au fil du temps : pensons, pour n'en nommer que quelques-uns, à la fonction de la poésie dans la société, à l'interaction entre l'écrivain et les lecteurs, aux modalités d'inscription du sujet ou encore aux préoccupations personnelles des poètes. Dans ce contexte, l'évolution qu'on remarque, par exemple, dans la manière de représenter l'espace au cours des cinq dernières décennies apparaît emblématique du développement de la poésie québécoise, et montre plus particulièrement une transformation du rapport entre le sujet et son territoire. Afin de mesurer ce parcours, je rappellerai d'abord certains jalons de cette période en regard de la représentation de l'espace, puis j'analyserai brièvement deux œuvres récentes qui mettront en relief quelques traits intéressants de la situation actuelle.

1. L'espace de cinq décennies

Dans les années 1950 et 1960, la « poésie du pays » – je pense ici surtout à Jean-Guy Pilon, Gatien Lapointe, Yves Préfontaine et à certains textes-phares de Gaston Miron – a abondamment associé la quête identitaire à la nécessité de fonder un territoire. Elle a formulé des représentations spatiales qui s'appuyaient grandement sur les éléments (la terre et l'eau notamment), sur le caractère sauvage et primitif de la nature, et sur des composantes particulières du paysage québécois (neige, rivière, fleuve, arbre, forêt). Elle a ainsi privilégié des images où la nature se montre puissante et intransigeante, et a mis en valeur l'opposition entre la grandeur de l'espace extérieur et la faiblesse de l'individu. Empreinte de lyrisme, cette poésie a exprimé la dualité d'un sujet qui, à la fois, se révolte contre sa condition et exalte son désir d'amour. Cela a eu pour effet de produire des textes où l'espace extérieur est souvent associé au corps féminin, comme dans cet extrait de Jean-Guy Pilon : « Qu'est-ce qu'un pays ? Une terre sauvage dont on ne voit jamais la fin ou les très chauds bras des filles dans toutes les villes du monde ? // Les nuées d'hirondelles ou les forêts d'automne dévorées de couleur et de feu nous feront-elles oublier une seule nuit d'oubli ? » (Pilon, 1985, p. 126). Malgré son inclination à chanter le désir de naître d'un peuple, la poésie du pays n'a pas enjolivé la nature ; au contraire, celle-ci apparaît non pas comme une alliée, mais plutôt comme une force surpassant la nature humaine et l'action des individus. Par ce biais, les poètes ont exprimé un sentiment paradoxal où l'appel de la grandeur et du dépassement de soi côtoyait l'impuissance et la faiblesse.

Au milieu des années 1960 et dans les années 1970, plusieurs écrivains se sont réunis afin de défendre des positions largement influencées par l'avant-garde. Les revues *La barre du jour* et *Les herbes rouges* constituaient les deux principaux pôles de diffusion de ce mouvement cherchant à remettre en cause les schèmes de la pensée dominante, tant sur les plans littéraire, social que politique. Des écrivains comme

Nicole Brossard, Normand de Bellefeuille, Roger Des Roches, André Roy, Yolande Villemaire défendaient alors le matérialisme textuel et l'expérimentation afin de faire émerger une pensée novatrice qui critique ouvertement la génération précédente et les prémices de sa réflexion identitaire. Ces auteurs privilégiaient la ville et ses décors modernes (centre-ville, bar, hôtel, métro) pour ancrer le sujet au cœur du présent et pour formuler, entre autres, une nouvelle pensée du corps. En ce sens, la ville symbolise le lieu de toutes les rencontres et de toutes les sexualités : elle attise le désir en offrant ses vitrines illuminées, ses édifices aux parois miroitantes, ses bars bondés. Les matériaux de construction (verre, métal, béton) ont remplacé ici la neige, le fleuve et la forêt, comme dans cet extrait de Claude Beausoleil : « nous reviendrons comme des Nelligan / dans des paillettes et des espaces urbains / […] / à même les vitrines et les amis / à même la douceur des métaux / et le souffle des mots / et la craquelure des villes / c'est Montréal décentrée / qui exhibe ses néons » (Beausoleil, 1982, p. 47). Dans cette exploration de la ville, les poètes de l'avant-garde se sont beaucoup appuyés sur des lieux construits et transformés, fruit du travail et de l'intervention des individus, à l'image de leur désir de manipuler le texte pour en faire jaillir un nouveau lieu de la pensée.

À partir du milieu des années 1970 mais principalement au cours des années 1980, de nombreux auteurs vont traiter de l'existence par le biais de l'intimisme. Bien que plusieurs poètes aient été associés très tôt à ce mouvement (Jacques Brault, Philippe Haeck, Jean Charlebois, Michel Beaulieu), des écrivaines comme Marie Uguay, Denise Desautels, Louise Warren, Élise Turcotte et Louise Dupré y ont largement contribué. La poésie intimiste se tourne spontanément vers la prose, la narration et l'autobiographie, faisant du récit et du fragment deux composantes récurrentes. Elle accorde une grande importance à la perception sensorielle et tente de formuler un rapport au monde en prenant appui sur le quotidien. C'est pourquoi on y rencontre fréquemment des lieux domestiques comme la maison, la cuisine ou la chambre. Ces lieux deviennent notamment des espaces de remémoration dans lesquels le sujet interroge son existence et son inscription dans le présent. La chambre, par exemple, devient l'endroit par excellence d'une réflexion sur le corps et l'enfance, sur le désir et le souvenir amoureux, comme dans cet extrait de Louise Dupré : « le mur blanc, blanc et nu. cette chambre anonyme la ramène à son petit théâtre, un après-midi presque immobile, dans la répétition des gestes attentifs qu'elle sait dans le moindre détail. l'amour, dit-elle à mi-voix, pour elle seule, l'amour […] elle est seule dans l'attente, l'œil à la fenêtre à chercher une silhouette » (Dupré, 1986, p. 35). À l'instar des autres lieux domestiques et intérieurs qu'on trouve dans cette poésie, la chambre représente avant tout le territoire sensible et personnel d'une quête de soi.

Dans les années 1990, plusieurs œuvres poétiques afficheront un puissant désir de faire appel au voyage pour aller à la rencontre de nouveaux repères – pensons au *Cycle de Prague* de Serge Patrice Thibodeau (1992) ou encore à *Voyages d'un ermite et autres révoltes* de Joël Pourbaix (1992). L'interaction avec des langues et des paysages étrangers permet aux poètes d'interroger les notions de territoire, d'identité et de frontière afin d'aborder autrement des thèmes pourtant bien connus : la solitude, la mémoire, l'ici et l'ailleurs. Ces œuvres expriment notamment le besoin d'inscrire l'existence individuelle à l'intérieur d'autres référents culturels et de situer le familier

au cœur d'une énigme originelle. On y remarque l'omniprésence de villes étrangères et de lieux de passage (place publique, hôtel, train, aéroport), comme dans cet extrait de Joël Pourbaix : « Auberge d'Audreselle, lit à baldaquin, les draperies de la nuit finissante, la dorure des vieux livres revient se déposer […] Les détails du matin apparaissent, ne veulent pas se coucher sur une page. Cessons de ressembler à notre époque. Ce que l'on ne peut dire, il faut le donner » (Pourbaix, 1992, p. 51). Dans ces œuvres, le sujet se retrouve souvent à traverser des lieux inconnus ou encore à n'y séjourner que durant une période limitée, ce qui favorise une relation impressionniste et spontanée à l'espace. Ce dialogue avec l'ailleurs n'est pas sans lien avec la poésie écrite par des auteurs québécois d'origine étrangère et qui, bien qu'elle soit présente depuis plusieurs décennies, s'est manifestée de façon importante au cours des années 1980 et 1990. Ces auteurs, qu'on pense à Anne-Marie Alonzo, à Mona Latif-Ghattas, à Fulvio Caccia ou à Joël Des Rosiers, s'appuient à divers degrés sur le rapport entre le pays d'origine et le Québec, et sur sa dimension identitaire. En cela, la décennie 1990 constitue un moment qui s'est avéré propice à la redéfinition du sujet par le biais de son inscription spatiale en dehors des territoires habituels.

2. Retracer le temps

Ce petit rappel historique m'a semblé nécessaire pour mieux situer les deux œuvres récentes dont je souhaite traiter maintenant et qui ont été choisies à cause du rapport singulier qu'elles proposent entre le sujet et l'espace extérieur. Dans *Lignes aériennes* (2002), Pierre Nepveu – bien connu pour ses essais en littérature québécoise – interroge la mémoire d'une région meurtrie par la présence de l'aéroport international de Mirabel qui, à partir de 1997, a été progressivement abandonné jusqu'à sa fermeture au public en 2004. Nepveu s'est inspiré notamment de l'histoire de sa propre famille, qui est originaire de cette région située à une cinquantaine de kilomètres au nord de Montréal. Rappelons brièvement que le projet d'aménagement de cet aéroport s'appuyait sur des projections irréalistes et démesurées, et que le gouvernement canadien a exproprié, au début des années 1970, des milliers d'agriculteurs qui travaillaient sur des fermes prospères. En dépit du discours optimiste d'un gouvernement aveuglé par ses rêves de grandeur, ce projet de construction a eu des répercussions extrêmement négatives sur cette région et sa communauté. Les poèmes de *Lignes aériennes* reviennent sur le bouleversement de ces vies et sur la valeur symbolique de ce bâtiment qui a acquis le statut emblématique de ruine moderne.

Le recueil de Nepveu s'ouvre sur l'image du poète qui « [s'est] couché au pied d'un arbre, / [lui] qui [a] peu de racines / pour creuser [sa] vie » (p. 11)[1]. Conscient de la fragilité de l'existence et du « destin sans rues ni routes » (p. 13) qui est le sien, le sujet s'avance vers ce qui constitue un véritable lieu de mémoire personnelle, l'aéroport, dont les résonances intimes se mêleront à celles de la collectivité. Il souhaite concentrer sa démarche sur trois actions – écouter, voir et marcher – qui montrent bien le rôle central accordé au corps et à la perception sensorielle. À cet égard, l'auteur s'appuie

1. Afin d'alléger la lecture du texte, les citations extraites du recueil *Lignes aériennes* seront suivies uniquement du folio.

de manière constante sur des composantes du paysage pour établir un lien entre le territoire individuel (le corps) et l'espace extérieur, entre la mémoire personnelle et l'histoire collective. Parmi ces composantes, la terre et l'arbre occupent une place de choix : la première contient des « odeurs troubles » (p. 16) et porte en elle un monde primitif qui donne vie à la nature ; le second s'érige vers le ciel et sa multiplication crée des zones obscures qui entravent sans cesse le regard. Cet univers, qui n'a rien d'un décor factice ou figé, constitue à la fois l'environnement réel et métaphorique d'un retour aux origines et d'une réflexion sur les racines.

Dès les premiers moments de son parcours, l'auteur formule ce paradoxe : « je voudrais que des paroles / ardentes, fortement proférées, / accompagnent mes progrès dans ce monde / mais je sens mes mains agripper le vent » (p. 16). Tout au long du recueil, la parole poétique tente de faire face au sentiment d'absence et de vide qui anime le sujet et qu'incarne cet aéroport, mastodonte de béton planté au milieu d'un immense terrain plat sans relief ni végétation. Ce sentiment découle ici de l'illusion progressiste que la classe politique a entretenue et de la manière dont celle-ci intervient dans la mémoire de chaque individu et dans l'histoire des communautés. Nepveu interroge ce rapport au temps en s'approchant ainsi d'un lieu qui n'en est plus un, en observant un bâtiment pour lequel on en a rasé beaucoup d'autres et qui trône aujourd'hui au milieu d'un *no man's land.* Mais, comme le montrent si bien les poèmes de *Lignes aériennes,* l'état de dévastation n'est pas circonscrit à un territoire. Il s'inscrit dans l'existence de tout un chacun.

Pour créer ce jeu d'échos et de correspondance entre les individus, Nepveu recourt à des changements d'énonciateur, un procédé narratif qu'on retrouve régulièrement dans le roman ou au cinéma, mais très rarement en poésie. Ainsi, à la voix du sujet-poète s'ajoutent celles de deux figures, un arpenteur et une femme de ménage, associées à ce lieu à deux périodes distinctes. Dans la section intitulée « Cahier de l'arpenteur, été 1969 », les textes adoptent le point de vue d'un individu isolé – « Je reste seul à marcher […], moi le voyageur inconnu » (p. 25) – et hanté par le pressentiment d'un drame imminent – « il faudra aplanir à perte de vue et cette vastitude sans relief tout à coup m'effraie, comme si ce que je parcours et mesure souffrait déjà d'un monde à venir » (p. 29). Pour cet arpenteur, le sol qu'il foule, mesure et découpe s'oppose au ciel : le premier porte en lui des qualités sensorielles et matérielles qui sont transmises au corps du marcheur et qui le maintiennent dans un certain rapport au réel ; quant au ciel, l'arpenteur l'associe au vertige, à la légèreté et à l'envol qui représentent, à ses yeux, diverses formes d'illusion dont les gens finissent par se bercer pour s'effacer d'eux-mêmes.

Dans « Journal de la femme de ménage, été 1999 », on lit les propos d'une figure féminine abandonnée et anonyme qui erre au milieu de l'aéroport déserté : « Ne cherchez pas mon nom […] Je ne suis de ce monde que par erreur […] Tournez le dos à ma vie, elle ne vous touche plus » (p. 67). Après avoir connu la démolition de sa maison dans son pays natal, en raison de la construction d'une autoroute, et avoir immigré au Québec, cette femme se retrouve à travailler sur les lieux d'un même drame, d'un même exil. Malgré la similarité de son expérience avec celle des habitants de Mirabel, elle demeure complètement isolée. Son discours est empreint d'allusions qui renforcent

ce sentiment d'isolement (aérogare vide, nettoyage des toilettes, voix du haut-parleur qui n'annonce rien ni n'appelle personne). Les lieux auxquels elle fait référence – « Je me berce dans une stalle qui sent l'urine et le désinfectant » (p. 70) – accentuent le sentiment d'une communauté dénaturée et profondément blessée, comme elle le souligne : « L'espace ne parv[ient] plus à contenir ce débordement de tristesse » (p. 75).

Dans les autres sections du recueil, le poète s'appuie sur le site et sur l'histoire de cet aéroport pour rétablir, d'une certaine manière, des liens qui ont été défaits : liens avec la famille, avec les gens de la région, avec les passagers étrangers (exilés, immigrants refusés), mais aussi avec lui-même. Comme le souligne avec justesse François Paré, « Dans les *Lignes aériennes* […], la blessure de l'âge se reflète justement dans celle du paysage » (Paré, 2003, p. 16). Cette blessure, qui découle à la fois du désir d'accorder un sens à son existence, d'un retour sur son passé et de l'appréhension de la mort, trouve son point d'ancrage dans les contradictions qu'exhibe l'aéroport de Mirabel. En effet, tout le recueil est construit sur la dualité entre la terre et le verre. Pour le poète, la terre désigne la dimension proprement existentielle de l'activité humaine : « le geste des cueilleurs / m'invite à me pencher vers la terre, / comme on le fait pour se rappeler / qu'on y habite » (p. 82). Quant au verre, il est le principal attribut de l'aéroport et souligne de manière récurrente les qualités réfléchissantes, éblouissantes, illusoires, voire trompeuses de ce bâtiment. La femme de ménage dit d'ailleurs à ce sujet : « L'aérogare vide luit au loin, comme un regret infini, une promesse à perte de temps » (p. 72). Cette boîte de verre apparaît comme un joyau déchu, victime de sa propre esbroufe et de son vieillissement prématuré. Si l'auteur se tourne volontiers vers la terre, c'est notamment parce qu'elle s'abandonne aux sens et aux corps qui la perçoivent, et qu'elle suscite ainsi un sentiment de plénitude. Cela a pour effet ici de réconcilier le sujet avec la fragilité de son existence et de ses racines, avec son histoire personnelle et le destin de ses semblables.

3. À pas de mots

Le recueil *La marathonienne* de Denise Desautels contient certains éléments que j'aimerais rapprocher de celui de Nepveu. Publié en 2003, dans une collection qu'on destinait d'abord aux adolescents, cet ouvrage s'apparente à un journal intime dont chaque poème en vers condense certains moments saisis au cours d'un même automne. Une femme, dont on ne connaît pas l'âge, s'adonne à la course à pied tôt le matin dans un grand parc urbain – on imagine aisément le parc Lafontaine. Le mouvement accéléré de son corps la projette hors de chez elle, hors de son univers qu'elle tente de fuir : « tu t'élances / dans le tableau, loin / des quatre murs de ta vie / à la poursuite / d'un je-ne-sais-quoi / presque rien / l'essentiel, crois-tu ». Tandis que le paysage « gris fer » lui présente ses « troncs couleur de suie » (p. 13), la « joggeuse de grand fond » (p. 29) tente d'échapper à sa solitude et à ses effrois. Mais le parc n'est pas qu'un refuge, puisqu'il peut être « exagérément vide » forçant cette femme à « rebrousse[r] chemin / effarouchée par ce néant » (p. 15)[2].

2. Afin d'alléger la lecture du texte, les citations extraites du recueil *La marathonienne* seront suivies uniquement du folio.

En contrepoint de ce parc, on trouve la chambre, lieu clos où s'agitent les rêves et les fantômes. La lumière du jour alterne avec l'obscurité de la nuit, qui est source de désordre : « [tu] cherches un remède / […] / contre les caprices de la noirceur / et contre les papillons / qui creusent leurs galeries / dans ton crâne, la nuit / car le chaos, mine de rien / […] / se déplie dans ta chambre » (p. 26). En réponse à ce chaos, outre l'action de courir à l'extérieur, la femme s'invente un ami, qu'elle nommera Tom, pour ne pas rester seule et donner une forme, un corps à son besoin de tendresse : « tu voudrais dire / "prends-moi dans tes bras, Tom" / mais tu ne le dis pas » (p. 27). La figure de Tom, dont le nom est l'anagramme de « mot », souligne pleinement un besoin de parole qui se fait pressant : « des dizaines, des centaines de mots / c'est ce qu'il te faut / coûte que coûte / même en désordre » (p. 20).

Tout le recueil s'appuie sur les notions de mouvement et de vitesse, exprimant ainsi un ardent désir d'accélérer le temps et d'inscrire l'existence sous le signe d'un passage, d'un déplacement continu afin de ne pas se laisser écraser par le poids de ses frayeurs. Par ailleurs, cette quête du mouvement est associée à celle de la légèreté et même de l'envol : « tu cours, tu voles / tu vas vers la beauté » (p. 29) ; plus loin, la course lui donne des « jambes ailées » (p. 38) qui lui procurent de l'espoir, un sentiment de joie. Ainsi, la mobilité du corps devient un important facteur de transformation et de dépassement de soi, et cette mobilité est ici indissociable du paysage dans lequel elle se déroule. Le parc – avec sa terre, ses arbres, ses lumières changeantes et ses oiseaux – est le lieu de cette transformation ; il s'oppose à l'univers clos et statique de la chambre où s'accumulent les cauchemars et les angoisses, et qui renforce le sentiment de solitude.

Si l'on compare *Lignes aériennes* et *La marathonienne,* on remarque dans ces deux recueils que le sujet ne prend pas seulement appui sur le paysage – à la manière d'une photographie ou d'une peinture qui se trouverait face à lui – mais qu'il en fait partie, c'est-à-dire que son corps est un élément sensible de ce paysage. Si la perception sensorielle constitue ici un important mode d'insertion du sujet, il n'en demeure pas moins que c'est par la mobilité du corps, par son déplacement dans l'espace (l'action de marcher ou de courir) que le sujet établit son rapport au paysage. Chez Nepveu, le mouvement du corps est associé à un exercice mémoriel : fouler le sol de Mirabel suscite un retour dans le temps et un esprit de communauté ; chez Desautels, l'action de courir produit une réaction physiologique associée à la vitesse, à la légèreté. Chez l'un et l'autre, le paysage ne se présente pas en adéquation avec les rêves ou les aspirations du sujet – comme dans la poésie du pays ou celle qui a été inspirée par l'avant-garde. Le paysage n'agit pas non plus comme un révélateur du sujet – comme dans la poésie intimiste – ni comme une composante totalement étrangère qui viendrait bousculer ses repères – comme dans certaines œuvres qui se fondent sur le voyage. Ces deux recueils montrent, d'une part, que le paysage agit sur le sujet mais, d'autre part, que cette action est indissociable d'une incursion volontaire du sujet dans ce paysage.

À quoi peut-on rattacher cette dimension active et volontaire à l'égard du paysage dans l'évolution récente de la poésie québécoise ? Sans pouvoir répondre complètement à cette question, je me risque à esquisser l'hypothèse suivante : bien qu'elles soient différentes, les œuvres choisies exposent à quel point la relation entre le sujet

et l'espace extérieur est ici intimement liée au déplacement du corps. Dans les deux cas, le mouvement participe à la façon dont l'individu appréhende son existence et le lieu de sa subjectivité. Par ce biais, le sujet va à la rencontre d'un vide – comme on le constate dans les deux recueils – et surpasse les blessures collectives ou personnelles qui en découlent. En cela, ces œuvres interrogent la condition individuelle et les difficultés qui s'y rattachent en s'appuyant non plus sur la contemplation de la nature, sur la mise en place de décors idéologiques, sur l'occupation de lieux clos ou encore sur le choc des paysages étrangers – comme on l'a brièvement rappelé dans la première partie de ce texte. Elles investissent plutôt le pouvoir du corps en mouvement et un paysage circonscrit (que ce soit à l'échelle d'une région ou d'un parc) pour mieux saisir les effets sensibles d'un monde qui ne fait pas que tourner sur lui-même. En formulant une quête identitaire, qui est conjointement liée à l'appréhension du monde extérieur, *Lignes aériennes* et *La marathonienne* redéploient certaines des composantes qui ont caractérisé les représentations spatiales dans la poésie québécoise – la nature, la ville, l'introspection, la mémoire et le territoire –, mais elles le font cette fois par le biais d'un ample mouvement du corps qui effectue une saisie simultanée de soi et du dehors.

Références

Beausoleil, Cl. (1982). *Une certaine fin de siècle,* t. 1, Saint-Lambert, Éditions du Noroît.

Desautels, D. (2003). *La marathonienne,* Montréal, La Courte échelle, coll. « Poésie ».

Dupré, L. (1986). *Chambres,* Montréal, Éditions du Remue-ménage, coll. « Connivences ».

Nepveu, P. (2002). *Lignes aériennes,* Montréal, Éditions du Noroît.

Paré, Fr. (2003). « Arpenter le territoire de l'envol », *Spirale,* nº 191, p. 16-17.

Pilon, J.-G. (1985). *Comme eau retenue,* éd. rev., corr. et augm., Montréal, Hexagone, coll. « Typo ».

Pourbaix, J. (1992). *Voyages d'un ermite et autres révoltes,* Montréal/Rennes, Éditions du Noroît/Ubacs, coll. « Résonance ».

Thibodeau, S.P. (1992). *Le cycle de Prague,* Moncton, Éditions d'Acadie.

E Voix de femmes

Frances Brooke's *History of Emily Montague* (1769)
Epistolarity at the Transatlantic Intersection of Public and Private
Marijn S. Kaplan

Entre tradition et modernité
La place de la femme dans la cité dans le roman féminin québécois
Céline Girard

Frances Brooke's *History of Emily Montague* (1769)

Epistolarity at the Transatlantic Intersection of Public and Private

Marijn S. Kaplan
University of North Texas

Abstract *Frances Brooke, the British author and playwright, lived in Quebec from 1763 to 1768. This stay earned her the distinction of being the first novelist in North America and of having written the first Canadian novel,* The History of Emily Montague *(1769), an epistolary narrative. I will analyze* The History of Emily Montague *as a hybrid novel, based on Brooke's construction of the body in and through epistolarity. Elizabeth Heckendorn Cook has argued that "The epistolary genre was central to the construction and definition of the categories of public and private that we have inherited from Enlightenment social and political traditions, and to the construction and definition of the bodies held properly to inhabit those categories" (*Epistolary Bodies, *pp. 7-8). The public and the private co-exist and intersect in the first Canadian novel along several thematic axes. First, the novel's transatlantic nature and travel narrative – Brooke lived in Quebec and in England, where she published* The History of Emily Montague, *which is set on both sides of the Atlantic – provide the theme of nationalism. The second axis, related to the first, is that of colonialism, based on the British conquest of Quebec recently ratified in the 1763 Treaty of Paris. Along the third axis, gender operates to create male and female identities within the novel's sentimental romance genre. I will argue that* The History of Emily Montague, *located at the intersection of the public and the private, transports across the Atlantic, via its construction of the body in and through epistolarity, some Enlightenment conventions in the areas of nationalism, colonialism, and gender, while also creating innovations.*

Frances Brooke, the English author and playwright (1724-1789), lived in Quebec from 1763 to 1768 (a one-year stay in England excepted) because her husband, the Reverend John Brooke, was a Church of England chaplain to the British forces stationed in Quebec City. This stay earned her the distinction of being the first novelist in North America and of having written the first Canadian novel, *The History of Emily Montague,* an epistolary narrative published back in London in 1769.[1] Analyzing it as a hybrid novel, I argue that *The History of Emily Montague,* located at the intersection of the public and the private, transports across the Atlantic, via Brooke's construction of the body in and through epistolarity, Enlightenment observations on nationalism, colonialism, and gender.

The History of Emily Montague brings the epistolary novel from Enlightenment Europe to Canada. Formally, it is composed of 228 letters of varying lengths. Of these, 123 are written by four women and the remaining 105 are written by six men, during the period between April 10, 1766, and late November 1767, when the author herself was present in Quebec. Although all correspondents are English, approximately two thirds of the letters are sent from Canada and the other one third from England, with the exception of one letter written in between, during a transatlantic voyage. Thematically, as Jodi Wyett says, the novel "marks a moment in literary history when a sentimental novel met a travel narrative" (Wyett, 2003, p. 33). Frances Brooke had experience writing sentimental novels, having successfully published *The History of Lady Julia Mandeville* in 1763 as well as an English translation of Marie Jeanne Riccoboni's bestseller *Lettres de Juliette Catesby* in 1760. The travel narrative genre was new to her, but was evidently inspired by her own transatlantic journeys to Canada and her observations of Canadian society at a time when the British conquest of Quebec had recently been ratified in the 1763 Treaty of Paris. The sentimental plot in the novel centers on the love stories of three couples made up of three friends named Arabella Fermor, Emily Montague, and Lucy Rivers, and the men they eventually marry, Captain Fitzgerald, Ed Rivers (Lucy's brother) and his friend, John Temple, respectively. The last couple, Lucy and John, meets in, and never leaves, England, but the other two, though all English, meet in Quebec. Arabella and Fitzgerald marry there while Ed and Emily marry back in England. In the end, the "little circle of friends" (*Emily Montague,* p. 332) reunites and settles in England. The travel plot with its related observations of Quebec society is particularly evident in the male protagonist's (Ed's) letters back to England as well as in the letters by Arabella's father, William Fermor, to the Earl of — in England,[2] in which he provides political and economic comments. Arabella's own letters also contain some observations on Quebec society and nature.

The epistolary nature of *The History of Emily Montague* is central to my argument. As Elizabeth Heckendorn Cook claims, "The epistolary genre was central to the construction and definition of the categories of public and private that we have

1. In 1770, Jean Baptiste René Robinet translated it into French as *Histoire d'Émilie Montague.*
2. As a letter addressee, the Earl is not identified any further, but in the one letter he writes, letter 184, he signs off as "H—."

inherited from Enlightenment social and political traditions, and to the construction and definition of the bodies held properly to inhabit those categories" (Cook, 1996, pp. 7-8). The public and the private co-exist and intersect in the first Canadian novel. Many eighteenth-century epistolary novels – such as Françoise de Graffigny's *Lettres d'une Péruvienne* (1747), an earlier French blend of sentimental novel and travel narrative by a woman writer – include what Cook calls their "self-inscribed textual history" (Cook, 1996, p. 171), outlining the fictitious transition from private letters to published letters, from the private sphere to the public sphere, via the medium of print. *The History of Emily Montague,* however, contains no apparent textual framing device. An allusion to it exists, though. In letter 2, dated June 27, 1766, and written by Ed Rivers in Quebec to his sister Lucy in London, he says in response to a letter from her (not reproduced in the novel): "you really, Lucy, ask me such a million of questions, 'tis impossible to know which to answer first; the country, the convents, the balls, the ladies, the beaux – 'tis a history, not a letter, you demand, and it will take me a twelve-month to satisfy your curiosity" (*Emily Montague,* p. 9). Evidently, what the reader is holding is a history, not a letter (*The **History** of Emily Montague*), and it is almost thirteen months after this letter was written that Ed sets foot on British soil again and is reunited with Lucy, since letter 163 by Ed is dated Dover, July 24, 1767. Especially when one subtracts the six weeks required for the letter's transatlantic passage before Lucy could read it, one is so close to the "twelve-month" period predicted by Ed, one might wonder if this is not a tongue-in-cheek reference to the novel's "self-inscribed textual history". Lorraine McMullen, the Canadian scholar most eminently associated with Frances Brooke and her work, has shown that the author modeled her correspondents after some of her family members and acquaintances – *The History of Emily Montague,* pp. 408-411; *An Odd Attempt in a Woman,* pp. 106-110 (McMullen, 1983). Whereas the letters pertaining to the sentimental plot clearly hail from the private sphere, Brooke immediately anchored the novel as a whole firmly in the public sphere by means of a metatextual device, namely its dedication.

The novel is dedicated to Guy Carleton, the English Governor of Quebec at the time. The author praises him as someone to whose "probity and enlightened attention the colony owes its happiness, and individuals that tranquility of mind, without which there can be no exertion of the powers of either the understanding or the imagination" (*Emily Montague,* p. 7). Brooke herself exerted both these powers, understanding and imagination, in writing her novel: imagination for the fictitious sentimental plot and understanding for the travel narrative. The travel narrative required understanding on her part because of its connection to a political issue playing itself out in the British public sphere at the time – her use of the word "enlightened" here reminds us that we are in the eighteenth century, the Age of Enlightenment – namely the colonial expansion of the British Empire. The author's use of the term "colony" and, in the next paragraph, "province", to refer to Canada, as well as her signing and dating of the dedication (London, March 22, 1769), place the novel squarely in this context of colonialism. Within it, Brooke aligns herself with the colonizer, being English, positioning herself in London at a time when the 1763 Treaty of Paris had ceded Quebec to England, and calling her king, George III, "excellent". Opposed to this colonizer, Canada becomes what Mary Louise Pratt calls the "contact zone": "the space

in which peoples geographically and historically separated come into contact with each other and establish ongoing relations, usually involving conditions of coercion, radical inequality, and intractable conflict" (Pratt, 1992, p. 6). It is interesting to note, however, that since, as Cook says, "in epistolary narratives, the letter serves as a metonym of the body of the writing subject" (Cook, 1996, p. 32), the contact zone is not "physically" represented in the novel: although it is described at great length by British citizens, no French Canadians or Canadian "savages" write any letters. Their voices remain unheard, although Madame Des Roches, a young widow of French origin who nearly seduces Ed Rivers, appears in 29 letters[3] (more than 12%), but always as an object of discussion, never as a letter writing subject.

Who do appear as letter writing subjects or, in other words, whose bodies does Brooke include metonymically in her novel? Although scholars have employed the novel's epistolary structure in diametrically opposed arguments concerning whose opinions it favors, including dialogism (Howells, 1993) and those held by William Fermor (Cuder-Domínguez, 1998), it has not been used to analyze the opinions presented by Brooke's construction of the body in and through epistolarity. What such an analysis reveals, among other things, is that absent bodies, *i.e.,* letter writers, may matter as much as those present. While Howells calls William Fermor's correspondent, the Earl of —, "the patriarch" (Howells, 1993, p. 448) and Cuder-Domínguez has Fermor internalize "both patriarchal and imperial" codes (Cuder-Domínguez, 1998, pp. 121-122), it is the implied absence of another patriarch that, significantly, sets in motion the entire novel, namely Ed's father.

In the novel's opening letter, dated from England right before he boards a ship for the New World, and addressed to his friend John Temple in Paris at the time, Ed lists the reasons why he is going to Canada, other than it being wilder and having handsomer women than New York. He also says that as a newly reduced officer on half pay, he does not like its lazy lifestyle, does not want to "narrow [his] circle of life" or "break in on the little estate which is scarce sufficient to support [his] mother and sister in the manner to which they have been accustom'd" (*Emily Montague,* p. 7). Thus, his father's death and the limited assets he leaves his family play a significant role in Ed's decision to go to Canada and "become lord of a principality which will put our large-acred men in England out of countenance" (*Emily Montague,* p. 8), terms reverberating the discourse of colonialism. The importance of this theme is underscored by its prominent reappearance in the novel's final letter, also written by Ed, who has been back in England for several months, and addressed to Arabella, returned to England as well. Ed not only mentions the return of the father figure here ("My father (with what delight do I call the father of Emily by that name!) hinted at my taking a larger house…" (*Emily Montague,* p. 402)), but even refers to himself becoming the next patriarch: "love, friendship, and, if you will allow me to anticipate, paternal tenderness, all the domestic attachments, are sweet beyond words" (*Emily Montague,* p. 403). In this context, it is significant that Emily's father is also absent from *her*

3. Madame Des Roches appears in letters 32, 34, 39, 83-86, 88-89, 91, 93, 109-115, 120-122, 136-137, 155, 157, 171-173, and 227.

life until the end of the novel. In fact, after her mother's death, he leaves her with an uncle who takes her to Canada and dies, passing her on to a guardian. Importantly, Colonel Willmott, Emily's father, is inscribed within the British colonial discourse: he is a *nabob* who made a fortune in the East Indies. In another twist of fate related to the absent yet implied father, it turns out that Emily's father was supposed to become Ed's second father, his father-in-law, all along, because he had intended Emily for Ed before they ever even met each other in Canada. The narrative, particularly surrounding its primary couple, Ed and Emily, is thus doubly premised on the absent father indirectly instigating colonialism, and comes full circle back in the fatherland (the *father's* land). There, the colonialist father figure, who is frequently said to be a letter writer but has none of his letters reproduced, is restored to the daughter and to the son (in-law), who projects himself as the new patriarch.

In an article on convents in Canada at the time, Anne Little makes the insightful observation that "Brooke (through Rivers) […] betrays a more interesting implicit theme that runs through the novel: Canada is good when it is open to English male penetration, and it is bad when it is closed and impenetrable" (Little, 2006, p. 192). Her argument centers on language and the role of convents in the novel; I posit that its epistolary structure supports this theme and that Brooke's epistolary bodies metonymically both participate in a discourse on British nationalism and comment on gender. As stated, two thirds of the novel's letters originate in Canada (155 out of 228, or 67.98%), one third in England (72 out of 228, or 31.58%), and one letter in between (1 out of 228, or 0.43%). From the 155 letters originating in Canada, 97 are written by a woman (62.58%); from the 72 letters originating in England, 47 come from a man (65.27%). Metonymically speaking then, Canada is embodied as female and England as male. To paraphrase Little's argument, Canada, the female contact zone, is to be penetrated and conquered by England, the male colonizer. No less than 91 of the 97 letters (93.8%) originating in Canada are not only written by a woman, but also addressed to a woman. In them, the most frequent topic of discussion is the women's courting and relationships with potential husbands. Thus, the two main female letter writers in Canada, Arabella (66 letters) and Emily (21 letters), metonymically form a female contact zone, to be conquered and penetrated by the English male colonizer (in a *mise-en-abyme* of the theme). Fatherless Emily returns to the British fatherland (*father's* land) before marrying Ed; Arabella, with a strong father present throughout the narrative who negotiates her marriage behind the scenes, returns to England within a month after her wedding. In the end, the metonymic female Canadian contact zone is conquered, appropriated (married),[4] and literally penetrated by the British men (see Ed's final comment on paternity, quoted above).

The real, non-metonymic Canadian contact zone, however, presents a different picture for as I said earlier, it is not "physically" represented in the novel: no French Canadians or Canadian "savages" write any letters. Their voices remain unheard, although Madame Des Roches, a young widow of French origin with an estate for sale

4. For the immediate name changes following marriage, see letter 158 for Arabella (« voilà Madame Fitzgerald ! » (281)) and letter 198 for Emily.

and in love with Ed, appears in 29 letters[5]. She is described as "very amiable; a widow about thirty, with an agreeable person, great vivacity, an excellent understanding" (*Emily Montague,* p. 79), but Ed turns down both her and her estate in favor of Emily. When Arabella, the last protagonist to return to England, leaves Canada, she suggests she might take Madame Des Roches with her to England: "it is pity such a woman should be hid all her life in the woods of Canada" (*Emily Montague,* p. 302). Realizing Madame Des Roches' appeal to the British colonizer, however, she adds: "I have but one objection; if Fitzgerald [Arabella's husband] should take a fancy to prefer the tender to the lively, I should be in some danger: there is something very seducing in her eyes, I assure you" (*Emily Montague,* p. 302). The final parallelism in Arabella's farewell indicates how Madame Des Roches does indeed personify Canada:

> Adieu! *ma chere* [sic] *Madame Des Roches.* I embrace her; I feel the force of its being *for the last time.* I am afraid she feels it yet more strongly than I do: in parting with the last of his friends, she seems to part with her Rivers for ever [sic]. One look more at the wild graces of nature I leave behind. Adieu! Canada! adieu! Sweet abode of the wood-nymphs (*Emily Montague,* p. 304).

Thus, the British abandon Madame Des Roches, also known as a wood nymph, who failed to seduce them successfully and is left unconquered, unpenetrated, and, I reiterate, without a voice.

Three months later, Arabella tells Emily in the novel's penultimate letter that she heard from an old admirer in Quebec that "Madame Des Roches has just refused one of the best matches in the country, and vows she will live and die a batchelor [sic]" (*Emily Montague,* p. 400). Canada will not be subjugated and Arabella's reaction to this news is revealing: "Tis a mighty foolish resolution, and yet I cannot help liking her the better for making it" (*Emily Montague,* p. 400). In the end, with the British retreated to the fatherland, Canada may be better off self-sufficient and autonomous. Perhaps Brooke foreshadows Britain's failure to make Quebec truly British, evident already in the 1770s, because of its strong French legacy. In this context, one of Ed's final comments in French, « Cela est bien dit, mon cher Rivers ; mais il faut cultiver notre jardin » (*Emily Montague,* p. 403), (Well said, my dear Rivers, but we need to cultivate our garden), famous words from Voltaire's *Candide* he puts in Arabella's mouth, takes on new meaning. It could be interpreted as Brooke encouraging England to cultivate its own backyard, its own soil, rather than that of Canadian wood nymphs. One of Arabella's final comments can be tied to this as well: "Our romantic adventures being at an end, my dear [Emily]; and we being all degenerated into sober people, who marry and *settle…*" (*Emily Montague,* p. 400). The term "settle" is frequently used in the novel to refer to the British occupying Canadian lands, but in the end, the British protagonists settle quite happily in their fatherland with nothing left to wish for except "a continuance of [their] present happiness" (*Emily Montague,* p. 403).

Feminist interpretations of this novel exist, particularly of Arabella, who is quite outspoken. Jodi Wyett, for instance, argues that "whereas many eighteenth-century women complained that marriage meant certain death for female friendships,

5. See note 3.

marriage safely enables Arabella, Emily, and even Lucy, to strengthen the bonds among them" (Wyett, 2003, p. 49). Brooke's construction of epistolary bodies does not necessarily present the same rosy picture, though. Indeed, marriage has a negative, silencing effect on the female voice:[6] once married, Emily writes only 5 letters (13.5%) and Arabella merely 13 (16.9%). This is not due to their proximity in England, for they write each other in Canada when they are close. Rather, it is directly related to their gender. While Ed writes the same overall number of letters as Arabella, 77, he writes 50% more of them after marriage than she does, 19. Even more strikingly, Fitzgerald, Arabella's husband, only *comes to writing* after his marriage, with 6 letters total, all written in England. Marriage thus appears to be a factor in silencing the female voice, while promoting (and even generating) the male voice in the fatherland.

In conclusion, Frances Brooke creates a multifaceted hybrid with *The History of Emily Montague,* transporting the Enlightenment epistolary novel to a New World context and including numerous dichotomies such as Canada and England, contact zone and colonizer, absent father and present father, female voice and male voice, married and single, private sphere and public sphere, sentimental novel and travel narrative, imagination and understanding. Within these dichotomies, her construction of the body in and through epistolarity offers readers observations on nationalism, colonialism, and gender. Brooke aligns herself with the British colonizer, indicating that Canada is voiceless (unembodied) in the colonization process. She hints, however, that Canada may benefit from being self-sufficient and autonomous, foreshadowing the imminent British colonization failure. Despite the failure in colonial subjugation in the public sphere, Brooke shows that with the return *of* the father, and *to* the British fatherland (*father's* land), come male supremacy, female appropriation, and a lesser role for women in the private sphere. This situation, in turn, will perpetuate the status quo, with the son (in-law) projecting himself as the next patriarch.

References

Brooke, F. (1770). *Histoire d'Émilie Montague,* Jean Baptiste René Robinet, trans., Paris, Le Jay.

Brooke, F. (1769). *The History of Emily Montague,* afterword L. McMullen (1995), Toronto, McClelland & Stewart.

Brooke, F. (1763). *The History of Lady Julia Mandeville,* London, R. and J. Dodsley.

Brooke, F. (1760). *Letters from Juliet Lady Catesby, to Her Friend Lady Henrietta Campley,* London, R. and J. Dodsley.

Cook, E.H. (1996). *Epistolary Bodies. Gender and Genre in the Eighteenth-Century Republic of Letters,* Stanford, Stanford University Press.

Cuder-Domínguez, P. (1998). "Negotiations of Gender and Nationhood in Early Canadian Literature", *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes,* nº 18, pp. 115-131.

Graffigny, F. de (1747). *Lettres d'une Péruvienne,* Paris, [s.n.].

6. Marie Jeanne Riccoboni made a similar claim for the relationship between marriage and the female voice. See articles by Lanser and Kaplan.

Howells, R. (1993). "Dialogism in Canada's First Novel: *The History of Emily Montague*", *Canadian Review of Comparative Literature/Revue canadienne de littérature comparée,* vol. 20, nº 3-4, pp. 437-450.

Kaplan, M.S. (2005). "Marie Jeanne Riccoboni's *Lettres d'Elisabeth Sophie de Vallière:* A Feminist Reading", *Women In French Studies,* nº 13, pp. 25-36.

Lanser, S.S. (1992). "The Rise of the Novel, the Fall of the Voice: Juliette Catesby's Silencing", in S.S. Lanser, *Fictions of Authority: Women Writers and Narrative Voice,* Ithaca, London, Cornell University Press, pp. 25-41.

Little, A.M. (2006). "Cloistered Bodies: Convents in the Anglo-American Imagination in the British Conquest of Canada", *Eighteenth-Century Studies,* vol. 39, nº 2, pp. 187-200.

McMullen, L. (1983). *An Odd Attempt in a Woman. The Literary Life of Frances Brooke,* Vancouver, University of British Columbia Press.

Pratt, M.L. (1992). *Imperial Eyes. Travel Writing and Transculturation,* London, New York, Routledge.

Riccoboni, M.J. (1759). *Lettres de milady Juliette Catesby, à milady Henriette Campley, son amie,* Amsterdam, [s.n.].

Wyett, J.L. (2003). " 'No Place Where Women Are of Such Importance': Female Friendship, Empire, and Utopia in *The History of Emily Montague*", *Eighteenth-Century Fiction,* vol. 16, nº 1, pp. 33-57.

Entre tradition et modernité

La place de la femme dans la cité dans le roman féminin québécois

Céline Girard
Université de Limoges

Résumé *Au début des années 1960, on note une corrélation entre l'essor de l'urbanisation et celui de l'édition de romans de femmes au Québec. L'écriture féminine accouche alors d'espaces imaginaires qui contribuent à révéler d'autres réalités subjectives de l'espace urbain. Dans les décennies qui suivent, la contre-culture ainsi que les mouvements de libération féministes aidant, les auteurs féminins rendent compte des luttes de pouvoir que génère l'espace humain de la ville entre certains groupes sociaux mais aussi entre hommes et femmes ; ces dernières, ayant fait les frais d'une société de type patriarcal, restent sans doute les plus concernées et affectées par les profonds bouleversements culturels, sociaux et politiques survenus juste après la Révolution tranquille comme le démontre la production littéraire féminine depuis trente ans. Nous tenterons de démontrer que la littérature féminine actuelle aborde des vérités qui ont façonné le visage traditionnel du Québec telles que l'emprisonnement de la femme dans le mariage, le pouvoir absolu de l'institution religieuse, la lutte des classes, des thèmes qui ne cessent de hanter l'écriture féminine, une écriture pourtant contemporaine et « moderne » mais qui témoigne sans doute plus que l'écriture masculine et académique du véritable visage du Québec à l'aube du nouveau millénaire.*

Il est bien évident que la ville ne peut se résumer à un seul et même espace réel et visible, puisque la ville n'est déjà plus un seul et même espace dès lors qu'elle est perçue : de forme et de cadre de référence, elle fait alors l'objet de représentations subjectives et orientées, et peut se décliner en une multitude d'espaces (humain, social, politique, économique). Par conséquent, la réalité d'une ville n'est jamais définie une fois pour toutes car, certes, la ville est un espace réel mais dès lors qu'elle est perçue, elle accède à l'ensemble de ses possibles, à savoir ses réalités subjectives.

Si la ville existe, c'est parce que *je* la pense et parce que *je* la fais exister. En effet, à la suite de sa perception qui donne donc lieu à sa re-présentation, l'espace réel dit « référentiel » devient un espace imaginaire par excellence. Or quel espace de la représentation autre que l'image picturale, photographique, cinématographique, la sculpture, et la musique, n'est un important générateur d'espaces imaginaires si ce n'est la littérature ? D'ailleurs, elle-même se définit comme un espace, elle est décrite comme un espace, elle est *le mode de représentation de l'espace.*

C'est ainsi que la littérature octroie une dimension imaginaire à cet espace humain et urbain qu'est la ville, notamment grâce à celui qui ordonne, qui discourt et qui crée : l'auteur. Rien n'existe sans ce lien qui unit celui qui perçoit et qui transpose l'objet de la re-transcription. L'espace de la ville n'a donc de réalité, même subjective, qu'à travers la parole de celui qui la fait exister en l'écrivant.

Par conséquent, lorsque les écrivaines parlent de la ville, elles s'approprient son espace humain et communautaire : c'est alors dans cette transposition par le langage que la ville acquiert une substance et une valeur. De même que Dieu est inséparable de sa parole créatrice, tout le travail de l'écrivain consiste à rendre « lisible » l'un des innombrables espaces imaginaires qui composent la ville, produisant ainsi une polymorphie et une polysémie des images.

Qui plus est, la ville est à première vue l'une des définitions les plus concrètes de ce qu'est la modernité ; pourtant, elle est aussi un lieu d'Histoire et de traditions. Comme nous allons le découvrir, la parole des écrivaines participe à rendre visible cette dialectique urbaine, en abordant des vérités qui ont façonné le visage traditionnel du Québec, notamment à travers la place peu enviable de la femme dans la cité jusqu'à une certaine période, mais aussi en témoignant, peut-être plus encore que l'écriture masculine et académique, de villes québécoises qui se modernisent à une vitesse fulgurante à l'aube du nouveau millénaire.

Nous verrons tout d'abord qu'à partir des années 1960, la littérature rompt avec sa propre tradition littéraire, la venue des femmes à l'écriture marquant une véritable rupture au sein du discours académique, en s'appropriant une parole mais aussi l'espace imaginaire de la ville, tout en conservant un lien presque matrilinéaire entre tradition et modernité à travers l'intertextualité.

Deuxièmement, nous tenterons de démontrer que grâce à l'action des mouvements de libération, notamment du féminisme, les écrivaines participent à repenser la place et l'évolution du statut de la femme dans la cité à mesure que le système patriarcal et les institutions perdent de leur souveraineté dans la société, et que les limites entre espace privé et espace public s'effritent.

Enfin, nous mettrons en évidence le fait que le roman féminin mais surtout lesbien abandonne définitivement le modèle de la famille traditionnelle, alors que l'appropriation de la ville se fait aussi par la libération du corps féminin, les personnages cherchant également l'image d'une autre famille à travers le groupe, notamment celui que se créent les femmes « entre elles ».

1. La prise de parole des femmes comme phénomène de rupture avec la tradition littéraire

Québec et Montréal sont, depuis quelques décennies déjà, des lieux incontournables de l'écriture féminine comme d'ailleurs de l'ensemble de la littérature québécoise, les textes de femmes ne cessant de proliférer dans les maisons d'édition et les rédactions. Jusqu'ici, nous ne trouvons rien d'étonnant puisqu'il est bien évident que l'on écrit toujours sur ce que l'on connaît ; or les femmes habitent pleinement la ville, il est donc normal que la ville habite dès lors leur écriture.

Nous aurons noté que depuis Laure Conan et *Angéline de Montbrun,* l'imaginaire féminin québécois ne s'ancre plus uniquement dans un paysage rural mais bien dans un paysage de ville et de modernité. L'appropriation de la parole, non plus officielle, ainsi que l'appropriation de la ville par les femmes, vont de pair avec les bouleversements politiques et sociaux des années 1960 et de la grande période de réformes de la Révolution tranquille. La ville comme lieu d'écriture n'appartient plus aux seuls hommes ; s'ils l'ont bâtie, si elle représentera toujours un espace masculin d'un point de vue symbolique – n'oublions pas que dans la Bible, la première ville fut fondée par un homme, Caïn – les hommes doivent désormais partager cet espace imaginaire avec les écrivaines qui participent donc à sa redéfinition. Francine Noël, l'une des auteures majeures des années 1980 avec ses romans *Maryse* et *Myriam première,* publiés respectivement en 1983 et 1987, a effectivement l'impression de faire partie intégrante d'une littérature vivante et comparable à d'autres lorsqu'elle dit : « Si on me reproche d'écrire des romans qui se passent à Montréal, je vais répondre que c'est normal et que toute littérature d'envergure internationale se doit d'abord d'être incarnée » (Royer, 1991, p. 239-240).

Déjà dans les années 1960, puis dans les années 1970 avec l'émergence du féminisme, et surtout dès les années 1980, dire le monde au féminin devient indissociable de la scène culturelle, cette parole émergente se perpétuant dans les années qui suivent comme le souligne Lori Saint-Martin dans son essai *Contre-Voix,* en observant : « Ces dernières années, se multiplient les célébrations de leur écriture, de leurs voix, de leur audace et de leurs transgressions. Certes, depuis des siècles, des femmes lisent, des femmes écrivent, mais sans doute jamais autant qu'aujourd'hui » (Saint-Martin, 1997, p. 37). Ainsi, si l'ensemble de leurs contemporains se reconnaît dans l'écriture féminine qui a pourtant été largement « catégorisée » dans le registre des œuvres dites « hermétiques », c'est parce qu'il est très simple de se reconnaître dans ces textes qui nous parlent de nous-mêmes, à travers ces espaces urbains qui tiennent lieu de décor, enfin, dans des personnages emportés par cette frénésie propre au modernisme. Même si l'écriture féminine garde jusqu'à aujourd'hui les traces évidentes d'un silence imposé

depuis plusieurs siècles par une société de type patriarcal, réinvestir l'espace de la ville et, par conséquent, territorialiser une écriture, soulignent désormais l'imposant rôle des femmes dans le champ littéraire québécois.

À travers les textes d'Anne Hébert, Adrienne Choquette, Andrée Maillet, Yolande Villemaire, Monique Proulx, Pauline Harvey, Francine Noël, Lise Tremblay et bien d'autres encore, Montréal et Québec deviennent des preuves que la réalité urbaine supplante désormais les thèmes d'une idéologie rurale et catholique qui perdura au Québec jusqu'aux années 1960. Avec l'éclatement des valeurs du roman traditionnel, la société urbaine et moderne fait alors son entrée dans les écrits québécois.

On oublie souvent que le premier grand roman urbain est celui d'une femme, *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy, publié en 1945. De nombreuses auteures suivront quelques décennies plus tard, posant d'emblée la thèse de la territorialisation d'une écriture féminine. Pourtant, en mai 1976, André Vanasse suggérait que la femme québécoise n'était pas en mesure de territorialiser son écriture :

> J'ai été placé devant une évidence à la fois criante et bizarre : aucun roman ne pouvait être géographiquement situé de façon précise. Il y a là un phénomène symptomatique qui m'a fait penser que les femmes québécoises étaient doublement aliénées. Aliénées en tant que femmes et aliénées en tant que citoyennes d'un pays qui est lui-même aliéné (Vanasse, 1976, p. 6-8).

Bien curieuse remarque alors que les années 1970 voient dans leur première décennie la naissance des romans d'Anne Hébert *Kamouraska* et *Les Enfants du sabbat,* dont la trame principale se déroule à Québec ; celle du roman d'Hélène Ouvrard *Le corps étranger,* écrit en 1973 et retraçant l'existence recluse et menacée d'une narratrice habitant une ville-mensonge qui n'est autre que Montréal, sans oublier, au début des années 1960, le roman d'Adrienne Choquette *Laure Clouet,* dont l'action se cantonne aux remparts de la vieille ville de Québec. Certes, l'aliénation de la femme québécoise, aux prises avec le système patriarcal et religieux, ne fait aucun doute ; c'est d'ailleurs pourquoi l'émergence d'une seconde vague de féminisme, au début des années 1970, influence au plus haut point l'écriture, mais aussi la vision des femmes en rapport avec leur propre existence ; or ce désir grandissant d'inscription dans le réel va de pair avec la reconnaissance des « écrits de femmes au Québec en tant que catégorie distincte, non pas tant du fait d'une différence d'écriture entre hommes et femmes, mais plutôt du fait qu'on assiste à une identification culturelle des femmes en tant que groupe » (Mauguière, 1997, p. 1).

Cette écriture féminine qui s'inscrit donc dans une sorte de « projet collectif » vient, quelques années plus tard, apporter un contre-argument aux propos d'André Vanasse, car les écrivaines affichent désormais *leur* évidence collective. Cette nouvelle tradition littéraire qui se poursuit dans les années 1980 donne à beaucoup l'impression de collaborer à un ensemble d'écriture collectif, voire la conviction, pour Francine Noël, d'appartenir à une certaine « consœurerie » (Noël, 1989, p. 87). Comme un écho, Pauline Harvey déclare quant à elle qu'« Ecrire, c'est aussi un travail collectif. L'écrivain dans la ville fait partie de la collectivité » (Royer, 1991, p. 142).

Mais pour en revenir à ce qui peut être considéré comme la « source » de ce travail collectif, à savoir le roman *Bonheur d'occasion* de Roy, il semble que les nombreuses identifications des héroïnes modernes avec le personnage de Florentine Lacasse sont bien réelles dans les œuvres de fictions féminines ; et c'est peut-être là, à travers l'intertextualité, que le lien entre tradition et modernité est le plus pertinent dans l'écriture féminine québécoise. En effet, comment ne pas voir la ressemblance et le même destin qui unissent la Florentine de Gabrielle Roy et la Maryse de Francine Noël près de quarante années plus tard ?

Roy a fait de Montréal un théâtre des émotions de ses personnages, plus particulièrement des deux héroïnes que sont Florentine et sa mère, Rose-Anna. Leurs cœurs battent au rythme de la future métropole industrielle, puisque ce que convoitent la jeune fille et sa mère, c'est ce que la ville leur promet de meilleur : Florentine regarde avec avidité les boutiques et les restaurants guindés de la rue Sainte-Catherine, alors que Rose-Anna arpente inlassablement les rues des quartiers ouvriers dans l'espoir de trouver un logis convenable, à moindre coût, avant la venue du printemps. C'est ainsi la promesse d'un monde nouveau que connaîtront plus tard les personnages de Francine Noël, que nous révèle ici *Bonheur d'occasion.* Les nouvelles Florentine Lacasse sont, il est vrai, plus urbaines et libérées, et pourtant… La ville reste le lieu de confrontation entre les deux sexes, mais aussi un lieu moral étouffant pour certaines qui suffoquent d'une oppression psychologique, sociale et parfois physique, notamment chez les auteures de Québec telles qu'Anne Hébert, Adrienne Choquette ou Lise Tremblay.

2. La place de la femme dans la cité : vers l'élaboration d'un discours social, politique et idéologique

On remarque en effet que les thèmes de l'oppression et du sentiment de claustration sont récurrents chez des auteures comme Anne Hébert, Andrée Maillet, Lise Tremblay ou encore Adrienne Choquette, et que les textes sont jalonnés de métaphores carcérales. Ce thème commun, qui lie l'enfermement physique à l'enfermement des femmes dans des valeurs issues de la société patriarcale, avait suscité des réflexions de la part de Jaap Lintvelt, qui avance que « [l]es protagonistes féminins dans les textes écrits par des romancières, ont tendance à ressentir l'enfermement spatial comme marque de leur oppression sociale, en particulier dans les années 1960 » (Lintvelt, 1999, p. 307).

Qu'il s'agisse alors de *Laure Clouet* d'Adrienne Choquette, des *Enfants du sabbat* et de *Kamouraska* d'Anne Hébert, des *Remparts de Québec* d'Andrée Maillet ou encore du *Corps étranger* d'Hélène Ouvrard, toutes les héroïnes sont non seulement prisonnières de cette ville ceinturante, mais aussi prisonnières de l'espace privé que constituent soit le couvent, soit la maison familiale ou conjugale. La conséquence est que si la narration se fait en grande partie à la troisième personne, le point de vue est interne, voire omniscient : pratiquement incapable de s'exhiber à la première personne, la narration alterne donc les points de vue pour marquer la difficile unité des personnages, mais elle donne également l'impression qu'il s'agit moins d'un ton que d'une voix qui émerge des textes ; une voix qui se meut en étouffement, en murmure, qui va à l'essentiel car le souffle semble manquer. Cette oppression sociale mais aussi physique à laquelle est

sujet bon nombre de personnages féminins n'est sans doute que le résultat du statut de la femme avant les années 1960, que l'on considérait alors comme « la Reine du foyer », l'être de l'intérieur, la maîtresse de maison garante des valeurs familiales. A l'époque où vit Laure Clouet, il est par conséquent provocant de se retrouver seule, en pleine rue à une heure tardive. Le personnage en a particulièrement bien conscience lorsqu'elle se retrouve dans cette situation et qu'elle s'interroge : « Est-ce que quelqu'un, à n'importe quelle fenêtre, ne s'exclamait pas : "Tiens, Mademoiselle Clouet ! Qu'est-ce qu'elle peut bien attendre à cette heure dans la rue ?" » (Choquette, 1995, p. 72).

Or, avec l'émergence de la pensée féministe des années 1970, la place de la femme cantonnée à la sphère privée va être repensée, en particulier en littérature. Dans la lignée de la critique féministe naissante, dans son ouvrage *Ce sexe qui n'en est pas un,* Luce Irigaray pose donc une question importante, parfaitement illustrée d'ailleurs par l'expérience de Laure Clouet que nous venons de citer :

> Comment peut-on être « femme », et être « dans la rue » ? Soit être en public, être publique [...] On en revient à la question de la famille : pourquoi la femme, qui appartient à la demeure privée, n'est-elle pas toujours enfermée dans la maison ? Dès qu'une femme sort de la maison, on se demande, on lui demande : comment est-il possible que vous soyez femme et, en même temps, là ? (Irigaray, 1977, p. 142).

Les théories féministes vont justement permettre le développement d'une conscience claire de la place de la femme dans la cité chez les membres de cette collectivité, sachant qu'à cette époque, les féministes substituent la notion de « patriarcat » à celle de « classe dominante », ce qui constitue une véritable rupture avec les idées véhiculées par la société traditionnelle. En cela, le roman d'Adrienne Choquette, *Laure Clouet,* est un texte précurseur, en tout cas un préambule à la révolution féministe des années 1970, puisqu'il décrit avec réalisme la transition qui s'effectue entre tradition et modernité au Québec à cette époque, nous conviant à partager l'aventure personnelle d'une femme dont l'attente consiste à échapper à une société de type patriarcal soumise aux deux cultures (francophone et anglophone).

La ville devient donc très vite un fabuleux espace où circulent, se rencontrent et se marient parfois, des idéologies de tout bord ; et si, au milieu des années 1970, les femmes semblent se détacher de plus en plus du marxisme et du nationalisme pour s'ouvrir à un féminisme plus « autonome », les relents d'un féminisme couplé à des revendications proches de celles du prolétariat et du syndicalisme se perpétuent dans la littérature féminine, notamment dans les romans de Francine Noël.

Nous connaissons le célèbre slogan peint sur les murs de Montréal à la fin des années 1960 : « Pas de libération des femmes sans Québec libre, pas de Québec libre sans libération des femmes. » Dans l'esprit de toutes, l'évolution de la femme dans la société et le sursaut national sont donc indissociables. Pour preuve, quelques décennies plus tard, le personnage de Maryse, dans le roman du même nom de Francine Noël, ose s'exprimer en ces termes : « La société actuelle, c'est nous autres » (Noël, 1994, p. 340). La parole des femmes s'associe donc, à l'aube du nouveau millénaire, à celle qui conteste l'ordre établi ; l'opinion publique est ainsi mobilisée à différents niveaux : politique, social, familial. La situation de la nation ne cesse donc d'alimenter les discours des auteures qui, par la bouche de leurs héroïnes, participent à la définition

d'une société en pleine mutation, comme l'affirme Francine Noël en précisant que « le texte témoigne toujours de l'époque et du lieu où il s'inscrit. Comme plusieurs de mes contemporains, j'ai l'impression de contribuer à essayer de définir la société, je la pense et je la rêve » (Viau, 1990, p. 19). C'est pourquoi, d'ailleurs, le personnage de Maryse est à l'image de ses contemporains : bilingue, mi-irlandaise, mi-québécoise, et pour cause, puisque Francine Noël précise un peu plus loin dans son entretien accordé à Robert Viau, que « cette double appartenance culturelle a été pensée en réaction au Référendum de mai 1980 » (Viau, 1990, p. 18).

Les romans féminins québécois dressent donc des portraits de femmes dont la conscience se « politise » à l'aube de ce nouveau millénaire, au fur et à mesure qu'elles prennent conscience de la propre politique patriarcale dont elles font l'objet. Si les héroïnes vouent un intérêt notable aux problèmes de société, elles ne perdent pas de vue les inégalités homme-femme qui subsistent. À ce propos, le féminisme n'a cessé de dénoncer l'Église et le mariage comme des sources objectives d'oppression et d'inégalités pour les femmes. Dans les œuvres des écrivaines, la vie en couple, la maternité, la vie conjugale sont donc largement décriées ; à l'heure où les femmes aspirent à de nouveaux « rôles » en dehors de la sphère privée, la cité devient le lieu de toutes les émancipations alors que les femmes transgressent ses lois et principes, notamment lorsqu'elles affichent leur liberté sexuelle et l'appropriation de leur corps retrouvé.

3. À l'aube du nouveau millénaire, des personnages féminins maîtres de leur corps et de leur sexualité

Dans un contexte politique et surtout social, où la place de la femme et surtout celle de son corps sont dès lors revalorisées au sein du cadre familial mais aussi collectif, il est facile de deviner que l'adoption de certaines valeurs, jadis bannies par la société patriarcale, font surface sous la forme d'une véritable libération sexuelle des femmes. La ville en littérature devient alors l'espace de tous les possibles en matière de sexualité : elle est un espace de rencontres puisqu'elle est de plus en plus investie par les femmes qui sortent du giron familial pour conquérir de nouveaux territoires. Ainsi, les idées libertaires issues de la contre-culture sont mises en pratique par les personnages du roman de Pauline Harvey écrit en 1985, *Encore une partie pour Berri,* à travers la vie de jeunes gens montréalais qui « font l'amour, les fenêtres et les rideaux grands ouverts, ils se masturbent dans tous les coins de la ville » (Harvey, 1995, p. 162).

Les écrivaines s'autocensurent de moins en moins et leurs personnages féminins prennent toute la mesure du pouvoir sexuel dans une société moderne, comme l'affirme le personnage de Marielle dans le roman de Marie-Claire Blais écrit en 1978, *Les nuits de l'Underground,* lorsqu'elle déclare : « C'est pas la religion ni l'amour qui gouvernent le monde, de nos jours, non, c'est le sexe » (Blais, 1990, p. 151).

Marie-Claire Blais fait partie des auteures d'œuvres lesbiennes, au même titre que Nicole Brossard et Hélène Ouvrard, entre autres. Dans leurs écrits, les femmes ne sont pas seulement les parfaites antithèses de la ménagère, car elles nous montrent un monde où règne le féminin absolu, où les femmes se suffisent à elles-mêmes et vivent des aventures féminines dans les bars des grandes villes. Le lesbianisme en littérature

se vit dans la multitude de la cité, dans un espace urbain qui offre désormais de nouveaux lieux d'expérimentation sentimentale aux femmes. En plus d'aborder, comme les autres écrivaines, des thèmes de société, les auteures de la littérature lesbienne montrent combien le féminisme tient une place de premier plan dans le champ littéraire, leurs œuvres portant indéniablement l'empreinte de l'impact des mouvements de libération. À la transgression par l'écriture – et Béatrice Didier nous rappelle, dans *L'Écriture-femme,* qu'« écrire c'est transgresser, c'est prendre le temps qui devrait être occupé par des travaux uniquement féminins » (Didier, 1999, p. 58) – s'ajoute, avec la littérature lesbienne, la provocation d'écrire sur les femmes entre elles. Il est vrai que ces personnages féminins sont à la recherche d'eux-mêmes dans la grande ville québécoise, mais ils sont aussi et surtout à la recherche d'eux-mêmes *à l'intérieur même d'un groupe.* Or la littérature lesbienne met justement en avant une nouvelle identification culturelle qui naît à l'aube du nouveau millénaire : celle des femmes en tant que groupe. Dans *La Noyante* d'Hélène Ouvrard, publié en 1980, Léonor s'adresse ainsi à sa compagne Eléonore :

> « Peux-tu imaginer, me disait-elle, un homme et une femme se parlant comme nous le faisons ? » Non, je ne pouvais l'imaginer. Ni qu'un jour je vivrais avec une femme ma première relation humaine. Mais en cela, je me trompais. N'est-ce pas toujours ainsi que commence la vie ? (Ouvrard, 1980, p. 125).

Sans cesse, dans ce roman, revient le thème de l'hostilité de la cité et le malentendu homme-femme.

Ces auteures suggèrent que c'est « entre elles » que les héroïnes vont trouver les réponses à leurs questions existentielles, ainsi que le sentiment bienvenu d'être enfin acceptées, tolérées et comprises. Un sentiment d'appartenance au plan collectif se développe alors d'une façon très importante chez ces jeunes femmes qui prennent conscience que le groupe a plus de réalité que l'individu.

De même, les héroïnes de Marie-Claire Blais, dans *Les nuits de l'Underground,* ont fait leur choix : elles se regroupent dans des lieux qu'elles se sont appropriés. À l'Underground principalement, elles forment à elles toutes une micro-société en cultivant un univers à leur image. Un même désir les pousse à célébrer la féminité et l'amour libre. C'est donc *intra muros,* à l'Underground pour Geneviève, que certaines femmes découvrent une nouvelle forme de « socialité » telle que la nomme Luce Irigaray. En cette fin des années 1970, la solidarité des femmes entre elles promet au plus grand nombre la conquête aboutie d'autres espaces, d'autres lieux moins « dissimulés » et retirés du reste de la cité que l'Underground, avec l'espoir, en prime, que par trop exacerbée elle n'engendre pas la non-mixité au sein de la cité.

Conclusion

Nous avons tenté de mettre en évidence le fait que le discours des femmes conquiert un peu plus chaque jour de nouveaux territoires urbains, que l'idéologie féministe, en particulier, leur a donné les outils pour se libérer du joug d'une société de type patriarcal, et que cette littérature s'en fait le témoin. Pourtant, que de chemins – ou plutôt de rues et trottoirs – restent à parcourir dans la grande ville moderne comme à

l'intérieur de soi-même ; la bataille, qu'elle soit personnelle ou collective, n'est jamais gagnée d'avance. Mais heureusement, il y aura toujours une fissure dans un trottoir, un éclat dans la pierre d'une maison, une rue sale et sombre comme autant de prétextes visibles et quotidiens donnés aux femmes pour raconter leur ville, cet espace parfois insaisissable mais qui entraîne chez les personnages féminins un rapprochement avec l'Autre et, pour quelques-uns, la prise de conscience que « les femmes inventent entre elles des liens plus forts que les liens du sang » (Blais, 1990, p. 151). À mieux y regarder, en cette veille de nouveau millénaire, les écrivaines ne renvoient pas une image positive de la cité, mais nous dirions qu'elle n'est pas non plus négative : la ville des femmes est tout simplement à l'image d'une ville « réelle » et contemporaine, où les différences sont autant visibles qu'ailleurs, où la solitude pèse sur ses habitants anonymes, mais où l'espace urbain devient parfois un fabuleux lieu de « l'entre-elles » pour des femmes qui éprouvent le désir de s'inscrire dans une réalité humaine au sein même de cette sphère publique.

Références

Blais, M.-C. (1978, 1990). *Les nuits de l'Underground,* Montréal, Boréal.

Choquette, A. (1961, 1995). *Laure Clouet,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Conan, L. (1916, 1995). *Angéline de Montbrun,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Didier, B. (1981, 1999). *L'Écriture-femme,* Paris, Presses universitaires de France.

Harvey, P. (1985, 1995). *Encore une partie pour Berri,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Harvey, P. (1991). « Entretiens », dans J. Royer, *Romanciers québécois,* Montréal, L'Hexagone.

Hébert, A. (1975, 1995). *Les enfants du Sabbat,* Montréal, Boréal.

Hébert, A. (1970). *Kamouraska,* Paris, Seuil.

Irigaray, L. (1977). *Ce sexe qui n'en est pas un,* Paris, Minuit.

Lintvelt, J. (1999). « L'espace identitaire de la ville de Québec dans le roman québécois depuis 1960 », dans L.K. Morisset *et al.* (dir.), *Ville imaginaire, ville identitaire : échos de Québec,* Québec, Nota Bene.

Mauguière, B. (1997). *Traversée des idéologies et exploration des identités dans les écritures de femmes au Québec (1970-1980),* New York, Peter Lang.

Noël, F. (1989). « La scène se passe à Montréal de nos jours », dans *Lire Montréal, Actes du colloque tenu le 21 octobre 1988 à l'Université de Montréal,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Noël, F. (1987, 1998). *Myriam première,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Noël, F. (1983, 1994). *Maryse,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Ouvrard, H. (1980). *La noyante,* Montréal, Québec/Amérique.

Ouvrard, H. (1972). *Le corps étranger,* Montréal, Éditions du Jour.

Roy, G. (1945, 1993). *Bonheur d'occasion,* Montréal, Boréal.

Royer, J. (1991). *Romanciers québécois,* Montréal, L'Hexagone.

Saint-Martin, L. (1997). *Contre-Voix,* Montréal, Nuit Blanche éditeur.

Vanasse, A. (1976). « "Dites-moi où, en quel païs…", lecture de trois romans de femmes », *Lettres québécoises,* n° 2 (mai), p. 6-8.

Viau, R. (1990). « Montréal, Myriam, Maryse. Entrevue de Francine Noël par Robert Viau », *Lettres québécoises,* n° 57, p. 16-19.

F

Études de genres

Le terme d'une quête
Réflexion sur l'évolution de l'essai au Québec
Anne Caumartin

« Une patrie neuve dans un monde vieilli »
L'historicité paradoxale de l'abbé Casgrain
à Victor-Lévy Beaulieu
Stéphane Inkel

Between Memories and Media
How Quebec's Storytellers are Preserving
and Transforming Its Heritage of Folktales
Mary Ann Garnett

Transculturalité et délocalisation
dans *Les aurores montréales*
de Monique Proulx
Dominique D. Fisher

Le terme d'une quête

Réflexion sur l'évolution de l'essai au Québec

Anne Caumartin
Université Laval

Résumé *Après les discours du désenchantement et de la déception, de l'avènement et de la (dé/re)construction postmoderne, quel discours culturel soutient l'essai québécois en ce début de millénaire? À partir de* L'allié de personne *(2003) de Robert Lévesque et de* Personne n'est une île *(2006) d'Yvon Rivard, qui exposent des rapports opposés à la communauté des hommes mais une parenté certaine par un sens de la responsabilité, il semble permis de croire que l'essai québécois est aujourd'hui parvenu au terme d'une quête et définit une nouvelle situation de la pensée.*

Depuis son essor au milieu du XXe siècle, l'essai québécois a vu sa caractérisation associée à des contextes politiques et culturels tourmentés, tantôt effervescents, tantôt incertains, mais, le plus souvent, l'essai au Québec s'est présenté sous le mode déceptif, avançant que tout restait à faire, à chercher, pour combler le manque, réparer les erreurs, sortir de la précarité. Il semble toutefois que, depuis quelques années, le discours culturel de l'essai québécois module son rapport au collectif, présente une certaine puissance, dans la mesure l'où on entend « une force qui s'exerce » (*energeia*) ou « qui peut s'exercer » (*dunamis*) et qui montre, comme le dit Deleuze suivant Spinoza, *l'être même,* ce qui *est* alors que se déploie force, énergie. En d'autres termes, il s'agirait d'une « affirmation absolue de l'existence » par un dépassement de la simple résistance à la mort, de l'instinct de conservation, ou du minimal désir d'exister. Sur le plan culturel, l'exercice – ou la démonstration – de la puissance dans un discours se fait de façon diffuse, et dégager cette manifestation de l'*existence d'une culture enfin apte à s'accomplir* demande qu'on s'attarde à ses signes particuliers. Le terme sera donc ici restreint pour considérer plus particulièrement le récent rôle accordé à la culture dans l'essai au Québec, rôle de moins en moins abstrait qu'elle doit jouer en regard de la communauté des hommes, répondant ainsi à un sens neuf, me semble-t-il, de la responsabilité.

Dans l'essai québécois de 1960 à 2000, j'ai déjà dégagé trois foyers conceptuels du discours culturel qui ont pu s'établir en fonction de trois générations, partiellement superposées sur le plan chronologique (Caumartin, 2006). La première génération, celle des classiques (tels Jean Le Moyne, Pierre Vadeboncœur), incarne cette situation au Québec où cohabitent deux mondes, où se repèrent un attachement à une certaine transcendance et un désir de provoquer l'actualisation des champs social et politique. L'esthétique qu'exploitent les membres de cette génération en est une de la fondation. Il s'agit pour eux d'instaurer dans le discours sur la culture ce qui permettrait de concrétiser un idéal. La constante évaluation du passé, le regard critique posé sur une condition particulière de la culture leur fait formuler des appels explicites à la collectivité afin que la culture passe à un état autre qui porterait leurs espoirs. Ils offrent ainsi implicitement la représentation d'une communauté désaliénée et suffisamment favorable à l'épanouissement pour qu'on choisisse de la perpétuer, pour qu'elle devienne éventuellement un référent commun. La culture n'existe, pour les essayistes de ce groupe, que dans sa dualité. Elle est ce qu'elle n'est pas encore. C'est dire que sa concrétisation, son existence, est possible principalement grâce à l'émergence d'une « conscience neuve » – ou du moins d'une certaine lucidité devant l'état de la culture – qui soutient et oriente la vie prépolitique ; mais cette conscience va souvent de pair avec un discours de la déception, du désenchantement : l'action (discursive, culturelle ou politique) demeure insignifiante devant l'immensité de la tâche.

Le discours culturel de la seconde génération, celle qui s'organise dans l'esprit de la revue *Liberté* (avec les Belleau, Godbout, mais aussi des essayistes non affiliés à la revue comme Ouellette-Michalska), se caractérise plutôt quant à lui par son pouvoir d'action, par son emprise sur la définition de la culture. Ces « réformateurs », qui « ont eu vingt ans en mil neuf cent cinquante » (Belleau, 1986, p. 46), traitent rarement d'un état général de la culture mais examinent – ou contestent

– des pratiques culturelles précises qu'ils sont à même de consolider – ou de corriger. Toujours, leur intérêt pour des signes culturels précis participe d'une entreprise de structuration du champ culturel. Pour eux, la culture se définit en fonction de leurs préoccupations immédiates, du contexte qui les soutient. L'esthétique de la définition que développent ces essayistes cherche à expliciter – et à renforcer – la particularité de leur lieu. Que ce soit en adaptant au Québec des signes culturels qui soutiennent une affirmation, une *attitude constructive* devant les domaines socioculturel et politique au sens large, que ce soit en définissant ce *lieu* par contraste dans le but de consolider une *normalité* culturelle, ou encore en ébranlant une structuration culturelle fondée sur l'exclusion pour la reconstituer dans le respect de l'intégralité de la communauté qu'elle représente, leur discours culturel est, pourrait-on dire, concret ; il présente et appelle des actions culturelles précises.

La troisième génération, celle de l'étrangeté (caractérisée par l'écriture des Kattan, Robin, mais aussi par celle d'un Jacques Brault qui exploite le jeu entre ses subjectivités), cette génération, donc, s'attache aussi au contexte immédiat mais entretient avec lui une certaine distance. Ce rapport s'établit donc moins dans le but de le transformer ou d'opérer une quelconque action (définitionnelle) sur un lieu que dans le but de mesurer la valeur des repères qu'offre ce dernier. Pour cette génération, l'entité qu'on a nommée « culture » suscite un sentiment d'étrangeté, ce qui amène les essayistes qui la constituent à cultiver une esthétique de l'interrogation. Ils posent sur les objets culturels comme sur les grands repères qui fondent la cohérence d'une culture un regard toujours neuf. Avec les écritures migrantes, la culture n'est pas un lieu habitable mais un espace labile ; incertain, certes, mais sûrement accueillant. Elle est un espace de jeu où peut se produire l'incessante reprise du sens. À la différence de la génération de *Liberté,* qui abordait la culture dans la possibilité d'un « (re)commencement », la génération de l'étrangeté y voit la possibilité de perpétuels recommencements. La culture, pour cette génération, ne se reconnaît plus à un idéal ou à une pratique déterminée, mais à l'acte-question qu'elle soutient. Se présente avec cette génération l'effacement de la positivité de la culture, l'acceptation de plus en plus marquée de son caractère instable, de son attachement au discursif, de sa restriction à un espace intérieur – qu'elle est appelée du reste à édifier.

Ces trois moments du discours culturel dans l'essai québécois contemporain amènent au constat suivant : de la génération des classiques à la génération de l'étrangeté, la culture – comme conquête, comme milieu, puis comme problème (au sens neutre) – voit s'effriter son caractère d'objet pour acquérir le sens, la valeur d'une pratique. Ce glissement, qui fait de la culture une entité de moins en moins saisissable, peut être envisagé comme une déperdition de sens, nombre de repères socioculturels ayant été modifiés, déconstruits ou carrément gommés. Mais cette transformation doit en fait être vue comme une action positive. Comme l'a soutenu Rilke, « la perte, pour cruelle qu'elle soit, ne peut rien contre la possession : elle la termine, si vous voulez ; elle l'affirme ; au fond ce n'est qu'une seconde acquisition, toute intérieure cette fois, et autrement intense » (Rilke, 2002, p. 16). Cette déconstruction, cet effritement de l'objet qu'est la culture est ici un geste volontaire, en lui-même signifiant, non par une simple valorisation de l'errance, du flottement culturel, mais davantage, semble-t-il, dans le but de définir plus avant une position souveraine dans le monde.

Ce glissement a toutefois pour conséquence paradoxale de faire tendre la fonction de représentation de la culture (au sens où Fernand Dumont présente la « culture seconde » comme mémoire et distance) vers l'immédiateté de la présence de l'homme au monde (nommée « culture première » par Dumont), mais qui serait ici une pratique « surconsciente ». Le terme est emprunté aux travaux de Lise Gauvin (2000), qui l'emploie pour caractériser les représentations langagières mises en œuvre par des écrivains québécois. Son utilité réside en ce qu'il désigne une interrogation, une remise en cause de la nature même d'un outil de représentation. Une pratique surconsciente de la culture consiste à interroger la valeur comme la pertinence de ses repères et dévoile ainsi son état, son fonctionnement. C'est par cette *surconscience* que serait possible la « seconde acquisition tout intérieure » de Rilke, car toujours *penser la culture* est une sorte de possession d'un objet, bien qu'elle insiste sur son caractère mouvant et, surtout, relatif.

Ce caractère relatif est lié, au fil des générations, à une intensification de la présence du sujet, au sens développé par Giddens (1986) dans sa théorie de la structuration. Alors que les classiques revendiquent une présence (sociale, historique, politique), la génération de la centralité affiche une présence définie, circonscrite à une action donnée et qui se termine avec celle-ci. La génération de l'étrangeté, enfin, montre par son discours culturel que la présence du sujet doit être, pour la définition de la culture, constante. C'est par la génération continue d'autoconnaissance que s'entretient la culture pour ce groupe ; « l'équilibre instable » chez Kattan, le « lieu changeant » chez Robin.

L'enchaînement rapide, entre 1960 et 2000, de trois générations et de leurs discours (d'abord, les revendications en fonction d'un idéal culturel, ensuite, les actions qui visent à (re)constituer un noyau culturel, et enfin, les interrogations des repères culturels et de leur valeur), enchaînement qui permet de maintenir l'horizon de sens, présente donc une société qui dissipe les angoisses de l'appartenance, qui dépasse les efforts de la quête, pour renforcer sa propre situation par l'invention de ses repères culturels.

Depuis quelques années, toutefois, a surgi dans l'essai québécois une nouvelle donne : *le penser-à-l'autre,* pour emprunter le vocabulaire de Lévinas (1991a). Penser à l'autre, non pour souligner sa différence ou, comme on le sait, son étrange ressemblance au soi, mais penser à l'autre en mettant de l'avant une éthique de la responsabilité. La responsabilité – cette rupture de l'indifférence, l'antithèse de l'éthique de conviction weberienne[1] qui a pu soutenir les utopies des années 1960 et 1970 au Québec – veut *cette possibilité de l'un-pour-l'autre*, nouvel événement éthique qui présuppose la constitution forte du sujet. La responsabilité, dans le discours culturel, se ferait en quelque

1. Il s'agit, comme le rappelle Paul Ricœur, de la conjonction dans le politique entre la *forme* (constitution, État de droit) et la *force* (naissance ou présence latente de la violence dans l'exercice du pouvoir). « Par conviction, on entend ici non plus l'engagement intime de la personne, engagement inhérent à toute prise de position éthique, mais une invocation "idéaliste" de valeurs morales, sans égard pour les conséquences, sans égard plus particulièrement pour celles qui affectent le destin des êtres confiés à notre garde en raison de leur caractère périssable » (« Prologue », dans Frédéric Lenoir (dir.), *Le temps de la responsabilité. Entretiens sur l'éthique,* Paris, Fayard, 1991, p. 265).

sorte l'indice de la fin de ce que Fernand Dumont a nommé le « tâtonn[ement] d'une nouvelle figure de nous-mêmes » (1993, p. 12). Car prendre l'autre en charge, l'accompagner pour le soutenir, gratuitement, demande une détermination (au sens double de *définition* et de *résolution*), une force certaine, une puissance d'action.

Avec la responsabilité, c'est la question du sujet qui s'impose. On l'invoque dans une perspective parfois très large (à propos de l'intervention humanitaire, de la protection de la planète), parfois dans un rapport intersubjectif restreint (devant son prochain), pour penser droits et devoirs, pour circonscrire l'action à l'intérieur de certaines obligations et normes sociales. Dans tous ces cas, il est question du rapport aux autres aussi bien que de l'évaluation de son propre rôle par lesquels se reconnaît un sujet éthique, agent et juge de son action sur le monde, donc doté d'autonomie et de réflexivité. C'est dire, ainsi que le soulignait Lévinas, que la responsabilité réhabilite un certain humanisme en rendant à l'individu ce qu'il avait perdu : son rôle déterminant dans la marche du monde. C'est en quelque sorte la contestation de la *mort du sujet,* qui a longtemps orienté la critique française et dont le sens ultime était d'illustrer l'absence totale de son emprise sur lui-même, de nous persuader en somme que notre subjectivité était soit un montage de discours, soit, pire, l'expression d'un processus dont nous n'étions que les acteurs plus ou moins conscients. Nous remédions donc, avec le retour du sujet responsable qu'annonce Lévinas, à notre propre dépossession en envisageant le respect d'autrui comme une affaire personnelle (*op. cit.*).

En ce sens, la responsabilité doit se concevoir dans une perspective d'*à-venir.* Il faut donc distinguer, à la suite de Ricœur, la *responsabilité d'imputabilité,* qui est

> la procédure par laquelle on identifie l'auteur d'une action, son agent. La responsabilité se décline alors au passé : on recherche qui est à la source de telle ou telle chaîne de changements dans le cours des choses et on isole un ou plusieurs agents humains que l'on nomme et que l'on déclare responsables […] Se tenir responsable d'une action passée, c'est être prêt à en rendre compte, au double sens de la justifier et d'en payer le prix en termes de dommages, de torts, de nuisances (*op. cit.,* p. 259).

L'idée de responsabilité, ici d'abord tournée vers l'action passée, aborde implicitement un futur proche, celui des conséquences prévisibles dont on se doit de répondre. Mais la nouvelle approche de la responsabilité demande une préoccupation plus nettement marquée pour un futur lointain, un futur qui dépasse celui de ses conséquences probables. On entre véritablement dans la perspective requise par les « mutations de l'agir » en reconnaissant un poids que l'on assume. Il semble donc que l'humain, par sa résurgence, arriverait maintenant non seulement à affirmer une existence propre mais aussi à « se dépass[er] dans la gratuité du *hors-de-soi-pour-l'autre,* dans le sacrifice ou la possibilité du sacrifice » (Lévinas, 1991b, p. 245). En somme, cette éthique tournée vers le futur, cette action en puissance qui point dans l'essai québécois actuel peut être lue comme une réponse à la philosophie de Hans Jonas (1990), pour qui nous sommes aujourd'hui responsables du futur le plus lointain de l'humanité (vue comme une réalité fragile et périssable), bien au-delà de l'horizon des conséquences immédiates d'une action posée ; il s'agit de préserver la possibilité de l'histoire humaine encore à venir, ainsi que le présente son impératif : « Agis de telle sorte qu'il existe encore une humanité après toi et aussi longtemps que possible. » C'est là envisager une responsabilité au plus loin de soi, tant sur le plan temporel que communautaire, car

cette préoccupation nouvelle dépasse aussi les considérations usuelles de l'altérité sur lesquelles la critique s'est penchée au cours de la dernière décennie où, dans le respect réciproque, se fixait une éthique de la proximité.

On conviendra que dans la pratique essayistique au Québec paraissait déjà un souci pour l'autre. André Belleau, par exemple, a écrit en 1972 « Petite grammaire de solidarité avec le peuple » pour définir la posture de « l'écrivain sérieux ». Dans un contexte social de lutte, l'éthique de l'écrivain se traduit par l'art d'être « solidaire sans être complice » ; il faut pour cela « aimer assez ceux qu'on combat pour savoir se méfier de ceux qu'on aime » (Belleau, *op. cit.,* p. 81). Son but, qui était de « résoudre les problèmes dans le langage », se préoccupe assez peu en fait de ce qui advient de l'autre, et ne pourrait à proprement parler relever d'une éthique de la responsabilité. Les essais de Jacques Brault aussi, par une critique qu'il nomme « de l'accompagnement », accusent la présence de l'autre au fil de l'écriture (l'autre auteur, l'autre œuvre), mais sans pour autant considérer (au-delà du dialogue, de l'hospitalité que permet une expérience de lecture particulièrement fine) le sort de cette communauté littéraire, ou de cette autre, plus large. Frédérique Bernier (2004, p. 66) a bien montré que la toile de fond sur laquelle s'élabore l'écriture de Brault est faite de « proximité », de « sympathie », d'« amitié », que son écriture est la relance d'un acte de lecture que Brault présente ainsi : « J'accepte de confier un moment de mon existence à un étranger qui se manifeste par son absence et, sur la seule garantie qu'il ne s'adresse à personne », « j'interprète le texte, je le joue sur moi, en moi, mais *pour* une tierce personne (unique, nombreuse) » (1995, p. 196). Abandon du lecteur, écriture jetée comme une bouteille à la mer, la pratique essayistique de Jacques Brault tisse peut-être une communauté – disséminée – mais ne l'assure pas d'une sollicitude. Chez Brault, il y a cette tendance à sacrifier le monde à la littérature, le désir d'opposer la gratuité langagière à la finalité de la communication, mais aussi de l'ordonnancement du monde, aussi subtil soit-il. Les « accompagnements » de Brault, bien qu'ils « révoquent les "silences extatiques" et la clôture textuelle comme s'ils ne disaient jamais assez le danger d'une littérature oublieuse du monde » (Bernier, 2004, p. 159), portent néanmoins toujours le désir de se purger de cette « illusion référentielle du monde » que Brault accorde souvent au langage.

En 2003, paraît *L'allié de personne* de Robert Lévesque, qui réunit des chroniques (d'humeur, pourrait-on dire) parues dans l'hebdomadaire *ICI Montréal.* En 2006, paraît *Personne n'est une île* d'Yvon Rivard, qui réunit des textes « commandés », confesse Rivard, par des revues littéraires, colloques ou collectifs. Deux tons, deux pensées, deux rapports à la communauté des hommes on ne peut plus divergents. Ces deux recueils mis dos à dos permettent néanmoins de révéler les deux faces de l'éthique de la responsabilité (l'une à partir de soi, la seconde, pour l'autre). Chaque recueil loge à l'enseigne d'un texte qui oriente non seulement la lecture de l'ouvrage mais aussi la conception et la fonction de la culture (ce qui est *(re)présentation* mais aussi *l'acte de pensée* qui la soutient). Chez Rivard, il s'agit de l'essai-prologue « Pourquoi penser ? » ; chez Lévesque, l'introduction, intitulée « Le dimanche de Berlioz ».

La réflexion d'Yvon Rivard a pour amorce la présence de cette femme sans abri, couchée sur le trottoir, juste en face, et qui a besoin, selon Rivard, d'un « abri qui puisse la protéger contre l'angoisse et le désespoir ». Loin d'être de ceux qui ne se laissent

pas troubler en se contentant de « décrire objectivement le monde », Rivard demande « qui est-elle », « que puis-je faire pour elle ? ». L'acte de penser, pour Rivard, se présente alors comme une contrainte : « non, nous ne sommes pas libres de penser », c'est-à-dire « en dehors de cette question, ou poser cette question sans être tenu d'y répondre ». Penser, écrire, n'est plus un « bricolage savant de l'esprit, c'est fournir une réponse nécessaire qui engage immédiatement dans une action » (Rivard, 2006, p. 245-246). C'est, pour cette femme, relier l'âme au corps, le temps à l'éternité, trouver les mots qui fourniraient, à celle qui n'a pas eu cette chance, les moyens d'échapper à « l'aliénation angoissante du temps », de survivre à « la folie qui menace l'être conscient de l'étrangeté de la vie ». L'acte d'écrire devient le moyen de redonner ce que la naissance ou l'éducation a accordé, redonner non pas par mauvaise conscience mais pour se rapprocher de cet autre en qui on se reconnaît « une même solitude essentielle ». La pensée ne s'écarte plus de l'action ; elle réunit – doit réunir – l'idée et le monde, doit oser – doit risquer – de se coller autant au désespoir qu'à la joie, dire le monde en en supportant les conséquences. « Toute pensée, écrit Rivard, qui n'essaie pas de combattre la solitude de l'être créé, qui assiste impuissante au déroulement de l'existence, la sienne ou celle du monde, est non seulement inutile, mais dangereuse, car elle détourne à ses propres fins, en l'enfermant tantôt dans la matière, tantôt dans l'idée, ce qui nous a été donné pour survivre à la révélation de notre mort, à savoir la possibilité pour la pensée de s'incarner, de devenir peu à peu ce qu'elle pense, une pensée qui circule librement entre le moi et le monde, et en perçoit l'unité » (Rivard, 2006, p. 251).

L'écriture chez Rivard, qui crée une « communauté de solitaires », est l'envers de l'écriture responsable du critique Lévesque. Nullement responsable devant les artistes, les institutions culturelles, les organismes publics, farouchement libre et indépendant, le critique, qui fait de son métier un lieu de grande liberté mais aussi de profonde solitude, est guidé par une seule responsabilité : celle qu'il a envers lui-même. Dans cette indépendance, qui ne se résume pas seulement à une posture de franc-tireur mais qui est une nécessité pour exprimer une sollicitude, d'une part à l'endroit d'un idéal de culture et, d'autre part, à l'endroit des lecteurs qui le fréquentent, Lévesque affiche sans détour un refus de l'autre. La critique, qui est à la fois « combat collectif » (pour promouvoir une certaine idée et un certain usage de la culture), est un « cas de résistance » devant l'obligatoire reconnaissance des « merdes saisonnières », la critique, donc, montre que la responsabilité est nécessairement précédée d'un acte de discrimination. *Pour* cette culture « qui doit perdurer après toi et aussi longtemps que possible », dit Jonas, *pour* ce lecteur-frère qui partage cette même préoccupation, Lévesque doit se « distancier de la tribu » pour librement choisir ce dont il parlera, « y faire librement [son] parcours, […] en toute subjectivité agissante, à l'intérieur ou autour de cet "objet" » (Lévesque, 2003, p. 12). Il s'agit, pour Robert Lévesque, de faire de la critique non pas « d'accompagnement », contrairement à Brault, mais « d'annexion », comme il dit, dans un travail violent d'écriture qui s'approprie certaines œuvres et qui trouvera son bien dans un futur lointain par une contribution au monde de l'intelligence. S'il faut « fuir la tribu » et « penser autrement », si le critique n'est « l'allié de personne », c'est peut-être pour le bien de la liberté d'expression immédiate du critique, mais c'est aussi – largement – pour fouetter une culture qui souvent, dit-il, tourne à vide, qui, en tant que « réalité fragile et périssable », dirait Jonas, doit être prise en charge, pas tant pour la protéger maintenant que pour la projeter, à l'aide d'un discours qui résiste à la percolation du temps, dans l'éternité.

S'opposent donc de toute évidence les mondes de Rivard et de Lévesque, mais ils peuvent être envisagés comme les deux faces d'un même processus. La culture, qu'elle soit vécue comme mode de socialisation ou d'individualisation, se dissocie progressivement dans le discours essayistique d'un sentiment de précarité ; elle se fait – tout comme l'essai qui en soutient la représentation – autant le signe que l'outil de l'atteinte d'une « normalité » longtemps appelée alors que peut enfin agir par là même un sujet fort, autonome et responsable, *pour l'autre,* jusque dans un *futur lointain.*

Références

Belleau, André (1986). *Surprendre les voix,* Montréal, Boréal.

Bernier, Frédérique (2004). *Les essais de Jacques Brault. De seuils en effacements,* Montréal, Fides.

Brault, Jacques (1995). *Chemin faisant,* Montréal, Boréal.

Caumartin, Anne (2006). « Le discours culturel des essayistes québécois (1960-2000) », thèse de doctorat, Ottawa, Université d'Ottawa.

Dumont, Fernand (1993). *Genèse de la société québécoise,* Montréal, Boréal.

Gauvin, Lise (2000). *Langagement,* Montréal, Boréal.

Giddens, Anthony (1986 [1984]). *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration,* Berkeley et Los Angeles, University of California Press.

Jonas, Hans (1990). *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique,* Paris, Éditions du Cerf.

Lévesque, Robert (2003). *L'allié de personne,* Montréal, Boréal.

Lévinas, Emmanuel (1991a). *Entre nous. Essai sur le penser-à-l'autre,* Paris, Grasset.

Lévinas, Emmanuel (1991b). « De l'être à l'autre », dans Frédéric Lenoir (dir.), *Le temps de la responsabilité. Entretiens sur l'éthique,* Paris, Fayard, p. 244-247.

Ricœur, Paul (1991). « Prologue », dans Frédéric Lenoir (dir.), *Le temps de la responsabilité. Entretiens sur l'éthique,* Paris, Fayard, p. 248-267.

Rilke, Rainer-Maria/Balthus (2002). *Lettres à un jeune peintre* suivi de *Mitsou,* [s.l.], Éditions Rivages.

Rivard, Yvon (2006). *Personne n'est une île,* Montréal, Boréal.

« Une patrie neuve dans un monde vieilli »

L'historicité paradoxale de l'abbé Casgrain à Victor-Lévy Beaulieu

Stéphane Inkel
Université Queen's

Résumé *Dans un texte célèbre de 1866, « Le mouvement littéraire au Canada », l'abbé Casgrain est peut-être celui qui a le mieux cerné l'historicité particulière du « Canada français » lorsqu'il la désigne comme une « patrie neuve » dans un « monde [qui] a vieilli ». Nous retrouvons là, en germe, le modèle d'une histoire qui se fait rupture, ellipse et soubresauts, à mille lieues du modèle catholique d'une histoire du salut se déroulant irrévocablement vers le terme assigné par la Providence. On se surprendra davantage de retrouver cet énoncé à peu près inchangé sous la plume d'écrivains issus de la Révolution tranquille. Victor-Lévy Beaulieu, l'écrivain qui a le plus clairement rendu compte de ce rapport paradoxal à l'histoire, situera ainsi son projet dans la même logique eschatologique que Casgrain. Par l'analyse de certains énoncés de VLB, il s'agira de soutenir comment cette historicité, entendue ici en tant que mode d'inscription collectif dans la temporalité définissant la façon de se représenter l'histoire – de même que l'ancrage du présent dans son rapport au passé et à l'avenir –, est le lieu privilégié de ces effets de hantise que l'on peut définir en tant que phénomènes de répétition, ou si l'on préfère qu'elle est affligée d'une mémoire dont l'un des modes les plus actifs prend la forme d'un retour du refoulé. L'un de ces retours les plus probants est celui du discours messianique, que je voudrais ici tenter de mettre en relief.*

Parmi les premiers à vouloir rompre le charme de l'idéalisation largement admise d'une Révolution tranquille pourtant encore fraîche dans les mémoires, voici ce que Fernand Dumont écrit dans un des textes regroupés dans *Le sort de la culture* :

> De toutes les manières, nos idéologies ont proclamé ou insinué que, depuis vingt ans, nous sommes entrés dans un nouvel âge, absolument différent des âges qui l'ont précédé : effondrement d'un espace idéologique ancien ; commencement d'un avenir. À partir de cette conscience historique élaborée au cours de la Révolution tranquille, on a bricolé une espèce de philosophie de l'histoire pour usage québécois : embrassant d'un coup le passé et le présent, on y a réparti une période de la *conservation,* une période du *rattrapage,* une période du *développement* (Dumont, 1995, p. 327 ; Dumont souligne).

Notons bien les mots choisis par Dumont, imprégnés d'un dédain assez rare pour être soulignés : une *espèce* de philosophie de l'histoire, qui plus est *bricolée* pour usage domestique. On verra dans ce dédain le signe d'un certain inconfort devant l'imprécision gênante de cette « philosophie de l'histoire », largement héritée du XIXe siècle et qui, malgré l'abandon de la théodicée qui en formait l'arête, est peut-être demeurée quelque part tapie dans l'ombre de la conscience historique des acteurs de la Révolution tranquille.

Cherchant aujourd'hui à circonscrire la position singulière longtemps occupée par le Québec, « entre tradition et modernité », il me semble devoir partir de cette « espèce » de philosophie de l'histoire, ou si l'on veut de l'expérience du temps présidant à l'*historicité* québécoise, entendue ici en tant que mode d'inscription collectif dans la temporalité définissant la façon de se représenter à la fois le temps et l'histoire[1]. L'étude de la littérature peut alors apporter une contribution significative dans la définition de cette historicité parce que, s'intéressant à ce rapport entre littérature et histoire, elle se penche avant tout sur la logique même de l'énonciation, c'est-à-dire sur une structure formelle qui, si elle n'échappe pas au travail de l'idéologie, est située suffisamment en amont de l'intenté du discours pour rapprocher ceux des auteurs les plus éloignés (chronologiquement et politiquement). Prenons l'œuvre de Victor-Lévy Beaulieu à témoin, et rappelons l'aporie fondamentale qui la structure, depuis au moins *Don Quichotte de la démanche* jusqu'à son monumental *James Joyce, l'Irlande, le Québec, les mots,* paru en 2006 : il s'agit de faire *advenir l'Histoire* par l'écriture du Livre, ce grand livre définitif qui redonnerait au passé sa valeur de mythe, à l'égal des grandes épopées de la littérature occidentale. Mais l'écriture d'un tel Livre est précisément ce qui s'avère impensable en raison du « non-être » québécois, puisque « être québécois c'est n'avoir ni temps ni espace, c'est vivre dans le creux d'une béance historique » (Beaulieu, 1984, p. 463). On voit bien comment cette posture historique repose sur la conception de l'histoire la plus classique qui soit : celle d'une « histoire du monde », pour le dire avec le Hegel des *Principes de la philosophie du droit,* au sein de laquelle l'*Esprit* revêt tour

1. Je m'inspire pour cette notion d'historicité québécoise du concept de « régime d'historicité » de l'historien François Hartog (2003). Mais on verra que c'est un « régime » tout à fait singulier, qui n'est d'ailleurs pas unique ni univoque, que je tente de dégager sommairement par la lecture conjointe de quelques énoncés de l'abbé Casgrain et de Victor-Lévy Beaulieu.

à tour la figure d'un Sujet-Nation dont l'universel procède et la fait progresser[2]. C'est à cet hégélianisme souvent vulgaire qu'a puisé, on le sait, toute la génération de la Révolution tranquille afin d'énoncer les thèses du « retard » et du « rattrapage » que stigmatisait Dumont pour les dénoncer. Je prends mon deuxième exemple dans un texte de l'écrivain et historien de la littérature Jean Marcel, précisément intitulé « Écriture et histoire », dans lequel il montre comment l'écriture est « engendrée par [une] historicité problématique » (Marcel, 1992, p. 149). S'interrogeant sur le « vertige irrémédiable de l'anéantissement » qu'il perçoit dans le dérèglement temporel qui conclut *L'hiver de force* de Réjean Ducharme, « sorte de crépuscule des gueux de l'histoire », Marcel conclut à son tour son article sur une question aux allures de verdict : « Il reste encore bien peu d'années pour savoir si l'Histoire aura lieu ou pas » (p. 154 et 156). Nous retrouvons ainsi le même modèle d'une histoire universelle, et surtout la même *exclusion* qu'une telle conception implique nécessairement pour le Québec. La question que l'on a, me semble-t-il, évité de poser à ce modèle historique si répandu chez les écrivains et intellectuels québécois de la Révolution tranquille, concerne le *profit* de son usage. En d'autres mots, pourquoi Marcel et VLB, dans le cas qui nous occupe, font-ils tous deux appel à cette conception classique, en Europe pourtant depuis longtemps battue en brèche à la suite des deux grandes guerres, de l'histoire comme *Histoire du monde ?* Par-delà la question de l'aliénation qui a fait les beaux jours des années 1960, il s'agit de voir comment cette posture d'exclusion permet précisément d'approcher un rapport au temps qui ne serait pas tant à déplorer qu'à reconnaître.

Deux hypothèses peuvent dès lors nous retenir. La première vise à soutenir comment, privé d'État, le Québec serait ainsi préservé de la temporalité au sein de laquelle tout peuple est invité à faire son tour de piste et disparaître, conception que j'emprunte à Franz Rosenzweig, qui se servait ainsi de l'historicisme pour justifier une posture d'extériorité qui confine le peuple juif à l'éternité[3]. Ce que ce messianisme de Rosenzweig nous fait apercevoir, c'est le bénéfice à retirer du hégélianisme sous-jacent largement répandu lors de la Révolution tranquille. La seconde hypothèse concerne pour sa part le statut, voire la matérialité particulière de cette figure de l'histoire retenue par ces deux écrivains, dont Marcel nous offre le meilleur exemple lorsqu'il définit l'histoire comme « un spectre qui hante la conscience collective et demande vengeance » (Marcel, 1992, p. 147). Insistons sur le statut ontologique de cette première figure : l'histoire se fait ici littéralement spectrale, c'est-à-dire on ne peut plus incertaine en tant que mémoire. Car faire de l'histoire un spectre, c'est non seulement affirmer son degré d'irréalité, c'est surtout insister sur une *logique de la hantise.* Qu'est-ce qu'une telle logique signifie ? Avant tout que l'historicité québécoise, en vertu de son statut problématique, est le lieu privilégié de ces effets de hantise, que l'on peut définir en tant que

2. Voir en particulier les paragraphes 346 et 347, où Hegel précise comment une étape du développement de l'Esprit « échoit à un seul peuple », comment ce peuple est « le peuple dominant dans l'histoire mondiale pour cette époque » et comment, enfin, « les esprits des autres peuples sont sans droit, et, comme ceux dont l'époque est passée, ils ne comptent plus dans l'histoire du monde » (Hegel, 1999, p. 390-391).

3. Voir Rosenzweig, 2003, p. 425 pour la description dialectique du cycle de la vie et de la mort des peuples, et p. 459 pour la mise à l'écart de « la croissance du monde » qu'effectue le peuple juif par l'appréhension rituelle de l'éternité.

phénomènes de répétition ou, si l'on préfère, qu'elle est affligée d'une mémoire dont l'un des modes les plus actifs prend la forme d'un retour du refoulé. C'est l'un de ces retours que je veux ici m'attarder à restituer, en cherchant à montrer comment l'œuvre de Victor-Lévy Beaulieu est elle-même le lieu d'une survivance discursive particulière, celle du discours ultramontain du XIXe siècle qu'elle s'applique pourtant à révoquer, à l'égal de tant de textes de la Révolution tranquille qui s'instituent en tant que vaste procès du passé canadien-français.

1. Les messianismes de l'abbé Casgrain

Restant dans les limites de la littérature, je prends comme échantillon non pas du siècle, mais d'une idéologie ayant précisément sa « philosophie de l'histoire », le célèbre texte de l'abbé Casgrain où il définit « Le mouvement littéraire au Canada » (*Œuvres complètes,* tome I, s.d., p. 353-375). On sait comment ce texte s'applique à prescrire un caractère « spiritualiste » et religieux à la littérature naissante afin de la conformer au rôle, voire à la « mission » particulière des Canadiens français. Texte qui, par cette teneur prescriptive, participe à ce que l'on a appelé le « messianisme canadien-français ». On a souvent remarqué comment ce texte reprend presque point par point le non moins fameux chapitre sur « l'avenir moral et intellectuel des Canadiens en Amérique » de *La France aux colonies,* d'Edmé Rameau de Saint-Père, le texte de Casgrain mettant en scène la même opposition entre matérialisme et dégénérescence des États-Unis et rôle moral et « spiritualiste » des Français en Amérique appelés à jouer le rôle de « contrepoids[4] ». Ce rôle de contrepoids face à des États-Unis qui, selon les mots de Rameau, à la suite des civilisations égyptienne et européenne, semblent « prendre la tête de ce magnifique développement de la race humaine » (Rameau, 1859, p. 255), est précisément ce qui permet de déceler l'hégélianisme à la base de la réflexion historiographique au Canada français. Car si l'on exclut la « mission » promise par la Providence – objet de croyance après tout légitime pour faire face aux revers de l'histoire –, ce qu'il m'apparaît intéressant de relever, dans cette dichotomie, c'est ce modèle d'une « histoire du monde » dans laquelle les États-Unis sont déjà promis au premier rôle. On y retrouve ainsi l'application exacte du regard de l'historien décrit par Hegel, visant à déceler dans l'Histoire en train de se faire le « peuple dominant » dans lequel trouve à s'incarner l'Esprit dans sa marche vers l'avant. Le corollaire de cette lecture ultramontaine visait évidemment à décrire le rôle *futur* du Canada français au sein de cette histoire, la « mission » étant ainsi la suite logique d'une décadence déjà à l'œuvre décrite avec minutie sous les affres du « matérialisme » anglo-saxon.

---

4. Sur la vision de l'histoire, « providentialiste à l'extrême », qui prévaut dans ses premiers textes, voir Lemire, 1997, p. 264. Commentant pour sa part les remarques liminaires de la légende « La jongleuse », Réjean Beaudoin a ces commentaires des plus intéressants quant à la place dans l'histoire attribuée par Casgrain au Canada français : « Le lecteur constate que le monde de la légende s'inscrit entre l'Europe corrompue et l'Indien démoniaque, l'auteur délimitant ainsi l'espace du berceau de la nation. Cette inscription ouvre un interstice entre un *avant* et un *après,* entre une américanité sans histoire et une civilisation décadente. Dans l'interrègne d'une telle fracture du temps mondial, il y a place pour la naissance prédestinée d'un nouveau peuple voué au recommencement mythique d'une patrie soudée à la religion » (Beaudoin, 1989, p. 103).

Ce qui n'était pas dans Rameau, par contre, insistons bien sur ce point, et qui semble en effet particulier à une historicité alors en pleine construction, c'est la description de cette place du Canada français dans l'histoire des nations, et que Casgrain désigne en tant que « patrie neuve » dans un « monde [qui] a vieilli » (Casgrain, s.d., p. 374). Préservant une place *à venir* dans une histoire déjà « vieille », le mot de Casgrain nous permet peut-être d'entrevoir une autre logique de l'histoire. Une logique qui serait propre aux « collectivités neuves », pour employer le mot de Gérard Bouchard, et faisant appel au discontinu, voire aux soubresauts et au renversement, là où le destin de la nation peut aussi bien coïncider avec la *fin* d'un monde à bout de souffle. Ainsi, non seulement le Canada français aurait-il un rôle particulier qui lui serait prédestiné, c'est-à-dire réservé dans un futur indéterminé, mais il est loin d'être sûr que ce rôle soit immanent. Féru de romantisme et adepte des imprécations de Louis Veuillot, l'abbé Casgrain, dans ses premières tentatives historiques, semble se buter à un imaginaire nourri de littérature mystique et religieuse qui teinte le présent et le futur de la nation de couleurs eschatologiques qui ne sont pas sans conséquence, étant donné l'importance de sa position dans l'institution naissante, sur une historicité en train de se constituer[5]. En d'autres mots, c'est à un autre messianisme, le messianisme juif, que ce « messianisme canadien-français » du XIXe siècle puise afin de se dégager des prescriptions des ultramontains du vieux continent. Il n'y a à cela rien d'étonnant, du reste, si l'on considère le rôle joué par l'interprétation typologique dans la constitution de ce messianisme canadien-français, de Mgr Laflèche à l'abbé Casgrain[6]. Je n'en donne qu'un seul exemple, la description du tableau ornant les murs du monastère des Ursulines, à Québec, par laquelle l'abbé Casgrain ouvre son « esquisse sur l'histoire religieuse des premiers temps de cette colonie », en introduction à son *Histoire de la vénérable mère Marie de l'Incarnation* :

> L'heureux rapprochement de ces cabanes de sauvages du monastère des vierges chrétiennes est plein d'harmonies. Ces farouches Indiens, devenus plus doux que des agneaux, et dont les tentes se dressent autour de cette palissade où paissent des brebis, symboles des vierges du cloître, n'offrent-ils pas l'accomplissement de la prophétie d'Isaïe : « On verra le loup et la brebis habiter ensemble, le lion et le léopard reposer auprès de l'agneau » (Casgrain, 1896, p. 7).

Le choix des versets d'Isaïe est tout sauf innocent, lorsque l'on se souvient que cette vision d'Isaïe est l'une des toutes premières images messianiques de la Bible et, pour cette raison, au fondement de nombre de développements talmudiques sur les temps messianiques. Casgrain applique donc ici à la lettre le principe herméneutique qui vise à relever une *préfiguration* biblique que le présent s'applique pour sa part à *réaliser.* Mais le rôle de la figure est double. Car si l'origine glorifiée de la colonie s'avère

5. Pour une appréciation à jour du rôle social considérable de l'abbé Casgrain au cours de la décennie 1860, voir Lemire et Saint-Jacques, 1996.

6. L'interprétation typologique, qui vise à interpréter divers passages bibliques comme autant de préfigurations de ce qui doit, à terme, se réaliser dans l'histoire, va évidemment de pair avec une lecture de l'histoire fondée sur la Providence, cette « céleste politique », comme l'écrivait Bossuet, « qui régit toute la nature [et] l'universalité des choses humaines ». Cité par Cardinal, 2005, p. 159, qui montre l'importance de ce discours « Sur la providence » et de son *Discours sur l'Histoire universelle* sur l'intrigue des *Anciens Canadiens* et sur l'ensemble de la deuxième moitié du XIXe siècle.

une première réalisation de l'utopie d'Isaïe, elle n'est elle-même que la préfiguration du règne à venir de ces « conquérants pacifiques qui […] ramèneront sous le joug du catholicisme les peuples égarés du Nouveau-Monde [*sic*] » (*ibid.,* p. 63-64). C'est dire comment l'histoire, pour Casgrain, est avant tout une modalité de lecture du passé ne servant qu'à se projeter vers l'avant, dans un avenir aussi imprévisible qu'assuré – c'est là sa pointe messianique – et ce malgré un taux d'irréalité qui confine la promesse à un au-delà de l'histoire.

2. Les fantômes du discours messianique : l'exemple Victor-Lévy Beaulieu

Revenant à l'œuvre de Beaulieu, gardons en mémoire cette logique discontinue de l'histoire impliquée dans le mot de Casgrain puisqu'il s'agit maintenant d'en déceler la trace, suivant l'hypothèse de la *survivance spectrale* qui me guide dans ma lecture. Si je m'intéresse en premier lieu à l'œuvre de Victor-Lévy Beaulieu, c'est qu'il me semble incarner mieux qu'aucun autre écrivain de la Révolution tranquille cette question lancinante de l'histoire, lui qui ne s'intéresse pas tant à définir une identité qu'à s'inscrire dans le champ du politique. Et c'est bien ce qui est remarquable avec cette œuvre, le fait que Beaulieu ait comme nul autre lié la question politique irrésolue du Québec à une œuvre en train de s'écrire : ne dit-il pas de sa *grande tribu,* livre totalisant qu'il aura promis pendant plus de trente ans sans pouvoir le rendre à terme, qu'elle seule est « capable de faire apparaître l'histoire » (Beaulieu, 1978, t. 3, p. 214) ? Aussi, prendre la pleine mesure d'une telle œuvre implique au moins deux choses : 1) mieux comprendre le destin de cette *grande tribu* sur laquelle il a tant travaillé sans pouvoir l'achever, et que toute l'œuvre publiée prépare, ce que l'on ne pourra effectuer qu'en étudiant minutieusement les nombreuses versions inachevées qui sont déposées dans l'immense fonds Victor-Lévy Beaulieu de la Bibliothèque nationale du Québec[7] ; 2) se pencher sur la logique des énoncés portant sur l'histoire et, plus globalement, déterminer l'historicité particulière qui se dégage de la conception de l'histoire qui préside à la temporalité de l'énonciation, comme nous venons de le faire à partir d'un court extrait de l'abbé Casgrain et qu'il est possible de voir resurgir dans l'œuvre de Beaulieu.

Prenons pour point de départ tel énoncé de *Monsieur Melville,* livre majeur qui précède immédiatement les années d'écriture consacrées à *La grande tribu* : « Par ma race, je suis en retard. Par ma race, je suis cette course désespérée vers ce qui, partout ailleurs, a été aboli. Je suis finitude, avant même que de commencer » (Beaulieu, 1978, t. 3, p. 126). Si l'on reconnaît bien la posture essentielle du *désenchantement,* qui donne à l'écriture de VLB ce double mouvement de quête désespérée et de succession d'échecs, dont les romans publiés forment autant de débris du Livre inachevable, il est remarquable de retrouver la structure même que l'on a vue à l'œuvre dans l'énoncé de Casgrain. On peut ainsi déceler la même opposition entre commencement et fin, le registre de la « race » étant ici la marque même d'une survivance discursive du

7. Voir, pour l'amorce de cette tâche, mon article « "Tout livre est une déchirure". Visages de *La grande tribu* » (2007).

messianisme du XIXe siècle, si ce n'est son renvoi pur et simple. On y retrouve aussi un hégélianisme cette fois nettement plus affirmé, même s'il est maintenant médiatisé par ce qui est devenu un véritable lieu commun de la modernité littéraire : la figure de la fin de l'histoire. Or on voit bien par quel paradoxe cette figure de la fin intervient : si l'histoire est finie avant même que j'y fasse mon entrée, de quel statut ontologique puis-je me prévaloir ? Voilà sans doute l'invention beaulieusienne la plus probante : celle d'un lieu d'énonciation de tout temps instable, qui ne cesse de recouper une assise identitaire jugée déficiente que l'écriture cherche à cerner, voire à emplir des nombreux débris qu'elle ne peut s'empêcher de produire. C'est précisément dans ce *temps hors temps* que s'écrit le Livre inachevable, dans une constante projection dans un avenir aussi problématique qu'imprévisible. Aussi la différence entre le texte de Beaulieu et celui de Casgrain, sans parler de l'énoncé de Marcel qui s'interrogeait sur la probabilité de l'histoire, réside-t-elle dans le léger déplacement que les deux modernes font subir à l'énoncé de l'ultramontain : d'une « patrie jeune », on passe ainsi à une posture d'antériorité qui a pour corollaire de projeter l'origine non plus *derrière* mais *en avant* de soi, à l'image, précisément, de la « dimension rétroprojective » du temps messianique qu'un philosophe comme Gérard Bensussan a pu définir comme l'« espérance d'un retour de ce qui ne vint jamais encore, attente d'un nouveau qui aurait les traits d'un ancien, souvenance de l'avenir et rédemption du passé » (Bensussan, 2001, p. 54). C'est que pour ces écrivains issus de la Révolution tranquille, l'origine est avant tout un *projet,* un lieu absent qui habite néanmoins la mémoire jusqu'à l'envahir. Ce qui passe du messianisme canadien-français, sans que cet héritage pour ainsi dire sans objet ne soit reconnu, c'est avant tout la promesse d'une tâche à mener à bien, entamée sans attendre, même si son indétermination empêche de pouvoir seulement en esquisser le terme. Voilà, esquissée en quelques traits rapides, la modalité d'écriture qui semble dicter l'érection toujours empêchée de *La grande tribu.*

Tâchons dès lors de voir ce qui transparaît d'une telle tentative dans les « débris » de cette *grande tribu* qu'il a publiés sous forme de courts fragments dans *Le carnet de l'écrivain Faust.* Débris d'ailleurs d'autant plus intéressants qu'ils prennent la texture de l'indétermination, à la fois spatiale et temporelle, et qu'ils font l'objet de multiples hantises de par la nature du sujet d'énonciation, lui qui se retrouve interné à Saint-Jean-de-Dieu tout en étant « visité » par les personnages d'une épopée qu'il a lui-même écrite. Le statut de ces fragments de *La grande tribu* est dès lors problématique, puisqu'ils se présentent comme une réécriture de versions antérieures écrites par Beaulieu lui-même. Rejetant le genre du roman historique de celles-ci, qui ne saurait fonctionner dans cette quête d'une origine qui est bien davantage à inventer qu'à retrouver, Beaulieu emploie ce qu'il qualifie lui-même d'écriture « hystérique » (Beaulieu, 2002, p. 11) dans le carnet d'accompagnement qui complète l'armature du livre, puisqu'elle est le fait d'un narrateur délirant dans les murs de son enfermement asilaire. Encore faut-il situer ces fragments par rapport à d'autres portions de l'œuvre publiée pour en apprécier pleinement la texture fantomatique. On peut ainsi rappeler la fin du roman *Steven le hérault*, exactement contemporain à cette dernière version de *La grande tribu*[8]. Le

8. Comme nous l'indique l'étude des manuscrits du Fonds Victor-Lévy Beaulieu (MSS 408, boîte 5, chemise 5).

personnage d'Abel, en pleine déréliction à la suite de l'échec de l'écriture du Livre, qui ici se confond avec *La grande tribu* de l'auteur, imagine un dispositif selon lequel une arbalète se déclenchera dès que son frère Steven entrera dans la pièce où il se terre, et dont le projectile à la trajectoire soigneusement déterminée doit l'atteindre en plein cœur, le sang jaillissant sur les pages du Livre défait qu'il a disposées autour de lui. Or ce que le premier « débris » du *Carnet de l'écrivain Faust* précise, c'est « que la flèche a manqué son coup et qu'au lieu de m'entrer dans le cœur comme c'était prévu, elle m'a fait ce trou que j'ai maintenant dans le crâne » (Beaulieu, 2002, p. 19). Ce qui est ici vraiment remarquable, c'est le fait que ses compagnons d'infortune à Saint-Jean-de-Dieu proviennent tous des versions antérieures de *La grande tribu* écrites par Beaulieu, et dont le narrateur délirant s'approprie la paternité en évoquant cette « épopée [qui] s'écrivait toute seule sur de grandes feuilles de notaire dans l'appartement de la rue Notre-Dame » (*ibid.*). Les débris du *Carnet* ont donc un double statut, fictionnel et réel. Fictionnel puisque ce projet de *La grande tribu,* annoncé depuis le tout début des années 1970 par l'auteur, devait être le point culminant de ce qu'il appelle la « vraie Saga des Beauchemin », dont le personnage d'Abel est la voix autorisée. Mais également réel puisque ces personnages qui accompagnent Abel dans les « débris », de Thérèse Percepied au forgeron fondeur, sont également les personnages principaux des premières versions de *La grande tribu.* Cette dernière version parvient donc à intégrer ses devancières sous forme de traces, voire de véritables fantômes. Le statut de cette *grande tribu,* de par la multiplicité de ses versions, s'avère donc pour le moins problématique. Il y a d'une part une version plus ou moins avancée qui emprunte pour l'essentiel au genre du roman historique – récit des premiers Beauchemin à faire la traversée de l'Atlantique au XVIIe siècle – et, d'autre part, la réécriture délirante et géniale de ce premier roman, publié sous la forme de courts fragments dans *Le carnet de l'écrivain Faust,* sous l'égide d'un narrateur qui non seulement est donné pour fou, mais qui se confond également avec l'auteur de ces premières versions ayant réellement existé mais dont un lecteur non prévenu ignore totalement l'existence. On peut ainsi commencer à entrevoir à quelle confusion l'on s'expose lorsque l'on tente non pas de réécrire l'histoire, comme on pourrait le croire, mais d'en représenter l'*absence de fondement,* selon le projet avoué de Beaulieu. Tentons d'en retenir quelques leçons.

Premièrement, il est intéressant de noter que le changement de forme le plus déterminant qui affecte, d'une version à l'autre, le texte de *La grande tribu* est l'abandon de toute chronologie. On passe ainsi d'un roman historique on ne peut plus conventionnel à une version habitée par un présent démesuré, lui-même sans passé ni avenir, et à la consistance pour le moins poreuse puisque les personnages proviennent d'un double passé : celui de l'histoire proprement dite, de même que de l'histoire d'un manuscrit. Cet instant étiré à l'infini, « englué dans le temps » (*ibid.,* p. 17), devient ainsi le lieu de ce que Benjamin appelle une « constellation », cette rencontre de l'Autrefois et du Maintenant par laquelle l'historien ou, dans le cas qui nous occupe, l'écrivain cherche à réactiver une potentialité utopique ou révolutionnaire du passé laissée dans l'attente. Cherchant à dire et redire, cette fois dans la langue du délire, l'arrivée de ces premiers Beauchemin en Amérique, Beaulieu entend reprendre à rebours les divers moments de l'histoire où ces potentialités ont abouti à l'échec, comme le laisse d'ailleurs entendre le titre d'un nouveau fragment de *La grande tribu*

paru dans le numéro de *L'Action nationale* qui lui est consacré : « La grande tribu. C'est la faute à Papineau » (Beaulieu, 2007). Mais la conséquence inattendue de cette tentative de « faire redevenir présent le passé » (Beaulieu, 2002, p. 149), c'est précisément de renouer avec la structure temporelle d'un discours appartenant à une tradition, le catholicisme, que l'écrivain rejette avec véhémence.

L'autre leçon concerne l'usage particulier de cet hégélianisme que j'ai cherché à relever, aussi bien chez Beaulieu que chez Casgrain. Il s'agirait de voir comment il peut être commode afin de représenter une place particulière au sein de l'histoire, mais surtout comment le *modèle ne survit pas* dès lors que l'écriture cherche à investir cette historicité. La logique temporelle de cette énonciation se fait alors tout sauf historiciste, l'inachèvement qui la fonde la rapprochant bien plutôt de ce « temps messianique » que certains philosophes, de Benjamin à Giorgio Agamben, ont recommencé à interroger afin de construire ce que l'on pourrait désigner du nom de *politique de la temporalité.* Décrivant le messianisme juif traditionnel, Gershom Scholem n'a cessé d'insister sur la tension qui le constitue, fruit d'un courant restaurateur qui vise au rétablissement d'un passé révolu mais idéalisé, celui, pour faire court, du royaume de David, et d'un courant utopiste qui attend au contraire un état de chose n'ayant encore jamais existé. Le paradoxe d'une telle tension est de faire du messianisme l'attente d'un événement qui doive impérativement s'incarner dans l'histoire tout en y mettant fin. Le messianisme juif est donc dès son origine « l'attente de cataclysmes historiques. Il annonce des révolutions, des catastrophes qui doivent se produire lors du passage du temps de l'histoire présente aux temps futurs messianiques » (Scholem, 1974, p. 31), jouant tout à la fois dans les limites d'une histoire immanente alors même que « la rédemption est plutôt le surgissement d'une transcendance au-dessus de l'histoire, une intervention qui [la] fait s'évanouir et s'effondrer » (*ibid.,* p. 35). Et si je me permets d'insister autant sur ce modèle proprement religieux, nonobstant le fait qu'il soit précisément à la source de nombre de travaux tentant d'articuler l'histoire, et donc le politique, à l'*éthique* qui en est la pointe la plus brûlante, c'est qu'il me semble nous permettre de comprendre cette figure de l'histoire oxymorique d'une « patrie neuve », ou en retard, dans un « monde fini ». Hantée par un passé qu'elle répète en prétendant le rejeter, l'œuvre de VLB me semble des plus symptomatiques d'une génération qui a voulu se réinventer en se coupant de son histoire. Mais en même temps, en liant le destin d'une nation à celui d'une œuvre qu'il cherche à écrire, tout en ne cessant de la reporter à plus tard, si ce n'est à tout faire afin qu'elle demeure en tout point inachevable, l'écriture de VLB définit du même coup une *structure d'attente* qui est aussi bien invention d'un visage qui reste sans cesse masqué que l'espace au sein duquel l'écriture jouit de tous les temps et d'une pleine liberté. Cherchant à réinventer une origine qui fait défaut, cette œuvre s'engage du même coup dans un avenir qui ne peut rester qu'indéfiniment suspendu, en attente d'un événement qu'elle ne saurait pas plus décrire qu'elle ne saurait rendre sa *grande tribu* à son achèvement. Mais ce que ces tentatives acharnées auront par contre parfaitement réalisé, c'est l'arpentage nécessaire d'un rapport au temps et à l'histoire qui peut nous permettre d'esquisser ce qu'il en est de l'historicité québécoise, cette expérience du temps peut-être appelée à servir de marqueur identitaire sous le mode de la lecture.

Références

Beaudoin, R. (1989). *Naissance d'une littérature. Essai sur le messianisme et les débuts de la littérature canadienne-française (1850-1890),* Montréal, Boréal.

Beaulieu, V.-L. (2007). « La grande tribu. C'est la faute à Papineau », *L'Action nationale,* vol. 97, nos 5 et 6, p. 29-37.

Beaulieu, V.-L. (2002 [1995]). *Le carnet de l'écrivain Faust, Œuvres complètes,* tome 38, Trois-Pistoles, Éditions Trois-Pistoles.

Beaulieu, V.-L. (1985). *Steven le hérault,* Montréal, Stanké.

Beaulieu, V.-L. (1984). *Entre la sainteté et le terrorisme,* Montréal, VLB.

Beaulieu, V.-L. (1978). *Monsieur Melville,* 3 tomes, Montréal, VLB.

Beaulieu, V.-L. *La grande tribu,* non publié, manuscrits déposés à la Bibliothèque nationale du Québec, *Fonds Victor-Lévy Beaulieu,* MSS 408, boîtes 4, 5 et 6.

Bensussan, G. (2001). *Le temps messianique. Temps historique et temps vécu,* Paris, Vrin.

Bouchard, G. (1999). *Dialogue sur les pays neufs,* Montréal, Boréal.

Cardinal, J. (2005). *La paix des Braves. Une lecture politque des* Anciens Canadiens *de Philippe Aubert de Gaspé,* Montréal, XYZ.

Casgrain, H.R. (1896). *Œuvres complètes,* tome III, *Histoire de la vénérable mère Marie de l'Incarnation première supérieure des ursulines [sic] de la Nouvelle-France.* Précédée d'une *Esquisse sur l'histoire religieuse des premiers temps de cette colonie,* Montréal, Beauchemin.

Casgrain, H.R. (s.d.). « Le mouvement littéraire au Canada », *Œuvres complètes,* tome I, *Légendes canadiennes et variétés,* Montréal, Beauchemin, p. 353-375.

Didi-Huberman, G. (2002). *L'image survivante. Histoire de l'art et temps du fantôme selon Aby Warburg,* Paris, Minuit.

Dumont, F. (1995). *Le sort de la culture,* Montréal, Typo.

Hartog, F. (2003). *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps,* Paris, Seuil.

Hegel, G.W.F. (1999). *Principes de la philosophie du droit,* Paris, GF Flammarion.

Inkel, S. (2007). « "Tout livre est une déchirure". Visages de *La grande tribu* », *L'Action nationale,* vol. 97, nos 5 et 6, p. 109-123.

Lemire, M. (1997). « Henri-Raymond Casgrain, historien », *Voix et images,* vol. 22, no 2, p. 261-275.

Lemire, M. et D. Saint-Jacques (dir.) (1996). *La vie littéraire au Québec,* tome III (1840-1869), Québec, Presses de l'Université Laval.

Marcel, J. (1992). *Pensées, passions et proses,* Montréal, L'Hexagone.

Rameau de Saint-Père, E. (1859). *La France aux colonies. Les Français en Amérique. Acadiens et Canadiens,* Paris, Jouby.

Rosenzweig, F. (2003). *L'étoile de la Rédemption,* Paris, Seuil.

Scholem, G.G. (1974). *Le messianisme juif. Essais sur la spiritualité du judaïsme,* Paris, Calmann-Lévy.

Between Memories and Media

How Quebec's Storytellers are Preserving and Transforming Its Heritage of Folktales

Mary Ann Garnett
University of Arkansas at Little Rock

Abstract *The past twenty years have seen a resurgence of interest in folktales and storytelling, important components of Québec's cultural heritage. Once primarily associated with a rural lifestyle and the extended family, storytelling has been transformed into an urban and public activity highly dependent upon modern media for diffusion and commercialization. A proliferation of storytelling festivals,* veillées de contes *in urban bars, the establishment of a publishing house devoted to promoting the work of contemporary storytellers, the production of* spectacles *for large audiences, and the creation of a professional organization, the Regroupement du conte au Québec, are signs of this renewal. In this resurgence, the folktales that comprise a significant part of Québec's collective cultural memory are being both preserved and modified by modern storytellers. This can be seen in the transformations undergone by one of Québec's best-known folktales, the story of Rose Latulipe or* le diable à la danse. *Once a monitory tale aimed at controlling female sexuality and strengthening the role of the clergy, the story has been thoroughly secularized. This transformation is evident in a version of the story by Fred Pellerin, the first young storyteller to achieve what could be called "star" status in Québec thanks to the mass media. Whereas Pellerin's stories have no traditional moral, he does have a message for contemporary audiences: the importance of preserving Québec's memory of the past. Presenting himself as a link in the chain of storytellers that pass on this collective memory, Pellerin demonstrates one way, among many, that Québec's traditional folktales are being adapted to appeal to modern audiences.*

Québec's rich legacy of folktales and the importance of the storyteller in its popular culture are traditions that are being simultaneously preserved and transformed by contemporary *conteux* who use modern media to keep alive this vital component of its cultural identity. This article provides an overview of factors contributing to this revival and some issues confronting its practitioners today. It concludes with an example drawn from the *œuvre* of Fred Pellerin that illustrates one way in which contemporary storytellers are adapting traditional stories to new audiences.

The past twenty years have witnessed a revival of interest in the tradition of storytelling for adult audiences in Québec. This resurgence has been accompanied, however, by its transformation from a leisure activity associated with the extended family and a rural lifestyle to a phenomenon that is « citadin et public » (Demers, 2005, p. 15). Since the 1990s, there has been a proliferation of festivals and *soirées* devoted to storytelling on local, regional and international levels. Two of the oldest, both begun in 1993, are the biannual Festival interculturel du conte du Québec under the direction of Marc Laberge, and Les jours sont contés en Estrie (Sherbrooke), headed by Petronella van Dijk. Le Rendez-vous des grandes gueules in Trois Pistoles was started by Maurice Vaney in 1997, while the Festival de conte de bouche à l'oreille under the artistic direction of André Lemelin was held for the fifth time in Montréal in April 2007.

Lemelin has been one of the driving forces behind the resurgence of storytelling in Québec. In 1997 he founded the publishing house Planète Rebelle, that specializes in « œuvres de création associant littérature et oralité » (<www.planeterebelle.qc.ca/profil.htm>). Its collections include *Paroles,* literary versions of *contes* accompanied by CDs, often with original music; *Contes traditionnels,* including, when possible, CDs of archival recordings; *Regards,* essays on the evolution and practice of storytelling in Québec; and *Conter fleurette,* stories with CDs for children. While taking maximum advantage of modern media to promote storytelling, Lemelin has also tried to reproduce the intimate atmosphere of earlier times by the creation of « Les contes des Mardis-Gras » in which he opens his home on the third Tuesday of every month for a *soirée de contes* with several other storytellers. The public is invited – and warned to bring their antihistamines in case of an allergic reaction to his cats (<www.mardis-gras.net>).

Another important element in the revival of storytelling has been the phenomenon of evenings devoted to *veillées de contes* in urban bars that attract new generations of listeners and practitioners. Since 1998 Jean-Marc Massie has animated the popular « Dimanches du conte » at Le Sergent Recruteur, a micro-brewery in Montréal. These sessions are recorded and highlights broadcast on Radio Montréal CIBL 101,5 on Tuesday evenings. Available through streaming MP3 on its Internet site, the broadcasts have the potential to reach an international audience. These « Dimanches du conte » are run by a non-profit organization founded by Massie and Lemelin. Reflecting upon the secularization of Québec society, Massie notes, « L'événement singulier que représente le déploiement de la parole conteuse dans les bars et les pubs de la ville ou du village semble s'être subsituté à la messe dominicale » (Massie, 2001, p. 36). Other well-known venues for *veillées de contes* are the Fou-Bar in Québec City and La Pierre angulaire in Saint-Élie de Caxton, the hometown of the tremendously popular young storyteller Fred Pellerin.

Pellerin is among those published by Planète Rebelle. His trilogy of *Contes de village* based on his one-man shows is a blending of the modern and the traditional. His characters, ostensibly drawn from the inhabitants of his birthplace, Saint-Élie-de-Caxton, are avatars of traditional folk figures. These include Babine, the village « fou », Onésime Isaac Gélinas, « l'homme fort » and « belle Lurette », the blacksmith's daughter forged from a gold ingot. Pellerin's success is such that *Il faut prendre le taureau par les contes* is being made into a movie directed by Luc Picard. More than 140,000 spectators have seen his most recent show, *Comme une odeur de muscles.*

It is evident that the resurgence of storytelling owes much to mass media and the production of *spectacles* for a larger public. Indeed, Jean-Marc Massie considers the « spectacularisation du conte » to be a key factor in its renewal, all the while warning of the « danger de voir le conte perdre de son essence – voire son âme ! – au profit du strass et des paillettes… » (Massie, 2001, p. 12). At the same time, he acknowledges that in the context of urbanization, modernity, and the explosion of the mass media « il serait illusoire de penser que la forme du conte puisse rester intacte » (p. 63). Instead Massie views modern storytelling as an « art du *métissage* » and storytellers as *métisseurs* whose works consist of an amalgam of the old and the new, various levels of language (poetic, vernacular), various narrative techniques, approaches, and *référents.* Under the category of the *conte contemporain,* Massie includes new forms such as the *conte urbain* and what he calls the *conte hybride.* Drawing upon many sources and traditions, both oral and literary, the *conte hybride* « peut permettre aisément le croisement du traditionnel et de l'urbain, comme il peut aussi les ignorer au profit d'une invention verbale défiant toute norme narrative » (p. 74). Massie sees the role of the storyteller as fundamentally subversive, an antidote to the « pensée unique » of a world in which art and culture have become industries like any other (p. 89). Thus he is wary of any structured organization that might limit the freedom of storytellers and succumb to « la tentation de décider *qui* peut conter *quoi* et à *quel tarif* » (p. 88).

Perhaps in an effort to pre-empt such an event, the Regroupement du conte au Québec (RCQ) was founded in October of 2003 with Jean-Marc Massie as its president. The organization was formed « Pour promouvoir le conte sous toutes ses formes et faire reconnaître sa spécificité comme discipline artisique » (<www.conte-quebec.com>). In fact, the following year, 2004, marked a turning point in the official recognition of storytellers as artists by both the Conseil des Arts du Canada (CAC) and by the Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ), thereby making them eligible for grants. Today the RCQ boasts a membership of approximately two hundred. The current president of its *Conseil d'administration* is Jacques Falquet, a storyteller who has directed the Contes du mardi in Gatineau since 2001. The RCQ walks a fine line: it seeks to give « une voix officielle à la parole conteuse » but to do so « tout en respectant la liberté de chacun » and « en excluant toute forme de corporatisme ». Among its activities, the RCQ organizes colloquia, roundtables, and workshops on topics such as « Le conte à l'école » (February 2007) and *ateliers de formation* for storytellers. The latter are viewed as particularly important for the development of new generations of storytellers. A report presented by the RCQ to the Conseil des arts et des lettres du Québec in August 2005 stated that « La question des formations est actuellement au centre des débats » (Section 2.3, p. 7). The report notes that the popularity of storytelling

has given rise to many young storytellers who seek, in the words of Christian-Marie Pons, « la reconnaissance avant la connaissance » (p. 7). However, offerings of *ateliers d'initiation* and *stages de perfectionnement* remain spotty; more promising appear to be the opportunities afforded by *cercles de conteurs* to develop young talent. The RCQ report characterizes the increasingly professionalization of storytelling as follows: « Le conteur n'est plus l'artisan qui présente une œuvre anonyme transmise de bouche à l'oreille depuis le fond des âges […] C'est aussi un artiste professionel […] Le conteur se produit dans des circuits de diffusion établis […] il exige un cachet pour ses prestations. Il demande des subventions » (p. 7).

However, it remains the case that few Québec storytellers can make a living solely by practicing their art. In her report on a roundtable on professionalization organized by the RCQ in April 2007, in Montréal, Julie Turconi noted that she was, paradoxically, struck by « l'absence totale du terme "*semi-professionnel*" » from the dicussion even though this is, in fact, the situation of most storytellers and may remain so for the foreseeable future (<www.conte-quebec.com/tribune.htm>, 10 April 2007).

As this brief overview has shown, the resurgence of storytelling in Québec has been accompanied by a number of new phenomena including professionalization, commercialization, *médiatisation,* and to a certain extent, institutionalization. These factors can be observed at play even in the efforts to define, as Massie has attempted to do, what exactly constitutes a *conte* in contemporary society.[1] What remains to be examined is how the vast heritage of folktalkes that forms such a significant part of Québec's collective cultural memory is being both transmitted and modified by contemporary practitioners.

The importance of folktales in the constitution of a society's cultural identity is highlighted in the definition of the traditional *conte* offered by Jeanne Demers: « On appelle communément conte traditionnel tout conte transmis oralement de génération en génération dans une société donnée dont il est en quelque sorte l'imaginaire collectif et parfois la mémoire » (Demers, 2005, p. 30). Québec's folktales are inscribed in the massive corpus of French-language folktales catalogued in the multi-volume *Le conte français* by Delarue and Ténèze.[2] In North America, the classification of folk tales was pursued most notably by the ethnologist Luc Lacourcière of Université Laval. One of the *contes-types* within the category of *contes merveilleux* that seems particularly alive and well in contemporary Québécois storytelling is *le diable à la danse,* which is also the title of an extensive study by Jean Du Berger (2006). Commonly known as the story of Rose Latulipe, this tale first appeared in print in 1837 as an episode in Aubert de Gaspé's novel *L'influence d'un livre* (1837).[3] Aubert de Gaspé's version can be summarized as follows : One Mardi gras evening, a young girl, Rose Latulipe,

1. To avoid confusion for English speakers, it should be noted that the word *conte* signifies both "story" and "tale". The term *conte traditionnel* is often used to specify "folktale".
2. Delarue and Tenèze modeled their work on the international classification system developed by Aarne and Thompson in *The Types of Folktale* (1928).
3. Titled « L'Étranger », Aubert de Gaspé's story, as corrected by l'abbé Casgrain in 1864, has been republished in Boivin's *Les meilleurs contes fantastiques québécois du XIXe siècle,* Montréal, Fides (2001, pp. 29-36).

neglects her fiancé in order to dance with a handsome stranger who wears a hat and gloves. He persuades her to continue dancing after midnight – the beginning of Ash Wednesday when good Christians should be doing penance – and to consent to be his forever. When she gives him her hand as the seal of her promise, she is scratched and becomes deathly pale. The stranger forces Rose to remove her necklace of glass beads from which hangs a small cross for a necklace of pearls. Meanwhile, the stranger's behavior has aroused suspicions, and there is consternation when it is discovered that the snow has melted around the stranger's black horse. Fortunately, the local priest has had a premonition of the danger befalling Rose and arrives just in time to save her from being carried off by Satan who disappears, leaving behind a smell of sulfur. As for Rose, she enters a convent where she dies five years later, mourned by her father, her former fiancé, and the priest who saved her soul.

Jean Du Berger has analyzed the general narrative structure of this story and its multitude of variants as composed of three parts: « l'action transgressive du Héros, l'action punitive de l'Adversaire et l'action rédemptrice de l'Aide » (p. 203).[4] In Aubert de Gaspé's version, the hero is Rose; her transgression is to dance on a forbidden holy day; the Adversary is the devil whose punitive action is to attempt to carry her off; and the priest is the Helper (Aide) whose redeeming action is exactly that: he saves her soul, although Rose must still pay for her transgression by renouncing the world and, eventually, dying – a clear warning to other young girls who might be tempted to follow in Rose's path.

For a Catholic audience in the nineteenth century, this Rose's story had a clear monitory function aimed at controlling female sexuality. However, the tale also played a role, as Boivin points out, in strengthening the image of the clergy in its portrayal of the redeeming action by the parish priest :

> *Satan, l'ange déchu, a profondément marqué l'imaginaire québécois et a contribué à revaloriser l'image du clergé. Le combat, dans le conte, ne s'engage plus entre deux êtres surnaturels, le diable et un ange* […] *mais bien entre lui et le curé qui atteint, dans l'imaginaire populaire, au monde surnaturel, sur un pied d'égalité avec l'ange envoyé de Dieu* (Boivin, 2001, p. 13).

What happens, however, when this story is transposed to a secularized Québec at the beginning of the twenty-first century? At one extreme, as Swiss storyteller Lorette Anderson observes, it becomes an urban legend in which a man is picked up by a woman in a nightclub, has sex with her, and, the following morning, finds she has gone, leaving behind a message on the bathroom mirror: « Bienvenue dans le club du sida » (Pons, 2001, p. 20). Anderson comments, « La femme a pris le rôle du diable » but otherwise « c'est la même histoire » (p. 20). In this urban legend, there is no « AIDE » to come to the hero's rescue – just the punishment, AIDS. A similarly bleak vision can be found in the song *Rose Latulipe* by the popular group Mes Aïeux. Here the young woman, « possédée par le son du violon […] la voix du démon », has taken ecstacy. She

4. These categories resemble that of the subject (*sujet*), opponent (*opposant*), and helper (*adjuvant*) in Greimas' actantial model.

refuses a young man's offer of salvation in the form of marriage, stating, « Ma dope me suffit […] Je ne veux pas de mari » (Du Berger, 2006, p. 68). The drug dealer, « le grand méchant loup », becomes the modern devil.[5]

A much less grim version can be found in the episode« La danse à Lurette » in Fred Pellerin's collection of stories, *Il y a belle Lurette* (2001, pp. 111-116).[6] Lurette is the daughter of the blacksmith who, with the help of sorcery, fashioned her from a gold ingot. Unfortunately, the blacksmith later signs a contract with the devil to obtain some golden horseshoes, without reading the fine print (8-point Times italic!) specifying that his daughter will forfeit her soul the day she marries. The moment he signs the contract, Lurette scrapes her hand on a washboard. Like Rose Latulipe whose hand was scratched by the devil's claws, she is now a marked woman. The young man she loves, Dièse (nicknamed "Sharp" because he always talks in a half-tone above the rest) leaves the village when he is forbidden to marry Lurette and joins the army. When he returns to the village, he has lost a foot, a hand, and an eye, but Lurette still loves him. In late November, there is a dance for the women, like Lurette, who are about to *coiffer Sainte-Catherine,* turning 25 without being married. Near midnight, as the dance is about to end, a knock is heard at the door. Pellerin here provides another pun as someone says, « On satan pas à recevoir d'autre visite ».[7] The stranger who appears is described, following tradition, as wearing « Grand chapeau, petits gants noirs », but Pellerin humorously adds, « queue entre les deux jambes et feu au derrière » (p. 114). Lurette agrees to give him one dance, but soon is transported as if in a trance, « une transe en danse », a playful pun on « transcendance » (p. 115). The entire village is shaken like an earthquake by their dancing and Pellerin suggests it is Richter who alerts the priest who arrives, proclaming « Arrêtez la musique. Le Yable est parmi vous ! » However, the violinist cannot stop playing, the dance continues, and the priest does nothing – in fact he is not heard from again. Instead, Dièse, who is « vite d'esprit », plays the role of the Helper (Aide): he takes out his glass eye and throws it on the floor, hoping the devil will slip on it. At first, however, nothing happens, although Dièse's glass eye has the good fortune to wind up directly under Lurette's skirt and, « De là il profitait tranquillement d'une vue sur le p'tit-p'tit-p'tit porte-bonheur ! » (p. 115). Fortunately, his trick eventually works, the devil splits his head on the stove, and disappears in a cloud of smoke. When Dièse picks Lurette up from the floor, she looks at him, « L'œil dans l'œil » (literally), « D'égale à égal » (a nod to feminism) and murmurs, « Je t'aime comme une maudite » (p. 116). Lurette does not end her days in a convent ; she and Dièse are killed in an accident on the way to celebrate their still forbidden marriage. In a later story, she reappears as a « revenante » whom Pellerin picks up at the side of the road one snowy night.

---

5. Du Berger provides an overview of how the « Diable beau danseur » has been portrayed in theater, ballet, film, television, art, and music. See *Le Diable à la danse* (2006, pp. 60-70). Most recently, the duo Accrophone has a hip-hop version of Rose Latulipe included on their album *J'Thème* in which Rose is a prostitute (May, 2007).
6. The title is a play on words that is typical of Pellerin's humor. The expression « belle lurette » ("ages ago") becomes the name of the heroine, beautiful Lurette.
7. Pellerin substitutes « Satan » for its homonym « s'attend » in saying "They weren't expecting another visit". This is also an example of a pun that is evident in writing but might escape the attention of a listener.

In Pellerin's telling of the story, the religious aspect is for all intents and purposes eliminated. Science (in the allusion to Richter waking the priest) has replaced religion. The priest is powerless; it is the wits of Dièse that triumph over evil. Pellerin thereby continues the process of secularization or « *laïcisation* » of the legend observed by Du Berger (2006, p. 87). There is no message of warning to young women to watch their behavior; instead there is an allusion to the equality of Rose and her fiancé, paradoxically coupled with the eroticization of Rose as an object of the male regard. It is the *esprit gaulois* and humor rather than a moral tone that predominates. Moreover, much of Pellerin's humor is based on the contrast produced by introducing incongruous modern elements (Richter) and contemporary language (e.g. « toutes les filles du *last-call* ») into a traditional story well known by the audience (Pellerin, 2001, p. 114).

If Pellerin's version lacks a traditional moral, however, it does have what a contemporary audience can perceive as a message. This message can be found in Pellerin's introduction to the episode: « Ma grand-mère disait que l'histoire s'est passée dans le temps où c'est que le monde avait du plaisir » (p. 111). That time is contrasted with the present: « Aujourd'hui, c'est rendu qu'on a des taxes d'amusement, des permis de jeu, puis encore. On est pris pour acheter du plaisir en caisse de douze ou en petite pelouse. Pour éviter que ça nous coûte un bras, c'est rendu qu'il faut avoir du fun en cachette » (p. 112). By using different sayings of his grandmother as an introduction to each part of his story, Pellerin creates a certain nostalgia for a way of life that is lost while satirizing the dehumanizing aspects of modern society. He also stresses the importance of preserving a culture's memory of the past, something that the Québécois of the twenty-first century risk losing. His introduction to « La Mémoire » begins: « Ma grand-mère disait que l'histoire s'est passée dans le temps où on se souvenait. Dans le temps, même les blancs de mémoire étaient en couleur. Ça a bien changé ! Aujourd'hui les gens sont oublieux » (p. 65). By ostensibly grounding his *répertoire* in his grandmother's stories, Pellerin presents himself as a link in the chain of storytellers that pass on a collective memory, « Une mémoire que l'on se partage, depuis belle Lurette… » (p. 140). The first storyteller in Québec to achieve what could be called "star" status (*le vedettariat*) thanks to mass media, Pellerin demonstrates one way – among many – that Québec's traditional folktales are being adapted to appeal to a modern audience, thereby assuring their transmission to new generations and the preservation of this important part of Québec's cultural heritage.

References

Aarne, Antti and Stith Thompson. (1961). *The Types of the Folk-Tale: A Classification and Bibliography,* 2nd rev. ed., Helsinki, Suomalainen Tiedeakatemia.

Accrophone (2007). *J'Thème.* CD. Québec, Districk Music/Sélect.

Boivin, A. (dir.) (2001). *Les meilleurs contes fantastiques québécois du XIXe siècle,* Montréal, Fides.

Les contes des Mardi-Gras. Last consulted 29 August 2007, <www.mardis-gras.net>.

Delarue, G. and M-L. Ténèze (1997) *Le conte populaire français,* Paris, Maisonneuve et Larose.

Demers, J. (2005). *Le Conte : Du mythe à la légende urbaine,* Montréal, Éditions Québec Amérique.

Du Berger, J. (2006). *Le Diable à la danse,* Québec, Presses de l'Université Laval.

Greimas, A-J. (1966). *Sémantique structurale, recherche de méthode,* Paris, Larousse.

Massie, J.M. (2001). *Petit manifeste à l'usage du conteur contemporain : Le renouveau du conte à Québec,* Montréal, Planète Rebelle.

Mes Aïeux. (2000). « Rose Latulipe », written by Stéphane Archambault and Fred Giroux, in *Ça parle du diable,* Les Disques Victoire.

Pellerin, F. (2001). *Dans mon village, il y a belle Lurette,* Montréal, Planète Rebelle.

Pellerin, F. (2003). *Il faut prendre le taureau par les contes !* Montréal, Planète Rebelle.

Pellerin, F. (2005). *Comme une odeur de muscles,* Montréal, Planète Rebelle.

Planète Rebelle. "Profil", last consulted 29 August 2007, <www.planeterebelle.qc.ca/profil.htm>.

Pons, Christian-Marie (2001). *Contemporain, le conte ?* Montréal, Planète Rebelle.

« Le Regroupement du Conte au Québec » (2005), in *Étude du RCQ sur le conte au Québec,* last consulted 29 August 2007, <www.conte-quebec.com/images/historique_2005.pdf>.

Turconi, Julie (2007). « Compte-rendu : Table-ronde sur la professionnialisation du conte, 8 avril 2007 », last consulted 10 April 2007, <www.conte-quebec.com/tribune.htm>.

Transculturalité et délocalisation dans *Les aurores montréales* de Monique Proulx

Dominique D. Fisher
University of North Carolina at Chapel Hill

Résumé *Si* Les aurores montréales *exploitent les ressources de la transculturalité, ce recueil de nouvelles n'en interroge pas moins cette notion, de par son traitement de l'hybridité générique et identitaire, son intertexte avec la littérature dite migrante et son humour noir. Ces nouvelles exploitent la déterritorialisation du point de vue de l'origine, du lieu, de la question identitaire, mais aussi au sens géopolitique du terme. Les narrateurs sont tous, à des degrés divers, confrontés au traumatisme de la délocalisation spatiotemporelle et culturelle ou sont placés dans un rapport conflictuel avec l'espace montréalais. Cet essai examine le statut de la transculturalité dans* Les aurores montréales *et les rapports ambivalents que ces nouvelles entretiennent avec le territoire, réel ou imaginaire, et la délocalisation spatiotemporelle.*

Les aurores montréales (1996) de Monique Proulx se présentent comme un recueil de textes courts (nouvelles ou contes) qui mettent tous en scène Montréal, ville aux interstices des identités et cultures nord-américaines, européennes, asiatiques, haïtiennes, etc., et d'une culture globalisée, ville toujours en perpétuelle transformation. Du fait de son hybridité générique et identitaire et de son intertexte avec la littérature migrante, ce texte a été perçu comme « emblématique » de la « transculturalité littéraire » (Moisan et Hildebrand, 2001, p. 214). Or, *Les aurores montréales* soulèvent un certain nombre de questions quant à la transculturalité littéraire dans le contexte de la mondialisation et de la diversité culturelle. Y aurait-il lieu de distinguer entre une littérature nationale et une littérature migrante ? La transculturalité serait-elle, comme l'affirment Clément Moisan et Renate Hildebrand, le territoire du « trans » ; de la « transposition », de la « transmutation », de l'échange, du « changement », du « passage » (p. 208) ? Mettrait-elle à distance les rapports conflictuels entre les cultures ? Ou bien risquerait-elle de se heurter aux écueils de la récupération institutionnelle des discours et des valeurs[1] ?

Avant d'aborder le traitement de la transculturalité dans *Les aurores montréales,* revenons sur la question de la « littérature migrante ». Depuis les années 1980, ce terme s'est substitué à celui de « littérature d'immigration » et désigne une littérature où les questions identitaires se posent par rapport à une culture instituée comme majoritaire, mais aussi par rapport à la langue et à l'écriture. Cette littérature relève d'une double pratique : esthétique et socioculturelle. Elle se place, selon Pierre Nepveu, sous le signe du mouvement et de la dérive, et, selon Régine Robin, sous le signe de l'étrange, de l'étrangeté, de l'errance, du déplacement et de la dissonance[2]. Elle n'est pas simplement déterritorialisée du point de vue référentiel (en particulier, l'origine, le lieu, la question identitaire, la mémoire), ou du point de vue de la pratique scripturale comme l'ont avancé Moisan et Hildebrand, ou encore du point de vue du genre, mais déplacée au sens géopolitique du terme ; délocalisée. Et c'est cette délocalisation qui nous amène à nous interroger sur la notion de territoire. Simon Harel insiste sur le fait que la déterritorialisation n'efface pas le territoire. En effet, le territoire continue d'exister dans l'imaginaire migrant, mais comme délocalisé et, en tant que tel, il est souvent associé à une expérience traumatique. Ainsi, en tant que parole « déplacée », l'écriture migrante peut aller jusqu'à s'inscrire en porte-à-faux avec l'espace textuel et socioculturel dans lequel elle prend corps et embrasser la violence textuelle[3]. Dans

1. Sur les limites des discours sur la transculturalité, voir Harel, 2006. Sur la place de l'Autre dans l'institution littéraire, voir Catherine Mavrikakis et Martine Delvaux, « Quelques mots sur l'éthique et la littérature », p. 75-76.
2. Dans *L'immense fatigue des pierres,* Régine Robin parle de l'écriture migrante comme déplacée dans tous les sens du terme, y compris au sens existentiel : « Paroles déplacées comme on parle de personnes déplacées, qui ont glissé, dévissé » (p. 49). Elle intitule même un des chapitres de son texte « journal de déglingue ».
3. Harel souligne que les composantes « haine » et « cruauté » (au sens d'Artaud) font partie de la culture et de la transculturalité. Dans *Les aurores montréales* nous retrouvons ces composantes mises en signe par la violence textuelle du carnavalesque, de l'humour noir, de l'ironie et de la langue « déglinguée » (le translinguisme, les mots-valises, les déformations d'accent…).

Les aurores montréales, l'imaginaire migrant aussi bien que l'imaginaire québécois sont confrontés au traumatisme de la délocalisation. Montréal, ville transculturelle, se présente d'emblée comme un espace conflictuel.

Dans la nouvelle « Les aurores montréales », qui donne son titre au recueil, Laurel écrit, à 16 ans, un « vrai livre sur le vrai visage désolant de Montréal » (p. 157), qu'il intitulera *Les aurores montréales* « parce que Montréal est une ville qui n'arrête pas de changer… [et] qui additionne tellement les nouveaux visages que l'on perd toujours celui que l'on croyait enfin connaître » (p. 164). Le livre reste cependant à l'état de notes encombrées de ratures, transcrites dans un cahier rouge, et il finira à la poubelle. Montréal, ville aux lumières et aux couleurs changeantes, comme les aurores boréales, serait-elle impossible à narrer ? Ou ne pourrait-elle se mettre en récit que dans le fragmentaire, le transitoire, l'espace du « trans » qui est aussi celui de la délocalisation spatiotemporelle et identitaire ; en somme, un espace qui ne coïnciderait pas tout à fait avec la mémoire du narrateur ou avec son imaginaire du territoire ?

Dès la nouvelle-cadre d'ouverture, « Blanc et Gris », Montréal se donne comme l'espace du « Ça » : (« Ça s'appelle Montréal » p. 7), celui de la migrance, mais aussi celui des laissés-pour-compte, des égarés dans la mer grise de Montréal au dire de Manu, le jeune narrateur originaire de Puerto Quepos qui rêve de s'enrichir et dont la mère nettoie les toilettes dans les grands magasins. Dans la nouvelle « Ça », qui met en scène un sans-abri, l'espace du « ça » nivelle ruine architecturale (« un morceau du Stade olympique » p. 197), objets (« une carte périmée de la STCUM » p. 197) et sujets (humains ou animaux) : « ça » est un « sac vert » qui « jappe » (p. 197). « Ça » est une allégorie dysphorique du rêve américain : « quand c'était humain et petit ça rêvait d'être astronaute » (p. 197). *Les aurores montréales* ironisent d'emblée sur la bonne conscience transculturelle. Montréal, espace en perpétuelle transformation, va jusqu'à revêtir le visage monstrueux du « ça ». Ce texte évolue dans un espace textuel extrêmement hybride[4], soumis à l'errance et à une géopolitique de la délocalisation. Les 27 nouvelles sont liées entre elles par la position décentrée des narrateurs par rapport à leur appartenance ou certitude identitaire, mais aussi par rapport à leur appartenance socioculturelle et par rapport à l'espace et au temps, quelle que soit leur origine ethnique, québécoise ou non. Les nouvelles sont liées par six nouvelles-cadres transcrites en italique, marque du discours citationnel, et elles exploitent à souhait le pastiche et l'ironie. Ces nouvelles-cadres sont présentées sous format de lettres, mais elles restent toutes sans réponse. Cependant elles esquissent une sorte de mosaïque transculturelle ambivalente (heureuse/malheureuse). Certaines de ces lettres sont dédiées à des auteurs dits migrants : « Jaune et blanc » est dédiée à Ying Chen, « Rose et blanc » à Marco Micone, « Noir et blanc » à Dany Laferrière. Leurs narrateurs, comme dans les romans de ces auteurs, sont à des degrés variables en position d'exil et de marge vis-à-vis de leur territoire et culture d'origine aussi bien que du territoire et de la culture d'accueil. Les autres nouvelles-cadres s'adressent à des destinataires illettrés. Manu, le narrateur de « Gris et blanc », écrit à l'ami de sa ville natale qui ne sait ni lire, ni écrire, mais dont on apprend ironiquement, pour déjouer les attentes du lecteur, qu'il est un chien. La

4. Le format, nous y reviendrons, est celui du roman ou de la nouvelle-dans-la nouvelle.

narratrice de « Rouge et blanc », jeune Amérindienne, une victime de l'américanité et une oubliée de la politique transculturelle, vient d'échapper à une tentative de suicide. Cette nouvelle, qui est un pastiche de prière, s'adresse à Aataentsic, la déesse des Hurons. Cette narratrice entend prendre sa revanche sur Montréal et reconquérir ce territoire dont elle et son peuple sont exclus[5]. Ces nouvelles-cadres annoncent un texte polyphonique qui entre en dialogue continu avec la littérature migrante. À travers cette mosaïque transculturelle se profile une ville-récit, lieu de passage, d'échange et de transferts, mais dont la transculturalité reste problématique.

Dans la nouvelle « Les aurores montréales », racontée à la troisième personne, le narrateur, Laurel, n'est pas tout à fait un adolescent mais un personnage sans âge qui pourrait tout aussi bien avoir 56 ans : « il a tout compris de son âge et du mien » (p. 160), au dire de son père. Ce qui s'annonce, c'est un conflit de générations, mais dont l'image est ici renversée et déformée, car c'est l'adolescent qui se trouve en position de parents, d'étranger et d'étrangeté vis-à-vis de ses propres parents. Ce dysfonctionnement de la filiation et de la dynamique parentale est une constante des *Aurores montréales*. Cette crise de la filiation est moins liée aux questions de l'origine, de la racine, du lieu, qu'aux multiples variations que subissent le territoire, la cartographie urbaine et la relation identitaire dans le temps et l'espace. Dans « Jouer avec un chat », Pierrot, un adolescent attardé de 47 ans, plus ou moins chômeur, réduit à des « petites jobs » mal payées, a une fille de 100 ans avec laquelle il ne peut plus communiquer parce qu'ils ne parlent plus la même langue (lui a adopté la langue globale, l'anglais ; elle a gardé le français). Dans « Le Futile et l'essentiel », Fabienne, la mère de Martine, tombe dans un état de syncope à la suite d'une panne d'électricité dans le métro. Elle régresse alors dans l'écholalie et l'infantilisme. Cette régression est moins liée à l'angoisse des transports en commun dans Montréal qu'à la découverte d'une ville multiculturelle qui ne coïncide pas avec l'image du Québec qu'elle a à Val-Bélair, banlieue riche et blanche de la ville de Québec où elle réside, ni à celle d'une Montréal, hier divisée entre un quartier francophone et un quartier anglophone et qu'elle avait fantasmée en consultant les guides touristiques. Fabienne, comme le père de Laurel, dans « Les aurores montréales », est une « francophone de souche » (p. 158), une Québécoise « pure laine », fossilisée dans une québécitude exotique et grotesque : « elle échoue [telle] une baleine anthropophage à la station d'autobus » (p. 39). Quant au père de Laurel, nostalgique de la Révolution tranquille, « les marées anglophones et allophones n'ont pas réussi à l'évincer de la galerie primordiale » (p. 158). Il peint, il enseigne, il fume de l'herbe et dort dans les coins paumés du Plateau. La mère de Laurel, au contraire, a renoncé à sa québécitude, mais elle n'en reste pas moins une étrangère et une enfant aux yeux de son fils : elle « pactise avec l'étrange » (p. 158), « eux-autres » ; l'Anglais, mais aussi l'étranger et la langue « déglinguée » hybride, délocalisée dont parle Régine Robin, et que surcode Laurel. Elle tient un magasin d'alimentation naturelle chez les Anglais qui s'appelle Nature et « que l'on prononce *Nétchouire,* la bouche arrondie en trou de beigne » (p. 164). Son point d'ancrage est celui du déplacement perpétuel, de l'errance, et du passage. Elle vit dans un quartier grec limitrophe du quartier

5. Sur les problèmes du métissage au Québec et les communautés amérindiennes, voir Harel, 2006, p. 65-67.

hassidim. Elle fait « ses emplettes chez les Italiens et couche avec un Chilien » (p. 158) qui va la quitter pour retourner dans son pays natal ; c'est son fils, Laurel, qui va alors la consoler et la prendre en charge émotionnellement. Dans le livre de Laurel, la mère s'appelle Iouniverselle. C'est un personnage caricatural qui a une existence précaire et qui disparaîtra brutalement, précise-t-il, « victime d'assassinat ou d'assimilation » (p. 158). La mort symbolique de la mère par l'écriture se soldera par une autre mort symbolique, celle du livre que Laurel jettera à la poubelle. Or « Les aurores montréales » de Laurel visait à « défendre le Montréal français contre les envahisseurs » (p. 160), mais il se « nourrit de livres québécois-de-langue-française à l'exclusion de tous les autres » (p. 160). Néanmoins, si Laurel entend se tenir à l'écart de la micro-Babel linguistique de l'avenue du Park, qu'il réinvestit dans toute sa violence verbale, tel le recours aux mots-valises ou aux anglicismes (les « sont cons sont incredibles », de la Montagne, ou les hardwares « compatibeuls » des grands magasins), c'est cette micro-Babel qu'il retrouve ironiquement chez les écrivains québécois de la génération des années 1980. Ces écrivains, comme les jeunes Soufflakis[6] du quartier où vit sa mère, ne sont pas unilingues, mais mettent en signe une identité-rhizome, qui évolue constamment dans le temps et l'espace, à mesure qu'elle entre en contact avec d'autres racines, et ce, non sans heurt, comme le souligne la violence verbale des personnages-narrateurs et l'ironie de Proulx. *Les aurores montréales* ne pourront donc s'écrire que dans l'hybridité, la traversée, la mise en dialogue des langues et des cultures, dans une géopolitique de la délocalisation spatiale et identitaire.

Les aurores montréales ont été écrites par fragments, dans la décennie 1990 ; certaines nouvelles ont été publiées dans des revues québécoises, *XYZ* ou *Voix et images,* d'autres ont traversé l'Atlantique, ont été publiées en France chez *Le Serpent à plumes,* d'autres ont fait l'objet d'adaptations cinématographiques au Québec et en Ontario. Proulx, dans une note à la fin du livre, ajoute : « Malgré tout, pour le bénéfice du lecteur que cette dispersion effaroucherait, je tiens à souligner que ce livre est, et a toujours été, la destination première des textes qui le composent » (p. 240). Le format de la nouvelle est ici le format de choix d'un texte (une nouvelle dans la nouvelle) qui se veut indéfinissable et s'ancre dans une hybridité générique, scripturale et culturelle qui met en dialogue les littératures québécoises, migrantes ou autres, dans un espace de réception transnational.

L'écriture de ces nouvelles est contingente d'une crise dans la québécitude, tel que l'a marquée l'échec du référendum pour l'indépendance du Québec en 1995, que Jacques Parizeau et les médias ont attribué à la ville de Montréal et aux « votes ethniques ». Elle est aussi contingente d'un tournant dans la littérature québécoise et sa réception, telle que l'affaire Monique Larue en 1997 l'a révélé. L'écrivaine a alors proclamé la littérature québécoise, une et plurielle, qu'elle soit publiée au Québec ou ailleurs, que l'auteur soit ou non d'origine québécoise. *Les aurores montréales* entrent dans le cadre d'une littérature qui déloge l'identitaire du national et en fait une donnée instable, mobile dans le temps, l'espace physique et l'espace socioculturel.

6. Ce prénom, déformation phonique de « souvlaki », surcode le racisme de Laurel, qu'il remettra cependant en question.

Deux nouvelles des *Aurores montréales* sont un gros plan sur la question de la québécitude et des rapports que le Québec entretient avec le reste du Canada et la France. « Oui or No » est un conte postmoderne sur le référendum de 1995 : « C'est l'histoire d'une femme qui rencontre un homme sans le rencontrer vraiment » (p. 169) et : « c'est l'histoire aussi d'un petit pays confus encastré dans un grand pays mou. Il a toutes les autres choses qui font un pays, mais les papiers, ça il n'a pas » (p. 169). Mais Proulx-narratrice interpelle le lectorat à la fin de la nouvelle et le met en garde contre d'éventuelles conclusions faciles sur l'échec de la relation entre les personnages francophones et anglophones : « Doit-on voir une relation métaphorique entre la déception amoureuse d'Éliane et la déception idéologique du petit pays ? » (p. 178) Certes, Nick Rosenfeld (l'amant longue-distance d'Éliane) « appartient au grand pays dont Éliane craint l'étreinte étouffante. Mais la vie est remplie de hasards circonstanciels, et une femme n'est pas un pays, aussi petit soit-il » (p. 178). Or ce conte, comme c'est souvent le cas dans *Les aurores montréales,* agit en trompe-l'œil et s'attache à déjouer les attentes du lecteur et les clichés. Sous le prétexte d'un conflit anglo-québécois, cette nouvelle conte une usure relationnelle entre Éliane et Philippe-Filippo (elle ne sait pas pourquoi elle appelle son compagnon Filippo), chroniqueur à la télévision à Montréal et défenseur de l'indépendance. Ce conte/nouvelle est aussi un conte sur la délocalisation spatiotemporelle et identitaire. S'il n'y a pas de dialogue entre Nick et Éliane, la même situation s'applique à Filippo et à Éliane. Entre Nick et Éliane, les échanges sont en anglais, mais limités à des clichés, flatteries et plateries amoureuses, et significativement celui-ci appelle Éliane « Alien », « comme le monstre de l'espace » (p. 172). Éliane et Filippo sont en position d'étrangers vis-à-vis l'un de l'autre. Ils « gravitent à des années-lumière l'un de l'autre » (p. 171) bien qu'ils partagent une culture et des convictions politiques communes. Ni l'anglais, ni le français ne sont des langues d'amour ou de communication. Filippo est toujours rivé à la télévision, l'objet a phagocyté le sujet, la télécommande a supplanté la femme. Le Philippe familier, souriant, présent, réceptif et ouvert à l'autre, c'est le chroniqueur, l'amant disparu pris en otage par le téléviseur. La question identitaire est bien un leurre dans l'échec de la relation. Dans les deux cas la distance physique est considérable, qu'elle soit d'ordre géographique ou médiatique (les navettes se font en sens unique de Montréal à Toronto : seule Éliane prend l'avion pour rejoindre Nick), et elle fait tomber la vieille métaphore femme-nation. Ce ne sont plus des papiers, une constitution, un drapeau, une langue, des frontières géopolitiques qui définissent ici une nation, ou bien la nation se situe hors-frontière dans les territoires du « trans ». Si Proulx tente de déjouer les horizons d'attente du lecteur par une adresse directe, elle redouble son avertissement en laissant la conclusion du conte en suspens. Nick rappelle Éliane pour lui dire de sa voix la plus tendre, celle qu'elle n'avait pas encore entendue, « *I'm sorry* » qui s'adresse autant à la femme qu'au pays qui a perdu le référendum.

Dans « Français, Françaises », titre ironique parodiant une adresse présidentielle, Proulx embarque le lecteur dans un autre conte postmoderne sur les tensions culturelles et éditoriales entre la France et le Québec. Dans cette nouvelle, une idylle parfaite semble prendre corps entre un jeune écrivain québécois, Sylvain Duchesne, et un éditeur français, Nicolas Tocqueville[7], dit Tocque, directeur des éditions globales Galligrasseuil,

7. Selon Mary-Lynne Piccione, le nom n'est pas sans évoquer saint Nicolas et le Père Noël, le toqué.

mot-valise, produit de la fusion de trois piliers de l'édition française. On a bien sûr reconnu Gallimard, Grasset, Le Seuil, où sont publiés des auteurs tels que Réjean Ducharme, Marie-Claire Blais, Anne Hébert ou Jacques Godbout. Sylvain est un auteur sans succès qui n'a jamais vendu à plus de 500 exemplaires et qui se moque de la québécitude, comme l'indiquent les titres des ses pamphlets qui parodient des commandes d'école d'obéissance : « À quatre pattes », « Assis », « À genoux » et « Couché » (p. 183). Or Nicolas Tocqueville vient de découvrir la véritable démocratie dans l'œuvre de Sylvain, qui dénonce la paranoïa identitaire québécoise, « boutonneuse » et adolescente et l'anti-intellectualisme de ses sagas télévisuelles, et va jusqu'à faire l'éloge de la transculturation chez les Amérindiens qui sont, dans *Les aurores montréales,* les déshérités. Comme l'a souligné Mary-Lynne Piccione, cette nouvelle est un contre-topos du conte de fée. En effet, Nicolas Tocqueville, dont le nom ironise sur la définition de la démocratie[8] et signe le revers du rêve américain, quitte la France sans avertir Sylvain pour s'installer au Québec. Et c'est à l'aéroport, dans l'espace insaisissable du passage des frontières, que Sylvain, qui part pour Paris pour se faire publier chez Tocque, entrevoit pour une dernière fois l'éditeur qui lui crie ses adieux : « *Fuck* Paris, *fuck* Galligrasseuil ! Je m'installe ici, *tabernacle!…* » (p. 191). Si cette nouvelle prétend prendre le contre-pied des relations négatives et stéréotypées entre la France et le Québec, elle n'en recycle pas moins la dynamique des échanges interculturels sur le mode de la dérision. Loin d'être une nouvelle sur le Québec et dont le titre pourrait être « Québécois, Québécoises » comme l'avance Piccione, elle met en signe les mythes de l'immigration et de la diversité culturelle, qui agissent ici côté québécois et côté français : en particulier, la phase initiale de l'immigration, qui est celle d'une illusion amoureuse entre deux pays, dont parlent Nancy Houston et Leïla Sebbar dans *Lettres Parisiennes.* Tocque vient s'installer à Montréal en adoptant une langue hybride, « déglinguée », mélange et pastiche d'anglais, d'argot et de joual. La nouvelle est un « contre-topos » à plus d'un titre, non seulement du conte de fée, mais d'une institution de la diversité culturelle, où tout irait bien dans le meilleur des mondes. Tocque avait d'ailleurs rencontré à Montréal des écrivains comme Denis Fafouin, Pamela Ducharme et Dominique Larue, dont le jeu intellectuel favori était celui de « l'auto démolition », c'est-à-dire celui d'un petit pays qu'ils pourfendaient, mais qui était « ce qu'ils aimaient le plus au monde » (p. 189). La morale du conte serait celle d'un territoire hors-frontière, la littérature, dont le sens aurait échappé à Tocqueville mais tout autant à Sylvain Duchesne, et de son rêve européen de faire carrière dans l'édition française.

Revenons ici aux nouvelles-cadres qui mettent en scène des narrateurs en position de migrants. Ces lettres écrites à des destinataires fictifs restent forcément sans réponse. « Jaune et blanc » plonge une jeune immigrante arrivée de Chine dans l'univers transculturel et globalisé du nouveau Montréal tel que le symbolise le magasin Canadian Tire. Dans cette mer tumultueuse où baignent des quantités infinitésimales de couleur et d'information, la narratrice est incapable de trouver un tuteur pour les dahlias qu'elle vient de planter chez elle. Deux obstacles s'imposent : l'abondance de marchandises et la langue. Les employés s'adressent à elle en anglais, elle parle

8. Notons que l'œuvre de Tocqueville et sa réception ont contribué en France à la relance de l'antiaméricanisme. Voir Philippe Roger, 2002.

français et elle n'a pas le mot précis qui permet de traduire « tuteur ». Cet océan postmoderne du trop-plein et du bruit s'avère proche de la Chine. Elle repart bredouille, mais doublement. La grand-mère à qui elle écrit est un destinataire spectral. Morte, celle-ci ne peut lui répondre. De plus, la Chine qu'elle vient de quitter, Shanghaï, est globalisée ; les Chinois boivent de plus en plus de bière et les grues des promoteurs ont délocalisé les campagnes et les villes, si bien qu'il ne reste « plus de différence entre être un Chinois et un Nord-Américain » (p. 57). Dans « Blanc et noir », le narrateur, chauffeur de taxi haïtien, selon le cliché habituel, ne reconnaît ni sa femme, ni ses enfants qui revendiquent leur négritude à partir du personnage du film de Spike Lee, *Malcolm X.* La lettre qu'il écrit n'est pas adressée à Spike Lee, mais au Malcom X du film, à qui il reproche d'avoir tourné sa fille en fanatique de l'Islam et d'avoir condamné sa femme à un essentialisme identitaire primaire. Il en appelle alors à l'auteur de « Comment se fatiguer dans le noir avec un nègre », titre parodique d'une œuvre de Dany Laferrière à qui il dédie par ailleurs sa lettre. L'identitaire s'impose ainsi comme le produit des mythes d'origine et des fictions culturelles et il évolue un imaginaire qui tient lieu de territoire. Dans ce territoire délocalisé qu'esquisse la cartographie des *Aurores montréales,* l'exotisme n'est plus simplement d'ordre national et culturel, mais d'ordre spatial et temporel, et la violence est loin d'en être exclue.

Si toutes ses nouvelles n'hésitent pas à opter pour la dérision et si leur ton parodique porte l'ambiguïté des textes parodiques postmodernes, il n'en reste pas moins qu'elles interrogent les limites d'une question identitaire qui reposerait sur des mythes d'appartenance et la bonne conscience transculturelles. Tout en délogeant la littérature de tout ancrage national, ces nouvelles esquissent une territorialité aux convergences de la diversité, de la mouvance et de l'imaginaire.

Références

Harel, S. (2006). *Braconnages identitaires. Un Québec palimpseste,* VLB.

Houston, N. et L. Sebbar (1986). *Lettres parisiennes,* Paris, J'ai lu.

Mavrikakis, C. et M. Delvaux (2003). « Quelques mots sur l'éthique et la littérature », *Dalhousie French Studies,* nº 64, p. 75-85.

Moisan, C. et R. Hildebrand (2001). *Ces étrangers du dedans,* Montréal, Nota Bene.

Nepveu, P. (1988). *L'écologie du réel. Mort et naissance de la littérature québécoise contemporaine,* Montréal, Boréal.

Piccione, M.L. (2002). « Aller simple pour le malentendu : les relations France-Québec à partir de "Français-Françaises" de Monique Proulx (*Les aurores montréales*) », *Études canadiennes/ Canadian Studies,* nº 52, p. 192-196.

Proulx, M. (1997). *Les aurores montréales,* Montréal, Boréal.

Robin, R. (1999). *L'immense fatigue des Pierres,* Montréal, XYZ.

Roger, P. (2002). *L'ennemi américain,* Paris, Seuil.

G

Fictions des temps en lutte : présences d'un passé indépassable

Quelques questions littéraires à propos de la campagne québécoise
Daniel Laforest

Fiction du contemporain
D'une structure énigmatique et de sa pensée du temps
Nicolas Xanthos

Quelques questions littéraires à propos de la campagne québécoise

Daniel Laforest
University of California at Santa Cruz

Résumé *Qu'est devenu l'arrière-pays québécois ? Est-il toujours possible de penser et de parler en termes de configurations régionales aujourd'hui ? Est-il toujours pertinent de concevoir, dans l'imaginaire, des figures qui seraient partagées par l'ensemble d'une culture nationale alors que la majorité de la population constituant cette culture habite des zones urbanisées ? Cet article voudrait proposer quelques pistes afin d'aborder le problème du point de vue du sujet littéraire. L'arrière-pays remet de l'avant les notions de légitimité et d'authenticité, passées depuis longtemps au second plan dans les questionnements sur la littérature. Du point de vue québécois, il s'agit par ailleurs d'un problème qui concerne directement la modernité sociale et culturelle incarnée par la Révolution tranquille. On peut supposer que les espaces campagnards, dans leur réalité effective, y furent passés sous silence au profit des figures cosmopolites offertes par l'urbanité. S'interroger aujourd'hui sur l'arrière-pays apparaît ainsi comme un moyen de jeter une lumière différente sur les appropriations symboliques propres à cette époque, de même que sur la notion de réalisme littéraire dans l'histoire culturelle québécoise.*

1. L'arrière-pays problématique

En 2005, l'écrivaine Lise Tremblay a relaté en entrevue (Cayouette, 2005) une expérience fort significative, mais dont la teneur n'a pas été relevée ou presque. Elle a dit avoir été obligée de quitter la petite communauté de l'Isle aux Grues, où elle avait acheté une maison afin d'y vivre et d'y écrire pendant la moitié de l'année, après s'être sentie progressivement marginalisée, intimidée, voire persécutée par certaines personnes de la région. Son départ forcé a suivi de près la publication de son livre de nouvelles *La héronnière,* livre qui a bénéficié d'une visibilité appréciable, ayant reçu le Prix du Gouverneur général. Tremblay dit avoir finalement appris que la raison de son ostracisme était le mécontentement d'une partie de la population locale quant à la façon dont son livre représentait la vie régionale au Québec. Malgré qu'aucun toponyme ne soit évoqué dans les nouvelles, les villageois se sont perçus comme objets inavoués d'inspiration. Et ils n'ont pas apprécié. On pourrait avancer qu'il y a là un cas isolé, conséquence d'une mentalité insulaire. Or une chose semblable s'est produite à peu près au même moment, avec la publication d'une nouvelle de Marie-Hélène Poitras dans le journal montréalais *Voir* (Chainey, 2004)[1]. La localité rurale diffère, mais l'événement est sensiblement le même. Du village de Rivière-Bleue cette fois, dans la région du Témiscouata, on a organisé un tollé, écrit au journal, réclamé des excuses. Dans la population des deux villages impliqués, ces publications littéraires ont eu davantage d'impact que nulle part ailleurs, mais ce fut un impact paradoxal. On a déploré trop se reconnaître, mais du même souffle on a affirmé que la fiction avait produit une image jugée mensongère.

Afin de se défendre, les deux écrivaines ont plaidé une cause gagnée à l'avance – du moins inscrite à ce titre dans l'histoire littéraire depuis l'invention du réalisme –, à savoir la liberté de faire ce que bon leur semble avec le réel. Or on peut supposer que le problème ne se situe pas exactement à ce niveau. Les cas de Tremblay et Poitras en marquent un autre, dont l'importance est sans doute plus grande. Si l'on y regarde de près, le paradoxe s'évanouit, qui dans les protestations villageoises décriait le mensonge d'une image trop juste. La nature de ces protestations s'avère alors plus concrète, en même temps que leur portée littéraire apparaît considérable. Il n'était pas question pour les villageois de nier la vraisemblance mais de l'isoler en quelque sorte pour mieux s'y mesurer. Il fallait séparer la vraisemblance d'une représentation littéraire et l'existence publique de cette même représentation. Et c'est à ce point que les mésaventures de Tremblay et Poitras deviennent exemplaires. Pour la première fois depuis plus d'un demi-siècle au Québec, la relation entre fiction littéraire et univers régional y a été perçue – et contestée – à travers la notion de *légitimité.*

L'un des traits de la modernité québécoise fut de soustraire l'écrivain québécois à la nécessité de justifier l'invention de son réalisme. Entre le Félix-Antoine Savard de *L'abatis,* avec son lyrisme tempéré d'une volonté quasi documentaire, et les Ducharme ou Ferron, qui réinventent le régional en déparlant la langue, et qui ainsi à la fois

1. Voir Marie-Hélène Poitras, « Lettre aux habitants de Rivière-Bleue », dans *La mort de Mignonne et autres histoires,* Montréal, Tryptique, 2005, p. 77-84.

disent et ne disent pas les lieux qui les habitent, résonne l'écho du geste flaubertien radical, celui qui, avec *Madame Bovary,* choisissait précisément l'espace campagnard pour la revendication d'une poétique du style seul souverain. Et quand on lit chez Miron que la crise subjective fondamentale des « Notes sur le non-poème et le poème » n'empêche pas l'écrivain de s'imaginer « au carrefour Sainte-Catherine et Papineau », comme un poète qui lutte contre un invariable « CECI » (Miron, 1996, p. 129), et qui ailleurs dans *L'homme rapaillé* se présente comme « un homme d'ici » (Miron, 1996, p. 170), on comprend que l'espace de la modernité québécoise a sans cesse recherché la subsomption de ses frontières internes pour en faire l'un de ses traits dominants.

On peut s'interroger de plusieurs façons à la suite de cela, mais il y a au moins une question qui s'impose et surprend presque par son évidence. Qu'est-ce, au juste, que *l'arrière-pays* québécois ? Est-il toujours pertinent de supposer qu'il relève de figures ou tropes uniformément partagés dans l'imaginaire national ? À bien des égards, une telle position est devenue difficilement tenable. On sait que cet imaginaire se développe désormais principalement – en plus d'être produit presque uniquement – au sein d'une population qui, depuis au moins deux générations, s'est concentrée dans les zones urbaines. Mais alors l'arrière-pays, est-ce encore l'idée d'un espace concret, où se découperaient des configurations régionales distinctes ? On le perçoit vite : un tel langage est celui de la gestion. Et celle-ci doit aujourd'hui se confronter à des modifications considérables dans l'habitabilité du territoire ; elle doit, en bref, modifier ses critères, parce que son objet lui échappe. L'arrière-pays, pour la majorité, relève désormais davantage du transit, ou alors de l'incertitude, de l'instabilité. Notre intérêt, ici, est le point commun qui réunit ces états. Ce sont des états de mouvement ou d'immobilité précaire. Ils se définissent donc chacun par leur ouverture sur un dehors. Cela signifie, en d'autres mots, qu'ils *reçoivent* leur sens de quelque chose qui arrive de l'extérieur.

L'arrière-pays québécois, dans la symbolique des discours nationaux ou touristiques, conserve la forme d'un arrière-plan pour la pensée, à savoir qu'il sous-entend l'inentamé, et l'inentamable, quand ce n'est pas l'originel et les diverses déclinaisons de l'enracinement. Dans ce contexte, ce qui provient de l'extérieur est supposé y prendre part, peut-être modifier pour un temps sa dynamique de surface, sans toutefois porter atteinte à sa cohésion. Il faut voir qu'on ne bouleverse rien de cet ordre en concevant le terroir québécois à travers la prétendue fin historique de son règne dans l'imaginaire. Considérer qu'entre Germaine Guèvremont et Gabrielle Roy tout a été dit revient à ranger l'arrière-pays du côté du musée, donc de l'immuable, et la ville du côté de l'actuel, donc du mouvement, du devenir. Les figures obtenues sont séduisantes, plusieurs trouvent des référents concrets, mais il n'empêche que le raisonnement reste arbitraire. On transforme la rupture historique en frontière territoriale : vieux penchant des symboliques nationales, où l'on cherche ses raisons en confondant éloignement et profondeur, myopie et saveur de l'authenticité. Soulignons que pour le bien d'une mutation culturelle et d'une entrée dans la modernité québécoise, à plus forte raison pour l'invention d'une littérature distincte, cette permutation du temporel et du spatial était sans aucun doute nécessaire, et les résultats féconds. Mais il demeure que l'on doit aujourd'hui composer avec un impensé. L'arrière-pays québécois a-t-il jamais été moderne ?

2. La légitimité territoriale

Revenons au cas particulier des deux auteures citées en exemple. Le problème, tel qu'on se le propose, est celui de la légitimité. Mais qu'est-ce que cela veut dire au juste ? On voit que ce terme de légitimité peut avoir ici deux significations. Du point de vue du *réalisme,* ce qui est légitime on non désigne la convergence ou la divergence entre la forme littéraire et le consensus quant à la réalité du lieu régional. L'enjeu littéraire que recèle cette différence implique la notion de réalisme dans la mesure où le sens de ce réalisme est avant tout polémique. La question idéologique consistant à se demander « qu'est-ce qu'un portrait réaliste de l'arrière-pays » se déplace alors. Elle devient : « Qui a la légitimité de composer un tel portrait ? » On ne doit pas sous-estimer un tel déplacement. Le réalisme littéraire n'y apparaît plus comme la conformité esthétique à un modèle partagé – ce qui était le cas, par exemple, de la littérature du terroir au Québec. Il se recompose en débat pour la possession de ce qui soutient l'idée même d'un réalisme, à savoir les moyens de composer un ordre représentatif et de lui reconnaître une valeur partagée.

Ces moyens sont aussi ceux qui permettent de faire se rejoindre le local et le global. À ce titre, le Québec a des frontières très larges. En effet, la réalité du territoire nord-américain d'après-guerre s'est organisée autour de l'essor d'une urbanité cosmopolite aux frontières physiques toujours plus floues. C'est elle que l'urbaniste états-unien Edward Soja a appelée la *postmetropolis,* et que le philosophe Jean-Luc Nancy, dans un court texte sur Los Angeles, a décrit comme « une extériorité infinie qui s'éloigne et ré-urbanise toujours plus loin » (Nancy, 1999, p. 42). En ce sens, la ville contemporaine n'est pas qu'un lieu, c'est aussi une forme de pensée qui prolifère et qui conditionne la réalité de l'espace environnant. Elle est une relation au territoire, et ce jusqu'au point où il importe peu que l'on se trouve en ville afin d'y souscrire. L'étalement urbain a donc eu pour effet de destituer la figure classique de la ville en tant qu'habitat physiquement délimité. Il en a fait plutôt une forme de vie, c'est-à-dire le siège d'un regard, d'une sensibilité, et surtout d'une mobilité. C'est dès l'immédiat après-guerre, alors que s'avérait évidente l'importance d'un roman et d'une inspiration subjective correspondant à cette urbanité nouvelle, que le Québec voyait ainsi apparaître les premiers signes encore indéchiffrables de ce qui deviendrait plus tard le problème de représentation territoriale qui désormais nous occupe. C'est à ce niveau que se situe la légitimité de l'arrière-pays québécois dans son premier sens. Quelle place échoit à l'arrière-pays dans le territoire urbanisé d'aujourd'hui ? Quel réalisme inventer afin de dire celle-ci ?

La seconde signification du légitime quant à l'arrière-pays se rapporte à l'*authenticité.* La question qu'on devine tout de suite est : « Qu'est-ce qu'une description authentique de l'arrière-pays ? » Mais cette question, à vrai dire, en cache une autre : « Qu'est-ce que l'arrière-pays comme expérience ? » Il est probable qu'on n'a pas toujours pu poser une telle question, parce que le besoin, historiquement, ne se présentait pas. Le rapport au rural avait un cadre plus affirmé. C'est pourquoi nous soulignions auparavant que la liberté de l'écrivain dans sa relation au réel est un faux problème. L'écrivain ne choisit pas l'historicité de cette relation ; pas plus, dira-t-on, qu'il ne choisit le monde dans lequel il vit. C'est plutôt avec la réalité historique des expériences l'ayant précédé

qu'il dialogue, et c'est par rapport à elle qu'il tente d'inventer la sienne. On hérite d'un arrière-pays raconté, autant par des filiations réelles que par des filiations littéraires – bien qu'aujourd'hui, alors que le territoire entier s'urbanise, les secondes sont manifestement appelées à prendre le pas sur les premières. L'expérience de l'arrière-pays est, avant tout, l'expérience de cet héritage.

Le Québec oscille entre un passé hyperboliquement rural et le sentiment que ce dernier a subi un effondrement symbolique à la suite de la Révolution tranquille. Entre ces deux pôles, le sujet individuel, avec ses histoires singulières et ses incertitudes identitaires, apparaît désormais comme un troisième terme : un ajout. Il devient l'expérience présente d'une cassure pour laquelle, jadis, on a très peu cherché la visibilité symbolique, encore moins la représentation esthétique. Il semble donc que l'arrière-pays contemporain, dans sa concrétude, soit à bien des égards une expérience inédite. Et cette expérience est précisément ce qui prend forme et se reconfigure à chaque fois que survient quelque chose du dehors. Elle prend forme lorsque la représentation d'une réalité en fait éclater une autre. S'il y a un réalisme littéraire de l'arrière-pays contemporain, c'est dans la mesure où il arrive à montrer cela, ce conflit qui redessine sans cesse la territorialité québécoise. Voyons ce qu'il en est à travers un bref examen, plus rapproché, du recueil de nouvelles *La héronnière.*

3. L'authenticité, entre violence et désœuvrement

Un livre composé de nouvelles, d'abord, surprend peu quant à ce qui nous occupe. L'invention d'un réalisme du régional québécois ne semble plus se jouer sur le terrain de la forme romanesque pour Tremblay, et l'on notera qu'il en va ainsi pour bon nombre d'autres contemporains au Québec. Pierre Yergeau, Jean-Pierre Girard, Michael Delisle, Hervé Bouchard par exemple, privilégient la nouvelle, le court récit ou l'expérimentation formelle pour la représentation littéraire de l'expérience campagnarde contemporaine. On remarque, d'autre part, que la pluralité des nouvelles chez Tremblay permet de séparer radicalement les points de vue narratifs. En synthèse, *La héronnière* donne deux visages à l'expérience de l'arrière-pays. Des nouvelles sont narrées en quelque sorte « de l'intérieur », c'est-à-dire par des personnages qui sont originaires du lieu régional. D'autres nouvelles sont narrées de l'extérieur, par la voix d'une narratrice urbaine qui habite le lieu de façon épisodique. Les nouvelles dont le point de vue est intérieur sont violentes. Ou, si l'on préfère, elles identifient, comme chez Lacan, la violence au réel. Cela a une conséquence. L'arrière-pays représenté, de quelque façon que ce soit, apparaît comme une relation artificielle au réel, lui qui pour sa part est une force brute, un suspens dans la pensée, l'évidence de qui n'est pas assimilable ni réductible. Mais Tremblay se fait plus précis. Cette représentation dont on montre l'arbitraire semble aussi agir comme un dispositif : le lieu d'un pouvoir qui s'exerce par délimitation et restriction.

La nouvelle-titre du recueil illustre cela. Elle tourne autour d'un meurtre qui restera impuni. Un adolescent local a abattu le citadin retraité dont l'installation au village avait donné lieu à la fondation d'un club d'ornithologie, à un festival, à une affluence de touristes, etc. Le narrateur, oncle du meurtrier, découvre le crime mais ne dit rien, ne trahit pas. Il reste étrangement détaché. Un soir, chez un ami, des urbains de passage lui parlent des « villages en perdition, de l'exode rural, de la nécessité du

tourisme écologique » (Tremblay, 2003, p. 32). Lui, ça le déprime un peu, et surtout, ça lui semble aussi convenu que les discours du maire. Il entend seulement éviter le scandale et préserver sa pourvoirie des retombées néfastes. Dans son monde rural, il valorise, selon ses mots, celui qui sait être « un survivant » (Tremblay, 2003, p. 30). La réalité de l'arrière-pays est ici construite en trois temps. Premièrement, une ville de chasseurs est transformée au profit d'un festival d'ornithologie. Les signes du passé local sont détournés par une intervention extérieure. Ils le sont en fonction d'un savoir (l'ornithologie) et d'une construction esthétique (la beauté de la nature) que l'on importe et que l'on assortit d'un impératif (la préservation). Le futur est aussi formé de l'extérieur. Il existe dans un discours raisonné, véhiculé par des citadins. Ce discours ne conçoit que deux avenues possibles : l'exode rural et l'investissement touristique. Ce qui reste ? Le présent. Or qu'en est-il ici ? Chez Tremblay, il a pour nom la survie, et pour forme le meurtre. La survie n'est pas autre chose dans ce contexte qu'une conscience accrue de la vie comme idée distincte, et comme force de réel. La mort, dans l'esprit du narrateur, n'est en effet que deux mots : « rien et sale » (Tremblay, 2003, p. 36). Entre passé colonisé et futur programmé, la survie cherche ainsi ses formes distinctives. Le résultat est que cela fait apparaître un nouvel aspect de la longue relation symbolique entre l'arrière-pays québécois et la violence, un aspect qui n'a plus à voir avec la rencontre de l'altérité culturelle, ni avec le vieux paradigme de la sauvagerie naturelle. Cette violence naît de la projection d'un profond et singulier désir de *présent* au sein de ce qui existe encore avec les signes en lambeaux d'une collectivité passée.

Les nouvelles dont le point de vue est « extérieur », pour leur part, sont centrées sur le désœuvrement. Chacune introduit des habitantes du village à travers une narratrice qui se sait toujours urbaine, mais qui cherche à établir des amitiés privilégiées afin de combler son ennui par un sentiment d'appartenance. Ces nouvelles opposent donc, à l'immobilité régionale, un désir singulier de curiosité, d'interrogation, de regard prolongé. C'est ce regard qui d'abord perçoit, puis tente de percer ce qu'il croit être les agencements superficiels des signes du passé. On découvre une femme du village qui vit avec ses poupées et qui paraît entretenir une « sorte de honte archaïque attachée à la condition de paysan » (Tremblay, 2003, p. 53). Elle « fréquente les étrangers comme si c'était un jeu », et « se jette sur [eux] parce qu'ils se pâment devant sa maison et ses antiquités, toutes choses que les gens de la campagne ignorent ou méprisent » (Tremblay, 2003, p. 56). C'est le désœuvrement qui, peu à peu, articule le contact entre l'extérieur et l'intérieur. Plus la narratrice s'approchera de cette femme, en pensant y trouver un surplus d'humanité, ou du moins une ouverture franche, une curiosité égale à la sienne, plus elle sera déçue. Contrairement à l'étude de caractère du réalisme traditionnel, qui accumule les facettes et construit patiemment son objet, on assiste ici à un élagage. La narratrice, au bout du compte, est éconduite par une simplicité brutale : « J'ai fini par comprendre que [sa] vie était cimentée par le sentimentalisme et la haine » (Tremblay, 2003, p. 56). À ce point, on s'en doute, la vague amitié entre les deux femmes ne peut plus se maintenir. Ce qui vient de l'extérieur est un regard. La narratrice voudrait lire son lieu d'élection, circonscrire une région, la comprendre, l'habiter. Mais son herméneutique est vaine. On ne lit pas le réel. Elle n'extrait que de l'attraction irraisonnée, de la haine, toutes choses qui précipitent le silence sur lequel se referme la relation entre les deux femmes, et qui bientôt empêchent la possibilité même du récit.

Un arrière-pays construit de l'extérieur se compose de lieux rendus sensibles à travers des événements ou des rencontres. Ceux-ci le font apparaître comme par résonance. L'arrière-pays a longtemps été – et reste dans bien des cas – une politique du discours qui inscrit sa relation volontariste au territoire dans une forme symbolique. Mais on découvre qu'il peut aussi être une façon de reconfigurer les aspects territoriaux dans la relation d'un sujet à soi-même. À ce titre, l'arrière-pays devient sujet littéraire dans la mesure où c'est le *reste,* le *substrat* d'une expérience d'abord singulière qui s'y exprime. Il y a là un changement d'assez grande envergure. Le cadre économique et symbolique que constituait le monde régional quant à l'ensemble du Québec s'est en quelque sorte retourné sur lui-même. L'expérience de l'arrière-pays, qui était autrefois l'expérience de frontières délimitées entre urbanité et régionalisme, semble maintenant à charge du singulier. De la région, on passe ainsi au régional, et il s'agit bien d'une attention donnée à un processus plutôt qu'à un objet. C'est de surcroît le principe de différenciation qui se retourne de même, et en cela le Québec trouve des échos évidents hors de ses frontières, sur tous les territoires des Amériques. Une poétique intéressée par l'arrière-pays revendique désormais une différenciation en construction plutôt qu'une différence marquée par des frontières données.

Si l'on continue à supposer une frontière fixe entre le rural et l'urbain, il ne nous reste plus qu'à écrire des romans historiques. Pourtant, il ne s'agit pas de nier une distinction entre les deux mondes. Il ne s'agit pas non plus de supposer que le rural serait devenu à son tour le lieu de l'interculturalité, de la transculturalité, de l'hybridité, bref de tous ces concepts qui trop souvent oublient que le conflit existe. On continuera de concevoir des frontières, mais poreuses, voire mobiles, ou alors à intensité variable. Car c'est précisément la transgression de ces frontières qui empêche la fossilisation d'une réalité unilatérale dans l'imaginaire. La circulation contemporaine entre le rural et l'urbain produit des subjectivités nouvelles et controversées. Et les formes que l'on donne à cette mobilité, très souvent aussi à cette inadéquation, voire cette violence, ne sont autres que le dire de l'expérience singulière de l'arrière-pays, les voies de son réalisme à venir. Ce qui prend les allures d'une déconstruction, ici, n'est à l'arrivée qu'un moyen. L'arrière-pays existe vraiment, et n'est pas différé. Il est le rappel que dans la cartographie présente et à venir de l'américanité québécoise, à laquelle nous contribuons tous à notre manière, le réel du territoire est sans doute la chose la moins fixe qui soit.

Références

Cayouette, P. (2005). « Entrevue avec Lise Tremblay », *L'Actualité,* vol. 30, nº 6.

Chainey, A. (2004). « Entrevue avec Marie-Hélène Poitras », *Quartier Libre. Le journal des étudiants de l'Université de Montréal,* vol. 11, nº 10.

Miron, G. (1996 [1970]). *L'homme rapaillé,* Montréal, Typo.

Nancy, J.L. (1999). *La ville au loin,* Paris, Mille et une nuits.

Poitras, M.H. (2005). *La mort de Mignonne et autres histoires,* Montréal, Tryptique.

Soja, E.W. (2000). *Postmetropolis. Critical Studies of Cities and Regions,* Malden, Blackwell.

Tremblay, L. (2003). *La héronnière,* Montréal, Leméac.

Fiction du contemporain
D'une structure énigmatique et de sa pensée du temps

Nicolas Xanthos
Université du Québec à Chicoutimi

Résumé *Dans plusieurs romans ou films québécois du début des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, on peut retrouver, insistante, presque obsédante, la structure narrative particulière de l'énigme. Elle consiste à débuter le récit après un événement fondateur, souvent marqué par la violence, que le fil de la fiction va s'efforcer de ramener au grand jour. Structure double, ou duelle, comme l'ont déjà analysée les théoriciens du genre policier, elle implique deux récits : le premier, absent initialement mais qui va progressivement faire retour ; le second, présent mais qui ne fait que permettre le retour du premier. Cette structure, apparemment propre au policier, se retrouve dans des fictions qui pourtant n'appartiennent pas au genre : notamment, dans l'œuvre romanesque de Gaétan Soucy,* Cowboy *de Louis Hamelin,* Fugueuses *de Suzanne Jacob,* Mémoires affectives *de Francis Leclerc,* Québec-Montréal *de Ricardo Trogi,* Un crabe dans la tête *d'André Turpin. Le présent article interroge cette présence de l'énigme à la lumière d'une pensée du temps, d'un régime d'historicité. Car c'est bien une construction, une* fiction *du contemporain qu'elle impose : le temps présent n'y vaut que de permettre au passé de ressurgir. Ces romans ou films sont sans avenir : semble s'y marquer avec insistance le poids inhibant d'un passé qui, quand bien même on le voudrait à jamais derrière soi, continue de hanter, et même d'organiser en creux, un aujourd'hui qui ne peut ouvrir sur rien. Ces œuvres travaillées par l'énigme semblent ainsi proposer du présent québécois l'image complexe et troublante d'un temps cherchant à nier un passé* omniprésent *qui le prive du même souffle de la moindre perspective d'avenir. Ce* no future *actuel ne s'ancre pas dans un nihilisme anarchiste, mais découle, comme son effet pervers, de la volonté aveuglée de marquer une rupture là où pourtant une permanence ne cesse de se dire.*

Expression à tout le moins polysémique que celle de « fiction du contemporain ». En une première acception, qu'on pourrait dire d'histoire littéraire, elle définit un ensemble de textes par leur appartenance à une période donnée : il s'agirait, en somme, des fictions d'aujourd'hui, des fictions actuelles. En plus de l'inévitable ambiguïté déictique, cette acception se complique d'une référence, presque automatique désormais, au champ de la littérature française contemporaine tel que le définissent, depuis quelques années, Bruno Blanckeman (2002) ou Dominique Viart et Bruno Vercier (2005), pour ne parler que d'eux. Car, s'il semble bien que la littérature française se soit peu ou prou métamorphosée à partir du début des années 1980, rien ne prouve qu'un semblable mouvement soit visible dans la littérature québécoise, ni que cet éventuel mouvement réponde à des transformations socioculturelles identiques[1]. Dans un même ordre d'idées, il faudrait aussi se demander, au cas où l'on tiendrait à opter pour une périodisation qui articule changements socioculturels et littéraires, si le référendum de 1995 n'a pas lui aussi contribué à entraîner des mutations dans le champ littéraire québécois. Il ne s'agit toutefois pas tant pour nous de répondre à ces questions que d'indiquer la complexité des problèmes soulevés par une expression apparemment aussi simple que celle que nous avons utilisée.

Dans une seconde acception, qui chercherait à mettre en lumière les objets mis en scène par les univers fictionnels, « fiction du contemporain » pourrait signifier « fiction qui traite du contemporain ». Cette catégorie, apparemment thématique, peut être saisie de deux façons. D'une part, dans une perspective sociologique, elle pourrait renvoyer à ces fictions qui parlent de questions, d'enjeux ou d'aspects de la société québécoise contemporaine, qu'il s'agisse du statut de l'homme, des aléas du couple ou de l'expérience migrante, par exemple. D'autre part, dans une perspective philosophique ou historiographique, elle pourrait référer à ces fictions qui, d'une manière ou d'une autre, cherchent à donner forme et sens à la *contemporanéité,* c'est-à-dire au présent, conçu dans ses rapports avec le passé et l'avenir. Ces fictions mettraient en scène et questionneraient ce que François Hartog nomme les *régimes d'historicité* (2003). Par ce concept, il cherche à décrire les divers rapports au temps, « les formes ou les modes d'articulation de ces catégories ou formes universelles que sont le passé, le présent et le futur » (2003, p. 27). Il s'agit dans cette perspective de savoir « comment, selon les lieux, les temps et les sociétés, ces catégories, à la fois de pensée et d'action, [sont] mises en œuvre et [en viennent] à rendre possible et perceptible le déploiement d'un ordre du temps » (*ibid.*). Ce concept permet d'aborder « l'une des conditions de possibilité de la production d'histoires : selon les rapports respectifs du présent, du passé et du futur, certains types d'histoire sont possibles et d'autres non » (*op. cit.,* p. 28).

1. Il est difficile de ne pas constater qu'en France cette transformation du champ littéraire coïncide avec l'arrivée au pouvoir de la gauche et le premier septennat de Mitterrand. Or si plusieurs ouvrages d'histoire littéraire québécoise (dont le plus récent : Biron, M., F. Dumont et E. Nardout-Lafarge [2007]. *Histoire de la littérature québécoise,* Montréal, Boréal), ouvrent bien une dernière période à partir de 1980, c'est dans le sillage du premier référendum. On voit sans peine que, derrière une date à peu près identique, les enjeux sont bien différents de part et d'autre de l'Atlantique.

Notre propos sera de travailler au sein de cette dernière acception de l'expression « fiction du contemporain » ; autrement dit, nous nous efforcerons de voir le régime d'historicité, ou la pensée du temps, dont procèdent et que mettent en scène plusieurs fictions actuelles. Cette pensée du temps, nous entendons la lire dans la *forme énigmatique* qu'empruntent plusieurs fictions : on verra comment, de façon récurrente, romans et films déploient leurs actions selon des configurations narratives et temporelles particulières qui constituent autant de manières d'articuler présent, passé et futur. Nous souhaitons donc ici nous situer à l'intersection de la poétique fictionnelle et de ses implications philosophiques, pour voir en quoi ces fictions qui nous intéressent sont des manières de dire un rapport au temps dont on verra qu'il s'éloigne significativement du présentisme qui caractérise, d'après Hartog, le régime d'historicité (français) contemporain.

Ce sont les romans de Louis Hamelin (1998 [1992]), Suzanne Jacob (2005) et Gaétan Soucy[2], ainsi que des films de Francis Leclerc (2004), Ricardo Trogi (2002) et André Turpin (2001) que nous commenterons dans cette étude qui revendique un caractère exploratoire et programmatique, et demandera assurément à être étendue à d'autres auteurs, d'autres cinéastes, voire d'autres genres[3].

1. Poétique de l'énigme

En quoi consiste cette forme, ce mode d'être de la fiction qui sera au cœur de notre réflexion, et que, en l'attente de mieux, nous avons appelée la forme énigmatique ? Il s'agit au premier chef d'une manière de mettre en scène un événement ; autrement dit, c'est une manière, pour la fiction, de raconter quelque chose : de le raconter de façon déstructurée et périphérique, en abordant l'événement de biais ou de côté plutôt que de front.

On s'en fera une idée précise en songeant au roman policier, où cette forme s'est incarnée avec le plus de régularité. Souvent, le roman policier commence par la découverte d'un forfait ; au fil de l'enquête, on finit par pouvoir reconstituer le forfait en tant que tel, son déroulement, ses raisons, ses acteurs, etc. Le roman policier commence donc après l'événement qui doit être raconté et le raconte ensuite par bribes, par fragments (via les indices, les témoignages et les réflexions de l'enquêteur), parfois contradictoires en plus d'être partiels. Cet événement central qu'est le forfait est ainsi raconté par le roman non pas de front, mais de manière déstructurée et latérale, métonymique aussi puisque ce sont d'abord ses restes et ses conséquences qu'on nous présente.

---

2. G. Soucy (1999 [1994]), *L'immaculée conception,* Montréal, Boréal ; (1997), *L'acquittement,* Montréal, Boréal ; (1999), *La petite fille qui aimait trop les allumettes,* Montréal, Boréal ; (2002), *Music-Hall!,* Montréal, Boréal.

3. On pense notamment ici à certaines séries télévisées comme *Grande Ourse* ou *Vice caché* qui, à des degrés divers, fonctionnent elles aussi selon les principes qu'on dira.

Comme l'ont noté les théoriciens du genre policier (Dubois, 1996 ; Eisenzweig, 1986), cette manière inhabituelle de raconter implique nécessairement deux événements ou séquences événementielles : l'événement qu'on tait, d'abord, et une autre série d'événements à l'intérieur de laquelle l'événement premier va pouvoir apparaître, progressivement et de manière fragmentée. Dans le cas du roman policier, ces deux événements ou séquences sont évidemment le crime et l'enquête. S'il n'y a pas d'enquête proprement dite dans les fictions contemporaines que nous commenterons, il n'en reste pas moins qu'on y trouvera toujours ces deux événements ou séquences événementielles, la seconde ayant pour fonction, comme l'enquête, de servir de lieu d'apparition réticent de la première.

Une dernière caractéristique, identitaire cette fois-ci, doit être mise de l'avant. Si l'on prend ce célèbre récit énigmatique qu'est *Œdipe-roi,* on constate que l'univers de la seconde série d'événements se déploie sous des auspices particuliers : les êtres ne sont pas ce qu'ils semblent. Pour le dire concrètement, Œdipe croit être le mari de Jocaste, alors qu'il est son fils ; il croit n'être pour rien dans la mort de Laïos, alors qu'il est le meurtrier de son père. Bref, le monde de la seconde séquence événementielle est, sur le plan identitaire, un monde en trompe-l'œil où la vraie nature des êtres et de leurs relations est cachée. Cette vraie nature est à retrouver à l'intérieur de la première séquence événementielle et va progressivement être révélée au fil de l'intrigue.

Si l'on résume, la poétique de ce qu'on appelle ici la forme énigmatique consiste donc dans son principe en une modalité inhabituelle de l'acte de raconter. L'événement à raconter va d'abord être tu, puis restitué de façon fragmentaire, métonymique, parfois cryptée, au sein d'une seconde série événementielle. Cette seconde série événementielle, qui est tout à la fois dissimulation et terre d'accueil du premier événement, présente des personnages en taisant initialement l'état réel de leur identité et de leurs relations.

Ce mode d'être fictionnel est celui que privilégient ces œuvres contemporaines que nous commentons ici. Toutes tournent autour d'un événement ou d'une séquence événementielle initialement absents et qui vont progressivement s'imposer sur la scène romanesque ou filmique, à l'intérieur d'une seconde séquence événementielle. Chez Gaétan Soucy, par exemple, la forme énigmatique est présente dans tous les romans : dans *L'immaculée conception,* ce sont un meurtre cannibale et une série de viols qui vont faire retour ; dans *La petite fille qui aimait trop les allumettes,* c'est l'histoire familiale d'Alice, avec son drame ancien ; dans *L'acquittement,* ce sont la vie familiale et le passé de Bapaume ; dans *Music-Hall !,* ce sont l'origine monstrueuse de Xavier et les liens qui ont uni Peggy Sue et Lazare.

De manière caractéristique, chaque roman s'ouvre plusieurs semaines, sinon plusieurs années – jusqu'à 20 ans –, après la première série événementielle, marquant ainsi l'apparente rupture entre les deux. Dans *Cowboy,* de Louis Hamelin, le roman débute douze ans après un drame fondateur, le meurtre de l'Amérindien Flamand. *Fugueuses,* de Suzanne Jacob, s'ouvre le 13 septembre 2002 et va remonter dans le passé de quatre générations de femmes, depuis deux jeunes adolescentes jusqu'à leur arrière-grand-mère, en passant par leur mère et leur grand-mère, pour fournir son lot de révélations sur chacune d'elles. *Mémoires affectives,* de Francis Leclerc, commence avec la sortie du coma d'Alexandre Tourneur, et va ensuite faire surgir les conditions de

son accident, des fragments de son passé ainsi qu'un meurtre ancien, datant de plus de 25 ans ; il remontera même bien plus loin, jusqu'à un chasseur montagnais, moyennant une conception de la mémoire un peu inhabituelle, Alexandre Tourneur héritant des souvenirs des êtres qu'il côtoie en les en délestant du même coup. Les deux derniers exemples que nous voulons citer minimisent l'écart temporel entre la première et la seconde séquences événementielles. Dans *Un crabe dans la tête,* d'André Turpin, Alex prend, au début du film, un certain nombre des photos sous-marines dont le sujet nous est parfois caché, puis perd conscience et oublie ce qu'il a pris en photo. Le film va conduire à la révélation de ces photos, qui sont celles du corps d'un enfant noyé. *Québec-Montréal,* de Ricardo Trogi, présente plusieurs personnages parcourant en voiture le trajet de l'une à l'autre ville, qui pour se rendre à un congrès, qui pour prendre l'avion à destination de Cuba, qui pour aller s'installer à Montréal. Pour chacun de ces groupes de personnages, le trajet va être l'occasion du retour d'événements ou d'états jusque-là cachés : une relation sexuelle puis amoureuse qu'on a voulu taire ou des sentiments impossibles à dissimuler.

C'est au premier titre la temporalité qui est mise à contribution pour garantir l'absence de la première séquence événementielle. Pour utiliser les catégories de la narratologie, on pourrait dire que le *récit* des fictions qui nous occupent commence d'ordinaire à un moment très avancé de l'*histoire*[4] ; les fictions s'ouvrent pour la plupart après la séquence première, parfois des années plus tard. Dans le cas particulier d'*Un crabe dans la tête,* c'est une ellipse, thématisée par l'évanouissement du personnage, qui permet de mettre hors-champ un événement qu'on va ensuite chercher à dire et en même temps à garder caché, de toutes sortes de manières. Car c'est là un autre élément d'importance : la seconde séquence événementielle, qui va accueillir les fragments de la première, est aussi réticente[5]. On n'y dit jamais tout de suite le tout de la première séquence. Une sorte de double contrainte s'exerce ici sur la séquence première : une impulsion à se dire et, en même temps, une impulsion à se taire, qui se marque en la fragmentation parfois chiffrée dans laquelle elle se donne. Ainsi, dans *L'immaculée conception* de Soucy, Remouald ne veut pas se souvenir de ce qui s'est passé, mais ce passé s'impose à lui sous forme de crises où des moments lui reviennent malgré lui en mémoire – et donc font retour sur la scène du roman. Dans *Fugueuses,* le passé se dit par bribes seulement, parce qu'on suit six personnages et qu'on n'a accès qu'à leurs savoirs, au gré d'une sorte de courant de conscience aux détours multiples, toujours susceptible de changer de direction et d'abandonner en chemin l'évocation d'un événement capital. Les aléas de la mémoire et les hésitations morales de la conscience sont ainsi fréquemment mis à contribution, dans ces fictions, pour garantir la fragmentation parfois hiéroglyphique de l'événement premier.

En plus d'apparaître fragmentée dans la seconde séquence événementielle, la première séquence événementielle peut y apparaître dans un désordre chronologique plus ou moins marqué : si, dans *Cowboy,* on suit la chronologie des événements, chez

4. Rappelons que, pour la narratologie, l'histoire est définie comme « le signifié ou contenu narratif », et le récit comme « signifiant, énoncé, discours ou texte narratif lui-même » (Genette, 1972, p. 72).

5. Le phénomène a été étudié entre autres par Barthes, qui a cherché à identifier et décrire ces « morphèmes dilatoires » qui retardent le dévoilement de l'énigme (Barthes, 1970, p. 81-83 et 215-216).

Soucy, Suzanne Jacob ou encore Leclerc, les fragments de la première séquence surgissent sans ordre apparent – avec toutefois cette constante que le cœur de la première séquence est révélé à la toute fin. On y aborde donc le cœur événementiel depuis ses conséquences ou depuis ses causes, mais en l'évitant frontalement. Dans *Mémoires affectives,* on voit ainsi des fragments qui renvoient à la chasse, au trajet qui y mène, au trajet en barque ensuite – mais il faut attendre la fin du film pour avoir accès à ce qui s'est passé au centre de cet épisode de chasse, à savoir le meurtre du père. Cela aussi explique l'importance que prend comme motif la mémoire des personnages de ces fictions : dans la mesure précisément où leur mémoire est troublée, où leur mémoire n'est pas livrée à un mouvement d'exploration méthodique et conscient mais à des remous qu'ils subissent, la première séquence événementielle peut apparaître sur le mode du fragment temporellement désorganisé. La mémoire, l'oubli et leurs rythmes chaotiques sont généralement au cœur des fictions qu'on étudie ici : elle est centrale dans tous les romans de Soucy, à l'évidence dans *Mémoires affectives,* dans *Un crabe dans la tête* avec l'amnésie d'Alex. Dans *Fugueuses* de Suzanne Jacob, on peut d'ailleurs lire ceci, qui concerne un personnage « en proie », si l'on peut dire, au souvenir d'une dénommée Carole Monty : « Émilie se battit contre le jaillissement des images Monty, mais la bobine de la pellicule où elle pouvait voir Carole Monty essuyer le rouge sur les lèvres de Stéphanie s'était bel et bien engagée dans le projecteur » (2005, p. 82). Ici, comme souvent ailleurs, c'est une mémoire sur laquelle les personnages sont sans prise ou presque qui est mise en scène.

Une dernière remarque sur la temporalité permettra d'amorcer la réflexion sur l'incertitude identitaire. La table des matières de *Fugueuses* va comme suit : Nathe, le 13 septembre ; Borigine ; Antoine, le 13 septembre ; Alexa, le 14 septembre ; Émilie, le 14 septembre ; Fabienne, le 27 octobre ; Blanche et Aanaq ; La dernière fugue. Celle de *Cowboy* (1998 [1992]) se présente ainsi : Chapitre premier : Le jour de Dollard ; Chapitre deux : La Saint-Jean ; Chapitre trois : The Independance Day ; Chapitre quatre : Noël en juillet ; Chapitre cinq : Le Pow-wow. À cela peut s'ajouter *L'immaculée conception* de Soucy (1999 [1994]), dont le titre lors de sa première publication française était : 8 décembre. Il y a là une manière bien particulière d'organiser la seconde série événementielle : elle n'est pas constituée par une intention ou par un ensemble d'intentions bien définies chez un ou plusieurs personnages, mais doit plutôt sa configuration aux seuls marques et passages du temps. Et c'est là un élément constitutif des intrigues de ces fictions : la seconde série événementielle est, pour utiliser les termes de Ricœur, faiblement configurée. Les personnages y agissent moins qu'ils ne sont agis ou poussés à réagir. Le plus souvent, ils ne sont pas maîtres de leurs actions, n'ont pas un ordre à imposer au monde. Le destin des personnages de *Québec-Montréal* est de ce point de vue tout à fait caractéristique : alors qu'ils veulent tous aller à Montréal, au moins un personnage par véhicule n'y arrivera pas et quatre d'entre eux finissent sur le bord de l'autoroute. Ce qui devait n'être qu'un passage vers un but est devenu malgré eux leur destination. Plus profondément encore, dans ce film comme dans d'autres fictions, plusieurs épisodes pourraient être intervertis sans que cela ne change rien au déroulement de l'intrigue : les gestes se posent sous le régime non plus de la nécessité, mais de la relative insignifiance. La faiblesse de la configuration narrative des secondes séquences événementielles tient précisément à ce que ces dernières ne valent pas

pour elles-mêmes, n'ont pas leur fin en elles-mêmes : elles ne valent que d'accueillir progressivement les fragments de la première séquence événementielle ; elles en sont tragiquement la vaine négation et le théâtre qui s'ignore.

Sur un plan fictionnel plutôt que temporel ou narratif, l'identité, des êtres au premier chef, est éminemment incertaine dans la seconde séquence événementielle. On peut ainsi lire dans les premières pages de *L'immaculée conception :* « Remouald Tremblay, trente-trois ans, avait pour habitude, trois fois par semaine, d'amener son père faire un tour de chaise à roues » (*op. cit.,* p. 17). Or le personnage s'appelle en vérité Remouald Bilboquin et celui qui est ici présenté comme son père est en réalité son beau-père. Dans *La petite fille qui aimait trop les allumettes* (1999), le narrateur (qui se décrit au masculin) est en fait une narratrice. Dans *L'acquittement* (1997), on trompe le personnage principal sur l'identité de deux jumelles et lui-même finit par avoir un statut familial impossible à déterminer. Xavier, dans *Music-Hall!* (2002), se croit émigré hongrois alors qu'il est une créature frankensteinienne. Le personnage principal de *Mémoires affectives* (2004) ne sait plus qui il est – à quoi s'ajoute le fait que ses proches oublient les souvenirs qu'ils ont de lui et changent du coup d'attitude avec lui d'une seconde à l'autre. Dans *Fugueuses,* à peu près personne n'est qui il croit être et le lecteur va de surprise en surprise au long du roman. Dans *Un crabe dans la tête* (2001), le personnage principal, présenté comme un séducteur invétéré, change de personnalité, tel un caméléon psychologique, selon ses interlocuteurs – jusqu'à ce que, dans et par son geste photographique initial, soit révélé qui il est. L'être véritable est d'abord tu, nié, gommé, refoulé et remplacé par un simulacre qui veut ou doit dire le tout d'une identité. En cela, la seconde série événementielle se fait élaboration défensive érigée sur le silence tombal qu'on veut imposer à la première. Mais l'on n'échappe pas indéfiniment à soi et la crise ne tarde pas qui met à terre ce jeu d'apparences que devient alors la seconde séquence, et qui fait de l'identité une fatalité. C'est d'ailleurs à plus d'une reprise un élément violent qui ouvre la seconde séquence et qui devient comme la cause ou l'écho symbolique de cette désorganisation à venir : *Fugueuses* commence par le récit de Nathe, selon qui tout a commencé le jour de l'effondrement des Tours jumelles à New York, et le roman revient plusieurs fois sur cet événement ; *L'immaculée conception* commence avec un incendie qui va en rappeler plusieurs autres ; *La petite fille qui aimait trop les allumettes* commence avec cette catastrophe qu'est la mort du père. Tantôt la crise débute le processus de la progressive réapparition du passé, tantôt elle se fait le moyen de chacune de ses réapparitions.

2. Régimes d'historicité et usages du temps

L'exploration du corpus à laquelle nous nous sommes livré a permis de mettre en lumière ce mode d'être de la fiction qu'est le récit énigmatique. Or, comme nous l'indiquions initialement, ce mode d'être, cette poétique, est aussi, selon nous, une pensée du temps. C'est une façon de représenter et de constituer le passé, le présent et le futur – et c'est en cela que ces œuvres contemporaines pensent aussi la contemporanéité, notre temps présent, et ce de manière fort sombre.

Ainsi, dans ces fictions, le présent se veut l'oubli du passé. Il se veut ordre autonome et neuf; cause de soi sans être à la fois conséquence; permanence monotone. Il est en cela double: chacune de ses composantes veut, apparemment, n'être qu'elle-même et, sourdement, cacher ce sang qu'on ne saurait voir. Le présent est alors aussi destiné à un public: il est mise en scène inquiète d'un soi présentable, spectacle offert, pour l'apaiser, à un regard dont on redoute la sévérité. Il se sait, se croit, se craint observé. Son ère est celle du soupçon puisqu'il tait le fin mot des êtres, qu'on ne cessera plus dès lors de chercher à dire. Il est aussi un temps craquelé, fissuré, en sursis momentané mais condamné à se briser sous les assauts de ce qu'il a vainement voulu taire. En un paradoxe tragique, il se veut l'oubli d'un passé qu'il finira nécessairement par accueillir. Sa mesure est celle du compte à rebours qui le sépare de son renversement dans un passé réaffirmé.

Réciproquement, car présent et passé sont ici indissociablement liés, le passé, temps d'une faute à expier dont la culpabilité habite ou hante le présent, apparaît comme la mesure cachée de toutes choses, comme la violence première dont tout procède et où tout trouve son sens. Mais il est aussi force d'affirmation à proportion du silence qu'on a voulu lui imposer; il est, par la condamnation qu'il subit au présent, également condamné à demeurer, à se survivre jusqu'à pouvoir à nouveau s'énoncer. C'est de son oubli imposé que lui vient son devoir de hantise; c'est de la volonté de le refouler que vient son devoir de faire retour. C'est un temps fautif par le silence du présent, plutôt que le temps d'une faute. Il est le rêve suicidaire d'un présent qui ne veut croire en lui-même.

Que le passé soit en lutte avec le présent ou qu'il soit le moyen inventé par le présent pour se faire la guerre, la pensée du temps propre à la forme énigmatique exclut le futur. La permanence du passé comme la ruine du présent rendent l'avenir impossible: rien ne saurait suivre la révélation de ce qui avait été tu et les fictions énigmatiques prennent fin avec cette dernière. Sur la carte du temps qu'elles dessinent, l'avenir n'est pas une destination: fictions stériles, qui n'engendrent rien.

Si le présent n'engendre pas l'avenir, c'est qu'il veut refuser d'avoir été engendré par le passé: c'est toute la filiation, celle des temps comme celle des êtres, qui se détraque ici. Le présent veut vivre dans l'oubli du passé, comme le fils dans l'oubli du père – et l'on sait combien trouble est la question de l'origine et de la filiation dans plusieurs des œuvres dont on a parlé ici.

Et, dans cette filiation conflictuelle, dans cette pensée du temps mise en scène par les fictions du contemporain, il faut aussi, selon nous, voir le miroir que la littérature et le cinéma tendent au Québec pour qu'il y saisisse les modalités de sa mémoire historique, de son régime d'historicité, et puisse y trouver les moyens de s'en déprendre. Car, pour reprendre les termes de la problématique générale du présent volume, le Québec contemporain prend pour une large part les dehors d'une modernité vivant dans (ou de) l'oubli de ses traditions, d'un présent sans passé, d'un fils sans père. Pour toutes sortes de raisons, le Québec semble vivre dans la honte de son passé, comme si tout ce qui précédait les années 1960 et la Révolution tranquille, cette accession à la modernité autoproclamée, ce rêve d'une identité à la fois pleine et nouvelle, n'était source que d'embarras – à quels yeux, faudrait-il d'ailleurs chercher à savoir. Les fictions

du contemporain semblent ainsi procéder d'une pensée du temps analogue à celle qui permet à la société québécoise de se penser, tout en inventant à ce scénario une fin tragique. Elles disent ce mensonge qu'est l'oubli délibéré des origines, qu'est la création d'une rupture désireuse d'ignorer les continuités qui travaillent le présent jusqu'à le constituer en le fissurant. Elles se font leçons d'historicité, disant le malaise profond sur lequel s'érige le présent tel qu'il veut être vu. Et, en un ultime retournement des usages de la fiction, elles se font peut-être aussi invitation pressante mais silencieuse à se reconnaître dans ce qu'on a voulu effacer sans y parvenir.

En cela, elles se font l'écho imaginaire de propos de plus en plus nombreux qui questionnent aujourd'hui le rapport ambigu que le Québec entretient avec son passé, et dont témoigne, à sa façon aussi, l'ouvrage qu'on lit. Qu'il suffise de mentionner à ce titre, parmi plusieurs autres exemples, la réflexion menée par Gérard Bouchard, qui cherche à montrer que la « représentation de la Grande Noirceur, reçue par plusieurs comme une évidence fermement établie, constitue bel et bien un mythe, c'est-à-dire une affirmation de sens qui relève en partie de l'empirique et en partie de la fiction et qui survit grâce à la fonction qu'elle remplit » (2005, p. 415). Selon Bouchard, la Grande Noirceur, dans cette représentation, est à la fois l'ancêtre et l'héritière de la Révolution tranquille : « L'ancêtre, parce qu'elle a été conçue à l'origine pour en hâter l'avènement ; l'héritière, parce que le mythe s'est consolidé dans le cours de la Révolution tranquille, en réponse à la nécessité de la soutenir et de la relancer au moyen d'un imaginaire original » (*op. cit.,* p. 425). Et le travail accompli par l'historien consiste à montrer que la Révolution tranquille n'a pas été une rupture aussi fondamentale qu'on a cru nécessaire de l'affirmer (pas plus qu'il n'y a, ajoute-t-il du même souffle, continuité absolue entre ces deux périodes).

Pour conclure

Selon Hartog, dans le présentisme, « [le] présent est devenu l'horizon. Sans futur et sans passé, il génère, au jour le jour, le passé et le futur dont il a, jour après jour, besoin et valorise l'immédiat » (*op. cit.,* p. 126). En forçant un peu le trait, on pourrait dire que les fictions dont on a essayé de rendre compte ici se veulent l'impossibilité du présentisme. Poétiquement configurées par l'énigme, elles n'ont de cesse de dire que le présent, quand bien même il se souhaiterait clos sur lui-même, n'est qu'un vain théâtre inapte à dissimuler le poids fondateur d'un passé qui, continûment, se dit à travers lui et lui donne sa forme. Invincible et invisible force de gravitation, le passé est là à chaque instant de la trajectoire d'un présent qui cherche à l'occulter, et lui impose sa loi. Mais, s'il grève aussi lourdement le présent, c'est précisément parce que celui-ci s'efforce de le dérober à la vue d'on ne sait qui. Disant ainsi le mal, ces fictions disent également le remède : la fin de cette amnésie volontaire si préjudiciable redonnera au présent, libéré du devoir de cacher un passé jugé à tort honteux, sa pleine signification ; elle lui redonnera, aussi, un futur, ouvrant ce monde, qui pour l'heure étouffe de s'oublier, sur un avenir à inventer.

Références

Barthes, R. (1970). *S/Z,* Paris, Seuil.

Biron, M., F. Dumont et E. Nardout-Lafarge (2007). *Histoire de la littérature québécoise,* Montréal, Boréal.

Blanckeman, B. (2002). *Les fictions singulières. Étude sur le roman contemporain,* Paris, Prétexte éditeur.

Bouchard, G. (2005). « L'imaginaire de la Grande Noirceur et de la Révolution tranquille : fictions identitaires et jeux de mémoire au Québec », *Recherches sociographiques,* vol. 46, nº 3, p. 411-436.

Dubois, J. (1996) *Le roman policier ou la modernité,* Paris, Nathan.

Eisenzweig, U. (1986). *Le récit impossible,* Paris, Christian Bourgois.

Genette, G. (1972). *Figures III,* Paris, Seuil.

Hamelin, L. (1998 [1992]). *Cowboy,* Montréal, XYZ.

Hartog, F. (2003). *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps,* Paris, Seuil.

Jacob, S. (2005). *Fugueuses,* Montréal, Boréal.

Leclerc, F. (2004). *Mémoires affectives,* Québec, film, 110 minutes.

Soucy, G. (2002). *Music-Hall!,* Montréal, Boréal.

Soucy, G. (1999). *La petite fille qui aimait trop les allumettes,* Montréal, Boréal.

Soucy, G. (1999 [1994]). *L'immaculée conception,* Montréal, Boréal.

Soucy, G. (1997). *L'acquittement,* Montréal, Boréal.

Trogi, R. (2002). *Québec-Montréal,* Québec, film, 104 minutes.

Turpin, A. (2001). *Un crabe dans la tête,* Québec, film, 102 minutes.

Viart, D. et B. Vercier (2005). *La littérature française du présent. Étude sur le roman comtemporain,* Paris, Prétexte éditeur.

V

LA PRODUCTION CULTURELLE AU QUÉBEC

A. Aspects de la production culturelle

B. La chanson et son évolution

C. Le cinéma québécois

A Aspects de la production culturelle

Play and Display of Culture in the Musée de la civilisation
Jean Marie Turcotte Walls

Le succès des Haïtiens dans le domaine de la production culturelle au Québec depuis la Révolution tranquille
Heather A. West

Play and Display of Culture in the Musée de la civilisation

Jean Marie Turcotte Walls
Union University

Abstract *This study focuses primarily on the museal representation of identity, the framing of that representation, and the organizing systems surrounding that representation in the exhibit* Le Temps des Québécois *in the Musée de la civilisation in Quebec City. The research contrasts this exhibit, inaugurated in 2004, with the exhibit* Mémoires *that opened in 1988, one of the museum's first permanent exhibits; also the research examines ways these displays reveal shifts in corporate and individual identity construction in Quebec. The research includes analysis of the content and organization of the exhibits, interviews with members of conceptual and design teams and authors of texts that accompany the exhibits. The study examines how artistic and intellectual expressions of culture in museal display reveal consciously and unconsciously the complexity of deep core values and beliefs that contribute to identity construction. Studying how and why ideas are generated and translated to display space gives us insight into how notions of identity are processed and illustrated. Examining the play and interstices of artistic and intellectual contributions of individuals and teams in producing exhibits allows one to consider how culture forms and informs attitudes about relationships between the individual and society. Additionally, such examinations enable one to think about the cultural framing of that relationship. Certainly, museology in Quebec reflects broader trends in contemporary museum management and direction, but the museal staging of identity in Quebec does, in many respects, reflect the specificity of identity construction characteristic of contemporary Quebec.*

The image of the museum as repository and guardian of essentialist definitions and frames of culture no longer dominates the guiding missions of most contemporary museums. The comfort of returning after decades to find the same painting or same artifacts in the same place in the same order is the comfort of another era and another paradigm of identity and museum organization. The currents of museology, like other aspects of contemporary cultural phenomena and critical practice, are driven by shifts in how we perceive the relationships among individuals, society, and institutions as well as by how those relationships are altered, formed, represented, narrated, and circulated. Museums display these shifts and at the same time produce and valorize them. For the cultural critic, the analysis of play and display in contemporary museums through narrative and representation is important for understanding the complicated issues of who *we* are, who *they* are, and who we all say we are.

This study focuses primarily on the museal representation of identity, the framing of that representation, and the organizing systems surrounding that representation in the exhibit *Le Temps des Québécois* in the Musée de la civilisation in Quebec City. The research contrasts this exhibit, inaugurated in 2004, with the exhibit *Mémoires* that opened in 1988, one of the museum's first permanent exhibits; also the research examines ways these displays reveal shifts in corporate and individual identity construction in Quebec. The research includes analysis of both the content and organization of the exhibits and of interviews with members of conceptual and design teams, and authors of texts that accompany the exhibits. The study examines how artistic and intellectual expressions of culture in museal display reveal consciously and unconsciously the complexity of deep core values and beliefs that contribute to identity construction. The analysis of museal display as visual or material cultural phenomena unpacks three important questions with regard to identity: (1) How does a cultural system rooted in a primarily homogeneous tradition adapt to or accommodate an increasingly heterogeneous cultural terrain? (2) What historically consistent characteristics suggest the capacity for negotiating, mediating and accommodating marked tides in identity construction? (3) What are the patterns or staging processes that suggest the capacity to negotiate a heterogeneous cultural system and how is this potential revealed through the creative display and play of identity in the public arena?

The relationship between the individual and the collective as a function of identity is a dominant theme throughout the Musée de la civilisation, both in terms of the objects and the framing. The framing of identity in institutionally sanctioned space raises the question of how a culture sees itself and subsequently represents that collective or corporate image to itself and to others outside the defined group.[1] The physical, intellectual and emotional content of museum display can be viewed as a sort of paradigm for articulating – that is, for making known and connecting – individual and collective identity in a multi-faceted construct. Indeed, the exhibition as interdisciplinary stage opens a discursive space for negotiating and mediating the difficult balance between individual and collective identity, between stability and

1. I use the term "institutionally sanctioned space" to refer to cultural productions or spaces such as books, films, plays, and museums that are validated at the institutional level of culture.

change, between sameness and difference – engaging what might be termed a creative hermeneutic. The play and display of tradition and modernity, particularly in *Le Temps des Québécois,* encourages museum visitors to reflect upon the complex and complicated processes of negotiating poles of stability and systemic change.

1. Museums as Institutionalized Space of Validated Cultural Identity

In considering Quebec museums as sites of analysis for understanding cultural identity, it is important to acknowledge the cutting-edge role of museology in Quebec. Given the relatively recent rapid growth of the distillation and display of *québécité* in the institutional space of public museums, museal practice in Quebec has profited from and contributed significantly to contemporary trends in museology. Among recent critics looking at the changing face of museology, Eilean Hooper-Greenhill in *Museums and the Interpretation of Visual Culture* remarks that the museum visitors' perceptions and interpretations of what is displayed have been relatively less studied and analyzed processes than other aspects of traditional museology (Hooper-Greenhill, 1996, p. ix). She suggests that we are on the cusp of a refigured sense of the museum as post-museum and still in the emergent stage of how we understand this new institutional configuration. The engagement of the critical tools of visual and material culture theory, she stresses, adds to the multiple modes of analysis needed to unpack the complexity of the contemporary museum experience (Hooper-Greenhill, 1996, pp. 1-14).

Design d'exposition, a work showcasing the design philosophy of curators at the Musée national des beaux-arts du Québec, addresses as well the relatively recent focus on critical evaluation of creative processes related to the way exhibitions are conceived and mounted in light of the perceived communicative implications. The systematic analysis of the discursive nature of display, as the opening pages suggest, has been a topic of much discussion in contemporary museology. The book discusses the interactive process of communication framed by the objects, the design, and the perceptions of the museum visitor: « La pratique dans ce domaine faisait entre-temps des pas de géant, tant et si bien que l'exposition est devenue un mode de communication à part entière, doté de son propre langage » (Vieira, 2004, p. 10). In a similar vein, Audrey Boursaud's recent article in *Muséologies,* « *Le Temps des Québécois*: d'une intention communicationnelle à la réception », is also an example of this orientation which considers the exhibit as a communicative act and analyzes through participant surveys how patrons perceive and process the message of the display.

The guiding visions for museums offered by the Ministère de la Culture et des Communications make clear the role of those institutions in forming and informing cultural practice and representing identity. Unlike museums of the past, contemporary museums are viewed as integral players in the promotion of active and dynamic cultural practice. Reflecting this line of thinking, the document *Vivre autrement… la ligne du temps* on the ministry website clearly describes the conception and perceived roles of the museum in Quebec culture :

> *Depuis les dernières décennies, les institutions muséales d'organisations axées sur des idéaux et une image élitaire, sont devenues des lieux de diffision ouverts, plus conviviaux, qui atteignent le grand public. Ce sont des institutions qui présentent aujourd'hui la diversité des expériences humaines, exposent des œuvres et offrent des produits susceptibles de contribuer à une certaine cohésion sociale* (Ministère de la Culture et des Communications [MCC], 2000, p. 6).

This perspective reinforces the notion that the role of the museum as a mechanism for promoting cultural identity and social cohesion takes precedence over the mission of the museum to enlighten or enrich the individual in his or her own intellectual journey. This orientation is important in considering again what might be termed a unique creative hermeneutic. This interpretative processing which appears to be suggested in the museum experience breaks down a dyadic notion of identity construction and opens more flexible interpretive modes of understanding. These flexible modes of understanding played out in museum space render a site of dynamic and communicative engagement.

The role of the museum as cultural bastion is directly addressed in the work of Christine Tarpin in *L'émergence du Musée de la civilisation : Contexte et création*, in which she recounts the trajectory of political, social, economic and cultural discussions and decisions about the creation of the Musée de la civilisation and the role that institution was envisioned to have in Quebec. As a museum funded solely by the Quebec government, the Musée de la civilisation was viewed from its inception as having a significant role in the staging and display of cultural identity (Tarpin, 1996, p. 23).

From these few examples, we can surmise that the goal of the museum in Quebec, broadly speaking, is seen as promoting social cohesion and providing a dialogic working vision and experience of cultural construction and identity. In the case of Quebec museums, one indicator of this orientation is the repeated use of the words *citoyen* and *citoyenne* (words which highlight the relationship of the individual to the institutional level of culture) to refer to the museum visitor in the 2000 vision and mission statement on the Ministère de la Culture et des Communications website. The implication is that the museum should enrich the cultural landscape for the society as a whole. There are few references to the role of the museum leading to individual enrichment. Rather, the institutional value rests in the promotion of social cohesion through a vision of shared values, beliefs, history, and culture. This vision is in sharp contrast to earlier nineteenth- and twentieth-century visions of museum space as reflective of positivistic ideologies grounded in a dominant authoritarian culture and the participation in museum activities as self-enhancing (Hooper-Greenhill, 1996, p. xi). The organic nature of the contemporary museum as cultural space is reflected in the language that translates the values of equality and democracy and collective identity into cultural policy and then into public institutional space. It thus becomes the task of the industries of culture to translate these values to the marketplace of narration and representation. The link between policy and aesthetics is not new to Quebec, or to Canada for that matter. Books such as *Money Value Art: State Funding, Free Markets, Big Picture* explore the dynamics of politicized cultural discourse in Quebec and Canada and the effects of this mediation between politics and aesthetics on the creative industries. Jacques Rancière's *The Politics of Aesthetics* takes the problematic to a broader theoretical level as he dismantles the transcendental innocence of traditional

aesthetic perspectives. He yokes the aesthetic to the political, acknowledging the interpenetrability of arenas of thought that are frequently perceived as static and impermeable. These works challenge the status quo of traditional intellectual constructs. They lead us to consider the museum as an example of the increasing importance of interactive and multidisciplinary-based cultural experiences that ground collective cultural identity construction as opposed to earlier grounding in primarily written texts. Additionally, the museal display of cultural policy allows for a more dynamic engagement with the components of collective identity and opens the way for better understanding of the interdependence of institutional alignments and the translation of those alignments to practical and interpretable cultural space.

2. Le Musée de la civilisation

Le Temps des Québécois (2004 to present) and *Mémoires* (1988-2005) deal with the representation of four components of identity – self-referential, collective, representational and perceived.[2] For those who identify themselves as Québécois, *Mémoires* was a display of commemoration, of ancestors, of things tying the collective together in the shared space of collective memory. It was narrated in a distinctly sociological and ethnographic manner that placed the viewer in the position of ethnographer, reading the visual cues of cultural artifacts in order to construct an impression of the identity of the group. The nostalgic presentation of objects recalling Quebec's rural, Catholic, and familial ties framed a way of life that grounded a cohesive notion of identity thereby linking these objects to make sense of "who we are". The dim lighting, minimal text, and focus on the objects gave the viewer the impression of moving through memory or dream to collect the images of what constituted the subtext of contemporary Quebec identity – an identity not bound by texts but by images and experience. One was left with the impression of a Quebec grounded in common cultural experience, but experience more in keeping with the notion of folk or popular history in contrast to a strongly institutionalized modern culture grounded in history, politics, and institutionally validated artistic and intellectual expressions. The objects of the exhibit integrated the religious, familial and societal connections that dominated daily life. The culminating interactive piece of the exhibit, a series of interviews with individuals, continued the theme of identity, focusing as well on the common core and common experience of *québécité.* The overriding impression remained one of a cohesive, homogeneous culture.

2. The fields of psychology and psychiatry provide a wealth of information for thinking about identity, both in the individual and collective senses, as do most disciplines in the humanities and social sciences. For the purposes of this paper though, I will use a simplified version of the range of identity processes and will focus primarily on the concept and representation of collective identity and the processes which inform and validate that notion of the collective expressed through community. The following categories describe the point of view that I examine in the study: (1) self-referential (Who am I?); (2) collective (Who are we?); (3) representational (Who do we say we are?); (4) perceived (What is the perspective from outside the group?).

The current major exhibit showcasing identity, *Le Temps des Québécois,* is anchored in historical discourse and patterns. This orientation reinforces an emphasis stated by the Ministère de la Culture et des Communications on museum policy and practice: « La place prioritaire accordée à l'histoire dans les institutions muséales québécoises traduit un fort intérêt du public pour ce qui témoigne du passé et de l'identité culturelle » (MCC, 2000, p. 15). The choice of scholars from the discipline of history to write both the accompanying text and the narrative of the exhibit further buttresses this historical grounding. There is certainly no shortage of attempts in the academic and popular domains to nail down and dissect the idea of cultural identity in Quebec, as evidenced by the profusion of texts and cultural products on the topic. Among the many intellectuals and scholars articulating the intricacies of Quebec identity is Jocelyn Létourneau, who wrote the accompanying book for *Le Temps des Québécois.* The book, while neither a guidebook nor a summary of the museum exhibit, grounds the reader in the course of a history, a construct which binds those who identify themselves as Québécois. While not immediately experienced as part of the exhibit, the book does serve to reinforce the dominant disciplinary focus of history as the exhibit's central organizing discourse; the book serves, as well, to keep the question in play of how identity emerges or is constructed.

The strong linearity of *Le Temps des Québécois* in contrast to the curvilinear pattern of *Mémoires* immediately pitches the viewer into a chronological account of Quebec's past, underscoring the notion of teleological progression. The strict linearity of the progress through the exhibit is broken by the frequent use of video and sound clips as well as displays of material artifacts of daily life. In a sense, then, the visitor is able to stop, reflect and acknowledge multiple layers of complexity which impact given moments in history. The interactive interruption subtly allows the museum visitor to experience the potential polyvalence of historical accounts of identity. Significantly, Audrey Boursaud uses the term « colonne vertébrale » to describe the main trajectory or organizational pattern of the exhibit, reflecting the notion of underlying institutional stability. However, as she notes, many visitors do not "read" the signs of this organizational pattern, consequently missing, in a sense, the implied connection between the institutional, the collective and the individual (Boursaud, 2007, p. 79). The centrality of the institutional core of the exhibit contrasts sharply with the previous curvilinear path through *Mémoires.* While perhaps seemingly more fluid, the path through *Mémoires* was a directed path. The experience of *Le Temps des Québécois* might seem more directed because of the linearity of the central organizing feature; however, the venues of choice to supplement the central anchoring discourse leave the visitor with multiple options for interacting with and interpreting the central core.

The explanatory panels of *Le Temps des Québécois* are highlighted by carefully chosen representative objects placed to illustrate the written historical account. As opposed to *Mémoires,* the written texts are prioritized over the displayed objects. The texts, written by historian Patrice Groulx, are articulate, incisive and academic in tone. The carefully chosen historical moments reflect Quebec's chronicle of institutional groundings in religious, governmental, educational, or economic venues. Unlike *Mémoires,* the priority of written text in *Le Temps des Québécois* both figuratively and literally inscribes the image of Quebecois culture in a different register. The place of

Quebec identity is firmly grounded, that is, written, in the institutional sphere with a strong emphasis on political events as opposed to the popular and folk realm of *Mémoires*. The chronology of political and cultural events in *Le Temps des Québécois* integrates Quebec in the broad scheme and patterns of not only twentieth-century history, but Western history as well, in contrast to the implied timelessness characterizing the previous exhibit. More important, though, is the manner in which the institutional validation is solidified and circumscribed by the mutual accountability of the various institutions of politics, education, economics, and religion. The mapping of institutional stability across the various pillars of institutional authority, then, may be seen as shifting the locus of Quebec identity to a more stable and sustainable arena in terms of cultural identification.

The spiritual or folk aspect of the culture is relegated to a footnote or rather an elevated "aside" on a mezzanine level, both literally and figuratively removed from the historical narrative of Quebec identity. The institutional aspect of the Church is included on the ground floor, however, as part of the institutional foundation for the notion of Quebec as a distinct socio-political and cultural unit. The mezzanine component recalls the sentiment of the earlier exhibit *Mémoires,* with a greater focus on objects rather than texts. Interestingly, the narrative panel at the beginning of this section is entitled « La religion donne un sens à la vie ». This setting apart, the focus on the image, recalls Jean-Luc Nancy's *The Ground of the Image* which examines this phenomenon of setting apart the image of the sacred, the unbounded, that which is distinct. Nancy addresses also the nature of the image not as illustration, but rather as part of the process of making sense, and endowing a presence to the text, and by presence he means "the interlinking, the meshing and weaving together of a sense". "Sense consists only in being woven or knit together" (Nancy, 2005, p. 66). These notions of "the interlinking, the meshing and weaving" remind us of the processes of museum play and display, for the experience is not just the socially-lived reality of the object or image or text, but rather the meshing together of those components to articulate meaning. The multiple layers of text, visual representations, objects, sounds, and the organization of those components visually and experientially portray for us the way we go about processing who we are individually and collectively.

As does *Le Temps des Québécois, Mémoires* had components where the visitor could listen to voices of contemporaries talking about what it means to be Québécois. In contrast to the interview portion of *Mémoires*, the piece of *Le Temps des Québécois* featuring individual voices is a short documentary. This is anchored by respected scholars from a wide variety of disciplines that, in fact, form the discursive pillars of the exhibit. These cultural authorities are interspersed with street interviews with people from numerous ethnic backgrounds. The representation of a relatively homogeneous base population of the earlier exhibit is replaced with a mosaic of cultural backgrounds with each interviewee expressing the unique link he or she feels to Quebec. Ironically, one young woman says she feels no particular tie to Quebec as a place, voicing the increasingly common feeling among young people of a cosmopolitan identity, a somewhat nomadic conception of identity as opposed to identity related to any one place or group. The implication here is that something besides the traditional or folk culture highlighted in the earlier exhibit serves to bind current Québécois.

It suggests that an increasingly heterogeneous population might be bound at the institutional level of culture rather than primarily at the level of cultural activity grounded in traditional practice. The ideas that dominate this short documentary relate more to the democratic values and way of life available in Quebec. This leads necessarily to the question of how those core components of collective identity are and will be articulated and represented in an increasing heterogeneous context. For the cultural critic, it is important to be able to identify the core values and identity factors and, at the same time, to understand those core values and components of cultural identity and character as they are guarded and maintained in the community.

Prior to the *Révolution tranquille,* the Church and the French language, obviously, were the dominant cultural binders. In times of cultural shifts and subsequent reordering there seems to be a period when the realigned cultural dominants are not firmly entrenched, and, as such, cultural identity is articulated more keenly at the level of cultural activity rather than framed through institutionalized practice and discourse. *Mémoires* reflects this tendency of an intermediary step in the clarifying of cultural dominants. *Le Temps des Québécois* perhaps displays an acknowledgement of realigned cultural dominants, which opens the possibility for *québécité* to be a more polyvalent, polyvocal, and polysemic concept.

The shift in the disciplinary grounding for these two exhibits represents an interesting shift in the validating mechanism for identity in Quebec. The choice of a historical narrative to frame the nature and notion of contemporary identity in Quebec places the stakes of identity in a different playing field. The website for the museum refers specifically to the historical tone of this exhibit. If one looks at the primary voices that have validated identity in Quebec over the past century, the nature of the collective reveals articulations in theology, social sciences, literature, philosophy and history. While history is the dominant organizing discourse for this exhibit, a constellation of disciplinary and individual perspectives coalesces in the crafting of the exhibit. Not only are the organizing discourses polyvocal, but so too are the actual organizing forces for the creation and production of the exhibit. Discussions with people involved in the creative process and actual mounting of the exhibit provided further insight into how one might begin to "make sense" of the invisible piece, the image; to use Nancy's language, that which is hidden is the elusive core we attempt to describe as identity. Those engaged in mounting this exhibit repeatedly acknowledged the multiple voices and perspectives that came together during the creative process. The processes involved in the work of the project interestingly reflected the paradigms of collective identity that were being displayed. In the case of *Le Temps des Québécois,* the inception and creative process for the project appeared to be guided by an organic evolution of shared governance. The written, visual, auditory and sensory contributions of the project team led by Dominique Bilodeau display the accommodation, mediation and compromise displayed as core values of Quebec identity in the exhibit.

Studying how and why ideas are generated and translated to display space gives us insight into how notions of identity are processed and illustrated. Examining the play and interstices of artistic and intellectual contributions of individuals and teams in producing exhibits allows one to consider how culture forms and informs attitudes

about relationships between the individual and society. Additionally, such examinations enable one to think about the cultural framing of that relationship. Certainly, museology in Quebec reflects broader trends in contemporary museum management and direction, but the museal staging of identity in Quebec does, in many respects, reflect the specificity of identity construction characteristic of contemporary Quebec.

One fundamental aspect of this specificity is the way in which the conjunctive nature of being is displayed. The particular aspect of Quebec identity which allows for the ambivalent tension of the "and" is interestingly presented and illustrated both visually and textually in the museum. The tension between the individual and the collective, the "anglo" and the "franco", the secular and the sacred, the traditional and the modern, the static and the dynamic, history and memory engages the museum visitor in a constant activity of self-reflection and situation. Just as in other areas of academic and popular culture in Quebec, auto-critique and self-reflection emerge as a strong thread in the experience and analysis of museum space content.

It is a strength of what we would call stable cultures to hold the tension of the "and", while accommodating change with the "but", and the "or". In other words, the creative capacity to determine what piece of the grounding culture is necessary to carry forward the innovative element without destroying or denying what has preceded is an essential component of a healthy and vital culture. This process might be compared to Heidegger's notion of thrownness, that is, the process of incorporating a defining element of the self and casting forward a notion which is at the same time a part of the identity of the individual, yet probing forward into an arena that is not yet fully articulated or understood. Additionally, this notion of thrownness helps to unpack the idea of how we are in relation to others (Heidegger, 1962, pp. 149-168). It is perhaps not the goal to arrive at a stable cultural state, but rather the goal might be to validate and reinforce those systems and structures within cultures that allow for the hermeneutic evolution of creative systems that keep in circulation the narrations and representations that bind collective identity. In looking at the next generation of defining discourses, we may find that the model of contemporary museums provides a work in progress for thinking about "the interlinking, the meshing and weaving" of images to make sense of who we are, who they are, and who we all say we are. Yet for all the talk about identity, we can only observe the visible and external representations of what are imagined as inner core values and beliefs. Even the surety of the concrete vocabulary of scientific analysis can only hover around the core we call identity. Museum display is one type of constructed cultural space or context that allows for the engagement of multiple disciplinary approaches and it lays open the opportunity for exploring and analyzing some of the complex facets of identity construction.

References

Boursaud, Audrey (2007). « Le Temps des Québécois : d'une intention communicationnelle à la réception », *Muséologies,* vol. 1, nº 2, pp. 70-91.

Heidegger, Martin (1927). *Sein und Zeit*. Trans. John Macquarrie and Edward Robinson (1962). *Being and Time,* New York, Harper and Row.

Hooper-Greenhill, Eilean (2000). *Museums and the Interpretation of Visual Culture,* London, Routledge.

Létourneau, Jocelyn (2004). *Le Québec, les Québécois: un parcours historique,* Québec, Fides.

McKay, Sally and Andrew Patterson (eds.) (2001). *Money Value and Art: State Funding, Free Markets, Big Picture,* Toronto, YYZ.

Ministère de la Culture et des Communications (2000). *Politique muséale : Vivre autrement la ligne du temps*, Ministère de la Culture et des Communications, <www.mcc.gouv.qc.ca>, consulted 22 July 2007.

Nancy, Jean-Luc (2005). *The Ground of the Image,* New York, Fordham.

Rancière, Jacques (2004). *The Politics of Aesthetics,* London, Continuum.

Tarpin, Christine (1996). *L'émergence du Musée de la civilisation : Contexte et création,* Québec, Musée de la civilisation.

Vieira, Emmanuelle (2004). *Design d'exposition : dix mises en espace d'expositions au Musée national des beaux-arts du Québec,* Québec, Musée national des beaux-arts du Québec.

Le succès des Haïtiens dans le domaine de la production culturelle au Québec depuis la Révolution tranquille

Heather A. West
Samford University

Résumé *La présence importante de la communauté haïtienne au Québec date de 1968, lors de la terreur duvaliériste, quand la majorité des intellectuels se sont enfuis de l'île. Les amendements à la loi canadienne en 1962 et 1967 ont favorisé cet exode des cerveaux. Depuis, au Québec, les approches plus récentes favorables à tout ce qui est « francophonisable » avec des conditions toujours instables en Haïti continuent à encourager les Haïtiens à émigrer au Québec. Cette première vague d'immigrants haïtiens se composait de professionnels, un groupe qui a aujourd'hui du mal à s'intégrer dans le système professionnel québécois. Par contre, un domaine où les Haïtiens au Québec ont eu et continuent à manifester du succès est dans la production culturelle, où l'on n'est pas obligé d'avoir une formation particulière et où il existe beaucoup plus de liberté. L'œuvre des écrivains, cinéastes, chanteurs et même journalistes haïtiens ou haïtiano-québécois a laissé son empreinte favorable sur la culture québécoise contemporaine. En prenant comme exemples du succès des Haïtiens au Québec depuis la Révolution tranquille, Luck Mervil, Émile Ollivier, Fabienne Colas et Dany Laferrière, on examinera à quel point ces Haïtiens se sont québécisés et à quel point leur œuvre intègre la culture québécoise et s'y intègre.*

La relation entre Haïti et le Québec remonte au XVIIe siècle, quand les Français partaient vers les colonies de Saint-Domingue et de la Nouvelle-France et naviguaient entre les deux. En dépit des temps morts dans leurs liens avant et après l'indépendance d'Haïti en 1804, après l'occupation d'Haïti « par les États-Unis d'Amérique (1915-1934), dans le cadre de l'application de la doctrine Monroe », les relations se sont concrétisées (Icart, 2004, p. 4). Dans les années 1950 et 1960, des étudiants haïtiens ont commencé à se diriger vers le Québec, suivis de musiciens haïtiens (Icart, 2004). Les amendements à la loi canadienne de 1962 et 1967 pour abolir les mesures racistes ont favorisé cette fuite des cerveaux. Pendant cette période, le Canada avait grand besoin d'une main-d'œuvre immigrante et les Caraïbes représentaient une source potentielle importante (LaBelle, Larose et Piché, 1983). Cela correspondait aussi à la période qui a suivi la Révolution tranquille au Québec, où le secteur tertiaire s'accroissait « grâce aux réformes dans les institutions publiques et parapubliques [tels les] hôpitaux [et les] écoles [et où on avait donc] un besoin accru en force de travail qualifiée » (LaBelle, Larose et Piché, 1983, p. 83). Néanmoins, la présence importante de la communauté haïtienne au Québec date de 1968, sous la terreur duvaliériste, quand la majorité des intellectuels se sont enfuis de l'île. Depuis, en raison des conditions toujours instables qui règnent en Haïti, les approches plus récentes favorables à tout ce qui est « francophonisable » au Québec continuent à encourager les Haïtiens à y émigrer (LaBelle, Larose et Piché, 1983, p. 83).

La première vague d'immigrants haïtiens au Québec se composait de professionnels tels que des médecins, des infirmières, des enseignants et des cadres administratifs et techniques, un groupe qui, aujourd'hui, a du mal à s'intégrer dans le système professionnel québécois à cause des permis de travail trop restrictifs ou du fait que sa formation ne s'est pas effectuée au Québec. Bien que l'Office des professions du Québec essaie d'améliorer le sort des immigrés professionnels, Gaétan Lemoyne, son président, affirme que « l'image éculée du professionnel haïtien condamné à gagner sa vie comme chauffeur de taxi à Montréal est malheureusement encore bien réelle » (Boucher, 2006).

En revanche, un domaine où les Haïtiens au Québec continuent à réussir est celui des professions de la culture et des communications, où l'on n'est pas obligé d'avoir une formation particulière et où il existe beaucoup plus de liberté. L'œuvre des écrivains, cinéastes, chanteurs et même journalistes haïtiens et haïtiano-québécois a laissé une empreinte favorable sur la culture québécoise contemporaine. Dans cette étude, on prendra comme exemples du succès des Haïtiens au Québec depuis la Révolution tranquille Luck Mervil, Émile Ollivier, Fabienne Colas et Dany Laferrière, parmi tant d'autres. On examinera à quel point ces Haïtiens se sont québécisés et dans quelle mesure leur œuvre intègre la culture québécoise et s'y intègre.

Comme l'observe Sylvain Deschênes, « Luck Mervil n'est pas né au Québec, mais il y a manifestement pris racine » (2004) pour devenir « une des plus importantes références du showbiz québécois » (Roc, 2005). Au-delà de sa contribution au corpus de la production culturelle, il est arrivé à s'engager activement dans les affaires sociopolitiques de la province et de son pays natal. Né en Haïti en 1967, Mervil est arrivé au Québec à l'âge de quatre ans et il y a débuté dans sa carrière de chanteur à la fin des

années 1980. Son groupe Rude Luck a remporté des nominations, des prix, du succès à la radio et des invitations à maints festivals francophones au Canada et en Europe. Après avoir publié deux albums, Mervil est devenu soliste et plus tard, comédien, compositeur et animateur. Il doit sa carrière internationale en partie à son rôle de Clopin dans les versions française et anglaise de *Notre-Dame de Paris* de Luc Plamondon entre 1997 et 2000. Faisant la navette entre le Canada et la Grande-Bretagne, il a participé en même temps à l'émission télévisée hebdomadaire montréalaise *Sauve qui peut* en 1998 et en 1999.

Davantage reconnu pour son talent et pour sa présence sur scène, Mervil a été nommé porte-parole du Festival de la chanson de Granby en 2000 et, la même année, son album éponyme est sorti en juin, quelques jours avant la Fête nationale. Il y reprend des chansons bien connues du répertoire québécois, leur donnant une dimension nouvelle. Sa version de « La maudite machine » du groupe Octobre et « le ton récitatif qu'il donne au "Lindberg" de Claude Péloquin et Robert Charlebois sont des exemples éloquents de la diversification culturelle qui a marqué le Québec au cours des dernières décennies du XXe siècle » (Québec Info Musique, 2007). En 2001, Mervil a joué dans le film *Betty Fisher et autres histoires* qui a reçu le prix de la presse internationale au Festival des films du monde à Montréal (OSM, 2006). Également à cette époque, Mervil passait à la télévision dans l'émission *MixMania* et dans le spectacle *Génération Motown*.

En 2004, l'acteur a joué un rôle dans *Le goût des jeunes filles* (L'Écuyer, 2004), une adaptation cinématographique du roman éponyme (1992) de Dany Laferrière, écrivain haïtien renommé et icône incontournable dans cette discussion de l'apport des artistes de la petite île à la culture de la Belle province. L'an 2004 était plus significatif historiquement et pour Mervil et pour tous les Haïtiens parce que ce bicentenaire de l'indépendance haïtienne a vu la destruction énorme des Gonaïves lors de l'ouragan Jeanne. Pour rendre hommage à tous ceux qui avaient perdu la vie pendant la tempête, Mervil a composé l'album *Ti Peyi a*, paru en 2005. Le chanteur est retourné à l'île pour participer activement aux collectes de fonds organisées à la suite du désastre de septembre (Radio-Canada, 2006). Dans son rôle de porte-parole et de parrain du Centre canadien d'étude et de coopération internationale, il a veillé au bon déroulement des actions humanitaires qui ont suivi la catastrophe.

En 2005, la Société Saint-Jean-Baptiste a décerné à l'interprète le titre de Patriote de l'année, car il reflète les « nouvelles facettes du nationalisme québécois, diversifié et ouvert sur le monde » (cité dans Bourgault-Côté, p. A4). Guillaume Bourgault-Côté remarque, dans son article « Luck Mervil, néo-patriote » : « C'est la première fois qu'un Noir récolte l'honneur, et la troisième fois, depuis 1975, qu'une personne née à l'extérieur du Québec est primée par la SSJB » (2004, p. A4). Comme l'a indiqué Jean Dorion, président de la SSJB : « Le Québec change à toutes sortes d'égards […] On découvre peu à peu une jeunesse dont les ancêtres n'ont pas cultivé de terres à l'île d'Orléans, mais qui se rallie au projet d'un Québec souverain. Luck Mervil est sûrement l'un des personnages les plus représentatifs de cette nouvelle tendance » (cité dans Bourgault-Côté, 2004, p. A4). Selon Dorion, Mervil « n'a jamais lâché Haïti, comme beaucoup de Québécois qui restent attachés à leurs racines étrangères » (Bourgault-Côté,

2004, p. A4). De plus, en octobre 2006, le « citoyen Mervil » a montré son appui à la souveraineté québécoise en soutenant publiquement le nouveau parti Québec solidaire, observant qu'il y a un « manque de représentativité ethnoculturelle » au Parti québécois (Cauchy, 2006). Mervil contribue davantage à la communauté québécoise en assurant ce service d'observateur. Il a même constaté cette année que la société québécoise devient moins raciste du fait qu'il y a « de plus en plus de gens de toutes les communautés [qui] se rencontre[nt], […] se croise[nt], [et] travaille[nt] ensemble » (Codère, 2007).

Pendant les XVIIIe FrancoFolies de Montréal en juin 2006, où se sont produits plusieurs musiciens d'origine haïtienne, Mervil a donné un concert correspondant à partir de son album *Ti Peyi a* lors duquel il a déclaré : « Montréal est devenue créole » (cité dans Bernard, 2006), ce qui montre la réception favorable, voire la popularité de cette influence culturelle, apportée par les plus de 90 000 personnes d'origine haïtienne résidant au Québec[1] (J.-C. Icart, 2004, p. 4). En dehors des métiers de chanteur et de comédien, il faut reconnaître qu'une grande partie de la contribution des Haïtiens à la culture québécoise se place dans le domaine de la littérature. Éloïse Brière constate qu'il est naturel pour l'expérience coloniale de produire de drôles de couples et demande qui aurait imaginé que les restes de l'empire colonial français se réuniraient sur le sol canadien. Elle explique comment l'écriture haïtienne est devenue partie du paysage culturel au Québec tout en contribuant à la « tropicalisation » de Montréal. Pour comprendre le phénomène, Brière souligne que la nouveauté de l'expérience littéraire au Québec contribue à la montée de l'importance de l'écriture haïtienne au Québec tout comme la Révolution tranquille a transformé la province d'une société postcoloniale et aliénée à une collectivité ayant une identité moderne et clairement définie (2004, p. 390). Depuis la fin du XXe siècle, la prolifération de figures immigrantes et nomades dans la littérature québécoise marque la transition du Québec d'une société monoculturelle à une population de plus en plus diverse et ouverte (Brière, 2004, p. 397). L'écriture de terroir devient écriture de territoire (Ollivier, 1984, p. 112).

Après son arrivée au Québec en 1960, Émile Ollivier s'est affilié au « Haïti Littéraire », mouvement fondé au commencement de la Révolution tranquille et qui a aidé à faire de Montréal un « lieu d'échange entre écrivains du Sud et ceux du Nord » (Brière, 1996, p. 61). Écrivain majeur de la diaspora haïtienne, Ollivier est considéré comme une partie intégrante de l'institution littéraire québécoise. Il a même constaté : « Je suis Québécois le jour et Haïtien la nuit » (cité dans Montpetit, 2002), et on peut dire que son œuvre est « à la fois haïtienne et québécoise [car elle est] haïtienne par la thématique et l'imaginaire [et] québécoise par son appartenance à l'institution littéraire du Québec » (Brière, 1996, p. 61). Cet « écrivain de frontières », comme il se présente dans son essai *Repères,* a contribué à l'écriture néo-québécoise, qui aide à définir l'identité québécoise au XXIe siècle (Brière, 2004, p. 392-393). Brière observe que la liminalité de tout écrivain de frontières lui permet de servir de médiateur culturel qui

1. Les résultats du recensement de 2001, publiés par l'Institut de la statistique, indiquent que la population haïtienne au Québec comptait 47 845 personnes (<www.stat.gouv.qc.ca/regions/recens2001_06/immigration06/lieunaiss06.htm>).

peut reconnaître la liminalité des Québécois eux-mêmes (2004, p. 393). Son travail reflète le « jeu de l'appartenance » qui advient entre les Québécois et les Haïtiens dans ce nouvel espace haïtien (Ollivier, 2001, p. 112).

À part sa contribution à l'évolution de la littérature québécoise, le succès de l'écrivain sociologue se mesure par les prix qu'il a remportés au cours de sa carrière tel le prix Jacques-Roumain, pour *Mère-Solitude* en 1985, le prix du *Journal de Montréal* pour *La Discorde aux cent voix,* et le prix de la Ville de Montréal pour *Passages*. Il a aussi été membre de l'Académie des lettres du Québec (Montpetit, 2002). De plus, sa renommée se perpétue grâce au prix Émile-Ollivier, créé à l'occasion du Forum de la Francophonie, en mai 2004, par le Conseil supérieur de la langue française, en collaboration avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadienne, et qui a pour but de resserrer les liens qui unissent le Québec aux communautés francophones et acadiennes hors Québec (Bibliothèque et Archives nationales du Québec).

Une autre Haïtienne qui a obtenu des prix tout à fait différents est l'étoile montante Fabienne Colas. La « Miss Haïti 2000 » et gagnante du prix haïtien Le Ticket d'or de la meilleure actrice en 2003, a joué tour à tour dans des films, téléromans et feuilletons haïtiens – *Profonds regrets* et *Pè Toma* – et québécois tels *Comment conquérir l'Amérique en une nuit* de Dany Laferrière et *L'auberge du chien noir.* Au-delà de sa carrière personnelle, elle contribue à l'enrichissement de la culture québécoise tout en promouvant sa culture d'origine par l'intermédiaire de sa Fondation Fabienne Colas dont le siège est à Montréal et qui « a pour mission principale de soutenir et de promouvoir l'art, la culture et le cinéma haïtiens tant sur le plan national qu'international » (Fondation Fabienne Colas).

En décembre 2005, grâce au soutien du ministère de la Culture du Québec, elle a monté un minifestival de cinéma haïtien à Montréal. Elle espérait que cet événement effacerait pour un moment le chaos politique et économique de Haïti pour montrer plutôt sa face culturelle (Tremblay, 2005). À la suite de ce premier festival réussi, le deuxième Festival international du film haïtien s'est déroulé en septembre 2006 et le troisième en septembre 2007. C'est « le plus important festival dédié au cinéma haïtien en terre étrangère » et Mlle Colas justifie cette manifestation malgré l'existence de la section créole du Festival Vues d'Afrique en affirmant : « nous avons initié ce festival après avoir constaté que dans d'autres événements semblables, il n'y avait presque pas de films en provenance d'Haïti alors que la production cinématographique haïtienne grandit à une vitesse étonnante » (Roc, 2006). La Fondation est convaincue que « la fiction a le pouvoir d'influencer très fortement le développement, les mœurs, les habitudes, les coutumes, les traditions et les préjugés d'une société » et « que la culture est un facteur d'intégration sociale et joue un rôle essentiel dans le développement d'un peuple » (Roc, 2006). Les films tournés à Miami ou à Montréal montrent une action qui se passe à Miami, à Montréal et à New York, reflétant le constat d'une « déterritorialité » présente dans la littérature haïtiano-québécoise et signifiant que l'on s'est beaucoup déplacé et que l'on a changé de territoire à la recherche de publics différents (Roc, 2006).

Il faut considérer le cas des Haïtiens écrivant en français pour la petite tranche de la population haïtienne alphabétisée et francophone. Gary Victor, un des romanciers les plus lus en Haïti, insiste qu'en dépit du fait que « Haïti est un pays qui a un très fort taux d'analphabètes, il y a quand même en Haïti, et depuis très longtemps, une très grande tradition littéraire » (Frankétienne *et al.,* 2005, p. 68). De toute façon, il est facile de comprendre comment le cinéma haïtien aurait un public plus important que les œuvres imprimées sur l'île. Le fait que Fabienne Colas promeut cet art dans la diaspora ne peut que contribuer à changer l'image du pays à l'étranger.

Dany Laferrière, célèbre écrivain d'origine haïtienne désormais scénariste et réalisateur de renom au Québec, est venu encourager Mlle Colas et les organisateurs du Festival. Cet auteur, qui confesse : « Je ne suis pas sûr si je suis un écrivain qui fait des films ou un cinéaste écrivant des romans » (Coates, 1999, p. 917, ma traduction) s'engage de plus en plus dans le cinéma. Il a donc intérêt à promouvoir le cinéma haïtien, bien qu'il préfère n'être considéré ni comme écrivain immigré ni comme écrivain ethnique. Son film, *Comment conquérir l'Amérique en une nuit,* dans lequel il s'agit du point de rencontre entre Montréal et Port-au-Prince, a été primé au Festival des films du monde à Montréal en septembre 2004 (*Île en île,* 2006). Laferrière est lauréat, entre autres, du Prix Carbet (1991), de la première édition du Prix Carbet des Lycéens (2000) et du Prix Réseau France Outre-mer (RFO) du Livre (2002) pour la nouvelle édition de son roman, *Cette grenade dans la main du jeune nègre est-elle une arme ou un fruit ?* (*Île en île,* 2006). Depuis 1995, « c'est au moins la troisième occasion au cours de laquelle un écrivain haïtien a été couronné [de ce prix] » (Gilbeau, dans Frankétienne *et al.,* 2005, p. 61).

Aussi en juin 2004, profitant d'une période de calme à la suite de la fuite d'Aristide, Dany Laferrière a participé à une délégation d'écrivains québécois qui s'est rendue à Port-au-Prince pour fonder un PEN Club qui défendrait les droits des professionnels de la culture et des communications. Ce mouvement international a des délégations un peu partout dans le monde et le groupe québécois voulait « protester contre l'abolition de neuf antennes de radio » (Montpetit, 2004). Ce voyage a permis à l'écrivain à la double nationalité de faire connaître son pays d'origine à des écrivains québécois. Il a demandé à haute voix : « Je suis bien allé à Trois-Pistoles voir Victor-Lévy Beaulieu, pourquoi Victor-Lévy Beaulieu ne viendrait pas à Port-au Prince ? » (Montpetit, 2004). Cette même année, il a organisé une collecte de livres pour de jeunes Haïtiens lors du Salon du livre à Montréal (Porter, 2004). Beaucoup de ces détails montrent ce que fait Dany Laferrière pour contribuer à la culture haïtienne. Peut-être reconnaît-il que la concentration de Haïtiens de talent au Québec « produit souvent des répercussions négatives sur l'équilibre de la société » sur l'île (Fleurimond, 2004, p. 3). De plus, en faisant connaître aux Québécois les Haïtiens, il contribue à l'acceptation de ces derniers dans la Belle province. Il faut aussi noter qu'on rencontre souvent le nom de Dany Laferrière dans des articles de la presse québécoise portant sur d'autres néo-Québécois, que ce soit Luck Mervil, Émile Ollivier, Fabienne Colas, ou même Michaëlle Jean, ce qui montre qu'il existe une solidarité et une détermination pour soutenir cet aspect de la diversité culturelle au Québec.

Dans son article « Québec, une terre de prédilection des Haïtiens », Wiener Fleurimond résume ainsi la situation : « Le Québec [a] toujours été [une terre] d'accueil avant tout pour les intellectuels haïtiens suivis tout naturellement par différentes catégories sociales » pour plusieurs raisons (2004, p. 3) :

> [En plus de] la proximité géographique et linguistique, il y a la simplification des formalités et les facilités accordées à cette catégorie courtisée de candidats à l'émigration. À cela il faut ajouter les aides à l'installation des nouveaux migrants accordées par le gouvernement provincial du Québec [et par] les Municipalités comme Montréal, Québec, Laval et d'autres grandes agglomérations de la Province. [Finalement il existe] [u]ne politique volontariste à l'intégration à l'endroit [de] ces immigrés qui, s'ils viennent chercher des jours meilleurs, apportent en contrepartie à ce pays d'accueil dans leurs bagages compétences et savoir-faire (*ibid.*).

Tandis que beaucoup de professionnels haïtiens ont du mal à trouver du travail dans leur domaine particulier une fois émigrés au Québec, ceux des professions de la culture et des communications sont libres de pratiquer leur art sans restrictions. Lyonel Icart, de l'Université Laval, note qu'en littérature,

> Émile Ollivier, professeur à l'Université de Montréal, [a donné] au Québec des œuvres qui rayonnent dans toute la francophonie […] Dans le même domaine, Maximilien Larouche, professeur à l'Université Laval et critique littéraire tout comme Max Dorsinville, professeur à l'Université McGill, se sont tous deux penchés sur les traits communs des littératures québécoise et haïtienne ou du tiers-monde chez, entre autres auteurs, Marcel Dubé et Gabrielle Roy. On pourrait citer Dany Laferrière, qui [a représenté] le Québec au Salon du Livre de Paris, Stanley Péan, plus jeune, mais auteur prolifique et dynamique vice-président de l'Union des écrivaines et des écrivains du Québec sans compter les poètes Anthony Phelps, Serge Legagneur, Joël des Rosiers, la romancière Marie-Célie Agnant et bien d'autres (1998, p. 52).

Associés à Dany Laferrière sont les comédiens Luck Mervil et Fabienne Colas, qui ont joué dans ses films. Doués de multiples talents comme lui, les deux s'engagent activement dans la vie socioculturelle des Québécois et des Haïtiens. Bien qu'il existe d'autres exemples de musiciens, d'humoristes, de cinéastes et de journalistes haïtiens qui contribuent à la production culturelle au Québec, les quatre artistes qui ont fait l'objet de cette étude représentent ceux dont l'œuvre intègre la culture québécoise grâce à leurs choix artistiques et s'y intègre facilement grâce à l'accueil qu'ils ont reçu dans la Belle province.

Références

Bernard, Y. (2006). « xviiie FrancoFolies de Montréal – Créolité montréalaise », *Le Devoir,* 19 juin, <www.ledevoir.com/2006/06/19/111936.html>, consulté le 10 novembre 2006.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec. « Prix Émile Ollivier », <www.banq.qc.ca/html/ressources_en_ligne/prixlitt/fiches/5030.htm>, consulté le 24 février 2007.

Boucher, G. (2006). « Office des professions – Un Québec plus accueillant », *Le Devoir,* 18 octobre, <www.ledevoir.com/2006/10/18/120639.html>, consulté le 10 novembre 2006.

Bourgault-Côté, G. (2004). « Luck Mervil, néo-patriote », *Le Devoir,* 9 novembre, p. A4, <www.ledevoir.com/2004/11/09/68117.html>, consulté le 24 février 2007.

Brière, E. (2004). "Writing Memory in Alien Places: Becoming a (Quebecois?) Subject", dans M.-A. Sourieau et K.M.Balutansky (dir.), *Haïti : écrire en pays assiégé/Writing under Siege,* Amsterdam, Rodopi, pp. 389-403.

Brière, E. (1996). « *Mère Solitude* d'Émile Ollivier », *Revue internationale d'études canadiennes,* vol. 13, printemps, p. 61-70.

Cauchy, C. (2006). « Un an après avoir soutenu la candidature d'André Boisclair à la direction du Parti québécois – Luck Mervil tourne le dos au PQ », *Le Devoir,* 21-22 octobre, <www.ledevoir.com/2006/10/21/121019.html>, consulté le 23 février 2007.

Coates, C.F. (1999). "An Interview with Dany Laferrière", *Callaloo,* vol. 22, nº 4, pp. 910-921.

Codère, J.-F. (2007). « "Un constat sain" selon Luck Mervil », *Le Journal de Montréal,* 17 janvier, <www.canoe.com/infos/quebeccanada/archives/2007/01/20070117-080901.html>, consulté le 24 février 2007.

Deschênes, S. (2004). « Mwin grangou », *Chronique du vendredi,* 1er octobre, <www.vigile.net/ds-chroniques/docs4/sd-112.html>, consulté le 24 février 2007.

Fleurimond, W. (2004). « Québec, une terre de prédilection pour les Haïtiens », *HaïtiTribune,* novembre/décembre, nº 10, p. 3, <www.cidihca.com/haititribunemtl/HT10-PAGE3.pdf>.

Fondation Fabienne Colas, <www.fondationfabiennecolas.org/fond_mission.html>, consulté le 1er mars 2007.

Frankétienne *et al.* (2005). *D'encre et d'exil 4 : quatrièmes rencontres internationales des écritures de l'exil,* Paris, Bibiliothèque publique d'information.

Icart, J.-C. (2004). « La communauté haïtienne de Montréal », *HaïtiTribune,* novembre/décembre, nº 10, p. 4, <www.cidihca.com/haititribunemtl/HT10-PAGE4.pdf>, consulté le 26 février 2007.

Icart, L. (1998). « Haïti en Québec : notes pour une histoire », *Ethnologies*, vol. 28 nº 1, p. 45-79 et 315.

Île en île (2006). « Dany Laferrière », <www.lehman.cuny.edu/ile.en.ile/paroles/laferriere.html>, consulté le 1er mars 2007.

LaBelle, M., S. Larose et V. Piché (1983). « Émigration et immigration : les Haïtens au Québec », *Sociologie et sociétés,* vol. 15, nº 2, p. 73-88.

Laferrière, Dany (1992). *Le goût des jeunes filles,* Montréal, Nouvelle édition.

L'Écuyer, John (2004). *Comment conquérir l'Amérique en une nuit,* Québec, film, 96 minutes.

Le Devoir (2006). « En bref – Festival du film haïtien, prise 2 », 8 septembre, <www.ledevoir.com/2006/09/08/117672.html>, consulté le 27 février 2007.

Le Devoir (2007). « En bref – Esclaves au paradis », 16 août, <www.ledevoir.com/2007/08/16/153509.html?fe=1770&fp=217404&fr=36016>, consulté le 16 août 2007.

Montpetit, C. (2004) « Littérature – PEN Club : de Québec à Haïti », *Le Devoir,* 2 juin, <www.ledevoir.com/2004/06/02/55954.html>, consulté le 25 février.

Montpetit, C. (2002). « Le dernier passage d'Émile Ollivier », *Le Devoir,* 12 novembre, <www.ledevoir.com/2002/11/12/13212.html>, consulté le 28 février 2007.

Ollivier, É. (2001). « Une nuit, un taxi », *Regarde, regarde les lions,* Paris, Albin Michel.

Ollivier, É. (1984). « Un travail de taupe », *Possibles,* vol. XVIII, nº 4, été, p. 111-118.

Orchestre symphonique de Montréal (2006). « Métissage musical avec Luck Mervil au 2e Week-end Pop de l'OSM », 21 septembre, <www.osm.ca/fr/index_communiques_liste_detail.cfm?TheCommID=126>, consulté le 23 février 2007.

Porter, I. (2004). « Le Salon du livre de Québec ouvre ses portes », *Le Devoir,* 15 avril, <www.ledevoir.com/2004/04/15/52226.html>, consulté le 25 février 2007.

Québec Info Musique (2007). « Luck Mervil », <www.qim.com/artistes/biographie.asp?artistid=205>, consulté le 23 février 2007.

Radio-Canada (2006). « Luck Mervil », *Répertoire d'artistes-chanson,* <www.radio-canada.ca/radio2/artistes/348.shtml>, consulté le 23 février 2007.

Roc, N. (2006). « Montréal/Cinéma : lancement du 2e Festival international du film haïtien », 11 septembre, <www.signalfmhaiti.com/PageArticle.asp?ArticleID=735>, consulté le 1re mars 2007.

Roc, N. (2005). « Reportage-photo : Luck Mervil enflamme le Club Soda à Montréal », AlterPresse, 13 décembre, <www.alterpresse.org/spip.php?article3767&var_recherche=Luck%20Mervil>, consulté le 22 février 2007.

Tremblay, O. (2005). « Trois jours de cinéma haïtien », *Le Devoir,* 9 décembre, <www.ledevoir.com/2005/12/09/97307.html>, consulté le 11 novembre 2006.

B

La chanson et son évolution

Gilles Vigneault, chansonnier médiéval, troubadour moderne
Les traces du passé
dans une œuvre contemporaine
Diane Soucy

«Je me souviens de rien»

Political Discourse in Québec's Modern *Chanson Engagée*
Kelle Lyn Keating

Gilles Vigneault, chansonnier médiéval, troubadour moderne

Les traces du passé dans une œuvre contemporaine

Diane Soucy
University of Louisiana at Lafayette

Résumé *Cet essai a pour objet l'œuvre poétique de Vigneault et sa relation avec le Moyen Âge. Nous nous intéressons à l'utilisation du passé dans la représentation de la nation, qui constitue un aspect important du message et du style même de l'auteur. Les traces du passé, plus spécialement médiéval, dans les poèmes de Vigneault sont les vestiges et les témoins d'un pays d'autrefois et les bases d'un pays à construire. Le corpus de Vigneault est au cœur de cette étude, dans laquelle nous établissons des liens entre la poésie de Vigneault et celle du Moyen Âge et démontrons comment et pourquoi sa poésie est ancrée dans cette période dont il se réclame. Vigneault utilise des éléments linguistiques, discursifs, culturels et thématiques hérités du passé et les réinvestit dans ses poèmes. L'analyse du vocabulaire, entre autres, met en relief les éléments anciens qu'il utilise, certains à grande fréquence. L'étude d'éléments lexicaux met en exergue des mots que nous appelons des évocations médiévales et des vocables de souvenances, éléments qui contribuent grandement à nourrir l'image romancée du passé qui caractérise sa poésie. Par son œuvre et par la langue qu'il utilise, par son interaction avec le public et par le rôle primordial qu'il joue dans le processus de création d'un imaginaire collectif, Vigneault plonge les racines identitaires québécoises dans un imaginaire médiéval. Les fils du temps se croisent dans son œuvre, exprimant un pays neuf pour décrire l'homme moderne ancré dans le Moyen Âge qui prépare l'avenir. Fidèle à sa mémoire et aux sources de son peuple, il transforme et réinvente ses souvenirs pour les transmettre à son tour, son œuvre devenant un instrument de la détermination de la spécificité du pays.*

1. Vigneault et son œuvre

Gilles Vigneault. Son seul nom suffit à faire vibrer, en tout Québécois, une corde sensible. Qu'on connaisse par cœur des dizaines de ses chansons ou qu'on se limite à chanter le refrain de « Gens du pays » lors d'anniversaires ou de manifestations de toutes sortes, qu'on soit souverainiste ou fédéraliste, Gilles Vigneault dépeint et définit l'identité du Québec et de ses gens. Il est, de tous les poètes québécois, celui qui a atteint les auditoires les plus vastes et les plus variés, tant au Québec qu'à l'étranger. Poète, conteur, chansonnier, compositeur, Vigneault évoque à la fois le pays, l'espace, la tradition, l'héritage et l'avenir du Québec et des Québécois.

Depuis ses débuts en 1960, Vigneault apparaît régulièrement en entrevue à la télévision ou à la radio, participe à des festivals, tournées et rassemblements tant au Québec que dans le reste de la francophonie. Il publie régulièrement des recueils de poèmes, des contes, des comptines, des pièces de théâtre, des pensées, tout en continuant de produire des disques composés de nouvelles chansons qui viennent enrichir son répertoire. Avec sa littérature destinée aux enfants, Vigneault donne à son œuvre une autre dimension et une nouvelle vie, proposant sa poésie et sa prose à de nouvelles générations qui porteront ses paroles vers l'avenir. Après presqu'un demi-siècle de carrière, le public continue de découvrir (ou de redécouvrir) l'œuvre de Vigneault, chansonnier et troubadour.

2. Traces du passé

L'œuvre riche et variée de Vigneault peut être étudiée sous diverses perspectives. Elle est à la fois tournée vers l'avenir et profondément ancrée dans le passé. Vigneault parle du pays, passé et présent. Ses textes traitent aussi de problèmes contemporains comme la guerre, les sans-abri, la contraception et la pollution.

Pour montrer comment et pourquoi la poésie de Vigneault porte des traces médiévales, nous nous sommes intéressée à ses textes poétiques, mis en musique ou non. En étudiant ses poèmes à la recherche d'éléments qui évoquent le Moyen Âge mythique et les troubadours, nous avons identifié des parallèles au plan du rôle du troubadour, au plan des formes poétiques, des thèmes exploités et, bien sûr, dans le choix des mots.

2.1. Vigneault troubadour

Il n'est pas surprenant d'accoler le mot troubadour à Vigneault. De nombreux observateurs du Québec ou d'ailleurs voient des similarités entre le chansonnier et les poètes-musiciens du Moyen Âge, et Vigneault lui-même aime à se placer dans la foulée des troubadours. Vigneault considère que les chansons qu'il écrit et interprète sont un lien tangible entre lui et les troubadours quand il dit que « la chanson, c'est un miroir […] Elle est, en France, très vieille. C'est une grande dame qui a connu Béranger et même les troubadours » (Gagné, 1974, p. 34). Comme eux, il observe la société et met en rime et en musique ses souvenirs, ses observations, ses craintes, ses préoccupations et ses rêves. L'œuvre de Vigneault parle du peuple au peuple. Par ses textes, il favorise l'interaction entre de nombreux constituants du monde.

Se faisant le reflet d'un peuple et d'un pays, la poésie de Vigneault devient un instrument d'identification et de changement social. Elle porte sa langue et sa culture au-delà du pays comme la poésie des troubadours qui est sortie des frontières linguistiques et géographiques du pays d'oc.

2.2 Formes poétiques

Vigneault, qui a étudié les écrits de ses prédécesseurs, affectionne le vers qu'il qualifie lui-même de bien fait, suivant des règles strictes. Il prend plaisir à parfaire son œuvre par le moyen de formes anciennes qui ont déjà fait leurs preuves, qu'elles soient caractéristiques du Moyen Âge comme la ballade ou qu'elles soient apparues pendant la Renaissance comme le sonnet. Vigneault a un penchant pour cette forme, dont on retrouve des exemples dans de nombreux ouvrages depuis ses débuts dans *Étraves* en 1959 jusqu'aux plus récentes publications comme le recueil *Les Chemins de pieds,* publié en 2004, qui comporte trois sonnets. Son talent, son désir du beau et le temps qu'il passe à parfaire son art font qu'il écrit, à son tour, des poèmes qui touchent le lecteur ou l'auditeur. Ainsi, ses chansons à héros rappellent les chansons de geste et ses chansons d'amour évoquent la poésie courtoise des troubadours. Ses ballades se terminent par un envoi, évoquant la tradition des puys littéraires du Moyen Âge. En utilisant des structures poétiques héritées de l'époque médiévale, Vigneault crée un lien entre sa poésie et celle des poètes canoniques de l'histoire littéraire française. Il fait remonter les origines de la littérature canadienne-française contemporaine aux sources mêmes de la littéraire française. Il renforce ainsi la légitimité linguistique, littéraire et culturelle québécoise en situant sa littérature dans la prestigieuse tradition française.

2.3. Thèmes exploités

Pour ce qui est des thèmes exploités, la poésie de Vigneault peut se comparer aux poèmes courtois et aux récits épiques des auteurs médiévaux. La délicatesse de langage que Vigneault choisit pour parler d'amour montre que la création poétique qui traite de ce sentiment mérite toutes les attentions du poète. Pour illustrer qu'on ne parle pas d'amour avec des mots ordinaires, des mots de tous les jours, Vigneault dit qu'il prend la peine d'utiliser ses mots du dimanche, des mots spéciaux soigneusement choisis.

> J'ai pris mes mots du dimanche
> Pour parler de mes amours
> Mais le dimanche est trop court
> Et ma page presque blanche
>
> (« Les mots du dimanche », Vigneault, 1997, p. 184)

Sa façon de parler rappelle la poésie lyrique en ce que ses histoires d'amour sont presque toujours malheureuses et les désirs de ses personnages demeurent généralement inassouvis. Dans sa poésie, les héros meurent souvent d'amour.

Il met en scène des personnages authentiques à la mesure des héros épiques du Moyen Âge. Ceux-ci témoignent de la force, de l'endurance et de la légitimité de la collectivité québécoise. Ils parlent la langue du pays, ils pratiquent les mêmes activités

que le public de Vigneault, qui s'identifie facilement à eux. Avec les héros qu'il nous propose, Vigneault constitue un fonds légendaire à son pays. Il puise les éléments qui inspirent ses personnages dans son expérience et dans son milieu. Il fait appel à la fois aux mythes et au folklore du pays ainsi qu'au passé historique et littéraire de son peuple pour construire des héros dont l'idéologie nourrit l'imaginaire collectif. Caillou Lapierre illustre bien la robustesse, l'endurance et la persévérance des gens du pays. Son récit commence quand il a quatre-vingt-six ans et s'achève quand :

> Le jour de ses quatre-vingt-seize ans
> Caillou était centenaire
> Est mort pêchant bûchant puis dansant
> Tué par un coup de tonnerre
>
> (« Caillou Lapierre », Vigneault, 1997, p. 65)

Au fil des strophes, Vigneault nous présente un homme en lequel il réunit les métiers traditionnels des gens de son pays, Caillou étant à la fois un pêcheur légendaire, un chasseur incomparable et un bûcheron infatigable. Bien sûr, Vigneault prend le soin de préciser que ce héros est aussi un excellent danseur qui laisse derrière lui des richesses matérielles ainsi que quarante garçons « Et dans la taille de la veuve en prière/ Un petit Caillou comme chacun le pensait » (Vigneault, 1997, p. 65). Le rôle de ces personnages est crucial puisqu'un peuple sans héros ne peut résister à l'usure du temps. Ils sont les témoins de la continuité de leur communauté et les modèles pour un peuple qui n'a pas encore de pays proprement dit.

2.4. Les mots de Vigneault

Passons maintenant au lexique, qui est au cœur de notre analyse. Vigneault est un auteur méticuleux et appliqué qui incorpore dans ses textes une grande variété de mots hétéroclites quant à leurs origines, tirés de registres de langues divers, qu'il choisit en raison de leurs valeurs connotatives, sémantiques et symboliques. Passionné de science et de technologie, il utilise des termes empruntés au vocabulaire technique, comme l'illustre l'extrait suivant, où le substantif parallélépipède devient un adjectif.

> Toi qui me suis et me précèdes
> Pour ne pas augmenter ma peur,
> Fais battre au rythme de mon cœur
> Ton cœur parallélépipède
>
> (« Vertige », Vigneault, 1979, p. 108)

Dans la poésie de Vigneault, on trouve aussi des emprunts à l'anglais, surtout dans les chansons à personnages comme « Jos Monferrand », « Gros-Pierre » ou « Tante Irène » et dans les chansons à danser comme « Tam ti delam », « Tout l'monde est malheureux » ou « Les trois danses ». Ces catégories de poèmes sont en quelque sorte du folklore réinventé, et elles mettent en scène des êtres sortis de l'imaginaire ou de la mémoire créatrice de Vigneault. Ces personnages vivent de l'exploitation forestière, de la traite des fourrures, de la pêche, autant de domaines où les patrons étaient généralement anglophones. Les magasins, comptoirs de vente et catalogues étaient rédigés exclusivement en anglais, proposant des références lexicales en anglais aux clients francophones,

les amenant ainsi progressivement à intégrer ces anglicismes à leur français. Que ces mots appartiennent au discours du personnage ou à celui du narrateur, le fait que Vigneault les intègre à ses textes confirme l'authenticité du récit, ramène le héros à la taille humaine, aide le lecteur ou l'auditeur à s'identifier à la nation et à ses représentants, qu'il s'agisse de monsieur Ptitpas, de Jean-du-Sud ou de « Tit-Paul la Pitoune » qui abandonne l'école pour aller travailler dans les chantiers.

Il s'est fait faire un pack-sack
.
Puis est devenu lumberjack
.
Pauvre Tit-Paul est pas lucky

(Vigneault, 1997, p. 28-30)

Les mots *havresac, bûcheron* et *malchanceux* sont sacrifiés au profit de leurs équivalents anglais, pour refléter la langue qui est celle des chantiers, milieu de travail où les ouvriers étaient souvent francophones, mais les contremaîtres (plutôt appelés *foremans*) étaient généralement anglophones. Les mots anglais sont souvent accompagnés de québécismes de bon aloi, mettant en exergue l'oralité et l'authenticité de la langue des personnages des poèmes.

Les québécismes font partie des mots utilisés par Vigneault pour évoquer le pays du Québec, sa nature et ses gens. Il utilise des vocables qui parlent de la flore, de la faune, de l'hiver, des vieux métiers et de l'espace physique, comme c'est le cas dans l'extrait qui suit.

Quand la poudrerie le prend sur la route
Il rassemble ses chiens puis se couche au milieu
Le lendemain matin il défonce la croûte

(« Jos Hébert », Vigneault, 1997, p. 27)

L'hiver est l'image la plus forte et la plus caractéristique évoquée dans l'œuvre de Vigneault quand il veut parler de son pays. Il évoque l'hiver par son nom et par des expressions clés de la langue pour donner une description précise de cette saison qui définit en quelque sorte le pays.

Les éléments empruntés à ces groupes lexicaux variés, combinés à l'utilisation d'un lexique ancien, apportent profondeur, richesse et complexité aux poèmes de l'auteur. Leur usage fait participer le lecteur en piquant sa curiosité, en suscitant une réflexion, ou encore en encourageant son imagination. Selon Vigneault, « la discipline, c'est de mettre dix-huit heures à remplacer un mot » (Gagné, 1974, p. 111). L'intérêt de l'analyse de ses choix est donc évident quand on sait que l'auteur ne laisse aucune place au hasard, qu'il prend plaisir à permuter des lexèmes et à modifier des vers jusqu'à ce qu'il arrive à la perfection du poème. Chaque mot, chaque expression, chaque sonorité a sa raison d'être et le choix qu'il fait est conscient et réfléchi. Sa sélection lexicale rigoureuse donne à ses textes un pouvoir d'évocation et une vitalité d'expression uniques à Vigneault.

Il recrée le passé et jette les bases d'un pays à faire grâce à son instrument de prédilection qu'est la langue. L'œuvre de Vigneault est un symbole identitaire national. Ses personnages parlent une langue où des éléments hétérogènes se combinent pour constituer la langue légèrement décalée qui le caractérise. Le vocabulaire technique, les anglicismes, les mots familiers et les québécismes utilisés par l'auteur contribuent, dans leur ensemble, à faire de ses poèmes des écrits où transparaissent la valeur intellectuelle, la richesse culturelle et les passions de l'auteur. Pourtant, ces choix influencent de façon bien différente la perception que le public a de Vigneault puisqu'on ne pense pas à lui comme étant un auteur qui fait grand usage d'anglicismes ou de mots techniques. On retient plutôt de lui qu'il est un troubadour qui s'exprime dans une langue populaire de tous les jours, marquée de vieux mots, le tout présenté dans des formes anciennes aux rimes classiques.

2.4.1. Les vieux mots

Vigneault affectionne les vieux mots. Son œuvre est émaillée de formes anciennes qui évoquent la langue de la vieille France, effet dont Vigneault est conscient. En ponctuant sa poésie de mots dont les dictionnaires français disent qu'ils sont vieux ou vieillis, l'auteur dote la langue québécoise d'une validité et d'une légitimité dont elle fut longtemps privée. Les usages québécois ont longtemps été dénigrés parce qu'ils diffèrent de l'usage dicté par les références lexicographiques hexagonales d'où viennent généralement, encore aujourd'hui, les prescriptions normatives de la langue française. Vigneault utilise des mots anciens encore couramment utilisés au Québec, des mots anciens réservés à la langue littéraire et occasionnellement des mots anciens, vieux ou vieillis qui ne sont plus d'usage dans la langue française.

Nous avons constaté que les mots-fétiches *encor(e), mie* au sens de compagne et la négation *ne… point* reviennent très régulièrement dans ses poèmes. Nous avons aussi observé qu'une grande variété d'autres mots archaïques est utilisée à moins grande fréquence. Des mots comme *jaser, de même, froidure* et *casaque* donnent ainsi à ses textes une touche ancienne qui n'entrave toutefois pas la transmission du message. Il est intéressant de noter que quand Vigneault utilise ces vieux mots, il ne les marque pas dans son texte. Nul besoin de les mettre en italique ou de les expliquer par le contexte ou dans une note infrapaginale. En utilisant naturellement ces vieux mots, il affirme que les Québécois constituent le public visé. Il n'explique pas ces mots parce que tout le monde les comprend, ou devrait les comprendre. En établissant un dialogue où l'auteur et le lecteur sont linguistiquement égaux, il affirme que leur langue existe dans la réalité et non pas dans l'imaginaire. L'utilisation de la variété régionale qu'est le français du Québec ponctué de mots anciens, et ce, même auprès d'un public non-québécois, devient l'affirmation de l'existence et de la légitimité de l'identité du peuple. L'auteur utilise une langue respectueuse des normes linguistiques et, ce faisant, il contribue à renforcer la perception positive du français québécois en mettant en exergue sa légitimité en tant que langue ayant conservé ses vieux mots. En effet, si le français du Québec est un vieux français, c'est donc un bon français, un français noble. L'usage de mots et de formes syntaxiques anciennes font de la langue de Vigneault et, par extension, de la langue française au Québec, l'héritière d'une longue tradition linguistique qui a ses racines dans les débuts de la littérature française du Moyen Âge.

Si les mots anciens sont ceux qui semblent le mieux caractériser la poésie de l'auteur, les mots dont l'usage est vraiment vieux, vieilli ou archaïque restent toutefois peu nombreux dans ses poèmes. Nous constatons que l'impression d'ancienne parlure qui se dégage de la majorité des poèmes de Vigneault ne vient pas tellement des vieux mots en tant que tels mais plutôt de cette juxtaposition de quelques vieux mots à grande incidence et de ce que nous appelons des évocations médiévales et des vocables de souvenance. L'utilisation combinée de ces éléments a pour effet de ramener constamment le lecteur ou l'auditeur dans le passé et d'altérer la notion temporelle véhiculée par les poèmes.

2.4.2. Évocations médiévales

Nous appelons évocations médiévales les images du Moyen Âge qui se trouvent dans la poésie de Vigneault. La présence ponctuelle de ces mots contribue à donner la sensation d'un décalage chronologique. *Château, reine* et *trouvère* sont autant d'éléments qui évoquent l'image médiévale de l'ancienne France. Vigneault fait appel à des évocations médiévales qui sont les échos de la mémoire d'un passé éloigné, d'un temps légendaire où les princesses inaccessibles filaient la laine dans les hautes tours de châteaux imprenables.

Plusieurs effets sont recherchés par l'intégration de ce que nous appelons des évocations médiévales dans des textes modernes, le premier étant de créer une profondeur temporelle. L'évocation nostalgique du passé est une autre conséquence courante de l'utilisation de ces évocations médiévales, mais Vigneault se défend bien d'avoir une vision nostalgique du passé. Il dit : « Algie veut dire douleur, et je n'ai pas de douleur. Je réfère au passé pour exprimer le présent » (Soucy, 2006, p. 373). On peut aussi faire appel à ces éléments lexicaux dans le but d'ennoblir ou de respectabiliser le discours. Pour imprégner sa poésie de cette atmosphère ancienne, Vigneault crée un décor original en situant ses poèmes dans des cadres médiévaux décorés de tours, d'oubliettes, de fontaines et de châteaux.

J'ai pour toi défait mais refait sans cesse
Les mille châteaux
D'un nuage aimé qui pour ma princesse
Se ferait bateau
Se ferait pommier se ferait couronne

(« J'ai pour toi un lac », Vigneault, 1997, p. 61)

Le château occupe, dans les poèmes de Vigneault, une place de choix quand il s'agit de créer un cadre médiéval qui exprime la mémoire et le potentiel d'une nation en devenir. Vigneault met en scène des personnages d'une époque révolue comme le roi, la reine, la châtelaine, le prince, la princesse, le fou du roi, la déesse, la sirène, la fileuse, le trouvère, le jongleur, le ménestrel et le baladin.

Ce n'est pas moi le prince et toi la souveraine,
Pourquoi l'argent, pourquoi l'amour, pourquoi la haine ?
Pauvre Sagesse ! Pas un moment pour s'asseoir

(« Peine perdue », Vigneault, 1979, p. 102)

Il introduit des éléments monarchiques et des personnages de la cour dans des textes souvent contemporains de par leur contenu et il y ajoute des accessoires qui évoquent des temps anciens comme la couronne, l'anneau, le rouet et le grimoire.

> Où donc est passé cet anneau
> Que je ne vous ai point donné
> Ou votre doigt s'est-il fané
> Que vous l'ayez abandonné
>
> (« Madrigal », Vigneault, 1979, p. 76)

En faisant usage d'évocations médiévales, Vigneault nous permet de revivre cette période légendaire et de nous évader de nos restrictions temporelles. Ce faisant, l'auteur nous replonge dans cette ère où tout était encore possible, où les humains commençaient à peine à découvrir des terres dont l'existence était jusque-là insoupçonnée, où le rythme du quotidien n'avait pas encore été touché par une période de découvertes technologiques qui allaient littéralement refaire le monde. Sa poésie nourrit l'imaginaire collectif au son des racines communes européennes et contribue à l'identité culturelle des gens de son pays.

2.4.3. Vocables de souvenance

Nous avons observé que Vigneault fait grand usage de ce que nous appelons des vocables de souvenance. Cette appellation désigne des mots qui, par leur valeur sémantique, font référence au passé. L'abondance de références au temps dans son œuvre poétique justifierait incontestablement qu'on y consacre toute une recherche à l'analyse du temps. Nous observons des exemples de l'utilisation du mot *temps* qualifié d'expressions telles que *lointain, premier temps* ou *temps passé,* puis nous voyons comment l'auteur exprime la mesure du temps, avec des mots comme *jadis, naguère* et *autrefois*. Nous continuons l'analyse des vocables de souvenance par l'étude des adjectifs *vieux/vieille* et *ancien/ancienne*. Tout au long des œuvres de Vigneault, ces adjectifs sont utilisés pour qualifier de nombreux substantifs.

> Et remettrai les vieux souliers
> .
> Pour me rappeler les visages
> Du temps des anciennes saisons
>
> (« Petite gloire pauvre fortune », Vigneault, 1997, p. 38)

Ces évocations des anciens temps, des anciens discours, des vieux espaces et objets anciens sont autant de moyens de perpétuer l'instant puisque la mise en objet du temps assure la continuité et la stabilité des traditions et des valeurs communes essentielles. Ce faisant, Vigneault parle à son peuple et pour son peuple, faisant retentir l'écho incessant des anciennes manières, donnant ainsi au futur une assise solide et immuable pour construire le pays. Nous constatons enfin que Vigneault utilise des éléments sémantiques de souvenir et d'oubli comme, par exemple, les mots *mémoire* et *souvenance* pour mieux exprimer le passage du temps, pour transporter ses lecteurs et auditeurs dans un passé de légendes et de souvenirs lointains par la magie de l'évocation.

Et met le cap sur demain
Comme un port d'où repartir
Vers des siècles de patience
Et l'océane mémoire

(« Le trois-mâts », Vigneault, 1979, p. 308)

La mémoire est le souvenir potentiel, le lieu privilégié de la conservation du vécu collectif. Vigneault accorde une très grande place à l'évocation de la mémoire. Tout au long de ses textes, il parle de la perte éventuelle de la mémoire tantôt avec crainte, tantôt avec désir. Il évoque aussi les limites et pouvoirs de la mémoire. L'auteur réécrit en quelque sorte l'histoire à sa manière et assure ainsi la continuité et la stabilité des traditions et des valeurs communes essentielles au peuple québécois dont la devise est, ne l'oublions pas : « Je me souviens. »

3. Vigneault, fabricant de mémoire et artisan du pays

Pour conclure, on peut dire que Vigneault utilise des mots anciens qui, combinés aux évocations médiévales et aux vocables de souvenance, contribuent à nourrir cette image romancée du passé qui habite sa poésie. Il nous renvoie sans cesse aux châteaux mythiques habités de princesses fragiles et ponctue ses textes de mots tels que *vieux, ancien* ou *mémoire.* En plus de nous plonger au Moyen Âge par ses poèmes émaillés d'images ou de vocables, il nous dit lui-même qu'il utilise de « vieux mots » mis en « anciennes rimes » (Vigneault, 1997, p. 78). Par ses textes et par son discours, il contribue à nourrir la perception selon laquelle il est un troubadour, un barde, un chantre moderne.

Vigneault se réclame du Moyen Âge et il utilise des formes poétiques, des éléments syntaxiques, stylistiques, lexicaux et sémantiques qui appartiennent à la culture ancestrale médiévale imaginaire. Il observe la géographie physique et humaine et il tire profit de ses rencontres pour créer textuellement l'atmosphère du passé. Il puise dans les mythes et les symboles du Moyen Âge pour trouver des éléments de construction identitaire. En fabriquant de la mémoire, il contribue à façonner l'image que les Québécois se font de leur passé collectif. Cette relation avec le passé est un élément nécessaire pour la création d'un sentiment identitaire. Si le peuple peut s'identifier et se souvenir de ses racines, de ses héros, de son histoire, il peut envisager la continuité dans le futur. Vigneault parvient à illustrer une continuité qui mène à la valorisation individuelle et collective ainsi qu'à une définition de l'identité québécoise.

Fidèle à sa mémoire et aux sources de son peuple, il transforme et réinvente ses souvenirs pour les transmettre à son tour, contribuant ainsi à l'héritage culturel et participant à l'épanouissement du patrimoine du Québec. Son œuvre devient un instrument de la détermination et de la transmission de la spécificité du pays, instrument qu'il propose à tous les humains par son œuvre qui est à la fois individuelle, régionale, nationale et universelle.

Références

Gagné, M. (1974). *Propos de Gilles Vigneault,* Montréal, Nouvelles Éditions de l'Arc.

Soucy, D. (2006). *Gilles Vigneault : chansonnier médiéval, troubadour moderne. Les traces du passé dans une œuvre contemporaine,* Lafayette, University of Louisiana at Lafayette.

Vigneault, G. (2004). *Les Chemins de pieds,* Montréal, Nouvelles Éditions de l'Arc.

Vigneault, G. (1997). *Entre musique et poésie,* Montréal, Bibliothèque québécoise.

Vigneault, G. (1979). *Silences,* Montréal, Nouvelles Éditions de l'Arc.

Vigneault, G. (1959). *Étraves,* Montréal, Éditions de l'Arc.

«Je me souviens de rien»
Political Discourse in Québec's Modern *Chanson Engagée*

Kelle Lyn Keating
University of Texas at Austin

Abstract *Québec's* chanson engagée *has been a preferred medium of political commentary for over two hundred years. After the failed referendum for sovereignty in 1995, the music of Guérilla, Les Cowboys fringants, and Loco Locass, among others, shows that the* chanson engagée *has returned to Québec. This paper will examine how today's* chanson engagée *portrays the political situation in Québec through «Guérilla: Manifeste» by Guérilla, «En berne» by Les Cowboys fringants, and «Libérez-nous des Libéraux» by Loco Locass. These songs assert that the political and economic changes effected during the 1960s and 1970s were insufficient to adequately change the situation of the Québécois people, suggesting that further changes are still in order. Each song implies that the people of Québec continue to concede their social and political rights, allowing government officials and corporations to make profit at their expense.*

Though the *chanson engagée* of Québec is most commonly associated with music from the *Révolution tranquille* performed by such artists as Gilles Vigneault and Félix Leclerc, Keating (2004) argues that this term does not solely refer to a musical tradition from the mid-twentieth century, but rather to a musical genre prevalent in Québécois culture from the British Conquest to the present. After the defeat of Québec's referendum for sovereignty in 1980, the number of musicians performing the *chanson engagée* gradually diminished; however, just after the failed referendum in 1995, politically-engaged music regained prominence in Québec through the music of Les Colocs, Guérilla, Les Cowboys fringants and Loco Locass, among others.

Keating (2004) draws on Kress's (1985) description of textual genres to propose that Québec's *chanson engagée* constitutes a single genre of text, characterized by the recurrence of one or more of the following themes: References to events from Québec's history; an emphasis on the *gens du pays* or those of Québécois descent; issues surrounding the Québécois variety of French; reflections on the current state of the Québécois society; and a call to action (Keating, 2004; Ramaiah, 1993).

The present chapter will investigate themes found in the modern *chanson engagée* by means of a critical discourse analysis (Fairclough, 1995; Van Dijk, 1985, 1993, 2001), specifically focusing on the textual genre's portrayal of social inequalities as maintained or challenged within the songs' lyrics. Especially pertinent to this discussion is the *historicity* of these songs as defined by Fairclough (1995), that is, their continuity with national discourse from Québec's past, as well as their potential involvement in influencing future events.

1. Analysis

The following analysis will investigate the portrayal of the recent political and economic situations in Québec as they are represented in « Guérilla : Manifeste » by Guérilla (Lavoie, 1998), « Libérez-nous des Libéraux » by Loco Locass (Loco Locass, 2004), and « En berne » by Les Cowboys fringants (Pauzé, 2000), comparing the songs' content with separatist discourse propagated during the *Révolution tranquille*. In order to frame the analysis, it is of benefit to briefly discuss the movement for workers' rights during the *Révolution tranquille*.

Separatist groups of the *Révolution tranquille,* in particular the Front de libération du Québec (FLQ), enlisted the participation of blue-collar workers in furthering their efforts. The foundations of the FLQ leaned heavily on the Marxist thinking of Pierre Vallières, as described in his book: *Nègres blancs d'Amérique,* stressing that the oppressed and colonized working class of Québec must defend its rights (Laurendeau, 2007; Lacombe, 2007). During the *Révolution tranquille,* the workers' hopes were that actions taken by the FLQ, the Parti québécois, and other such organizations would better their working conditions and diminish the inequalities in the workplace resulting from language discrimination (Laurendeau, 2007).

2. Guérilla : Manifeste

The song « Guérilla : Manifeste » (Lavoie, 1998) is one of the earliest in the reemergence of the *chanson engagée*. The controversy related to this song stems from the intertextual references found in the lyrics: the body of the song comes directly from the FLQ's *Manifeste,* though the lyrics have been slightly altered to fit the economic and political situation in present-day Québec.[1]

FLQ's *Manifeste* (1970) was first read live on Radio-Canada's television channel on October 8, 1970, amidst the turmoil of the Crisis of October. At the time, members of the FLQ kidnapped James Cross, the British Trade Commissioner in Montréal, and Pierre Laporte, Québec's minister of Labor and Immigration, and held them hostage in an attempt to liberate imprisoned members of the FLQ. They eventually executed Laporte. In retaliation, the Canadian federal government sent its army into Québec to arrest more than 500 separatist activists who were accused of terrorism. While many separatist groups condemned the actions of the FLQ, it remains that October 1970 was a turning point in the nationalists' push for secession (Léger, 2003, pp. 91-92; Smith, 2007).

In the first three stanzas of « Guérilla : Manifeste » it is clear that the group intends to assume the voice of the FLQ: « *Guérilla* n'est pas le messie, ni un Robin des bois des temps modernes » (Lavoie, 1998, 1, emphasis added).

The following stanza demonstrates that Guérilla also wishes to see a sovereign Québec, just as the FLQ did, denouncing the corporate entrepreneurs who have mistreated Québécois workers in the name of cheap labor.

> *Guérilla veut l'indépendance totale des Québécois, réunis dans une société libre et purgée à jamais de sa clique de requins voraces, les « big boss » patronneux et leurs valets qui ont fait du Québec leur chasse-gardée du cheap labor et de l'exploitation sans scrupule* (Lavoie, 1998, 4-6).

The following lyrics echo the *Manifeste*'s condemnation of government incentives to bring American, Anglophone businesses to Québec.

> *Nous en avons soupé, et de plus en plus de Québécois également, d'un gouvernement de mitaines qui fait mille et une acrobaties pour charmer les millionnaires américains en les suppliant de venir investir au Québec, « la Belle Province »* (Lavoie, 1998, 10-15).

In light of governmental and corporate ambivalence toward the Québécois, Lavoie repeats the FLQ's appeal to Québécois workers to defend themselves against further exploitation:

1. « Guérilla : Manifeste » was censored by Canada's music video channel, Music Plus, because the text had originally been written by the FLQ. Janick Lavoie of Guérilla responded that though the use of FLQ's *Manifeste* may be somewhat shocking to the listener, Guérilla did not intend the song to incite violent conflict. He argues that the original text emphasized social activism, and not a « revolution armée ». In the same way, Guérilla intended this song to bridge the gap between past and present, again calling attention to the need for social action (Lavoie, 2004).

> *Travailleurs du Québec, commencez dès aujourd'hui à reprendre ce qui vous appartient ; prenez vous-mêmes ce qui est à vous… Faites vous-mêmes votre révolution dans vos quartiers, dans vos milieux de travail. Et si vous ne la faites pas vous-mêmes, d'autres usurpateurs technocrates ou autres remplaceront la poignée de fumeurs de cigares que nous connaissons maintenant. Vous êtes seuls capables de bâtir une société libre* (Lavoie, 1998, 21-27).

The final lines of « Guérilla : Manifeste » repeat the concluding remarks of FLQ's *Manifeste* word for word except for the last line : « Vive le Québec libre ! / Vive la révolution québécoise ! / Vive la Guérilla québécoise ! » (Lavoie, 1998, 44-46).

2.1. Discussion

« Guérilla : Manifeste » asserts that the French-speaking working class of Québec still suffers from exploitation in the workplace. According to the song, this inequality is rooted in the greed of corporate entrepreneurs and government officials, who care little about the plight of the workers. Further, since neither the provincial nor federal governments are attempting to address the workers' complaints, Guérilla suggests that the workers must take action themselves. According to the lyrics of this song, Guérilla's goal is a free Québec, where a workers' "revolution" continues to be a viable solution.

By regurgitating the FLQ's *Manifeste* some thirty years after its reading on Radio-Canada, Guérilla makes two main statements. First, the group implies that the social, governmental, and economic situations in Québec have not been altered much in the years following the *Révolution tranquille*. Though the names of politicians and entrepreneurs have changed over time, the state of affairs is much the same; in Guérilla's opinion, the corporate bigwigs and corrupt government officials are still seeking their own gain at the expense of the Québécois people.

Second, Guérilla's reiteration of the FLQ's *Manifeste* indicates that the band believes the original revolution to have been ineffective, or at least not to have been allowed to achieve fruition. In taking the narrator's role in this text, Guérilla promotes a continuation of FLQ's work, the institution of a whole new movement. The historicity of this text, with its ties to the FLQ, gives the song especially subversive implications.

3. Libérez-nous des Libéraux

« Libérez-nous des Libéraux », one of Loco Locass' many politically-oriented raps, comes from the 2004 album *Amour oral*. As the title indicates, the rap speaks against members of the Canadian federal government as well as members of Québec's provincial government who were associated with Canada's Liberal party at the time of its composition. The version of this rap from the album *Amour oral* begins with a quotation from René Lévesque from his television show *Point de mire* :[2]

2. There is a second version of this rap available on the group's website, <www.locolocass.net> (Loco Locass, 2007).

Deux grandes traditions qui, malheureusement, ont marqué trop d'années de l'histoire de la province de Québec. Premièrement, le mépris le plus complet pour l'intelligence du citoyen qu'on considère comme une simple marchandise, électorale. Et deuxièmement, la servilité d'un parti de rois nègres, qui sont en fait les valets de chambres de certains gros intérêts surtout les plus rapaces, qui eux aussi méprisent la population comme une espèce de tribu arriérée qui est faite pour être exploitée à loisir (cited in Loco Locass, 2004).

By opening the rap with this excerpt, Loco Locass puts forth a similar assertion to that found in « Guérilla : Manifeste », namely that politicians and other dominant special-interest groups are yet still taking advantage of the Québécois people, and that the issues René Lévesque addressed during the *Révolution tranquille* continue to influence the social situation of the Québécois.

The opening line of the rap addresses the Premier of Québec, Jean Charest: « Prêt pas prêt la charrue Charest, acharnée, charcute en charpie la charpente / De la maison qu'on a mis 40 ans à bâtir » (2004, 1-2). Here the group accuses Charest of forcibly dismantling the political framework that was set into place during the *Révolution tranquille*. Later in the same verse they assert that he ignored the public's complaints and forced legislation to be passed contrary to public will: « Pis pour couper court au courroux populaire / Patapouf étouffe la foule et légifère à tombeau ouvert / Pis tout sourire il sert la soupe populaire » (Loco Locass, 2004, 10-12). The third verse again makes reference to Charest's leadership style, comparing him to a corrupt emperor: « La confiance de la rue est rompue / Car la cour de l'empereur corrompu accumule les écus » (Loco Locass, 2004, pp. 60-61). These excerpts, then, portray Jean Charest as only concerned with his own political gains, with regard for neither his constituents nor the traditions of Québec.

The second verse of « Libérez-nous des Libéraux » focuses specifically on Jean Charest's insistence on financial gains, even to the detriment of his constituents living in unfortunate conditions. The verse further compares his brand of politics to that of Ontario's former premier Mike Harris, a member of the Conservative Party: « J'te l'dis carré, catégorique / Jean Charest, Mike Harris : même combat, même charisme / Même kermesse des biens et services publics / Câlisse faut que ça finisse » (Loco Locass, 2004, 25-28). The final lines of this verse refer to a separatist slogan coined by Jean Lesage in 1962 (Radio-Canada, 2007): « On est loin de "Maîtres chez nous" / Maintenant comme jamais, il y a un traître chez nous » (Loco Locass, 2004, 40-41). Here, Loco Locass argues that Jean Charest has done nothing to advance the separatists' political agenda.

In the third verse, the lyrics turn from Québec's provincial government to the Canadian federal government, specifically the office of Prime Minister. The group celebrates the departure of Jean Chrétien, but contends that his replacement, Paul Martin, may not be a better solution:

Et enfin, quand il sent la fin, le monarque débarque
Mais passe le pouvoir à son homme de main
Comme un bon roi Chrétien
Mais selon moi, Martin
Tient du requin ben plus que du dauphin

(Loco Locass, 2004, 62-66).

Loco Locass then sums up what the group believes to be the overall problem with the Liberal-led provincial and federal governments:

En somme ça me semble simple : sous les libéraux
Québec et Ottawa sont les lames d'un ciseau
L'une décrisse les racines du lys
Et l'autre s'immisce au sein de nos services

(Loco Locass, 2004, 76-79).

Thus, with Canada's Liberal Party in control of the federal and provincial governments, Loco Locass fears that the interests of the Québécois will be ignored and that the nationalists will lose any gains that they have made in recent years.

Near the end of the rap, there is a small stanza that is reminiscent of the call to action found in « Guérilla : Manifeste », where Loco Locass (2004) asks the people to overturn the « bulldozer libéral » (p. 91).

Les cols bleus, les cols blancs, toutes les écoles confondues
Faut se ruer dans la rue, au printemps comme une crue
Faire éclater notre ras-le-bol, une débâcle de casseroles
Trêve de paroles, faites du bruit!
Un charivari pour chavirer ce parti

(Loco Locass, 2004, 85-89).

In comparison to « Guérilla : Manifeste », however, this stanza calls for all Québécois to participate, regardless of their economic status. The chorus of the rap helps to further this sentiment of revolution as Loco Locass puts forth the group's demand for freedom:

Face à la menace de la braderie on brandit
Le poing de la Patrie à la face des bandits
Face à la menace de la braderie on brandit le poing
Libérez-nous des Libéraux!

(Loco Locass, 2004, 21-24).

As with « Guérilla : Manifeste », « Libérez-nous des Libéraux » leaves no doubt about the political views of Loco Locass.

3.1. Discussion

The above excerpts from « Libérez-nous des Libéraux » speak of the same problems that were addressed in « Guérilla : Manifeste », though while the latter focuses more on the downtrodden state of the Québécois people, the former focuses on the politicians whom Loco Locass blames for a continued neglect of national interests. Much like « Guérilla : Manifeste », « Libérez-nous des Libéraux » demands that the Québécois people work together in order to remove the Liberal Party from controlling Québec, as well as Canada. « Libérez-nous des Libéraux » again shows strong connections to the concept of historicity, especially with René Lévesque's quotation, as well as the reference to the « maison qu'on a mis 40 ans à bâtir » (Loco Locass, 2004, 2), or the framework of an independent Québec. Ironically, just over a year after this rap was published, on January 23, 2006, the Conservative Party took control of the Canadian

federal government, and Paul Martin was forced to resign his post, thus ending the Liberals' twelve-year run as the majority party in Canada (CBC, 2006). Considering that there were many factors behind Martin's resignation, including his own political missteps, this rap most likely only played a negligible role in his resignation. The historicity of « Libérez-nous des Libéraux » is nonetheless confirmed with its mention of separatist slogans and indirect references to the *Révolution tranquille*.

4. En berne

From the early 2000s, Les Cowboys fringants have been one of the top-selling local groups in Québec, their largest concerts drawing upwards of twenty thousand fans. Similarly to « Guérilla : Manifeste » and « Libérez-nous des Libéraux », Les Cowboys fringants' song « En berne » (J.-F. Pauzé, 2002) addresses political and economic issues in today's Québec. This song takes the form of a critical essay written from the perspective of a child of the *Révolution tranquille,* where the author explores the impoverished state of his people and society, as well as that which he believes to be its cause. The title « En berne » evokes the image of Québec's flag at half-staff, indicating a state of mourning; the following analysis will explore the causes of the author's disillusionment.

The first verse of « En berne » serves as the framework for the song's argumentation, clearly stating the author's perspective on the sociopolitical situation in Québec:

Chu né « dins » années soixante-dix
Dans un Québec en plein changement
Où l'emblème de la fleur de lys
Donnait un peu d'espoir aux gens
Mais quand je r'garde ça aujourd'hui
Chu donc pas fier de ma patrie
Ça dort au gaz dins bungalows
Le cul assis su'l statu quo

(Pauzé, 2002, 1-8).

The above lyrics suggest that Pauzé is ashamed of today's Québec, for the Québécois people have become overly complacent with their socio-economic and political standing, forgetting their national pride, as well as their spirit of social activism prevalent during the *Révolution tranquille.*

In the second verse, Pauzé further illustrates the weaknesses of his people, painting the image of a couch potato who lives for watching talk shows and eating poutine. He criticizes the Québécois people for having become too accustomed to the rhythm of daily life, as well as for having a false sense of happiness:

En s'gavant de téléromans
Et des talks-shows les plus stupides
Se laissant mourir su'l divan
Avec leur petit air candide
Dans ce royaume de la poutine
On s'complaît dans' médocrité
Bien satisfaits de notre routine
Et du bonheur pré-fabriqué

(Pauzé, 2002, 9-16).

Later verses in « En berne » speak to the working conditions of the Québécois, focusing on inequalities found in the workplace, as the following excerpts show:

On a été pendant des années
Un petit peuple de yes-man
Qui marchait les fesses serrées
Quand arrivait le foreman
Aujourd'hui ça' un peu changé
Les gars sont tous syndiqués
Ça jase trois-quatre autour d'une pelle
En r'gardant le plus jeune faire du zèle

Mais faudrait pas s'réjouir trop vite
On est encore des porteurs d'eau
À la solde des gens de l'élite
Et des pleins d'marde en tuxedo
Quand l'boss d'une grosse corporation
Ferme son usine en Gaspésie
'Te d'mandera pas ton opinion
Y' va t'slaquer sans t'dire merci !

(Pauzé, 2002, 39-54)

The first verse quoted above again emphasizes the continued hierarchy in the workplace, in spite of the influence of workers' advocacy groups and unions. The second verse above shows that even while today's workers now enjoy stronger union representation, they are still at the mercy of the corporate bigwigs. In the same vein as « Guérilla : Manifeste », « En berne » speaks against the continuation of inequality and mistreatment of the Québécois people in the industrial workplace.

Similarly, in the following verse, Pauzé speaks out about corrupt government officials who are more preoccupied with making a profit than they are with serving their constituents: « Et l'premier-ministre fait semblant / Qu'y s'en fait pour les pauvres gens / Alors qu'on sait qu'y est au service / Des fortunés et d'leurs business » (Pauzé, 2002, 63-66).

The final verse of « En berne » offers a summary of Pauzé's previous arguments, the first four lines explicitly stating that which he finds to be the root of the problems in Québec. He is frustrated that none of his fellow Québécois have risen up to challenge the "false democracy" that sustains the rich of Québec while oppressing the rest of the people: « C'est ça l'problème de ma patrie / Y'a pas personne pour s'indigner / Contre la fausse démocratie / Qui sert les riches et les banquiers » (Pauzé, 2002, 85-88).

The first three lines recurring in each of the three choruses describe Pauzé's overall reaction to Québec's problems: « Si c'est ça l'Québec moderne / Ben moi j'mets mon drapeau en berne / Et j'emmerde tous les bouffons qui nous gouvernent ! » (2002, 33-35 ; 71-73 ; 93-95). This song is unquestionably Pauzé's vote of no confidence for his government, the members of Québec's financial elite, as well as for the Québécois people and their lackadaisical attitude when faced with social injustice.

4.1. Discussion

The flag of Québec is indubitably the most significant symbol in « En berne ». The full force of the lines: « Si c'est ça l'Québec moderne / Ben moi j'mets mon drapeau en berne » (Pauzé, 2002, 33-34 ; 71-72 ; 93-94) is found in their reference to Québec's *fleurdelisé*. On January 24, 1948, the Duplessis administration adopted the *fleurdelisé* as the official flag of Québec, forever replacing the British Union Jack that had previously flown over Québec's National Assembly (Gouvernement du Québec, 2002). From the late 1940s until the present day, the *fleurdelisé* itself has been a point of identity for the Québécois nationalists. Billig (1995), drawing from the work of Firth (1973), states that the national flag is often emblematic of "the sacred character of the nation; it is revered by loyal citizens" (p. 39), as exemplified by the Québécois people's veneration of the *fleurdelisé*. Pauzé has put his *fleurdelisé* at half-staff to show his dissatisfaction with Québec's independence movement; as the flag is a particular source of pride for the Québécois people, the very act of bringing it down shows that Pauzé has little pride in his people and homeland.

As in the two previously-discussed songs, the overarching implication of « En berne » is that many of the social and governmental reforms that were birthed during the *Révolution tranquille* either were not carried out to their full measure, or they failed completely. Echoing « Guérilla : Manifeste », « En berne » contends that a corporate hierarchy is still in control of Québec's economic sectors. According to this song, the reforms of the FLQ and other such groups were ineffective, though these groups had worked diligently to improve the working conditions of the Québécois people during the 1960s and 1970s. Also mirroring the message of « Libérez-nous des Libéraux », the lyrics of « En Berne » imply that governmental and corporate greed still control Québec's economic and political situations, just as they did during the *Révolution tranquille,* thus confirming the historicity of this song.

Conclusions

Each of the three songs discussed above, « Guérilla : Manifeste », « Libérez-nous des Libéraux », and « En berne », has addressed, in its own way, the inequalities still remaining within Québec's government and workplaces, regardless of the changes initiated during the *Révolution tranquille*. Through these songs, Guérilla, Loco Locass, and Les Cowboys fringants agree that the political and economic changes effected during the 1960s and 1970s were insufficient to adequately change the situation of the Québécois people, suggesting that further changes are still in order. Likewise, each song implies that the people of Québec have conceded their rights as a people in recent years, allowing government officials and corporations to continue to make profit at their expense.

Further, each of these songs offers examples of historicity, tying the discourse of the modern *chanson engagée* to past nationalist discourses in Québec. First, Guérilla's use of the FLQ's *Manifeste* in the lyrics of their song « Guérilla : Manifeste » (Lavoie, 1998) directly links the group's music to the prevailing Marxist discourse of the workers' movements during the *Révolution tranquille*. Through the use of this specific

text, Lavoie endeavors to again draw out the spirit of activism that once characterized his people. In « Libérez-nous des Libéraux », Loco Locass refers to modern politicians and the manner in which they are destroying the groundwork laid during the *Révolution tranquille;* and in « En berne », Pauzé also states his dissatisfaction with the Québécois people who no longer exhibit the spirit of cultural pride and unity that was so prevalent during the *Révolution tranquille*. These songs suggest that perhaps the current slogan of the Québécois should be changed from « Je me souviens » (Gérin-Lajoie, 1842) to « Je me souviens de rien », found in the chorus of Capitaine Révolte's song entitled « J'ai oublié » (Gagné, 2003).

In sum, these three songs demonstrate more than one of the previously described characteristics of Québec's *chanson engagée,* from references to Québec's past, to a critique of current social and political conditions, to a call for the Québécois to again take an active role in determining their status as a people. Today's *chanson engagée,* then, is directly linked to previous generations, thus confirming the historicity of this genre of text.

The modern *chanson engagée* continues to enjoy prominence in Québec's music scene. Though the group Guérilla is no longer together, Les Cowboys fringants and Loco Locass are still actively making music; with many other current musical groups promoting the sovereignty of Québec, as well, such as Mononc' Serge and Les Zapartistes. It may take decades, however, before the true impact of this generation of the *chanson engagée* can be objectively evaluated. Though the lyrics of this music are calling anew for social, political, and economic reform in Québec, ultimately it is in the hands of the Québécois people to decide when, if ever, to initiate such changes. Thus, for the modern *chanson engagée,* it is premature to confirm the second aspect of Fairclough's (1995) historicity, that is, whether this music will eventually be involved in making history.

References

Billig, M. (2001). "Discursive, Rhetorical and Ideological Messages", in M. Wetherell, S. Taylor, and S. J. Yates (eds.), *Discourse Theory and Practice: A Reader,* London, Thousand Oaks, CA, and New Delhi, Sage, pp. 201-221.

Billig, M. (1995). *Banal Nationalism,* London, Sage.

CBC News Online (2006). « Paul Martin », in *CBC News Indepth: Paul Martin,* <www.cbc.ca/news/background/martin_paul>, consulted 20 February 2007.

Fairclough, N. (1995). *Critical Discourse Analysis: The Critical Study of Language,* London, New York, Longman.

Firth, R. (1973). *Symbols: Public and Private,* London, George Allen & Unwin.

Fowler, R. (1985). "Power", in T. Van Dijk (ed.), *Handbook of Discourse Analysis,* vol. 4, London, Orlando, Academic Press, pp. 61-82.

Front de libération du Québec (1970). *Manifeste.*

Gagné, F. (2003). « J'ai oublié », [recorded by Capitaine Révolte], in *Danse Sociale* [CD], Montréal, Indica.

Gérin-Lajoie, A. (1842). « Un Canadien errant ».

Gouvernement du Québec (2002). « Le fleurdelisé : Reflet de notre histoire en Amérique », in *Relations avec les citoyens et immigration,* <www.fleurdelise.gouv.qc.ca/drapeau/histoire/fleurdelise.html>, consulted 2 November 2004.

Keating, K. (2004). « Je me souviens de la chanson engagée : Examining a New Generation of Québécois Nationalist Music » (M. A. thesis, Arizona State University, 2004), *Masters Abstracts International,* June 2005, p. 678.

Kress, G. (1985). "Ideological Structures in Discourse", in T. Van Dijk (ed.), *Handbook of Discourse Analysis,* vol. 4, London, Orlando, Academic Press, pp. 27-42.

Lacombe, M. (2007). « Nègres blancs d'Amérique », in *L'encyclopédie canadienne,* <www.canadianencyclopedia.ca/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0005677>, consulted 26 October 2004.

Laurendeau, M. (2007). « Front de libération du Québec », in *L'encyclopédie canadienne,* <www.canadianencyclopedia.ca/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0003082>, consulted 20 October 2004.

Lavoie, J. (2004). « Guérilla : Manifeste : Communiqué du groupe Guérilla », in *L'indépendance du Québec,* <www.independance-quebec.com/guerilla/communique.php>, consulted 15 August, 2007.

Lavoie, J. (1998). « Guérilla : Manifeste », [recorded by Guérilla], in *Manifeste* [CD], Montréal, Indica.

Léger, R. (2003). *La chanson québécoise en question,* Montréal, Québec Amérique.

Loco Locass (2007). *Loco Locass : site officiel,* <www.locolocass.net>, consulted 15 August 2007.

Loco Locass (2004). « Libérez-nous des Libéraux », in *Amour oral* [CD], Montréal, Diphtongue-Audiogram/Select.

Pauzé, J.F. (2002). « En berne », [recorded by Les Cowboys fringants], in *Break syndical* [CD], Montréal : La Tribu.

Radio-Canada (2007). « Maîtres chez nous », in *Les Archives de Radio-Canada,* <archives.cbc.ca/IDC-0-17-215-1080-21/inoubliables/politique_economie/jean_lesage_revolution>, consulted 18 February 2007.

Ramaiah, M. (1993). *La chanson québécoise 1960-1980 : Étapes d'une décolonisation,* unpublished M.A. thesis, Arizona State University, Tempe.

Smith, D. (2007). « Crise d'ocobre », in *L'encyclopédie canadienne,* <www.canadianencyclopedia.ca/index.cfm?PgNm=TCE&Params=F1ARTF0005880>, consulted 17 February 2007.

Van Dijk, T.A. (2001). "Principles of Critical Discourse Analysis", in M. Wetherell, S. Taylor and S. J. Yates (eds.), *Discourse Theory and Practice: A Reader,* London, Thousand Oaks, CA, and New Delhi, Sage, pp. 300-317.

Van Dijk, T.A. (1995). "Discourse Semantics and Ideology", *Discourse & Society,* vol. 6, pp. 243-289.

Van Dijk, T.A. (1985). "Introduction: The Role of Discourse Analysis in Society", in T. Van Dijk (ed.), *Handbook of Discourse Analysis,* vol. 4, London, Orlando, Academic Press, pp. 1-8.

C Le cinéma québécois

Le Québec et la mythologie du cinéma direct
Lee Hilliker

Imagined Community
The Role of Popular and Critically Acclaimed Québécois Films in Sustaining the Nation
Kevin Elstob

L'œuvre filmique d'Anne Claire Poirier ou l'engagement au féminin
Anna Norris

La momie, la maman et l'image
Saints-Martyrs-des-Damnés de Robin Aubert
Étienne Beaulieu

Le Québec et la mythologie du cinéma direct

Lee Hilliker
Eckerd College

Résumé *Le cinéma qu'on appelle aujourd'hui « direct » a connu un essor remarquable vers la fin des années 1950, particulièrement en France et en Amérique du Nord. Important pour l'histoire du cinéma dans toutes les régions où il s'est enraciné, le direct s'est vu compris et traité d'une manière tout à fait exceptionnelle au Québec. Là, les discours divers qui entourent ses films et ses cinéastes ont créé une mythologie qui comprend le direct comme un modèle avant-coureur de la Révolution tranquille, une mythologie qui est d'ailleurs structurée par des* topoi *classiques tels une naisssance merveilleuse, l'ascension au pouvoir culturel et le reniement. De nos jours, on voit que les films eux-mêmes se prêtaient bien à cette mythologie de la culture québécoise. Dans la deuxième partie et, à partir de deux des ouvrages les plus importants, je vise à dégager certains des éléments qui l'ont construite. Dans* Les Raquetteurs, *par exemple, il s'agit d'une vie quotidienne où sont valorisées la voix francophone et la vie collective, tandis que* Pour la suite du monde *met en scène des habitants de l'Île-aux-Coudres qui vivent dans une société où le passé légendaire et le présent se chevauchent inextricablement. Réussi, influent, loué comme cinéma d'authenticité cutlturelle, le direct a cependant bientôt chuté tout en devenant la cible des critiques et des cinéastes qui l'accusaient d'insuffisance artistique. Quoiqu'il figure à présent parmi les ancêtres désuets du cinéma, j'avance néanmoins que le direct, tel qu'il était conçu et pratiqué au Québec, a quelque chose à nous offrir dans une Amérique du Nord en manque de compréhension culturelle.*

C'est une vieille histoire, celle du direct québécois, du moins quand on considère l'âge du cinéma en général et les transformations qui sont survenues dans la société québécoise depuis que ce mouvement ou style a vu le jour. Elle, l'histoire, commence il y a plus ou moins un demi-siècle, vers la fin des années 1950, et elle fait partie de deux histoires plus larges ; celle d'un direct qui s'est répandu très vite en France et en Amérique du Nord, et celle d'un pays et d'un peuple aux débuts de leur révolution dite « tranquille ». On retrouve les premières manifestations du direct dans le travail de Jean Rouch en France et, aux États-Unis, chez les Drew Associates (Musser, 1996, p. 527-528). En France, on le connaît sous la rubrique du sociologue Edgar Morin, qui l'avait appelé « cinéma-vérité », tandis qu'en Amérique du Nord on l'appelle plutôt « cinéma direct » qui, de nos jours, est devenu le terme préféré.

L'œuvre de l'anthropologue Rouch est, comme on le sait, bien variée, mais c'est sutout avec le film *Chronique d'un été* en 1961, une sorte d'ethnographie ou sociologie de Paris faite avec Morin, que les principes du cinéma-vérité prennent forme. Aux États-Unis, le premier film du direct est *Primary* en 1960, pour lequel l'équipe des Drew Associates a suivi les candidats John Kennedy et Hubert Humphrey, qui briguaient la nomination présidentielle du Parti démocrate. Au Québec, les origines du direct remontent à la série *Panoramique,* créée en 1957 sous l'égide de l'Office national du film (ONF), et à la mise en place d'une équipe française indépendante au sein de l'ONF dans les années suivantes (Lever, 1995, p. 153). À cette époque, les francophones commençaient à faire des documentaires en français et à insister sur leurs différences d'avec les anglophones canadiens, dont les intérêts avaient dominé les commandes et les ressources de l'ONF. C'est ici que les réalisateurs Claude Jutra, Michel Brault, Fernand Dansereau et Pierre Perrault, pour n'en nommer que quelques-uns, débutaient dans le documentaire pour, plus tard, suivre des chemins divers dans le cinéma québécois et canadien.

Les caractéristiques techniques et stylistiques du direct ne sont pas difficiles à cerner. Les réalisateurs et réalisatrices tenaient à filmer sur le vif une personne ou une situation réelle, sans scénario préconçu, et au moment où l'action se déroulait. Cette démarche a été rendue possible par la technologie qui est devenue disponible à l'époque – caméras légères tenues à la main, pellicule plus sensible, équipement portable de son synchrone. Le montage final n'inclut jamais l'interpositon de voix off ou de documents qui expliquent, ni de digressions historiques hors texte parce que, pour le direct, c'est l'expérience immédiate qui importe. À la différence du documentaire traditionnel, on ne cherche pas à cacher les cinéastes, et on a tendance à identifier deux courants principaux en ce qui concerne leur présence. Le premier est celui de l'observation : ici l'équipe se tient strictement à l'écart, ce qui est le cas de *Primary ;* c'est le courant généralement associé à l'Amérique du Nord. Le deuxième est celui où l'équipe intervient activement pour, par exemple, poser des questions, suggérer des actions aux participants, ou même apparaître devant la caméra ; c'est le courant associé à la France à partir du travail de Rouch et Morin (Musser, 1996, p. 528).

L'autre axe important est, bien sûr, celui des thèmes ou sujets à traiter, d'où se dégagent également deux tendances générales. La première est celle où l'on vise une personnalité ou une situation bien connue, telle Jane Fonda dans *Jane* des

Drew Associates (1962) ou, au Canada, le chanteur Paul Anka dans *Lonely Boy* de Koenig et Kroitor (1961). Pour la deuxième tendance, ce n'est pas la célébrité qui compte, mais plutôt l'intérêt porté par le réalisateur ou le producteur à une situation ou une personne qu'on juge significative pour quelque raison que ce soit et – très important – qu'on juge capable de générer un récit qui retiendra l'attention. C'est pourquoi certains cinéastes préféraient des situations qui se prêteraient à la crise, ou encore des situations qui pourraient produire des révélations personnelles ou sociales. Ce dernier cas, par exemple, est celui du *Joli mai* de Chris Marker, une enquête tournée à Paris en 1962 au moment où la guerre d'Algérie se terminait et pour laquelle le réalisateur posait toutes sortes de questions sur la vie et sur la guerre à une diversité de gens pris dans la rue et chez eux.

Le direct a exercé une influence énorme en Amérique du Nord et en France ainsi que sur le cinéma mondial en général, et cette influence comprend également de fortes réactions négatives de la part de certains cinéastes. Parmi les régions où les réactions ont été plutôt positives, le Québec est un cas spécial, et le direct y a été traité d'une manière tout à fait remarquable par les discours critiques et historiques qui l'entouraient au passé et qui l'entourent encore de nos jours. En effet, on accorde à l'émergence du direct québécois un statut quasi mythologique qui lui attribue non seulement un rôle dans la prise de conscience nationale des années 1960, mais qui lit son histoire comme un modèle avant-coureur de la Révolution tranquille. Je dis « mythologique » parce que les histoires qu'on racontait, et qu'on continue à raconter, au sujet du direct correspondent d'une façon intéressante à certaines structures de la mythologie traditionnelle. Ce n'est pas tellement la vérité ou la fausseté de ces histoires qui m'intéresse, mais plutôt la manière dont les films et les discours fonctionnent dans une mythographie de la culture québécoise. Les éléments abstraits ou structuraux de ces récits ne nous sont pas étrangers, et ils incluent des *topoi* classiques tels une naisssance merveilleuse, l'apparence des signes de divinité, la confluence inattendue des circonstances qui mènent à la prise de la parole et du pouvoir culturel, le règne de la vérité sur terre et, en fin de compte, la chute et l'exil accompagnés du reniement de l'être divin.

C'est vers la fin des années 1950 que, selon les historiens, se produisent certains événements que, plus tard, on interprétera comme des signes du destin. Dans son *Histoire générale du cinéma au Québec,* Yves Lever analyse la situation à l'ONF en 1957, tout en soulignant les salaires moins élevés des effectifs francophones, la nécessité d'écrire les scénarios en anglais, et l'absence générale et totale d'intérêt pour la culture franco-canadienne. Selon Lever, pour les cinéastes de langue française, l'ONF était « un microcosme révélateur de l'ensemble de la réalité canadienne » où se manifestaient « les mêmes tensions, luttes, dénis de différences, oppressions que dans le monde politique » (1995, p. 151). Après avoir établi cette équivalence, Lever nous incite à voir le lien entre le cinéma de l'équipe française de cette même époque et les changements qui se préparaient dans la société québécoise. Écrivant à propos de la série *Panoramique,* apparue aussi en 1957 et destinée à la télévision, il compare son influence au Québec à celle du néoréalisme en Italie, tout en déclarant que « presque tous les grands thèmes de la Révolution tranquille s'y retrouvent. La vision sociale qui y domine correspond à ce qui sera bientôt l'orientation que la majorité des cinéastes participants donneront à leur travail » (*op. cit.,* p. 155). Gilles Marsolais, écrivant en 1974 dans *l'Aventure du*

cinéma direct, postule que « les cinéastes francophones de l'ONF se donnent plus ou moins consciemment les armes appropriées à leur action de libération […] opérant un cinéma de l'*authenticité* […] au moment de la "Révolution tranquille" » (1974, p. 123, italiques de Marsolais).

Cette même période, où Lever voit le passé et l'avenir de la culture québécoise au sein de l'équipe française de l'ONF, est aussi marquée par un augure, celui d'une rencontre fortuite et d'une naissance merveilleuse. La rencontre propice est celle de Michel Brault avec Jean Rouch au Séminaire Flaherty en Californie en 1959 (Robert Flaherty étant, bien sûr, le maître historique et incontesté de l'art de filmer sur le vif). Brault, déjà connu comme caméraman extradordinaire, et Rouch avaient « la même attitude fondamentale de filmer la vie telle qu'elle est » (cité dans Marsolais, 1974, p. 122). Rouch, en effet, avait discerné cette attitude de la part du réalisateur québécois grâce au film qu'avait apporté Brault au séminaire, *Les Raquetteurs*. Filmé par Brault, monté par Gilles Groulx et sonorisé par Marcel Carrière, ce court métrage de quatorze minutes en noir et blanc met en scène le congrès annuel des clubs de raquetteurs à Sherbrooke. Sujet banal en soi, pour Lever, *Les Raquetteurs* est une naissance, un « [f]ilm charnière » qui « marque le début » du direct au Québec (1995, p. 155). Par la suite, Rouch a invité Brault à travailler en France, où il est devenu le caméraman pour *Chronique d'un été,* le documentaire qui a fait couler tant d'encre au sujet de la vérité dans le cinéma de l'après-guerre.

La bénédiction par Rouch du chemin qu'avait emprunté Michel Brault se voit renforcée plusieurs années plus tard par la sortie en 1963 de *Pour la suite du monde,* le premier film de la trilogie de Pierre Perrault tournée sur l'Île-aux-Coudres. Suivi par *Le règne du jour* en 1966 puis par *Les voitures d'eau* en 1968, *Pour la suite du monde,* un film dont l'importance pour le cinéma québécois serait difficile à surestimer, résulte de la collaboration de Perrault avec Brault à l'image et au scénario et Carrière au son. En pleine Révolution tranquille, il représente la prise de la parole et du pouvoir culturel par le cinéma direct québécois. Pour Lever, c'est « un des deux plus grands films réalisés en ce pays » et il « permet d'accéder à ce qui est fondamental » (Lever, 1995, p. 159), tandis que pour Marsolais il balaie la fausseté de ce qui a précédé, tout en étant une « fresque poétique […] faite d'images fraîches et parfois éblouissantes […] une œuvre où vérité et poésie ne font qu'un tout homogène émanant du sujet lui-même » (Marsolais, 1974, p. 159). Les Québécois n'étaient pas cependant les seuls à y voir une œuvre exceptionnelle : en 1963, *Pour la suite du monde* est devenu le premier film canadien et québécois accepté pour la compétition officielle à Cannes.

Il est intéressant de noter en quoi consistait cette vérité et cette authenticité qu'on louait dans *Les Raquetteurs* et *Pour la suite du monde*. Au premier abord, il faut souligner le fait que *Les Raquetteurs* se présente plutôt dans le style d'observation, tandis que *Pour la suite du monde* appartient plutôt au style d'intervention, grâce sans doute à l'influence de Rouch sur Michel Brault. Aujourd'hui, il est peut-être difficile de comprendre la nouveauté qu'on voyait dans *Les Raquetteurs* mais, quand on le compare au documentaire contemporain, on remarque premièrement que la caméra est le plus souvent parmi les gens, à côté d'eux et devant eux, filmant les courses et le bal avec un grand angulaire plutôt qu'avec le téléobjectif typique et, deuxièment, que

le film est sans commentaire aucun, les seules voix et musiques étant celles des participants. D'ailleurs, dès le début avec le discours du maire, ces voix parlent le français du Québec, ce qui n'est pas grand-chose à présent mais qui était extraordinaire à l'époque. La mise en scène se compose d'extérieurs où la neige, les vêtements des participants et les groupes de gens en mouvement prédominent, et d'un intérieur où le bal a lieu et où il y a plus de gros plans mais où la foule et le mouvement continuent à prévaloir.

Événement local, activités normales, fête et musiques québécoises – pour nous et sans doute pour les habitants, c'est la vie normale vers la fin des années 1950. Pour le cinéma québécois, cependant, c'était la révolution faite d'une vie quotidienne qui ne tardera pas à revêtir un aspect mythique. Les stars des *Raquetteurs* ne sont pas des individus mais, d'abord, ce paysage du nord qui est à la fois urbain et rural, francophone et anglophone, mais où les francophones ont la parole. L'autre star est la vie collective, et on ne voit que rarement une personne seule ; ce sont plutôt des groupes de coureurs et coureuses, de majorettes et de musiciens, qui sont en évidence. Quoiqu'il fasse référence au passé, aux pratiques anciennes des Amérindiens (qui en sont autrement exclus), le film s'oriente résolument vers ce présent collectif où les gens sont rendus égaux par leurs vêtements et par le temps. Ne prêtant aucune attention à la voix de l'annonceur qui les implore et ordonne sans résultat, les participants semblent plutôt motivés par un dessein mystérieux qui vient de l'intérieur, et leurs compétitions simultanément sérieuses et ludiques se terminent par une fête. Du groupe des musciens à la fête sort un homme qui joue de l'harmonica avec une énergie débridée qui peut être attribuée soit à la situation, soit à la performance pour la caméra – qui sait, qui peut savoir ? – mais cette ambiguïté, notre manque de savoir, est sans conséquence pour cette ardeur qui vient elle aussi d'une source inconnue. Le mouvement constant de cette séquence et de ce qui a précédé contrastent avec le dernier plan du film, où la caméra ne se déplace pas, mais encadre calmement la ville, la nuit, dans un plan qui fonctionne comme un point d'interrogation dirigé vers l'avenir.

Si *Les Raquetteurs* a pour sujet le présent et la vie quotidienne du groupe, *Pour la suite du monde* se sert du présent et de la vie quotidienne de certains individus pour évoquer le passé et pour appeler l'avenir au nom de la communauté. À l'Île-aux-Coudres, certains habitants ont, à l'instigation des réalisateurs, entrepris la pêche au marsouin pour la première fois depuis bien des années. Les participants, menés par les vieux qui avaient pratiqué cette pêche dans un passé lointain, sont filmés chez eux, dans et près de l'eau, au travail et à l'église, dans la mesure où leurs activités sont en rapport avec l'action. C'est surtout Abel Harvey et les Tremblay – Alexis, sa femme Marie et leur fils Léopold – qui deviennent les personnages principaux, et c'est la parole d'Alexis qui sous-tend le film et qui détermine largement sa portée. On parle de la nature – la lune et les marées –, du passé de l'île – les origines de la pêche et l'influence des sauvages –, de ce que Cartier a écrit et aurait vu, aussi bien que de l'avenir et de la nécessité de léguer aux enfants le savoir des anciens. Ces discussions sont vives et la contestation souvent forte, surtout quand il est question de Cartier et, dans la forge où l'on fabrique des lances, Alexis, entouré de lumière et de fumée, ordonne à un enfant de lui apporter « le livre », le texte du deuxième voyage de Cartier, duquel il cite plusieurs passages au sujet de l'Île-aux-Coudres.

Pour la suite du monde est un film dans la lignée du direct mais, à partir de ses méthodes, on entre dans un monde où le passé est aussi important que le présent et où la performance de la mémoire devient vérité. Il est diffcile, sinon impossible, de ne pas se faire ensorceler par cet ouvrage qui n'est ni fiction ni documenaire, mais plutôt une mythologie vivante qui se construit sous les yeux des spectatrices et spectateurs. Dans ce lieu rural et isolé, implicitement protégé de la contamination de la ville, on flotte dans un présent de l'image où les cycles cosmiques et le monde naturel règlent un passé et un avenir qui sont évoqués, vécus dans chaque plan et chaque séquence par les activités et les paroles de ces gens qui semblent vivre dans les années 1960 et ailleurs en même temps. L'image du marsouin, le béluga, est d'une importance capitale ici, et cet être « sans tache » s'apparente à la lune par sa couleur et appartient au fleuve et aux marées par sa nature. Il paraît apporter, dans un monde moderne sur le point d'oublier le passé, une sorte de pureté qui relie l'histoire du temps de Cartier avec une Amérique du Nord et un Québec en train de vivre des changements radicaux. Étant donné son importance matérielle et symbolique, son destin peut surprendre – puisque même les personnages mythiques ont besoin de vivre dans une société commerciale, on vend le seul marsouin attrapé à un aquarium de la ville de New York. Compris comme allégorie du sort d'une culture qui se voit comme authentique dans une société de consommation ou comme fin logique de toute pêche, ce geste et la ville américaine réinscrivent *Pour la suite du monde* dans l'époque contemporaine. Le film lui-même cependant, par la force de ses images et de ses personnages, reste sur le plan mythique comme si le monde urbain était une déformation de l'espace et du temps normal.

Quoique de nos jours on le traite de problématique pour plusieurs raisons – sa masculinité prédominante, l'absence de la voix des Amérindiens, la mise en valeur de la culture rurale comme site unique de vie authentique – *Pour la suite du monde* et les autres films de la trilogie de Perrault ont marqué l'instauration du cinéma direct comme porte-parole de la vérité culturelle au Québec. Lever parle, par exemple, de sa « prise de position de l'espace », de sa « manière de dire "c'est à nous, ça" » (1995, p. 203), et cette notion selon laquelle un genre de cinéma exprime la conscience nationale régnera pendant les années 1960. Si le cinéma direct ne rapporte pas de grosses recettes, il atteint la célébrité critique et, par un processus que Marsolais appelle « pollinisation » et Lever « métissage des genres », la fiction commence tout de suite à s'associer à son style pour faire preuve du même niveau de crédibilité artistique. Dans des films tels *À tout prendre* de Claude Jutra (1963), *Le chat dans le sac* de Gilles Groulx (1964) et *Entre la mer et l'eau douce* de Michel Brault (1967), la fiction se sert des méthodes du direct pour tirer sa part de cette authenticité tant louée par la critique. Pour Marsolais, ces trois œuvres sont « des films de fiction authentique, où le désir et la réalité se confondent », des films « de recherche dialectique entre le temps fictif et le temps vécu » (1974, p. 153-154). C'est un jugement que reprendra Lever plus tard en parlant des films de Groulx, qu'il appelle « des témoignages parmi les plus authentiques de l'époque » (1995, p. 167).

Inévitablement, cependant, les déesses et les dieux doivent chuter, et il en est de même pour le direct, qui ne tarde pas à devenir la cible des critiques et cinéastes, même de celles et de ceux qui y ont participé. La plupart des commentaires visent le scénario et la portée symbolique du récit ou de la mise en scène. Ainsi Fernand Dansereau écrit,

dès 1966, que le direct impose certaines contraintes à la fiction québécoise : « [l]a vertu du spectacle n'est jamais suffisante […] le souffle lyrique qui affleure n'ose jamais s'affirmer pleinement. La liberté n'y est pas » (cité dans Lever, 1995, p. 552). Plus récemment, Micheline Lanctôt a déclaré que la tradition documentaire « est devenue une entrave au plein épanouissement de l'imaginaire québécois » et que cette tradition « effectue à notre insu un étranglement » (cité dans Lever, 1995, p. 552). Denys Arcand, qui avait lui-même travaillé sur le documentaire jusqu'en 1970, a écrit en 1989 : « J'ai donc eu besoin de beaucoup de temps pour me sortir de la gangue du documentaire qui n'est pas, comme on l'a dit, une richesse. Je crois que c'est un handicap pour un cinéaste de fiction de venir du documentaire […] Nous nous sentons limités par la réalité alors que la fiction n'est pas la réalité » (cité dans Lever, 1995, p. 551-552).

Compris comme site de conscience nationale en ébullition et source d'authenticité culturelle, le cinéma direct est pour certains passé à l'état de bouc émissaire qui sert d'explication pour les faiblesses, réelles ou imaginaires, du cinéma de fiction québécois. Donc reniement et exil, mais on aurait pu s'y attendre étant donné que le direct est si vite devenu chargé d'un poids culturel qu'aucun genre ne saurait supporter, d'autant plus que ses cinéastes entraient dans la légende en même temps que les films mythologisaient des aspects particuliers de la vie québécoise. Il était peut-être bel et bien temps de le tuer parce que, comme l'a constaté Arcand, à un certain moment, le passé ne libère pas mais impose des limites. Mais *requiescat in pace,* la carrière du direct a été féconde et, de temps à autre, on le voit ressuscité dans tel ou tel film ou à la télévision, comme un vieil ami qu'on croit reconnaître mais qui échappe à une identification précise. Quand l'ONF sort les films du direct sur DVD, c'est souvent dans sa « Collection Mémoire », et voilà *the kiss of death,* comme s'il s'agissait de documents morts et enterrés qui n'ont plus rien à dire aux vivants, sauf en termes de nostalgie.

Les morts, cependant, ont l'habitude parfois déconcertante de revenir et de se montrer utiles. Le direct est apparu au Québec et ailleurs à un moment de jonction entre nouvelles technologies, économies en expansion, et crises sociales et idéologiques, et ce n'est peut-être pas surprenant si cette description nous rappelle le présent. Certes, la technologie et ses enjeux sont différents, et certes la conscience nationale du Québec n'est plus remise en question, du moins pas de la même manière. Pour nous, les questions sont plutôt sur le plan de la mondialisation, bien sûr, mais aussi et de façon significative sur le plan continental. Rarement posées aux États-Unis, elles concernent notre identité et notre histoire en tant que Nord-Américains et Nord-Américaines, et les façons dont cette identité naissante fusionne avec nos appartenances à des nations et à des cultures diverses qui ne se connaissent, en réalité, que très peu. C'est là, je crois, à la recherche de l'Amérique du Nord, que les Québécoises et les Québécois, avec certains de leurs vieux mythes morts, auront encore beaucoup à nous apprendre au sujet du cinéma dans les rencontres culturelles.

Références

Brault, M. (1967). *Entre la mer et l'eau douce,* 85 minutes, Productions Pierre Patry, Québec.

Brault, M. et G. Groulx (1958). *Les raquetteurs,* 17 minutes, Productions Louis Portugais, Québec.

Coulombe, M. et M. Jean (1991). *Le Dictionnaire du cinéma québécois,* Montréal, Boréal.

Groulx, G. (1964). *Le chat dans le sac,* 74 minutes, Productions Jacques Bobet, Québec.

Jutra, C. (1963). *À tout prendre,* 99 minutes, Productions Claude Jutra et Robert Hershom, Québec.

Lever, Y. (1995). *Histoire générale du cinéma au Québec,* Montréal, Boréal.

Marsolais, G. (1974). *L'aventure du cinéma direct,* Paris, Seghers.

Musser, C. (1996). "Cinéma-Vérité and the New Documentary", dans Geoffrey Nowell-Smith (dir.), *The Oxford History of World Cinema,* Oxford, Oxford University Press, pp. 527-537.

Perrault, P. (1968). *Les voitures d'eau,* 111 minutes, Productions Jacques Bobet et Guy L. Coté, Québec.

Perrault, P. (1966). *Le règne du jour,* 118 minutes, Productions Jaques Bobet et Guy L. Coté, Québec.

Perrault, P. et M. Brault (1963). *Pour la suite du monde,* 105 minutes, Productions Fernand Dansereau, Québec.

Imagined Community

The Role of Popular and Critically Acclaimed Québécois Films in Sustaining the Nation

Kevin Elstob
California State University, Sacramento

Abstract *This essay investigates the different ways in which films having had box-office success and those having received critical acclaim treat Quebec sovereignty. Generally speaking, films having had box-office success lean towards a reinforcement of Québécois identity whereas the films that have had critical successes call into question, or deviate from the independentist line putting Quebec in an international arena. The article leads towards an interesting crossover point in* C.R.A.Z.Y. *which won the* Jutra *for its box-office success and also the best film of the year award, and offers a nuanced Québécois agenda.*

For Benedict Anderson in *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (1983), the nation is an "imagined community", constructed through recurring enactments of certain stories and points of view (Tarr, 2005, p. 9). Given Anderson's proposition, the annual awarding of national prizes for films can be seen as a regularly occurring event that focuses a country's attention on its particular stories and points of view. In 1999, the first *Nuit des Jutras* gave awards in various categories to talented artists working in and behind Quebec's cinema.[1] The Jutras are, however, one among many award ceremonies around the world held by all kinds of different film associations. Therefore, before examining the specifics of Québec's situation, it is worth considering what prize-giving means, since these days there seem to be prizes everywhere.

There are numerous prizes today for films, many of which are handed out at televised, media-saturated ceremonies that transform the art world into a version of the sports world. Prognosticators and commentators pick the favorites and the outsiders, and the events crescendo with the grand prize (Cowley, 2006). The awards process prompts astute marketing managers to incorporate the nominations or prizes films have received into billboards and newspaper ads announcing the movies at multiplexes throughout the world. Is this convergence of art and commerce a sign of cultural decadence? Does the abundance of prizes devalue the prize itself? How seriously can prize-giving be taken since the hype of a particular prize quickly fades?

Of course the whole prize-giving culture is bound up with celebrity and commerce, however, when a certain group of adjudicators picks out a particular film, the recognition earned is worth examining for what winning that particular prize is saying about the prize recipient, the association or academy giving out the prize, and the socio-economic or socio-political context in which the prize is given. Quebec's Jutras have a lot in common with the Oscars. Indeed, when asked what the Jutras are, an informed respondent is likely to answer, "They're Quebec's version of the Oscars". Unlike the Oscars, however, the films that are nominated for a Jutra come from a particular place, Quebec. Films nominated for Oscars, with the exception, of course, of the foreign-language film category, do mostly come from the USA, but the discussions and commentaries about the Oscars focus on what the films are saying about Hollywood and the film industry rather than as reflections on US national identity. By contrast, the Jutras are part of Quebec's identity as a distinct culture and society within North America.

The Jutras are felt to be a grand celebration of Quebec cinema. Normand Brathwaite, the host in 2007 and 2006, says that, for him, *la Soirée des Jutras* is a time for making a connection between the general public and Quebec's film industry.

---

1. The Jutra prizes are a recent addition to the recent proliferation of cinema awards prizes. In 1999, the prix Guy L'Écuyer became the Jutra. The Guy L'Écuyer award was created in 1987 by les Rendez-vous du cinéma Québécois in memory of the actor Guy L'Écuyer. The Jutra was named after Claude Jutra, the esteemed Québécois cinema director. The Jutra Awards honor the talent in and behind Quebec films. At this annual event, the industry's professional associations present the Jutra Tribute Award to an individual who has made an outstanding contribution to Quebec cinema. The APFTQ (l'Association de producteurs de films et de télévision du Québec) is proud to sponsor this award, which carries a $5,000 prize.

> *Je souhaite que les gens regardent ce gala, même s'ils n'ont pas vu tous les films. On veut leur donner le goût de les voir, c'est l'objectif principal. Le cinéma québécois est très varié et novateur, il essaie de s'adresser au plus large public possible. On ne sent plus le besoin de dire dans chaque film qu'on est une nation, on se permet d'aller dans plein de directions, de traiter de sujets très variés* (« La course aux prix Jutra 2007 »).

Although the variety of films at the *Soirée des Jutras* leads in many directions, a sense of national identity can be seen in the winning films of the past nine years. One fascinating contrast is between the Jutras for best film and the *Billets d'or*.[2] Whereas the Jutra for best film is awarded based on artistic merit and selected by a group of Canadian and Québécois Film and TV associations,[3] the *Billet d'or* is given for box-office success in Quebec. This sets up a dichotomy between art and commerce, where making money can undermine artistic esteem. Something popular lacks the merit of something more obscure: popular is run-of-the-mill whereas artistic is unusual, out of the ordinary. In the case of the Jutras, then, there is a yearly juxtaposition of films of artistic acclaim and box-office successes that probes the place and role of Quebec's most popular films and their artistic counterparts in sustaining the Québécois nation.

In examining these films, the concept "nationness" should be situated on a continuum, "not on a fixed point, as a static element but as a dynamic process". A nation can thus be seen as "a felt community, not a built community": "Everybody talks about nation building, but actually we do not have to build a nation. Most scholars, most of the time when they speak of nation building, are actually talking about state building, that is they slip into conflation between state and nation" (Oomen, 2000).

From the two lists of Québec films, a sense of « homeland » emerges that is more than just a physical territory, it is also a "repository of historic memories and associations" (Smith, 2001), where a nation's myths, norms, and common beliefs constitute the themes or the cultural context for film stories (Choi, n.d.).

One of the major questions about Quebec's identity; is that of being or not being an independent nation. However, though sovereignty is an omnipresent question, none of the films among the *Billets d'or* or Jutras for best film openly implicate the referendum or take a pro- or anti-independence theme. The issue of independence

---

2. Here are the films that have won in both categories: *Billet d'or* (box office) – 1999: *Les Boys*; 2000: *Les Boys II*; 2001: *La Vie après l'amour* by Gabriel Pelletier; 2002: *Les Boys III* by Louis Saïa; 2003: S*éraphin : un homme et son péché* by Charles Binamé; 2004: *La Grande séduction* by Jean-François Pouliot; 2005: *Camping sauvage* by Guy A. Lepage; 2006: *C.R.A.Z.Y.* by Jean-Marc Vallée; 2007 : *Congorama* by Philippe Falardeau.
   Best film (Jutra) – 1999: *The Red Violin* by François Girard; 2000: *Post mortem* by Louis Bélanger; 2001: *Maelström* by Denis Villeneuve; 2002: *Un crabe dans la tête* by André Turpin ; 2003: *Québec-Montréal* by Ricardo Trogi; 2004: *Les invasions barbares* by Denys Arcand; 2005: *Mémoires affectives* by Francis Leclerc; 2006: *C.R.A.Z.Y.* by Jean-Marc Vallée; 2007: *Bon Cop, Bad Cop* by Kevin Tierney.
3. The committee is made up of: Association canadienne des distributeurs et exportateurs de films (ACDEF); Alliance of Canadian Cinema Television & Radio Artists (ACTRA); Association de producteurs de films et de télévision du Québec (APFTQ) ; Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ); Association des propriétaires de cinémas et de cinéparcs du Québec (APCCQ); Conseil québécois de la Guilde canadienne des réalisateurs (CQGCR), etc., <www.radio-canada.ca/television/jutra2007/nouvelles/soiree_jutra.shtml>.

is too narrow to encapsulate Québécois identity; it is better to try to uncover what each category's films have in common as a group, how these films create the features of Quebec's *imaginaire*.

In *Le mythe de l'Amérique dans l'imaginaire « canadien »,* (2003) Maurice Lemire exposes the Québécois/Canadian *imaginaire* from the early days of mainly oral literature of the Canadian settlers and traces its development up to the present. When using the term « Canadian » Lemire refers to those of French descent whose first designation was Canadian before being French Canadian and then Québécois. Lemire says that Canadian writers exercise a considerable control in the formation of popular imagination.

Even though Canadians adapted quickly to the North American continent, they took a while to identify with a particular territory. *Colons* established themselves in these lands, but they had an unquenchable thirst for the unknown and adventure. Thus the *coureur de bois* became an archetypal hero for most of the population. In opposition to the *coureurs de bois* mentality was conservative Canada. In the 1840s, emigration to New England compelled the authorities to form colonization societies to encourage people to remain within the northern French-speaking region. The political and social elites realized that the French-speaking minority in America would disappear, if it could not tie itself to a specific territory. The call went out: « Emparons-nous du sol. » Many writers alluded to the agricultural vocation of the French-Canadian people and concentrated on a territorial *imaginaire* (Lemire, 2003, p. 17). François-Xavier Garneau reassured French society of its virtuous attachment to the land: « l'esprit de travail dirige ceux qui viennent prendre possession de l'Amérique » (Garneau, 1882, t. 1, p. xv-xvi). As he evokes Canadian history, Garneau emphasizes that Canadian territory was taken from them by the British: « L'Angleterre leur enleva les avantages naturels qu'offrait à leurs enfants l'étendue du pays. Elle démembra leur territoire » (Garneau, 1882, t. 2, p. 396). Claiming and holding on to the land became one of the central thrusts of these early writers and this historical course continued to mold the Canadian/French-Canadian/Québécois.

In Canada, this conservative literature clashed with Canada's two founding allegories: the myth of America – vast land of wide open spaces; and the myth of the forest – place of adventure, and roving spirits. Though there was no gold or silver to fire the collective imagination in Canada, the desire to travel and find the passage to China motivated French explorers. They hoped that going up the Saint Lawrence and other rivers would take them to the Pacific Ocean. Even though they did not find the passage, explorers continued to travel. As Félix-Antoine Savard entertained in *La dalle-des-morts*, it was essential to keep going forward and further. « On peut croire qu'avec le temps cet objectif devint un prétexte pour l'errance. La quête, même si elle ne donne rien, prend valeur en soi » (Lemire, 2003, p. 27). The mentality is one where there is dissatisfaction with the here and now and hope in the elsewhere and future: *ici-maintenant* confronts *ailleurs-plus tard*.

According to Lemire, this desire to see the unknown nurtures the French-Canadian spirit: « Le continent ouvert à toutes les vaillances et à toutes les prouesses alimente la fascination de l'inconnu » (*op. cit.,* p. 31). For the elite, however, these founding myths of movement are difficult to accept because they endanger French society in America.

> *Cependant, les deux imaginaires ne peuvent vraiment s'amalgamer à cause de leur position diamétralement opposée envers l'institution. Pour le coureur de bois, comme le voyageur et, plus tard, le bûcheron, le Nouveau Continent attire dans la mesure où il libère de toute contrainte. Pour l'élite, au contraire, l'institution donne sa forme au Nouveau Monde : la religion avec ses commandements détermine le comportement social et l'État avec ses lois établit les droits de chacun* (*op. cit.,* p. 214).

These two distinctions give a solid foundation when comparing the *Billet d'or* winners with the Jutras for best film. The *Billets d'or* tend to sustain the idea of community; they advocate *ici et maintenant*. By contrast, the Jutras for best film seek an *ailleurs* and a *plus tard*.

In 2002, *Les Boys III* won the third *Billet d'or* in four years for the *Boys* saga. Les Boys are a low-level amateur league team made up of all: a police officer, a barely competent doctor, a mechanic, an unemployed hockey trivia buff who has lost his confidence as a goaltender, a shifty real-estate salesman and a closeted gay lawyer. The team is sponsored by Stan, a pub owner. In *Les Boys* (1999), he loses $50,000 at poker to the head of the local organized crime syndicate. The crime boss proposes a hockey game between Les Boys and his own team. If the Boys win, the debt is settled, but if they lose, the crime boss gets Stan's pub. On game day, the players show up to be faced with a team of ringers, including players they recognize from various minor leagues. Bewildered by the competition and handicapped by the lack of their best player, they quickly fall behind until Stan finally discloses the wager to them, and their best player gets to the rink. They overcome all obstacles and triumph, all the couples who are meant to be together are united, and the gay lawyer is both outed and celebrated by his reunion with his lover. Despite their box office success, no one claims *Les Boys* and its sequels to be filmic masterpieces. The plots are formulaic : the Boys face a difficult situation that they overcome by sticking together as both team and, through girlfriends, wives, family, and location, as a community too. All final victory celebrations find the group living it large at Stan's pub.

The film that interrupted *Les Boys'* run was *La vie après l'amour* (2001). Like *Les Boys* it is a homely movie, where audiences see themselves and their everyday foibles. According to a member's comments on the *voir.ca* website: « *La vie après l'amour* est un film qui fait du bien, car on s'y reconnaît. On peut rire de nos petits travers et réaliser que notre vie n'est pas si mal finalement. On aime les personnages, car ils ressemblent à des gens que l'on côtoie dans notre quotidien » (*voir.ca,* n.d.). This film preserves community over the potential of moving away. Although there may be comic moments when we laugh at a certain character, the overriding theme is living together and sticking together despite our individuality.

In 2003, Charles Binamé's *Séraphin* sold over 1.3 million tickets. The film's plotline seems to go against the grain of preserving community. Donalda falls for the adventurous Alexis. He works for long periods far from town in the lumber camps. Donalda's love for Alexis may thus pull her away from the land and community where she grew up. However, against the brutal but stunning backdrop of rural Quebec in 1889, the bankruptcy of Donalda's father impels her to marry mayor Séraphin, the village miser. Alexis returns from the lumber camps, unaware of these events. Donalda is extremely unhappy living with Séraphin and she becomes very sick and dies. During

Donalda's funeral, Séraphin's house is on fire. He panics, runs into the house to save his money, but perishes. Alexis pulls him out of the burning home and villagers pry open Séraphin's hands to reveal his gold coins. In the final scene, though Donalda has died, Séraphin's miserliness is definitively disgraced, and Alexis is back from the *chantiers* surrounded by his people; a sense of community is restored.

Jean-François Pouliot's *La Grande Séduction* (2000) is a lighter toned but equally community-driven film, where the working people of Sainte-Marie-la-Mauderne, a tiny fishing village, try to seize an opportunity to give their town a much needed boost. Fish stocks are depleted, life is depressive, but a new company is considering building a factory on the island. However, the investor's insurer requires there be a resident doctor, but there isn't one in Sainte-Marie. Luckily a Montreal plastic surgeon, Christopher Lewis, high on cocaine, is pulled over for speeding. A deal is worked out where Lewis will practice in the town for a month in exchange for the charges being dropped. Everyone must now work to persuade Dr. Lewis to fall in love with Sainte-Marie-la-Mauderne. Through a host of comical strategies, the town's inhabitants try to make Lewis feel at home. A company stipulation, however, requires a minimum population of 220, but there are only 120 in Sainte-Marie. Moreover, the crooked CEO wants a $50,000 bribe. The grand seduction fails, but the community's togetherness clearly rivals the entrepreneurs' crookedness.

Business also plays an important role in *Camping sauvage* (2005). Pierre-Louis Cinq-Mars is a snobbish businessman who reports a hit and run to the police, unaware that the culprit is the vicious gang leader. Cinq-Mars is forced into a witness protection program at Camp Pigeon, run by Jackie. She is quickly attracted to Pierre who gets embroiled with some bikers and other wild entanglements. The cop protecting Pierre-Louis has ulterior motives. The underworld is after him. All Pierre-Louis wants is to leave Camp Pigeon. In the end, he terminates his career as a stockbroker and Jackie sells her campground as an announcement is made that a Mirabel-Deux airport is being built next door. Jackie and Pierre-Louis drive away with their dog and Jackie's dad in tow. Despite the dysfunction, there is a sense extended family ties remain intact.

A more iconic aspect of community comes to the fore in *Bon Cop, Bad Cop* (2007). An English-Canadian and a French-Canadian detective grudgingly team up to solve the mystery of a dead body found atop the Ontario-Quebec border sign. Although both detectives are bilingual, they have professional and cultural differences and both manifest bigotry and prejudices. Clues lead the pair through comical misadventures but as the bodies accumulate they discover the killer's calling card: a tattoo that gives a clue to the next murder victim. Each murder is connected to major league hockey. In a final confrontation, the detectives discover that the murderer wants revenge against the hockey league for moving Canadian teams like the Fleur de Lys – the team of Quebec City – to the USA.[4] For all of the divisiveness between the anglophone and francophone cops, the ending is an appeal for the preservation of community and its icons.

4. Fleur de Lys is a thinly disguised reference to the Quebec Nordiques whose alternate logo was a fleur de lys. They were moved from Quebec to Denver in 1995 to become the Colorado Avalanche, leaving the Canadiens de Montréal as the only professional hockey team in the Quebec province.

While these films were having commercial success, other films received critical acclaim as Jutras for best film. Now, whereas the *Billet d'or* films seem to gather the audience around a particular community and its symbols and stories, the best film Jutras depict a fractured community or one that is not centered in one place. Central characters are often divisive, community-rending personalities, or the setting for the film radiates away from Quebec as a central homeland, dragging or thrusting the province into an international arena. *Le violon rouge* (1999), like a number of the films in this category, casts Quebec into a global setting. The film bridges three centuries and five countries recounting the tale of the widely different owners of a particular violin. Known as the red violin because of its rich hue, its story is revealed while it is on the auction block in Montreal. The violin was made in 1681 and its history is set in Cremona (Italy), Vienna, Oxford, Shanghai, and Montreal. The violin brings love and anger, treachery and sacrifice while presenting us with a multi-lingual journey stretching back in time, across generations, and beyond frontiers.

In a completely different vein, *Post Mortem* (2000) disrupts harmony. In a tension-ridden clash, Louis Bélanger presents Ghislain, who is accused of rape. Although he refuses to cooperate with the police, his story is uncovered. In part one, Linda, a prostitute in Montreal, meets her daughter's needs by cashing other people's social security checks. She lures her clients into compromising situations, and then steals their money, credit cards and other valuables. One night, Linda tries to coax money from an American client who turns on her and kills her. Part two introduces Ghislain, a night watchman in a Montreal morgue. Part three brings the two strangers together as Linda's body is delivered to the morgue. Ghislain violates Linda's corpse, but unintentionally brings her back to life. Convinced that fate brought them together Ghislain pursues her, but Linda rejects him and charges that he raped her.

Denis Villeneuve's *Maelstrom* (2001) also leads to a dramatic confrontation but this one is laced with gallows humor and implicates a wider international setting. Narrated by a slimy fish about to be disemboweled, it tells of Bibiane Champagne. She is unhappy, in part due to an unexpected pregnancy that led to an abortion. She drowns her sorrows in alcohol and drugs and one rainy night she kills a man with her car and runs from the scene. Guilt-ridden Bibiane attends the man's funeral, where she chats with Evian, his son. Ironically they fall in love but Bibiane cannot tell Evian her secret. He falls for her, not knowing she's his father's accidental murderer. *Maelstrom* is a disquieting film in mood and texture. Strange juxtapositions seem purposefully rough and jarring, sometimes flashing back or forward and maintaining an unsettling ambiance where gloominess alternates with comedy. For example, as a friend of Evian, Bibiane takes part in a toast in which the drinkers describe in grotesque detail the fate they wish upon the killer of the fishmonger, who of course is Bibiane. In the final scene, she and Evian are on a fishing boat on the North Sea spreading his father's ashes over dark rolling waters. The two *aventuriers* thus broach their unknown futures outside of a particular territory.

The expansiveness of the ocean also adds a borderless dimension to *Un crabe dans la tête* (2002). Alex is an underwater photographer at the center of André Turpin's comic drama. He dives in the Indian Ocean photographing a shipwreck, but falls into a dark hole in the ocean floor. He wakes to find he is suffering from memory loss. He

returns to Montreal for the opening of his new show but does not remember what he photographed. When he sees that the photos are of a dead child, he is traumatized. He explains that he knows he should have rescued the corpse, but "he found it peaceful". In the last scene, he stands over a hole in the ice. Something is annoying him and he removes his head covering. There is a crab inside and he picks it up and drops it gently into the water. The film leaves many problems unresolved: the child, for instance, could have been the victim of a murder. The open-ended questions of a scenario that stretches across the globe pose Quebec as a nation in the industrialized world on a divided planet. The dead, perhaps murdered, but definitely abandoned child calls to mind children in the developing world exploited for the benefit of the developed world. "The film portrays a protagonist with all the traits of a modern-day *coureur de bois* whose world is not hemmed in by community; but his freedom victimizes others, and thus a desire for freedom clashes with a desire for justice" (Alemany-Galway).

Clashes of a different nature inhabit Ricardo Trogi's *Québec-Montréal* (2003), a road movie that parallels stories of friends, lovers and/or colleagues traveling the highway between the two cities of Quebec and Montreal. In the first car, three male friends are on their way to catch a plane to Cuba. Two of the friends share a secret: they had a *ménage à trois* with the third guy's girlfriend. In another car, an engaged couple is moving to Montreal and both have fears about their role in the relationship. Finally, there's a video game designer and his co-worker who are going to make a presentation together. *Québec-Montréal* focuses on gender conflict where both sides have different ideas about relationships and the role of sex. All of the characters head to Montreal but for diverse reasons. The characters do not form a group. Instead the highway connects their various threads. The infrastructure links places – points on the map – but the characters' hearts and souls are going somewhere else united.

In Denys Arcand's *Les invasions barbares* (2004), Rémy, a history teacher and prolific lover, is battling terminal cancer. His estranged son returns from London at his mother's request, Rémy's ex-wife. Sébastien, the son, attempts to connect with them to make as comfortable as possible his dying father. He is willing to go to any lengths to achieve this, navigating Quebec's healthcare system, and, in the process, gathering various friends from Rémy's past who come from close by and faraway to visit and comfort him. During Rémy's last days, he and his friends travel to a cottage and discuss philosophy, politics, and past sexual and intellectual exploits. *Les invasions* is expansive in its vision, touching on terrorism (9/11), North American genocide (200,000 "Indians" by Rémy's reckoning), and state care ("I voted for Medicare, I'll accept the consequences"). It connects Quebec with a global context, but it is also about the relationship of Québécois to their history. In the 1960s and 1970s, Rémy and his friends may have been *souverainistes, indépendantistes, nationalistes* and any other number of *istes,* but in the new millennium, they have clearly moved to new horizons in which a family and a community network on an international plane, but do not join together in one place. Their lives have bifurcated in many directions. The audience sees not so much a Quebec nation but a Quebec diaspora against a patchwork of evolving views of national memory.

Francis Leclerc's *Mémoires affectives* (2005) also explores the role of memory. Alexandre Tourneur, a veterinarian, is declared clinically dead after being hit by a vehicle, but he resurfaces from a long coma with acute amnesia. As he tries to reconnect with

his family and others from his life whom he no longer recognizes, images from a distant and violent past come back to haunt him. The quest to regain his memory leads him to a place he swore never to revisit. He gradually gets closer to the horrific truth, but the audience realizes he may have been more fortunate had it remained forgotten. Only on reaching back to the source does he discover reality. Unlike families in the *Billet d'or* category, family unity here is severely compromised, and memories will not bring a reassuring collective past.

In *Congorama* (2007), Philippe Falardeau's disquieting movie also centered on family and origins, stories interlace through coincidence against a complex setting that ranges from the Congo to the USA, and Belgium to rural Quebec. Against this international backdrop, Michel Legrand learns that he is not Belgian or Congolese, but an adopted son from a farm in Quebec. He heads for a rural Quebec to find his roots. There, he meets Louis Legros whose father, an inventor, had been designing an electric car. As they drive to Montreal, an emu runs in front of their car and they crash, seemingly killing Louis. The film flashes back to tell Louis' story, before uniting Louis and Michel in a third act in which Michel has used Louis' dad's technology to invent a prototype of an electric car. Family secrets spill out in the *dénouement*; Louis and Michel end up being from the same family but living in different countries. The tangled roots of the families intertwine, but knowing the past does not guarantee an easy life. Philippe Falardeau's film leaves it to its audience to construct an international future.

As memories surface in these films, Quebec's motto, *Je me souviens,* finds an ironic resonance. The phrase is a common sight in Quebec. Eugène Taché inscribed it on the Quebec legislature in 1880. In 1978, René Lévesque replaced *La Belle Province* on the license plates with *Je me souviens*. However, as many commentators have pointed out, what is meant to be remembered has always been somewhat unclear (Deschênes, 1991; Rouillard, n.d.). The Jutras for best film parallel this strange story of a national motto with no clearly defined original meaning. They stir up memories, but many levels of memory come into focus: broken families, ambiguous relations with an international scene, and a quest for a shifting identity.

The film that has so far been left out of the discussion is *C.R.A.Z.Y.,* directed by Jean-Marc Vallée. It is also a film that looks back over recent history. It won both the 2006 Jutra for best film and the *Billet d'or*. The film's title is an acronym of the first letter of the names: Christian, Raymond, Antoine, Zachary and Yvan. These are five brothers, the five sons of Gervais and Laurianne Beaulieu. The film's focus on family likens it to other *Billets d'or* as a community-centered and community-affirming film (Catterall, n.d). At the same time, it has affinities with the other Jutra winners as it tends to look towards an *ailleur*s and a *plus tard*. *C.R.A.Z.Y.* stretches over two decades beginning on December 25, 1960 with the birth of Zachary Beaulieu, the fourth of five boys. The Beaulieus are a suburban family with a loving mother and a dad who is a bit gruff, but proud of his sons. Each Christmas is accompanied by the dad's ubiquitous solo turn in which he sings over Charles Aznavour's « Emmène-moi au bout de la terre ». The song's chorus line anticipates Zac's eventual *fugue* which will end as he reaches a gay night club in Jerusalem before returning home.

From the outset, Zac tries to fit in with a heterosexual masculine view of the world: he washes the car with his dad, and makes sure that his father sees him bluntly turn down an invitation to come and play with the little girl who lives next door. He takes secret trips with his dad to a snack bar where they eat their favorite fries together. And, at moments like this, he is happy: « pendant quelques minutes, j'étais son préféré ». For his part, Zac's dad tries to integrate Zac into his version of how a boy's life should be. He buys him a big ice hockey game, then a set of drums for Christmas. It is hard for Zac though, since he would prefer to get a stroller as a gift, and he enviously covets the dolls his *cousines* receive as Christmas gifts. When Zac's younger brother is born, Zac's world changes. For example, his mom lets him push the stroller once they are out of his dad's sight. At midnight Mass, when the baby fusses loudly, Zac's mom passes baby Yvan to Zac, and he calms his little brother in an instant. Once his dad has gone to work, Zac is free to change into his mom's bathrobe, put on her jewelry and cajole his baby brother. Free that is, until his dad realizes that he forgot his wallet, returns home and finds Zac dressed up in Laurianne's clothes. Raised with four brothers and a macho dad Zac has a hard time defining himself. He doesn't want to be a « fi-fi » or a « mou » as his dad calls him, but his intense desire to please his strict, temperamental and homophobic father is constantly thwarted.

As Zac grows older, music seems to inhabit him. In one scene, he sees in his mind's eye midnight mass rocking to the strains of "Sympathy for the Devil" while he levitates above the congregation. Vallée sets Zac's confusion against a powerful soundtrack – The Rolling Stones, Charles Aznavour, Patsy Cline, Pink Floyd and David Bowie – which brings vividly to life the multi-leveled concerns at the heart of the film and the tumultuous identity crisis experienced by Quebec society in the 1970s. One of the film's subtexts is the waning influence of the Catholic Church in Quebec society during the Quiet Revolution. As his faith in Catholicism caves in and his relationship with his father suffers, a teenaged Zac turns to David Bowie for spiritual salvation. "In that scene, Space Oddity really becomes like a prayer", says Vallée. "[Zachary]'s praying to God. He's using rebellious music to talk about the fact that he's different, but that it's okay. He's struggling with his place in the world, and Bowie speaks to him. These are spiritual rock songs" (Hays, 2005, n.p.).

The music allows us to be in two minds at the same time. Like Zac, we want him to get along with his family, but we also sympathize with his yearning for freedom. The choice of English songs also brings up conflicts. "Some people asked me why so many of the songs are in English and not in French, but that's what we listened to in Quebec when we were growing up", says Vallée. "Most of the music was in English. I wasn't trying to piss off French people, I was trying to show people what it was like for us to grow up" (*ibid.*).

C.R.A.Z.Y may be a family film but its poetry, like its title, conjures the individuality of Quebec society in all its contradictions. Each letter of the title represents one of the sons, but each letter is partitioned from the others by a period. *C.R.A.Z.Y.* is unique in that it is the only film in the nine times the JutraJutra for best film and the *Billet d'or* have been awarded, to have taken both prizes. *C.R.A.Z.Y.* captures the need for a community in which contradictions can coexist, where a community's

identity and need to be *ici et maintenant* live alongside the desire to find something else somewhere else. In conclusion, far from being overdone or over-hyped awards the Jutras are a means to focus attention on significant trends, balances of power and taste in a world saturated with information where the blur of the everyday prevents people from actually taking the time to imagine the communities they do live in.

References

Alemany-Galway, Mary (n.d.). "The New Québécois Cinema: Postmodernism and Globalization", *Nouvelles vues sur le cinéma québécois,* <www.cinema-quebecois.net/edition2/hors_dossier_alemany_galway_a.htm>.

Anderson, Benedict (1983). *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism,* London, Verso.

Carr, David (2007). "Old-Line Hollywood Takes Back the Night", *New York Times,* February 27, Final, E1.

Catterall, Ali (n.d.). "Going C.R.A.Z.Y", Rev of *C.R.A.Z.Y.,* dir. Marc Vallée, <www.channel4.com/film/reviews/film.jsp?id=155237&page=1>.

Choi, Jimmy (n.d.)."Is National Cinema Mr. MacGuffin?", <ics.leeds.ac.uk/papers/vp01.cfm?outfit=ifilm&folder=17&paper=22>.

Cinoche (2006). « Les Jutras, <cinoche.iquebec.com/jutras.html>.

Cowley, Jason (2006). *The Observer,* October 22.

Deschênes, Gaston (1991). « La devise du Québec selon le *Globe and Mail* », *Le Devoir,* March 2.

English, James (2005). *The Economy of Prestige: Prizes, Awards, and the Circulation of Cultural Value,* Cambridge, Harvard University Press.

Garneau, François-Xavier (1882). *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours,* tomes 1 and 2, Montréal, Beauchemin/Valois.

Gérin-Lajoie, Antoine (1977 [1862]). *Jean Rivard, le défricheur. Récit de la vie réelle. Suivi de Jean Rivard, économiste,* Montréal, Hurtubise HMH.

Hays, Matthew (2005). "The Story behind Quebec's Box-OfficeTriumph", Rev of *C.R.A.Z.Y.,* dir. Marc Vallée, October 14, <www.cbc.ca/arts/film/crazy.html>.

« La course aux prix Jutra 2007 », <www.radiocanada.ca/television/jutra2007/reportage>.

Lemire, Maurice (2003). *Le mythe de l'Amérique dans l'imaginaire « canadien »,* Québec, éditions Nota Bene.

Oomen, T.K. (2000). "AV-Interview with T.K. Oommen, Freiburg", May 23, <www.zmk.uni-freiburg.de/Oommen/text.htm>.

Pépin, André. « Les plaques d'immatriculation du Québec », <pepina.public.netc.net/plaque.htm>.

Rouillard, Jacques (n.d.). « Se souvenir de qui, de quoi ? », <www.vigile.net/05-6/histoire-1.html#3>.

Savard, Félix-Antoine (1965). *La dalle-des-morts,* drame en trois actes, Montréal, Fides.

Smith, Anthony D. (2001 [1991]). *Nationalism, Theory, Ideology, History*, Cambridge, Polity Press.

Tarr, Carrie (2005). *Reframing Difference,* Manchester and New York, Manchester University Press.

Voir.ca (n.d.). <www.voir.ca/cinema/fichefilm.aspx?iIDFilm=710>.

Waxman, Sharon and Eric Wilson (2007). "The Best After-Party? Sorry, There's No Competition", *New York Times,* February 27, Final, E1.

L'œuvre filmique d'Anne Claire Poirier ou l'engagement au féminin

Anna Norris
Michigan State University

Résumé *Si la société québécoise est longtemps restée éminemment conservatrice, les Québécoises firent de grandes avancées au cours du XXe siècle et beaucoup d'actions menées par les femmes organisées contribuèrent à faire connaître leurs revendications. Ce sont notamment les cinéastes au sein de l'ONF qui participèrent avec force à cette lutte, plus particulièrement Anne Claire Poirier, qui conçut et lança la série* En tant que femmes *et produisit dans ce cadre des films illustrant les problèmes des femmes québécoises au sein de la famille et du travail. C'est en prenant pour toile de fond ce contexte socioculturel que nous aimerions nous pencher sur l'œuvre filmique de Poirier qui, dans bon nombre de ses productions, révèle une thématique féministe qu'elle affirme donc non seulement dans ses films et dans ses écrits, mais également dans ses actions. Poirier, l'une des réalisatrices québécoises les plus respectées, a près d'une trentaine de films à son actif, longs métrages, courts métrages et documentaires. Si les sujets et les thèmes abordés dans ses films sont des plus variés, l'un des fils conducteurs de son œuvre fut et reste encore aujourd'hui son engagement politique au féminin. Nous limiterons cette communication à l'étude de quelques-uns de ses films phares produits dans la série* En tant que femmes, *en illustrant à quel point ces films reflètent mais aussi provoquent les questionnements des femmes québécoises sur la maternité, le viol, les relations hommes/femmes, le divorce et la place présente et à venir de la femme dans la société québécoise et dans toute société.*

Si la société québécoise est longtemps restée éminemment conservatrice, porteuse de valeurs traditionnelles et très influencée par l'Église catholique, l'une des luttes les plus longues et les plus ardues fut et reste encore la quête des femmes pour l'émancipation et la parité[1]. Les Québécoises firent de grandes avancées au cours du XXe siècle et beaucoup d'actions menées par des groupes de discussion et de pression contribuèrent à faire connaître leurs revendications au cours des années 1960 et de la Révolution tranquille : le Front de libération des femmes, les militantes du Centre des femmes de Montréal qui préconisaient le droit à l'avortement (1972) et divers groupements d'artistes, pour ne citer que quelques exemples. Ce fut notamment la cinéaste Anne Claire Poirier qui participa avec force à cette quête, la première réalisatrice québécoise, membre de l'Office national du film du Canada (ONF), l'agence culturelle mandatée par le ministère du Patrimoine canadien pour aider des producteurs indépendants à produire, distribuer et conserver des films susceptibles de contribuer à la « mémoire vivante des Canadiens[2] ».

Avec une trentaine de films à son actif, longs métrages, courts métrages, documentaires et documentaires mêlant la fiction, Poirier a su réaliser des films qui empruntent plusieurs genres et plusieurs formes. Si les sujets et les thèmes traités dans son œuvre sont des plus variés, l'un des fils conducteurs de son travail reste indéniablement son engagement artistique et politique (les deux sont inséparables chez elle) au féminin. C'est d'ailleurs elle-même qui déclare à ce propos : « Mais quels que soient les sujets que j'aborderai, que je parle de vieillissement, d'amour ou de guerre, mon cinéma sera toujours au féminin[3]. »

Cet engagement affirmé et revendiqué de cinéaste au féminin va se concrétiser par les multiples rôles qu'elle va assumer au sein de l'ONF, non seulement en tant que scénariste, monteuse et réalisatrice, mais également en tant que *mentor,* puisqu'elle assumera ce rôle capital en prônant la création d'un cinéma interventionniste féminin qui vise à tirer les Québécoises de leur isolement en cherchant notamment à développer une conscience collective des femmes. Nous sommes à une époque charnière de l'histoire du Québec où les femmes, au lendemain de la Révolution tranquille, et ceci malgré certains acquis, ont encore un long chemin à parcourir.

C'est donc dans cet esprit que Poirier dépose à l'ONF un texte coécrit avec Jeanne Morazain, dans lequel elle revendique et conçoit un programme autonome de films coordonné par des femmes. Leur souhait se concrétisera à travers la création du programme *En tant que femmes.* Entre 1972 et 1975, la cinéaste Poirier va s'investir

1. Droit de vote en 1940. Adoption de la *Loi sur le divorce* en 1968. Décriminalisation de la contraception et de l'homosexualité en 1969. 1980 pour que l'on reconnaisse aux hommes et aux femmes le même statut juridique au sein du mariage (révision du *Code civil,* 1980). *Loi sur l'égalité économique* en 1989. Décriminalisation de l'avortement, 1988, malgré diverses tentatives de le re-criminaliser. Lois sur l'équité salariale en 1996.
2. L' Office national du film du Canada, l'agence culturelle qui relève du ministère du Patrimoine canadien, a « pour mandat original de mieux faire connaître et comprendre les réalités sociales et culturelles du Canada », <www.onf.ca/atonf/organisation.php?idcat=72&id=660&position=1&v=h&lg=fr>.
3. Office national du film du Canada (2005), *Anne Claire Poirier,* p. 16.

dans cette entreprise en tant que productrice auprès des réalisatrices[4] dont les films chercheront à servir d'outils de prise de conscience tout autant pour les femmes que pour les hommes. Elle réalisera elle-même, dans ce cadre, plusieurs films illustrant les problèmes confrontés par les Québécoises qui évoluent dans une société essentiellement masculine, tentant ainsi de faire ressortir la réalité de la vie de ces femmes au sein de la famille et d'un monde du travail qui s'ouvre enfin à elles.

C'est en prenant pour toile de fond ce contexte socioculturel que nous aimerions nous pencher sur l'œuvre filmique de Poirier qui, dans bon nombre de ses réalisations, révèle une thématique féministe qu'elle met donc en avant non seulement dans ses paroles et ses films, mais également dans ses actes et dans ses choix artistiques. Nous nous référerons ainsi aux films suivants : *Les filles du Roy* (1973), qui retrace l'histoire et les luttes des femmes québécoises et leur rôle traditionnel au sein de la société québécoise, sujet jusqu'ici absent de la production cinématographique québécoise ; *Le temps de l'avant* (1975), une œuvre destinée à sensibiliser et à éduquer les hommes sur le problème de l'avortement et *Mourir à tue-tête* (1981), un film accusateur et controversé qui explore courageusement la question du viol en posant des questions difficiles et provocantes sur les lourdes répercussions personnelles, psychologiques, sociales et politiques de ce crime.

Anne Claire Poirier est l'auteure d'une œuvre cinématographique riche et marquante, bien ancrée dans son époque et dans l'éveil des consciences féminines : il lui échoit la distinction d'être la première Québécoise auteure d'un long métrage, étant à ses débuts la seule cinéaste à travailler pour l'ONF, dans ce milieu si ce n'est hostile, du moins resté jusque-là totalement fermé aux femmes et peu préoccupé par leur sort. Ses films, originaux, insolents, dérangeants et de facture assez complexe empruntent rarement une structure linéaire ; ils ont, notamment à partir des années 1970, été l'objet d'éloges de la part de la critique, et remporté de nombreux prix cinématographiques au Canada comme à l'étranger. Nous nous limiterons ici à quelques-uns de ses films phares, ceux qui adoptent directement une optique féministe et politique en illustrant à quel point ces œuvres reflètent en premier lieu les interrogations et les remises en question des Québécoises face à une société en pleine mutation, mais qui continue néanmoins d'être dominée par les hommes et où les femmes, encore victimes d'un certain mépris social, ont du mal à se faire accepter telles qu'elles sont dans la réalité et non dans l'imaginaire des hommes. D'autre part, et c'est là que réside l'originalité du travail de Poirier, ces films visent à provoquer les questionnements des femmes québécoises sur la maternité, le viol, les relations hommes/femmes, le divorce et leur place présente et à venir dans cette société. Enfin, nous verrons que la cinéaste va encore plus loin dans ses interrogations, car il s'agit pour elle non seulement de refléter à l'écran la situation de la femme québécoise au cours des années 1970-1980, mais aussi et surtout, dans un dessein plus large et plus ambitieux, de faire prendre conscience à la femme de l'image que la société patriarcale a modelée et qu'elle lui impose, et que la femme arrive malheureusement à s'imposer elle-même : seule cette prise de conscience pourrait aboutir à un changement dans les mœurs et dans les relations hommes/femmes. Jessica

4. Citons par exemple Mireille Dansereau, Aimée Danis et Hélène Girard.

Langston remarque avec justesse que « c'est ce style unique qui rend le contenu des films de Poirier si efficace dans leur dessein de subvertir la représentation patriarcale d'une subjectivité féminine passive[5] ».

Ce regard porté par la caméra de Poirier sur la cause des femmes a la particularité de mettre à l'honneur la Québécoise quels que soient son origine, son âge ou sa condition, qu'elle soit grand-mère, mère, fille, sœur, épouse, dactylo, serveuse, religieuse ou strip-teaseuse. Toutefois, si cette femme d'hier et d'aujourd'hui est filmée avec respect, tendresse et douceur, l'objectif de la caméra nous la montre également comme une femme qui, historiquement, a été utilisée et exploitée au service d'une nation, d'une idéologie masculine, politique et religieuse. C'est ainsi qu'elle l'illustre dans *Les filles du Roy* (1973), travail réalisé dans le cadre de la série *En tant que femmes*. Ce film, qui mêle le fictif au documentaire, est composé autour de l'archétype de huit femmes, suppléé d'images d'archives canadiennes et internationales. Le film met côte à côte l'histoire du Québec et celle de ses femmes, ces dernières étant souvent représentées dans la nature, dans le pays, typiquement le Grand Nord canadien en hiver. Il met en avant le rôle partagé par l'homme et la femme dans la construction du pays, rôle déterminant aux yeux de Poirier, tenu par l'Indienne, la fille du Roy, la femme du colon et du soldat, la prostituée, la femme moderne, la travailleuse, la mère de famille. L'image récurrente la plus lourde de sens est sans doute celle de ces cinq religieuses déambulant dans un paysage hivernal, adoptant la position qu'elles ont quand elles prennent leurs vœux, mais qui le font ici par terre, à même la neige, symbolisant le sacrifice et le dévouement des femmes pour leur pays. Et l'histoire qui nous est racontée, c'est celle de la servitude des femmes du Québec, à partir de la référence historique directe à ces jeunes filles d'origine plus que modeste, souvent orphelines, ces filles du Roy, sélectionnées par des religieuses, qui acceptèrent de partir en Nouvelle-France sous le règne de Louis XIV, entre 1663 et 1673, pour peupler le territoire en épousant un colon et en établissant une famille[6]. C'est donc cette *fille du Roy* qui incarne l'histoire de la femme québécoise. Dans le long monologue qui scande le film, la narratrice s'adresse à l'homme et tente de raconter/rappeler l'histoire de la femme au Québec qu'il semble ignorer, depuis les *filles du Roy* jusqu'à l'époque contemporaine, et la place de la Québécoise dans la société. Le but du film est annoncé on ne peut plus clairement. Il s'agit donc d'un hommage rendu à toutes les femmes qui ont fait le Québec mais dont on a minimisé le rôle, comme le remarque la narratrice : « On fait toutes partie de la petite histoire, mais je commence à me demander si elle est si petite que ça. » Or cette histoire retracée repose sur un rapport de domination masculine, car on n'a assigné et reconnu à la femme qu'une fonction familiale et domestique, tenue de loin, maintenue dans des lieux uniquement pour elle, écartée de sa fonction sociale. Car si c'est elle qui a attendu le bâtisseur et procréé, elle aussi a bâti son pays. La caméra de Poirier nous rend l'image d'une femme dotée de force et

5. Jessica B. Langston, "Women in a Word: Anne Claire Poirier's Subversive Subjectivity", *Revue canadienne d'études cinématographiques,* vol. 13, nº 2, 2004, p. 61. Ma traduction.

6. Ces jeunes filles souvent orphelines arrivèrent tout d'abord en Nouvelle-France en 1663 avec une petite dot fournie par le roi Louis XIV. On estime qu'il en arriva de 800 à 900 et qu'en 20 ans, elles avaient fait tripler la population.

de douceur, quelles que soient les tâches qui lui sont allouées. Si le film nous montre, par des images d'archives, la femme assumant des travaux en principe typiquement masculins comme le travail de la terre, la caméra privilégie aussi et surtout les femmes dans la sphère domestique, revalorisant donc le quotidien et opposant l'homme, qui part à la guerre et qui engendre la mort, à la femme qui donne la vie. Le film rend hommage à la Québécoise, souvent représentée sous les traits de la mère de famille, par le biais de nombreuses scènes, parfois rejouées à l'envers, qui témoignent de la vie des femmes au quotidien et des nombreuses tâches domestiques qu'elles effectuent à longueur de journée : la couture, la cuisine, le repassage, le ménage, le tissage, l'allaitement, l'éducation et le soin des enfants, souvent filmés en gros plan : « J'habille, je nourris, je soigne, je rassure, je réchauffe, je chante, je prie, j'attends, j'ai le temps, je suis une femme qui travaille pas. »

Ces images privilégiant la sphère domestique se retrouvent également dans le film *Le temps de l'avant* (1975), qui représente des femmes complices, amies et solidaires dans une sorte de gynécée harmonieux où elles se réunissent, discutent, chantent, s'entraident, se comprennent et s'admirent. On peut peut-être noter ici une certaine idéalisation des femmes et de leurs rapports les unes aux autres : les femmes s'entraident, se comprennent, comme s'il existait entre elles une sorte de lien historique et biologique. De même, elles sont toujours gracieuses, posées, souriantes, à tous les âges, à toutes les époques, même quand elles s'attellent aux tâches domestiques les plus communes, les plus monotones et les plus répétitives. Quelle que soit leur tâche, elles semblent les assumer toujours avec dévouement, bonheur et patience. Toutefois, si ces deux films rendent hommage à la femme, les images choisies la montrent toujours dans un état de servitude, qu'elle soit mère de famille, secrétaire, couseuse, serveuse ou strip-teaseuse. Poirier ne nous laisse ici aucun doute dans sa critique sociale et politique puisque le monde des années 1970-1980 perpétue le modèle domestique en le transférant dans un monde du travail moderne qui n'offre aux femmes que des apprentissages au travail restreints.

Mais si les films de Poirier rendent hommage aux femmes, ils s'adressent souvent aux hommes, essayant d'entamer un dialogue avec eux. C'est à eux que la narratrice s'adresse explicitement (*Le temps de l'avant*), ou implicitement (*Mourir à tue-tête*). C'est à l'homme que Poirier veut faire comprendre qui sont les Québécoises, ce qu'elles ont fait pour leur nation, ce dont elles sont victimes et la vie à laquelle elles aspirent. Le ton employé dans les films peut se faire très accusateur à l'endroit des hommes et du pouvoir de domination qu'ils cherchent à conserver. Totalement en décalage par rapport aux femmes, cette incompréhension de la part des hommes se retrouve dans *Le temps de l'avant,* qui traite de la question de l'avortement mais qui parle aussi et surtout du changement de société et du changement d'aspiration des femmes. L'homme continue de se complaire dans son rôle traditionnel et évolue dans un monde essentiellement masculin et fermé aux femmes. La femme, par contre, a opéré une prise de conscience et commence à remettre en question son rôle, sa fonction, ses droits, sa conception du bonheur. La femme québécoise est en train de changer et, si elle assume bien sûr encore ses tâches domestiques et familiales, elle n'est plus tout à fait la même que son aïeule : elle assume sa sexualité en la dissociant de la procréation et remet justement en question son obligation à procréer.

Les Québécoises furent mais ne sont plus ces *filles du Roy* : si elles continuent de faire plaisir à l'homme, de ménager, de ne pas déranger, elles s'interrogent, confrontent leurs interrogations. Les femmes ne sont plus des machines à enfanter, leurs aspirations sont autres : il ne s'agit plus de faire grandir démographiquement la nation ; au contraire, il faut avoir une petite famille, bien s'occuper de ses enfants pour qu'ils acquièrent de l'instruction et qu'ils aient plus de moyens et un avenir plus propice que leurs parents. Mais ce décalage entre les hommes et les femmes prend sa forme la plus brutale et dangereuse dans l'image dévalorisante que les hommes ont des femmes. Poirier revendique l'idée qu'il faut regarder la femme telle qu'elle est, non telle qu'on nous la représente et telle que les hommes la rêvent ou la construisent. Dévalorisée dans l'histoire du pays et dans l'histoire du monde, la femme est exploitée sexuellement, et l'exploitation sexuelle commerciale est absolument incompatible avec l'égalité des sexes. De plus, faire du corps de la femme une marchandise ne peut être que la porte ouverte à toutes les violences commises à l'encontre des femmes.

La femme infériorisée, la femme méprisée, la femme objet, c'est la femme violentée, la femme violée. Dans son film le plus dur, le plus militant et le plus didactique, par moments à la limite de l'insoutenable, *Mourir à tue-tête* (1979), la cinéaste nous met face à face avec les problèmes des violences subies par les femmes en nous confrontant au drame du viol. Le film commence par une scène de viol tournée en temps réel au cours duquel le viol est filmé du point de vue de la victime. Comme le remarque avec beaucoup de justesse Janine Marchessault, la caméra subjective « force les spectateurs à s'identifier avec une femme en train de se faire violer[7] ». Si la technique employée par Poirier nous fait vivre en direct la terreur éprouvée par la victime, une discussion entre la monteuse et la réalisatrice fictive du film interrompt la fin de cette scène et pose la question difficile de savoir si, au contraire, cette manière de tourner ne va pas satisfaire les voyeurs qui seraient sexuellement excités par la scène où la jeune Suzanne se fait arracher ses vêtements et se fait violer.

À partir de là, et par là-même, Poirier nous interroge de façon provocatrice sur la question de la domination de l'homme sur la femme, de la violence dans les relations hommes/femmes. Le drame du viol subi par la jeune Suzanne et les terribles répercussions qu'il aura sur la vie de cette femme illustrent l'incompréhension totale qui règne à ce sujet entre les femmes et les hommes. Ces derniers se trouvent incapables de répondre de façon adéquate à une telle tragédie : incompréhension de son fiancé, froideur des médecins et des policiers qui posent des questions pernicieuses et qui victimisent une seconde fois la jeune femme.

Le viol tel qu'il est filmé ici est un acte d'une violence extrême qui exprime le mépris et la haine de l'homme pour la femme à travers le crime commis par le violeur, ses gestes dégradants et ses paroles insultantes. Mais là où réside également la force du film est dans le fait qu'à nouveau, Poirier va plus loin en nous confrontant à des images souvent insoutenables filmées dans d'autres lieux, à d'autres époques, où les femmes de tous âges, de toutes ethnies, font face à des violences, établissant donc le lien entre les

7. Janine Marchessault, "Sympathetic Understanding in *Tu as crié LET ME GO*", *Revue canadienne d'études cinématographiques,* vol. 10, nº 2, 2004, p. 21. Ma traduction.

violences commises sur toutes les femmes : femmes violées pendant les guerres comme celles du Viêt-nam, du Bangladesh, petites filles excisées par d'autres femmes, femmes tondues à la Libération de la France ; femmes butins, capturées, consommées.

Enfin, dans un tribunal fictif ressemblant à une église, Poirier fait intervenir toutes sortes de femmes, ici encore de tous âges et de tous milieux, victimes de viol, d'inceste. Elles s'adressent au juge et à la caméra, et donc à nous, pour mettre en accusation les hommes de tous bords et le système politique et judiciaire en place. Car si les Québécoises sont, aux yeux de Poirier, les grandes oubliées de l'histoire du Québec, elles sont également les grandes oubliées de la loi. Comme le remarque Jodi Ramer, ce film nous « montre des femmes qui font face à la violence non seulement au niveau littéral […] mais aussi au niveau théorique[8] ». Le film se termine tragiquement par le suicide de la jeune femme, victime d'un viol mais aussi victime de la politique des hommes, des mécanismes sociaux, judiciaires et médicaux qui se trouvèrent incapables de l'aider face à un trauma insurmontable.

Si les films de Poirier sont bien effectivement le reflet des maux et des attentes des Québécoises au cours des années 1970-1980, ils sont indéniablement bien ancrés dans une époque peut-être aujourd'hui en partie révolue, et certaines images peuvent en effet paraître aujourd'hui un peu vieillies. Toutefois, Poirier approche ces thèmes au féminin ; le viol, l'inceste, la difficulté d'être mère, la responsabilité écrasante que les femmes portent sur leurs épaules et la place de la femme dans le monde du travail sont des thèmes qui confèrent à son œuvre une dimension universelle. L'une des techniques employées par la cinéaste pour renforcer son propos et aller au-delà de son époque est la composition de films qui mêlent, d'une séquence à l'autre, sous forme de collage, des personnages fictifs mis dans des situations fictives à des documents visuels contemporains et des documents tirés des archives visuelles du Québec et du monde entier. C'est incontestablement cette technique qui permet à l'auteure non seulement d'exposer une question ou un problème relatif au sort des Québécoises mais de conférer à ses films beaucoup plus de force et de poids en leur donnant une dimension universelle et extratemporelle. En choisissant de porter à l'écran des images souvent choquantes, ces corps et ces visages de femmes de tous âges et de toutes races meurtries par la guerre, ces visages de femmes victimes de violences conjugales et sexuelles, son œuvre filmique dépasse les époques et les frontières. Mais si l'œuvre filmique d'Anne Claire Poirier peut paraître didactique et se veut accusatrice envers les hommes et la société masculine, on ne peut pas dire que la cinéaste voie en l'homme un ennemi. Bien au contraire, si Poirier s'adresse aux femmes et a pour dessein de leur faire prendre conscience de leur réalité sociale, elle interpelle aussi l'homme dans l'espoir que la prise de conscience se manifestera également de son côté, comme le conclut la narratrice du film *Il y a longtemps que je t'aime* : « Dans les années 1970, en tant que femmes, nous avons commencé à utiliser le cinéma à la recherche de nous-mêmes. Nous sommes-nous rejoints dans notre quête ? […] le film que nous vous proposons […] est une invitation à chanter ensemble : il y a longtemps que je t'aime. »

8. Jodi Ramer, "*Mourir à tue-tête/Scream for Silence.* Anne Claire Poirier, 1979", dans J. White (dir.), *The Cinema of Canada,* Londres et New York, Wallflower Press, 2006, p. 115. Ma traduction.

Anne Claire Poirier a maintenant quitté l'ONF ; nous ne savons pas si elle continuera sa production cinématographique et, si elle le fait, sous quel pli. Son dernier film en date, le plus personnel, *Tu as crié LET ME GO* (1996), cherche à comprendre le pourquoi de la mort de sa fille, une jeune toxicomane prostituée montréalaise qui fut assassinée en 1994. Ce poème cinématographique en l'honneur de sa fille et des autres toxicomanes fut suivi d'un livre, et sa production cinématographique s'est à ce jour interrompue. Bien que ce drame familial soit à l'origine de ce film, Poirier fait encore preuve ici d'empathie et de générosité envers les autres puisqu'elle n'y parle pas uniquement de sa propre douleur mais aussi de celle des autres victimes, parents, enfants, drogués. Comme dans ses œuvres précédentes, la cinéaste continue d'adopter un point de vue féminin puisque ce sont les femmes, les mères, les sœurs, les filles, qui sont au centre du film. Poirier n'essaie pas de résoudre un problème aussi complexe que celui de la toxicomanie, mais elle pose inlassablement des questions nécessaires et à nouveau provocantes sur ce mal qui mine la société contemporaine, même si elle ne trouve pas encore de réponse.

Références

Langston, J.B. (2004). "Women in a Word: Anne Claire Poirier's Subversive Subjectivity", *Revue canadienne d'études cinématographiques,* vol. 13, nº 2, pp. 57-73.

Marchessault, J. (2004). "Sympathetic Understanding in *Tu as crié LET ME GO*", *Revue canadienne d'études cinématographiques,* vol. 10, nº 2, pp. 21-35.

Nicks, J. (1999). "Fragmenting the Feminine: Aesthetic Memory in Anne Claire Poirier's Cinema", dans Kay Armatage *et al.* (dir.), *Gendering the Nation: Canadian Women's Cinema,* Toronto, University of Toronto Press, pp. 219-243.

Office national du film du Canada (2005). *Anne-Claire Poirier,* Montréal, Bibliothèque nationale du Québec.

Poirier, A.C. (1996). *Tu as crié LET ME GO,* Montréal, Office national du film du Canada.

Poirier, A.C. (1989). *Il y a longtemps que je t'aime,* Montréal, Office national du film du Canada.

Poirier, A.C. (1979). *Mourir à tue-tête,* Montréal, Office national du film du Canada.

Poirier, A.C. (1975). *Le temps de l'avant,* Montréal, Office national du film du Canada.

Poirier, A.C. (1973). *Les filles du Roy,* Montréal, Office national du film du Canada.

Ramer, J. (2006). «*Mourir à tue-tête/Scream for Silence.* Anne Claire Poirier, 1979», dans J. White (dir.), *The Cinema of Canada,* Londres et New York, Wallflower Press, pp. 111-118.

La momie, la maman et l'image
Saints-Martyrs-des-Damnés de Robin Aubert

Étienne Beaulieu
Université du Manitoba

Résumé Saints-Martyrs-des-Damnés *(2005) ouvre un genre au Québec, que l'on pourrait appeler le drame de science-fiction. Si étrange cependant que puisse paraître cet aérolithe dans le cinéma national du Québec, il n'en demeure pas moins très fortement lié aux problématiques habituelles de la fiction québécoise, à savoir l'orphelinat du héros, la quête identitaire œdipienne, le refoulement de l'autre et enfin le roman familial. Cependant, aussi ancré soit-il dans la tradition d'une quête identitaire,* Saints-Martyrs-des-Damnés *ouvre néanmoins un nouveau paradigme dans la représentation de soi du cinéma québécois non plus en proposant une identité basée sur une réalité première qu'il s'agirait de reproduire à l'écran, à la manière d'un cinéma « direct » et de ses suites, mais en montrant plutôt une identité qu'il s'agit d'inventer à l'intérieur de l'image. Se renverse ainsi le schéma simple qui ne laisse à l'image que le rôle d'archive du réel et se pose à l'inverse la thèse d'une identité d'emblée cinématographique avouant sa part imagière et dévoilant sa construction historique.*

Saints-Martyrs-des-Damnés (2005), premier long métrage de Robin Aubert, se présente comme un film d'horreur ou, à tout le moins, comme un suspense de science-fiction à tendance psychologique ou encore comme un film appartenant au genre fantastique, chose incroyablement rare dans le corpus cinématographique québécois. Si étrange cependant que puisse paraître cet aérolithe dans le cinéma national du Québec, il n'en demeure pas moins très fortement lié aux problématiques habituelles de la fiction québécoise, à savoir l'orphelinat du héros, la quête identitaire œdipienne, le refoulement de l'autre et enfin le roman familial. Cependant, aussi ancré soit-il dans la tradition d'une quête identitaire, *Saints-Martyrs-des-Damnés* ouvre néanmoins un nouveau paradigme dans la représentation de soi du cinéma québécois non plus en proposant une identité basée sur une réalité première qu'il s'agirait de reproduire à l'écran, à la manière d'un cinéma « direct » et de ses suites, mais en montrant plutôt une identité qu'il s'agit d'inventer à l'intérieur de l'image. Se renverse ainsi le schéma simple qui ne laisse à l'image que le rôle d'archive du réel et se pose à l'inverse la thèse d'une identité d'emblée cinématographique avouant sa part imagière et dévoilant sa construction historique.

Journaliste sans famille, Flavien Juste gagne sa vie en publiant des reportages pour un journal à sensation. Son patron et père putatif l'envoie avec le photographe Armand Despas couvrir des phénomènes étranges qui se produisent dans un village de l'arrière-pays. Chemin faisant, Flavien est le seul à voir le fantôme d'une jeune mariée exsangue se dresser sur la route. Puis les deux hommes descendent à l'auberge, où vivent deux vieilles jumelles au passé obscur, les deux Malvina, qui donnent leur nom à l'établissement. Le soir même, Armand disparaît mystérieusement. Pour enquêter parmi des villageois souvent hostiles, Flavien obtient l'aide du fils trisomique de la tenancière du bar local et d'une jeune mère célibataire dont il s'éprend. Flavien découvre ainsi peu à peu que tous les villageois sont terrorisés par un certain docteur Faustin qui aurait tué, il y a trente ans, Mélanie Blackburn le jour où elle s'est mariée avec Clovis Lambert, qui sur photo ressemble comme deux gouttes d'eau à Flavien lui-même. Pourquoi ce meurtre et pourquoi cette ressemblance ? Parce que, comme l'apprend Flavien au cours de son enquête, le docteur Faustin est un scientifique fou qui clone les villageois avec ses propres gènes et ceux de sa mère. Ce docteur Faustin, s'étant créé une copie de lui-même nommée Clovis et ayant créé une copie de sa mère nommée Mélanie Blackburn, ce mariage ne pouvait avoir lieu, interdit de l'inceste oblige. D'où le meurtre de la mariée, il y a trente ans et d'où l'enquête de notre héros, Flavien, qui le mène jusqu'au docteur Faustin, qui n'est nul autre que son propre père, qu'il tue, ainsi que toutes les copies de lui-même qu'il trouve dans le village, sauf celle du fils de son amante, jeune garçon qui sera à la toute fin le seul exemplaire de cette souche biologique maudite.

L'imagination du cinéaste, apparemment débridée, se moule en fait aux thèmes psychanalytiques les plus classiques et en particulier ceux qu'affectionne le cinéma québécois. L'enquête œdipienne sur ses propres origines est en effet la structure de base du scénario de quantité de films québécois, parmi lesquels figure par exemple *Mémoires affectives* de Francis Leclerc (2003), pour ne parler que de l'un des plus récents films québécois mettant en scène un fils enquêtant sur ses origines et découvrant que la mort du père est en réalité de son fait. *Saints-Martyrs-des-Damnés* n'a donc rien de bien

original de ce point de vue, puisque tous les éléments œdipiens sont présents (orphelinat supposé, meurtre du père, inceste maternel), mais dans un ordre légèrement différent du mythe d'Œdipe, du moins dans la version de Sophocle. C'est en effet à la toute fin du récit et non au début que Flavien tue son père et, inversement, l'inceste maternel ne survient pas au cours du récit, comme dans le cas d'Œdipe et de Jocaste, mais à l'origine. C'est même cet inceste qui est la *causa prima* déclenchant toute l'enquête, puisque c'est la mort de Mélanie Blackburn, la mariée morte il y a trente ans et qui est en réalité la copie de la première Malvina, mère du docteur Faustin, qui amène le journaliste Flavien à Saints-Martyrs-des-Damnés. Les pièces du puzzle sont donc identiques, même si le dessin d'ensemble diffère légèrement de la version de Sophocle. *Saint-Martyrs-des-Damnés* est ainsi, manifestement, un récit œdipien dont l'élément le plus important semble être l'inceste ou son interdiction.

Faire face à l'origine, y descendre, y condescendre même, comme si dans *Saints-Martyrs-des-Damnés* il s'agissait de passer par-dessus une répugnance pour revenir sur les lieux originaires, plus précisément en campagne, là où persiste une forme de vie oubliée par les citadins contemporains. Enquêtant sur d'étranges disparitions survenant dans un petit village perdu, Flavien découvre ou redécouvre un monde qui n'a pas bougé, qui paraît figé dans le temps, dans une autre époque et qui, somme toute, semble un autre monde qui revient hanter l'image cinématographique québécoise comme une banale horreur que l'on aurait mieux aimé ne pas revoir. Mieux encore, ce qui refait surface dans ce film ressemble à l'horreur de la réalité tristement banale d'un monde villageois pratiquement disparu des écrans du cinéma québécois. Par un travelling sur la rue principale, la caméra introduit de la temporalité dans ce monde figé et change les poses statiques des villageois en un défilé de personnages en voie de disparition. Ainsi, le vieux « mononcle » qui répare son automobile sur la place du village, la vieille qui tricote sur la galerie, les hommes sans âge qui jouent aux cartes sur le perron de l'hôtel de ville, tous ces personnages reprennent soudain vie comme des pantins de lunaparc qui, dans les maisons hantées, se mettent à gigoter lorsqu'un chariot passe près d'eux. Dans un contexte historique où sévit une urbanisation à outrance, de toute évidence, *Saints-Martyrs-des-Damnés* rejoue une scène de hantise bien contemporaine dans laquelle les spectres ne sont bien sûr pas tant les morts que les vivants.

L'hostilité des villageois fait de Flavien un ennemi public (*hostis*), un bouc émissaire tout désigné qui glisse sur les visages comme s'il était parfaitement différent d'eux, presque d'une autre espèce, comme le laissent entendre les multiples insultes à connotation animale (« face de rat », « fouine », etc.). Mais Flavien n'est pas simplement étranger aux villageois, car il a le même visage que plusieurs d'entre eux. Étant un clone de la même souche biologique que presque tous les hommes du village, Flavien est donc *à la fois* étranger et familier. Il fait partie de la famille, mais pas tout à fait, puisqu'il n'en est que l'image refoulée. Cherchant l'origine, son origine, c'est Flavien lui-même qui la rappelle à ceux qui ne voudraient pas s'en souvenir, à l'image d'une société dont le patrimoine est à la fois sacralisé et mis à distance par le fait même. Par sa seule présence, Flavien provoque dans le petit monde de Saints-Martyrs le retour du refoulé, il « déterre des morts » et son seul visage, identique à celui du géniteur premier, laisse apparaître par association l'image de la hantise,

celle de la mère-sœur-amante morte, Mélanie Blackburn, notre mère à tous, dont les gènes démultipliés ont été clonés par toute la province et dont le fantôme hante le cinéma québécois comme le fantasme d'une mère de souche, mis en scène par exemple par l'abbé Tessier sous les traits de Marie Rollet, doyenne des colons, dans *Femmes dépareillées* au mitan du XXe siècle.

S'il est ancré dans la cinématographie québécoise au point d'être lui-même un clone de la mère souche, *Saints-Martyrs-des-Damnés* demeure néanmoins l'un des rares longs métrages d'horreur québécois, genre nouveau dans cette cinématographie. Pourquoi ? Parce que la distance entre ce que Fernand Dumont appelait la culture première et la culture seconde (1968) est aujourd'hui assez grande pour qu'il y ait un effet d'étrangeté à se replonger dans la culture première pour un homme de la culture seconde. Le cimetière, d'automobiles ou d'humains qui se réveillent ensemble dans *Saints-Martyrs-des-Damnés,* n'est plus aujourd'hui au centre du village, mais figure un lieu oublié par la culture du présent vivant. Se retournant vers l'origine oubliée, Flavien permet au refoulé de ressurgir. Flavien est l'opérateur du retour du refoulé, c'est lui qui déclenche la résurgence et c'est aussi lui qui la fait cesser par son cri. Mieux : Flavien est le spectateur d'une image survivante, pour parler avec Georges Didi-Huberman (2002). Ce personnage, sorte de fantôme imagier, devient un opérateur temporel n'appartenant ni strictement au passé, ni au présent pur de l'image et grâce auquel un regard est porté sur une image de la survivance canadienne-française. Car *Saints-Martyrs-des-Damnés* est avant tout un film sur l'image, il est le récit d'une traversée de l'image et de son mimétisme du réel. Suivant Gadamer[1], le phénomène de l'image est une relation entre un modèle et sa copie, relation asymétrique faisant en sorte que la copie puisse être soit la réduplication du modèle, soit un « surcroît d'être » par rapport au modèle. *Saints-Martyrs-des-Damnés* est le récit du passage du mimétisme de la copie, du clonage du modèle original, à la libération de la copie, qui n'est plus à la fin copie de quoi que ce soit, mais singularité sans modèle autre qu'elle-même. En termes de filiation, Flavien est la copie de son père dont il parvient à se libérer en le tuant. Il est l'image de son père qui acquiert un surcroît d'être et qui arrive à traverser la troublante épreuve de l'intérieur de l'image.

Les signes du double ou de la répétition mimétique foisonnent en effet dans ce film : il n'y a pas seulement l'auberge des Deux Malvina, mais aussi le bar du village qui a pour nom « Le perroquet », l'amante de Flavien qui aime son écho (« J'monte sur une montagne, je crie « j't'aime », puis l'écho me répond »), jusqu'aux policières qui sont deux jumelles identiques. Mais il y a aussi les images d'image : le portrait des deux Malvina dans l'auberge, image photographique de Mélanie Blackburn le jour de son mariage, Armand le photographe qui disparaît en ne laissant qu'un film à développer, Flavien qui est le portrait de Clovis, Clovis qui idolâtre l'image de sa défunte Mélanie, et Flavien qui s'endort sur la découpe de journal montrant l'image de Mélanie Blackburn. C'est qu'à l'intérieur de l'image, derrière le voile flottant de l'image, se trouve le fantasme fusionnel de la mère-sœur-amante.

1. *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique,* traduction Pierre Fruchon, Jean Grondin et Gilbert Merlio, Paris, Seuil, 1996. En particulier la partie sur « La valence ontologique de l'image », p. 152-162.

Au cœur de l'image, dans l'espace de fantasme qu'elle ouvre, la fusion opère un mimétisme sans limite : Flavien y devient Clovis et se laisse séduire par la copie de sa propre mère. Le démon de l'analogie sévit et tout ressemble à tout, les modèles sont eux-mêmes des copies de copies, Flavien n'est plus seulement Clovis, mais aussi le petit garçon qui l'invite à entrer dans l'espace de l'image. Flavien occupe toutes les positions : il est le fils, le père et le petit-fils, l'amoureux, le géniteur et l'engendré dans une confusion on ne peut plus fusionnelle. Jusqu'à ce qu'au cœur de son délire, il finisse par découvrir le corps de la revenante Mélanie Blackburn morte il y a trente ans et que l'on puisse maintenant la restituer à l'amoureux Clovis, qui se suicide aussitôt devant l'horreur de cette momie redécouverte. André Bazin parlait de l'image comme constituée par ce qu'il appelait « un complexe de la momie » (1999, p. 9-17), c'est-à-dire que l'image est une trace, une conservation du temps momifié et qu'elle est susceptible pour cela de retenir non seulement l'image d'une morte, mais la mort elle-même momifiée dans l'image. La mère, de source de l'image, redevient par contre une simple image lorsque se distinguent à la toute fin la copie et le modèle, la revenante et les restes du corps. De même, avant de se suicider à son tour, Flavien élimine toutes les copies humaines provenant de sa propre souche et ne laisse en vie, à la toute fin, que le plus jeune des clones, afin que le temps recommence dans un monde libéré de la démultiplication de l'image.

Saints-Martyrs-des-Damnés, en ce sens, tourne autour de l'image et se donne comme un film au second degré, c'est-à-dire un film traitant de l'image et de sa bizarrerie dans un monde qui la refuse. La parenthèse temporelle du film laisse un moment s'opérer la confusion des clones et la multiplication des « Moi » pour qu'à la toute fin, dans un schéma classique, le même et l'autre puissent redevenir distincts et que la clôture du film puisse séparer de façon claire les deux mondes, celui du cinéma et celui des hommes, celui des morts et celui des vivants. Mais au passage, quelque chose a bougé dans le phantasme d'origine du cinéma québécois : il ne s'agit plus, comme chez l'abbé Proulx ou comme chez les cinéastes de l'ONF des années 1960 et leurs émules du direct et de la pollinisation du direct, de tenter d'ancrer l'image cinématographique québécoise dans un territoire originel, comme Pierre Perrault a pu en donner la formule dans son cinéma du territoire de l'âme. Avec *Saints-Martyrs-des-Damnés,* malgré toute la part traditionnelle de ce film, s'ouvre cependant un nouveau paradigme qui place l'image non pas en second, non pas en position de reflet de ce que nous sommes (« Un cinéma à notre image », dit encore le slogan), mais au contraire en premier. La technique de l'image, et en particulier de l'image cinématographique, s'est immiscée dans l'origine au point de la raturer et de créer l'image d'une origine barrée et d'un ascendant non plus génétique mais technique. Le Québec ne descend plus de lui-même, mais de son image. *Saints-Martyrs-des-Damnés* marque d'une pierre blanche le moment où, du point de vue de l'image phantasmatique qu'une nation entretient à son propre sujet, les Québécois ne descendent plus d'une souche originelle, mais d'une image d'eux-mêmes. Au commencement du Québec, il y a l'image du Québec. Ou plutôt : la réalité originelle québécoise se découvre tout à coup inconsistante et n'a plus qu'une épaisseur immatérielle d'image et d'images forcément plurielles, dédoublées comme les deux Malvina et comme les multiples Clovis et Flavien que vous pouvez encore aujourd'hui croiser dans les rues des villes et des villages québécois et qui ne sont pas des Québécois de souche, mais des images d'eux-mêmes, des clones

échappés d'une matrice qui ne produit plus maintenant que des images imparfaites d'un modèle dont personne ne se souvient très précisément et dont aucun ne semble désirer la résurrection.

Références

Aubert, R. (2005). *Saints-Martyrs-des-Damnés,* Québec, 115 minutes.

Bazin, H. (1999). « Ontologie de l'image cinématographique », *Qu'est-ce que le cinéma ?,* Paris, Cerf.

Didi-Huberman, G. (2002). *L'image survivante. Histoire de l'art et temps des fantômes selon Aby Warburg,* Paris, Minuit.

Dumont, F. (1968). *Le lieu de l'homme. La culture comme distance et comme mémoire,* Montréal, HMH.

Gadamer, H.-G. (1996). *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique,* traduction Pierre Fruchon, Jean Grondin et Gilbert Merlio, Paris, Seuil.

Leclerc, F. (2003). *Mémoires affectives,* 110 minutes, Québec.

Tessier, Mgr A. (1948). *Femmes dépareillées,* 20 minutes, Québec.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Marie-Christine Weidmann Koop est professeure et directrice du département de Langues et Littératures étrangères à l'Université de North Texas. Ses publications portent sur les systèmes éducatifs français et québécois, les questions d'immigration et la condition des femmes en France et comprennent, entre autres, la direction du collectif *Le Québec aujourd'hui. Identité, société et culture* (2003). Elle est également présidente de l'American Association of Teachers of French et membre du comité de rédaction de la *French Review* et de *Women in French Studies*.

Frédéric Bastien est détenteur, depuis 2002, d'un doctorat en relations internationales de l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. Après avoir enseigné en histoire et en science politique à l'Université du Québec à Montréal, tout en travaillant comme collaborateur pour l'Agence France-Presse au Canada, il est présentement professeur d'histoire à l'Université d'Ottawa.

Professeur adjoint à l'Université du Manitoba (Canada), **Étienne Beaulieu** s'intéresse aux cultures de la prose dans la littérature française du tournant des Lumières au début du XXe siècle. Il fait paraître en 2007 un ouvrage portant sur *La fatigue romanesque de Joseph Joubert (1754-1824)* (Presses de l'Université Laval, sous presse) et un essai sur le cinéma québécois (*Sang et lumière. La communauté du sacré dans le cinéma québécois* (L'instant même, sous presse). Il est par ailleurs cofondateur des cahiers littéraires *Contre-jour*.

Jean-Claude Bondol, docteur en linguistique française, dispense des cours de langue et littérature françaises à l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'Académie de Versailles (Université de Cergy-Pontoise, France). Ses travaux portent sur la sociolinguistique, le français en Amérique du Nord, la grammaire normative, l'approche linguistique des textes littéraires, l'histoire littéraire, les genres théâtral et poétique.

François-Emmanuël Boucher est professeur agrégé au Département d'études françaises du Collège militaire royal du Canada. Il s'intéresse à la rhétorique réactionnaire et à l'argumentation sur la paix. Il a publié un collectif d'auteurs (*La Paix. Esthétiques d'une éthique,* 2007) de même qu'un livre sur les origines des religions du salut temporel (*Les révélations humaines,* 2005). Il fait partie du groupe de recherche sur « L'esthétique et la poétique du langage ordinaire ». Il publiera sous peu un essai, *Philippe Muray ou l'anatomie du vide*.

Lucie Brind'Amour a fait ses études de maîtrise et de doctorat à Montréal sous la direction de Paul Zumthor. Elle enseigne à l'Université d'État de la Louisiane à Bâton Rouge depuis 1978. Elle a publié des articles sur la poésie française de la pré-Renaissance, en particulier les rhétoriqueurs. Elle s'intéresse au roman québécois et a publié des articles sur Hubert Aquin, Yves Beauchemin et, maintenant, Patrick Senécal.

Marc André Brouillette travaille sur la représentation de l'espace dans la poésie contemporaine. Il s'intéresse aussi aux discours sur la création littéraire et aux croisements entre les arts et la littérature. Il a coordonné les dossiers « Jean Tortel » (*Études françaises,* 2004) et « Gilles Cyr » (*Voix et images,* 2003), et dirige un projet de recherche intitulé « Présences du littéraire dans l'espace public canadien ». Poète, il a fait paraître plusieurs recueils de poésie dont le plus récent est *M'accompagne* (Noroît, 2005).

Professeur titulaire au Département de philosophie de l'Université du Québec à Trois-Rivières, **Serge Cantin** est également chercheur au Centre interuniversitaire d'études québécoises (CIÉQ). Outre de nombreux articles, il est l'auteur de quatre ouvrages : *Le philosophe et le déni du politique. Marx, Henry, Platon* (Presses de l'Université Laval, 1992 ; prix Raymond-Klibansky 1993) ; *Ce pays comme un enfant* (L'Hexagone, 1997) ; *Fernand Dumont : Un témoin de l'homme* (L'Hexagone, 2000) ; *Nous voilà rendus au sol. Essais sur le désenchantement du monde* (Bellarmin, 2003). Il a également codirigé l'ouvrage collectif *L'Autre de la technique* (Presses de l'Université Laval et L'Harmattan, 2000).

Après avoir soutenu une thèse à l'Université d'Ottawa (*Le Discours culturel des essayistes québécois (1960-2000)*, à paraître aux Presses de l'Université Laval), **Anne Caumartin** est présentement stagiaire postdoctorale au CRILCQ/Laval. Elle s'intéresse aux représentations de la culture au Québec et à ses modalités de (non-)filiation dans l'essai et le roman contemporains. En collaboration avec M.-E. Lapointe, elle a dirigé le dossier « Filiations intellectuelles dans la littérature québécoise » de la revue *@nalyses* (automne 2007) et le collectif *Parcours de l'essai québécois (1980-2000)* (Québec, Nota Bene, 2004).

Ginette Chenard a été nommée déléguée du Québec à Atlanta en octobre 2006. Auparavant, elle a occupé le poste de directrice, États-Unis et de directrice, Analyses, Politiques et Mondialisation au ministère des Relations internationales du Québec. Elle détient un doctorat en sciences politiques, relations internationales et économie politique mondiale, de l'Université de Montréal et une maîtrise en sciences politiques de l'Université d'Ottawa.

Rémi A. van Compernolle teaches French and interpersonal communication at the University of North Texas. His research is centered around sociolinguistic variation and pragmatics in computer-mediated communication as well as foreign language teaching and learning. He is the author or co-author of several recent articles that have appeared in journals such as *The French Review*, *Langage et société*, and *Glottopol*.

Kevin Elstob is an associate professor of French at California State University, Sacramento. He studied at Portsmouth Polytechnic in England before doing a Maîtrise at the University of Strasbourg in France. He completed his PhD thesis entitled *The Plays of Michel Vinaver* at the University of California, Davis in 1990. Before teaching at CSU, Sacramento, he taught for nine years at Cleveland State University in Ohio. He has published articles and given papers on French, American, and Québécois theatre and film. His particular area of interest is the representation of capitalism on stage and screen.

Leïla Ennaïli est étudiante de doctorat à l'Université de l'Illinois à Urbana-Champaign et effectue une recherche sur la représentation de l'étranger en littérature. Elle s'intéresse notamment aux liens entre nation et immigration dans le roman de langue française du XXe siècle, ainsi qu'à l'écriture du traumatisme.

Daniel Faussié a écrit sa thèse de doctorat sur l'évolution du roman de la terre québécois à la Michigan State University. Il s'intéresse notamment à la problématique entre l'indépendance du coureur de bois et le sédentarisme de « l'habitant » ainsi qu'à la métamorphose de la littérature terrienne originellement destinée à une fin théocratique et édificatrice (l'ordre divin), en une littérature séculaire ayant su dépasser et rendre caduque la théocratie à laquelle elle avait été assignée. Il participe à la rédaction de comptes rendus pour la revue *Québec Studies*.

Dominique D. Fisher enseigne la théorie littéraire et culturelle et la littérature du Maghreb et du Québec à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. Ses publications récentes incluent *The Rhetoric of the Other* (2003), en collaboration avec Martine Antle, et *Écrire l'urgence* (à paraître).

Mary Ann Garnett holds a doctorate in nineteenth-century French literature from the University of Wisconsin – Madison. She served for many years as the vice-president of the George Sand Association and has published articles on George Sand and her contemporaries, notably Marie d'Agoult (Daniel Stern) and Hortense Allart. Her research interests also include the works of Antonine Maillet and Québec storytellers. She is a Professor of French at the University of Arkansas at Little Rock.

Céline Girard a fait des recherches sur la fictionalisation de l'espace urbain dans le roman francophone et obtenu en octobre 2006 le titre de Docteur ès Lettres de l'Université de Limoges avec un mémoire de thèse ayant pour titre « Ville et écriture au féminin : Québec et Montréal dans le roman féminin québécois des années 1960 à nos jours ».

Peter Graefe is an associate professor of political science at McMaster University in Hamilton, Canada. His research is concerned with the interplay of nationalism and class politics in contemporary Quebec, particularly in the realms of social and economic policy.

Lee Hilliker est professeur de français à Eckerd College, à St. Petersburg, en Floride. Il enseigne la langue et la culture françaises, aussi bien que le cinéma français et européen. Il termine un manuscrit sur Jacques Tati et commence un projet qui traite de la mythologie québécoise dans ses rapports avec l'Amérique du Nord.

Professeur adjoint au Département d'études françaises de l'Université Queen's, **Stéphane Inkel** a effectué sa thèse sur Samuel Beckett et Réjean Ducharme. Il mène présentement un projet de recherche sur les notions d'historicité et de messianisme dans la littérature québécoise, sur lequel il a publié divers articles dans les revues *Voix et images, Roman 20-50* et *Globe. Revue internationale d'études québécoises*.

Marijn S. Kaplan is an assistant professor of French at the University of North Texas in Denton, Texas. Her research and teaching interests include seventeenth- and eighteenth-century literature, women writers, epistolary fiction, and correspondences. She has published a modern edition of an epistolary novel by Marie-Jeanne Riccoboni as well as articles on both Riccoboni and Françoise de Graffigny.

Kelle Lyn Keating is currently a doctoral student in French linguistics at the University of Texas at Austin. Her interest in Québec's modern *chanson engagée* began with her Master's research at Arizona State University in 2004. She has since analyzed songs by such groups as Loco Locass, Les Cowboys fringants, Guérilla, and Capitaine Révolte, focusing on separatist ideology, Québécois language identity, and the ethnolinguistic vitality of Québécois French.

Stephen Kenny is a professor of history teaching in the fields of British North America, Canadian-American relations and the historical relationship of French and English speakers in Canada. His research focuses primarily on culture and society with special attention to interchange of diverse community values in Canada. He has published numerous articles published both in French and English in journals such as the *CHR, RHAF, ARCS*.

Depuis 2001, **Sylvie Lacombe** est professeure agrégée au Département de sociologie de l'Université Laval. Ses recherches portent sur les idéologies politiques canadiennes et s'intéressent plus particulièrement aux diverses formes historiques du sociocentrisme québécois et canadien. En 2002, elle a publié *La rencontre de deux peuples élus, Comparaison des ambitions nationale et impériale au Canada entre 1896 et 1920* aux Presses de l'Université Laval. Elle est membre du Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec.

Daniel Laforest est chercheur postdoctoral en résidence au Center for Cultural Studies de la University of California Santa Cruz, grâce au soutien conjoint du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et de la Fondation Fulbright. Ses recherches visent l'analyse et l'histoire des rapports entre la littérature et les transformations du territoire nord-américain, en particulier les voies d'échanges symboliques entre les campagnes et les villes. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université du Québec à Montréal, pour une thèse sur l'œuvre de Pierre Perrault.

Martine-Emmanuelle Lapointe a soutenu à l'Université de Montréal une thèse de doctorat intitulée *Écrire l'emblématique : la critique littéraire québécoise devant trois romans des années 1960,* qui paraîtra dans la collection « Nouvelles études québécoises » des éditions Fides. Elle a dirigé, en collaboration avec Anne Caumartin, l'ouvrage collectif *Parcours de l'essai québécois (1980-2000)* paru en 2004, publié des articles sur le roman, l'essai et le discours critique au Québec et collaboré à l'*Histoire de la littérature québécoise* (Boréal, 2007). Depuis janvier 2008, elle est professeure adjointe au département des littératures de langue française de l'Université de Montréal.

Chantal Maillé est docteure en science politique et professeure agrégée de Women's Studies à l'Université Concordia (Montréal) depuis 1995. Ses travaux de recherche dans le champ des femmes et de la politique sont au confluent de plusieurs influences disciplinaires. Elle travaille présentement à une étude comparative de l'influence de la culture politique sur les stratégies déployées par les féministes dans le champ de la politique institutionnelle en France et aux États-Unis.

J. Debbie Mann holds the rank of professor of French at Southern Illinois University Edwardsville. She has taught French language and French and francophone literature and culture in the SIUE Department of Foreign Languages since 1988. Recent publications include articles on works by Andrée Chedid, Simone Schwarz-Bart and Jacques Poulin. She earned a Ph.D. in Romance Languages at the University of Florida.

Anna Norris est Associate Professor of French Studies à la Michigan State University. Elle est l'auteure d'un livre sur la littérature carcérale, *L'écriture du défi,* et coéditrice avec Frédérique Chevillot du collectif *Des femmes écrivent la guerre*. Elle a également publié plusieurs essais sur des auteures et auteurs aussi divers que Madeleine Pelletier ou Madame Lafarge et des cinéastes tels que Marcel Ophuls et Jean Rouch.

Angela Orasch is an MA candidate in political science at York University. Her interests include feminist theory and social policy.

Lynn Penrod is professor of French at the University of Alberta, where she teaches French literature and literary translation in the Department of Modern Languages and Cultural Studies (Faculty of Arts) and is a lecturer in the Faculty of Law, where she teaches jurisprudence. She has published numerous articles on French children's literature (on

Claude Aubry, Michel Tournier, J.M.G. Le Clézio, George Sand, Henri Bosco, Ginette Anfousse, and Monique Corriveau, for example) and has just completed an English translation of Hélène Cixous's *La Fiancée juive de la tentation*.

Professeure titulaire à l'Université de Sherbrooke, **Suzanne Pouliot** est cochercheure au Groupe de recherche sur l'édition littéraire au Québec (GRÉLQ), dirigé par Josée Vincent et Marie-Pier Luneau. Elle s'intéresse à l'histoire de la littérature de jeunesse, à la didactique du français et à l'édition littéraire pour l'enfance et la jeunesse. En plus d'avoir été conservatrice pour deux expositions : *Éditeurs québécois des années 1940 et 1950 pour l'enfance et la jeunesse* et *Mutations de l'illustration en littérature de jeunesse de 1920 à 2000,* elle a signé de nombreux articles, des chapitres de livres et des livres, en plus d'avoir dirigé ou codirigé des numéros de revues consacrés à la littérature de jeunesse, à la didactique du français et au discours éditorial sur la lecture des jeunes. Plus récemment, elle a corédigé avec Johanne Lacroix, *Michèle Marineau,* essai paru aux Éditions David.

Marie Schein est professeure de français à la Texas Christian University à Fort Worth, dans le nord du Texas. Elle a aussi enseigné la littérature américaine et amérindienne et publié plusieurs articles sur le roman amérindien aux États-Unis au XXe siècle. Ses travaux de recherche s'orientent à présent sur les auteurs québécois, mais en particulier les auteurs de Premières Nations.

Noëlle Sorin est professeure titulaire à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Son principal domaine de recherche est la didactique de la littérature pour la jeunesse, où elle explore particulièrement la lecture/écriture littéraire. Par ailleurs, elle se préoccupe de l'histoire de l'édition pour la jeunesse et a publié une monographie sur les Éditions Variétés (2001). Un ouvrage collectif, *Littérature pour la jeunesse. Les représentations de l'enfant*, qu'elle a codirigé avec Suzanne Pouliot, est paru aux Cahiers scientifiques de l'ACFAS (2005). *La mémoire comme palimpseste en littérature pour la jeunesse* est publié aux Éditions Nota bene (2005) sous sa direction, ainsi que *Imaginaires métissés en littérature pour la jeunesse,* sorti des Presses de l'Université du Québec (2006).

Diane Soucy hérite de son père la passion pour le mot juste et de sa mère, sa mélomanie. À l'Université Laval, où elle enseigne maintenant, elle complète un baccalauréat en linguistique puis entreprend des études de deuxième cycle tout en travaillant au projet lexicographique du Trésor de la langue française au Québec. Elle entreprend ensuite une carrière d'enseignante à l'École de langues puis complète un certificat en enseignement. Par la suite, elle fait un doctorat en études francophones à l'Université de la Louisiane à Lafayette.

Samia I. Spencer, consule honoraire de France en Alabama et officier dans l'Ordre des Palmes académiques, enseigne le français à l'université d'Auburn en Alabama. Ses nombreuses publications portent sur le Siècle des lumières, la francophonie, les femmes politiques de France et du Québec, et l'actualité culturelle en France et au Québec.

Jean-Pierre Thomas est professeur adjoint au Collège universitaire Glendon, campus externe de l'Université York à Toronto (Canada), où il enseigne la littérature québécoise et la langue française depuis 2005. Il s'est spécialisé dans la recherche et l'étude de traces mythiques présentes au sein des œuvres de la littérature québécoise des XIXe et XXe siècles et a publié des articles sur le sujet dans quelques revues canadiennes et européennes (*Religiologiques*, *Les cahiers Anne Hébert*, *Iris/Taira*).

Christophe Traisnel est chercheur à l'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques. Politologue, il possède un Philosophiae Doctor de l'Université de Montréal et un Doctorat de l'Université de Paris II Panthéon-Assas. Après avoir consacré sa thèse au nationalisme de contestation, il travaille actuellement sur les aspects politiques des francophonies minoritaires canadiennes dans une perspective comparative. Il est par ailleurs l'auteur de l'ouvrage *Francophonie, francophonisme : groupe d'aspiration et formes d'engagement* (LGDJ – Panthéon-Assas).

Jean Marie Turcotte Walls received her Ph.D. in French from Louisiana State University. She teaches Francophone culture and literature at Union University. She also teaches in the Master of Arts in Intercultural Studies program. Her areas of research interest include colonial and postcolonial theory, interdisciplinary teaching and theory, and contemporary artistic and intellectual culture in Quebec.

Richard Vengroff is dean of the College of Humanities and Social Sciences at Kennesaw State University. His current research is devoted to issues of Canadian and Quebec politics, including electoral reform and decentralization.

Michel Venne est le fondateur et le directeur général de l'Institut du Nouveau Monde. Il est le directeur de *L'annuaire du Québec,* publié chaque année aux Éditions Fides. Journaliste, il a occupé au quotidien *Le Devoir,* de Montréal, de 1990 à 2006, les fonctions de correspondant parlementaire à l'Assemblée nationale, éditorialiste, directeur de l'information puis chroniqueur. La qualité de son travail journalistique a été reconnue par l'attribution du prix Judith-Jasmin (mention presse écrite) en 1993 et de la Bourse Michener en 1997. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Souverainistes, que faire?* et *Les Porteurs de liberté*. Il a dirigé plusieurs ouvrages collectifs dont *100 idées citoyennes pour un Québec en santé; Justice, démocratie et prospérité – L'avenir du modèle québécois; Penser la nation québécoise*.

Heather A. West est professeure-assistante de français (premier cycle) et directrice académique de laboratoires à Samford University à Birmingham en Alabama aux États-Unis. Ses domaines de recherche comprennent le roman, les fables, la chanson et la culture québécois aussi bien que la littérature haïtiano-québécoise. Elle s'intéresse aussi à la littérature antillaise en français, à la littérature latino-américaine en espagnol et à la culture cajun.

Robert K. Whelan is visiting professor of Urban and Public Affairs at the University of Texas-Arlington. His current research focuses on New Orleans, and on Canadian cities, especially Montreal.

Lawrence Williams est Assistant Professor et Director of Language Programs au Department of Foreign Languages and Literatures à la University of North Texas où il enseigne le français. Ses recherches portent principalement sur le discours électronique et les nouvelles technologies comme outils d'apprentissage et de communication.

Nicolas Xanthos est professeur au département des Arts et Lettres de l'Université du Québec à Chicoutimi. Ses recherches portent sur la littérature française contemporaine, les théories du récit et du dialogue et l'œuvre romanesque de Gaétan Soucy. Il a publié une quinzaine d'articles, notamment dans *Littérature, Australian Journal of French Studies, Voix et images* et *RS-SI*. Il a codirigé, avec René Audet, un récent numéro double de la revue *Protée* intitulé « Actualités du récit » et a dirigé le numéro 79 de la revue *Tangence* consacré aux « Art et avatars de la conversation ». Il fera paraître, en 2007, un essai consacré au récit et à l'indice dans le roman policier, chez Nota Bene.

Nous exprimons nos sincères remerciements
aux organismes suivants, qui ont fourni une aide financière
pour la publication de cet ouvrage.

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES QUÉBÉCOISES

Relations internationales Québec

UNT UNIVERSITY OF NORTH·TEXAS

Affaires étrangères et Commerce international Canada

Foreign Affairs and International Trade Canada

Canada

Une soixantaine de chercheurs appartenant à différentes disciplines – littérature, cinéma, histoire, philosophie, études féministes, sociologie, sciences de l'éducation, sciences politiques, linguistique, urbanisme – tentent de faire le point sur les changements qui ont affecté la société québécoise depuis les années 1960. Qu'il s'agisse de l'idéologie, du déclin de l'influence de l'Église catholique qui avait joué un rôle prédominant au Québec, de la langue et des enjeux qu'elle représente, de l'engagement politique, des questions sociales (femmes, autochtones) ou encore de la production culturelle, ces spécialistes venus des États-Unis, du Québec, d'autres provinces canadiennes et d'Europe analysent l'évolution qui est survenue en plus de quarante ans dans la littérature, la chanson et le cinéma québécois.

MARIE-CHRISTINE WEIDMANN KOOP est professeure de langue et civilisation françaises et directrice du Département de langues et littératures étrangères à l'Université de North Texas (Denton). Ses publications portent sur les systèmes éducatifs français et québécois, les questions d'immigration et la condition des femmes en France. Elle est présidente de l'American Association of Teachers of French (AATF) et membre du comité de rédaction de la *French Review*, de *Dialogues et Cultures* et de *Women in French Studies*. Elle a reçu plusieurs distinctions honorifiques aux États-Unis et vient d'être élevée au rang d'officier dans l'Ordre des Palmes académiques (France).

Ont collaboré à cet ouvrage

Frédéric Bastien • Étienne Beaulieu • Jean-Claude Bondol • François-Emmanuël Boucher
Lucie Brind'Amour • Marc André Brouillette • Serge Cantin • Anne Caumartin • Ginette Chenard
Rémi A. van Compernolle • Kevin Elstob • Leïla Ennaïli • Daniel Faussié • Dominique D. Fisher
Mary Ann Garnett • Céline Girard • Peter Graefe • Lee Hilliker • Stéphane Inkel
Marijn S. Kaplan • Kelle Lyn Keating • Stephen Kenny • Sylvie Lacombe • Daniel Laforest
Martine-Emmanuelle Lapointe • Chantal Maillé • J. Debbie Mann • Anna Norris • Angela Orasch
Lynn Penrod • Suzanne Pouliot • Marie Schein • Noëlle Sorin • Diane Soucy • Samia I. Spencer
Jean-Pierre Thomas • Christophe Traisnel • Jean Marie Turcotte Walls • Richard Vengroff
Michel Venne • Marie-Christine Weidmann Koop • Heather A. West
Robert K. Whelan • Lawrence Williams • Nicolas Xanthos

www.puq.ca

ISBN 978-2-7605-1542-0

9 782760 515420